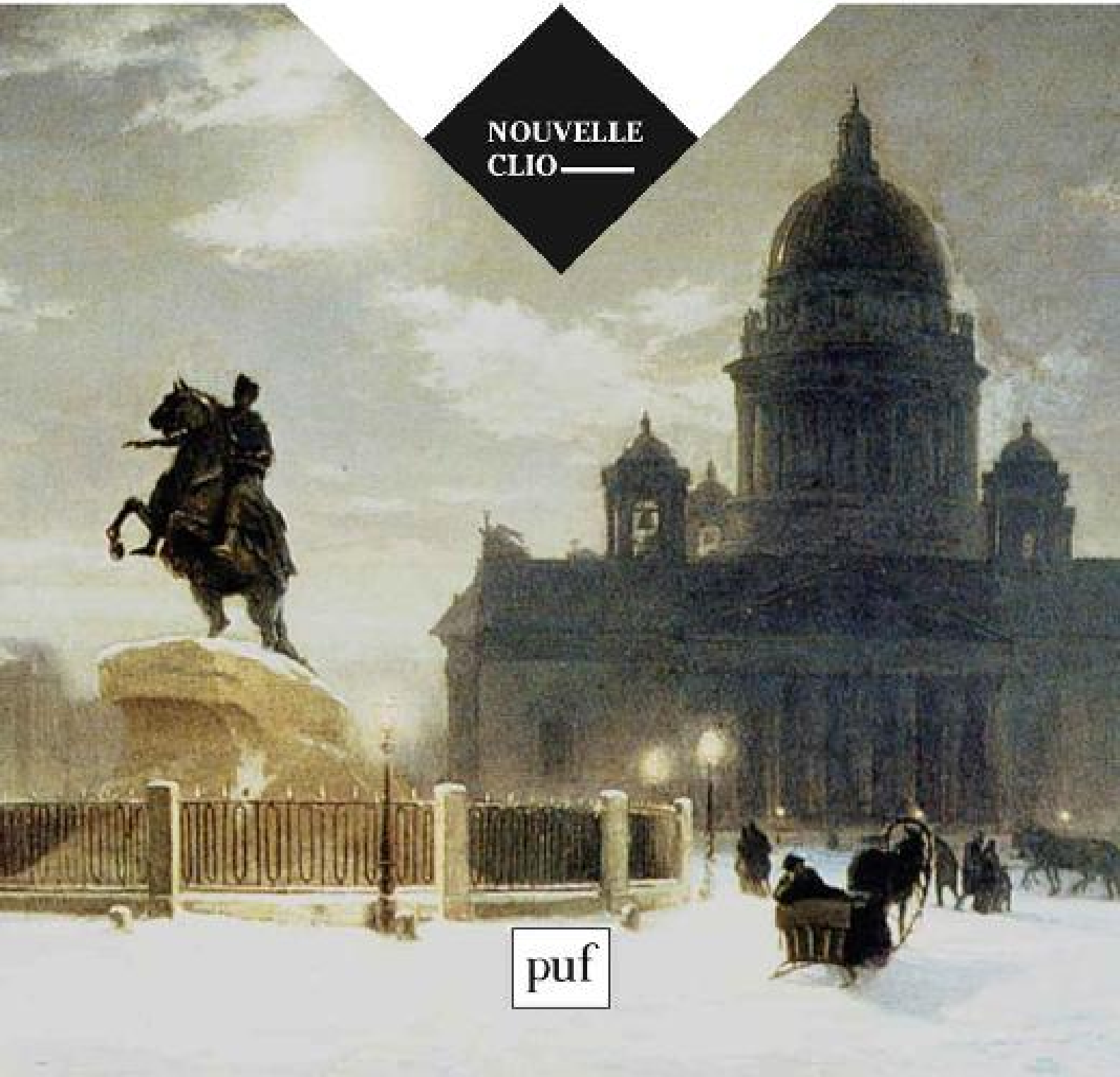
Pierre Gonneau - Aleksandr Lavrov - Ecatherina Rai

La Russie impériale. L'Empire des Tsars, des Russes et des Non-Russes (1689-1917)



NOUVELLE CLIO

puf

Nouvelle Clio

L'Histoire et ses problèmes

Collection fondée par Robert Boutruche et Paul Lemerle
et dirigée par Jean Delumeau et Hervé Inglebert
puis par Hervé Inglebert et Charlotte de Castelnau-L'Estoile

Pierre Gonneau
Aleksandr Lavrov
Ecatherina Rai

La Russie impériale

L'Empire des tsars, des Russes et des non-Russes (1689-1917)

puf

Dépôt légal – 1re édition : 2018, mars
© Presses Universitaires de France / Humensis, 2019
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

ISBN numérique : 9782130816188

Introduction

Нет, ты не будешь забвенно, столетье безумно и мудро,

Будешь проклято вовек, ввек удивленьем всех.

О незабвенно столетие ! радостным смертным даруешь

Истину, вольность и свет, ясно созвездье вовек [1] !

А. Н. Радищев, *Осьмнадцатое столетье*

Век девятнадцатый, железный,

Воистину жестокий век,

Тобою в мрак ночной, беззвездный,

Беспечный брошен человек [2].

А. Блок, *Возмездие*

Au matin du 18 août 1698, le forgeron Gerrits Kist, résidant à Zaandam, part pêcher sur le Rhin. Soudain, il voit venir à lui un bateau assez modeste sur le pont duquel il reconnaît des gens qu'il avait déjà rencontrés lors de son séjour à Moscou. Ils le reconnaissent aussi et le prient de monter à bord. C'est alors qu'il remarque celui qui domine par sa taille toute la compagnie. Le tsar moscovite, qui jusque-là n'a jamais quitté ses États, sinon à la tête de ses armées, est sur le bateau [3] !

Nous avons abandonné le jeune Petr Alekseevič en 1689, au moment où il avait réussi à renverser sa demi-sœur, Sof'ja. En réalité, ce n'était pas Pierre lui-même, mais le clan de sa mère qui prenait le pouvoir. Leurs premières mesures n'annoncent pas une ouverture sur l'Europe, bien au contraire. Pour complaire aux dignitaires religieux qui les avaient soutenus, ils limitent sévèrement l'entrée des étrangers. À l'automne 1689, le mystique et poète allemand Quirinus Kühlmann est même condamné à mort comme hérétique et brûlé à Moscou, sentence d'une exceptionnelle sévérité. Par ailleurs, les diplomates étrangers sont cantonnés dans un rôle exclusivement commercial et il paraît impossible de faire de la « grande politique » avec la Russie. Le résident danois en est réduit à décrire dans ses relations le comportement étrange du jeune Pierre, qui semble préférer la compagnie des étrangers et s'intéresser à la construction navale. C'est donc à Moscou, et non à Zaandam qu'est née l'image du tsar-charpentier.

Il faut attendre 1695 pour que Pierre attire l'attention de l'Europe en lançant une expédition contre Azov, à l'embouchure du Don. L'initiative est hardie. S'il s'était contenté d'attaquer le khanat tatar de Crimée, il n'aurait pas déclenché ce faisant une guerre avec le sultan, même si ce dernier est le protecteur du khanat. Mais il sait pertinemment qu'Azov, possession directe de la Porte, est considérée par elle comme un des avant-postes de la défense de Constantinople. Le premier siège (en 1695) échoue, sans surprise, parce que les Russes n'ont pas de flotte de guerre, tandis que la marine turque peut facilement secourir Azov. L'année suivante, une marine russe rudimentaire suffit à décider de la chute de la forteresse. Cette réussite ne marque pas encore une rupture avec la politique internationale de la régente Sophie. En attaquant Azov, Pierre n'a fait que s'acquitter de ses obligations envers ses alliés de la Sainte Ligue. Et c'est pour renforcer l'alliance anti-ottomane qu'il entreprend sa Grande ambassade en Europe.

La prise d'Azov est malgré tout un événement remarquable. Elle dévoile quelques-uns des axes de la politique militaire et de la diplomatie russe des XVIIIe-XIXe siècles. Azov est un premier pas dans la révolution militaire russe. On présente souvent les guerres russo-turques comme une confrontation asymétrique entre une armée régulière et une horde de janissaires. Mais pour l'heure, c'est plutôt le contraire. Azov est une forteresse moderne, à la Vauban. De son côté, l'armée russe est encore dans les limbes : elle se réduit à quatre régiments modernes, appuyés par les mousquetaires de Moscou (corps créé sous Ivan le Terrible), des Kalmouks et les cosaques zaporogues, commandés par l'hetman I. Mazepa. Pierre va faire de son armée un creuset, tout comme il s'efforcera de réunir les principales nations de son empire dans sa nouvelle capitale.

Azov marque aussi le début de la médiatisation européenne de la politique russe. Pierre réussit là où V. V. Golicyn avait échoué, alors qu'il avait annoncé à l'avance sa victoire. Dans sa tournée européenne, le tsar est accueilli en triomphe. G. Kneller, peintre de la cour britannique, fait son portrait en reprenant plusieurs éléments de celui de Guillaume III

d'Orange qu'il avait réalisé un peu plus tôt. Pierre pose en armure, tenant le bâton de grand capitaine, sur fond de paysage maritime avec une escadre. Dès lors, chaque entreprise russe sera évaluée en fonction des gains matériels qu'elle peut procurer, mais aussi de ses retombées idéologiques.

La Russie commence à se projeter sur la scène internationale avec la grande ambassade et entame une campagne d'emprunts, ou de transferts culturels, qui dépasse largement tout ce qu'elle avait entrepris depuis qu'Ivan III avait fait venir d'Italie Sophie Paléologue et une pléiade d'artisans italiens pour reconstruire le Kremlin de Moscou. La transformation des institutions, du costume, de l'étiquette et du lexique de la vie publique s'apparente à une réinvention complète. Imposée par ukase, combattue spontanément de son temps, critiquée *a posteriori*, mais aussi bien enracinée dans l'appareil d'État, puis dans les élites, elle est au cœur de la problématique de l'identité russe tout au long des deux siècles qui suivent le règne de Pierre le Grand. La Russie semble combler le fossé qui la sépare des grandes nations. La forte empreinte féminine du XVIIIe siècle, dominé par les impératrices, facilite à certains égards le rapprochement avec l'Europe qui a connu ou connaît à la même époque des souveraines jouant avec brio les rôles de Minerve et de Vénus. Sous leur sceptre, la Russie paraît prendre la tête des nations éclairées, notamment en n'appliquant plus la peine de mort sous Élisabeth. Le XIXe siècle, au contraire, est tout entier masculin. La question du fossé entre la Russie et l'Occident est toujours présente, mais ne se pose plus seulement en termes de rattrapage du retard russe. Le pouvoir et les penseurs se préoccupent d'un autre fossé, celui qui sépare les élites du peuple. Le *narod* est, en effet, la nouvelle donnée qui s'ajoute à l'équation de la société russe, aux côtés de l'autocratie et de l'orthodoxie.

En présentant cet ouvrage au public, nous tenons à exprimer notre gratitude aux collègues qui nous ont aidés par leurs conseils : A. I. Alekseev (Bibliothèque nationale de Russie), A. B. Kamenskij (Haute École d'économie à Moscou) et A. Kappeler (Université de Vienne). Nous saluons aussi la

mémoire de nos collègues et maîtres, M. Aucouturier, J.-L. Van Regemorter et V. Vodoff.

Ce livre est fondé sur les cours donnés par les auteurs dans les universités de Saint-Pétersbourg, de Cologne et de Vienne, à Paris VIII - Saint-Denis et Paris-Sorbonne. Nos étudiants ont accompagné la création de ces textes, et ont beaucoup contribué à leur réécriture, par leurs questions et leurs critiques. Nous leur exprimons notre profonde reconnaissance.

PREMIÈRE PARTIE

Les faits

chapitre 1

Les réformes de Pierre le Grand et la réaction conservatrice (1689-1730)

Sous Aleksej (1645-1676) et Fedor (1676-1682), cour et société ont déjà manifesté des oppositions au repli, notamment confessionnel, et une recherche d'échange de tous ordres avec l'Europe catholique et surtout protestante. Durant la quarantaine d'années qui sépare le renversement de la régente Sof'ja Alekseevna du couronnement d'Anna Ioannovna, l'Empire est refondé, dans ses principes, dans ses institutions et ses pratiques. Tout change : l'armée, la diplomatie, l'imposition, la hiérarchie des grades et dignités, la typographie et la datation, jusqu'à la capitale et à la sociabilité. Pour autant, à la mort de Pierre le Grand s'ouvre un temps de turbulences où son héritage passe tout près de l'anéantissement. Le bilan de ses réformes et contre-réformes occupe une place énorme dans les travaux des historiens et les réflexions des intellectuels russes des XIXe et XXe siècles.

1. Une nouvelle ère

Couronné en juin 1682 avec son demi-frère Ivan V, Pierre Ier n'exerce pas le pouvoir. Le renversement de sa demi-sœur Sof'ja en août 1689 est l'œuvre du clan Naryškin, sa famille maternelle. Pendant quatre ans et demi, sa mère, Natal'ja Kirillovna, jouit d'une forte influence. Elle choisit le nouveau patriarche, Adrian (24 août/3 septembre 1690), dont l'hostilité aux usages occidentaux contrariera beaucoup son fils. Elle trouve aussi la future tsarine. Evdokija Lopuxina, que Pierre épouse le 27 janvier 1689, est Russe, orthodoxe, issue d'une famille de moyenne noblesse. Le tsarévitch Aleksej naît le 18 février 1690. La mort de Natal'ja Kirillovna, le 25 janvier 1694, confère plus d'autorité à Pierre mais, il montre une préférence marquée pour les aventures extérieures. Il a noué, enfant, des relations au faubourg des Allemands

avec des étrangers dont les connaissances ou le style de vie sont à son goût. Surtout, il veut rejoindre une vaste coalition antiturque pour que la Russie prenne sa revanche sur les déconvenues de Crimée en 1687 et 1689. Les deux campagnes d'Azov seront l'épreuve du feu. L'entrée à Moscou en vainqueur, le 30 septembre 1696, est le véritable avènement de Pierre, qui révèle le scénario de son règne. Il défile en uniforme militaire, passant sous un arc de triomphe paré de symboles romains. Sur le pays règne désormais un César et un seul, puisque Ivan V est mort le 29 janvier/8 février 1696, ne laissant que des filles.

L'apprentissage du métier de souverain se poursuit avec la « grande ambassade » : du 9 mars 1697 à l'été 1698, le tsar va voir de ses yeux les grandes et les petites capitales d'Europe, leurs industries et leurs arts. Le volet diplomatique est plus décevant, car sa grande coalition anti-ottomane ne parvient pas à se monter. Et le retour est précipité par le soulèvement des *strel'cy* de Moscou. Certes, les mousquetaires représentent le passé, et la liquidation de ce corps d'armée, déjà supplanté par les nouveaux régiments que le jeune souverain a constitués, est inévitable. Néanmoins, la sauvagerie de la répression, qui fait plusieurs milliers de morts, témoigne de l'insécurité des autorités. La légende noire de Pierre remonte à sa naissance, que d'aucuns jugent suspecte, au point de lui attribuer un père allemand. Mais l'exécution des *strel'cy*, à laquelle il prête la main en personne, le 10 octobre 1698, accentue le rejet qu'il suscite. Pour faire bonne mesure, il contraint sa demi-sœur Sof'ja à se faire nonne, tout comme sa propre épouse.

Dès 1699, une guerre avec la Suède est imminente. Pierre la prépare en nouant des alliances et en tentant de moderniser son armée à marches forcées. Pourtant, quand le conflit éclate, en 1700, son infériorité est évidente. Il lui faudra vingt et un ans pour venir à bout de la Suède, au cours desquels le tsar restera longtemps sur la défensive et devra faire face à des révoltes quasi-constantes, impitoyablement matées. Le sort des cosaques zaporogues, des territoires ukrainiens et de la République polono-lituanienne en général se joue alors et l'équilibre des forces entre la Russie et l'Empire ottoman est redéfini. La diplomatie russe prend un nouvel essor et Pierre

effectue de longs voyages (janvier 1716-octobre 1717). Contournant les obstacles religieux, il conclut des mariages entre les membres de sa lignée et des princes ou princesses issus de dynasties protestantes d'Allemagne du nord. Pour sa part, il se contente d'officialiser, le 6 mars 1711, sa liaison avec une Livonienne de très basse extraction, rencontrée à la faveur de ses campagnes et qui lui a donné plusieurs enfants, Marta Skavronskaja rebaptisée Ekaterina. Il tente d'adapter son pays en réinventant son système de gouvernement et en mobilisant la population, des nobles aux paysans. Il crée notamment le Sénat (1711), qui assure la continuité de l'État en son absence, et les premiers collèges (1718), ancêtres des ministères. Sur les « marécages de Finlande », comme le dira plus tard Custine, tout juste arrachés aux Suédois, il fonde une ville à laquelle il donne le nom de son saint patron, Saint-Pétersbourg, dont il fait en 1714 sa nouvelle capitale. Mais il laisse aussi en jachère l'Église à la mort du patriarche Adrian et provoque de profonds mécontentements. Le conflit qui l'oppose à son fils Aleksej, devenu malgré lui le point de ralliement des forces qui résistent au « tsar-Antéchrist », se termine par la mort du tsarévitch (26 juin 1718).

L'issue favorable qui se dessine dans la guerre du Nord et la crise de succession qu'il a provoquée poussent Pierre à systématiser ses réformes. En 1721, il publie un *Règlement ecclésiastique* par lequel le patriarcat est aboli et remplacé par un Saint-Synode qu'il met sous tutelle (25 janvier), et proclame formellement l'empire russe (22 octobre) au lendemain du traité de Nystad qui consacre sa victoire sur la Suède (30 août). L'année suivante est publiée la *Table des rangs*, cadre de classification des serviteurs de l'État, au civil, comme au militaire (13 janvier) et une nouvelle loi de succession (5 février) qui donne tout pouvoir au souverain pour désigner l'héritier du trône. En 1724 est instaurée la capitation (*podušnaja podat'*), principale contribution due par les roturiers. L'impôt est assis sur le chef de famille, plutôt que le foyer (*dvor*), ce qui entraîne la compilation de listes nominales et porte en germe le casse-tête de leur révision (*revizija*). Un monarque qui ose prélever un « impôt sur les âmes », voilà de quoi conforter ceux qui voient en lui l'Antéchrist…

Quand Pierre le Grand meurt, le 25 janvier/8 février 1725, ses proches conseillers mettent sur le trône sa veuve, première impératrice de Russie, Catherine Ire. Couronnée par son mari, en 1724, elle a une certaine légitimité, en dépit du fait que la première épouse de Pierre est encore en vie. Le compagnon de guerre A. Menšikov, le corédacteur du *Règlement ecclésiastique*, l'évêque Théophane Prokopovyč, ou encore le chef de la Chancellerie secrète P. Tolstoj, s'entendent provisoirement pour la soutenir. La souveraine consent à la création d'un Conseil privé suprême (*Verxovnyj tajnyj sovet*) qui pourrait devenir un contre-pouvoir limitant l'autocratie (8/19 février 1726). Elle n'a guère le temps d'en faire davantage : elle meurt subitement, le 6/17 mai 1727. Le choix des « Suprêmes » (*Verxovniki*) se porte alors sur le seul mâle de la lignée présent en Russie, Petr Alekseevič, le fils du tsarévitch assassiné.

Au début du règne de Pierre II, Menšikov semble le faiseur de roi et souverain de l'ombre. Il écarte son rival Tolstoj et fiance sa propre fille au jeune empereur. Toutefois, quelques semaines d'indisposition, au cœur de l'été, renversent sa fortune : il est exilé à son tour (8 septembre 1727). La préparation du couronnement laisse augurer des changements plus radicaux. Pierre II se rend à Moscou et, après le sacre (25 février 1728), la cour y demeure. Pétersbourg paraît abandonné. Tandis qu'on prépare les noces du jeune tsar, la noblesse se rassemble en grand nombre dans l'ancienne capitale. Mais il meurt soudainement, le 19/30 janvier 1730. C'est alors seulement que se dispute la partie décisive : que va-t-il advenir de l'héritage de Pierre le Grand ?

2. Gloire et légende noire de Pierre Ier : historiographie du règne

Pierre le Grand forge lui-même l'image qu'il veut laisser[4], celle d'un tsar-pygmalion qui modèle le pays à sa guise[5]. Tout est mis à contribution : sermons et poèmes, mémoires et journaux intimes. Les formules apparaissent sur un monument, ou sur une médaille avant d'être développées dans les livres. Le mythe du tsar-réformateur va devenir le fondement de la

légitimité de la dynastie. Les impératrices du XVIIIe siècle se présenteront comme ses héritières et continuatrices, qu'elles soient sa veuve, sa nièce ou sa fille.

Le débat sur les réformes dépasse la question de l'occidentalisation et touche à la nature de l'Empire et de la nation, au point que l'on aboutit vite à parler de l'historiographie russe en général. Mais le tsar est aussi l'un des personnages-clés du langage européen des Lumières [6]. Les jugements qu'il inspire en Russie, en France ou en Allemagne se trouvent dans une interaction continuelle, et il est parfois difficile de démêler à qui appartient telle ou telle considération.

Tant que Pierre est sur le trône, les louanges sont contrebalancées par sa modestie, sincère ou affectée. Dès 1725, la sacralisation l'emporte, dès l'éloge funèbre de Théophane Prokopovyč, sur le chantier enneigé de la cathédrale Saints-Pierre-et-Paul. Suivant la tradition médiévale, le défunt surpasse Samson, Japhet, Moïse, Salomon et David, mais aussi Auguste et Constantin le Grand [7]. La dernière comparaison frise le blasphème : Pierre, qui « ressuscita la Russie comme d'entre les morts », devient l'égal du Christ [8]. À la génération suivante, I. I. Golikov, l'un des premiers historiographes du XVIIIe siècle à être simple roturier, publie des *Actes de Pierre le Grand* [9], imitant ceux des apôtres. « Il était ton Dieu, ton Dieu, Russie », écrira M. V. Lomonosov [10].

Pourtant, dans son *Éloge de Pierre le Grand* (1755), le même Lomonosov est plus mesuré. D'origine modeste, il est sans doute plus accoutumé à entendre critiquer le tsar, mort déjà depuis trente ans. Le plus grand mérite de Pierre n'est pas son armée régulière ou sa marine, mais les Lumières qu'il a favorisées « en partie par ses ordres, en partie par son exemple personnel », l'acquisition de nouvelles connaissances. « Les vaillantes armées russes tournent contre l'ennemi des armes, fabriquées par des mains russes, à partir de minerais extraits des montagnes russes […] de nouveaux Colomb abordent de nouveaux rivages, pour étendre le pouvoir et la gloire de la Russie, un nouveau Typhée ose naviguer entre les icebergs qui

se croisent, lutte contre la neige, le froid, les glaces éternelles et tente de réunir l'Orient et l'Occident. »

Lomonosov n'esquive pas la question fiscale, pourtant objet d'âpres débats. La capitation est « un impôt léger, mais clairement défini ». La Russie a fait la guerre vingt ans sans s'endetter. Seule l'œuvre législative reste en chantier. Ce sera à sa fille, Élisabeth, d'édicter « des lois claires et immuables ». Pierre, enfin, s'est frotté aux « simples soldats », a travaillé « avec les gens du commun, comme un travailleur du commun » [11]. Ses successeurs, au contraire, vivent entourés de favoris et favorites, coupés de leurs sujets.

Que reprochent à Pierre le Grand ses premiers opposants ? Les archives du Secrétariat de Preobraženskoe et de la Chancellerie secrète, chargés de poursuivre ce qui relève de la lèse-majesté, regorgent d'affaires sur des propos peu amènes, mais presque tous proférés sur le moment, sans suite. Le coût humain élevé des réformes et la dénaturation de l'identité nationale n'ont pas encore trouvé d'expression, pas plus que la notion de conscience nationale.

Il faut attendre qu'un Suédois prenne la parole. Ce sera P. J. Strahlenberg. Ancien prisonnier de guerre, il reproduit les idées de ses interlocuteurs russes et, probablement, leurs écrits. Son ouvrage paraît en 1730, alors que la Russie est en pleine crise politique, en allemand, qui, grâce à Pierre le Grand, est devenu la langue des élites russes [12]. Strahlenberg reproche au tsar son « mode de vie fait de désordre et de débauches », résultat d'une mauvaise éducation, qui a causé bien du tort au pays et hâté sa propre disparition. Il l'a poussé à écarter les gens raisonnables pour s'entourer de coquins, de simples soldats « et de gens du commun », avec qui il s'est adonné à des plaisirs profanes, y compris à ceux des *svjatki* [13], origine du « Très Burlesque Concile » (*Vsešutejšij Sobor*), qui n'est autre qu'une parodie scabreuse des rites orthodoxes. C'est à peu près ce que dit Kurbskij de l'enfance d'Ivan le Terrible dans son *Histoire du grand-prince de Moscou*, que lisent les élites moscovites dans les jeunes années de Pierre le Grand, s'empressant de l'affubler des tares du tsar Ivan. Frasques et innovations sacrilèges provoquent un mécontentement tel qu'il

faut multiplier les procès en lèse-majesté pour l'étouffer. Strahlenberg parle d'inquisition, terme que ses informateurs russes ne connaissent sans doute pas.

Autre grief, qui en dit long sur l'appartenance sociale de ses sources : toute la noblesse a été embrigadée pour la guerre du Nord. Les réformes exigent tant de serviteurs qu'il faut recruter jusqu'aux roturiers, qui apportent corruption et malversations. Les immenses gouvernorats créés en 1708 sont difficiles à contrôler et le séparatisme menace, preuve en est le prince M. P. Gagarin, gouverneur de Sibérie, finalement exécuté pour haute trahison. Pour Strahlenberg, toute résistance à Pierre le Grand est excusable, même si elle fait craindre pour l'intégrité de l'État, comme pour Gagarin ou Mazepa qui rejoint le camp de Charles XII. La mobilisation permanente, qui distrait les propriétaires de leurs domaines, entraîne la dégradation de l'économie. Pour autant, ils ne sont jamais associés à la prise des décisions. La charge fiscale excessive imposée aux paysans les pousse à fuir. La construction de Pétersbourg est le fruit du travail forcé.

Ces griefs forment le socle de la « légende noire » du tsar [14]. M. M. Ščerbatov, chargé par Catherine II de rédiger l'histoire officielle du règne de Pierre, les reprendra, surtout les accusations de favoritisme et de corruption des mœurs. Sa contemporaine, la princesse E. R. Daškova, est plus sensible aux arguments de Rousseau qui dénonce la dénaturation de la Russie.

Pierre le Grand provoque des échanges animés entre la Russie et la France. L'éloge funèbre de Théophane Prokopovyč est traduit en français et on prépare une version russe de l'*Éloge du Czar Pierre Ier* de Fontenelle. Pour ce dernier, on ne peut appeler « réformes » l'œuvre de Pierre, car la Moscovie est une *tabula rasa*, où « tout étoit à faire… & rien à perfectionner ». Il a donné naissance à « une Nation nouvelle » et l'a fait entrer dans le « Système de l'Europe », condition préalable au progrès des Lumières. Ce jugement reprend les termes du décret du Sénat qui décerne au souverain le titre de père de la patrie. Fontenelle fait de Pierre un monarque éclairé, agissant pour le bien de ses sujets, un exemple pour les rois de son temps. « Seulement est-il à

craindre que l'on n'y prenne à la fin un bizarre mépris du Bon devenu trop familier[15] ? » Voltaire ne dit rien d'autre, même dans *l'Histoire de l'Empire russe pendant le règne de Pierre le Grand*, pour laquelle il a été bien payé par le Trésor russe et conseillé par d'illustres correspondants pétersbourgeois. Pierre le Grand « le législateur » est le contraire de Charles XII « le conquérant ».

Dans le *Contrat social* (1762), Rousseau prend le contre-pied de Voltaire, mais aussi de Montesquieu, se fondant sur la notion de « caractère national », promise à un riche avenir. « Pierre avait le génie imitatif ; il n'avait pas le vrai génie, celui qui crée et fait tout de rien. Quelques-unes des choses qu'il fit étaient bien, la plupart étaient déplacées. Il a vu que son peuple était barbare, il n'a point vu qu'il n'était pas mûr pour la police ; il l'a voulu civiliser quand il ne fallait que l'aguerrir. Il a d'abord voulu faire des Allemands, des Anglais, quand il fallait commencer par faire des Russes ; il a empêché ses sujets de jamais devenir ce qu'ils pourraient être, en leur persuadant qu'ils étaient ce qu'ils ne sont pas[16]. » Et de menacer : l'armée russe arrive aux portes de l'Europe et il faudra que « tous les rois de l'Europe travaillent de conserve » pour conjurer ce danger. Rousseau est très impressionné par la déroute prussienne de la guerre de Sept Ans et Voltaire, ne manque pas de lui faire une réponse mordante dans le *Dictionnaire philosophique*. La polémique rebondit en 1772, alors que Russie, Autriche et Prusse se partagent la Pologne : pour Voltaire, l'Empire réformé par Pierre le Grand fait avancer les Lumières, tandis que Rousseau défend la Pologne, « dernière nation libre » de l'Europe, victime de la conspiration des monarques. Et pourtant les intellectuels russes du XVIIIe et du XIXe siècle optent pour Rousseau : le discours de l'identité nationale dénaturée touche une corde sensible.

Un monarque « populaire » ou « national » ?

Dans ses *Lettres d'un voyageur russe* (1791-1795), Karamzin reconnaît à Pierre le mérite d'avoir montré que « l'essentiel n'est pas d'être des Slaves, mais des humains », car « tout le national n'est rien devant l'humain »[17]. Mais les

réformes d'inspiration napoléonienne d'Alexandre Ier le font changer d'avis. Dans son *Mémoire sur la Russie nouvelle et ancienne* (1810-1811), il accuse le tsar, à force de faire fi des « particularités nationales » (*narodnye osobennosti*), d'oublier que c'est sur « l'esprit national » (*dux narodnyj*) que repose la puissance des États. Les innovations culturelles réservées aux seules élites ont creusé entre la noblesse et les autres ordres un fossé si profond que, pour le paysan, son seigneur pourrait aussi bien être un Allemand [18].

Les slavophiles, les frères Aksakov en tête, reprendront l'idée du fossé entre élites et peuple et inspireront à leur tour Dostoïevski. Dès lors, les conservateurs attaquent l'œuvre de Pierre tout entière ou sa réforme ecclésiastique. Les occidentalistes aussi s'appuient sur le Grand réformateur pour que son autorité donne du poids à leur volonté d'orientation européenne. V. G. Belinskij, affirme que, sans lui, la Russie serait une autre Perse ou un second Empire ottoman. Ses réformes ont touché à des traits externes, comme la barbe ou la tenue vestimentaire, mais elles ont accouché de la « nation » : « Avant Pierre le Grand la Russie n'était qu'un peuple, et elle devint une nation grâce au mouvement que lui imprima son réformateur [19]. » Ces précurseurs de l'historiographie moderne ne se contentent pas de contredire les slavophiles, pas plus qu'ils n'adhèrent à l'idéologie officielle qui fonde sa légitimité sur le tsar-réformateur. Pour Herzen, qui d'occidentaliste devient socialiste, et d'autres penseurs révolutionnaires, le caractère progressiste de l'œuvre de Pierre ne justifie pas la « knoutocratie » à laquelle ils ne ménagent pas leurs critiques.

M. P. Pogodin, universitaire proche du nationalisme officiel, décrit, dans un essai original, la journée d'un homme de son temps où chaque aspect du quotidien procède des réformes de Pierre : la date en année du Christ, le nouvel an en janvier, la coupe et la fabrique des habits, la typographie, la langue, les institutions que l'on visite, le rang que l'on occupe, les règlements qui nous régissent [20]…

Pour son *Histoire du règne de Pierre le Grand*, N. G. Ustrjalov a, pour la première fois, un accès quasi illimité aux archives d'État. L'ouvrage, d'une tonalité semblable à

celle de Pogodin et plutôt favorable à l'empereur, sera interdit sous Nicolas Ier et ne paraîtra que sous Alexandre II.

S. M. Solov'ev a l'avantage considérable d'écrire au moment des grandes réformes. Ses « Lectures publiques sur Pierre le Grand », destinées à un public très large, pendant l'Exposition polytechnique de 1872, année du bicentenaire de la naissance du tsar, veulent montrer que l'autocratie est toujours capable de réformer le pays. Alors que l'Occident est désorienté par des révolutions sans fin, la Russie suit une évolution paisible, sous la férule d'un « guide » (*vožd'*) [21].

Les libéraux et les marxistes

Dans les années 1880 s'affirme une conception libérale de l'histoire russe. Sceptique sur la capacité de l'autocratie à réformer, elle est favorable à toute tentative constitutionnelle. Aspirant à un État de droit garantissant la séparation des pouvoirs, les libéraux sont occidentalistes, mais persuadés, comme les slavophiles, que l'occidentalisme de Pierre a coupé la société en deux. Les textes fondateurs de ce courant sont les cours de V. O. Ključevskij. Mais c'est la thèse de P. N. Miljukov, *L'Économie de l'État russe au temps de Pierre le Grand*, qui lui fera prendre son essor.

Pour Miljukov, il y a bien des réformes, mais pas de grand réformateur. Des centaines de projets présentés à Pierre qu'il consulte dans les archives, il déduit que la paternité en revient à la « société » (c'est-à-dire aux élites), le souverain n'étant qu'un exécutant. Le chaos qui s'en suit provient d'un manque de vision d'ensemble, des contradictions et des revirements successifs. Cette thèse est le produit de ton temps : alors que Nicolas II dénonce les « rêves insensés » de changement, Miljukov minimise le rôle du monarque au profit des institutions, de la dynamique de la société et de facteurs externes. Ces mesures ont été improvisées pendant la guerre du Nord, pour répondre aux besoins militaires. Et le bilan est désastreux : les impôts triplent alors que la population décroît de 20 %. Bref, « c'est au prix de la dévastation du pays que la Russie s'éleva à la hauteur des puissances étrangères [22] ». Ce discours devient central dans les deux dernières décennies de

l'Ancien Régime, même s'il est attaqué, à droite comme à gauche.

Ainsi, le tout aussi libéral N. P. Pavlov-Sil'vanskij, montre, sur la foi de ces documents que Pierre fait le tri parmi les projets soumis[23], dans une sorte de dialogue permanent avec les élites. Toujours dans le même camp, M. M. Bogoslovskij estime que la réforme administrative des années 1719-1720 s'inspire du caméralisme et du mercantilisme, alors en vogue en Europe, et aspire à un « État bien policé » (*Polizeistaat*) : « La loi essaie de tout réglementer, d'apposer des scellés sur tout, de donner une définition à tout dans le chaos de ce remaniement (*perestrojka*)[24], auquel la réforme soumet la Russie ». Le fidèle sujet doit se conformer aux normes définies par l'État, dans sa vie publique et privée, et jusqu'à sa mort où la formule d'absolution, le cercueil et le cimetière ont été prescrits pour lui[25]. Bogoslovskij remet en cause le caractère spécifiquement russe des réformes de Pierre. « Émigré de l'intérieur » resté en URSS, il entame une biographie plus traditionnelle du souverain, centrée sur sa personnalité, restée inachevée à sa mort en 1929. Publiée en pleine période stalinienne, elle est bien reçue, contrairement à ses thèses plus audacieuses d'avant 1917.

Les marxistes doivent d'abord renchérir dans la critique des réformes : Miljukov est un des chefs du parti KD (constitutionnel-démocrate) qu'on ne saurait suivre. M. N. Pokrovskij, dans son *Histoire russe à partir des temps les plus anciens* (1910-1913), fait du règne de Pierre un triomphe de « l'individualisme » sur les valeurs collectives et la tradition. La loi de succession (1722) permet au souverain de désigner son héritier, à l'instar de celle sur le majorat (1714) qui autorise un propriétaire à léguer toutes ses terres au fils de son choix. D'ailleurs, les conservateurs de l'époque, tel l'entrepreneur I. T. Posoškov, auteur d'un traité d'économie, ont soutenu Pierre[26]. Très vite, Pokrovskij se fait plus dogmatique : les forces du « capitalisme marchand » (*torgovyj kapital*) sont à l'œuvre. Toute la politique étrangère (y compris la guerre du Nord) poursuit des intérêts commerciaux. Les mesures pour stimuler le développement de l'industrie sont vouées à l'échec, parce qu'elle emploie une main-d'œuvre

serve. Si le tsar veut transformer l'administration locale en créant la *Ratuša* (*Burmisterskaja palata*) en 1699, puis un *self-government* dans les villes en 1718, c'est qu'il est le jouet de « la dictature de la bourgeoisie marchande ». Ses contrôleurs financiers (*fiskaly*) sont des suppôts de la noblesse, recrutés dans les rangs de la bourgeoisie. Son *Cours abrégé d'histoire russe* (1920) confine à la caricature : Pierre est un soudard ravagé par la vérole [27]. Très apprécié de Lénine, il est aussitôt adopté par la pédagogie soviétique. Pourtant, personnaliser l'histoire est contraire aux principes marxistes : tout doit être fondé sur l'évolution des rapports de production. Pokrovskij préfigure l'historiographie stalinienne, avec sa surestimation du rôle des « grandes personnalités ». Il suffira, une dizaine d'années plus tard, d'inverser la polarité pour faire de Pierre un homme de progrès.

Le cavalier de bronze brandit le drapeau rouge

Les bolcheviks réforment le calendrier et l'alphabet cyrillique, changent de capitale, exactement comme Pierre [28]. Leur campagne de désacralisation des reliques a bien des traits communs avec sa politique ecclésiastique. La ligne du nouveau régime est assez pétrovienne [29] et, consciemment ou non, il y fait des allusions. La « réhabilitation » de Pierre est en marche.

Les classiques marxistes, ainsi que Lénine et Staline, s'accordant mal sur le sujet [30], des émigrés prosoviétiques, à Paris et Harbin, vont s'y essayer dans leur recueil *Changement de jalons* (*Smena vex*, 1921) [31]. Pour N. V. Ustrjalov (1890-1938) [32] et ses collègues, le pays avait besoin d'un « guide », capable de lui faire traverser la grande tourmente. Ustrjalov établit une comparaison, appelée à un grand avenir, entre Pierre le Grand, Napoléon et Lénine. A. N. Tolstoj rejoint ce mouvement, rentre en URSS en 1923 et transpose ses idées dans un roman, *Pierre le Grand*, dans lequel on a vu une lettre ouverte à Staline. Quand sortent ses deux premiers volumes, en 1934, la thèse d'Ustrjalov est transformée en munitions contre « l'école antihistorique » de Pokrovskij, mort en 1932. Ses élèves sont arrêtés ou privés de leur travail. Les chaires d'histoire que l'on vient de rouvrir sont confiées à des

historiens formés par l'Ancien Régime, capables de revenir à une vision plus étatiste et nationale, d'envisager la construction impériale sous un jour plus favorable. B. B. Kafengauz peut se fonder presque ouvertement sur les idées de son maître, Bogoslovskij. Ce sera la ligne de la période stalinienne. G. A. Novickij commence son cours à la Haute École du parti de 1950 par la guerre du Nord [33], comme si Miljukov avait raison, alors qu'il est la bête noire de l'historiographie soviétique pour avoir critiqué le bilan des réformes. La Seconde Guerre mondiale laisse sa marque : rien n'est plus important que les conflits entre deux puissances antagonistes.

Pourtant, redorer le blason de Pierre revient à priver de leur lustre ses opposants. Qu'importe « l'opposition conservatrice », qu'il s'agisse des boyards ou de la suite du tsarévitch Aleksej, elle ne suscite aucune sympathie de classe. Mais que faire des révoltes populaires ? Comme on ne peut pas les qualifier de « réactionnaires », on les passe sous silence, jusqu'à l'époque du dégel.

Entre Staline et Foucault

La déstalinisation permet de nuancer le bilan. Sans rejeter la comparaison entre Pierre et Staline, ni cesser de glorifier les succès militaires et diplomatiques du tsar-réformateur, on met l'accent sur le caractère coercitif des réformes. À partir des dossiers du Secrétariat de Preobraženskoe, N. B. Golikova montre que la plupart des détenus ne sont ni nobles ni clercs, ce qui discrédite la version d'une opposition « réactionnaire » de boyards et de prélats. Les travaux d'E. Pod''japol'skaja et N. N. Pokrovskij sur les révoltes d'Astrakhan, le soulèvement des Cosaques du Don conduit par Bulavin, ou celui de la ville sibérienne de Tara accréditent cette analyse [34]. Les études de S. P. Luppov sur Pétersbourg mettent au jour l'importance du travail forcé dans la construction de la capitale. Des historiens locaux vont jusqu'à tenter de dresser le bilan humain du déplacement des habitants des villes du nord, envoyés peupler Pétersbourg [35].

Le ton du volume consacré à Pierre par la série de vulgarisation *Vie des hommes remarquables* que

N. I. Pavlenko publie en 1975 est plus laudatif[36]. À la même époque, la RDA glorifie de la même manière Frédéric II. Mais Pavlenko ne renonce pas tout à fait à la lutte des classes, ce qui lui vaut une question-piège de son collègue américain N. Ryazanovsky : « Comment pouvez-vous être à la fois pour Pierre le Grand et pour Bulavin ? ». Laquelle est restée sans réponse[37]. On comprend mieux, dès lors, que personne n'ait écrit de synthèse sur la paysannerie entre 1689 et 1725. C'est E. V. Anisimov qui s'en rapproche le plus, en montrant que la capitation a modifié en profondeur la société, invalidant au passage les théories post-slavophiles du « fossé » entre les élites et le pays profond.

La Perestroïka provoque un nouveau réexamen. Anisimov, dans son étude des coûts financiers et humains de la modernisation, renvoie à Miljukov, mais plus encore à Golikova, car il met l'accent sur la persécution politique. La Russie découvre de nouveaux horizons épistémologiques : *L'Estrapade et le Knout* d'Anisimov est dans la droite ligne de *Surveiller et Punir*[38], traduit en russe la même année. Mais ces travaux soulèvent d'autres questions. Pierre le Grand a-t-il été le créateur ou seulement le codificateur d'un système qui s'est mis en place tout au long du XVIIe siècle ? Le Léviathan russe est-il une exception ? Si l'on suit Foucault, les griefs faits à Pierre s'appliquent à l'État moderne en général.

Après 1990, l'interprétation de son œuvre ne fait plus l'objet de directives officielles. L'idée du *Polizeistaat* de Bogoslovskij recueille toutes les faveurs. C'est le titre que choisit M. O. Akišin afin de souligner que l'État est une fin en soi et qu'il ignore les spécificités régionales, notamment sibériennes[39]. La corruption engendrée par les réformes, question d'actualité dans la Russie postsoviétique, suscite aussi un grand intérêt[40]. Pour D. O. Serov, l'appareil administratif, brutalement simplifié, est infiltré par des éléments criminels. M. O. Akišin penche pour un fossé culturel entre une population fidèle aux valeurs traditionnelles et des élites dont la moralité se dégrade parce qu'elles ont intériorisé une forme de « rationalisme » (ou de cynisme)[41].

Pierre Ier vu d'Occident : révolution militaire et confessionnalisation à la russe ?

Entre 1560 et 1660, commence en Suède et dans les Provinces-Unies la mutation appelée « révolution militaire ». Les armes à feu décident de la victoire, la stratégie et le commandement deviennent plus complexes, et les populations civiles souffrent davantage[42]. Les nouvelles armées, composées majoritairement de mercenaires étrangers, et un droit militaire très permissif élargissent le champ de la violence « légitime » de l'État, depuis la répression des mouvements populaires jusqu'aux crimes de guerre[43]. Pour G. Parker, les troupes espagnoles des Flandres sont la première armée régulière d'Europe ; les sièges, les places fortes et la marine prennent de plus en plus d'importance[44]. Pour J. Cornette, la montée en puissance de l'État moderne procède de la révolution militaire[45]. Ces questions ne sont abordées par les historiens de la Russie que dans les années 1990[46]. M. Poe se penche sur la première phase de la révolution militaire, sous Mixail et Aleksej Romanov[47]. Le règne de Pierre le Grand est un cas d'école de la seconde phase, mais aucune synthèse n'a été faite à ce jour.

Dans le Saint-Empire, les rapports entre le pouvoir séculier et l'Église et, partant, la vie publique et privée, sont bouleversés par la paix d'Augsbourg. Le prince impose sa religion à ses États à travers ce que G. Oestreich nomme une « disciplinarisation sociale » (*Sozialdisciplinierung*)[48]. L'identité religieuse se construit autour de la foi professée, protestante ou catholique, par opposition aux autres, d'où le terme, forgé par H. Schilling, de « confessionnalisation[49] ». La réforme religieuse de Pierre ne consiste donc en une « pseudomorphose protestante » que dénonce G. Florovskij[50]. D'abord, elle n'emprunte pas qu'au modèle protestant. Et pour servir de repoussoir à l'identité orthodoxe, il n'y a que les vieux-croyants et l'Empire russe n'a pas de province entièrement gagnée à la vieille foi.

Les historiens de la Russie ne s'approprient la notion de confessionnalisation que dans les années 1990. Wittram ne s'est pas aventuré hors de l'œuvre militaire et diplomatique de

Pierre. Cracraft s'est consacré à la réforme religieuse, mais son étude est antérieure l'élaboration du concept[51]. C'est L. Hugues qui, la première, montre que le tsar-réformateur a foi dans la force des « choses » : porter « l'habit allemand » va faire de ses gentilshommes des Européens. Son analyse des rituels étranges ou parodiques de Pierre le Grand, qui s'appuie sur l'idée de jeu, chère à J. Huizinga, ou de carnaval, défendue par M. Baxtin, parvient à la conclusion que leur but est purement ludique, ils ne sont ni didactiques ni destinés à choquer les croyants. Faute de Renaissance, les élites et le peuple ont la même culture et le modèle binaire de Baxtin ne saurait s'appliquer. Le carnaval, qui arrive en Russie avec d'autres modes occidentales, est adopté avec plaisir par les uns, rejeté comme diabolique par les autres[52]. L. Hughes, qui a dépouillé les papiers personnels du tsar, offre un vaste panorama du pays, surtout lors de la phase ultime des réformes. C'est à P. Bushkovitch que l'on doit la première histoire politique du règne, fondée sur les relations de diplomates étrangers[53]. Au début de la guerre du Nord, Pierre s'appuie sur son favori, Menšikov, auquel s'oppose le boyard B. P. Šeremetev, très estimé par l'aristocratie. Puis, quand Charles XII porte la guerre en terrain russe, le tsar ne fait plus confiance qu'un à seul homme, issu d'un clan de la haute noblesse, par exemple, le prince V. V. Dolgorukov, ou bien partage plus ou moins le pouvoir avec l'aristocratie au travers d'institutions comme les gouvernorats, le Sénat, ou les collèges. La lutte d'influence entre les Dolgorukov et la faction de Menšikov se joue alors à coup d'accusations de corruption. Réformes administratives et rivalités politiques sont étroitement imbriquées.

3. Des réformes conditionnées par la guerre

La guerre contre la Suède conditionne en grande partie les réformes de l'armée, de la marine et de l'administration entre 1700 et 1711[54]. Les dépenses qu'elles occasionnent incitent à des innovations fiscales semblables à celles de la « révolution militaire » en France[55]. Les « pourvoyeurs de recettes » (*pribyl'ščiki*), censés remplir les coffres du Trésor ressemblent aux agents recrutés par Le Peletier au Contrôle général après

la mort de Colbert[56]. On introduit aussi le papier timbré (*gerbovaja bumaga*) obligatoire pour les suppliques et on le fait payer au prix fort[57].

En 1699, dans le même but, on essaie maladroitement de transformer l'administration. On propose aux commerçants et aux artisans des villes une forme d'autoadministration qui les libère presque du pouvoir du gouverneur, celui-ci n'ayant plus autorité que sur le reste de la population urbaine et sur le district environnant. Mais ils devront payer double impôt. Leur peu d'enthousiasme laisse penser que les « cadeaux » au gouverneur reviennent moins cher[58]… Au bout de quelques mois, l'autoadministration devient gratuite, mais obligatoire. Chaque ville doit élire sa mairie (*zemskaja izba*), subordonnée à une Mairie centrale (*Zemskaja palata* ou *Ratuša*) à Moscou. En 1723-1724, nouvelle volte-face : les villes sont dotées d'une municipalité élue (*magistrat* et *ratuša*), sous l'autorité de la Municipalité générale de Pétersbourg (*Glavnyj magistrat*). Mais, à la mort de Pierre, le *Glavnyj magistrat* est aboli et les gouverneurs retrouvent leur toute-puissance. Le tsar a voulu des innovations complètes, au lieu d'y intégrer des structures déjà existantes, comme c'est le cas dans les monarchies absolues européennes.

L'autonomie en échange d'une surimposition refait surface dans le domaine religieux. Jusque vers 1700, comme ses prédécesseurs, Pierre envoie en vain des missions « convertir » les vieux-croyants. Dès 1704-1705, ceux du Vyg, dangereusement proches de la frontière suédoise, jouissent d'une tolérance, à condition de fournir de la main-d'œuvre aux usines d'Olonec[59]. En 1716, le prix de la tolérance devient un double impôt. Les persécutions reprennent dès 1720 mais le « compromis religieux », selon l'expression d'A. M. Pančenko, si boiteux qu'il soit, évite une guerre de religion ou un exode du type de celui que provoque la révocation de l'édit de Nantes[60].

Les taxes sur les dissidents ne suffisent pas à mener à bien les grands projets. Au sud, pour la forteresse d'Azov et le port de Taganrog, on mobilise les gens de service affectés à l'entretien de la ligne fortifiée de Belgorod. Au nord, le

chantier naval d'Olonec ou l'édification de Pétersbourg nécessitent d'astreindre les paysans à une corvée exceptionnelle d'un hiver ou d'un été. La communauté paysanne paie les frais de déplacement et de bouche des réquisitionnés. Leur absence met en péril l'économie de leur foyer. Et cette mobilisation se fait en sus du recrutement : les jeunes partent sous les drapeaux, les anciens sont aux chantiers de construction. Les femmes laissées seules au village sont réduites à la mendicité. Vers la fin de la guerre du Nord, la situation financière s'améliore et on renonce enfin au travail forcé pour conclure des contrats avec des équipes (*arteli*) de charpentiers. L'avancement des travaux s'en trouve accéléré [61].

Pour ses armées, Pierre le Grand fait d'abord appel à des volontaires. Mais les gens libres (*vol'nye ljudi*) sont peu nombreux : la moitié des paysans est attachée au domaine seigneurial et l'autre n'est guère plus mobile. Pour grossir les rangs, on se tourne vers la main-d'œuvre servile, comme pour les manufactures. Ce seront d'abord les esclaves de combat (*boevye xolopy*), l'élite des serfs de l'ost moscovite, qui peuvent désormais s'enrôler en hommes libres, mais sans possibilité de revenir sur cet engagement. Cette source se tarit dès 1705.

Il est difficile de dire si le système imité est prussien ou suédois, car le premier est une copie du second. En Prusse, en 1688, l'électeur astreint villes et districts à fournir un quota de fantassins, sans doute levé de force. Dans la cavalerie et l'artillerie ne servent encore que des volontaires. Mais la durée du service n'est pas fixée, on ne tient pas de registre des conscrits et le territoire n'est pas découpé en circonscriptions militaires correspondant aux régiments ; en temps de paix, les recrues accomplissent une période d'instruction, puis rentrent dans leurs foyers [62]. Ce n'est qu'en 1714 qu'on instaure un service militaire obligatoire, sans limitation de durée. En Suède, sous Charles XI (1660-1697), la paysannerie est libre. Le royaume est divisé en cantons (*indelta*), qui équipent une recrue, paient sa solde et entretiennent sa maison pendant son absence. Les régiments sont composés de conscrits de la même région, dont ils portent le nom. Si le soldat part au front, le canton forme une deuxième recrue et une quatrième recrue,

alors que la troisième et la cinquième sont affectées à la réserve. L'armée suédoise est donc à la fois une milice et la « première armée nationale en Europe », nettement moins onéreuse que les mercenaires[63]. En Russie, les distances sont trop grandes pour renvoyer provisoirement chez eux les incorporés, puis les rappeler. Au XVIIe siècle, les paysans, dont la moitié sont des serfs mobilisés à titre temporaire (*datočnye ljudi*), combattent rarement et sont plutôt affectés aux transports et aux fortifications. Sous Pierre, le conscrit est enrôlé pour toute sa vie. À la fin du XVIIIe siècle, on réduit la durée du service à vingt-cinq ans. On lève une recrue par nombre déterminé de feux (*dvory*). La communauté paysanne choisit qui va partir et devient une sorte d'outil de contrôle social. Pour se débarrasser de qui n'a pas l'heur de lui plaire, il suffit de l'expédier à l'armée. Le doyen (*starosta*) devient un personnage très important, y compris dans les domaines seigneuriaux, car un barine avisé évite de se mêler de ce genre d'affaires[64]. C'est seulement après 1750 que le service militaire entre dans l'arsenal des punitions infligées par le maître.

Seuls les célibataires sont incorporables[65], mais, dans la pratique, on recrute aussi des hommes mariés et le répertoire populaire s'enrichit de lamentations (*pričitanija*) d'épouses, qui ressemblent fort à la déploration des morts. La femme de soldat (*soldatka*) devient un des personnages les plus pitoyables de la vie rurale, abandonnée par les siens et maltraitée par les villageois. Son mari n'est pas bien accueilli quand il parvient à rentrer, plus ou moins valide, car on craint qu'il soit un déserteur dont les bandes écument les campagnes. Le doyen et la famille doivent les livrer aux autorités, ce qui casse les anciennes solidarités. Les épouses sont plus accueillantes ; à tout prendre, rejoindre les bandits vaut mieux que leur existence misérable. Pour lutter contre la désertion, Pierre le Grand décide, en 1712, de tatouer les soldats à la main gauche d'une croix frottée à la poudre à canon. Cela revient à leur faire porter des signes d'infamie, comme les bagnards dont on arrache les narines et qu'on marque au visage du mot *vor* (criminel). On a tôt fait, bien entendu, d'y voir aussi la « marque de l'Antéchrist » (Ap. 13,16 ; 14,9 ;

20,4)[66]. Révoqué dès 1713, cet édit restera gravé dans la mémoire collective. La communauté paysanne désignera les recrues jusqu'à l'introduction de la conscription générale en 1874. Malgré tous ses défauts, ce système permet de rassembler très vite une des plus grandes armées régulières de l'époque.

Pierre le Grand embauche des officiers étrangers, comme au XVIIe siècle, mais ses finances sont limitées. Il s'efforce donc de former un encadrement russe. La concurrence entre étrangers et russes fait naître une conscience protonationale. Vers 1720-1721, on oblige les officiers à rédiger le récit de leur vie (*skazka*). On en conserve 2 245, soit ceux d'environ la moitié des cadres en activité. M. G. Rabinovič a établi que 52 % de ceux d'infanterie et 71 % des ceux de cavalerie sont des nobles russes, de la cour, de Moscou ou de province. 12,6 % sont étrangers, 10,6 % des gens de service issus des « anciens grades » (*služilye ljudi staryx činov*). Parmi les 13,9 % restants, la moitié sont d'anciens esclaves (*bojarskie ljudi* et *dvorovyje ljudi*). La guerre du Nord a tué 40 000 hommes[67] ce qui facilite les promotions[68]. L'ascension sociale est d'autant plus exceptionnelle que 7,5 % des officiers qui accèdent à la noblesse grâce à la *Table des rangs* ont été serfs.

Le 18 décembre 1708, Pierre divise son empire en huit gouvernorats (*gubernii*). Celui de Moscou rassemble les terres dans un rayon de 100 verstes autour de la capitale. Les autres ont pour centres Pétersbourg, Kiev, Smolensk, Arxangel'sk, Kazan, Azov et Tobol'sk. Plus tard s'ajouteront Riga et Astrakhan. Comme le note P. N. Miljukov, ce sont plutôt des régions militaires et fiscales. En ce sens, ils sont les héritiers des *razrjady* du tsar Fedor Alekseevič[69]. D'ailleurs, ils ne remplacent pas les anciens districts (*uezdy*) qui gardent leurs attributions administratives et les secrétariats centraux (*prikazy*) ne sont pas tous abolis. Le risque de démembrement du pays est réel. L'immense gouvernorat de Sibérie constitue un royaume à part, dont le gouverneur pourrait être tenté par le séparatisme. En 1721, le prince M. P. Gagarin sera convoqué à Moscou, arrêté et pendu après un procès expéditif[70]. Toutefois, en 1708 la Sibérie est le cadet des soucis du tsar : en juillet,

l'armée suédoise franchit le Dniepr, et en octobre l'hetman Mazepa se rallie à Charles XII. La guerre se déroule sur le sol de l'Empire [71].

4. La seconde vague de réformes et la transformation de la société

On a pu dire que le philosophe allemand Samuel von Pufendorf a été le maître à penser de Pierre le Grand. Ses œuvres maîtresses, les *Deux Livres sur le devoir de l'homme et du citoyen selon la loi naturelle* et l'*Introduction à l'histoire européenne*, sont traduites seulement en 1718 et en 1726 [72]. Mais ses théories sont dans l'air. Marqué par le pessimisme de la théologie luthérienne du péché originel, Pufendorf pense que « la discipline du droit naturel ne peut traiter l'homme autrement que dans son état actuel corrompu, notamment, comme une créature pleine de nombreux, mauvais désirs [73] ». De ce fait, le concept de noblesse n'a pas de sens et « ceux qui se sentent supérieurs aux autres, qui réclament tout pour eux-mêmes, surtout les honneurs, et qui demandent toujours la meilleure part du tout, sont anti-sociaux. Au contraire, chacun doit contribuer au bien commun par un labeur utile […] [74] ». La carence des autorités lors de la guerre de Trente Ans inspire à Pufendorf la version la plus étatiste de la théorie du *Polizeistaat*. L'objectif de l'État est la « perfection de la vie humaine ». Il lui faut « propager l'enseignement chrétien, surveiller les écoles publiques, favoriser le commerce et l'artisanat […] ». Pour cela, le monarque doit jouir d'un pouvoir illimité et l'Église doit s'effacer dans le domaine politique. Bien entendu, la papauté, avec ses prétentions au pouvoir temporel, est éminemment dangereuse [75].

La réforme de l'administration centrale

La mise en place d'un État policé passe par le caméralisme, qui suppose la tenue scrupuleuse de registres [76]. L'instauration du Sénat en 1711 entraîne la dissolution de nombre de secrétariats (*prikazy*) moscovites, dont les dossiers engorgent la jeune institution, ce qui nécessite, six ans plus tard, encore une série de transformations : la fondation des « collèges » (*kollegii*). Ces instances collégiales du pouvoir exécutif,

ouvrent la deuxième phase des réformes, par le regroupement des institutions, réformées ou fraîchement créées, dans la nouvelle capitale.

Pendant son second voyage à l'étranger, en 1716-1717, Pierre le Grand approfondit ses connaissances et rencontre Leibniz qui lui recommande une administration collégiale. Neuf collèges sont fondés en 1718, à Pétersbourg, puis complétés par trois autres. Le besoin d'un collège des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine est évident en temps de guerre. Deux collèges distincts (*Kamer-kollegija* et *Štackantor-kollegija*) sont chargés des recettes et des dépenses de l'État, tandis qu'un troisième (*Revizion-kollegija*) s'occupe du contrôle. Créer un collège unique de la Justice (*Justicija*) est un programme en soi, car le droit est encore très peu unifié. Enfin, des collèges spécifiques dédiés aux manufactures, aux mines et au commerce (*Berg i Manufaktur kollegija, Komerc kollegija*) sont le signe d'un État mercantiliste. Presque tous ont un prototype suédois [77]. Leur fonctionnement est défini par le *Règlement général* (*General'nyj reglament*, 1720). Les secrétariats moscovites avaient des juges (*sud'i*), dotés du pouvoir de décision et des secrétaires et sous-secrétaires (*d'jaki*, *pod'jačie*), chargés des écritures ; certains étaient dirigés par un boyard qui avait autorité sur les autres juges [78]. Le *Règlement général* réunit les décideurs au sein du collège, dont le président a une voix prépondérante, et les sépare nettement des assesseurs et greffiers. Il rend obligatoire la tenue de registres et de procès-verbaux des séances.

Comment les articuler avec le Sénat ? Faut-il séparer strictement les collèges ? Après quatre ans de tergiversations, le monarque décide, en janvier 1722, que seuls les présidents des collèges des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Mines seront admis au Sénat. Cet arbitrage donne au Sénat un rôle très important. C'est pourquoi Pierre crée en mai un procureur général (*general-prokuror*), qui doit représenter ses intérêts au Sénat et le contrôler. Visiblement, il veut en faire une cour suprême.

Les réformes de l'administration locale

En 1719, on entreprend d'édifier une pyramide à trois niveaux, selon le modèle suédois. Le territoire est découpé en cantons (*doli*), provinces (*provincii*) et gouvernorats (*gubernii*). Les cantons sont plus petits que les districts (*uezdy*) moscovites et les provinces que les gouvernorats de 1708. Ces derniers restent en place, mais le pouvoir du gouverneur se limite au district dans lequel se trouve la capitale de la province. Par leurs dimensions, les *provincii*, quarante-cinq en 1719, puis cinquante, correspondent aux gouvernements que taillera Catherine II. Le maillage n'est pas tout à fait le même, mais province de Pierre et gouvernement de Catherine sont des échelons solides, des relais efficaces entre périphérie et centre. En revanche, le canton et le gouvernorat n'auront jamais de substance. Pierre prévoit, pour la première fois, au niveau de la province, des institutions financières dépendant directement de la *Kamer-kollegija*. La réforme judiciaire, lancée au même moment, installe des tribunaux relevant du collège de la Justice dans les villes, les provinces et les gouvernorats.

Le système suédois, fondé sur les paroisses et les districts, repose sur l'autoadministration de paysans libres. Mais, comme le constate Pierre : « Chez nous, sur place, nous n'avons pas de gens sages parmi les moujiks. » Seuls les nobles sont capables de se gérer eux-mêmes : le chef de district (*zemskij komissar*) est élu par la noblesse locale, de même que certains juges. Ces institutions, vite abolies, esquissent un nouveau pacte. Le message est reçu par la noblesse, qui prend goût aux votes, comme on le verra lors de la crise politique de 1730 ou dans les assemblées prévues par la Charte de la noblesse de 1785.

Tout cela démultiplie le nombre de fonctionnaires, et, partant, les dépenses de l'État. La qualité du recrutement est discutable. Corruption et détournements contraignent Pierre le Grand à nommer des contrôleurs (*fiskaly*), habilités à dénoncer tout délit contre les intérêts de l'État[79]. Si leurs accusations s'avèrent justifiées, ils touchent une récompense, mais s'ils se trompent, aucune sanction n'est prévue. Tout le monde se plaint de cette impunité, jusqu'à l'Église. Trop coûteuses pour survivre à leur créateur, les nouvelles institutions locales feront place aux districts, dirigés par des voïévodes qui

cumulent tous les pouvoirs. Les institutions centrales subsistent, mais le Sénat perd nombre de ses prérogatives. Le manque d'un conseil central, ou d'un cabinet, capable de traiter les dossiers au jour le jour, comme Pierre le faisait lui-même, se fait alors cruellement sentir.

La transformation de la société

Après 1722, la séparation entre les roturiers, d'un côté, et les trois ordres privilégiés de la société, la noblesse, le clergé et les citadins, de l'autre, est parfaitement nette. Chacun de ces états (*soslovija*) résulte du regroupement et de l'homogénéisation d'anciennes catégories de population. La paysannerie subit le même traitement et compte désormais deux groupes principaux : les serfs seigneuriaux et les paysans d'État (*gosudarstvennye krest'jane*).

La loi sur le majorat de 1714 efface la distinction entre patrimoine héréditaire (*votčina*) et bénéfice précaire (*pomest'e*), pour créer une forme unique de propriété immobilière (*nedvižimye vešči*). Toute terre nobiliaire devient patrimoniale. L'État cède définitivement à la noblesse des terres qui, bien qu'appartenant encore au domaine public, se trouvent déjà entre ses mains[80]. Déjà, par le passé, des bénéfices ont été transformés en patrimoine, achetés ou vendus, et des veuves chargées d'enfants mineurs ont reçu une part du bénéfice du mari défunt à titre de douaire ou pension. Cependant, les serfs d'un patrimoine appartenaient à la même famille sur plusieurs générations. Souvent, ce n'étaient pas des serfs, mais des esclaves. Le régime des paysans travaillant sur un bénéfice était meilleur.

La noblesse devient le plus grand propriétaire foncier du pays. Mais l'État n'a plus l'obligation de doter les jeunes nobles d'un bénéfice en gage de leur service. Il ne leur doit qu'une solde, correspondant à leur grade. Leur fortune foncière est un héritage et dépend des partages familiaux. Le 23 mars 1714, Pierre décrète que le chef de famille peut léguer tous ses domaines à l'héritier de son choix, tandis que les autres se contenteront de biens meubles[81]. En compensation, ils seront dispensés de service. Le terme de « majorat », appliqué à cette pratique, est impropre, car le légataire

privilégié n'est pas forcément l'aîné. Le but est d'éviter l'émiettement des patrimoines et le déclin des familles, quitte à ruiner des descendants lésés. Sans doute aussi pense-t-on que les paysans seront moins pressurés s'ils n'ont qu'un maître. Mais la splendeur de la vie de cour exige des frais toujours plus élevés, même si l'on dispose de toute la fortune de son père. En outre, la loi va à l'encontre de l'idée traditionnelle d'équité. Enfin, elle exclut la propriété féminine, ce qui représente une régression.

L'édit de 1714 homogénéise le statut des paysans, désormais tous « serfs domaniaux » (*votčinnye krest'jane*). Il fonde aussi une noblesse. Dans la République polono-lituanienne, la *szlachta* (ou *nobilitas*) se détermine par ses droits politiques (elle participe aux diétines et à la diète), ainsi que son éducation (acquise dans un collège). Celle de Pierre le Grand sera terrienne à titre familial et de service à titre individuel. Tous les officiers de l'armée, de la marine ou de la Garde sont anoblis.

La *Table des rangs* du 22 janvier 1722, confirme ce principe [82]. Les anciennes dignités qui survivent encore sont passées sous silence. La nouvelle échelle a quatorze classes ou dans le service civil, l'armée, la marine, la Garde et la cour. Cette séparation nette entre civils et militaires est un bouleversement : les dignitaires moscovites touchaient à tout. L'équivalence des grades civils et militaires facilite les transitions. Un rang militaire assure la noblesse, quelle que soit la naissance. Les fonctionnaires civils ne sont anoblis qu'à partir du 8e rang, mais à titre héréditaire. Toutefois, la transmission héréditaire a des limites. Le décret primitif confère la noblesse à tous les enfants nés après la promotion du père, mais on ne peut transmettre la noblesse qu'à un seul des fils nés avant. Par la suite, une promotion supplémentaire sera nécessaire pour passer de la noblesse personnelle à la noblesse héréditaire.

Les militaires, et plus encore la Garde, sont favorisés. Il ne pas faut plus d'un tiers des jeunes gens dans les écoles civiles, afin que le volant d'officiers soit suffisant (Instruction du 8 février 1722) [83]. L'armée devient le point de rencontre entre officiers issus de grandes familles et soldats sortis du rang. La

Garde est très bien lotie : un lieutenant-colonel y a le même *čin* (6e) qu'un colonel de régiment de ligne ou un conseiller de collège, préférence est appelée à durer. Dans la hiérarchie civile, le tsar recommande de nommer des gentilshommes aux grades qui confèrent la noblesse. Sous-estimant la spécificité des tâches à accomplir, il s'imagine qu'ils s'en acquitteront aisément. Le service à la cour ne permet pas d'atteindre la 1re classe, mais les courtisans ont un rôle déterminant, à cause de leur proximité avec le souverain.

La réforme fiscale, entamée en 1718, est aux non-privilégiés ce que la *Table des rangs* est à la noblesse. Dès 1711, les armées sont en terre étrangère et peuvent se nourrir sur le pays, mais il faut les équiper et pourvoir à leurs besoins à leur retour[84]. L'impôt direct par feu (*podvornoe*) de 1678, reste la principale source de recettes. Il est assis sur le recensement de 1680. Ceux de 1710 et 1716-1719 révèlent une diminution sensible de la population. À la mortalité s'ajoutent la fuite et la dissimulation : les familles paysannes tentent de se regrouper au sein d'un même « feu », pour alléger le fardeau fiscal. Pierre décide donc d'instaurer une « taille sur les âmes », la *podušnaja podat'*, communément appelée « capitation ». Un nouveau décompte, entre 1719 et février 1722, donne 4 888 719 âmes, mais on s'aperçoit, vers 1724, qu'il manque quelque 169 426 citadins. La révision (*revizija*), qui n'aboutit qu'en 1728, retrouve plus de 1,3 million d'âmes « perdues », soit presque un quart des contribuables recensés en 1722[85]. D'ici à 1861, dix autres seront ordonnés. En 1724, les 5,6 millions de paysans et citadins dénombrés doivent payer chacun un rouble pour entretenir l'armée. En 1725, la base fiscale est élargie et le montant du prélèvement est pondéré : les serfs astreints à la corvée doivent 70 kopecks, les paysans libres 1,14 rouble et les citadins 1,20 rouble[86]. Le bilan de cette réforme est très controversé. P. N. Miljukov affirme (en 1905) que les revenus du Trésor ont triplé entre 1680 et 1725[87]. S. G. Strumilin fait valoir que cette hausse est due en partie à l'essor de l'industrie. D'autres pensent que le prélèvement sur les taillables a augmenté, de 64,3 % pour N. N. Pokrovskij, voire 75 % pour A. I. Juxt. Toutefois, selon I. A. Bulygin, les redevances des paysans monastiques baissent

de 27,4 % à cause de la capitation [88]. E. V. Anisimov confirme la probabilité d'un triplement des recettes et une amélioration du sort des paysans monastiques, mais d'autres groupes sociaux ont, eux, subi une détérioration sensible de leur situation [89].

L'« âme » est celle du *pater familias*. Comme ailleurs, on renforce son pouvoir, à l'image de celui du monarque, tout en soulignant ses obligations envers l'État. L'impôt est clairement défini pour limiter les abus, et l'État s'engage à ne pas l'augmenter (1724). L'inflation en diminue peu à peu le poids. Les paysans ou les citadins aisés, taxés comme les pauvres, y gagnent. Le rôle de la communauté rurale est renforcé : un paysan qui fonde une famille devient un contribuable à qui il faut donner un lopin, ce qui entraîne une redistribution (*peredel*) périodique des terres. Cette pratique, chère aux slavophiles du XIXe siècle, est donc une nouveauté plutôt qu'une tradition et se perpétue jusqu'aux années 1920. En revanche, Pierre le Grand a bien enraciné le servage. Le statut spécial des esclaves chassés (*xolopy*) est de fait aboli. Jusque-là, serfs et esclaves payaient l'impôt par feu sauf s'ils vivaient sous le toit du maître. Désormais, les chefs de famille domestiques deviennent des âmes et le seigneur paie pour eux. Les statuts de serf et d'esclave se rejoignent. Les réformes de Pierre ne se limitent donc pas aux élites.

La noblesse est touchée par ricochet. La taxe est perçue par des commissaires locaux (*zemskie komissary*) élus parmi les gentilshommes. Ces élections accélèrent la formation d'une culture politique nobiliaire. Les paysans, eux, prennent conscience qu'ils sont des sujets par ce contact direct avec une figure d'autorité autre que le maître. Est-ce ce qui motivera la réforme de 1762 qui chargera le seigneur ou son intendant de percevoir la capitation sur ses paysans ?

Entre 1721 et 1724, on veut étendre la capitation aux paysans ne vivant pas sur des domaines seigneuriaux. Le recensement des villes (1721-1722) s'efforce de débusquer les fugitifs et de les renvoyer dans leur communauté. En 1724, le tsar crée d'un trait de plume la catégorie des « paysans d'État » (*gosudarstennye krest'jane*), astreints à l'impôt, qui rassemblent les « paysans noirs » (sans maître) du nord, les

tributaires de Sibérie, les non-Russes du bassin de Volga, les « détenteurs d'un seul feu » (*odnodvorcy*) [90] de la frontière sud, les dragons et les reîtres des anciens régiments. De petits gentilshommes sont ravalés au rang de paysans. Pour éviter le vagabondage, un édit de 1724 rend obligatoire un passeport pour tout individu se trouvant à plus de 30 verstes de chez lui. Comme le dit M. M. Bogoslovskij, ceux qui servent sont dispensés de la capitation et ceux qui ne servent pas y sont astreints [91].

Les prêtres et les diacres ordonnés sont exemptés de l'impôt, mais leurs fils n'échappent pas à la conscription, pas plus que les sacristains (*ponomari*) et autres desservants du culte. Le Synode obtient une dispense pour les prêtres et diacres affectés à une paroisse ainsi que leurs fils et une minorité de sacristains. Les autres sont inscrits sur les rôles fiscaux et perdent toute possibilité de réintégrer les rangs du clergé [92]. Jusque-là, le clergé ne constituait pas un « état » (*soslovie*), même si un fils de prêtre ou de diacre héritait souvent de l'office de son père. Par ces mesures fiscales et en fondant des écoles diocésaines, obligatoires pour ceux qui se destinent à la prêtrise, le tsar facilite la formation d'un état clérical qui devient une sorte de caste.

5. Les réformes culturelles et ecclésiastiques

L'occidentalisation de la Russie se prête aux comparaisons avec celles de l'Empire ottoman, de la Perse et du Japon au XIXe siècle. On emprunte beaucoup, mais de manière volontaire et sélective. La figure de Pierre est omniprésente. Ses créations ont une très grande longévité. Le Sénat et le Synode fonctionnent jusqu'en 1917. L'Académie des sciences, sa bibliothèque et le Cabinet de curiosités (*Kunstkamera*) existent encore. Fières de leurs origines, ces institutions insistent sur la continuité, cachant les ruptures possibles entre le projet initial et sa réalisation. La langue russe du XVIIIe siècle ne connaît pas le mot « culture » [93], qui est pourtant le seul lien entre des mesures portant, d'une part sur le cérémonial de la cour et l'apparence des élites, et, d'autre part, sur les arts et les sciences ou les différentes manières que la monarchie a de se représenter [94].

Réformes culturelles et religieuses sont liées. La prédication est modernisée en profondeur : son objectif premier sera de faire connaître la politique du tsar. De même, Pierre définit une « écriture civile », avec ses normes typographiques, et remet en cause le monopole de l'ancien Hôtel de la presse de Moscou [95] pour émanciper la sphère culturelle de la tutelle ecclésiastique. Il a pu s'inspirer des polices d'imprimerie de Louis XIV, destinées à homogénéiser les pratiques administratives. Gravées par Philippe Grandjean en 1692, elles sont utilisées pour la première fois en 1702 [96].

Déjà, Fedor Alekseevič a obligé les gentilshommes de la cour à moderniser leurs tenues (à l'époque, le vêtement féminin n'entre pas en ligne de compte). Certains habits traditionnels ont été remplacés par la mode polonaise ou ukrainienne [97]. Les envoyés russes en Europe ont l'habitude, pour éviter les railleries, d'éviter le haut bonnet de fourrure, se contentant d'un petit chapeau (*murmolka*). Pierre l'a appris de son précepteur, le diplomate N. Zotov, et l'a observé lui-même pendant la Grande Ambassade [98].

L'avènement du « civil » : calendrier, costume et typographie

Entre 1700 et 1720, alors qu'il laisse vacante la chaire patriarcale, le tsar abandonne le slavon à la liturgie et se concentre sur le russe moderne, qui accueille de nombreux emprunts lexicaux venus d'Occident. O. Strakhova suppose qu'il est influencé par les hellénophiles de Moscou qui séparent le grec ancien et savant du grec moderne, langue simple pour les gens simples. Pierre ne connaît ni le grec, ni le latin, mais sait ce qu'est un débat sur la foi, ayant été témoin des controverses des années 1682-1690 [99]. Le premier texte en russe moderne, la *Géographie générale* de B. Varen [100], traduite par F. Polikarpov et corrigée par S. Leichoudes, un Grec installé en Russie, paraît en 1718 [101]. Selon V. Živov, cependant, le bureau des Ambassades a produit bien avant cela des textes en écriture civile qui ne doivent rien aux hellénophiles, à commencer par la *Géométrie* de 1708. Leur source d'inspiration serait la « langue du commun » (*prosta mova*) que les écrivains ukrainiens du XVIIe siècle utilisaient pour leurs préfaces et leurs sermons. D'autres exemples, tel le

recueil de sermons *Statère* (*Statir*, v. 1680-1689), sont marginaux et inconnus des auteurs de la réforme.

Au théâtre de la cour, en somme, le souverain change d'abord le texte, puis les costumes, et enfin le décor, avec la nouvelle capitale. D'abord, comme le rappelle P. Bushkovitch, on n'organise plus les festivités traditionnelles. À compter de 1694, le tsar ne participe plus à la procession des Rameaux, ce qui conduit à sa suppression. En 1698, il renonce à la cérémonie du Nouvel An (le 1er septembre)[102]. Ces changements tiennent aussi de la réforme religieuse, car ces fêtes mettent en scène un rapport idéal entre temporel et spirituel. Le dimanche des Rameaux, le tsar tenait la bride de l'âne (en fait, un cheval) sur lequel était assis le patriarche incarnant le Christ dans un geste de déférence symbolisant la donation de Constantin et légitimant le fait que l'Église possède des biens. Pour le Nouvel An, tsar et patriarche agissaient de conserve, signe de la symphonie des pouvoirs. En lieu et place, Pierre offre à Moscou, le 30 septembre 1696, son retour en triomphe après la prise d'Azov[103]. Le passage aux années de l'Incarnation, en 1700, et le choix du 1er janvier comme début de l'année en sont la suite logique[104]. Pierre s'en tient au calendrier julien, car il permet de retrouver les mêmes dates de Pâques au terme de cycles de 532 ans, alors que le grégorien, mathématiquement plus précis, aboutit à des dates apparemment erratiques[105]. Cela entraîne une mise à jour de la documentation, qui facilite la correspondance avec les alliés et les contacts avec l'étranger pour les diplomates et les armées qui y interviennent de plus en plus souvent[106].

Le rasage des barbes des boyards est l'innovation la plus connue. Pierre semble avoir déjà fait subir cet affront en 1698, au retour de la Grande Ambassade, à quelques dignitaires, coupables de ne pas s'être assez opposés au soulèvement des *strel'cy*, mais l'affaire ne sort pas du premier cercle du pouvoir[107]. Le premier édit proscrivant les barbes (16 janvier 1705) s'applique aux serviteurs du tsar, marchands et citadins taillables (*posadskie ljudi*). Les amendes exorbitantes : de 30 à 100 roubles selon la condition. Les paysans barbus doivent donner un kopeck s'ils entrent en ville, mais sont laissés en paix au village[108]. Il s'agit sans doute aussi de forcer les

futures recrues, appelées à marcher sur Riga et Varsovie, à présenter un visage plus civilisé aux peuples conquis.

Pierre le Grand attend la date symbolique de 1700 pour commander à Amsterdam des livres destinés à défendre les intérêts russes ou diffuser des connaissances pratiques. Le libraire J. Tessing édite, avec I Kopievskij, Biélorusse calviniste résidant en Hollande, une dizaine de titres, avec des caractères cyrilliques expérimentaux qui préfigurent les futures « polices civiles[109] ». L'étape suivante est l'*Arithmétique* de L. Magnickij (1703), premier livre imprimé russe dans lequel apparaissent des chiffres arabes, autre nouveauté souvent oubliée.

L'écriture civile (*graždanskij šrift*) est le résultat de plusieurs navettes, de 1707 à 1710, entre la Russie et la Hollande. Pierre supervise le travail. A. G. Šicgal, à la fin de l'époque stalinienne, a dû soutenir qu'elle est inspirée de la cursive de chancellerie du XVIIe siècle (*graždanskaja skoropis'*)[110] ; quarante ans plus tard, V. Efimov reconnaît la filiation avec les polices latines. Pierre le Grand veut et obtient une version cyrillisée du « romain du roi » de Louis XIV[111]. D'autres modèles ne sont pas à exclure, par exemple, les caractères ayant servi à *De la volupté spirituelle* de P. Posilović, à Venise en 1682, ou ceux d'ouvrages ukrainiens du XVIIe siècle, y compris du métropolite Pierre Mohyla.

Concrètement, on modifie le tracé des caractères et on supprime des lettres jugées superflues. Au départ, ce doivent être le *ksi* (ѯ), l'*ižica* (ѵ), le *fert* (ф), de même que l'*iže* (и) et la *zemlja* (з). Pierre leur préfère le *i* (ї) et le *zelo* (ѕ), qui ressemblent aux « i » et « s » latin. Finalement, on ne se débarrasse que de l'*oméga* (ѡ), du *jus malyj* (ѧ), du *jus bol'šoj* (ѫ) et du *psi* (ѱ)[112]. Les nouvelles lettres sont destinées aux textes profanes, mais on imprime encore des édits et documents officiels imprimés avec les anciennes polices, selon, semble-t-il, le public auquel le texte est destiné.

Le premier périodique, les *Nouvelles* (*Vedomosti*), illustre ces fluctuations. Fondé en 1702-1703, il doit glorifier les succès des armées russes, expliquer les pénuries par les rigueurs de la guerre et donner des nouvelles des cours

européennes. Jusqu'en 1710, il est imprimé avec les anciennes polices. Au cours des cinq années suivantes, anciens et nouveaux caractères alternent. Dès 1715, les *Nouvelles* sont en écriture civile. Elles sont maintenues jusqu'à la mort de Pierre.

En matière d'éducation, le bilan est mitigé. Pendant la guerre du Nord, on a créé des écoles militaires et navales qui n'ont pas duré. Le tsar a pensé aussi à des académies et des universités, mais en 1725 on en est toujours aux deux institutions ecclésiastiques existant déjà en 1689, l'Académie Mohyla de Kiev [113] et sa copie moscovite, l'Académie slavo-gréco-latine. L'Académie des sciences, créée par l'édit de 1724, n'ouvre que l'année suivante, avec des savants étrangers.

La réforme de l'Église

Tant que l'issue de la guerre du Nord est incertaine, le souverain temporise, évite de scandaliser les croyants. La réforme ne commence qu'en 1716 [114].

À la mort du patriarche Adrien (1700), Pierre suspend l'élection de son successeur, mais rien ne laisse entendre que la dignité risque de disparaître. Le théologien Étienne Javors'kyj, évêque de Rjazan', est nommé exarque du trône patriarcal. À Moscou, il se rapproche des milieux hostiles aux réformes. Dès 1712, quelques phrases d'un sermon le font soupçonner d'être un partisan du tsarévitch Aleksej.

La transformation de l'Église est élaborée à Pétersbourg, par le tsar et un petit groupe de clercs souvent ruthènes, dont Théophane Prokopovyč, évêque de Pskov, et son propre confesseur, Théodose Janovs'kyj, archevêque de Novgorod. Avec Prokopovyč, Pierre rédige son *Règlement du Collège spirituel* instaurant une gestion collégiale des affaires ecclésiastiques qui mettra fin au pouvoir du patriarche ou de son remplaçant. Le collège se composera des évêques, mais aussi de prêtres et de laïcs. Plus traditionaliste que prévu, il ressemblera finalement au Synode épiscopal (*Arxierejskij sobor*) du XVIIe siècle et portera le nom de Saint-Synode avec l'épithète « dirigeant », comme le Sénat. La collégialité est remise en cause par l'instauration d'un Président, titre dévolu à Javors'kyj. À sa mort, le 27 novembre/8 décembre 1722, la

fonction est supprimée, mais on garde un vice-président. Le *Règlement* est incomplet : prolixe sur la célébration du rite et la lutte contre les superstitions, il ne dit quasiment rien sur le clergé. Les obligations de moines et des prêtres seront précisées dans un *Supplément*[115].

Parallèlement est entreprise une « réforme de la piété » (1722 et 1723). Toutes les « suspensions » (*privesy*), sortes d'ex-voto appendus aux icônes, sont interdites (19 janvier 1722). Il est défendu au clergé de faire des visites à domicile avec des icônes, et l'on fait enlever les images miraculeuses des églises paroissiales et des demeures particulières (21 février 1722). Il est interdit de vendre aux pèlerins des objets « sacrés » (28 février 1722) et l'on ordonne la démolition de certaines chapelles (18 mars 1722)[116]. Apparemment anodines, ces mesures restreignent les processions et obligent à un inventaire précis des icônes miraculeuses. Le 15 mars 1723, l'édit sur les reliques non attestées dresse le bilan de l'activité de la commission du Synode à Perejaslavl'-Zalesskij. La ville et les couvents des environs ont été passés au peigne fin, les reliques suspectes saisies, ou dissimulées.

L'Église est beaucoup plus présente que l'État dans la vie quotidienne. Le tsar veut l'enrôler pour sa propagande et pour surveiller la population. L'édit du 17 mai 1722 fait obligation aux confesseurs de révéler à la police tout acte ou intention relevant de la haute trahison dont ils auraient connaissance en confession[117]. L'injonction ne semble pas avoir été suivie, mais l'intention est révélatrice.

La relative résignation des ecclésiastiques laisse penser qu'ils ne sont pas surpris. Les évêques prêtent serment sans rechigner. Seule une abbaye privilégiée proteste. Dès 1725, on parle de rétablir le patriarcat, mais le Synode subsiste jusqu'en 1917. En revanche, la réforme de la piété est vite abolie. Le clergé séculier, très éloigné des idées des Lumières, continue d'enseigner les Vies des saints et d'adapter les sermons de Pères de l'Église, plutôt que d'éduquer ses ouailles aux vertus modernes.

Réformes et contre-réformes ?

Selon le schéma d'A. Yanov, qui envisage toute l'histoire russe comme une succession de réformes et de retours en arrière, les années 1725-1730 sont celles de la contre-réforme, ce qui sous-entend que les règnes de Catherine Ire (1725-27) et de Pierre II (1727-1730) forment un tout. Pierre II, fils du tsarévitch Aleksej, ne peut que souhaiter défaire l'œuvre de Pierre. Catherine, en revanche, semble poussée dans cette voie par sa faible légitimité. En même temps, on autorise le retour des exilés, y compris des opposants à la réforme de l'Église, et on réhabilite les réprouvés, même le tsarévitch, puisque le manifeste sur ses crimes est retiré.

L'essentiel des institutions créées par Pierre survit néanmoins : le Sénat, le Synode, les collèges, l'armée régulière, la marine. Elles ont de puissants défenseurs, tel Menšikov, président du collège de la Guerre et généralissime, qui s'oppose à toute tentative de réduire les dépenses militaires. Les contre-réformes sont ponctuelles, mais très symboliques. La suppression des fiscaux met fin à la campagne contre la corruption (1729-1730), celle des inquisiteurs (1727) à la « réforme de la piété » et limite la surveillance des évêques (perte compensée, après 1730, par la répression ponctuelle, c'est-à-dire, des procès contre eux).

L'administration locale est la plus touchée (1726-1728). Comme le Trésor ne peut payer les traitements des nouveaux officiers de justice, police et finances, on rétablit dans les districts (*uezdy*) et les provinces, le *voevoda* [118], qui dirige l'administration civile et militaire, préside le tribunal et se contrôle lui-même. Il dominera la vie locale jusqu'en 1775 [119].

Enfin, en 1728, Pierre II quitte Pétersbourg pour se faire sacrer à Moscou. Le départ de la cour a une importance stratégique, sur le plan intérieur et extérieur. D'après E. V. Anisimov, si Anna n'était pas retournée à Pétersbourg, la nouvelle capitale aurait connu le sort d'Ekaterinburg, Taganrog ou Petrozavodsk [120].

chapitre 2

La société de cour (1730-1761)

Les trente ans entre la mort de Pierre II et de Pierre III sont souvent considérés comme une période de transition, dominée par deux impératrices acariâtres sous l'emprise de leurs favoris, Anna Ioannovna (1730-1740) et Élisabeth Petrovna (1741-1761). Pourtant se font alors des choix importants sur la nature du pouvoir monarchique, la capitale de l'Empire, la politique économique. Le modèle du monarque féminin, amazone sans époux, à la fois Vénus et Minerve, est affiné, avant que Catherine II le porte à sa perfection. Élisabeth réussit à donner une image flatteuse d'elle et de son pays par un moratoire sur la peine de mort, unique dans l'Europe d'alors. La position de la Russie au sein des grandes puissances se renforce, en dépit de ses hésitations sur les alliances. Elle commence à concurrencer la France dans le domaine « des arts, des armes et des lois ».

À la mort inopinée de Pierre II, pendant quelques semaines se joue une partie décisive entre le Conseil privé suprême, créé pour épauler Catherine Ire, et celle qui est pressentie pour combler la vacance du pouvoir, Anna, fille d'Ivan V, veuve sans enfants, établie en Courlande. Arrivée en reine-invitée, ayant souscrit à des conditions écrites, elle parvient, avec l'appui de la noblesse et de la Garde impériale, à renverser le Conseil et à maintenir intact le pouvoir autocratique. Elle choisit Pétersbourg comme capitale, à l'instar de Pierre le Grand. Azov, prise en 1696, est définitivement conquise, le 19 juin 1736. Elle use de ses prérogatives pour désigner un successeur, le fils de sa nièce, Anna Leopol'dovna, et d'Antoine-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel. L'enfant, connu sous le nom d'Ivan VI, naît le 12/23 août 1740, alors que sa grand-tante meurt le 17/28 octobre. Bien que née au Kremlin en 1693, de père et de mère russes, Anna est passée à la postérité comme celle qui aurait livré le pays à une clique « allemande », à cause de ses ministres d'origine étrangère et surtout de son favori, Ernst Johann Bühren, connu en Russie comme « Biron ». C'est lui qu'elle désigne comme régent, mais il est renversé par Anna Leopol'dovna, dès le 9 novembre 1740, avec l'appui de deux

autres hommes de confiance de feu l'impératrice, A. Ostermann et B. C. von Münnich. Anna Leopol'dovna tente de promouvoir son mari, mais ils sont écartés par la fille de Pierre le Grand qui prend le pouvoir le 24 novembre 1741.

Élisabeth Petrovna a survécu quinze ans à ses parents, qui ont régné l'un après l'autre. Réputée frivole, toujours célibataire, en dépit de fiançailles flatteuses (avec le futur Louis XV), elle n'a jamais quitté la Russie et peut prétendre incarner l'identité russe. Ce sera un régime de fastes, de fêtes et de modes françaises, alors que le pays est le plus souvent dans le camp opposé à la France. Mais ses armées contraignent les grands États européens à reconnaître enfin le titre impérial que Pierre le Grand a revendiqué en 1721.

Élisabeth est soucieuse de créer un État de droit dans son pays, tâche que Catherine II reprendra à son compte, sans aboutir tout à fait. Très tôt, elle désigne l'héritier du trône (28 novembre 1741) : son neveu et dernier descendant mâle de Pierre le Grand, Charles-Pierre de Holstein, élevé à Kiel, dans la religion protestante. L'appel du trône est pourtant le plus fort : il vient à Pétersbourg et reçoit le baptême orthodoxe, devenant Petr Fedorovič, en novembre 1742. Élisabeth lui trouve une fiancée allemande, Sophie-Frédérique d'Anhalt-Zerbst. Docile et douée, la jeune fille adopte l'orthodoxie, sous le nom de Ekaterina Alekseevna, apprend le russe et tente de plaire à la souveraine. Le mariage est célébré le 21 août 1745, mais l'héritier se fait attendre. Face à un mari qu'elle dépeint comme infantile et cruel, Catherine noue des liaisons dangereuses, sous l'œil peu clément de la souveraine. Lorsque enfin elle donne au pays un tsarévitch, le futur Paul Ier, le 20 septembre 1754, il lui est aussitôt enlevé pour être élevé par l'impératrice en personne.

À partir de 1756, une atmosphère de fin de règne s'installe. Élisabeth est victime d'une première attaque le 29 octobre ; puis d'une autre, le 8 septembre 1758. Pendant ce temps, ses armées jouent une partie serrée contre Frédéric II de Prusse. Le malheureux Ivan VI, dont on a effacé toute mention dans les actes officiels, est transféré de Xolmogory, près d'Arxangel'sk, dans la sinistre forteresse de Schlüsselbourg, aux sources de la Neva. Des grands de la cour tombent en disgrâce, accusés de haute trahison, comme le chancelier A. P. Bestužev-Rjumin et le feld-maréchal S. F. Apraksin (27 février 1758). La grande-

duchesse Catherine est soupçonnée d'être de connivence avec eux. Élisabeth meurt, le 25 décembre 1761/5 janvier 1762, alors que ses troupes sont sur le point de vaincre Frédéric II.

1. « Révolutions de palais » ou « société de cour » ?

« L'ère des révolutions de palais », expression forgée par V. O. Ključevskij, désigne les années 1730-1762. La loi de succession de Pierre le Grand en 1722, « loi malheureuse », née « d'un enchevêtrement fatal de tragédies dynastiques », provoque une série de renversements qui ébranlent les fondements de l'État. En effet, chaque avènement, à une exception près, est le résultat d'intrigues ou de coups de force [121].

Trois successeurs seulement ont été désignés : Pierre II, Ivan VI et Pierre III, qui totalisent difficilement cinq années de règne. En outre, certaines révolutions de palais n'ont rien à voir avec le choix du successeur. En 1730, les premières phases sont exemptes de violence, et quand enfin on menace d'en faire usage, c'est la forme de gouvernement qui est en jeu. En novembre 1740, on ne renverse pas un tsar mais un régent (Biron). Enfin, Paul Ier modifie la loi de succession en 1797, mais est lui-même renversé. Les seules « vraies » révolutions de palais, qui ont déposé un monarque légitime désigné par son prédécesseur sont donc celles de 1741 et 1762, qui ont mis sur le trône Élisabeth et Catherine, les idoles de l'historiographie russe. Ključevskij aurait dû bénir les renversements qui ont permis de leur offrir le pouvoir.

Pour S. F. Platonov, à l'ordre de succession de Pierre, il faut ajouter l'hétérogénéité des élites politiques après 1725. Il refuse aussi l'idée que la Garde impériale soit un corps de prétoriens qui fait et défait les souverains : elle a le même comportement qu'une partie de la noblesse, avec une certaine conscience de l'intérêt national [122]. Herzen et Lénine sont plus sévères : les révolutions de palais sont une *bufera infernale* pour le premier ; « simples au point d'en être ridicules » pour le second, elles « consistaient à transférer le pouvoir des mains d'un groupe de nobles à un autre » [123]. Ključevskij pense, au contraire, qu'elles touchent à l'essence du pouvoir. Et il a, sans doute, raison.

Ainsi, dans l'Église, les périodes d'application rigoureuse du modèle synodal, et celles où l'on est plus « libéral », correspondent bien à tel ou tel règne. Dans les relations internationales, l'avènement de Pierre II, neveu de l'empereur Charles VI par sa mère (Charlotte de Brunswick est la sœur de l'impératrice) ne peut que renforcer l'alliance avec les Habsbourg, même si celui qui monte sur le trône est un adolescent de 13 ans.

Contre toute attente, la citation de Lénine, mille fois répétée, n'a pas déterminé entièrement les analyses soviétiques. Dans les années 1960-1970, le XVIIIe siècle n'est pas au centre de l'attention, ce qui laisse une petite marge de manœuvre. Ainsi S. M. Troickij, l'un des plus grands dix-huitiémistes soviétiques, remet en question le concept de « révolution de palais » en arguant que celle de 1801, pourtant d'un scénario on ne peut plus classique, se situe hors de la période prescrite, ce qui n'est pas logique [124]. De fait, si on les prolonge jusqu'en 1801, elles absorbent la phase suivante, dite du « despotisme éclairé ».

Le qualificatif proposé par N. Elias, celui de « société de cour », valable pour les années 1730 à 1741, mais aussi, dans un certain sens, jusqu'en 1762, paraît plus judicieux. Elias bâtit son analyse sur l'opposition entre cour et ville, modèle aristocratique et bourgeois. À la cour, laboratoire de la modernité, se met au point un « processus de civilisation », entre autres, par le contrôle des sentiments. Cette cour se définit comme un espace, un habitat, avec en son centre le palais royal et autour de lui les hôtels des grands du royaume. La « Maison du roi » est le lieu où se concentrent les courtisans, où une partie d'entre eux est logée. L'hôtel aristocratique se partage entre sphères privée et publique, tandis que la maison bourgeoise ne connaît pas encore cette dichotomie [125]. L'étiquette donne corps à la hiérarchie, permet à la société de cour de se représenter à elle-même. La manière de consommer est fonction du statut : le bourgeois vit selon ses moyens ; le grand seigneur « doit accorder ses dépenses aux exigences de son rang, s'il entend sauvegarder son existence sociale ». La « consommation ostentatoire » est un « instrument indispensable d'auto-affirmation sociale » [126].

L'ancienne cour moscovite présentait un certain nombre des caractéristiques définies par Elias, mais Pierre le Grand la supprime. Il ne promeut plus aux dignités de l'ancienne hiérarchie et met fin aux cérémonies complexes auxquelles prenaient part les nobles et le souverain. D'ailleurs, les guerres aidant, il est toujours aux armées, loin de sa capitale. Comme il le dira en 1717, « à cause de la guerre contre les Turcs et de la guerre du Nord, il n'a pas mis le pied dans son palais de Moscou depuis huit ans[127] ». Or, la société de cour ne peut pas fonctionner si le monarque est absent.

Pétersbourg est un espace plus simple que le Kremlin. Les palais, prévus par Pierre, sont des hôtels modestes où on ne peut pas loger des courtisans par centaines. Voltaire, qui n'a jamais vu la nouvelle capitale, trouve bien « petites et de mauvais goût » les demeures de ce tsar qui « prodiguait pour les maisons publiques la magnificence et la grandeur »[128].

En 1682, on avait aboli l'ordre de préséance, expression d'une hiérarchie élaborée, très proche du modèle d'Elias. Pierre ne comble le vide qu'en 1722, avec la *Table des rangs*, mais elle est plus réduite et défavorise les grades de cour. Ils sont inférieurs aux rangs militaires, si bien que les courtisans ne peuvent prétendre aux échelons les plus élevés.

Le changement se dessine entre 1725 et 1730, entre la mort du réformateur et l'accession d'Anna Ioannovna, qui, en fille de tsar, née au Kremlin, puis duchesse de Courlande, est bien placée pour assurer le fonctionnement d'une cour réunissant des élites assez hétérogènes. La monarchie russe parvient à une relative stabilité qui nécessite la mise en place d'une vraie vie de cour. Anna Ioannovna la ramène à Pétersbourg, en 1732, malgré l'opposition de la noblesse, décision souvent perçue comme un signe de fidélité à Pierre le Grand, ou de prise de conscience de l'identité européenne de la Russie. Les élites se partagent désormais entre ceux qui repartent et ceux qui restent à Moscou. À ceux qu'elle emmène avec elle, l'impératrice donne un nouvel habitat. Ce sera d'abord son palais d'Été, censé pallier les insuffisances de celui trop modeste de Pierre, puis le troisième palais d'Hiver, édifié à la place de celui de Rastrelli.

On rééquilibre la *Table des rangs* : les offices les plus importants à la cour obtiennent une position plus avantageuse

par rapport aux gradés de l'armée et de la marine. Sous Pierre un gentilhomme de la chambre (*kamer-junker*) avait un rang équivalent à celui de capitaine ; un chambellan (*kamerger*) à celui de colonel. Anna Ioannovna leur octroie, respectivement, l'équivalent d'un grade de brigadier général et de major-général. Elle crée les fonctions de grand chambellan (*ober-gofmejster*) et de grand maréchal de la cour (*ober-gofmaršal*)[129]. Les observateurs étrangers rompus aux usages français ou espagnols, comme le duc de Liria, ambassadeur d'Espagne, ne tardent pas à voir la différence.

Enfin, la vie culturelle commence à se concentrer autour de la cour, comme en Occident. Cette mutation s'accompagne d'un glissement vers le luxe, guère de mise du temps de Pierre le Grand, qui calculait le montant de la capitation d'après les besoins de la marine, de l'armée et de l'administration. Le train de la cour est un poste assez important pour qu'on lui affecte les recettes de la gabelle, soit entre 6,5 % et 8,9 % des revenus du Trésor[130].

Le goût de la dépense faisait déjà partie des mœurs à l'époque moscovite, mais avait une tout autre origine : l'insuffisance des rentrées de l'État. Les diplomates en étaient souvent de leur propre poche. Aussi « la consommation ostentatoire » n'a-t-elle aucun mal à prendre racine, après la cure d'austérité de Pierre. Cependant, on ne voit guère d'ascension ou de chute de « maisons » aristocratiques, telles que les a définies N. Elias[131]. La fortune d'une lignée doit autant à des facteurs démographiques, ou politiques, qu'économiques. La vie de cour est le pivot et le luxe précipite l'effondrement des structures économiques anciennes, mais en Russie tout dépend du prince qui peut réparer une fortune vacillante par ses largesses, ou précipiter la ruine d'une famille en retirant sa faveur. Cependant, l'impératrice, contrairement au monarque occidental, ne remplace pas les terres par des pensions, mais distribue des gratifications sous forme de villages peuplés de serfs.

La cour s'ordonne autour du souverain et de sa famille. La nature du pouvoir monarchique varie en fonction de l'équilibre des forces politiques. L'un des épisodes décisifs, déterminant cet

équilibre, se déroule au début de l'année 1730. Entre le 2 et le 25 février, le pays découvre la monarchie constitutionnelle.

2. Les enjeux de la crise politique de 1730

En désignant comme héritière du trône Anna Ioannovna, le Conseil privé suprême rédige une ébauche de Constitution qu'il entend lui imposer. D'abord secrète, elle est rendue publique lors d'une réunion solennelle. Trois semaines plus tard, au cours d'une autre assemblée, elle est publiquement déchirée par la nouvelle impératrice. Dans l'intervalle, les membres du Conseil (*verxovniki*), tout comme la noblesse, avancent des propositions de réforme du système politique. Cette crise est à la fois une opportunité manquée et un révélateur qui met à nu les rouages de la machine, comme en 1689.

À la mort de Pierre II (18 janvier 1730), le Conseil privé suprême se rassemble dans l'ancien palais de François Lefort. Ses cinq membres sont : le comte G. I. Golovkin, A. I. Ostermann, les princes D. M. Golicyn, V. L. et A. G. Dolgorukov [132]. Golicyn déclare la lignée directe de Pierre Ier éteinte, ses filles n'étant pas héritières légitimes, ce qui ne passe pas très loin de délégitimer *post factum* Catherine Ire (1725-1727). Il commet deux erreurs. Sous prétexte que le clergé a aidé Catherine en 1725, il exclut les évêques des consultations et s'attire leur hostilité. Et il fait approuver par le Conseil que la préparation de la succession devra se dérouler en secret, ce qui signifie que le Conseil assume entièrement une fonction qui ne relève pas de sa compétence et risque d'être accusé de l'avoir usurpée. Comment s'étonner ensuite que l'on l'ait qualifié de « Constituante autoproclamée » [133] ?

Le texte central, les *Conditions* (*Kondicii*), est rédigé dans la nuit. Sa première version dispose que la future impératrice ne doit ni faire la paix ni déclarer la guerre sans le consentement du Conseil (art. 1-2), ni lever de nouveaux impôts (art. 3). Elle ne peut non plus décider seule d'une promotion à un rang supérieur à celui de colonel (art. 4), ni, sans décision de justice préalable, condamner à mort un gentilhomme, ou le priver de son titre et de ses biens (art. 5). Il lui est interdit d'attribuer en pleine propriété ou à titre de bénéfice une terre de la Couronne (art. 6), ou d'engager des dépenses sur le Trésor (art. 7). La clause

finale, non numérotée, menace de la détrôner en cas de violation de ces dispositions [134].

La version définitive ajoute des restrictions. Le préambule lui défend de nommer son successeur et de se remarier [135]. La nouvelle version de l'article 4 la prive du commandement de la Garde, soumise à l'autorité du Conseil. L'article 7 est transformé en article 8, pour laisser place à une clause qui l'empêche de nommer des Russes ou des étrangers aux offices de la cour [136].

Ces *Conditions* s'inspirent de chartes du Temps des troubles, mais aussi de la Constitution suédoise de 1720, adoptée lors de la vacance du pouvoir, à la mort de Charles XII. La Suède et la Russie ont été privées de leur grand homme à peu d'années d'intervalle. La Constitution (*Regeringsform*) du 2 mai 1720 et le Serment royal (*Konungsaförsäkran*) sont les sources principales des *Conditions*, comme l'ont montré H. Hjärne, puis P. N. Miljukov [137]. Toutefois, en Suède, les pouvoirs, délégués par la reine, sont partagés entre le Sénat et le *Riksdag* (Diète), alors que le Conseil privé suprême entend les assumer seul. En outre, la reine Ulrique-Éléonore a publiquement et volontairement refusé la « souveraineté » et c'est à partir de là que s'est ouvert le débat sur l'avenir du pays. En Russie, au contraire, la « souveraineté » est retirée à la future impératrice par le Conseil, qui négocie avec elle dans le secret le plus absolu. Cela ne tarde pas à mécontenter des élites tenues à l'écart.

Personne, parmi les très nombreux gentilshommes venus assister au mariage de Pierre II, n'en a eu vent. Mais le Conseil annonce immédiatement au Sénat et au Synode qu'il a choisi Anna Ioannovna. Les péripéties de son accession ressemblent à un roman d'aventures. Les négociateurs du Conseil, les princes V. L. Dolgorukov et M. M. Golicyn le Jeune ainsi que M. I. Leont'ev, vont porter les *Conditions* à la duchesse de Courlande à Mitau (act. Elgava) [138], mais sont devancés par un émissaire des sympathisants moscovites de cette dernière. Anna sait donc que les élites russes sont divisées, mais est prête à souscrire à tout ce qui lui permettrait de regagner Moscou. Elle signe le 25 janvier 1730 le document par lequel la Russie devient une monarchie constitutionnelle à son insu [139].

Le Conseil s'attelle aux lois fondamentales. Pourquoi continue-t-il d'agir en secret ? Est-ce par maladresse tactique, ou pour réserver à un cercle très restreint le pouvoir de décider ? En tout cas, il se garde d'ouvrir les débats à la noblesse réunie à Moscou, alors que celle-ci, de son côté, rédige ses propres pétitions, sans savoir ce qui se trame au Conseil.

Le texte de D. M. Golicyn, dont on ne peut reconstituer le contenu que grâce aux témoignages de diplomates étrangers, est sans doute le plus contesté de tous. Il envisage de restreindre encore la marge de manœuvre de l'impératrice, en lui imposant une liste établie à l'avance de biens dont elle peut disposer et ne lui laissant le commandement que d'un détachement de la Garde. L'institution fondamentale de l'État est un avatar du Conseil secret suprême, composé de dix à douze membres, qui assume le pouvoir exécutif dans les domaines essentiels, y compris la guerre. L'impératrice peut y siéger et a deux voix, mais le Conseil peut aussi statuer en son absence. Ostermann est le seul étranger admis. Le Conseil est le commandant suprême de l'armée, que dirigent deux maréchaux, afin de prévenir toute dictature militaire [140]. Le Sénat (de trente, trente-six ou soixante membres) est renforcé dans sa fonction législative. On lui adjoint deux chambres, l'une pour la noblesse (cent ou deux cents représentants) et l'autre pour les marchands et les citadins, constituant une sorte de Parlement.

Très aristocratique dans son esprit, ce projet veut séparer l'exécutif et le législatif et instaurer un système de contrôle, en créant un office de Trésorier général. Son aspect le plus novateur est le rôle donné aux citadins, ce qui a certainement été inspiré à son auteur par son expérience au collège de la Chambre (*Kamer-kollegija*) de Pierre Ier.

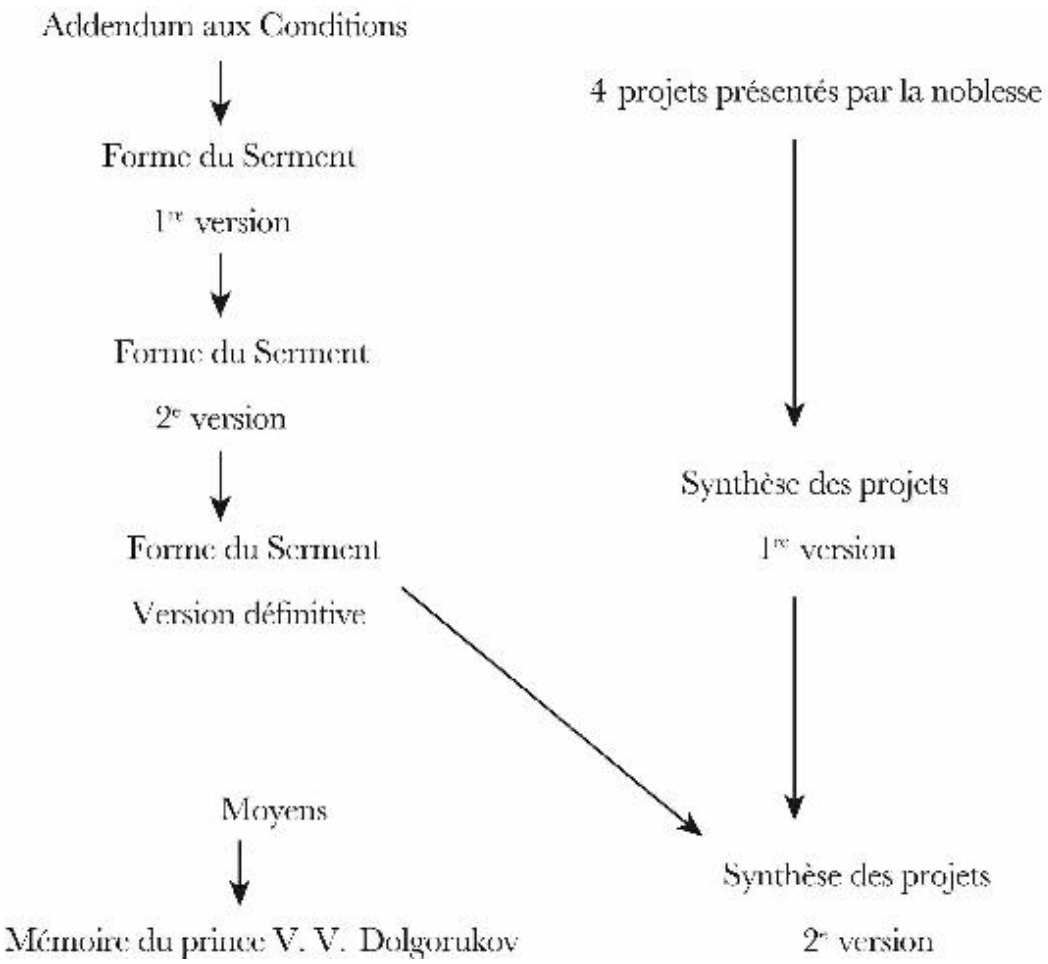
A. B. Plotnikov a reconstitué l'ordre de rédaction des documents du Conseil. D'abord l'*Addendum aux Conditions* (*K prežde učinennomu opredeleniju popolnenie*), en quatre points, qui veut permettre aux jeunes nobles de commencer leur carrière avec un grade dans la Garde et dans les gardes-marins, favoriser le commerce en levant certaines restrictions, réduire les impôts pesant sur les agriculteurs, mais aussi rendre aux évêques et monastères la gestion leurs biens par la suppression du collège de l'Économie.

La *Forme du Serment* (*Forma prisjagi*), deuxième œuvre des *verxovniki*, échafaude une structure composée d'un Conseil, d'un Sénat et d'une nouvelle Assemblée. S'ils ne s'accordent pas sur le nombre de sénateurs, ils prescrivent que les nouveaux membres du Conseil devront être élus par eux-mêmes et le Sénat. L'Assemblée réunira le Conseil, le Sénat, les généraux (*generalitet*), les responsables des collèges (*kaležskie činy*) et la « noblesse titrée » (*znatnoe šljaxetstvo*) et aura compétence sur les affaires d'État [141]. Il est également question de réunions extraordinaires du Conseil et du Sénat avec les responsables des collèges, la « noblesse titrée », voire des représentants du Synode pour des « affaires d'État nouvelles et secrètes », mais il n'est pas clair s'il s'agit d'une nouvelle institution. En outre, seuls les biens propres d'un condamné pourront être confisqués et non ceux de sa famille. Les jeunes nobles ne sont plus obligés de commencer comme simple soldat ou matelot, mais les réformes du droit et des institutions que cela nécessite ne seront jamais précisées. On promet enfin d'améliorer la situation des marchands, soldats et matelots (« fils de la patrie ») [142]. Le texte est moscovite en ce qu'il entend ramener la capitale à Moscou, mais reprend l'idée suédoise d'interdire aux étrangers (*inozemcy*) d'être candidats au Conseil.

Enfin, les *verxovniki* rédigent ce qu'on connaît sous le nom court de *Moyens* (*Sposoby*). Il s'agit des moyens d'établir fermement les principes de fonctionnement du gouvernement, dans l'intérêt de l'État et du peuple. Mais ils se contentent de proposer d'élire une assemblée pour décider de la forme idéale. Elle sera composée de vingt (ou trente) nobles, tous orthodoxes. Les non-orthodoxes, même s'ils résident en Russie depuis plusieurs générations, ne pourront même pas être électeurs. Participeront également aux travaux des représentants du Synode, du Sénat et des marchands. Chaque député [143] sera doté d'une voix, à égalité avec les autres, sans considération de rang, d'état ou de naissance [144]. À l'inspiration suédoise s'ajoute celle de la Diète polonaise, avec sa chambre haute, le Sénat, et le Conseil privé suprême. En même temps, ce sont les *verxovniki*, et non les auteurs des pétitions nobiliaires, qui octroient à la noblesse (*šljaxetstvo*) un rôle dans la vie politique en tant que corps électoral.

Le 2 février 1730, le Conseil convoque une réunion plénière du Sénat, du Synode, des généraux (*generalitet*) et des présidents de collèges, devant laquelle Golicyn lit les *Conditions* dans un silence absolu. Théophane Prokopovyč écrira que les nobles « baissèrent les oreilles, comme de pauvres ânes [145] ». « Je ne sais vraiment pas pourquoi l'impératrice a décidé de signer un projet pareil », dira l'un d'eux. Le Conseil n'a d'autre choix que de laisser les nobles présenter leurs projets, ce qui entraîne un vrai mouvement constitutionnel, auquel prennent part plus de quatre cents personnes, et le dépôt de sept textes [146].

La pétition qui rassemble le plus de signataires est appelée « Projet des 361 » [147], ou « Projet Čerkasskij », même si le prince A. M. Čerkasskij n'en est probablement pas le seul auteur. Son premier volet est politique, le second est social. Le Conseil suprême, dominé par deux clans, les Golicyn et les Dolgorukov, doit, dit-il, laisser la place à un gouvernement suprême (*Vyšnee pravitel'stvo*) de vingt et un membres, avec un siège par famille. Y fera contrepoids une Assemblée réunissant ce gouvernement, le Sénat, les généraux et la noblesse qui prendront leurs décisions de conserve (*obščim sovetom*). Gouvernement, Sénat, généraux et présidents de collèges seront élus (*balantirovanie*) par autre instance d'au moins cent personnes. La seconde partie exprime des revendications qui formeront le programme du règne d'Anna Ioannovna : diminution de la durée du service, versement régulier des soldes, abrogation du majorat, amélioration du sort du clergé, des marchands et des paysans [148].



Le « Projet des 15 » (ou de Dmitriev-Mamonov) envisage un Conseil privé suprême élargi à douze-quinze membres, élus par une Assemblée (*obščestvo*) et confirmés par le Conseil, mais hésite sur l'opportunité de laisser le Conseil nommer les sénateurs, présidents de collèges et gouverneurs ou d'en charger une assemblée *ad hoc*. Aux revendications nobles usuelles, il ajoute le retour de la capitale à Moscou.

Pendant ce temps ont lieu des consultations secrètes avec le parti d'Anna Ioannovna, qui arrive le 10 février 1730 devant Moscou. C'est le domaine réservé des femmes, qui font preuve d'autant d'audace et de sang-froid que leurs maris occupés à écrire des projets de pétition [149]. Jamais elles n'auraient eu un tel rôle sous Pierre le Grand.

Les partisans de la nouvelle impératrice ont peu en commun. Le premier cercle est constitué par le clan de sa mère, les Saltykov. À leurs côtés, des personnages importants qui doivent tout à Pierre et craignent de perdre leur influence [150]. Viennent ensuite les évêques, exclus de la sélection du successeur.

Golicyn a voulu surtout humilier son ennemi personnel, Théophane Prokopovyč, mais il dresse contre les *verxovniki* une force sociale importante [151]. Le Synode décide, malgré les *Conditions*, d'appeler Anna « autocrate » dans les textes liturgiques.

La souveraine remporte une manche en se proclamant colonel du régiment de Preobraženskoe, en violation des *Conditions*. Le 25 février 1730, deux pétitions (dites Première et Seconde), signées par des officiers de la Garde, lui sont présentées. Elle prend la parole devant l'Assemblée solennelle de la noblesse, demande rhétoriquement à un *verxovnik* d'où viennent *Conditions*, puis se les fait apporter et les déchire. Les morceaux du document, reproduits pour la première fois par P. N. Miljukov, sont conservés dans les archives.

L'autocratie est restaurée, mais les réformes ne sont pas enterrées. Selon N. Petruxincev, vers la fin février 1730, on travaille à un édit organisant la désignation des sénateurs par des élus de la noblesse, et un autre mettant en place une haute cour, avec des représentants de la noblesse, pour juger les *verxovniki* [152], dont aucun ne voit le jour. L'impératrice fait une concession en maintenant à son poste le procureur général du Sénat, sans doute pour faire croire qu'elle accorde plus d'indépendance à l'institution. En revanche, ses membres sont toujours désignés par édit, contrairement aux exigences de la seconde pétition noble [153]. Les sénateurs, désormais vingt et un, puisque presque tous les *verxovniki* sont venus grossir leurs rangs, deviennent en théorie assez nombreux pour faire contrepoids aux favoris. Mais ils sont incapables de s'entendre et une série de réformes affaiblit l'organisme. D'ailleurs, le retour de la cour à Pétersbourg entraîne aussi la division du Sénat en deux assemblées, chacune siégeant dans une capitale [154].

En même temps, on s'occupe du futur Cabinet de l'impératrice, qui doit être une institution importante par sa taille, et spécialisée par ses fonctions. Mais l'édit du 18 octobre 1731 porte encore un coup au Sénat : trois membres, G. I. Golovkin, A. I. Ostermann et A. M. Čerkasskij, vont le quitter pour entrer au Cabinet.

Dès le XVIIIe siècle, les événements de 1730 font débat. M. M. Ščerbatov, qui fait partie de l'aristocratie frondeuse, pense que la noblesse avait alors le « grand dessein » de « doter l'État de lois fondamentales qui limiteraient le pouvoir du souverain grâce au Sénat ou à un parlement » [155]. Catherine II, au contraire, y voit les menées irresponsables des Dolgorukov, qui ont bien failli affaiblir, voire ruiner l'État. Cela va devenir l'interprétation officielle [156].

Au XIXe siècle, toutes les études de la crise de 1730 sont entreprises dans le contexte d'un grand train de réformes. D. A. Korsakov, dont l'édition des principales pétitions (et d'identification des signataires) reste une référence, travaille pendant celles d'Alexandre II [157]. V. O. Ključevskij prépare son cours pour l'année universitaire 1883-1884, juste après l'échec de la « Constitution de Loris-Melikov ». Il revoit sa version définitive en 1907, quand on tente une fois de plus de définir les contours d'une monarchie constitutionnelle. Les tentatives de limiter le pouvoir du souverain au Temps des troubles et les *Conditions* du Conseil sont donc interprétées comme des précédents historiques. Peu importe au fond si la crise de 1730 est la « septième tentative » d'un cercle étroit, ou le « quatrième essai ouvert et public » de restreindre le pouvoir absolu. Les *verxovniki* en sont les instigateurs et Golicyn y tient une part centrale. La crise aboutit à diviser la haute aristocratie qui a accès au Conseil privé et le reste de la noblesse. En définitive, la Garde permet la restauration de l'autocratie [158].

Ses disciples Miljukov et Bogoslovskij aboutissent à des conclusions très différentes, bien que la conjoncture politique n'ait pas changé. Miljukov met au jour l'influence des textes constitutionnels occidentaux, en particulier des écrits suédois de l'« ère de liberté ». S'appuyant sur H. Hjärne, il montre que les huit Conditions posées à la nouvelle impératrice doivent beaucoup à la Constitution (*Regeringsformen*) de 1720 et au *Serment royal* (*Konungaförsäkran*) prêté par le roi Frédéric Ier la même année**.** Le projet de Golicyn n'est donc pas une fiction, comme le soutiennent L. G. Protasov et I. Kurukin. Cependant, Miljukov reprend l'opposition aristocratie-noblesse de Ključevskij, et donne un champion à chaque parti, Golicyn et Tatiščev, interprétation appelée à un long avenir [159]. Pour M. M. Bogoslovskij, ce n'est pas le Conseil privé, mais la

noblesse en général qui constitue « la force principale du mouvement constitutionnel [160] », ce qui paraît plus juste.

Sous l'influence de Ključevskij, l'historiographie soviétique distingue, de manière assez schématique, deux camps : l'oligarchie aristocratique du Conseil et la noblesse, qui, suivant son instinct de classe, soutient l'autocratie sans restriction. Et pourtant, c'est à cette même noblesse qu'elle attribue un certain nombre de projets constitutionnels. Ni les historiens soviétiques ni leurs successeurs n'ont perçu l'importance des modèles occidentaux : ils ont envisagé la crise dans un cadre strictement russe [161].

Toutefois, bien avant la fin du régime soviétique, L. G. Protasov, spécialiste de la Constituante de 1917, émet la supposition que le projet Golicyn est une construction historiographique, fondée en grande partie sur les récits des diplomates étrangers, mais malheureusement, il est attesté dans des sources directes [162]. Protasov montre aussi qu'un certain nombre de pétitions de membres mêmes du Conseil, ce qui rend sa lecture des événements beaucoup plus complexe. Enfin, il prouve que le projet de Tatiščev ne date pas de 1730. Loin d'être une simple question d'érudition, cet élément signifie que Tatiščev n'est pas l'incarnation du noble éclairé mais vole au secours de la victoire de l'autocratie [163].

A. B. Plotnikov a rectifié les datations de l'*Addendum aux Conditions* (entre le 19 et le 30 janvier 1730) et des *Moyens*. La *Forme de gouvernement* a connu trois versions : le 31 janvier ; le 1er février et vers le 4 février [164]. Ensuite, entre le 8 et le 10 février 1730, le Conseil collecte les résumés des pétitions nobles puis prépare les *Moyens*, consacrés aux modalités d'élection d'une assemblée chargée de définir la forme de gouvernement. Le mémoire du prince V. V. Dolgorukov, l'un des derniers documents du Conseil s'appuie sur ces *Moyens*. Cependant, comme le fait remarquer I. Kurukin, il manque toujours une édition critique de ce corpus [165].

Actuellement, deux interprétations dominent. La première présente 1730 comme une opportunité manquée et compare les projets d'alors avec ceux des constitutionnalistes-démocrates du début du XXe siècle, dont Miljukov [166]. Au contraire, I. Kurukin, dans son étude des signataires du « Projet des 361 », pense

qu'ils appartiennent à la « colonne vertébrale de l'État » : officiers et fonctionnaires de rang moyen, expérimentés, ayant probablement quelque fortune [167]. Leur projet a des soutiens à la cour de la tsarine Eudoxie (première épouse de Pierre le Grand) ou à Kiel parmi les partisans du duc de Holstein (futur Pierre III) [168]. L'autre projet important, défendu par M. A. Matjuškin, dit « des 15 », traduit la division des élites sur la question du personnel des institutions suprêmes. En revanche, si le mouvement constitutionnel trouve beaucoup de sympathisants chez les hauts gradés de l'armée, il ne touche presque pas la Garde [169].

Les historiens américains se scindent aussi en deux camps. R. Pipes, un peu comme les libéraux russes, considère la crise politique comme une occasion manquée alors que D. Ransel, préfère, à la manière des Soviétiques, y voir une confrontation entre une aristocratie partisane d'une réforme politique et une noblesse qui la rejette [170]. À la génération suivante, l'étude prosopographique de B. Meehan-Waters, fondée sur cent soixante-dix-neuf biographies d'officiers supérieurs ayant pris part aux événements, montre qu'ils sont mus par des intérêts personnels et familiaux et non des programmes politiques et que le mouvement est du début à la fin dirigé par la haute aristocratie [171]. Les exemples les plus frappants sont le prince A. M. Čerkasskij et le feld-maréchal I. Ju. Trubeckoj. Selon B. Meehan-Waters, leurs pétitions ne sont pas « une réaction nobiliaire aux vues oligarchiques du Conseil [172] ». Ainsi, le projet de Matjuškin, qui est très lié aux Dolgorukov et aux Golicyn, atteste de ce que certaines de ces pétitions sont très proches des idées des *verxovniki*. Peut-être même en ont-ils débattu avec eux [173]. Pour B. Meehan-Waters, le succès de Čerkasskij est dû à son « programme social » : le recrutement au Sénat et au Conseil n'intéresse que les hauts fonctionnaires, mais les mesures en faveur des nobles à leur retraite sont très attractives et rapportent près de deux cents signatures supplémentaires. La crise de 1730, conclut-elle, montre que la « culture politique » nobiliaire est faite de goût de la conspiration, de déférence envers le pouvoir, de volonté de domination de l'aristocratie, de désunion chronique et d'absence de théories et de principes politiques [174].

B. Meehan-Waters se situe en dehors de toute polémique. V. Kivelson, au contraire, rejette d'emblée l'idée de l'opportunité manquée, et propose de chercher les origines de cette tendance « constitutionnaliste » dès le milieu du XVIIe siècle. À mesure que l'État se bureaucratise, les relations de la noblesse avec la machine administrative deviennent de plus en plus formelles et donc impersonnelles [175]. Pour ne plus subir les réformes, les nobles tentent de formuler leurs propres visions politiques, mêlant éléments hérités des traditions moscovites et innovations de Pierre le Grand. On y retrouve une image traditionnelle du monarque, l'usage de lui adresser des suppliques, mais aussi la conviction qu'il s'accommoderait fort bien d'une Assemblée à la manière du *zemskij sobor*. Un certain nombre de notions que l'on qualifie d'occidentales, comme la volonté générale, le bien public, la limitation consensuelle du pouvoir ou les assemblées législatives ont en fait un ancrage moscovite, ou s'avèrent compréhensibles et pertinentes pour cette toute jeune noblesse impériale [176]. Les clans conservent leur prééminence, car la famille reste l'unité politique de base et l'objet privilégié de toute loyauté [177]. V. Kivelson en veut pour preuve une proposition des 361, qui interdit que plus de deux membres d'une même lignée siègent au Conseil suprême pour éviter que l'institution tombe sous la coupe d'un clan, comme dans la première phase de la crise. Toutefois, pour I. Kurukin ces loyautés ne sont pas infaillibles puisque des familles sont très divisées pendant ces événements [178]. À Pierre Ier, explique V. Kivelson, les pétitionnaires de 1730 reprennent volontiers l'usage du vote. La limitation du pouvoir monarchique en soi n'était pas inconnue en Moscovie, mais la pétition de Čerkasskij ouvre dans ce domaine des horizons jusqu'alors inconcevables [179].

3. Les conséquences de la crise politique

Anna Ioannovna tiendra toutes les promesses du Conseil privé suprême aux nobles, autrement dit les revendications les plus importantes sont entendues. En revanche, malgré le soutien apporté par le Synode à l'impératrice, le clergé ne bénéficie pas de la même faveur. Le collège de l'Économie reste en place et la décennie qui s'ouvre sera l'une des plus sombres de la « période synodale ».

Il n'est pas tout à fait exact que les pétitionnaires de 1730 n'ont aucun programme politique, comme le dit B. Meehan-Waters. Le prince D. M. Golicyn, au moins, en a un. A. S. Lappo-Danilevskij l'a bien perçu. Le pouvoir monarchique, fondé sur la grâce divine et la « volonté commune » de la nation, que définit Hobbes, est la notion fondatrice de la *Justice de la volonté du monarque* (*Pravda voli monaršej*) de Théophane Prokopovyč (1722). Les *verxovniki* s'inspirent plutôt du droit naturel. Comme Grotius n'explique pas assez la façon dont le pouvoir monarchique se forme, ils se tournent vers Pufendorf, sa « première convention », dont le nouveau monarque hérite, et sa « seconde convention », qu'il doit conclure à son accession [180]. Golicyn n'a que faire de la « première convention ». Il n'a nulle intention de confier la forme de gouvernement à une assemblée, car il considère que les *verxovniki* sont des sortes de *Kurfürsten* [181] et à ce titre représentent l'ensemble des sujets. Mais il est persuadé de la nécessité d'une (seconde) convention en bonne et due forme entre Anna Ioannovna et tous les États de la nation.

La doctrine de V. N. Tatiščev a été décortiquée par A S. Lappo-Danilevskij. On sait aujourd'hui que V. N. Tatiščev a mis au point son « programme » *a posteriori*. Il est en outre plus versé que Golicyn dans les théories de Grotius et de Pufendorf, mais aussi de Wolff et de Thomasius. C'est à ce dernier, interprété par Walch, qu'il emprunte le principe de « l'amour rationnel de soi-même », tout en rattachant au Créateur la loi naturelle « innée » aux hommes. Pour Tatiščev, les sujets ont prêté serment de fidélité au monarque élu ou héréditaire et lui ont conféré le pouvoir législatif. S'il meurt sans successeur désigné, les sujets sont à nouveau libres et égaux, comme dans l'état naturel. Sa mort met aussi fin aux pouvoirs intermédiaires dont sont investies les institutions subalternes. Toutefois, comme il ne peut y avoir vacance de 1'État, la communauté des sujets proroge les pouvoirs dont les lois en vigueur ont investi ces dernières, qui ne peuvent cependant pas s'arroger de nouvelles prérogatives sans la volonté expresse de la communauté. Elles ne peuvent notamment s'emparer du pouvoir législatif, que la communauté ne cède qu'au souverain. De même, selon la loi naturelle, seule la communauté, peut, directement ou indirectement, choisir le

souverain, et non quatre ou cinq personnes. Toutefois, Tatiščev commet lui-même l'erreur qu'il reproche à Golicyn : il réserve à la noblesse le droit de représenter la communauté (comme en Pologne), sans justification [182].

L'accession d'Anna Ioannovna ne sonne pas l'abandon du modèle polonais ou suédois. On les retrouvera dans le cercle d'A. P. Volynskij, puis, sous Élisabeth, N. I. Panin s'inspirera du modèle suédois, en omettant toutefois les élections. La génération suivante, elle rêvera plutôt du système britannique.

4. La politique intérieure du Cabinet (1730-1741)

Tous les historiens, y compris le plus récent, N. Petruxincev, s'accordent pour dire que le Cabinet répond aux attentes exprimées dans les pétitions nobiliaires de 1730. Les édits du 1er juin 1730 annoncent un nouveau Code, un arpentage général, une réorganisation institutionnelle, une réforme de l'armée et du Sénat [183]. Ils ne seront que partiellement réalisés. Outre le défi que constituent les projets présentés en 1730 par le *šljaxetstvo*, le Cabinet doit faire face à une famine en 1734-1735, qui montre toute la vulnérabilité de l'agriculture russe et remet en question le système d'imposition. Enfin, la Russie est engagée dans deux guerres qui mettent à rude épreuve son armée.

Tant que ces difficultés ne sont pas surmontées, les exigences des divers groupes sociaux passent au second plan, sauf celles du *šljaxetstvo*, qu'il est indispensable de satisfaire. Pour mesurer la portée des mesures, il faut, comme N. Petruxincev, les replacer dans le contexte du projet de réformes. Ainsi, l'arpentage, qui ne sera jamais mené à bien, n'implique pas la vérification des titres de propriété, comme ce sera le cas sous Élisabeth, ce qui arrange bien la noblesse [184]. Le nouveau Code doit énoncer ses obligations et ses privilèges, et au moment de sa préparation, le Sénat pousse Anna Ioannovna à abolir le majorat et à supprimer la différence entre bénéfices et patrimoines, en les réunissant dans un nouveau type de propriété foncière (édit du 9 décembre 1730).

Cet édit donne aux seigneurs le droit de disposer comme ils l'entendent de toutes les terres dont ils disposent, par dévolution

successorale ou donation. En outre, avec la fin du statut de « cadet » disparaît la mobilité sociale voulue par Pierre le Grand (loi de 1714) qui permettait aux jeunes nobles désireux de se lancer dans le commerce de s'inscrire comme marchands sans « déshonneur ». Ainsi, vers 1735, comme le montre M. Ju. Malyšev, tout noble qui s'y essaie est aussitôt désinscrit et enrôlé comme simple soldat[185]. Enfin, en supprimant la discrimination contre les filles, Anna Ioannovna fait œuvre émancipatrice. Le *šljaxetstvo* accueille avec bonheur le retour à l'ancien mode de partage des patrimoines, mais celui-ci ne peut que morceler les grandes fortunes.

La création du corps de cadets (édit du 29 juillet 1731), destiné à offrir aux frais du Trésor une formation d'élite aux fils cadets des familles nobles, se fonde sur des catégories sociales issues de la loi sur le majorat[186]. Les élèves du *Suxoputnyj kadetskij šljaxetskij korpus* de Pétersbourg, après un examen final, obtiennent un grade d'officier, ce qui correspond aux vœux de la noblesse. Ce retour en arrière n'a rien d'étonnant, puisque, comme le dit N. Petruxincev, l'idée initiale date de 1727, et le gouvernement d'Anna ne fait que la reprendre[187]. L'institution permet d'homogénéiser les élites en réunissant les enfants des aristocraties russe et balto-allemande. En l'absence de concurrence mais aussi grâce à la richesse du programme non militaire et à la qualité de ses enseignants, elle acquiert rapidement un rôle important dans la vie culturelle de la nouvelle capitale.

Les deux nouveaux régiments de la Garde, l'*Izmajlovskij* (fondé le 22 septembre 1730) et le *Kirasirskij gvardejskij šljaxetskij* (du 18 novembre 1730) ont des buts semblables. L'un et l'autre ont une forte proportion de sous-officiers étrangers. L'*Izmajlovskij* n'est donc pas cette formation unique, avec un encadrement majoritairement non-russe, que l'on voudrait opposer aux régiments pétroviens. En revanche, dans les deux unités, tous sont nobles, soldats et officiers, ce qui permet aux fils de la noblesse d'entrer dans le service par le bas tout en évitant de se mêler aux roturiers[188].

L'édit du 31 décembre 1736, limitant la durée de service des aristocrates à vingt-cinq ans, semble arriver bien tard. La Commission militaire y travaille depuis 1731, mais la guerre qui

éclate en 1733 est suivie d'une autre, et les vieux nobles ne peuvent prendre leur retraite qu'à la fin des hostilités. Cela ne l'empêche d'être révolutionnaire : désormais on peut confier le domaine à l'un des fils, à condition qu'il opte pour le service civil, pourvu que les autres servent sous les drapeaux à partir de l'âge de 20 ans [189].

La famine de 1734-1735 provoque des débats sur la conduite à tenir, les uns trouvant que baisser les impôts suffit, d'autres (comme A. Maslov) voulant intervenir dans les relations entre seigneurs et paysans [190], ce qui est sans précédent, mais n'est pas suivi d'effet. On renonce à lever la capitation pour la première moitié de 1735 pour ne pas contrevenir au manifeste (*plakat*) de 1724 promettant que son taux n'augmenterait pas. Il ne s'agit pas seulement de favoriser la paysannerie [191] : comme le remarque M. Malyšev, les prix agricoles croissant sans cesse, la mesure avantage en fait les seigneurs [192].

Dans la guerre de la Succession de Pologne et dans celle qui l'oppose à l'Empire ottoman et au khanat de Crimée, la Russie a des adversaires très différents. Le comte Münnich remplace en 1732 le prince V. V. Dolgorukov à la tête du collège de la Guerre et entreprend de refonder l'armée, tout en guidant les armées pendant les deux conflits, ce que ne feront plus ses successeurs. Tous les changements des années 1730 lui sont donc systématiquement attribués.

À l'époque soviétique, on critique de façon très arbitraire de l'art de la guerre de Münnich dans le cadre de la dénonciation de la *bironovščina* (période de Biron). N. I. Pavlenko lui reproche d'avoir sous-estimé les besoins du combat rapproché et aboli les grenadiers, fait perdre sa mobilité à l'artillerie en remplaçant les pièces russes par des canons occidentaux, beaucoup plus lourds, imposé une stratégie de lignes fortifiées (*kordonnaja strategija*) sur des centaines de verstes, que les Tatars traversent facilement pour aller piller les villages et rafler des prisonniers. Pour lui, Münnich a mis à mal l'art militaire en se concentrant sur les manœuvres, au lieu de chercher des batailles décisives pour détruire l'ennemi. Enfin, son carré colossal, formé autour d'un charroi, nuit à la mobilité des troupes, qui n'entrent en contact avec l'ennemi que complètement épuisées [193]. Or ce carré, protégé par l'artillerie,

résiste parfaitement à une cavalerie nomade, ce que l'on observera jusqu'à la campagne d'Égypte de Bonaparte. La seule accusation entièrement fondée de Pavlenko concerne la guerre par campagnes, soit le retrait des armées pour l'hiver, ce qui alourdit les bilans de milliers de morts, dus aux marches forcées.

Cependant, d'après S. Nelipovič, le sort des militaires s'améliore car les officiers russes sont payés autant que les étrangers et le tirage au sort des recrues permet à des soutiens de famille d'échapper à la conscription. En outre, Münnich met sur pied une cavalerie lourde (trois régiments de cuirassiers et la cavalerie de la Garde) pour pallier les points faibles des dragons de Pierre le Grand, en particulier, la mauvaise qualité de leurs chevaux [194].

Au bilan de N. Petruxincev, il convient d'ajouter que les réformes militaires sont rendues nécessaires par le déficit chronique du Trésor. Münnich, dès 1725, s'oppose de toutes ses forces à une réduction des effectifs dans l'armée. De plus, Petruxincev souligne que le Sénat bloque ses projets les plus ambitieux, preuve que la « domination allemande » est en définitive assez fragile. Dans les réformes se mêlent l'héritage pétrovien, la politique du Conseil privé suprême et les projets de la Commission militaire d'infanterie (*Voinskaja suxoputnaja komissija*), dirigée par le feld-maréchal M. M. Golicyn. Ainsi, la milice locale (*landmilicija*) s'inspire d'un modèle suédois, des formations créées sous Pierre le Grand, et suit les décisions du Conseil suprême [195]. De même, les lignes fortifiées, enracinées dans la tradition moscovite, sont conçues à l'époque comme un pendant au réseau de forteresses de Vauban, dernier cri du génie militaire en Occident [196]. La cavalerie lourde, succès personnel de Münnich, ne fait pas que suivre un modèle européen, comme le dit Petruxincev : elle est l'héritière des reîtres (*rejtary*) du XVIIe siècle [197].

Il faut également distinguer entre les réformes de 1730-1736, et celles de la guerre contre les Ottomans. Ainsi, après avoir créé une cavalerie lourde dans la première moitié des années 1730, on fonde des régiments de hussards, seuls efficaces contre les nomades. Enfin, le sort réservé à la marine s'inscrit, selon Petruxincev, dans la continuité de Pierre le Grand.

L'armée russe conserve donc sa structure et ses effectifs [198]. Avec ses 226 960 soldats et officiers vers 1730, dont la moitié est prête à combattre, elle va lentement devenir une de plus grandes machines de guerre en Europe [199]. Ce sont les groupes non privilégiés de la population qui en supportent les frais, par les impôts et la fourniture de conscrits : jamais au XVIIIe siècle, sauf durant quelques années sous Catherine II, on n'a levé autant de recrues qu'à l'époque d'Anna [200].

5. Le règne d'Élisabeth : despotisme éclairé ou compromis politique (1741-1761) ?

Dans son sens courant, le despotisme éclairé est une politique « éclairée » menée par un monarque absolu [201]. Les marxistes s'efforcent de présenter l'absolutisme en général comme une sorte d'équilibre entre noblesse et bourgeoisie, sa forme éclairée n'étant qu'une variation dans le dosage des ingrédients. À partir des années 1980, cette approche est fortement mise en doute, d'autant que le rôle de la bourgeoisie est encore modeste dans les États présentant les formes de despotisme éclairé classique.

De cette contestation de l'analyse marxiste est née, en son sein même, l'interprétation qui veut que ce régime permette à un État arriéré de s'adapter à un environnement international de plus en plus hétérogène. Cette théorie de P. Hoffmann, historien de la RDA, illustre l'intérêt que peuvent parfois avoir les analyses marxistes pour la Russie [202].

Les Soviétiques, notamment N. M. Družinin et I. A. Fedosov, mus par une certaine fierté nationale, voient dans le despotisme éclairé non pas un signe d'arriération, mais une phase indispensable du développement de tout État européen [203]. Les différences entre Catherine II et Joseph II sont tout simplement ignorées. Les Allemands de l'Est sont plus audacieux. En distinguant trois phases, « début des Lumières » (*Frühaufklärung*), « âge d'or des Lumières » (*Hochaufklärung*) et « Lumières tardives » (*Spätaufklärung*), ils considèrent non seulement Pierre le Grand, mais aussi Alexandre Ier comme des monarques éclairés [204].

Une première école non marxiste associe le despotisme éclairé non pas à un type de réformes, mais aux intentions qui y

ont conduit. Si l'on prend à la lettre les textes fondateurs des Lumières, ce régime revient à une forme d'« automodération volontaire » (*bewüßte Mäßigung*) du pouvoir monarchique. La deuxième l'envisage comme un renforcement de l'État, dont le fonctionnement est amélioré par la mise en œuvre d'idées nouvelles. Enfin, l'absolutisme réformiste (*Reformabsolutismus*) s'organise autour de la capacité des autorités à mener des réformes efficaces aboutissant à une modernisation. Par la suite, il est remplacé par un « absolutisme bureaucratique[205] ». À première vue, la Russie répond à tous les critères : elle pratique l'autorestriction volontaire de l'État, son renforcement et des réformes incessantes. La bonne méthode consiste à procéder par comparaison, au cas par cas.

La notion de despotisme éclairé est associée au trio Frédéric II, Joseph II et Catherine II[206]. Il a souvent été dit que l'évolution de Frédéric II, qui se repose toujours davantage sur sa bureaucratie, se retrouve chez ses voisins, y compris Catherine II, en particulier à l'époque des « villages de *Potemkine*[207] ». Toutefois, les causes du changement de cap ne sont pas nécessairement communes et ne peuvent donc être inhérentes à la nature du régime. Pour D. Beales, celui-ci prend une forme différente dans les pays majoritairement catholiques (Joseph II) et protestants (Frédéric II). La Russie « et son Église apolitique » s'apparentent plutôt au modèle prussien. Cependant, l'absolutisme de Catherine II provoque la première fronde du clergé dans le pays[208].

À partir des années 1980, le concept passe de mode. D. Griffiths évite de s'y référer et A. B. Kamenskij le considère comme une simple étiquette[209]. Mais si on analyse une politique en dehors des « discours » qui l'accompagnent, on la réduit à une infinité de manœuvres servant les intérêts des parties en présence. Or, c'est précisément lorsque les « discours » ne correspondent pas aux mesures prises que l'on peut critiquer un gouvernement, l'accuser d'être incapable de mettre en pratique ses idées. En outre, en faisant l'économie de l'absolutisme, on se prive de toute possibilité de comparaison et, incidemment, on ouvre la voie à l'idéalisation de l'œuvre des souverains russes, les autres « expériences » de despotisme éclairé montrant justement ce qui est envisageable ou réalisable au siècle des Lumières.

Pour Anna Ioanovna, on peut se satisfaire de la confrontation de son œuvre législative et de son application, alors que le règne d'Élisabeth est plus difficile à cerner. Les lois promulguées doivent être augmentées des travaux de la Commission législative, qui, pour une fois, ont abouti à un vrai projet de Code (1761). S'il permet de discerner le dessein de l'impératrice mieux qu'à travers un texte ponctuel, ce Code, qui n'est jamais entré en vigueur, reste une déclaration d'intentions, qui peuvent être celles de membres de l'entourage d'Élisabeth comme de l'impératrice. Parmi ces réformateurs, on s'attache surtout aux frères P. I. et I. I. Šuvalov[210]. L'entrée d'I. Šuvalov, correspondant de Voltaire et lecteur assidu de Montesquieu, dans le cercle intime de la souveraine est d'ailleurs parfois retenue comme la marque du tournant vers le despotisme éclairé. Mais Šuvalov et Élisabeth ne sont pas très convaincants en Pygmalion et Galatée : en Russie, seule l'impératrice signe. De plus, les textes législatifs relevant du despotisme éclairé datent du tout début du règne, bien avant la « faveur » d'I. Šuvalov.

Rien de surprenant donc à ce que les interprétations divergent. Pour les marxistes, la politique intérieure favorise tantôt la noblesse, tantôt la bourgeoisie. En dosant habilement les concessions, Élisabeth pratique un absolutisme de type courant. Malgré tout, les théoriciens soviétiques de « l'équilibre » ont plutôt passé sous silence ce règne, comme d'autres périodes du XVIIIe siècle, dans leurs débats sur l'absolutisme.

Pour mieux comprendre leur démarche, prenons l'article de N. Rubinštejn sur les travaux de la Commission législative. Paru en pleine campagne contre le « cosmopolitisme », il doit d'abord se conformer à la ligne officielle stalinienne. Selon Rubinštejn, sous Élisabeth coexistent deux tendances. La première, soutenue par P. Šuvalov, répond aux demandes des marchands, comme F. Volodimerov, par exemple, celle d'abolir les douanes intérieures. La résistance des aristocrates, qui ont pour principaux porte-parole le prince Ja. P. Šaxovskoj et les frères Voroncov, ralentit les réformes. Šuvalov dépose au Sénat un projet d'abolition des droits de douane internes en 1752, mais l'édit n'est publié qu'à la fin de 1753. Il demande dès 1758 la réunion d'une commission sur le commerce qui ne verra le

jour que deux ans plus tard. Pour donner au programme économique du « groupe de Šuvalov » plus de cohérence, Rubinštejn y coopte le procureur général du Sénat, qui veut une abolition des monopoles. Ce qui ne l'empêche pas de mentionner la loi de 1754 instaurant un monopole nobiliaire sur la distillation de l'alcool et sa livraison au Trésor, ainsi que d'autres édits contraires aux intérêts des marchands, sans pour autant y voir le résultat de l'influence des aristocrates [211]. On comprend aisément pourquoi cette analyse a suscité tant de révisions. Pour N. V. Kozlova, la pétition de Volodimerov, soumise en 1741 (soit une douzaine d'années avant l'édit), ne demandait pas une abolition générale des douanes intérieures [212]. P. Dukes, qui affirme que les frères Voroncov allaient plus loin qu'I. Šuvalov dans la volonté de libérer la noblesse du service obligatoire, met en doute l'existence de deux groupes antagonistes [213]. M. Kiselev a même dit récemment qu'il n'y avait pas de preuves de leur existence. Pourtant, elles existent bien : ce sont des mémoires du prince Ja. P. Šaxovskoj et des lettres de P. Šuvalov à l'impératrice, que cite déjà N. Rubinštejn [214].

Le Dégel voit apparaître une nouvelle orientation. L'article de S. O. Šmidt, paru dans les *Annales*, reprend Rubinštejn : le règne est constitué de moments où les intérêts de la noblesse sont promus, entrecoupés de périodes d'équilibre entre ces demandes et celles du tiers état, où les projets de Šuvalov finissent par aboutir. Cependant, Šmidt décèle chez l'impératrice des signes avant-coureurs du despotisme éclairé, comme la création d'une commission chargée de réviser le Code, la consolidation des privilèges de la noblesse, des mesures pour transformer l'administration locale et régionale, la sécularisation des terres du clergé, des innovations culturelles, des efforts en faveur des belles-lettres. Parmi les « innovations culturelles », il cite la fondation de l'université de Moscou (1755) et de l'Académie des beaux-arts de Pétersbourg (1756), mais non l'abolition de la peine capitale [215].

En 1986 et 1987 paraissent deux ouvrages sur le règne d'Élisabeth, l'un russe et l'autre américain, alors que ni E. V. Anisimov ni J. F. Brennan ne connaît le travail de l'autre. Dans son titre, *Enlightened Despotism in Russia*, Brennan préfère l'expression « despotisme éclairé », mais les Russes

parlent toujours d'absolutisme (« despotisme » n'apparaît que dans la traduction française de Šmidt). Brennan rapproche Élisabeth de Marie-Thérèse, mais ne voit en elles deux des « religieuses fanatiques », persuadées que la foi est « un moyen de renforcer leur État ». La partie la plus développée de l'ouvrage est consacrée aux finances. S'appuyant sur les travaux d'A. Kahan et de S. M. Troickij, il montre les innovations financières du règne, qu'il attribue à P. Šuvalov. De sa synthèse sur l'œuvre législative d'Élisabeth, Brennan dégage deux aspects également « sombres » : le renforcement du servage et l'intolérance religieuse, approche qui paraît très réductrice.

L'ouvrage d'E. V. Anisimov, destiné au grand public, élude toute polémique avec Šmidt et ne parle ni de despotisme éclairé ni d'abolition de la peine de mort. S'il se garde des thèses soviétiques les plus dogmatiques, il reprend quelques lieux communs : un titre de chapitre comme « L'Empire nobiliaire » est clairement marxiste. En présentant la première décennie du règne comme un « retour à l'héritage pétrovien », Anisimov suit consciemment la propagande officielle de l'impératrice. Il considère que la notion de « bien commun » de Pierre n'a plus cours à cause des changements intervenus entre 1725 et 1741 dans la différenciation sociale et que la noblesse, désormais « corporation soudée », réclame un statut particulier contre les intérêts des autres groupes sociaux, et prétend même au pouvoir politique[216]. Or, rien ne prouve que l'aristocratie ait exercé ce type de pression, ni sous Élisabeth, ni sous ses deux successeurs. L'idée de « stabilité politique » qu'Anisimov défend remet en cause la lecture traditionnelle de cette époque comme une succession de « révolutions de palais » et donne la clé du règne. Cette stabilité n'est pas un élément de la politique d'Élisabeth, mais son résultat. Le pouvoir a su s'abstenir et de réformes radicales et de mesures de répression à l'égard des élites[217].

L'arrivée au pouvoir d'Élisabeth marque un tournant, non pas tant par sa modération à l'égard de ses adversaires, mais à cause des innovations législatives qui scellent le changement politique. Plutôt que d'un compromis, on pourrait parler d'une série de compromis : entre l'impératrice et les élites nobles ; entre les élites russes et étrangères ; entre les élites séculières et ecclésiastiques.

Tout d'abord, on cesse de réunir la Haute Cour (ou Grand Tribunal), composée de hauts fonctionnaires et chargée des affaires politiques. L'impératrice sursoit aussi à l'exécution des condamnés politiques et commue leurs sentences en prison ou exil, rompant avec une tradition pétrovienne qui remonte au procès du tsarévitch, à laquelle Anna Ioannovna était restée fidèle. Tout en proclamant sa fidélité à l'héritage de son père, Élisabeth tempère la sévérité de Pierre, pour mieux manifester sa clémence. Être clémente n'est pas simple, car certaines conspirations des premières années de son règne semblent bien réelles et non fabriquées de toutes pièces par la Chancellerie secrète. D'autant que les conjurés veulent mettre sur le trône non pas un obscur héritier présomptif résidant à l'étranger, mais le tsar connu de tous, Ivan VI, que l'on a détrôné et enfermé dans un cachot. Pourtant on n'exécute personne, pas plus que l'on ne décide de mettre fin aux jours du malheureux ex-empereur, qui n'est encore qu'un très jeune garçon.

Cette mansuétude épargne à la population de Pétersbourg le « théâtre des horreurs » des exécutions publiques, qui, depuis la fondation de la ville avaient lieu au marché Mytnyj. Les élites ne risquent plus de comparaître devant le Grand Tribunal, ce qui a un effet émancipateur non négligeable.

De même, tout en renversant Münnich et s'appuyant sur un état d'esprit qu'on pourrait qualifier de protonational, l'impératrice se garde de purger les étrangers. Ils sont peu à quitter alors le service de la Russie (comme J. Keith). Elle ne se lance pas non plus dans la russification systématique des grades les plus élevés de fonctionnaires. Là encore, ce compromis, qui réconcilie divers groupes élitaires, ne va pas de soi. Par la suite, I. I. Šuvalov proposera une alternative radicale : les sénateurs, les présidents de collèges et les gouverneurs devront être des Russes[218]. Plus que son caractère xénophobe, c'est le côté institutionnalisé qui frappe : ce vrai projet constitutionnel noble vise à minimiser les risques d'une autre *bironovščina*. L'impératrice ne lui donne aucune suite, ce qui montre qu'elle a ses propres vues sur le cap à tenir.

La relation avec le haut clergé pose bien des difficultés aux historiens. Habitués à ne voir dans la *bironovščina* que l'arbitraire exercé par une partie des élites séculières sur l'autre,

ils négligent l'importance des procès faits aux évêques sous Anna Ioannovna, et, partant, peinent à dégager le sens des concessions qu'Élisabeth fait à l'Église. Brennan essaie d'expliquer sa politique religieuse par son éducation, confiée à des clercs, tandis qu'Anisimov pense qu'elle récompense les ecclésiastiques de leur soutien dans les premiers jours du règne[219]. Cela paraît d'autant moins convaincant, que les relations entre l'État et l'Église sont vraiment redéfinies. Les évêques, les prêtres et les moines exilés rentrent de Sibérie. Le Synode reste sous l'autorité d'un fonctionnaire laïc, mais qui laisse désormais les prélats négocier directement avec l'impératrice. Le prince Ja. P. Šaxovskoj, apprécié de la souveraine, mais incapable de la subtilité nécessaire au compromis, perd son poste de procureur général du Synode. Et si le débat sur la restauration du Patriarcat, ouvert dans les premières années du règne, n'aboutit à rien, ses partisans ne sont ni poursuivis ni condamnés, ce qui mérite d'être apprécié à sa juste valeur. On atteint un véritable point d'équilibre – provisoire – entre l'Église et l'État. La sécularisation des biens monastiques, annoncée en 1754, reste lettre morte jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Pierre III. Pour les vieux-croyants, rien ne change : ils sont soumis à des mesures aussi sévères que sous Anna.

6. Le réformisme élisabéthain : les projets de Šuvalov

Élaborés au cours des années 1750, les projets de Petr Ivanovič Šuvalov s'inspirent surtout de l'expérience et non d'une théorie, à l'exception, bien entendu, de quelques emprunts obligés au mercantilisme. Ils ne suivent pas un modèle étranger particulier, mais combinent des éléments divers, venus notamment de Prusse. Ce caractère pratique et autochtone séduit l'impératrice. Pierre III semble lui aussi bien disposé à l'égard de Šuvalov et l'aurait sans doute employé, si ce dernier n'était pas mort dès le 4/15 janvier 1762, suivant de très près Élisabeth.

J. Brennan rejette l'idée que Šuvalov n'a fait que servir ses intérêts propres ou de classe. Le ministre n'a guère profité de sa position. Il autorise les nobles à vendre eux-mêmes leur production agricole, mais non à servir d'intermédiaires, ce qui

reste la prérogative des marchands. Ses projets relèvent d'un type de « mercantilisme raffiné », qui annonce le libre-échange[220]. Pour E. P. Korjakina, en revanche, l'équation de Šuvalov est insoluble : « satisfaire les demandes grandissantes du Trésor, alors que les impôts directs diminuent ». L'abolition des douanes intérieures ne serait pas « un programme noble de réforme du système fiscal », puisque sa première version n'a pas été retenue au motif qu'elle ne prévoyait pas de compensation pour les revenus que perdait l'État. Le pouvoir se livre plutôt à une forme d'« ingénierie sociale ». S'efforçant de rester impartial entre les groupes sociaux, il essaie de les transformer en « ordres » (*soslovija*), en spécifiant leurs privilèges et leurs obligations respectives. La possession de serfs et la production agricole sont réservées aux nobles, le commerce aux marchands. L'industrie est une pomme de discorde. Du point de vue des débouchés, elle devrait revenir aux marchands, mais la grande pénurie de main-d'œuvre fait que les nobles sont plus aptes à la faire prospérer, car ils sont les seuls à posséder des âmes (*duševladenie*). Chaque décision concrète doit tenir compte du passé, or parmi les manufactures existantes, certaines appartiennent à des nobles et d'autres à des marchands.

Šuvalov imagine de compenser la baisse des impôts directs par la hausse des prélèvements indirects, en particulier la gabelle et la taxe sur l'alcool distillé. Après discussion, le monopole d'État sur la vente d'alcool fixe des « prix uniformes et élevés », car, le « moujik russe pouvait vivre sans payer ses impôts, mais non sans sa vodka »[221]. Le pli est pris pour longtemps. La taxe sur l'alcool devient, avec les droits d'importation et d'exportation, la principale ressource de l'État jusqu'à la Révolution. En cas d'inflation ou de guerre, il suffit d'augmenter le prix de la vodka[222]. La capitation n'est plus qu'une recette d'appoint qu'Élisabeth aurait pu supprimer, si la guerre de Sept Ans n'avait pas vidé les caisses. Catherine II maintient la capitation au même taux, mais alourdit fortement la taxe sur l'alcool en 1763[223]. Un rééquilibrage à la Šuvalov se reproduit dans les années 1887 (abolition de la capitation) à 1892 (augmentation sensible de la taxe sur l'alcool).

Toutefois, ces expédients ne sont pas sans danger. D'une part, les expérimentations fiscales sur le prix du sel ont déjà provoqué des émeutes à Moscou (en 1648). D'autre part, la combinaison

entre impôts indirects élevés et monopoles d'État rappelle le modèle adopté en France à la veille de la Révolution. Or, la recherche moderne affirme que ces monopoles sont à l'origine du mécontentement général et de la crise de la fin du siècle [224]. Par ailleurs, on accuse souvent Šuvalov d'avoir financé sa politique par un autre biais traditionnel et périlleux, l'altération de la monnaie de cuivre, qui avait provoqué la « révolte du cuivre » de 1662.

Pour développer le crédit, sont créées la Banque de la noblesse et la Banque du commerce (1754). Leur fonctionnement nécessite des fonds de roulement, mais Šuvalov n'a pas prévu d'assignats. Pour Brennan, ces expériences sont la cause de la détérioration rapide de la monnaie de cuivre ; le papier-monnaie aurait été une bonne alternative. Mais Šuvalov appartient à la génération marquée par la banqueroute du système de Law en France (1720) et cela explique sa méfiance à l'égard de la monnaie fiduciaire.

L'autre mesure fondamentale de Šuvalov est l'abolition des droits de douanes internes à partir du 1er avril 1754. B. N. Mironov montre que le marché national (surtout celui du blé) se forme véritablement grâce à cette réforme [225]. La liberté du commerce et de toute forme d'activité économique est un trait caractéristique du despotisme éclairé. Les historiens russes notent souvent que les douanes intérieures ont été supprimées en France par la Révolution, et dans les pays allemands dans les années 1830 [226].

Dans une perspective de « classe », les marchands ont obtenu une concession importante. Mais, comme le remarque S. O. Šmidt, les nobles, qui produisent et vendent leur blé, en profitent tout autant. L'État, lui, doit trouver des recettes pour compenser ces pertes. C'est par des taxes très protectionnistes sur les produits importés (1757) qu'il s'efforce d'y parvenir. Or, cette hausse est préjudiciable aux nobles, qui consomment le plus d'articles de luxe étrangers. Autrement dit, si la réforme est sans aucun doute avantageuse pour les marchands, le tableau est plus mitigé pour la noblesse. Cependant, il est difficile de souscrire à la conclusion de Brennan qui croit que les revenus du Trésor progressent de manière continue à partir de 1750 : il ne tient pas compte de l'inflation, ce qu'il reconnaît lui-même.

De la même manière, l'instauration d'un monopole de la noblesse sur la production d'alcool en 1754 peut être comprise comme une mesure renversant le fameux « équilibre », au détriment des marchands. Mais on peut aussi y voir une volonté d'« ingénierie sociale » : les nobles qui possèdent la terre et les serfs sont les plus à même de développer cette production [227].

Tout ce qu'a imaginé Šuvalov n'a pas été mené jusqu'à son terme, par exemple, la Commission du commerce, qui devait devenir une organisation permanente puis être remplacée par un collège spécial afin de trouver de nouvelles recettes et diminuer la capitation [228]. Très apprécié par les historiens, le système Šuvalov n'en est pas pour autant une panacée. Paradoxalement, sa réalisation imparfaite, inconséquente, en concurrence avec d'autres initiatives, ne l'a pas dénaturé, mais l'a plutôt préservé d'un certain nombre de risques que la France d'Ancien Régime a courus.

En 1754, alors que ses projets les plus importants sont en cours de réalisation, P. I. Šuvalov déclare au Sénat qu'il faudrait rédiger un nouveau code de lois pour remplacer celui de 1649 [229]. C'est le point de départ de la Commission législative. Pierre le Grand en a convoqué deux, Anna Ioannovna une autre, sans qu'elles produisent de résultat acceptable pour les autorités. Le Code de 1649 ayant été approuvé par l'Assemblée des États (*zemskij sobor*), la Commission, composée au départ de hauts fonctionnaires, nommés par l'impératrice, doit être complétée par des élus. Chaque province (*provincija*) désigne deux délégués nobles et un issu des marchands. On n'adopte aucun règlement pour la tenue des scrutins, alors que la noblesse ne dispose à cette époque d'aucune structure d'autoadministration (les assemblées de la noblesse n'existent pas encore) [230]. La procédure ressemble donc fort aux élections à une Assemblée des États de la période moscovite. L'archaïsme du système électoral s'explique par la paralysie des institutions représentatives résultant des réformes de Pierre le Grand : on ne peut que reprendre les anciennes formes des premiers Romanov.

Les éléments de continuité sont avant tout la présence de députés de la noblesse et des villes et l'institution d'un secrétariat de la Commission, qui sera reprise par Catherine II. Devant cette Commission législative, I. I. Šuvalov, le cousin de

P. I. Šuvalov, fera une déclaration restée célèbre, sur la nécessité de promulguer des « lois fondamentales ». C'est un des principes du despotisme éclairé, avec la volonté d'assouplir certaines dispositions traditionnelles. Dans le domaine pénal, comme le montre A. B. Kamenskij, des mesures de libéralisation sont prises. Dès janvier 1742, commettre une erreur dans l'énoncé des titres de l'impératrice n'est plus passible de poursuites, alors que cela relevait du crime de lèse-majesté. La même année, on abolit la condamnation au fouet (*knout*) pour fausse dénonciation. Vers 1751, on supprime la torture dans les affaires de violation du monopole sur la vente d'alcool (*korčemstvo*) [231].

La peine de mort est maintenue, mais les édits de 1753 et 1754 prescrivent de ne pas l'appliquer, ce qui revient à instaurer un moratoire. D'ailleurs, l'impératrice ordonne de ne pas prévoir de peine capitale dans le projet de nouveau Code, ce qui laisse penser que sa non-application n'est pas le signe d'une clémence particulière, mais d'une évolution générale, presque sans équivalent dans l'Europe de Lumières [232]. C'est donc avec admiration que C. Beccaria salue les vingt années durant lesquelles « l'impératrice Élisabeth de Moscovie […] avait donné aux pères des peuples cet illustre exemple qui vaut au moins autant que beaucoup de ces victoires gagnées avec le sang des fils de la patrie [233] ».

Les critiques éclairés de l'impératrice, pourtant adversaires eux-mêmes de la peine de mort, montrent combien cette mesure est unique. M. M. Ščerbatov, conscient de sa portée dans le contexte des Lumières, essaie de lui trouver un fondement dans la « piété » (*nabožnost'*) plutôt que dans la « philanthropie » (*čelovekoljubie*). Adversaire de Beccaria, plus que de l'impératrice, il reconnaît que la criminalité baisse, ce qu'il explique par le fait que l'armée reste le plus souvent cantonnée en Russie et ne s'ensauvage pas ailleurs. Ščerbatov reste en faveur de la peine capitale pour les crimes les plus graves, le parricide, le meurtre du conjoint, et tout homicide prémédité. Cette question préoccupe beaucoup l'opposition conservatrice. Élisabeth n'est pas allée jusqu'à légiférer, préférant conserver le châtiment à titre dissuasif pour discipliner la société, tout en suspendant son usage et Catherine II ne voudra jamais prendre position [234].

L'œuvre est bien celle d'un monarque des Lumières : restriction de la notion de lèse-majesté, limitation de l'application de la torture et abolition *de facto* de la peine de mort, assortie du projet de la supprimer définitivement. Il faut y ajouter la fondation de la première université. L'établir à Moscou, et non à Pétersbourg, qui abrite déjà l'Académie impériale, dénote une volonté de répartir équitablement les pôles culturels entre les deux capitales, où l'on retrouve la notion d'équilibre. Dans un parallèle avec la Prusse, Pétersbourg et Moscou correspondraient respectivement à Berlin et à Halle. De même, Catherine II distinguera très nettement les rôles de capitale impériale (Pétersbourg) et de capitale protonationale (Moscou).

Pour « éclairée » qu'elle se prétende, Élisabeth renforce le servage, comme le fera Catherine II. L'édit du 13 décembre 1760 permet aux nobles d'envoyer leurs serfs en Sibérie et de bénéficier d'un reçu de conscription qui les libère de l'obligation de fournir un conscrit à l'armée[235]. Les dérives ne tardent pas : pour éviter l'envoi d'un serf valide à l'armée, les nobles relèguent en Sibérie les malades et les mineurs qui seraient refusés par les recruteurs. Cependant, s'il arrive jusqu'en Sibérie, le serf exilé devient paysan d'État, ce qui améliore son statut. Les communautés de paysans d'État et de citadins reçoivent aussi le droit d'expédier en Sibérie les fauteurs de troubles. Cette mesure participe donc autant du contrôle social en général que du servage en particulier.

chapitre 3

Le triomphe fragile de l'absolutisme éclairé (1762-1796)

« L'auguste Catherine a mis la raison sur le trône, comme elle y a placé la magnificence et la générosité[236]. » Ce portrait flatteur de Voltaire (1765), n'est qu'un des nombreux hommages que recueille l'impératrice. Les relations assidues qu'elle cultive, pendant plus de trente ans, avec les beaux esprits lui permettent d'éclipser Élisabeth et de se poser en modèle de monarque absolu et éclairé. L'hostilité d'un Rousseau, défenseur acharné de la Pologne, et les rumeurs sur le meurtre de Pierre III écornent quelque peu cette image, mais elle reste plutôt favorable dans la mémoire collective. L'examen des faits apporte des nuances. Pierre III n'est pas seulement une parenthèse aberrante entre deux grands règnes féminins. Et les trois décennies de Catherine ne sont pas uniformes. Il est plus difficile qu'il n'y paraît de retracer le chemin politique et les tournants qu'elle a empruntés.

1. Pierre III : un despotisme éclairé à la prussienne (1761-1762) ?

Le court règne de Pierre III (25 décembre 1761-28 juin 1762) est une série de coups de théâtre qui finit sur un coup d'État. L'empereur remet en question à la fois les orientations de politique étrangère et les équilibres intérieurs en vigueur. Quatre mesures frappent les esprits : le rappel des armées russes, qui sauve Frédéric II du désastre ; l'abolition de la police secrète ; l'émancipation de la noblesse ; la sécularisation des biens du clergé. Pendant ce temps, les rapports du souverain avec son épouse se dégradent encore et il semble sur le point de s'en séparer pour se remarier avec la femme de son cœur, E. Voroncova. Catherine le devance en le

faisant arrêter, le 28 juin/9 juillet 1762, avec l'aide des frères Orlov, du jeune G. Potemkin et d'E. Daškova, la propre sœur d'E. Voroncova.

Historiographie d'un règne court

Pierre III n'aura que six mois pour annoncer et réaliser ses projets. L'historiographie, très influencée par les *Mémoires* de son épouse, l'impératrice Catherine II, le représente volontiers comme infantile, voire déséquilibré. Même adulte, il continue, semble-t-il, à vouer autant de passion à ses soldats de plomb et néglige son ambitieuse femme. Si l'on en croit la princesse E. Daškova, « se comporter chaque matin, à la parade, en caporal-major ; faire un bon dîner ; boire du vin de Bourgogne ; passer les soirées avec des bouffons et en compagnie d'un certain cercle de dames ; exécuter tous les ordres que lui donnait le roi de Prusse, voilà quel était le bonheur, quelle était la gloire de Pierre III[237] ». D'Ancien Régime ou non, les historiens lui reprochent tous sa prussophilie jusque dans les années 1970-1980 où paraissent des travaux corrigeant un peu cette image.

Se fondant sur la *Collection complète de lois de l'Empire russe* et sur les archives du Sénat, M. Raeff remarque plutôt une continuité avec le règne précédent en matière de politique intérieure : rien n'est fait pour les serfs et les intérêts de la noblesse sont préservés. Pierre n'est pas un réformateur radical dont les projets extravagants auraient suscité le rejet des élites ; il est renversé pour une querelle de gouvernance. Depuis 1725, la Russie est gouvernée, soit par des favoris, soit par une administration organisée, s'appuyant sur des règlements et des lois. À son accession, Pierre III bouleverse le « système d'Élisabeth », qui délègue les pouvoirs du monarque au Sénat ; la révolution de palais de 1762 rétablit l'autorité des institutions. Cette argumentation peut être contestée. Les règnes d'Élisabeth et de Catherine II sont marqués à la fois par l'importance des institutions et par le favoritisme. Les collaborateurs principaux de Pierre III – D. V. Volkov et A. I. Glebov – jouissent d'un type de faveur très différent de celle d'un Menšikov ou d'un Biron. Ce sont des bureaucrates dont l'influence personnelle est due à une combinaison particulière de pouvoir institutionnel et non-

institutionnel, avec, au centre, le secrétariat particulier de l'empereur. Mais surtout, une révolution de palais peut avoir des causes purement conjoncturelles et ne s'explique pas nécessairement par l'existence d'une opposition.

A. S. Myl'nikov, qui envisage la Russie du XVIIIe siècle dans le contexte de l'Europe médiane et orientale, s'intéresse à un imposteur monténégrin un peu oublié, Stefan Malyj, qui, vers 1767, affirme être Pierre III. Viendront ensuite d'autres faux empereurs, dont le plus célèbre est Pugačev. Les foules plus ou moins nombreuses qu'ils rassemblent posent une énigme : Pierre III était-il plus populaire qu'on ne le pense ? C'est toute la question, sans réponse faute de sources, de la façon dont le pays comprend la légitimité et reçoit les signaux émis par le pouvoir[238].

Pour y répondre, A. Myl'nikov s'intéresse à sa gestion par correspondance du duché de Holstein dont Pierre III est l'héritier. Ses lettres, conservées dans les archives du land de Schleswig, et les souvenirs de son précepteur, J. von Staehlin, montrent que ses idées principales se sont formées bien avant 1762. Myl'nikov dépeint ses réformes sous des couleurs idylliques et affirme, entre autres, qu'il préfère employer dans les manufactures des ouvriers salariés plutôt que des serfs. Pour autant, son hypothèse paraît vraisemblable : Pierre III jouit de sympathie auprès du peuple et surtout chez les paysans parce qu'il a accordé la tolérance religieuse, sécularisé les biens du clergé et fait exécuter des seigneurs particulièrement cruels envers leurs serfs. Le livre de Myl'nikov, paru en 1991, présente un tsar habile et bienveillant qui a perdu le pouvoir pour avoir refusé les règles imposées par son entourage. Noirci après sa mort par l'historiographie officielle, il sera réhabilité par la mémoire populaire…

Pour O. Omel'čenko, les années 1760-1762 sont celles de la prédominance des Voroncov et de ce qu'il appelle « la doctrine du libéralisme aristocratique nobiliaire[239] ». Le rôle personnel de Pierre III est réduit à néant mais la continuité avec Élisabeth en matière de politique intérieure mise en avant. Omel'čenko est le premier à avoir apprécié à leur juste valeur des innovations comme l'édit du 28 janvier 1762, qui régit les

ordres non écrits de l'empereur. C'est l'une des premières lois instituant un cadre pour l'exercice du pouvoir autocratique [240].

C. Leonard s'appuie sur les rapports des diplomates étrangers au cours de l'année 1762. À leurs yeux, les réformes de Pierre III forment un projet cohérent, inspiré par les physiocrates occidentaux [241]. C'est sous cet angle qu'est envisagé le manifeste du 18 février 1762 qui octroie sa liberté à la noblesse : les gentilshommes choisissent quand ils entrent au service de l'État et sollicitent leur congé quand ils le jugent bon [242]. Il ne s'agit pas de démobiliser la noblesse ou de l'encourager à l'oisiveté, mais de faire en sorte que les seigneurs s'investissent dans la gestion de leur domaine et contribuent au bien commun en faisant progresser l'agriculture. La sécularisation et la redevance unique pour tous les anciens paysans des monastères et des évêchés suivent un autre principe physiocrate : astreindre à une fiscalité stable et modérée ceux qui cultivent la terre et produisent la richesse. Le manifeste sur le commerce du 28 mars 1762 a le même esprit : des prix élevés pour les produits de la terre, afin d'encourager les cultivateurs, et la liberté totale de commercer [243].

C. Leonard se laisse sans doute emporter par son intérêt pour les mémoires inédits de D. Volkov, adepte des physiocrates, et surestime un peu l'influence des conseillers. Pierre III « s'efface » donc derrière Volkov, après avoir disparu derrière les frères Voroncov chez Omel'čenko. En outre, ses intentions sont jugées à l'aune des résultats de la politique de Catherine II qui, tout en condamnant publiquement les idées de son mari, a souvent suivi la même voie, en particulier pour la sécularisation. On ne peut que réfuter le parti pris d'A. B. Kamenskij qui oppose la « stabilité » du règne d'Élisabeth et les actions « inconséquentes » de son successeur, dépourvu de tout « programme réfléchi » [244]. Flotte aussi l'accusation d'imitation servile de l'étranger, déjà rencontrée auparavant. Mais quels étaient alors les modèles possibles hors des frontières russes ?

Le modèle prussien

Pour comprendre ce qu'il y a de commun entre la Prusse et la Russie, il faut remonter aux procès du tsarévitch Aleksej et du futur Frédéric II, comme l'a fait G. Simon[245]. Pierre le Grand et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume sont les seuls souverains de l'Europe moderne à faire juger leur fils et successeur pour haute trahison. À la différence du tsarévitch, Frédéric a survécu à cette épreuve qui a grandement influé sur sa conception du monarque éclairé. Sauf à donner des « ordres » à Pierre III, comme le prétend sans aucune preuve Daškova, le roi de Prusse peut transmettre ses idées par son œuvre de souverain ou ses écrits politiques.

Au moment de son avénement, Frédéric II jouit de la bienveillance des philosophes, dont Voltaire, qui voient en lui un des espoirs des Lumières. Ses premières décisions confirment leurs attentes : il abolit la torture, réduit sensiblement les poursuites pour lèse-majesté. À mesure qu'il conquiert de nouveaux territoires, se construit le principe de tolérance religieuse : avec l'annexion de la Silésie (1741-1742), la Prusse se trouve augmentée d'une province majoritairement catholique. Le roi combine alors « tolérance religieuse et coercition linguistique » : il impose l'usage de l'allemand, mais laisse ses nouveaux sujets libres de pratiquer leur foi. Les succès militaires, mais aussi la faiblesse du tiers état prussien, placent la noblesse au centre de la politique sociale. En Silésie, il gagne les faveurs d'une noblesse plutôt pauvre en lui octroyant des crédits. En Prusse, il abandonne peu à peu toute velléité d'améliorer le sort des paysans ou de favoriser le développement de la bourgeoisie, pour s'appuyer sur les junkers[246].

Ce sont des décisions ponctuelles. Il n'y a pas de projet de réforme des institutions ou d'harmonisation de la législation. Frédéric II préfère améliorer le fonctionnement des corps constitués plutôt que de les remplacer. Il s'accommode des diètes locales qui n'ont ni la volonté ni les moyens de s'opposer à lui. Il veille jalousement à l'application de ses lois, mais ne s'intéresse guère à leur conformité avec les idées des Lumières. Son Code, le *Corpus juris Fridericianum*, est « une compilation, où les lois ecclésiastiques, le droit romain et les coutumes germaniques voisinent sans esprit de synthèse ». Le

nouveau Code, fondé sur les principes des Lumières, ne sera publié qu'après sa mort, en 1794 [247].

Les écrits politiques de Frédéric, et surtout son *Anti-Machiavel* corrigé par Voltaire, donnent une tout autre image du monarque éclairé. S'il n'a pas grand-chose de commun avec le roi de Prusse, le monarque éclairé de l'*Anti-Machiavel* a tout pour plaire à un admirateur russe. Il renonce aux conquêtes. La guerre n'apporte qu'impôts et levées de troupes grevant la population, mort, infirmités ou maladies contagieuses [248]. Ces recommandations que Frédéric se gardera de suivre sont très proches des conclusions que tire Pierre III de la guerre de Sept Ans. La critique de la peine de mort, les considérations sur les manufactures et l'agriculture de l'*Anti-Machiavel* semblent avoir également inspiré le tsar [249].

Les pensées attribuées à Frédéric II doivent beaucoup à la plume de Voltaire. C'est le philosophe qui exalte le prince idéal qui « ne touche point à la loi de ses peuples, et ramène, autant qu'il dépend de lui, le clergé de ses États et ses sujets à l'esprit de douceur et de tolérance [250] ». De même pour la nécessité de réduire le temporel de l'Église, sujet qui n'est pas d'actualité en Prusse : « J'ai toujours trouvé fort étrange que ceux qui se disent les successeurs des apôtres, j'entends de quelques gueux, prêcheurs d'humilité et de repentance, possédassent des postes plus propres à satisfaire la vanité du siècle [251]. » Pierre III a lu une édition de 1741 de l'*Anti-Machiavel*, où ces passages ont été coupés. Mais peut-être a-t-il vu aussi une version manuscrite complète ? Même l'attitude critique vis-à-vis de la Russie que l'on reproche souvent à Pierre III pourrait avoir été inspirée par l'*Anti-Machiavel* : Frédéric II oppose la petite Hollande, prospère bien que dépourvue de ressources naturelles, à la grande Moscovie qui ne sait que faire des siennes et cite parmi les « tyrans » et « monstres » notoires un certain « Iwan Basiliewitsch » (Ivan le Terrible) [252].

L'œuvre législative de Pierre III

Pierre III abolit la Chancellerie secrète, sécularise les domaines ecclésiastiques, instaure la tolérance religieuse,

émancipe la noblesse, favorise la liberté du commerce et prône la paix en Europe.

L'édit du 21 février 1762 supprime la Chancellerie secrète (*Kanceljarija tajnyx rozysknyx del*), réduit la liste des crimes contre l'État et interdit la dénonciation orale du crime de lèse-majesté[253]. C'est probablement l'un des meilleurs oukases de l'Ancien Régime, par son contenu et par sa forme. À l'aube des Temps modernes, la Russie est l'État européen où la définition du crime de lèse-majesté est la plus extensive. En sont coupables les conspirateurs, mais aussi ceux qui prononcent publiquement le nom du tsar régnant en l'accompagnant de propos péjoratifs ou même d'une remarque innocente. L'arrestation du suspect, ensuite éventuellement interrogé sous la torture, ne demande qu'un dénonciateur qui dise la formule « affaire d'État » (*slovo i delo*). Dénonciateur et dénoncé se retrouvent alors dans un cachot de la Chancellerie secrète avec l'ensemble des témoins. Les accusations portent le plus souvent sur des paroles attentant à l'honneur du souverain, la plupart du temps des vociférations d'ivrogne. On dispose que les mots « *slovo i delo* » « ne doivent désormais plus avoir aucune signification », et que les dossiers de la Chancellerie doivent être scellés et voués à « l'oubli éternel » dans les Archives. C'est au Sénat qu'il appartient de juger ces crimes, qui se limitent à l'atteinte à la vie et la personne du monarque, à la révolte et à la trahison. Autrement dit, ces faits restent des crimes, mais perdent leur statut particulier.

La Russie est le seul pays à avoir une institution spécialisée pour la répression de la lèse-majesté. On dit souvent, de manière anachronique, que la Chancellerie secrète est une « police secrète ». C'est sous Élisabeth qu'elle est la plus active, alors que l'on présente généralement la période de faveur de Biron, sous Anna, comme le sommet de la répression. Pourtant, c'est aussi à l'époque d'Élisabeth qu'elle perd son utilité. La Chancellerie a, en effet, tendance à s'émanciper de la tutelle de l'impératrice et de ses proches. Son abolition est donc appelée à devenir un signe de changement. Voilà pourquoi il est difficile d'abonder dans le sens d'A. B. Kamenskij, qui reproche à Pierre III d'avoir privé

l'État d'une institution, qui, en garantissant la sécurité, assurait son bon fonctionnement[254]. Ce qui donne raison à E. V. Anisimov, pour lequel le peu d'obstacles rencontrés par les conjurés de 1762 s'explique au moins partiellement par cette abolition[255].

La tolérance religieuse voulue par Pierre III est inspirée par la pensée des Lumières. Les édits successifs s'adressent avant tout aux vieux-croyants, mais aussi aux « mahométans (*magometane*) et idolâtres ». Les vieux-croyants peuvent désormais célébrer avec les « livres anciens » (antérieurs à la réforme du patriarche Nikon) et « selon leur tradition ». Pour prévenir les suicides collectifs par le feu, provoqués souvent par l'arrivée de la troupe, on opte pour la persuasion : on clôt les instructions ouvertes et on libère les prisonniers. On ne les exempte par pour autant de la double imposition de Pierre le Grand, mais on tâche d'éviter les abus, en centralisant sa perception. Pour lutter contre l'arbitraire des autorités ecclésiastiques, on commence à remettre certains de leurs pouvoirs aux autorités séculières. Le législateur fait ainsi naître l'espoir que les vieux-croyants pourront sortir de la clandestinité et que ceux qui ont été contraints de fuir le pays pourront revenir[256]. Le résultat est aussi immédiat qu'impressionnant : il n'y a plus de suicides collectifs après 1762[257]. La popularité de Pierre III, y compris posthume, doit beaucoup à cette mesure, surtout chez ceux qui sont en délicatesse avec les autorités religieuses.

La sécularisation des biens du clergé implique que ses paysans appartiennent désormais à l'État[258]. L'édit prévoit la reconstitution du collège de l'Économie pour gérer les terres confisquées à l'Église. Pour bien comprendre le caractère émancipatoire de ce texte, il faut séparer ses dispositions prises par Pierre III, et leur mise en œuvre par Catherine II. L'édit remplace les anciennes redevances non réglementées, souvent coutumières, par une levée unique annuelle et modéré : un rouble par « âme »[259]. Il supprime la corvée et lui substitue une redevance (*obrok*). Enfin, il attribue aux paysans les terres qu'ils labouraient pour la corvée. Même appliqué en partie, ce texte améliore grandement la situation des paysans

concernés, mais provoque l'indignation des évêques qui va faciliter la chute de Pierre III.

Le manifeste sur la liberté de la noblesse, promulgué le 18 février 1762, est souvent présenté comme emblématique du règne. Il abolit le service obligatoire, autorise les voyages à l'étranger et rend possible de se mettre au service d'un autre monarque[260]. Ces privilèges n'ont rien à voir avec le despotisme éclairé. Mais ils ont des points communs avec la politique de Frédéric II de Prusse.

La volonté de « fixer » une partie de la noblesse sur ses terres pour qu'elle s'emploie à les faire fructifier est peut-être le pendant de la tendance simultanée à promouvoir les fonctionnaires ayant fait des études supérieures, même s'ils ne sont pas d'origine noble, qu'a mise au jour M. Raeff[261]. C. Leonard, de son côté, montre que les nobles qui reviennent au service de l'État après l'avoir quitté sont toujours récompensés par le gain d'un échelon. Cela permet par exemple d'acquérir la noblesse héréditaire. L'anoblissement se poursuit donc aux étages supérieurs de l'administration et la *Table des rangs* reste le principal ascenseur social[262]. Cependant, cette mobilité n'est pas aussi forte que dans les autres pays d'Europe où les réformes favorisent la montée en puissance des roturiers qui monopolisent de plus en plus les postes de hauts fonctionnaires et les revenus qu'ils rapportent, au détriment de la noblesse[263]. En Russie, lorsque l'édit entre en vigueur sous Catherine II, c'est le contraire qui se produit. I. V. Faizova montre ainsi qu'un cinquième des nobles se retire de l'armée pour entrer dans la hiérarchie civile et que le pourcentage des aristocrates parmi les fonctionnaires augmente nettement (de 25 % à 47,2 %)[264].

Le manifeste sur la liberté du commerce, souvent oublié, est un véritable programme économique, publié sous un prétexte insignifiant. Aucun empereur russe n'a jamais commencé son règne par une présentation aussi détaillée. Il établit d'abord les principes du mercantilisme et de la lutte contre le luxe, et se prononce contre les monopoles, qu'ils soient d'État ou octroyés à des compagnies privées. En déclarant : « Nous sommes sans réserve d'avis que tout commerce doit être

libre[265] », Pierre III rompt avec Élisabeth, dont la politique économique s'appuyait sur ces monopoles.

Le rescrit du 9 avril 1762, ou « Manifeste sur la paix en Europe », s'adresse aux puissances européennes. Il est tout entier empreint des idées de la « paix perpétuelle », un des sujets-clés des Lumières[266].

Parmi ces réformes, au moins trois s'inscrivent en porte-à-faux avec le règne précédent, alors que trois autres, au contraire, marquent une certaine. Le refus des monopoles étatiques est le plus flagrant des cas de rupture. Par ailleurs, dans le compromis, conclu par Élisabeth avec le Synode, il était prévu que l'on ne pourrait revenir ni sur la mission de l'orthodoxie, ni sur les pouvoirs des autorités ecclésiastiques. Théoriquement, l'assouplissement du droit pénal par Élisabeth aurait pu être un premier pas vers les mesures énergiques de Pierre III, mais l'impératrice n'a jamais songé à se priver de l'un des fondements de son pouvoir, la Chancellerie secrète[267]. Tout le reste de l'œuvre de Pierre III s'inscrit dans la suite d'Élisabeth, y compris le manifeste sur la paix éternelle, puisque la politique étrangère de cette dernière est décrite par les contemporains comme une pause paisible après des décennies belliqueuses.

Catherine II poursuit l'action de son époux, mais là où il proposait une solution radicale, elle préfère nuancer ou biaiser. Sur la lèse-majesté, elle se montre particulièrement peu cohérente : elle instaure auprès du Sénat l'Expédition secrète, prévue par Pierre III mais dotée par elle des anciennes fonctions de la Chancellerie secrète. Comme le souligne E. V. Anisimov, on ne cesse jamais de poursuivre les « propos indécents[268] » et ce n'est qu'au début du règne d'Alexandre Ier que cette institution tristement célèbre disparaît enfin. Toutefois, et c'est là l'essentiel, Catherine II ne peut pas toucher à ce que son mari a accompli de capital : ses sujets n'ont plus rien à craindre des dénonciateurs si les propos incriminés sont sans importance.

En matière religieuse et économique, Catherine II se montre une héritière fidèle. Elle ne revient pas sur la fin des persécutions contre les vieux-croyants et abolit même la

double imposition (1782), certainement influencée en cela par son favori, le prince Potemkin, descendant d'un père fondateur de la Vieille Foi. Après l'annexion de Crimée (1783), afin de prévenir l'exode massif des Tatars, la tolérance religieuse s'étend aux populations musulmanes de l'Empire[269]. Parfois, Catherine II suit si parfaitement la ligne tracée par Pierre III que la postérité lui en attribue tout le mérite[270].

La sécularisation des biens de l'Église et les privilèges de la noblesse sont des domaines où l'œuvre de Pierre III prolonge celle d'Élisabeth pour être reprise par Catherine. Cette double continuité dément tous les clichés sur le règne « excentrique » de Pierre III. Élisabeth a pris dès 1757 la décision de séculariser les biens ecclésiastiques, mais c'est Pierre III qui franchit le pas décisif. On imagine la colère des dignitaires du Synode, qui ne se feront pas prier pour bénir la révolution de palais de 1762. Catherine se contente de suspendre l'application des mesures. Mais quelques mois après son coup d'État, elle réunit de nouveau une commission et dès 1764 la sécularisation est proclamée et mise en œuvre. Le métropolite de Rostov Arsène, qui tente de s'y opposer, est démis de ses fonctions.

En 1915, G. V. Vernadskij a identifié les auteurs du manifeste sur la noblesse de 1762 : le procureur général A. Glebov et le comte R. I. Voroncov, qui ont siégé à la Commission législative d'Élisabeth[271]. Dans son projet de Code, elle énonçait les privilèges de la noblesse en des termes très proches du manifeste. Vernadskij reconstitue les faits de la manière suivante : Voroncov et Glebov préparent un projet alors que l'impératrice est déjà malade, mais redoutent une intervention des frères Šuvalov et font traîner les choses jusqu'à la mort d'Élisabeth pour proposer leurs idées au nouveau tsar qui les adopte tout de suite. Il y aurait donc une faction favorable à l'émancipation de la noblesse et une autre, celle des Šuvalov, beaucoup plus réticente. N. Rubinštejn reprend cette analyse, avec les réserves nécessaires, puisque Vernadskij est un émigré. Rubinštejn admet que les idées du manifeste se fondent sur les travaux de la Commission législative, mais ces derniers se centraient sur les privilèges économiques, plus que sur sa liberté de servir. Pour lui, seul le

projet préparé par Voroncov prévoit que les privilèges économiques de la noblesse s'accompagneront d'une libération du service de l'État, mais dans la forme finale, on supprime les avantages économiques pour ne laisser que la liberté. C'est cette reconstitution que reprend ensuite C. Leonard [272].

Pour M. Kiselev, l'idée-clé du manifeste, la liberté de servir ou non, n'apparaît pas dans les actes de la Commission d'Élisabeth. Ce n'est pas une version du projet de Code qui influence le manifeste, mais, au contraire, une clausule du manifeste qui trouve son chemin jusque dans le projet de Code, alors que Pierre III est déjà sur le trône [273]. Quoi qu'il en soit, la continuité entre les deux règnes est bien là : le projet de Code, y compris le chapitre sur les droits et les devoirs des nobles, a été préparé sous Élisabeth, puis amendé pendant le court règne de Pierre III. Catherine II, qui hérite d'un projet incomplet et de la Commission législative décide, finalement, de rejeter le projet et de dissoudre la Commission.

Faire le bilan d'un règne aussi inachevé est difficile. Seul C. Scharf le rattache à l'absolutisme éclairé, parce que Pierre III montre des intentions claires en matière de sécularisation et de tolérance religieuse. M. Raeff ne se prononce pas. O. Omelčenko distingue deux sortes de réformes. Celles de P. I. Šuvalov ne font qu'amorcer la construction d'une nouvelle image de l'État, une nouvelle politique juridique et économique. Les décrets pris par Élisabeth à partir de 1760 et ceux de Pierre III marquent véritablement l'éclosion du despotisme éclairé [274]. La frontière est peut-être entre la pensée économique ancienne, entièrement inspirée par le mercantilisme, et la nouvelle, influencée par les physiocrates. Le dessein réformateur de Pierre III ne peut qu'impressionner, mais la brièveté du règne fait que la portée des réformes est conditionnée par les choix de son héritière de les mener jusqu'à leur terme ou de les abandonner.

2. Catherine II : la philosophie à l'épreuve du pouvoir

(1762-1796)

Pour parodier Catherine elle-même, c'est un philosophe de 33 ans[275] qui monte sur le trône de Russie. Éduquée par la lecture des meilleurs livres, et scrupuleusement instruite dans la foi orthodoxe, parlant couramment et écrivant brillamment l'allemand, le français, mais aussi le russe, jeune, étrangère, mais rompue aux usages russes et aux intrigues de la grande politique. L'impression de stabilité que produit un des règnes les plus longs de l'histoire russe (28 juin 1762-6 novembre 1796) est trompeuse. La légitimité de Catherine, qui a pris le pouvoir à la pointe de l'épée pour éviter une probable répudiation, demeure longtemps très fragile. Elle doit faire preuve de fermeté, voire de cruauté, et se poser en mère protectrice, garante de la loi et de la justice, figure de douceur, d'esprit et de coquetterie, sage régulatrice d'une nation prospère. De même, dans les affaires internationales, elle se déclare un partisan convaincu de la paix, mais sait conduire des armées victorieuses qui ont raison de deux adversaires historiques, la Pologne et le khanat tatar de Crimée.

La prise du pouvoir n'est pas l'affaire d'un jour. L'arrestation de l'empereur, le 28 juin/9 juillet 1762, se passe presque sans coup férir, mais elle est loin de résoudre la crise. Il faut que Pierre meure, le 6/17 juillet, même si Catherine proteste, pour la forme, de sa surprise et de sa consternation quand elle apprend qu'il a été tué. Elle se hâte toutefois de se faire couronner, le 22 septembre/3 octobre. Il devient alors clair qu'elle ne se contentera pas d'une régence jusqu'à la majorité de l'héritier légitime, son fils Paul. Elle s'emploie au contraire à reprendre et perfectionner le scénario du règne d'Élisabeth : une femme monarque, ne dépendant d'aucun mari, sa succession en principe déjà réglée, souveraine nationale, restaurant la fierté russe en brisant le « joug prussien » que Pierre III s'apprêtait à faire peser sur ses sujets, et en défendant la foi orthodoxe… tout en confisquant les biens de l'Église (26 février 1764).

Mais la position de la deuxième Catherine est encore moins sûre que celle de la première, ou d'Élisabeth, car elle n'est ni la veuve couronnée, ni la fille de Pierre le Grand. La mort

d'Ivan VI, le 5/16 juillet 1764, à la faveur d'une tentative d'évasion qui ressemble fort à un piège, en témoigne. Tout aussi révélatrice est l'exécution de l'organisateur de cette tentative : Catherine rompt le moratoire sur la peine de mort instauré par la précédente impératrice. Quelques mois plus tard, K. G. Razumovskij (frère de l'époux secret d'Élisabeth) est contraint de renoncer à son commandement d'hetman et l'institution est abolie, au profit d'un collège de Petite-Russie. Les décrets pris pour permettre aux propriétaires d'exiler en Sibérie leurs serfs rétifs (1765), ou pour interdire aux paysans de déposer des pétitions (1767), complètent la panoplie des mesures coercitives. Il est alors temps de faire briller le soleil des Lumières en lançant la Commission législative. Remettant sur le métier l'ouvrage d'Élisabeth, Catherine II convoque, le 14 décembre 1766, une Commission chargée de remplacer l'*Uloženie* de 1649. Lors de l'ouverture des travaux (30 juillet 1767), elle publie en grande pompe sa fameuse Instruction (*Nakaz*) qui promet d'instaurer en Russie l'État de droit. Une fois de plus, le projet reste inabouti et les séances plénières se terminent à l'automne 1768. Les affaires de Pologne viennent de passer au premier plan.

À la décennie suivante, la contestation prend une vigueur nouvelle. En septembre 1771, l'impuissance des autorités face à l'épidémie de peste à Moscou provoque une révolte digne de celles de 1648 ou 1662. L'une des retombées inattendues en sera la tolérance discrète octroyée aux vieux-croyants qui se chargent d'ensevelir les pestiférés[276]. La révolte de Pugačev (été 1773- janvier 1775) est un défi autrement plus grave. En effet, le cosaque du Don Emeljan Pugačev qui parvient à soulever la région du Jaik, la moyenne et la basse Volga et une partie du Don, entraînant derrière lui ses frères cosaques, mais aussi les Tatars, les Bachkirs, et les serfs russes, se présente comme le tsar Pierre III (mort depuis dix ans). Il marche sur les traces de Sten'ka Razin, mais en portant un masque de faux-Pierre : il est le plus dangereux *samozvanec* depuis le prétendu fils d'Ivan le Terrible[277]. Face à lui, Catherine II mobilise ses troupes, expédie sur la Volga Suvorov en personne, sitôt conclue la paix avec la Porte. Elle met aussi à contribution la noblesse, qui se rallie volontiers autour du

trône, car Pugačev appelle dans ses manifestes à massacrer les gentilshommes qui s'opposeraient à lui. Le faux Pierre III est exécuté en place publique, comme Razin un siècle plus tôt.

La révolte matée, Catherine s'attaque à l'administration locale (7 novembre 1775). L'alliance indissociable du trône et de l'aristocratie est confirmée dix ans plus tard dans la Charte de la noblesse, à laquelle fait pendant une Charte des villes (21 avril 1785) et par l'extension du servage aux provinces occidentales et méridionales de l'Empire. Cependant, les victoires remportées à l'étranger et la remarquable mise en scène du voyage en Crimée de 1787 accréditent la thèse d'un règne béni et portent à son zénith l'étoile de la « Sémiramis du Nord ». En coulisses commence une âpre lutte avec son fils, le grand-duc Paul. Celui-ci s'est montré loyal lors de la révolte de Pugačev. Cependant, son mariage (29 septembre 1773) crée rapidement des tensions. L'épouse, Wilhelmine-Louise de Hesse-Darmstadt (Natal'ja Alekseevna après son baptême orthodoxe) est moins docile que ne l'espérait Catherine et semble même pousser Paul à revendiquer ses droits. Sa mort en couches, sans que l'enfant survive (15 avril 1776), n'est qu'un répit. Paul est vite remarié à Sophie-Dorothée de Wurtemberg (26 septembre 1776) qui donne à la Russie un héritier dès le 12 décembre 1777. Reproduisant le comportement d'Élisabeth à la naissance de Paul, Catherine II s'empresse d'enlever à ses parents le futur Alexandre Ier, pour s'occuper elle-même de son éducation. Elle fera de même pour le deuxième fils, Constantin (né le 27 avril 1779), qui sera l'incarnation de son « projet grec ». Que le grand-duc et son épouse vivent reclus dans leurs domaines de Gatčina et de Pavlovsk, ou fassent leur « grand tour » d'Europe, l'hostilité de Catherine II à leur égard ne se dément pas et elle songe à faire d'Alexandre son héritier direct.

À la fin du règne, l'expansionnisme se poursuit avec le deuxième et le troisième partage de la Pologne et l'affaiblissement, encore relatif, de l'Empire ottoman. La crise de l'Ancien Régime français, qui se traduit d'abord par l'avènement d'une monarchie constitutionnelle, a de quoi choquer la despote éclairée qu'est Catherine, mais facilite l'instauration du nouvel ordre centre-européen auquel la

Prusse et l'Autriche sont étroitement associées. Toutefois, la permissivité en matière de philosophie politique et de libre-pensée arrive à son terme. L'audace des écrivains A. Radiščev et N. Novikov est punie par l'exil en Sibérie ou la prison. Après l'exécution de Louis XVI, l'heure est à la mobilisation contre l'hydre révolutionnaire, mais Catherine II est déjà affaiblie et meurt avant que ses armées se soient confrontées aux généraux français. Paul, prévenu de l'attaque qu'a subie sa mère, sort de sa retraite pour prendre les rênes.

L'historiographie se préoccupe surtout des actes de l'impératrice et de ses intentions affichées. Comme souvent, V. O. Ključevskij a posé les jalons des interprétations futures. Il n'attribue le qualificatif de « nationale » ou « patriotique » qu'à sa politique étrangère. La politique intérieure ne mérite pas cette épithète, tant elle est biaisée en faveur des intérêts d'une « classe », la noblesse. Les idées des Lumières sont de simples outils de propagande[278]. Cette sentence, prononcée à l'aube du XXe siècle, est déjà en retard sur les connaissances historiques de l'époque. Les *Mémoires* de Catherine II n'ont été autorisés qu'en 1905, l'édition critique de la Grande Instruction paraît en 1907. Les œuvres de l'impératrice, qui remettent en cause bien des idées reçues sur son dilettantisme en littérature, en histoire et dans les sciences, sont publiées entre 1901 et 1907[279]. On ne connaît auparavant que les principaux édits, dont certains, comme celui créant et délimitant les gouvernements (*gubernii*), sont encore en vigueur en 1917. La politique économique commence à peine à intéresser les spécialistes, en particulier A. S. Lappo-Danilevskij. Et pourtant, c'est le domaine qui illustre le mieux la cohérence de l'œuvre de Catherine II[280].

Les études les plus originales de la période 1920-1935 sont celle de philologues tels que G. Gukovskij[281]. À partir de 1934, on revient à l'héritage de Ključevskij : idéalisation de la politique internationale, plus manifeste encore après la Seconde Guerre mondiale, et critique de l'œuvre intérieure, tout entière destinée à renforcer le servage. Le despotisme éclairé devient une phase du règne à laquelle met fin un virage vers le conservatisme, provoqué soit par la Révolution française, soit par la révolte de Pugačev. La réaction à la

Révolution française a déjà été envisagée sous l'Ancien Régime. L'autre explication est la conséquence des dogmes marxistes qui subordonnent la politique intérieure aux impératifs de la lutte de classes. À l'époque du Dégel, les dix-huitiémistes sont cantonnés dans trois domaines : la politique internationale, le servage et les Lumières. Le rôle de l'État dans le développement des Lumières reste au second plan. C'est dans le domaine de l'étude du droit et de la justice, auxquels on prête trop peu d'attention, que les lacunes sont les plus grandes.

Le rejet des stéréotypes s'amorce avec O. Omel'čenko, spécialiste de l'histoire du droit. Il conserve la notion d'« absolutisme éclairé », mais considère l'ensemble du règne de Catherine II comme un grand œuvre de législateur, dont les travaux de la Commission législative ne constituent qu'une partie. A. B. Kamenskij rompt avec cette optique et envisage les initiatives de l'impératrice dans la tradition des réformateurs du XVIIIe siècle russe.

Partisans et adversaires du despotisme éclairé s'affrontent aussi hors de Russie. R. E. Jones donne une nouvelle vie à cette notion, en revisitant la carrière de hauts fonctionnaires comme Ja. Sievers, qui partagent les opinions de la souveraine et s'efforcent de les mettre en pratique avec peut-être plus de conséquence qu'elle [282]. Cela aboutit à minimiser l'apport personnel de la tsarine, que D. Griffiths ramène sur le devant de la scène, car il permet de mieux expliquer la politique et la législation de l'« impératrice républicaine ». Reprenant le concept d'« État bien policé » (*Polizeistaat*), il montre que ses réformes ont fait naître des institutions, mais aussi des groupes et des identités sociales [283].

3. La Grande Instruction et la Commission législative (1767-1768)

La Commission législative est présentée sous l'Ancien Régime comme un échec, puisqu'elle n'a pas produit de nouveau Code, fondé sur les principes des Lumières. Après 1917, on se fait plus approbateur, car la Commission a donné à Catherine II un meilleur aperçu de son empire et de ses

besoins[284]. O. Omel'čenko et quelques autres, intéressés par les commissions spéciales qui ont poursuivi leurs travaux après la fin des réunions plénières, estiment que les projets élaborés à cette occasion ont été repris plus tard et concluent à un succès[285].

La grande commission de 1766-1768 s'inscrit à la fois dans la continuité et dans la discontinuité. L'organisation générale de l'Assemblée et de son secrétariat est la même que sous Élisabeth. Toutefois, on commence par renvoyer dans leurs foyers les députés qu'elle avait réunis et on se défait de leur Code qui est pourtant presque achevé. Catherine II compose un nouveau règlement concernant l'élection des futurs délégués et encourage les électeurs à rédiger des « instructions » à leur intention. Elle se met elle-même à l'œuvre et rédige son *Nakaz*[286].

Selon les principes des Lumières, le Code devra énoncer des « lois fondamentales », promulguées par le monarque, mais qui s'imposeront ensuite à lui. C'est ce que dit l'Instruction, sorte de compilation de l'*Esprit des lois* de Montesquieu et de l'œuvre de Beccaria. Catherine II y proclame l'égalité de ses sujets devant la loi, tout en affirmant que l'autocratie est nécessaire pour la Russie. « Les pouvoirs intermédiaires » de Montesquieu (la noblesse et le clergé), avec leurs privilèges et leurs obligations, sont vus comme des rouages de l'appareil bureaucratiques[287]. Mais sur quel « état » de la société pourrait-elle s'appuyer, puisque dans son empire il n'y en a qu'un, la noblesse, dont le statut n'a rien à voir avec ce que l'on connaît en Occident ? Il faudrait commencer par en créer de toutes pièces. Aussi, quoi qu'en disent les historiens soviétiques, Catherine n'a-t-elle jamais vraiment rompu avec les Lumières, même en accordant aux aristocrates de nouveaux privilèges. D'ailleurs, la Grande Instruction est interdite dans la France de Louis XVI.

Les règles régissant le scrutin, destinées à rester secrètes, tout comme la forme de représentation, tranchent avec ce qu'a fait Élisabeth. Catherine ne se contente pas des nobles et des marchands. Elle admet des représentants des institutions de l'État (y compris le Sénat et le Synode), des citadins, des

paysans d'État et des non-Russes. Chaque député est issu de son corps électoral : les indigènes de Sibérie mandent l'un des leurs, tout comme les membres de l'Académie des sciences. Les nobles n'ont donc pas la majorité arithmétique, ce qu'ils déplorent, et le clergé, qui n'est pas représenté en tant que tel, n'a pas voix au chapitre[288]. D. Griffiths pense que l'impératrice tourne le dos au modèle français, suivi lors des États généraux de 1789, en ne tenant pas compte de la différenciation sociale à l'intérieur du tiers état[289]. Si elle avait créé trois ou quatre grandes curies, elle aurait favorisé la formation de « partis » politiques (au sens de l'époque), ce qu'elle ne voulait pas dès les années 1760, bien avant la Révolution française. Les principes de représentation dans la Commission sont son plus grand emprunt à Montesquieu.

En 1767, la première séance plénière a lieu Moscou et non Pétersbourg, comme sous Élisabeth. La distribution des rôles entre les deux capitales de Catherine est respectée. Les sessions sont interrompues par la guerre contre l'Empire ottoman, l'année suivante, puis la pause se prolonge, cette fois à cause de la révolte de Pugačev (à partir de 1773).

L'œuvre inachevée de la Commission se mesure à trois niveaux : les cahiers de doléances, les débats des sessions plénières et les travaux des commissions spéciales.

Les cahiers de doléances, que l'on a conservés, sont assez nombreux, ce qui explique qu'il n'en existe toujours pas d'édition complète. À la différence de Frédéric II qui ignore les *Gravamina* de ses États de Prusse orientale (1740), qui demandent, pour l'essentiel, l'abrogation des réformes de son prédécesseur, toute l'œuvre de Catherine s'appuie sur les informations qu'elle puise dans les travaux de la Commission législative. Ainsi, comme le note I. A. Fedosov, la partie de la Grande Instruction consacrée à la noblesse, est très courte et ne porte que sur des questions générales. Et pour cause : les députés nobles doivent développer leur propre vision[290].

Les débats des séances plénières créent, pour la première fois, des forums à divers échelons de la société. L'historiographie soviétique insiste sur les critiques sévères du servage des représentants les plus radicaux du « tiers état

russe », à la surprise générale et au grand scandale de la noblesse, mais certaines de leurs idées séduisent l'impératrice ou lui paraissent intéressantes. Le bilan est plutôt négatif, puisque Catherine constate l'intransigeance des nobles, mais ce résultat a aussi son importance pour elle.

O. Omel'čenko établit que la Commission se subdivise en seize commissions spéciales, dont certaines ont siégé jusqu'à trois cents fois et rédigé de nombreux projets. Plusieurs d'entre eux finiront par donner la matière d'ukases ultérieurs [291].

Certes, on n'a jamais abouti à la rédaction d'un Code, mais on ne peut pas considérer cette entreprise comme un échec. Les problèmes du pays ont été débattus non pas à huis clos, mais dans une assemblée qui ressemble à un parlement ou à une diète, ce qui est nouveau. L'absence de résultat immédiat est contrebalancée par la richesse de cette expérience politique. Toutes les grandes figures du la fin du siècle des Lumières, y compris les principaux futurs opposants, y ont participé.

4. La réforme de l'administration locale (1775)

La nécessité d'une réforme de l'administration locale préoccupe l'impératrice dès les années 1760. Pour les historiens soviétiques, elle met en place en 1775 un arsenal de lutte de classes, car les succès de Pugačev à ses débuts ont démontré la faiblesse du contrôle des provinces. Pour A. B. Kamenskij, Catherine a un intérêt stratégique à changer les choses et saisit l'opportunité de surmonter les résistances de la noblesse, effrayée par la révolte [292]. O. Omel'čenko, lui, considère que les transformations prennent leur source dans les travaux de la Commission législative et sont sans rapport avec Pugačev [293]. La réforme se veut fondée sur le modèle anglais : Catherine II étudie les *Commentaries on the Laws of England* de Blackstone, sans que l'on sache si elle a vraiment lu l'*Habeas Corpus Act*, ou seulement l'article de l'*Encyclopédie* à ce sujet. En tout cas, la version que propose durant la phase préparatoire S. E. Desnickij, juriste et

discipline d'A. Smith à Glasgow, inspirée du même modèle, est nettement plus radicale que celle qui a été retenue [294].

Les institutions créées en 1775 vont définir le cadre de l'administration locale de l'Empire pendant près d'un siècle, jusqu'au règne d'Alexandre II. Auparavant, le territoire, suivant les divisions administratives de Pierre le Grand, se composait de gigantesques gouvernorats, plus proches de districts militaires que de régions administratives, subdivisés en provinces (*provincija*), elles-mêmes découpées en districts (*uezd*). Catherine II supprime le niveau intermédiaire pour ne laisser que le gouvernement (*gubernija*) et le district (*uezd*). La commission avait proposé un nouveau découpage à trois étages et le système à deux échelons n'a été choisi que sur intervention personnelle de l'impératrice, conseillée par le gouverneur de Novgorod, Ja. Sievers.

Les gouvernements sont désormais plus nombreux mais plus petits : on passe de vingt-trois gouvernorats à cinquante gouvernements. Le nouveau découpage est fondé sur la démographie, plus que sur la surface. La taille idéale est de 300 000 à 400 000 âmes (art. 1). Le rationalisme des Lumières est à l'œuvre, bien avant les départements français. Sous Pierre le Grand, le principe de référence était la distance géographique entre le chef-lieu et Moscou. La carte administrative de Catherine II restera en vigueur jusqu'en 1917 et même au-delà : très souvent l'*oblast'* soviétique et postsoviétique correspond à une ancienne *gubernija*, et le *rajon* à un *uezd*.

La position du gouverneur est renforcée par un statut élevé et le principe de direction unique. Catherine lui accorde le quatrième rang, soit celui d'un président de collège (art. 47). Il surclasse presque tous les commandants militaires du territoire qu'il administre (art. 89). Autrement dit, les civils prennent l'ascendant sur les militaires, alors que l'inverse aurait été tout aussi envisageable.

Le gouverneur a désormais sous ses ordres un important réseau de fonctionnaires et d'élus qui administrent le gouvernement et ses subdivisions. Le pouvoir administratif est séparé du pouvoir judiciaire à tous les niveaux, depuis le

gouvernement jusqu'au district. Des tribunaux à part pour chacun des états sont prévus, ce qui donne un système très complexe. Les juridictions supérieures tiennent également lieu d'instances d'appel pour les juridictions inférieures (art. 111). Au niveau du gouvernement, les affaires pénales les plus importantes relèvent de la chambre des affaires criminelles (*Palata ugolovnogo suda*), tandis que les affaires civiles sont jugées par la chambre des affaires civiles (*Palata graždanskogo suda*), quelle que soit la condition sociale des accusés et des plaignants. Les présidents et les juges sont des fonctionnaires nommés par le Sénat.

Des tribunaux particuliers sont réservés à la noblesse : la Haute Cour territoriale (*Verxnij zemskij sud*) au gouvernement et le tribunal de district (*Uezdnyj sud*) au district. Les membres du *Verxnij zemskij sud* sont élus par les nobles du gouvernement, le président est un fonctionnaire. La Haute Cour territoriale connaît des dossiers criminels et civils. Le tribunal de district fait la même chose, mais ses membres comme son président sont élus par la noblesse locale [295].

D'autres juridictions sont destinées aux citadins : le *gubernskij magistrat* (au gouvernement) et le *gorodovoj magistrat* (dans les villes). Bien sûr, il y a aussi des tribunaux pour les paysans libres : la *verxnjaja rasprava* (au gouvernement) et la *nižnjaja rasprava* (au district). Les juges sont élus par les paysans d'État ; ils peuvent être paysans ou non. Les serfs, eux, continuent à être soumis à la justice seigneuriale.

Les tribunaux de conscience (*sovestnye sudy*) sont une grande innovation de la réforme. Ouverts aux représentants de tous les états, contrairement aux juridictions dédiées, ils s'occupent de petites affaires et procèdent par conciliation. Il est possible que ce soit une imitation des *Courts of Equity* anglaises. Une hypothèse veut même que le chapitre sur l'institution des tribunaux de conscience ait été écrit par Desnickij lui-même.

L'influence des idées des Lumières se traduit donc par un degré de séparation du judiciaire et de l'exécutif, mais aussi par une tentative de garantir l'inviolabilité de la personne

physique sur le modèle britannique. Toute personne arrêtée et détenue trois jours au moins sans information sur les faits qui lui sont reprochés ni interrogatoire est fondée à porter plainte au Tribunal de conscience, et, si les chefs d'accusation sont mineurs, à demander une libération sous caution (art. 401).

Ces mêmes principes président la création d'un bureau de l'Assistance publique (*Prikaz obščestvennogo prizrenija*), constitué d'élus, en charge de construire et d'entretenir écoles, orphelinats, hôpitaux, asiles pour les pauvres (*bogadel'nja*) et les aliénés, ateliers de travaux publics (*rabotnyj dom*) et maisons de force (*smiritel'nyj dom*) (art. 380). Pour la première fois, des institutions locales ont pour mission de mettre en place un réseau scolaire.

Catherine II considère l'*Institution des gouvernements* comme un exemple de loi fondamentale, bien que le texte n'en présente aucune des caractéristiques formelles. Elle écrit à D. P. Troščinskij en 1795 : « On ne peut l'abolir ou la modifier, mais il importe bien plus de la faire exécuter que d'en corriger telle ou telle partie, car ce faisant, on dénature aisément la chose entière. »

La réforme est un pas décisif vers la structuration de la noblesse, avec l'instauration de la fonction de maréchal de la noblesse (*dvorjanskoj predvoditel'*, art. 50). Il faut attendre la Charte de la noblesse de 1785 pour que l'idée d'organiser les nobles en corporation locale trouve son plein aboutissement et qu'apparaissent les assemblées de la noblesse. Mais déjà, l'*Institution des gouvernements* crée des offices électifs qui leur sont réservés [296]. Ainsi, ceux qui ont quitté le service militaire grâce au manifeste de 1762, peuvent réintégrer le service de l'État, civil cette fois. En même temps, cette transformation favorise la formation d'un équivalent russe du tiers état. Les nouveaux districts ayant besoin d'un chef-lieu, de nombreuses bourgades (*mestečki*) sont promues au rang de villes. Leurs habitants, essentiellement des cultivateurs, deviennent des citadins [297].

On s'accorde à dire que l'homogénéisation de l'Empire s'accélère. D'abord mise en œuvre en Russie, la réforme est étendue à l'Ukraine en 1782 et aux provinces baltes en 1783.

Pour autant, il est exagéré de dire que Catherine II est parvenue à construire un État unifié, réussissant là où Joseph II avait échoué [298]. Tout d'abord, on ne sait pas si Joseph II avait l'intention d'unifier de la sorte son empire. En outre, les conquêtes territoriales mettent régulièrement en péril l'homogénéité à peine acquise. Il serait plus juste de dire que Catherine II a créé ce qu'on appellerait aujourd'hui une structure d'accueil pour ces nouveaux territoires. Il était temps, d'ailleurs, car le premier partage de Pologne (1772) précède de trois ans l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

5. Les chartes de la noblesse et des villes (1785) : la politique sociale

En URSS, on présentait la Charte de la noblesse comme l'apogée des privilèges de cet ordre, sans accorder trop d'importance à la Charte des villes. Pour D. Griffiths, les deux textes doivent être lus en parallèle et forment, avec le projet de Charte des paysans resté lettre morte, les véritables « lois fondamentales » de l'Empire.

La Charte de la noblesse garantit que les titres, l'« honneur », la « vie » et la « propriété » nobles sont inaliénables, sauf par voie de justice, en cas de condamnation pour un délit assez grave. La sentence doit d'ailleurs être confirmée par le Sénat et par l'impératrice (art. 13). La libération du service de l'État et toutes les autres dispositions du manifeste de Pierre III sont confirmées. S'y ajoutent l'exemption de l'imposition et des châtiments corporels, la levée de l'obligation de logement des troupes, la garantie de la propriété meuble et immeuble, ainsi que le droit d'être jugé par ses pairs. L'ordre reste ouvert, puisque la *Table des rangs* permet d'acquérir la noblesse personnelle, puis héréditaire. En outre, au fil des conquêtes, une partie des élites des pays annexés sera intégrée au *dvorjanstvo* russe. Toutefois, des signes de repli se font sentir, probablement en réponse aux demandes de certains gentilshommes. Désormais, seront tenus dans chaque province des registres où figureront la généalogie familiale et les preuves de l'état nobiliaire.

Les institutions de l'assemblée et du maréchal de la noblesse dans chaque gouvernement sont définies pour la première fois. Elles existent déjà probablement dans la pratique, il s'agit surtout de leur donner un fondement légal et de les généraliser.

Pour résoudre l'épineuse question des manufactures, l'article 28 autorise les nobles à en construire « dans leurs villages », mais dès l'article 32 on leur réaffirme le droit d'en posséder sans restriction. Les propriétaires terriens obtiennent également le monopole du commerce de gros de leur propre production (art. 27). Les manufactures urbaines, la distribution et le commerce de détail sont réservés aux marchands.

La Charte des villes, promulguée le même jour (21 avril 1785), suit le même modèle. Le titre de citadin est inaliénable, la propriété et la liberté de l'activité industrielle sont garanties. Les marchands privilégiés, appartenant à la première et à la deuxième guilde, peuvent se racheter de la conscription ; tous, ainsi que les citadins honoraires, sont exempts de châtiments corporels. Les droits de la société urbaine sont équivalents à ceux d'une corporation nobiliaire : les citadins élisent leurs juges ainsi que les institutions municipales.

À l'exemple de la noblesse, divisée en six grades dans les chapitres du registre généalogique de chaque gouvernement, les habitants des villes sont partagés en six catégories : les résidents permanents (*nastojaščie gorodovye obyvateli*) qui possèdent un ou plusieurs immeubles ; les trois guildes (*gil'dii*) de marchands, définies en fonction de la fortune ; le menu peuple (*meščane*), en majorité des artisans, répartis en corporations (*cexi*) ; les marchands venus d'autres villes et de l'étranger. Une dernière classe, celle des citadins distingués (*imenitye graždane*), réunit entrepreneurs de taille moyenne, armateurs, banquiers, savants et artistes ainsi que les anciens détenteurs de postes officiels électifs (maires ou juges) et les taillables (*posadskie*), c'est-à-dire les citadins de naissance que l'on ne peut enregistrer comme artisans.

Tous sont représentés au conseil municipal (*obščaja gorodskaja duma*) Toutefois, les résidents permanents, les honoraires et les taillables n'y ont qu'un député, alors qu'il en

est prévu un par guilde de marchands, corporation d'artisans et communauté d'étrangers. Le conseil restreint de six membres (*šestiglasnaja gorodskaja duma*) qui forme la mairie proprement dite comprend un représentant par catégorie d'habitants.

Le texte a pour modèle une cité-type qui ressemble davantage aux capitales qu'à une ville de Sibérie, où l'on n'a encore jamais vu, sans doute, de négociant étranger. On en a parfois conclu que bien des conseils restreints avaient moins de membres que les six requis, faute de corps électoral compétent pour les désigner et que cela rendait cette instance peu à même d'expédier les affaires courantes. En outre, les guildes ont souvent mauvaise presse [299]. Cependant J. Hartley a montré qu'on trouve aussi des guildes en province et qu'elles s'y révèlent même fort actives dans le dernier quart du XVIIIe siècle.

On considère que la troisième charte, portant sur les « libres habitants des campagnes » (*Ob ustrojstve svobodnyx sel'skix obyvatelej*), concerne tous les paysans d'État. Cependant, des documents du collège de l'Économie laissent supposer qu'elle vise plus particulièrement les anciens serfs des monastères transférés à l'État après la sécularisation. Cela suggère une filiation entre ce projet et des textes du début du XIXe siècle, tels que la *Loi sur les laboureurs libres* de 1803.

Le projet de charte accorde aux paysans des droits identiques à ceux des nobles et des citadins. Villageois (*poseljanin*) devient un statut social inaliénable. Aucune nouvelle contribution ne peut leur être imposée sans accord de l'impératrice (art. 3). Parmi les six catégories de villageois envisagées, seule la deuxième, celles des paysans choisis (*statejnye*), les plus aisés (art. 40), correspond à la réalité de l'époque. Leur sont octroyés des droits déjà évoqués pour les citadins : la possibilité de se racheter de la conscription et la libération de certaines obligations. Certains sont aussi exemptés de châtiments corporels. L'assemblée du village (*sxod*) choisit deux élus. Le pouvoir exécutif est exercé par une mairie (*sel'skaja uprava*). Les hommes libres des campagnes auraient donc dû bénéficier de droits

fondamentaux comparables à ceux des citadins ou des gentilshommes.

L'idée de la vie rurale qui inspire ce projet est assez éloignée de la réalité. Toutefois, dès cette époque, soit un demi-siècle avant le voyage de Haxthausen, on voit apparaître la notion de commune russe et l'esquisse d'un projet de *self-government* rural.

6. L'éducation et la formation de l'homme nouveau

En matière d'éducation et de bienfaisance, Catherine II suit les préceptes du despotisme éclairé, mais la tâche est beaucoup plus vaste qu'en Prusse ou en Autriche [300]. Depuis Pierre le Grand, les autorités se sont employées à éduquer les élites, mais personne ne s'est encore attelé au problème de l'alphabétisation générale. L'impératrice procède en deux temps : consolider la formation des élites, puis s'occuper des gens du commun.

La première phase se déroule dans les années 1760-1770. On fonde l'Institut Smol'nyj à Pétersbourg, d'abord destiné seulement aux filles de la noblesse (1764), puis assorti de classes pour celles de la bourgeoise. On crée des enseignements à l'Académie des beaux-arts (1764) et à l'Académie des sciences (1765) [301]. Cette phase est liée au nom d'I. I. Beckoj, auteur des règlements de certaines de ces institutions qu'il dirige parfois. Son règlement de l'Institut Smol'nyj est tellement apprécié qu'il est édité en français. Il applique l'un des principes les plus radicaux de la pédagogie des Lumières : l'enfant ou l'adolescente est séparée de sa famille, perçue comme conservatrice, et son éducation est confiée à des enseignants, porteurs des idées des Lumières. Les fillettes entrent à l'Institut à 6 ans et pour dix années. L'institut doit niveler les différences de fortune pour mettre en avant l'identité noble. Ainsi, les revenus de familles des élèves sont tenus secrets. Pour être vraiment enfermées dans leur monde noble et éclairé, les disciples ne doivent pas communiquer avec les servantes [302].

Les mêmes principes président à la fondation des orphelinats de Moscou (1764) et de Pétersbourg (1770). Il s'agit de prévenir l'infanticide, en permettant d'abandonner dans l'anonymat, mais aussi de donner aux orphelins une éducation, un métier, ainsi qu'une nouvelle identité sociale. Ils vont rejoindre le tiers état. Malheureusement, leur mortalité très élevée transforme tous ces projets en utopie.

La seconde phase du projet, qui jette les bases de l'éducation populaire, ne devient possible qu'après la réforme de l'administration locale qui met en place les institutions nécessaires. Catherine II choisit comme modèle le système scolaire autrichien et reprend à son service un de ses organisateurs, le Serbe T. Jankovič de Mirijevo. Une commission scolaire est créée en 1782 et un *Règlement des écoles populaires de l'Empire russe* publié en 1786. Chaque gouvernement est tenu d'assurer cinq années d'enseignement primaire et chaque district deux années. Les instituteurs des écoles de districts sont formés dans les écoles du chef-lieu de gouvernement. Ceux des écoles de gouvernement doivent suivre les cours d'un séminaire à Pétersbourg, qui fonctionne à partir de 1783.

Les nouveaux établissements ouvrent leurs portes à l'automne 1786. Les progrès sont spectaculaires : vers 1801 écoles et pensionnats sont déjà au nombre de 315 et accueillent près de vingt mille écoliers, dont 8 % de filles. Cependant, tout le territoire est loin d'être desservi[303]. Les écoles sont concentrées dans la partie européenne, surtout les gouvernements de Moscou et Pétersbourg. La Sibérie et l'Ukraine sont très mal loties. L'idée de Jankovič, selon laquelle l'instruction élémentaire doit réserver une place importante à la langue populaire, n'est pas respectée. Les classes de Catherine II ne connaissent que le russe. Malgré tout, ce système éducatif reste perçu par les contemporains comme l'une des réalisations les plus importantes du règne. Cependant, tout éclairée qu'elle ait pu être, Catherine II ne s'est pas attaquée au servage.

7. La pierre d'achoppement : le servage

Si les historiens ukrainiens sont peu convaincus du caractère éclairé de la monarchie de Catherine II, c'est que son règne est l'époque de l'asservissement des paysans de la rive gauche du Dniepr. La révolte de B. Xmel'nic'kyj (1648-1657) avait amélioré leur sort et rapproché leur statut de celui des cosaques : ils étaient libres de quitter à leur guise les terres qu'ils cultivaient. Dès son accession, Catherine II commande à G. N. Teplov un mémoire sur l'Ukraine. Les particularismes qu'elle y relève, notamment le droit des vilains de changer de maître, ne sont pas de son goût. Comme pour les pays Baltes, elle adopte une vision très centralisatrice : les paysans de l'Empire doivent avoir les mêmes droits et devoirs. Les paysans ukrainiens perdent donc la liberté de passer d'un seigneur à un autre en 1783 [304].

Le but immédiat de cet édit est, d'après D. Griffiths, plutôt administratif et fiscal que social, même s'il a, concède-t-il, des conséquences sur lesquelles la postérité portera un jugement sévère [305]. En URSS, suivant les idées de V. I. Semevskij, acquis aux thèses populistes, le servage s'étend géographiquement et s'alourdit. Catherine est une hypocrite, qui, tout en correspondant avec Voltaire et Diderot, n'a pas cédé d'un iota sur l'un des fondements de son empire. I. de Madariaga et D. Griffiths défendent la ligne opposée, qui a le mérite d'avoir rendu au servage sa dimension impériale. Néanmoins, il est sans doute un peu forcé de présenter Catherine comme une « impératrice républicaine », désireuse de changement, mais contrariée dans son noble dessein.

Le débat porte d'abord sur les chiffres. Du côté soviétique, on se plaît à énumérer les gratifications en âmes accordées par Catherine à ses favoris et à d'autres nobles qui transforment quelque 800 000 paysans de la couronne ou d'État en serfs appartenant à des propriétaires privés. I. de Madariaga concède ce point, mais affirme que seules sont touchées les provinces périphériques (baltes ou prises sur la Pologne lors des partages successifs), alors que les gouvernements du centre sont épargnés. Elle en conclut que le nombre de paysans serfs dans la population proprement russe reste à peu près constant. Un calcul très fin lui permet même de déceler une très légère tendance à la baisse (52,17 % en 1762 contre

49,49 % en 1796)[306]. L'impératrice aurait, à tout le moins, maintenu le *statu quo*. Autre fait incontestable, mis en avant par A. Komissarenko, puis D. Griffiths : la sécularisation des biens d'Église a fait de 900 000 serfs monastiques[307] des « paysans économiques[308] », dont le statut est très proche de celui de paysans d'État. C'est une forme d'émancipation, qui pour la première fois, concerne un groupe important[309].

Il se dégage de cette bataille de chiffres l'impression que l'on assiste à un jeu à somme nulle d'entrées et de sorties de l'état de serf. Restent les paysans de la rive gauche du Dniepr qui trouvent difficilement leur place dans ce panorama, car l'édit de 1783 n'est que la première phase de leur asservissement. Cependant, si l'on considère le nombre de ceux que les conquêtes sur la Pologne ont rendus serfs, il devient clair que l'expansion territoriale de la Russie met fin au *statu quo*. I. de Madariaga est obligée de reconnaître que dans les territoires biélorusses et ukrainiens, acquis lors des deuxième et troisième partages, ces derniers constituent parfois près de 72 % de la population, soit bien plus que dans tout l'Empire[310].

Sur l'esprit des lois de Catherine II, les opinions sont tout aussi tranchées. La plupart des Soviétiques considèrent qu'elles durcissent le servage ; les Occidentaux soutiennent la thèse opposée. Deux abus criants sont débattus : la vente aux enchères des serfs sans terre et leur exil en Sibérie[311]. Aux difficultés d'interprétation des textes s'ajoute le fait qu'ils sont parfois invalidés par les réalités du moment. En marge d'un rapport de 1773 qui constate que les propriétaires abusent de leur droit d'envoyer en Sibérie leurs paysans, l'impératrice confesse qu'elle a trouvé « une grande incommodité » à y remédier[312]. Toutefois, la révolte de Pugačev l'oblige rapidement à interrompre ce flot de déportations, sans modifier la loi[313].

8. Le règne a-t-il connu un tournant réactionnaire ?

Bien avant 1917, on accuse la Révolution française d'avoir détourné Catherine II de sa politique éclairée. À l'époque

soviétique cette thèse atteint son apogée. On en veut pour preuve les persécutions contre Radiščev et Novikov. Cependant, si l'impératrice a toujours défendu les intérêts des possédants sous le masque des Lumières, en quoi les choses changent-elles réellement ? C'est à A. B. Kamenskij que l'on doit la première tentative de révision. Dans un premier temps, il repousse le tournant jusqu'en 1793, avant de se raviser et de conclure que la politique de l'impératrice est constante dans sa « malveillance[314] ».

Catherine, qui n'a jamais eu de très bonnes relations avec la France, profite de son autodestruction[315] pour pousser ses pions sur la scène internationale : la prise de la Bastille lui permet de s'emparer de la forteresse d'Ismail. Elle est aussi renforcée dans l'idée qu'il faut devancer les événements en accomplissant à temps les réformes indispensables, un point de vue que partagent des penseurs allemands de l'époque, comme A. von Kotzebue ou J. M. von Babo[316].

De son côté, D. Griffiths qui a étudié toutes les prises de position de l'impératrice sur la Révolution française, arrive à un résultat très éloigné de la dichotomie traditionnelle, avec son « avant » et son « après 1789 »[317]. Catherine II a une vision cyclique de l'histoire qui l'empêche de comprendre que la Révolution française se distingue radicalement des guerres de religion du XVIe siècle ou de la révolution anglaise du XVIIe siècle. Néanmoins, elle passe par plusieurs phases. D'abord, elle voit dans les événements le résultat des menées des Anglais et des Prussiens, une poussée de fièvre maligne. La rupture, que D. Griffiths appelle « percée intellectuelle » intervient non pas en 1789, mais en 1793, après l'exécution de Louis XVI[318].

C'est d'E. Burke, dont elle apprécie particulièrement les *Reflections on the Revolution in France* (1790)[319], qu'elle s'inspire. Pour Burke, la dimension européenne de la Révolution française se limite à l'influence de ses idées, car il est trop tôt pour prévoir qu'elles seront disséminées dans toute l'Europe par ses armées. Voilà qui ne peut que plaire à Catherine, qui compte bien profiter de l'affaiblissement de la France. La vision de Burke se construit autour de trois points.

La révolution est à l'origine une campagne antireligieuse. Elle professe un manque de respect de la propriété, en particulier des biens de l'Église. Elle est menée par des catégories sociales suspectes, dotées du « talent de rendre la propriété douteuse, ambiguë et incertaine » : les avocats, les médecins et le bas clergé qui dominent les débats aux États généraux[320]. Une majorité décisive se forme lorsque, poussés par le tiers état, « les déserteurs » de la noblesse font fi des intérêts de leur ordre et leur préfèrent les « détestables desseins des individus »[321].

Burke se fait une vertu de l'insularité britannique : « Nous ne sommes pas adeptes de Rousseau, ni disciples de Voltaire ; Helvétius n'a pas fait fortune parmi nous[322]. » Il accuse les Lumières d'avoir mis en place un « système de monopole littéraire » et « une industrie sans pitié » pour noircir leurs adversaires : « Il était indifférent pour eux que ces changements fussent opérés par la foudre du despotisme, ou par le tremblement de terre d'une commotion populaire[323]. » Cette alliance de « littérateurs-politiciens » et de « capitalistes »[324] destinée à prendre le contrôle de l'opinion publique a de quoi séduire Catherine. Dans la première catégorie on peut ranger Radiščev, dans la seconde Novikov. Mais cela ne signifie pas pour autant que c'est la lecture de Burke qui l'a détournée des Lumières, car son analyse est très loin d'une théorie du complot.

9. Bilan

S'il n'est pas toujours judicieux de rapprocher la politique de Catherine II des idées des philosophes français, il est beaucoup plus intéressant de la comparer à celle de Joseph II. Les problèmes qui se posent aux deux souverains sont assez semblables et on constate une certaine synergie, l'empereur tantôt devançant, tantôt suivant la tsarine.

La devise de Joseph II est : « Tout pour le peuple, rien par le peuple (*Alles für das Volk, nichts durch das Volk*) ». C'est un souverain absolu autant qu'éclairé et sa compréhension du pouvoir combine plusieurs modèles, y compris celui de la France. C'est bien parce qu'il a visité ce pays incognito, sous

le nom de comte Falkenstein, que Vienne a été dotée d'un hôpital public et d'une institution pour sourds-muets [325].

La rencontre entre l'empereur et le paysan A. Trnka, en 1769, est une sorte de symbole de la manière dont Joseph II traite la question paysanne. La charrue de Trnka, que l'empereur essaie, sera ensuite exposée à Vienne dans un « Temple de la charrue », devenant ainsi un accessoire des « scénarios du pouvoir » habsbourgeois. La politique agraire se décompose en trois volets. En 1781, le décret d'abolition du servage en Bohême (*Untertanenedit*) garantit que les serfs sont soumis à la même justice que les hommes libres, mais ne va pas jusqu'à supprimer le monopole nobiliaire sur la propriété foncière (*Grundherrschaft*). Le deuxième volet consiste en une tentative d'arpentage de toutes les terres labourées en vue d'introduire un impôt, qui n'est pas très favorable à la noblesse. Catherine II fait de même, mais pour renforcer les titres de propriété des seigneurs et prévenir les contestations. Enfin, Joseph II réglemente la corvée (*Robot*), en Hongrie (1787), mais aussi en Galicie (1786). En d'autres termes, tandis que du côté russe de la frontière on asservit les paysans ukrainiens, de l'autre, on restreint et on réforme le servage [326]. L'expérience autrichienne montre que l'on peut améliorer considérablement la condition des serfs sans dépasser les bornes de l'absolutisme éclairé. Et pourtant, Catherine II n'entreprend rien de tel. C'est son fils qui parviendra à se rapprocher du modèle de Joseph II.

La politique religieuse constitue le cœur du joséphisme. Comme sa mère, Marie-Thérèse, Joseph II est un catholique convaincu, qui ne veut pas affaiblir la religion, mais réformer certaines pratiques et diminuer l'influence du Saint-Siège. Il s'inspire donc du jansénisme et du gallicanisme. Il se lance dans la sécularisation après Catherine, suivant son exemple, mais aussi celui de la dissolution de la Compagnie de Jésus, après le décret de Clément XIV (le 21 juillet 1773). C'est d'abord une réforme du monachisme (1782), qui aboutit à la fermeture des abbayes qui ne possèdent ni école, ni dispensaire. Les biens confisqués sont versés dans un *Religionsfond* destiné à alimenter les pensions des moines et religieuses expropriés et à rémunérer les prêtres des paroisses

récemment instituées. Le clergé se voit confier de nouvelles missions, telles que la surveillance des familles qui recueillent les orphelins, la protection de pauvres, la tenue de registres des naissances. Par ailleurs, on diminue le nombre des processions, on interdit certains pèlerinages et ostensions de reliques. Les diverses confréries sont rassemblées en une seule, « Confrérie de l'amour du prochain » (*der thätigen Liebe des Nächsten*).

Joseph II rompt avec la préférence accordée aux catholiques par sa mère. Il est mû avant tout par des considérations économiques, car ce sont la plupart du temps des protestants qui créent des entreprises. On parle donc souvent de « modernisation par la tolérance » ou de « tolérance de la nécessité ». L'édit de tolérance pour les luthériens, les calvinistes et les orthodoxes dans tout l'Empire date de 1781. Les partages de la Pologne nantissent l'Autriche, tout comme la Russie, d'une importante population juive. Poursuivant sa logique, l'empereur tente de l'émanciper, en supprimant l'obligation de porter des habits distinctifs. Mais cette abolition n'est pas imposée par un édit unique : chaque province aura le sien entre 1781 et 1789.

La politique religieuse de Catherine II présente deux mesures similaires : la sécularisation et la fin des procès en sorcellerie. Pour le reste, les différences sont plus importantes que les parallèles. Tout d'abord, on ne cherche pas à réformer la pratique religieuse. L'exemple de Joseph II incite à se demander si cet aspect n'aurait pas été abandonné à cause des résistances que cela était susceptible de rencontrer. Les études manquent encore. En matière de tolérance, la différence est frappante : si elle s'attache à créer des conditions favorables pour ses nouveaux sujets musulmans, l'impératrice reste intransigeante vis-à-vis des gréco-catholiques, préférant toujours leur conversion forcée. Et, plus surprenant encore venant d'un « monarque éclairé », elle établit *de facto* la zone de résidence pour les juifs polonais, biélorusses et ukrainiens, intégrés dans son empire après les partages de la Pologne. Les premières tentatives d'émancipation des juifs dignes de ce nom seront celles Nicolas Ier, marquées par l'esprit bureaucratique et militaire de cette époque.

chapitre 4

Face au défi napoléonien

réformes et réformateurs dans le premier quart du XIXe siècle (1796-1825)

Depuis la proclamation de l'empire par Pierre le Grand, chaque nouveau souverain se pose en conquérant qui se propose de le transformer, ou en libérateur, qui entend le faire entrer dans une ère de justice et de prospérité. La loi de succession de Pierre (1722) met d'ailleurs en avant le principe d'utilité. Le tsar doit donc formuler sa propre version du mythe, au début du règne, par des manifestes et des édits, des cérémonies, des voyages, et, bien entendu, par l'affirmation de sa puissance militaire [327]. La courte période qui sépare la mort de Catherine II et l'avènement de Nicolas Ier est, à première vue, dominée par les opérations guerrières, avec l'expansion en Géorgie, en Bessarabie et en Finlande, mais surtout la participation décisive aux coalitions contre Napoléon. On serait tenté de penser que les réformes entreprises alors ont été, plus encore que sous Pierre le Grand, de simples accompagnements de l'effort militaire et qu'elles n'ont pas changé les équilibres internes. Ce point de vue est toutefois discutable, en particulier en ce qui concerne l'administration centrale.

1. Paul Ier et la loi des mâles (1796-1801)

Dans le premier quart du XIXe siècle, le règne de Paul Ier est l'objet d'une sorte de conspiration du silence et celui d'Alexandre Ier est toujours présenté comme la poursuite de la politique éclairée de sa grand-mère. Seul Pouchkine l'appelle « notre empereur romantique », par opposition à son fils, souverain faible et rusé. Après 1850, on reproche à Paul son militarisme prussophile, tout en exaltant la figure nationale du maréchal Suvorov. Cette position, défendue, entre autres, par

V. O. Ključevskij, est cependant contestée par D. A. Miljutin. Au début du XXe siècle, on se met à apprécier son mysticisme. M. V. Kločkov voit en lui un tsar compatissant envers le peuple, à la différence des élites nobles [328]. Il aurait même été question de le canoniser.

Contre toute attente, les historiens soviétiques sont très partagés, surtout à l'époque du dégel. Pour S. B. Okun', Paul incarne la « réaction » russe face à la Révolution française, car il est hanté par trois images sanglantes : son père Pierre III tué par des conspirateurs, la révolte de Pugačev et Louis XVI sur l'échafaud. Il aurait aussi tenté de résoudre les problèmes que posent la déliquescence du servage ainsi que les aspirations des élites nobles à un partage du pouvoir en instaurant un « régime prussien » et en mettant fin aux faux-semblants de libéralisme ou despotisme éclairé de Catherine avec des « verges de fer » [329]. A. V. Predtečenskij considère Paul comme un monarque modéré, attentif aux vœux de la bourgeoisie : il crée le titre de « conseiller de commerce », avec un rang équivalent au huitième grade de la *Table des rangs* et ceux à qui il confère cette distinction lui proposent d'instaurer une Grande direction des artisanats russes (*Glavnoe pravitel'stvo rossijskix promyslov*), censée administrer l'industrie, le crédit, le réseau routier, la construction navale et le commerce avec l'étranger. Sa mort met fin à la concertation avec les marchands et aux élections au sein de la profession, ce qui conforte Predtečenskij dans l'idée qu'Alexandre Ier se replie sur un entourage exclusivement noble [330].

L'ouvrage de N. Ja. Èjdel'man, proche des dissidents des années 1960, connaît un grand succès à la fin de l'ère brejnévienne : rebelle (contre sa mère) et victime de la dernière révolution de palais du XVIIIe siècle, Paul attire la sympathie [331]. R. E. McGrew renchérit : la « foule » qui s'est réjouie de son assassinat est surtout composée de nobles et, au dire du dramaturge allemand Kotzebue, 33 millions de Russes sur 36 (autrement dit, les paysans) ont toutes les raisons de le bénir [332]. Après la fin de l'URSS, on se met à l'idéaliser, comme E. Jurkevič, dans son étude de sa réforme militaire [333].

La première mesure du règne modifie le mécanisme de succession au trône. Par la loi du 5/17 avril 1797, elle instaure la transmission en ligne mâle par ordre de primogéniture, au lieu de la désignation de l'héritier par le souverain régnant[334]. Il n'y a plus, en principe, d'incertitude sur le successeur. Le temps des impératrices est révolu et c'est sans doute la raison première de cette décision, vu les relations conflictuelles de Paul avec sa mère. Dorénavant, tout s'ordonne autour du *pater familias*. D'ailleurs, avec ses quatre fils et ses six filles, il est le véritable fondateur de la dynastie, du moins de la famille impériale en tant que telle, appelée à jouer un rôle actif dans la vie de l'État et le concert des cours européennes. Pour la première fois, un cercle intime autour du souverain donne l'image de la concorde, de la stabilité et de la piété. Cela peut paraître paradoxal puisque le souverain est très vite assassiné, à la suite d'un complot auquel sont mêlés ses deux fils aînés et que leur mère n'ignore pas. Pourtant, avant d'accéder au trône, Paul et son épouse ont eu une longue vie de couple et neuf enfants. Catherine II a pris en main l'éducation des deux aînés et réfléchi aux mariages des premières filles. Mais c'est sous Paul et Alexandre que le système des alliances matrimoniales prend tout son sens. Il demeurera ensuite un gage, un levier et une hypothèque, sans toutefois empêcher le rapprochement avec des puissances républicaines, comme la France.

La nouvelle loi réduit les possibilités de révolutions de palais en supprimant la plupart des conflits de légitimité. En effet, l'assassinat de Paul Ier, le 12/24 mars 1801, n'est en somme qu'une manière peu orthodoxe d'accélérer la succession prévue : monte alors sur le trône Aleksandre Pavlovič, son fils aîné. La cellule familiale se reconstitue aussitôt. L'impératrice douairière, Maria Fedorovna, porte consciencieusement le deuil de son époux, mais exerce aussi une forte influence sur son fils l'empereur et garde la haute main sur les œuvres charitables et l'éducation des filles. Les frères d'Alexandre sont associés au fonctionnement de l'État et de l'armée. Les sœurs se marient, consolidant des alliances allemandes. On se contente de quitter les lieux du crime, le sinistre palais-forteresse que Paul vient d'inaugurer[335], pour regagner le palais d'Hiver. La révolte des décembristes

(14 décembre 1825) peut être rattachée, à certains égards, aux coups de force du XVIIIe siècle, mais elle est aussi la première tentative de révolution moderne.

Masculinisation, mais aussi militarisation sont à l'ordre du jour. La virilité est le remède à la corruption et aux vices résultant des règnes féminins. Un nouveau sens de la discipline s'incarne avant tout dans la *Wachtparade*, désormais quotidienne, et en présence du souverain. On donne le mot de passe du jour, on distribue blâmes et citations, on annonce les ordres et les décisions, publiés ensuite dans les *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*[336]. Exercices et uniformes suivent le modèle prussien, même si le tsar ne voue pas une admiration inconditionnelle à la Prusse, trop indulgente envers les Français et qui a abandonné les Russes en 1790. On aura beau jeu de critiquer l'obsession militaire de Paul, mais ses fils auront la même passion des défilés et choisiront eux-mêmes les tenues de leurs troupes.

Soucieux de remettre en ordre les finances et l'administration, le tsar rapatrie les troupes que Catherine a envoyées en Autriche pour préparer une intervention antifrançaise. Pour la même raison, il diminue le nombre des gouvernements de province (de 50 à 41), ainsi que des cours de justice locales. En revanche, il fait passer les effectifs des sénateurs de 46 à 90 et le personnel à leur service de 272 à 782 employés. La vieille institution, qui doit faire face à bien plus de dossiers (42 223 en 1800 contre 13 317 en 1796), se montre plus efficace[337]. Il crée encore une administration des Domaines impériaux (1797) et un ministère du Commerce avant la lettre (1800) et a même l'idée d'ouvrir une école destinée à former les jeunes fonctionnaires[338].

Loin d'abolir le régime seigneurial, le manifeste de janvier 1797 prescrit aux paysans de s'acquitter docilement de leurs obligations sans chercher à sortir de leur condition. Cependant, alors qu'au XVIIIe siècle l'État a tendance à se désintéresser des relations entre seigneurs et serfs, l'empereur prend deux mesures interventionnistes. En février 1797, il interdit de vendre à l'encan les serfs domestiques et les paysans sans terre et surtout, le 5 avril, il défend aux paysans

de travailler le dimanche, jour du Seigneur, car les six autres jours doivent leur suffire pour s'acquitter, à parts égales, de la corvée et cultiver leur lopin. Le texte limite donc implicitement la corvée à trois jours par semaine [339].

Dans sa volonté de mise en ordre administrative, comme dans ses hésitations à l'égard des paysans, Alexandre Ier marchera sur les traces de son père ; il tentera de systématiser ces expériences, sans forcément aboutir.

2. Les énigmes d'Alexandre Ier (1801-1812)

Les historiens libéraux comme A. N. Pypin opposent la première moitié du règne d'Alexandre, dominée par les réformes, à la seconde, marquée par la réaction et le mysticisme, comme s'ils s'inspiraient de Pouchkine et de son « superbe commencement », démenti par les mauvais jours où le « despote-nomade », errant d'un congrès à l'autre, laisse les rênes du pouvoir à son « vizir », le sinistre Arakčeev. A. A. Kornilov (qui publie à l'étranger), mais aussi les historiens soviétiques à partir de 1934 marchent sur leurs pas [340]. C'est un émigré, G. Vernadskij, qui brise ce schéma : l'ébauche de Charte constitutionnelle de l'Empire russe, préparée par Novosil'cev vers 1820, soit bien après le « tournant » de 1812, constitue le chaînon manquant entre les projets du début du règne et ceux des décembristes [341].

En URSS, la lecture reste longtemps traditionnelle. A. N. Šebunin, qui ouvre des horizons dans sa monographie sur l'idéologie de la Sainte-Alliance et sa biographie de N. Turgenev, la seule parue durant l'époque soviétique, disparaît pendant la terreur stalinienne [342]. S. B. Okun' explique les réformes des années 1801-1805 par la montée du « mouvement paysan » et par la crainte suscitée par les idées contestataires de Radiščev. Pour lui, « le tournant réactionnaire » se situe plus tôt, en 1803, quand le Comité intime cesse ses travaux et Arakčeev est rappelé à Pétersbourg. Et de citer J. de Maistre qui observe une concentration inédite du pouvoir, démentant toutes les déclarations d'intentions libérales de l'empereur [343].

Après 1991, des nuances apparaissent. S. V. Mironenko se rapproche des positions de Vernadskij [344]. N. I. Cimbaev se livre à des parallèles audacieux avec la situation des années 1991-2000 : Alexandre Ier aurait expérimenté sans succès une sorte de fédéralisme et de dévolution du pouvoir [345]. Hors de Russie, J. Hartley souligne les contradictions entre le discours libéral d'Alexandre Ier et son exercice du pouvoir et rappelle que ses conquêtes territoriales sont plus importantes que celles de Pierre le Grand et Catherine II [346]. M.-P. Rey tente de cerner la personnalité fuyante d'Alexandre, à travers ses relations avec ses mentors, ses conseillers politiques et spirituels, ou ses égéries, et de mesurer l'impact réel des réformes [347]. D. Lieven met en avant l'excellence du réseau de renseignements d'Alexandre à Paris et la supériorité que la logistique russe acquiert en 1813, deux atouts qui font pencher la balance en faveur de la coalition contre Napoléon [348].

Alexandre a laissé entendre, dans sa jeunesse, qu'il souhaitait renoncer au fardeau de l'autocratie [349]. S'agit-il d'une prise de position personnelle, annonçant un projet d'abdication ? Ou bien d'une volonté de dépouiller la monarchie d'une partie significative de ses attributs ? Il semble que l'empereur ait été habité par ces deux idées, simultanément ou successivement. Sans compter que le personnage, qui doute de lui, ne dédaigne pas la duplicité. Selon l'interlocuteur, il présente une face éclairée, désintéressée, fort sensible, ou une autre, beaucoup plus conservatrice et pénétrée de ses devoirs envers l'autocratie. Au demeurant, il décevra aussi bien les réformateurs que les défenseurs de la monarchie traditionnelle [350].

Au début du règne, Alexandre professe le retour au despotisme éclairé et la refondation de l'État sur les bases du droit, et renoue la relation privilégiée avec la noblesse instaurée par Catherine II. Dès le 15 mars 1801, il décrète une amnistie générale et restaure les élections au sein de la noblesse dans les gouvernements de province. Dans le même esprit, il constitue deux instances qui montrent son désir de s'entourer d'avis éclairés et de s'appuyer sur un certain consensus. Le Conseil immuable (*Nepremennyj sovet*), fondé le 30 mars/11 avril 1801, comprend douze représentants de la

haute noblesse (dont A. R. Voroncov, V. A. et P. A. Zubov, ou N. I. Saltykov) et peut présenter remontrances et remarques à propos des projets de loi. Le 2 avril, la Charte de la noblesse est confirmée, l'Expédition secrète est abolie. Le 24 juin, on crée un Comité secret (*Neglasnyj komitet*) qui doit aider le tsar à lancer ses réformes. Il y place ses plus proches amis, tous plus âgés que lui : V. Kočubej, A. Czartoryski, P. Stroganov [351] et son cousin N. Novosil'cev. Ils se proposent de corriger les abus, de remettre en ordre l'administration, et, une fois de plus, de doter la Russie d'un Code. D'abord, on rappelle les exilés, on rouvre les frontières et on autorise l'entrée de la presse étrangère. Mais Alexandre garde auprès de lui l'un des plus purs produits de l'armée de Gatčina [352] de Paul Ier, le colonel Arakčeev, et promeut un monarchiste convaincu, N. M. Karamzin, au poste d'historiographe officiel de l'Empire (1803). La Harpe, le précepteur suisse qui a élevé Alexandre dans le culte des républicains romains, rejoint Pétersbourg en août 1801, mais, changé par la Révolution française, il défend désormais la monarchie éclairée à la prussienne. Parmi les plus jeunes, N. Turgenev, secrétaire adjoint du Conseil d'État (1816), partisan de l'abolition du servage, rédige un *Essai de théorie des impôts* (1818) qui prône un abaissement des barrières douanières à l'anglaise. Cependant, la cheville ouvrière des réformes est M. M. Speranskij, issu d'une famille très modeste, qui a suivi le cursus des séminaires, à Vladimir, puis à Pétersbourg, et s'est fait remarquer par son énorme capacité de travail. En 1797, il devient secrétaire du prince A. B. Kurakin, procureur général du Sénat. En juin 1801, Kočubej le prend auprès de lui.

Entre 1801 et 1812, la tendance est favorable aux réformes, sans doute à cause du défi que représente le modèle napoléonien. Bien avant 1812, la Russie est provoquée sur le terrain de la force militaire et des transformations autoritaires. Speranskij compose une série de mémoires préparatoires [353]. Les changements concrets se font pas à pas. Le 27 septembre 1801, renouant avec les initiatives d'Élisabeth Petrovna, on interdit la torture dans les procédures pénales. On fait savoir aussi qu'il ne convient plus d'instruire les accusations de

crime rituel portées contre les juifs. Quand on sait quel retour ces affaires feront sur la scène judiciaire un siècle plus tard, c'est une directive très hardie. L'ukase du 8/20 septembre 1802 remplace les collèges de Pierre le Grand par huit ministères (*ministerstva*) au fonctionnement pyramidal et non collégial : les Affaires étrangères, l'Armée, les Affaires navales, les Affaires intérieures, les Finances, la Justice, le Commerce, et l'Instruction publique. Sont provisoirement maintenus les collèges de la Guerre, de l'Amirauté et des Affaires étrangères, mais sous la présidence des ministres. Parmi ces derniers ou leurs adjoints, on retrouve les amis intimes : Kočubej à l'Intérieur, Czartoryski aux Affaires étrangères, Novosil'cev à la Justice, Stroganov aux Affaires intérieures. Le Synode demeure dans la main d'un procureur général, le prince A. N. Golicyn, proche d'Alexandre, jusque dans ses idées mystiques. Le poète G. Deržavin, ministre de la Justice, est un conservateur très attaché à l'absolutisme de Catherine II qu'il a célébrée dans ses odes. Il se plaint de « l'esprit constitutionnel français et polonais » qui contamine l'entourage d'Alexandre.

Sur la question de la solidarité du gouvernement l'empereur reste au milieu du gué. Il accepte seulement un Comité des ministres (*Komitet ministrov*, créé le 8 septembre 1802), qui s'avère n'être qu'une coquille vide. Le souverain est le seul à pouvoir le réunir et il est libre d'y convoquer, en tant que de besoin, les ministres concernés par une même affaire et leurs adjoints, ainsi que le trésorier public. Mais il n'est nullement forcé de les réunir tous ensemble, ni astreint à la moindre périodicité. Il se montre d'abord assidu à ce Comité, puis plus distant : il assiste à vingt séances sur vingt-trois entre septembre et décembre 1802, aux quarante-deux séances de 1803, et à vingt-six séances sur trente et une en 1804. Quand il part aux armées en 1805, le Comité se voit confier les affaires courantes et prend ses décisions à la majorité des voix. Mais il ne fonctionne pas de manière systématique et cet interlude est exceptionnel [354].

La réforme la plus remarquable est l'ambitieux plan visant à stimuler le développement de l'enseignement. Le ministère de l'Instruction publique (*Narodnogo prosveščenija*) est en soi

une innovation. Sa mission est « l'éducation de la jeunesse et la propagation des sciences », et on lui donne autorité sur les imprimeries du pays, les éditions périodiques, les bibliothèques, les collections et cabinets de curiosités, les musées et les écoles[355]. Le ministre, le comte P. V. Zavadovskij, est un vétéran du règne de Catherine II, mais il est flanqué de deux libéraux, le vice-ministre M. N. Murav'ev et le directeur général des écoles V. Karazin. Alexandre reprend le plan élaboré en Pologne dans les dernières années du règne de Stanislas-Auguste pour réformer l'instruction. Il est vrai que la réforme est en grande partie conçue par un noble polonais rallié à la Russie et membre du Comité secret, le prince A. Czartoryski ; elle s'inspire aussi des projets de La Harpe qui reprend à son tour Condorcet[356].

Le règlement du 24 janvier/2 février 1803 élabore un système d'enseignement pyramidal et autonome, qui doit se construire d'en haut[357]. L'Empire est divisé en six circonscriptions scolaires (*učebnye okrugi*), placées sous la tutelle d'un curateur (*popečitel'*) nommé par l'État. Chacune doit être dotée d'une université où les professeurs, les doyens et le recteur sont cooptés. À leur tour, les professeurs d'université nommeront et inspecteront les enseignants du secondaire et du primaire (gymnases, dans les chefs-lieux de gouvernement ; écoles primaires supérieures dans les chefs-lieux de district, ou écoles de paroisse). Czartoryski devient curateur à Vilna, tandis que Moscou revient à Murav'ev. Ces deux villes ont déjà une université, mais il reste beaucoup à faire. L'université de Moscou, divisée en facultés de droit, de philosophie et de médecine, comptait en tout quatre-vingt-deux étudiants en 1785. À l'occasion de cette réforme, le Sénat tente d'utiliser le droit de remontrance qui semble lui avoir été reconnu, mais Alexandre explique qu'il ne porte pas sur les nouveaux édits…

L'université de Dorpat (Tartu) est rouverte en 1802 et on en fonde à Kharkov (1804), Kazan (1814), Varsovie (1816) et Pétersbourg (1819)[358]. Le statut de l'université de Moscou est publié le 5/17 novembre 1804 et sert de modèle aux autres. À Vilna et Varsovie, les cours sont en polonais, à Dorpat en allemand. Ailleurs, les premiers professeurs, pour la plupart

venus d'Allemagne, enseignent en latin ou en allemand à des effectifs très réduits, évalués à 4 000 étudiants à la fin des années 1840. Des sociétés savantes affiliées à l'université de Moscou voient le jour : Société moscovite des expérimentateurs de la nature (*Moskovskoe obščestvo ipsytatelej prirody*, 1805), Société des amateurs de la littérature russe (*Obščestvo ljubitelej rossijskoj slovesnosti*, 1811). Gymnases et lycées naissent dans les grands centres. Le plus célèbre est le lycée Alexandre (*Carskosel'skij*, puis *Aleksandrovskij licej*, ouvert en 1811) à Carskoe Selo, près de Pétersbourg, où Pouchkine finit ses études en 1817. La Bibliothèque impériale publique de Pétersbourg est inaugurée le 2/14 janvier 1814[359]. Les progrès sont significatifs, mais encore très modestes à l'échelle de l'Empire. En 1801, 21 533 élèves sont scolarisés dans 334 écoles (241 primaires, 93 secondaires), pour une population de 40 millions d'habitants. En 1825, 69 629 élèves étudient dans 370 écoles primaires, 600 écoles secondaires et lycées, pour une population de 53 millions[360]. La majorité des jeunes gentilshommes reçoivent leur éducation primaire à domicile, avec un précepteur (*učitel'*), le plus souvent allemand, suisse ou français. Le régime de censure se fait plus libéral qu'auparavant : le règlement de 1804, le premier à fixer les principes par écrit, préconise d'interpréter dans un sens favorable à la publication les passages ambigus, alors que la tradition était d'interdire dans le doute[361].

En ce qui concerne la société, les grandes espérances sont suivies de peu d'effet et d'une mort célèbre. Radiščev, Kościuszko et Novikov, emprisonnés par Catherine, sont libérés par Paul Ier. Rentré à Pétersbourg en 1797, Radiščev propose l'abolition immédiate du servage. Menacé d'un châtiment « plus sévère encore que par le passé[362] », il choisit le suicide[363]. Peu après, l'ukase du 20 février/4 mars 1803 autorise l'émancipation des serfs avec leur tenure, mais à la libre initiative du maître. Si quelques seigneurs philanthropes donnent l'exemple, les familles ainsi affranchies se comptent en dizaines de milliers seulement[364]. Cela n'empêche pas le tsar de répéter qu'il a la ferme intention de mettre fin au servage. En août 1805, il écrit au président Jefferson qu'il

admire les États-Unis et leur « Constitution libre et sage qui assure le bonheur de chacun et de tous » ; pendant la campagne de Russie, il persuade encore Mme de Staël, il est vrai, convaincue d'avance, de ses généreuses intentions : « Tous les gens éclairés souhaitent que le peuple russe sorte de cet état [d'esclave] et celui qui le souhaite le plus peut-être, c'est l'empereur Alexandre [365]. »

Les étoiles d'Arakčeev et de Speranskij sont au zénith. Désormais conseiller privilégié de l'empereur pour les affaires militaires, maintenu comme commandant du bataillon d'artillerie de la Garde en 1803, Arakčeev devient en 1807 général d'artillerie, puis ministre de la Guerre, le 13/25 janvier 1808. Quatre jours plus tard, il est aussi promu inspecteur général de l'infanterie et de l'artillerie. Il améliore considérablement l'équipement et l'approvisionnement des troupes, crée des bataillons spéciaux pour instruire les nouvelles recrues. De 1812 à 1814, il joue un rôle de premier plan dans l'organisation de l'intendance et dans la formation des troupes de réserve. Speranskij s'impose dans les affaires civiles et religieuses. Il supervise le Comité chargé de la réforme des établissements d'enseignement de l'Église orthodoxe et les dote d'un règlement (*Ustav duxovnyx učilišč*) qui demeure longtemps en vigueur. Alexandre l'emmène avec lui pour l'entrevue d'Erfurt avec Napoléon (27 septembre/14 octobre 1808), qui le comble d'attentions flatteuses, ce qui lui sera par la suite vivement reproché.

Au retour d'Erfurt, Speranskij est nommé adjoint au ministre de la Justice et chargé de systématiser les réformes déjà entreprises. Il conclut son étude en octobre 1809. C'est alors que naît le rêve d'une monarchie constitutionnelle à la russe. Speranskij définit clairement les principes directeurs. La puissance publique ne doit pas être illimitée, mais obéir aux lois et reconnaître des droits à ses sujets, faute de quoi l'État est lui-même esclave et le gouvernement despotique. Il est prévu d'octroyer ensuite des droits politiques qui permettront à leurs bénéficiaires de défendre leurs droits civiques et leur liberté. Le servage doit être aboli, toutefois la propriété de la terre restera aux nobles. L'inviolabilité de la personne et celle de la propriété sont les fondements de toute société. La loi

garantira donc les libertés individuelles (nul ne peut être puni sans procès, nul ne peut être astreint à un service quelconque, sinon en vertu de la loi) et les libertés matérielles (chacun peut disposer à sa guise de sa propriété, conformément au droit commun ; nul ne peut être astreint à payer des impôts et des taxes, autrement que par la loi).

Si le monarque demeure le détenteur ultime de l'autorité et incarne l'unité de l'État, les trois pouvoirs sont séparés et soumis au mécanisme de l'équilibre et du contrôle. Speranskij propose une pyramide de doumas, élues à quatre niveaux, sur la base d'un suffrage censitaire qui privilégie les propriétaires. Les doumas locales (du canton, du secteur et du gouvernement) disposent de pouvoirs étendus dans une sorte de *self-government* avant la lettre[366]. La Douma d'État (*Gosudarstvennaja Duma*) est l'organe législatif du pays ; sans son accord, le souverain ne peut publier les lois, sauf si le salut public est en cause. En revanche, il a le pouvoir de dissoudre l'assemblée et de convoquer de nouvelles élections. L'exécutif est représenté par les ministres et leurs subordonnés, nommés par le souverain, mais responsables devant la Douma. Elle n'a pas à proprement parler de pouvoir de censure, mais dispose d'une autorité plus grande, en ce qu'elle est porte-parole de l'opinion publique. Or, dans une société éduquée, la force de l'opinion publique ne peut être ignorée. Le pouvoir judiciaire s'exerce dans des cours du canton, du district et du gouvernement dont les juges sont élus et qui comportent un jury. Le Sénat demeure l'instance judiciaire suprême. Les sénateurs sont élus par les membres de la Douma, avec l'approbation de l'empereur. Alexandre semble favorable à ces idées, et contribue personnellement à la relecture du projet à l'automne et à l'hiver 1809.

Parallèlement, des mesures techniques améliorent la qualité du service public. Les lois du 3 avril et du 6 août 1809, préparées une fois encore par Speranskij, s'attaquent aux privilèges de la naissance. La loi sur les titres auliques (de la cour) entend corriger un abus. Jusque-là, les jeunes gentilshommes de bonne famille étaient automatiquement promus *kamer-junker* (grade comprenant cinq classes), puis *kamerger* (chambellan, grade comprenant quatre classes) à la

cour, ce qui leur valait d'entrer ensuite dans le service civil ou militaire à un rang assez élevé, sans compétences particulières, et sans avoir fait valoir le moindre mérite. Désormais, ils doivent trouver un emploi effectif dans les deux mois, ou renoncer à leur grade de cour. La loi du 6 août oblige les fonctionnaires de l'État à justifier d'études universitaires ou à passer un examen de niveau équivalent pour accéder au grade d'assesseur de collège (huitième échelon dans la *Table des rangs*). Cette petite révolution mécontente fort ceux qui n'ont pas la tête bien faite de Speranskij. De nombreux conservateurs sont inquiets, parmi les fonctionnaires et la vieille noblesse, mais aussi dans la famille impériale. Les propriétaires ont aussi de quoi se plaindre : l'ukase du 10 mars 1809 leur retire le droit d'exiler sans motif valable leurs paysans en Sibérie [367].

Le manifeste du 1er/13 janvier 1810 paraît inaugurer l'application du plan de Speranskij. Il annonce que le souverain prévoit « d'établir progressivement la forme du gouvernement sur les bases solides et invariables de la loi ». Pour ce faire, il crée une nouvelle institution, le Conseil d'État (*Gosudarstvennyj sovet*), qui remplace le Conseil immuable, avec des pouvoirs plus étendus. Ses membres sont nommés par l'empereur, sans considération de naissance, et le secrétaire d'État (*Gosudarstvennyj sekretar'*) assure le suivi de tous les dossiers. La fonction est confiée à Speranskij qui la cumule avec celle de chef de la Chancellerie d'État (*Gosudarstvennaja kanceljarija*). Cette dernière a une structure parallèle au Conseil d'État dont elle prépare le travail, mais elle est placée du côté de l'exécutif, alors que le Conseil d'État est censé se trouver au-dessus de la mêlée. Il incarne la continuité de l'État et fait le lien entre les trois pouvoirs.

À l'ouverture, le Conseil d'État compte trente-cinq membres, parmi lesquels figurent de droit les ministres. Les grandes familles n'ont pas non plus été exclues, et le premier président du Conseil d'État est le chancelier N. P. Rumjancev. Le souverain assiste aux séances et délibère avec les conseillers, mais peut passer outre l'opinion de la majorité [368]. Le Conseil est divisé en quatre grands départements :

législatif, des affaires militaires, des affaires civiles et religieuses, des finances publiques. Il prend aussi sous sa coupe la Commission d'établissement des lois (fondée en 1796 par Paul Ier) et la Commission de réception des suppliques, créée pour la circonstance. Cette institution récente semble devoir devenir le pivot de la machine administrative impériale. En outre, tant que les doumas ne sont pas créées, elle a de fait la haute main sur le législatif, alors qu'en principe elle doit simplement s'assurer de la conformité des lois et décrets aux principes fondamentaux qui vont être édictés.

Le contexte est difficile. L'alliance avec Napoléon (1807) vacille dès 1810. En outre, les finances sont dans un état alarmant. Speranskij rédige un plan financier qui inspire les termes du manifeste impérial du 2 février 1810. Il prévoit la limitation drastique des dépenses publiques et le retrait progressif de la monnaie fiduciaire. Les impôts sont augmentés significativement, la capitation passant de 1 à 3 roubles par tête. L'État n'hésite pas non plus à vendre ses paysans : plus de dix mille âmes sont ainsi réduites au servage. On est loin des fastueuses distributions de Catherine et de Paul, mais il y a bien une entorse aux déclarations de principe. Toutefois, les recettes augmentent de 175 millions de roubles en deux ans…

Les préoccupations du moment sont révélées par le remaniement des ministères, entre l'été 1810 et le 25 juin 1811 (où paraît une « Organisation générale des ministères », *Obščee učreždenie ministerstv*). Leur nombre est porté à onze. Si celui du Commerce est supprimé (en pleine période du blocus continental), on crée ceux de la Communication, du Contrôle d'État et de la Police, confié à A. D. Balašov.

Le 11 février 1811, Speranskij rend un rapport circonstancié sur l'avancement des réformes. Le travail accompli est considérable et il a bon espoir de lancer un second train de mesures, notamment un Code civil, un Code pénal et un Code de procédure judiciaire dont les rédactions sont en cours. Il compte ainsi créer un cercle vertueux qui permettra d'asseoir rapidement son système et d'assurer sa stabilité. En même temps, il propose pour la première fois sa démission qui est refusée. Son idée de scinder le Sénat en deux instances, Sénat

dirigeant d'une part, Sénat judiciaire d'autre part, avec des attributions distinctes, est provisoirement abandonnée. C'est à ce moment que la situation bascule.

Si des ministres comme Balašov, des hauts fonctionnaires comme G. Armfelt (conseiller aux affaires finlandaises) lui sont hostiles, l'opposition la plus dangereuse vient du cercle qui s'est formé autour de la grande-duchesse Catherine Pavlovna, sœur préférée d'Alexandre, établie à Tver. C'est elle qui encourage Karamzin à rédiger un *Mémoire sur l'ancienne et la nouvelle Russie* (*Zapiska o drevnej i novoj Rossii*) qui est une apologie de l'autocratie russe et un brûlot contre les réformes. La première partie du texte, un essai sur l'histoire russe, démontre que le but tout entier de celle-ci a été la centralisation du pouvoir et le rassemblement des territoires. Suit une critique en règle de la politique suivie par Alexandre Ier dont sont rendus responsables des « conseillers » jamais nommés. Karamzin est un isolationniste, hostile à toute implication de la Russie dans les affaires européennes[369]. À l'intérieur, il s'oppose par principe aux changements politiques, dont les inconvénients sont presque toujours supérieurs aux bénéfices, et tourne en dérision ce Conseil d'État censé corriger tous les défauts du passé. Il est aussi contre les codes, civil et autres, mis en route par Speranskij, car cela reviendrait à transplanter le Code Napoléon en Russie, sans tenir compte des traditions du pays. Il défend le servage en affirmant que les paysans sont plus heureux sous la protection de leurs maîtres qu'ils ne le seraient livrés à eux-mêmes[370]. En revanche, il prône le libéralisme économique, l'abaissement des barrières douanières et combat la restriction de la monnaie fiduciaire. Catherine Pavlovna organise une rencontre entre son frère et Karamzin qui lui remet son mémoire en mars 1811[371]. L'écrit, tout aussi brillant que les rapports de Speranskij, fait forte impression sur Alexandre qui, par ailleurs, se laisse aller à écouter ceux qui lui rapportent les propos acides de son secrétaire d'État à son endroit. On accuse de plus en plus ouvertement Speranskij d'être à la solde de Napoléon. Pendant un an encore, il conserve sa position, mais le 17/29 mars 1812, au terme d'un entretien en tête à tête avec l'empereur, il est congédié. Au dire de Kutuzov, Alexandre lui

aurait présenté des excuses avant de refermer la porte, mais le secrétaire d'État trouve chez lui Balašov qui lui signifie son départ pour l'exil. Il ne reviendra que neuf ans plus tard [372].

L'argumentaire du *Mémoire sur la Russie ancienne et nouvelle* comporte quelques remarques constructives, notamment sur la question des finances et de la codification du droit, mais c'est surtout le feu roulant de ses critiques qui l'a emporté. Le plus frappant, comme le souligne R. Pipes, est à quel point la Russie a perdu à ce que ce débat sur les réformes soit tenu sous le boisseau. Au fond, Karamzin et Speranskij veulent la même chose, une monarchie moderne, capable de faire face aux enjeux de son siècle et fonctionnant dans un cadre légal qui garantit des libertés élémentaires à ses sujets, ou du moins à leur frange éduquée. Toutefois, Speranskij voit les choses en homme d'État, alarmé de la bipolarisation de la société entre propriétaires et paysans, qui est source de tensions et freine tout développement. Karamzin les voit en propriétaire de province, dont le statut repose sur la possession de terre et d'âmes et qui connaît bien les mentalités russes [373].

3. Le gouvernement en temps de guerre et les contradictions de l'après-guerre (1812-1825)

Déjà le temps presse. Le renvoi de Speranskij peut être vu à la fois comme le dénouement d'une guerre feutrée entre réformistes et conservateurs, et une concession aux élites traditionnelles à la veille du plus grand conflit du règne. Parallèlement, des mesures prises dans le cadre de la préparation à la guerre auront un impact durable.

L'ukase du 5/17 avril 1812 prévoit qu'en l'absence du souverain, le Conseil d'État assumera le contrôle des ministères. Il remplace le Sénat auquel Pierre le Grand confiait les affaires courantes pendant ses campagnes. Alexandre crée, à côté de la Chancellerie d'État (*Gosudarstvennaja kanceljarija*), la Chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale (*Ego Imperatorskago veličestva sobstvennaja kanceljarija*) [374]. Dirigée pendant tout le règne par Arakčeev,

elle suit l'empereur et gère sa correspondance. Cette administration parallèle ne prendra toute son importance que sous Nicolas Ier.

Les tendances conservatrices l'emportent une première fois avant la campagne de Russie et se colorent de triomphalisme patriotique après la victoire contre Napoléon. La meilleure expression en est l'*Histoire de l'État russe* (*Istorija gosudarstva Rossijskogo*) de Karamzin, dont le premier tome, paru en 1816, est accueili avec enthousiasme. Dès la préface, il fait de la formation de l'Empire russe, unissant « Astrakhan et la Laponie, la Sibérie et la Bessarabie », l'aboutissement d'un dessein providentiel et un événement de portée mondiale. Il déclare son amour de la patrie dont la grandeur repose sur « les principes sacrés de la religion et d'une sage autocratie ». Loin d'être barbare, ou anachronique, elle est « une base solide[375] ». Au reste, la notion de contrat social n'est pas absente. L'épisode de l'appel aux Varègues (862) consacre l'abandon volontaire de la souveraineté populaire au monarque ; le baptême de la Rus' (988) marque la conversion de la nation à l'orthodoxie. Les victimes du « tyran » Ivan le Terrible doivent, quant à elles, s'en remettre à la justice immanente pour être vengées.

Toutefois, la personnalité ambiguë d'Alexandre Ier permet au libéralisme de subsister dans les cercles du pouvoir. L'atmosphère de la cour est encore assez ouverte, tantôt trop rationaliste, tantôt trop mystique au goût des plus conservateurs. Le christianisme sincère du souverain tolère les loges maçonniques et les initiatives de propagation de la foi inspirées de la pratique protestante et jugées dangereuses par une partie de la hiérarchie orthodoxe. La Société biblique russe voit le jour (1814) et se donne pour mission de traduire les Écritures dans toutes les langues de l'Empire. Les lycéens sont formés dans une atmosphère de liberté intellectuelle qui leur paraîtra d'autant plus grande à l'âge adulte, sous Nicolas Ier. Mais surtout, des libertés inédites sont accordées aux régions occidentales nouvellement acquises.

Les statuts octroyés à la Finlande et au royaume de Pologne sont à première vue du domaine de la politique étrangère russe. Mais on sait, depuis la conquête de la Livonie par Pierre

le Grand, que les provinces limitrophes de l'Europe sont des vitrines d'une Russie occidentalisée. Si donc, à terme, on souhaite que le cœur du pays se conforme à ce modèle, on peut espérer qu'il bénéficiera lui aussi des mêmes franchises. La Constitution polonaise du 15/27 novembre 1815 est un texte doublement remarquable [376]. D'une part, elle restaure la Diète et le roi (mais c'est l'empereur russe qui assume désormais ce rôle), avec, entre eux, un équilibre des pouvoirs qui rend le pays gouvernable. Autrement dit, tout en respectant la tradition polonaise, elle la transcende pour résoudre les impasses du XVIIIe siècle. D'autre part, la Diète et le Sénat polonais ont des pouvoirs plus étendus et bien mieux définis que ne le seront jamais ceux de la Douma et du Conseil d'État russes. Il existe aussi des diétines et des cours de justice locales. L'inviolabilité de la personne et des biens est garantie. Cette Constitution polonaise est la réalisation pratique des projets de Speranskij, mais hors de Russie. À la demande de l'empereur, Novosil'cev élabore en 1818 une Charte de l'État (*Gosudarstvennaja ustavnaja gramota*), plus prudente que celle de Speranskij, mais qui reste elle aussi dans les cartons. On constate la même asymétrie à propos du servage. De 1816 à 1819, les serfs dans les trois provinces baltes de l'Empire sont émancipés, suivant les exemples d'États allemands et du grand-duché de Varsovie (1804 à 1812), mais sans terres. Les études faites pour la Russie restent, elles, lettre morte [377].

Une autre idée ambitieuse et risquée est, en revanche, mise à exécution. Impressionné par la *Landwehr* et le *Landsturm* prussiens, Alexandre rêve de les adapter en Russie sous la forme de colonies militaires (*voennye poselenija*). Dans un canton donné, on établit les soldats d'active dans les familles paysannes dont les hommes aptes seront instruits comme réservistes, tout en continuant à cultiver la terre. On atteint ainsi deux buts à moindre coût : les soldats apprennent à pourvoir à leur propre entretien en se faisant cultivateurs à temps partiel, tout en préparant la relève, puisque les fils des « cantonistes » deviennent soit paysans, soit soldats d'active. Une première expérience, tentée dans la région de Mogilev entre 1810 et 1812, est suspendue par la guerre. À partir de 1816-1817, de nouvelles colonies sont créées sur les terres de

la couronne, quitte à expulser les propriétaires privés trop proches. Les régiments d'infanterie sont installés dans les gouvernements de Pétersbourg, Novgorod, Mogilev et Vitebsk, autrement dit près de la capitale et dans les régions frontalières de l'ouest. Les régiments de cavalerie sont cantonnés dans l'Ukraine Sloboda et dans le gouvernement de Kherson. Par une sorte de croisement entre la ferme modèle du domaine de Gatčina et une caserne rurale, les villages doivent être reconstruits sur un plan géométrique, avec des baraquements en briques et les travaux des champs s'accomplir en uniforme, en suivant les commandements des officiers, de la même manière que sur le champ de manœuvre.

Les résultats sont décevants, tant sur le plan agricole que sur celui de la discipline. Dès 1819, des mutineries éclatent dans le régiment de Čuguev (région de Kharkov). En 1831, pendant la « révolte du choléra » (*xolernyj bunt*), les colonies de la région de Novgorod se soulèvent ; après l'écrasement du mouvement, plus de 4 500 hommes sont traduits devant la justice militaire. Toutefois, il faudra attendre 1857 pour que les derniers établissements soient supprimés. Les colonies militaires resteront associées à Arakčeev. Ce dernier a bien accepté de superviser leur organisation, mais il était plutôt hostile à l'idée et n'a fait que suivre les instructions de l'empereur. La discipline militaire, toujours plus stricte, et l'abandon tacite du projet constitutionnel vont provoquer un grand désenchantement dans le milieu des officiers qui ont participé avec enthousiasme à la guerre contre Napoléon et nourri de grands espoirs tandis qu'ils traversaient l'Europe en vainqueurs.

Après les guerres napoléoniennes, les séjours du souverain hors de Russie sont de plus en plus fréquents. Sa participation aux nombreux congrès qui décident du sort de l'Europe, et ses visites en Pologne pour l'ouverture de la Diète le maintiennent loin de Pétersbourg. C'est l'une des raisons de la montée en puissance d'Arakčeev, homme à tout faire de la fin du règne. L'*arakčeevščina* (ou « période d'Arakčeev ») figure dans la galerie des mauvaises périodes de l'histoire russe au même titre que la *bironovščina*. Alexandre devient un monarque absent, comme Pierre le Grand, et est lui aussi confronté à une

mutinerie : le plus prestigieux régiment de la Garde, celui de Semenovskoe, se soulève. Un tournant répressif s'amorce.

Au printemps 1820, Pouchkine, pour des vers égratignant Arakčeev et Alexandre lui-même, échappe de peu à la Sibérie et à l'archipel des Solovki, mais est exilé dans la Bessarabie tout juste conquise. En même temps, le général Ja. A. Potemkin, commandant du régiment de Semenovskoe, est relevé de ses fonctions pour sa mansuétude excessive et remplacé par un protégé d'Arakčeev, le général Schwartz. La révolte du 16 octobre 1820 exige l'abolition de la discipline instaurée par ce nouveau commandant et sa destitution. La compagnie qui a formulé ces revendications est aussitôt mise aux arrêts. Les autres se portent à leur secours, mais se font désarmer. Le régiment est cassé, ses soldats et officiers dispersés dans d'autres unités. On le reforme à la fin de l'année, mais il ne retrouve ses prérogatives qu'en 1823. Les universités, symbole du libéralisme alexandrin, sont aussi touchées par la reprise en main. En 1819, M. Magnickij, chargé d'inspecter la circonscription de Kazan, entreprend de purger l'université, congédiant onze professeurs. En 1823, c'est le tour de Vilna. Novosil'cev met au jour une société des Philomates et ordonne l'arrestation de ses membres, parmi lesquels le poète A. Mickiewicz. Son exil sera plus mondain que celui de Pouchkine : il brillera dans les salons à Pétersbourg et Moscou, mais, comme Pouchkine, ne retrouvera sa liberté que sous Nicolas Ier.

Les contradictions de la politique d'Alexandre et les déceptions qu'elle suscite, en particulier chez ceux qui l'ont suivi jusqu'à Paris, débouchent sur une révolte de militaires et d'aristocrates qui n'en est pas moins le premier jalon de l'histoire révolutionnaire russe.

4. Des réformateurs contre la monarchie : les décembristes (1821-1825)

« Les campagnes de 1812-1814 nous avaient rapprochés de l'Europe et familiarisés avec les formes de gouvernement et les institutions politiques qui étaient les siennes ainsi qu'avec les droits du peuple. C'est alors que le contraste avec notre vie

politique, l'insignifiance ridicule des droits dont bénéficiait le peuple chez nous et le despotisme de notre gouvernement s'étaient imposés au cœur et à l'esprit de beaucoup d'entre nous », écrit le prince S. G. Volkonskij. La discipline de fer avait été quelque peu relâchée pendant que l'armée était en Allemagne et en France, mais à leur retour, les soldats subissent à nouveau toute la rigueur du règlement, tandis que leurs chefs se trouvent en congé de gloire. Très déçus par l'enlisement des projets constitutionnels dont ils ont entendu parler, les officiers commencent à former des cercles de réflexion dissidents. L'histoire en est bien connue, grâce à la scrupuleuse enquête menée après l'échec de l'insurrection et aux multiples études qui lui ont été consacrées jusqu'à nos jours [378].

Une première société secrète, l'Union du salut (*Sojuz spasenija*), naît en 1816, mais dure à peine une année. En 1818 lui succède un regroupement plus important, l'Union du bien public (*Sojuz blagodenstvija*) d'environ deux cents membres. L'organisation est cloisonnée et coiffée d'une direction de base (*Korennaja uprava*), composée des trente fondateurs, et d'une douma de six personnes. Ces meneurs sont les seuls à connaître le but ultime : renverser la monarchie absolue. Pourtant, des contradictions entre modérés et partisans de l'action violente éclatent et aboutissent à la dissolution du groupe.

Les éléments radicaux se rassemblent alors autour du colonel P. I. Pestel', fils d'un ancien gouverneur de la Sibérie, cantonné à Tul'čin, en Ukraine. Il constitue une société du Sud (*Južnoe obščestvo*), en mars 1821. L'année suivante, à Pétersbourg, se forme une Société du Nord (*Severnoe obščestvo*), autour de N. M. Murav'ev, un officier de la garde, et de N. Turgenev, qui, par la suite, en France, se défendra d'avoir été le chef de la conspiration pétersbourgeoise, affirmant l'avoir quittée rapidement. Les dépositions de ses anciens camarades ne disent pas la même chose.

Les « unions » successives comprennent aussi des civils, dont certains ont fait une partie de leur carrière dans l'armée, comme K. F. Ryleev, poète éditeur de la revue *L'Étoile polaire* (*Poljarnaja zvezda*, 1823-1825), ou P. Čaadaev qui a été aide

de camp d'Alexandre Ier. Elles comptent aussi des sympathisants plus ou moins informés, amis personnels de certains conjurés, dont les plus célèbres sont Pouchkine et Griboedov… Pour la plupart des conspirateurs pétersbourgeois, Speranskij est l'exemple du réformateur vertueux, victime des intrigues de cour et de la duplicité de l'empereur. Ils le verraient bien en premier président d'une future république russe. Il est rentré d'exil en mars 1821. Alexandre Ier est revenu de la conférence de Laibach, mais ne lui accorde audience que le 23 juin pour faire comprendre à tous que Speranskij ne retrouvera pas sa position d'homme de confiance et d'architecte des réformes. La Société du Nord prend donc contact avec lui. Sa réponse est à la fois prudente et prophétique : « Commencez par triompher et vous aurez tout le monde avec vous. »

Des liens sont noués avec la Société patriotique, fondée en 1821 dans la partie russe de la Pologne, mais les pourparlers menés à Kiev à deux reprises, en 1824 et 1825, échouent, car aucun des futurs décembristes n'envisage de reconstituer la Pologne d'avant les partages. En revanche, la Société des Slaves unis (*Obščestvo soedinennyx slavjan*, appelée aussi *Slavjanskoe obščestvo*, ou encore *Slavjanskij sojuz*), fondée en 1823 en Volhynie, adhère collectivement à la Société du Sud à l'été 1825, mais sur la base d'un malentendu[379]. Pestel' exagère délibérément les effectifs du groupe pour impressionner ses interlocuteurs. On retrouve ce mélange de goût du secret, de manipulation et d'auto-illusion dans beaucoup de groupes révolutionnaires par la suite.

Les débats roulent sur l'organisation de l'État et l'émancipation des paysans ; les points de vue diffèrent. N. Murav'ev prône la libération sans la terre, une monarchie constitutionnelle garantissant les libertés publiques, un suffrage censitaire. Pestel', dans sa *Justice russe* (*Russkaja Pravda*, dont il rédige cinq chapitres, sur les dix prévus en 1824), propose une république jacobine à la russe[380]. Conçu comme une réplique au *Nakaz* de Catherine II, l'essai est destiné au gouvernement qui assurera la transition avant qu'une Constitution ne soit adoptée. Comme Jaroslav le Sage a, dit-on, octroyé à Novgorod l'ancienne *Justice russe*, Pestel'

esquisse les contours d'une charte fondamentale panrusse (*Verxovnaja vserossijskaja gramota*)[381]. La République sera une et indivisible, totalement russifiée, sauf dans les territoires historiquement polonais, égalitaire, par l'abolition totale des ordres et l'attribution de lots inaliénables aux communautés paysannes ; les anciens propriétaires conserveront toutefois une partie de leur domaine. « Le peuple de Russie n'est la propriété d'aucune personne ou famille. Symétriquement, c'est le gouvernement qui est la propriété du peuple, est établi pour le bien du peuple, et non le peuple qui existe pour le bien du gouvernement[382]. » Le tsar et sa famille seront liquidés au profit d'une dictature provisoire de dix ans. La Société des Slaves unis, elle, caresse l'idée d'une république fédérative panslave.

Tous envisagent une révolte militaire, les officiers entraînant leurs soldats, sans soulever les masses paysannes, trop dangereuses et trop fidèles à la personne du monarque. Ces réflexions n'échappent pas à la police, mais l'empereur fait preuve d'une indulgence ambiguë. Averti de l'existence de la Société du bien public, il se contente de muter quelques officiers compromis et déclare à son ami le prince I. Vasil'čikov : « Vous savez que j'ai partagé et encouragé ces illusions et ces erreurs. » En 1822, il se montre plus ferme et interdit toutes les sociétés secrètes, y compris les loges maçonniques. Un peu plus tard, il donne à N. Turgenev le « conseil d'un chrétien à un autre » de s'écarter de la Société du Nord et celui-ci quitte la Russie en 1824.

En 1825, Alexandre part pour la Crimée préparer une expédition militaire pour soutenir les Grecs insurgés contre les Turcs. La Société du Nord ne prévoit pas de passer à l'action. La Société du Sud, plus déterminée, pense assassiner le tsar dans le courant de 1826, tandis qu'il se trouvera en Ukraine. Alexandre donne des signes de lassitude du pouvoir : il déclare qu'un soldat à droit à son congé après vingt-cinq ans de service et sème l'effroi dans le couple de son frère Nicolas en l'avertissant qu'il devra peut-être bientôt prendre sa place. Il n'a pas de fils, mais le successeur désigné est son frère Constantin, qui joue le rôle de vice-roi de Pologne à Varsovie. La mort soudaine d'Alexandre, le 19 novembre/1er décembre

1825, loin de sa capitale, accroît la confusion. Certains se sentent sommés d'agir. D'autres refusent d'y croire et c'est ainsi que se développe le mythe de la retraite volontaire du souverain, qui trouvera son aboutissement dans la mystérieuse figure du « starets » Fedor Kuzmič dont on chuchotera qu'il est l'ex-empereur[383]. Cette disparition, bientôt suivie de celle de l'impératrice[384], déclenche une crise politique majeure.

Constantin Pavlovič, sans enfants, a divorcé et s'est remarié en secret à une princesse polonaise catholique en 1820. En janvier 1823, il a renoncé par écrit au trône. Mais Alexandre s'est contenté de préparer un manifeste (daté du 16/28 août 1823), déposé sous enveloppe scellée à la cathédrale de la Dormition de Moscou (où sont sacrés les tsars), au Sénat, au Synode et au Conseil d'État. Le frère suivant dans l'ordre de succession, Nicolas, ne l'apprend que très tard et se trouve dans une position fausse. La culture de la légalité, que Speranskij a tenté d'inculquer, lui interdit de se proclamer souverain sans autre forme de procès[385]. À l'annonce de la mort d'Alexandre, il jure fidélité à Constantin et lui fait prêter serment par la Garde, les grands corps de l'État, la population des deux capitales tout en demandant à Constantin de confirmer sa renonciation. C'est seulement quand il a reçu cette assurance, le 12 décembre, que Nicolas invite ses sujets à lui prêter serment, provoquant une certaine confusion. Les conjurés de Pétersbourg décident d'exploiter ce malaise en mobilisant leurs hommes au cri de « Vive Constantin et la Constitution ! », second terme dans lequel beaucoup croient reconnaître le prénom polonais de la femme du grand-duc…

Il est prévu d'occuper la place du Sénat le jour fixé pour le nouveau serment, afin d'imposer à l'assemblée la nomination d'un Comité exécutif provisoire présidé par le prince S. P. Trubeckoj et, en même temps, de capturer, au palais d'Hiver, Nicolas et sa famille. Pourtant ce 14/26 décembre, seulement trois régiments de la Garde sur quatorze se mutinent. Les assaillants du palais n'osent lever la main sur Nicolas, tandis que trois mille insurgés, massés sur la place du Sénat, arrivent après la prestation de serment et attendent en vain Trubeckoj. La population s'assemble autour d'eux, mais demeure spectatrice de l'événement. Nicolas hésite à

inaugurer son règne dans le sang, mais les mutins refusent de rendre les armes et tirent quelques coups de feu. P. G. Kaxovskij abat le général Miloradović, gouverneur militaire de Pétersbourg et ancien héros des guerres contre Napoléon, qui tente de parlementer. Vers trois heures de l'après-midi, Nicolas Ier donne l'ordre de tirer des salves de mitraille. L'insurrection est écrasée.

L'échec de la Société du Nord entraîne celui des conjurés du Sud, qui affichent le même courage velléitaire ou suicidaire. Pestel' a été arrêté sur dénonciation dès le 13 décembre. C'est S. I. Murav'ev-Apostol qui, avec ses deux frères et M. P. Bestužev-Rjumin, entraîne le régiment de Černigov dans une course vaine, jusqu'au 29 décembre 1825/10 janvier 1826.

579 conjurés sont incarcérés à la forteresse Pierre-et-Paul et entendus par une commission d'enquête spéciale. Nicolas Ier assiste à plusieurs confrontations, les laisse s'expliquer à loisir, au cours des interrogatoires ou dans des mémoires qui constituent la source principale de l'histoire du mouvement. Presque tous se livrent, montrant que leur premier désir est celui d'être entendus, mais compromettent aussi des complices encore inconnus de la police. Dans son rapport, la commission s'applique à dissocier une minorité de meneurs des autres et surtout de la population, forcément dévouée à la famille impériale. Elle ne retient que trois chefs d'inculpation : tentative de tsaricide, affiliation à des sociétés secrètes, rébellion, et passe sous silence les projets d'abolition du servage, de régime constitutionnel et de réforme de l'État.

Les sujets polonais sont jugés par le tribunal régulier de la Diète de Varsovie qui prononce des peines de principe. Une cour suprême, spécialement créée et présidée par Speranskij, examine 121 dossiers et rend son verdict du 3 au 8 juin 1826. Speranskij verse des larmes à son énoncé, mais n'en a pas moins accompli la mission que lui a confiée Nicolas. Cinq chefs sont condamnés à être écartelés, peine commuée en pendaison : Pestel', Murav'ev-Apostol, Ryleev, Bestužev-Rjumin et Kaxovskij. Ils sont exécutés le 13 juillet 1826, tandis que le manifeste, publié le même jour, les dénonce comme « une poignée de monstres aux rêves insensés ».

La légende des décembristes prend toute son ampleur avec ceux qui sont envoyés « au plus profond des bagnes de Sibérie[386] ». Trente et une sentences de décapitation sont transformées en travaux forcés à perpétuité en Sibérie orientale. Certains sont rejoints par leurs épouses qui refusent de se séparer d'eux. Quatre-vingt-cinq autres sont déportés, emprisonnés ou reversés dans l'armée comme simples soldats. Les survivants retrouveront la liberté grâce à l'amnistie prononcée en août 1856 par Alexandre II. Dans les unités mutinées, plus de trois mille soldats sont diversement châtiés.

À tous les adversaires du régime tsariste, les décembristes apparaissent comme des précurseurs, des martyrs. Herzen affirme que « l'exécution de Pestel' et de ses camarades tira définitivement mon âme de son sommeil d'enfant[387] ». Avec N. Ogarev, ils appelleront l'*Étoile polaire* la première revue qu'ils éditeront en exil (1855-1862, 1868). Čaadaev qualifie le 14 décembre d'« immense calamité qui nous recula d'un demi-siècle[388] ». Les historiens marxistes sont plus réservés. Pour M. Pokrovskij, c'est une « révolution sans révolution ». Le mouvement se situe à la croisée des chemins : porteur d'une subversion plus forte que les révoltes paysannes « aveugles », ou les révolutions de palais, il conteste encore la légitimité d'un tsar au nom d'un autre tsar. Il inaugure la tradition conspiratrice du XIXe siècle, à l'image des sociétés secrètes occidentales telles que les *carbonari*. Le goût du secret, du cloisonnement, mûrit et façonne la catégorie autoproclamée des « révolutionnaires professionnels ». Mais ces derniers critiquent les « aristocrates de la révolution » qui ont échoué le 14 décembre, faute d'avoir su s'adresser au peuple. Dans l'héritage décembriste se trouvent aussi la méfiance vis-à-vis des masses et le recours sans scrupule au mensonge bénéfique à la cause.

Les décembristes ont aussi compromis d'avance le courant libéral auquel leurs origines sociales et certains de leurs projets modérés les apparentent. Aux yeux du pouvoir, le constitutionnalisme apparaît désormais aussi funeste que les contestations plus radicales. Speranskij, qui aurait pu être le Washington ou Jefferson russe, choisit de rester fidèle à la

monarchie, mais la marge de manœuvre des réformateurs au sein du régime est plus réduite que jamais.

chapitre 5

Une modernisation conservatrice (1825-1855) ?

« Méduse à moustache », « gendarme de l'Europe », « Tsar-la-trique », on ne compte plus les surnoms dépréciatifs de Nicolas Ier. C'est d'abord son règne qui a été taxé de *zastoj*, terme devenu le qualificatif de l'ère Brejnev en URSS. En 1836, il sert à rendre l'expression « calme plat » dans la traduction russe de la première *Lettre philosophique* de Čaadaev, écrite en français [389]. Une chape de plomb s'abat sur la Russie après l'échec des décembristes. Pourtant, le nouveau tsar est certes conservateur, mais très loin d'être partisan de l'immobilisme. Il tente de refonder l'Empire sur des bases nationales, tout en développant de manière spectaculaire les structures bureaucratiques et militaires héritées de Pierre le Grand et de Paul Ier. L'occidentalisation est abandonnée au profit d'une nouvelle communion avec le peuple, et l'on invente pour l'occasion un culte officiel de la nationalité (*oficial'naja narodnost'*), fruit d'un maraudage opportuniste dans le jardin des slavophiles. Pendant ce temps, les armées russes reprennent leur avancée vers Constantinople jusqu'à ce qu'une défaite inopinée coupe leur élan.

1. L'État, garant de la stabilité et d'un progrès contrôlé

Les quolibets sur la statue équestre de Nicolas Ier à Pétersbourg, inaugurée le 25 juin/7 juillet 1859, sont légion. Une anecdote célèbre lui fait poursuivre en vain celle de son illustre ancêtre Pierre (située un peu plus loin, sur la place du Sénat) parce que Saint-Isaac (la gigantesque église séparant les deux effigies) l'empêche de la rattraper. Toutefois, les quatre bas-reliefs du monument à Nicolas montrent ce que la postérité doit en retenir : il a triomphé des décembristes en 1825 et maté la révolte du choléra par sa seule présence en 1831 [390], commandé à Speranskij une compilation des lois

russes et enfin lancé la ligne de chemin de fer Pétersbourg-Moscou (1851). Ces quatre événements sont en effet très représentatifs de son œuvre.

Le procès des décembristes donne lieu à la publication de deux documents qui établissent un lien nouveau et essentiel entre le pays, ou le peuple, et le régime qu'ils voulaient renverser. Le rapport de la commission d'enquête, du 30 mai 1826, rédigé par D. N. Bludov [391], déclare : « C'est avec la plus grande douleur, et avec haine que la Russie a appris la tentative de ceux qui voulaient souiller le nom russe et elle voit avec des transports de gratitude que leurs projets et leurs espoirs criminels ont été anéantis en un moment béni [392]. » Voilà la ligne officielle tracée : l'insurrection ne pouvait venir que d'esprits « infectés » par les idées étrangères. Reste à trouver la juste mesure de clémence et de sévérité.

Les peines capitales prononcées par la commission sont presque toutes commuées par Nicolas. Cependant, suivant la tradition de Catherine II plutôt que celle d'Élisabeth, il maintient la sentence de mort pour les cinq chefs du mouvement. Le 13/25 juillet 1826, jour de leur pendaison, un office est célébré pour les victimes de l'insurrection, en présence du couple impérial, sur la place du Sénat. Les textes publiés ce jour-là filent encore la métaphore de l'infection dont l'armée et le pays ont été purgés. Outre un décret, destiné aux soldats, un manifeste, la forme la plus solennelle de communication du souverain, affirme que « le cœur de la Russie était et demeurera impénétrable » aux décembristes [393]. L'exécution, la première depuis celle de Pugačev (1775), frappe les esprits libéraux comme une marque de férocité et une régression. Herzen note : « Nicolas introduisit la peine de mort dans notre procédure criminelle, illégalement d'abord, après quoi il la fit entrer dans son Code [394]. »

Le nouveau tsar a beau être un conservateur sans états d'âme, il est un législateur et un réformateur, comme son père et son frère. Alexandre Ier a réorganisé la Chancellerie impériale parce qu'il était aux armées, loin de sa capitale et avait besoin d'une machine administrative pour expédier les affaires courantes. Nicolas se déplace aussi, à l'intérieur ou

hors des frontières, mais passe nettement plus de temps à Pétersbourg. Pourtant, il poursuit l'expansion de la Chancellerie, au point d'en faire l'organe essentiel d'une gestion qu'il veut suivre personnellement.

Ses attributions et son fonctionnement sont définis par édit en 1826-1827. Elle est divisée en sections (*otdelenija*) qui seront six au début des années 1840. La 1re section reçoit les rapports des organes centraux du gouvernement, les rapports semestriels des gouverneurs (1832), suit les dossiers des fonctionnaires (1836) ; on lui rattache l'Inspection des services civils, créée en 1846. La 2e section, dirigée par Speranskij (jusqu'à sa mort en 1839), édite simultanément une colossale *Collection complète des lois de l'Empire russe*, depuis le *Sobornoe Uloženie* de 1649 jusqu'en 1825 (*Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj imperii*, ou PSZ, 1re série en 45 volumes) et un Code (*Svod zakonov*, en 15 volumes). C'est donc ce règne éminemment réactionnaire qui se dote enfin d'un corpus législatif susceptible de servir de fondement à l'État de droit et à la culture de la loi. Un peu plus tard, toujours avec la participation de Speranskij, est fondée l'École impériale de droit (*Imperatorskoe učilišče pravovedenija*, 1835), destinée aux futurs hauts fonctionnaires. Nicolas Ier peut se flatter d'avoir couronné l'œuvre d'Élisabeth et de Catherine II, qui n'ont jamais remplacé le *Sobornoe Uloženie*, sans rien céder à la mode de la souveraineté nationale. Comme le définit l'article premier du Code de 1833, en reprenant la formule de Pierre le Grand : « L'Empereur russe est un monarque autocratique et illimité. L'obéissance à son autorité suprême, non seulement par peur, mais aussi en conscience, est le commandement de Dieu Lui-même. »

La 3e section (1826-1880), sous la responsabilité du comte A. X. Benckendorf (†1844), est chargée de la police politique, en particulier de la « perlustration » de la correspondance privée et de la surveillance des étrangers. La caricature de G. Doré montrant ce « Voyageur nouvellement arrivé en Russie, trouvant, comme M. Custine, qu'à Pétersbourg la surveillance est telle que les murs ont des oreilles » est un hommage à son efficacité. Son bras armé est un corps particulier de gendarmerie (*Otdel'nyj korpus žandarmov*)[395],

créé par décret du 28 avril/10 mai 1827. De 8 000 hommes ses effectifs passent, à la mort du tsar, à 16 000, répartis en cinq, puis huit grandes régions. Leur rôle est de tenir à l'œil les fonctionnaires, en signalant les perturbateurs, les abus et la corruption, et de suivre le mouvement des idées et des opinions au sein de la société éduquée. Le gendarme est un policier d'élite, maîtrisant plusieurs langues et capable de se fondre dans un salon. S'il s'apparente aux espions et « mouches » des cours de l'Europe des Lumières, il suit la marche du progrès.

La gendarmerie de Nicolas est à la fois un outil de répression et une institution culturelle[396]. Non contente d'observer de près la vie intellectuelle en Russie, elle met sur pied un réseau d'agents d'influence à l'étranger, nobles russes bien introduits dans le monde, ou écrivains et journalistes locaux, stipendiés par le tsar[397]. Catherine II a posé les jalons de cette politique, en usant de son charme personnel, mais aussi de sa cassette. Elle a signé une réfutation en règle de Chappe d'Auteroche dont l'ouvrage lui paraissait insulter la grandeur de l'Empire[398]. De la même manière, Nicolas suscite une réponse aux *Lettres de Russie* de Custine et la fait largement diffuser. Le ton est catégorique : « Quant à l'esprit général qui a dicté les quatre volumes du marquis, il est parfaitement évident : c'est le désir de calomnier la Russie depuis le czar au moujik inclusivement[399]. » Mais le succès n'est pas au rendez-vous et rien n'empêchera Custine d'atteindre la renommée à laquelle il aspire.

Les trois dernières sections sont moins redoutables. La définition de leurs compétences montre combien la démarcation entre les biens et affaires « personnels » du tsar et le domaine public est peu claire. La 4e section (créée en 1828) s'occupe des institutions charitables sous le patronage impérial. Elle a la charge des instituts pour jeunes filles nobles qui relevaient jusque-là de l'impératrice. L'épouse de Paul Ier, Maria Fedorovna, a été la première à assumer cette responsabilité, en 1797, aussi parlait-on d'« instituts Marie » ou de « Département des instituts de l'impératrice Marie » (*Vedomstvo učreždenij Imperatricii Marii*). La 5e section (mise sur pied entre avril 1835 et mai 1836) s'occupe des paysans

d'État, autrement dit de très vastes territoires et de millions d'âmes. Le 21 décembre 1837, elle est transformée en ministère des Domaines impériaux (*Ministerstvo gosudarstvennyx imuščestv*) dans un but de rationalisation, ce qui peut aussi être considéré comme un changement cosmétique car son directeur, P. Kiselev, devient le nouveau ministre. Son projet, parfois lu comme une résurgence des circonscriptions criminelles (*guby*) d'Ivan le Terrible[400], est une première expérience, à une échelle réduite, de ce que sera la grande réforme de 1861 : il crée une pyramide d'institutions dévolues à l'administration rurale. Au niveau du gouvernement, la chambre des domaines impériaux (*Palata gosudarstvennyx imuščestv*) est dotée de deux sections, l'une pour les terres cultivées, l'autre pour les eaux et forêts. Les échelons suivants sont l'arrondissement (*okrug*) qui rassemble les domaines impériaux de plusieurs districts, puis le canton (*volost'*) et la commune (*sel'skoe obščestvo*). Dans les *okrugi* et les *volosti*, les paysans élisent pour trois ans les responsables chargés des questions agricoles, mais aussi de la police et la justice. C'est le début de cette autoadministration (*samoupravlenie*) qui deviendra le maître mot du règne d'Alexandre II. Mais elle s'accompagne d'une augmentation de la pression fiscale et de nombreux soulèvements éclatent entre 1841 et 1843. Kiselev conserve des orientations prudemment libérales. Comme il s'en explique dans une lettre de janvier 1852, il prône une politique d'accompagnement des transformations à l'anglaise, afin d'endiguer la montée du mouvement révolutionnaire et d'éviter des explosions sociales à la française[401].

Une sixième section est instituée en 1842 pour les régions du Caucase. Elle rappelle l'ancien bureau de Sibérie (*Sibirskij prikaz*) qui, au XVIIe siècle, s'occupait des provinces situées à l'est de l'Oural. L'immensité et l'éloignement de cet ensemble ont causé des alarmes, provoquant sous Pierre le Grand la destitution du prince M. P. Gagarin, accusé de préparer une sécession. On peut avancer une autre comparaison, avec les débuts de la colonisation de l'Algérie, alors sous administration militaire coiffant quatre niveaux de « bureaux arabes » dont l'organisation a été définie en 1844. La

6e section est remplacée le 27 décembre 1844 par une lieutenance du Caucase (*Kavkazskoe namestničestvo*).

Comme son frère, Nicolas Ier se dote d'un comité secret (décembre 1826), chargé d'une sorte d'audit de l'administration. Il examine attentivement les projets des décembristes, même s'il n'adhère pas à leurs idées. Le tsar réunira au total neuf commissions différentes pour imaginer les scénarios de l'abolition du servage, mais leurs rapports ne feront que le convaincre de la nécessité d'attendre. Les seules mesures concrètes sont prises sur les territoires de l'ancienne Pologne, pour punir les nobles qui se sont révoltés en 1830-1831 et dresser contre eux leurs serfs biélorusses et ukrainiens. On fait jouer les sensibilités religieuses, en opposant la foi orthodoxe au catholicisme, tandis que l'on s'efforce de supprimer l'Église des catholiques de rite grec [402].

L'État n'a pas renoncé à exercer un rôle dirigeant dans la transformation économique et sociale du pays. C'est le cas pour la construction des chemins de fer. L'Institut du corps des ingénieurs des voies de communication est créé par Alexandre Ier le 20 novembre/2 décembre 1809, à l'instigation d'un ingénieur militaire d'origine espagnole, A. Betancourt y Molina, qui lui a été présenté à Erfurt [403]. En 1835, l'ingénieur autrichien F. A. von Gerstner propose une ligne de chemin de fer entre les deux capitales, à condition d'en obtenir la concession. On lui demande de faire ses preuves sur une distance plus modeste avec la ligne de Carskoe Selo, ce dont il s'acquitte en 1837, mais il quitte le pays dès l'année suivante, car on refuse de lui en céder l'exploitation. La première liaison ferroviaire de l'Empire sera donc entièrement publique et les travaux seront dirigés par les diplômés de l'institut fondé par Betancourt. De 1841 à 1843, plusieurs comités officiels sont mis sur pied et des ingénieurs russes envoyés examiner les réalisations existantes à l'étranger.

L'ukase impérial du 22 février/6 mars 1843 dispose que Pétersbourg et Moscou seront reliées par deux voies qui ne feront pas le détour historique par Novgorod. La norme d'écartement des rails (5 pieds 1,524 m) [404] est différente de celle qui s'impose à l'ouest du Niémen. On mobilise pour le

terrassement environ 4 000 hommes par an, essentiellement des paysans, qu'ils soient d'État ou serfs. Le bois reste le matériau le plus utilisé ; il domine dans le pont de la Vereb'ja, qui comporte, malgré tout, des renforts en fer. Parallèlement, dès 1847, un escadron de gendarmerie forme l'ossature de la police du chemin de fer Pétersbourg-Moscou (*Policejskoe upravlenie Sankt-Peterburgsko-Moksovskoj železnoj dorogi*), elle-même tête de pont d'un réseau de police ferroviaire qui croît rapidement après 1850. La ligne est ouverte en août 1851 par deux convois transportant des soldats de la Garde, parmi lesquels les prestigieux régiments de Preobraženskoe et de Semenovskoe. En somme, l'ouvrage, qui ne doit que très peu à l'esprit d'entreprise, est une manifestation supplémentaire de la puissance de l'État. Dès 1855, il est baptisé « chemin de fer Nicolas » (*Nikolaevskaja železnaja doroga*).

En dépit de ces nombreux éléments de continuité avec le despotisme éclairé, on oppose Catherine et Alexandre à Nicolas. C'est que ce dernier opère aussi un tournant idéologique majeur.

2. Orthodoxie, opéra et hymne national

Entre décembre 1825 et décembre 1833, la monarchie subit une sorte de mue qui renouvelle profondément son image : elle remet en cause les orientations occidentalistes prises depuis Pierre le Grand. L'empereur ne répugne pas à remplir lui-même la fonction d'idéologue, dans ses ukases, pour des dispositions précises, mais aussi dans des manifestes qui définissent des orientations plus générales et sont publiés à l'occasion du couronnement ou à une heure solennelle, comme cela avait été le cas en 1812 ou cela se reproduira plus tard, en 1861. Le tsar s'adresse aussi à des assemblées de la noblesse, à des délégations venues d'un gouvernement de province, assortissant parfois ses propos de consignes quant à la publicité qui doit leur être donnée. Sa pensée se diffuse encore par la voie administrative des comités secrets, des rapports et des circulaires confidentiels. L'entourage du souverain, ses principaux ministres et conseillers, ainsi que les publications ministérielles dont ils disposent constituent un « premier cercle », habilité à élaborer et répandre l'idéologie officielle, à

préconiser des transformations. Un second cercle regroupe des intellectuels, le plus souvent non stipendiés, mais dotés d'une certaine influence officieuse. Dans leurs œuvres et surtout dans la presse, ils exercent un magistère moral, pour donner leur idée de la Russie, ensuite tacitement validée par les autorités ou explicitement adoptée, parfois au prix de quelques distorsions. Enfin, il arrive que le pouvoir puise dans la pensée de ses contradicteurs ou de groupes qui se tiennent en marge de lui.

Le jour du couronnement, le 2 août 1826, on ajoute au rituel traditionnel une innovation appelée à durer. Depuis le Bel Escalier (ou Escalier rouge[405]) du Kremlin, le nouveau souverain s'incline à trois reprises en direction de ses sujets, installant l'idée d'une proximité nouvelle avec eux, sans que cela n'implique la moindre obligation de sa part. C'est un simple salut et non un geste thaumaturgique, tel le toucher des écrouelles capétien. Toutefois, il servira à fonder un mythe lié aux apparitions publiques de Nicolas Ier. Il est réputé avoir maté par sa seule présence au moins deux épisodes de la « révolte du choléra » en 1831. Le 22 juin, à Pétersbourg, il se montre sur la place aux Foins (*Sennaja ploščad'*). Le 6 août, il vient inspecter la garnison de Novgorod. Dans les deux cas, la foule, d'abord hostile, s'agenouille devant lui. Nicolas fait ce commentaire : « Note que, sans compter Orlov et Černyšev, j'étais seul au milieu d'eux, et ils étaient tous prosternés ! C'est cela le peuple russe[406] ! » En somme, il commande aux éléments, là où Alexandre n'a pu que constater son impuissance face aux crues dévastatrices de la Neva en 1824[407].

En 1833, la forme définitive de l'hymne national est adoptée, sur ordre impérial. Les paroles sont empruntées à la *Prière du peuple russe* du poète V. A. Žukovskij[408]. A. F. L'vov, violoniste virtuose et adjudant-général, compose une nouvelle musique, assez proche de celle du *God Save the King*, créée le 6 décembre. Rebaptisée *Dieu, protège le tsar* (*Bože, Tsarja xrani !*), l'œuvre devient le 31 décembre l'hymne officiel de la Russie jusqu'à la chute de la monarchie.

Le premier opéra national ne tarde pas à suivre, par l'heureuse rencontre de la commande officielle et des aspirations de M. I. Glinka[409]. Il rentre en 1834 d'un long séjour en Allemagne, en Italie et en Autriche, avec l'intention d'écrire un opéra sur un sujet national. Žukovskij lui conseille le sacrifice patriotique d'Ivan Susanin, paysan du village de Domnino, dans la région de Kostroma, qui, en février 1613, alors qu'un détachement de soldats polonais cherche le jeune Mixail Romanov, tout juste élu par le *Zemskij Sobor* à Moscou, les égare délibérément, avant d'être mis à mort quand sa ruse est découverte[410]. Une première œuvre de C. Cavos[411] avait illustré ce thème en 1815, sur un livret du prince A. A. Šaxovskoj, mais le dénouement en était faussé : Susanin échappait à la mort, sauvé par un providentiel détachement de cosaques.

Glinka s'attelle à la tâche à partir du printemps 1835, étroitement encadré par les instructions de Nicolas Ier. Le titre initial, *Ivan Susanin*, devient *La Vie pour le tsar* (*Žizn' za carja*) : le dévouement de Susanin est total, et le peuple tout entier est en proie à une angoisse existentielle, parce qu'il ne saurait vivre sans souverain. Dans le finale, la population acclame le tsar qui s'approche, sans pourtant qu'il apparaisse, puisque la censure proscrit de représenter sur scène la dynastie régnante. La ferveur patriotique gagne la sculpture. Il est ordonné d'ériger un monument à Susanin sur la grand-place de Kostroma en 1839. Achevé en 1858, il met en scène le héros du peuple à genoux, au pied d'une haute colonne que coiffe le buste du jeune tsar vers lequel vont ses prières[412].

Le couronnement de la nouvelle idéologie est la « triade d'Uvarov », la fameuse formule « Orthodoxie, Autocratie, Génie national » (*Pravoslavie, Samoderžavie, Narodnost'*). Le comte S. S. Uvarov l'inaugure à l'occasion de sa prise de fonction en tant que ministre de l'Instruction publique, dans un rapport à Nicolas Ier, daté du 19 novembre 1833, qui sera ensuite publié dans le bulletin officiel du ministère, ce qui lui donne la plus haute autorité et la plus large diffusion possible[413]. La Russie se trouve « au faîte de sa puissance » ; pour la préserver intacte, « l'éducation de la génération actuelle et des générations à venir dans un esprit associant

l'Orthodoxie, l'Autocratie et le Génie national est l'un des plus grands espoirs et l'une des plus grandes exigences du moment ».

Garantissant le pays contre toutes les révolutions qui ont ébranlé l'Occident entre 1789 et 1830, la triade lui assure un avenir radieux. Mais le ministre entend développer aussi une civilisation nationale, d'une manière rien moins que spontanée. « Uvarov est le représentant classique d'une civilisation étatiste, ou plutôt gouvernementale. Rien ne lui est plus insupportable qu'une activité libre et indépendante de la "société" ; la science, la littérature, la civilisation tout entière doit "exprimer les vues du gouvernement", se conformer à ses désirs, à ses plans et à ses décisions [414]. » Le génie national, donc, est comme une plante qui suit la direction que lui impriment ses tuteurs. Il doit se plier au principe d'utilité, plutôt qu'au développement organique, cher aux slavophiles. « Les Kireevskij, les Xomjakov, etc., mettront leurs espoirs dans une activité spirituelle, créatrice et libre ; Uvarov cherche également une activité spirituelle créatrice, mais il lui refuse la liberté [415]. »

Le Rubicon de la *narodnost'* a été franchi. L'idéologie officielle ne pourra plus, désormais, se passer du peuple, qu'Alexandre Ier, pourtant, avait été fort réticent à héroïser, y compris aux heures les plus graves de la campagne de Russie. Quelques phrases à peine dans les manifestes impériaux de l'année 1812 : celui du 8 septembre souhaite « que le peuple russe défende la cause de tous les peuples unis dans la lutte contre l'agresseur » ; celui du 24 novembre exprime la reconnaissance du souverain au « peuple orthodoxe » ; celui du 25 décembre admire : « Quel exemple d'audace, de courage, de piété, d'endurance et de force a été donné par la Russie ! », mais il y reconnaît l'action de « la Divine Providence elle-même » [416]. En conséquence, la monumentale église commémorative d'Alexandre sera dédiée au Christ-Sauveur. Nicolas reprend le projet sur nouveaux frais, les plans sont approuvés en 1832 et la première pierre posée en 1837 [417]. C'est encore lui qui institutionnalise la mémoire de 1812, comme moment de l'éveil national, parallèle à celui qu'a connu la nation allemande, pendant les guerres

napoléoniennes. Tandis que paraissent les souvenirs de militaires, comme F. N. Glinka, D. V. Davydov, ou la femme-hussard N. A. Durova, les commémorations se multiplient. Le 30 août 1834, devant 120 000 hommes, Nicolas offre à Pétersbourg sa colonne Alexandre, qui surpasse celle de la place Vendôme à Paris et la Trajane de Rome. Une rencontre entre les armées prussiennes et russes est organisée à Kalisz, l'année suivante. Le vingt-cinquième anniversaire de la campagne de Russie est fêté avec éclat à Voznesensk, dans la province de Kherson. Enfin et surtout, Nicolas achète en 1839 la partie centrale du champ de bataille de Borodino où l'on procédera à des reconstitutions (qui scandaliseront Custine par leur manière de « travestir les faits »), jusqu'en 1912 et 1913. Žukovskij consacre un poème à la victoire russe [418].

La mode est au « patriotisme du kwas ». Custine a beau jeu de se gausser du contraste entre cette coloration nationale subite et le sang « tudesque » de la famille régnante [419]. La pique touche un point sensible et le slavophile Ju. F. Samarin se fera tancer par le tsar en personne quelques années plus tard pour avoir osé critiquer l'emprise des militaires et des fonctionnaires d'origine allemande sur l'armée et l'administration impériale dans ses *Lettres de Riga* (1846). La cour se met à parler ostensiblement russe, les fouilles archéologiques attribuent systématiquement aux Protoslaves les *tumuli* découverts dans les steppes. Le chef de la gendarmerie Benckendorf prononce une phrase qui devient instantanément célèbre : « Le passé de la Russie est étonnant, son présent plus que magnifique, son avenir dépasse tout ce que peut se représenter l'imagination la plus débordante. » Elle sera reprise et parodiée par de nombreux auteurs au cours du siècle. Le premier est Herzen, dans sa lettre ouverte à Michelet : « Le passé du peuple russe est obscur, son présent affreux ; il a néanmoins quelques droits à l'avenir [420]. »

Custine, venu en Russie peindre une monarchie de droit divin sûre de ses forces, en réponse à l'éloge de la démocratie américaine de Tocqueville, décerne à Nicolas Ier un compliment ambigu : « Je me sens saisi de respect devant cet homme qui, de toute la force de sa volonté, lutte en secret contre l'œuvre de Pierre le Grand ; tout en défiant ce grand

réformateur, il ramène à son naturel une nation fourvoyée durant plus d'un siècle dans les voies de l'imitation. » Sans le dire, il entre dans le débat qu'a malencontreusement soulevé Čaadaev en 1836. La Russie s'est-elle trompée de route pendant deux siècles ? Peut-elle se retrouver en rebroussant chemin ?

Le thème de la Russie bafouée et dénaturée est appelé à une grande fortune, ainsi que son corollaire, celui des relevailles, douloureuses, nécessitant des soins et un isolement particulier. L'école historique russe, en plein essor, s'emploie à accentuer les contrastes entre la Russie et l'Occident, voire à poser la Russie en modèle. Ainsi M. P. Pogodin : « Le gouvernement paternel, la liberté patriarcale, l'égalité familiale, la propriété communautaire, l'assemblée du *mir* : en un mot, dès le Moyen Âge, il y avait chez nous ce que l'Occident rechercha, lui, dans les Temps modernes, ce qu'il n'a pas encore réussi à trouver à l'époque contemporaine et ce qu'il ne réussira vraisemblablement pas à trouver dans l'avenir[421]. »

À l'heure des révolutions de 1848, alors qu'un calme parfait règne dans l'Empire russe qu'aucune puissance constituée ne menace de l'extérieur, un nouveau manifeste, du 14 mars, sanctifie plus que jamais la triade d'Uvarov : « Suivant l'exemple de nos ancêtres orthodoxes, nous sommes prêts à affronter nos ennemis partout, à défendre l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières, en indissoluble union avec notre Sainte Russie […] Écoutez, peuples et soumettez-vous, car Dieu est avec nous[422] ! » Le régime redécouvre à cette occasion la Sainte Russie (*Svjataja Rus'*), notion apparue à la fin du XVIe siècle sous la plume du prince Kurbskij, afin de mieux dénoncer la tyrannie sanguinaire d'Ivan le Terrible : elle désignait le peuple souffrant des victimes du tsar, assimilé à la foule des martyrs tombés pendant les premiers temps du christianisme. Dans le folklore, la Sainte Russie est la terre et le peuple orthodoxe auxquels les héroïques cosaques du Don, défendant Azov contre les hordes musulmanes en 1641, disent adieu dans leur dernier souffle[423]. À partir de 1848, *narodnost'* et *Svjataja Rus'* vont de pair, dans les discours officiels mais aussi chez les slavophiles et postslavophiles (comme Dostoïevski). Sous le règne plus clément d'Alexandre II,

l'historien S. M. Solov'ev aura beau jeu de persifler : « Uvarov imagina les principes de l'orthodoxie, de l'autocratie et du génie de la nation : orthodoxie, alors qu'il était athée, ne croyant même pas au Christ à la manière protestante ; autocratie, alors qu'il était libéral ; génie de la nation, alors qu'il n'avait pas lu dans sa vie un seul livre russe et qu'il écrivait constamment en français et en allemand [424]. »

Discours du pouvoir et de ses proches, l'idéologie officielle s'exprime également à travers une *praxis* où alternent de brèves périodes de libéralisation et des vagues de répression. Pour délicate que soit sa définition, son impact est encore moins aisé à cerner. Les sources administratives et policières sont sujettes à caution. Quand l'administration parle au souverain de la fidélité et de l'enthousiasme de ses sujets ou, au contraire, du mauvais esprit public, quand elle avertit de la montée de la sédition ou vante les succès de la reprise en main, elle défend avant tout ses propres services et l'on peut souvent mettre en évidence des exagérations et des escamotages délibérés. Il ne faut pas pour autant en déduire que l'empereur est seul à croire à sa propre idéologie, qu'elle est totalement imposée à la fraction cultivée de la population et plaquée sur les masses incultes. Le monarchisme naïf des masses paysannes est un phénomène attesté par tous les contemporains, russes et étrangers. D'autre part, la nécessité de faire évoluer le pays « par le haut », la volonté de défendre le vieux modèle paternaliste et la société d'ordres, l'exaltation nationaliste et le messianisme orthodoxe sont partagés, séparément ou simultanément, par un grand nombre de penseurs russes tout au long du siècle.

Nicolas Ier fait clairement comprendre qu'il n'a aucun goût pour les idées d'avant-garde, et en particulier qu'il est opposé à toute forme de Constitution. Il n'en a pas moins le souci d'améliorer l'efficacité de la machine administrative et, comme tous ses prédécesseurs, il se pose en recours ultime, capable de rappeler d'exil Pouchkine, qui lui confesse pourtant, en tête à tête, ses sympathies décembristes, d'autoriser la représentation du *Revizor*, ou la publication du *Malheur d'avoir trop d'esprit* (*Gore ot uma*). Prévisible et travailleur, à défaut d'être charismatique, il jouit d'une réelle

popularité, jusque dans son maniement vigoureux de la trique. C'est que l'implacable autorité du tsar, qui donne à l'étranger une si mauvaise image de la Russie, est rassurante pour ses sujets et passe même, par un curieux renversement des valeurs, pour une forme de modération.

La peur d'une nouvelle révolte de Pugačev (*pugačevščina*)[425], entretenue par la police, est profondément ancrée dans les hautes couches de la société, jusque parmi les libéraux. Cette crainte des masses paysannes, jointe à la conscience des abus qu'exercent un certain nombre de propriétaires, aboutit à faire peser une présomption de barbarie sur la société russe et à poser le tsar et la bureaucratie impériale, au moins dans ses échelons supérieurs, en *sanior pars*, protectrice d'une civilisation fragile. On retrouve Gogol et Pouchkine dans ce consensus paradoxal. Le premier fait dire à un homme du peuple dans sa *Sortie d'un théâtre* : « Ils devaient se croire malins, les gros bonnets, mais ils ont tous changé de couleur à la vue des officiers de justice du tsar. » Le second écrit, dans un brouillon de lettre à Čaadaev, « le gouvernement est le seul Européen de la Russie et, tout brutal qu'il soit, il ne tiendrait qu'à lui de l'être cent fois plus ». En réponse au tollé provoqué en Europe par la répression de l'insurrection polonaise de 1830, le même Pouchkine compose *Aux calomniateurs de la Russie* (*Klevetnikam Rossii*), une ode vengeresse dans laquelle il conseille aux Occidentaux et en particulier aux Français de ne pas se mêler de cette affaire entre Slaves : « Envoyez-nous, rhéteurs, vos belliqueuses races !/Pour vos guerriers, ne craignez rien,/Dans nos steppes encore il reste assez de place/Entre certains tombeaux qu'ils reconnaîtront bien[426] ! » L'empereur entretient la flamme loyaliste en commandant sur les grandes questions de société des rapports dont la diffusion reste très limitée, mais dont l'existence est connue, au moins par les milieux proches du pouvoir. Rien de surprenant donc à ce que, malgré les démentis répétés du tsar lui-même, l'occidentaliste V. G. Belinskij croie encore, en 1847, qu'il va abolir le servage. On comprend aussi la tentation de servir qu'éprouvent même les esprits les plus libres de l'époque,

alors qu'une chape de plomb de plus en plus lourde s'abat sur la société.

3. Instruction et culture sous surveillance

Comme la plupart des ministres de Nicolas Ier, Uvarov occupe sa fonction de ministre de l'Instruction publique sur une longue période, de 1833 à 1849. Lettré d'une finesse qui a manqué à plus d'un de ses successeurs, il n'en est pas moins un conservateur militant qui place l'enseignement sous haute surveillance.

Le statut du 26 juillet 1835 professe l'ambition d'élever le niveau des universités et d'y attirer les enfants des couches supérieures de la société, pour les arracher à l'influence néfaste des précepteurs étrangers. Il entend aussi fonder l'enseignement sur des « principes russes » (*russkie načala*) et affirmer « la supériorité d'une éducation nationale sur celle des autres pays ». L'ordre est une des préoccupations majeures à laquelle on sacrifie l'autonomie des universités, devenue, il est vrai, largement fictive[427]. Désormais, le curateur nomme un inspecteur, chargé de la discipline, et concentre avec lui l'essentiel des pouvoirs, tandis que les doyens et le recteur, qui composent le Conseil de l'université, sont confinés à la sphère pédagogique. Les enseignants sont toujours élus à bulletin secret, mais la procédure est soumise à l'approbation du ministre qui peut aussi pourvoir les postes vacants de son propre chef. Les facultés sont au nombre de trois : droit, médecine et philosophie. Cette dernière est composée de deux sections : historico-philologique ; de mathématiques et de physique. Le nombre des chaires augmente, passant de vingt-huit à trente-neuf.

L'intérêt pour la *narodnost'* se traduit par la création d'une chaire d'histoire russe, une autre de littérature nationale et une troisième consacrée à l'histoire et la littérature des langues slaves (*Istorija i literatura slavjanskix narečij*). Un jeu de chaises musicales débute entre les disciplines du cursus : la théologie et l'histoire sainte deviennent des matières obligatoires ; dans les facultés de droit on supprime les chaires de philosophie, d'économie politique, de statistique et de droit

naturel, pour privilégier la jurisprudence. Des remaniements semblables affectent les programmes des gymnases où les mathématiques sont remplacées par les langues mortes, jugées inoffensives. Parallèlement, on crée des classes « réelles », enseignant la chimie, le dessin industriel, la mécanique ou les sciences commerciales. La création de l'université de Kiev, le 8 novembre 1833, a pour but premier de diminuer l'importance de la circonscription de Vilna (dont l'université est fermée), vue comme un foyer de subversion polonaise. Au printemps 1837, les étudiants sont astreints au port d'un uniforme « quasi militaire » [428].

1848 provoque un nouveau raidissement. Un comité secret est alors créé pour renforcer la censure : il peut réexaminer les publications autorisées et ordonner contre elles d'éventuelles poursuites. L'année suivante, Uvarov est remplacé par le prince P. A. Širinskij-Šixmatov (novembre 1849-avril 1853) [429]. À cette époque, la Russie compte soixante-dix gymnases, totalisant 18 000 élèves. La disposition de 1849 limite à 1 800 le nombre des étudiants dans l'ensemble de l'Empire. Les effectifs de l'université de Moscou passent ainsi de 1 168 à 821 ; à Pétersbourg ils diminuent de 731 à 387. Le texte oblige les professeurs à fournir au préalable le manuscrit de leurs cours, leur retire le droit de faire des séjours à l'étranger. Le recteur n'est plus élu par ses pairs, mais choisi par le ministre qui peut aussi révoquer les doyens. Les enseignants doivent inculquer à leur auditoire les principes de l'orthodoxie. Les cours de droit constitutionnel et de philosophie sont supprimés ; ceux de logique et de psychologie sont confiés aux professeurs de théologie. Dans les gymnases, les langues anciennes, désormais considérées comme « républicaines », sont remplacées par les sciences naturelles.

Le bilan est, évidemment, contrasté. Les institutions anciennes, comme l'université de Moscou, continuent de se développer, grâce au rayonnement de professeurs qui, désormais, sont russes et enseignent en russe. Les cours de la chaire d'histoire russe, dispensés par M. P. Pogodin, puis S. M. Solov'ev, sont suivis au-delà même du public étudiant, et plus encore ceux de T. N. Granovskij, à la chaire d'histoire

universelle. Les conférences de droit de K. D. Kavelin attirent aussi une audience nombreuse. C'est à cette même époque qu'apparaissent un certain nombre d'importantes institutions scientifiques qui se distinguent bientôt par leurs publications. À Pétersbourg, la Société impériale russe de géographie (*Russkoe imperatorskoe geografičeskoe obščestvo*, 1845), auprès de l'Académie des sciences, conduit des études approfondies, physiques, économiques et ethnologiques, sur tout le territoire de l'Empire [430]. La Société russe d'archéologie (*Russkoe arxeologičeskoe obščestvo*, 1846) organise des congrès dans les grandes villes. La Société moscovite d'histoire et des antiquités russes (*Moskovskoe obščestvo istorii i drevnostej rossijskix*) édite des *Leçons* (*Čtenija*) au contenu historique et philosophique, de 1846 à 1918.

Les orientations idéologiques du pouvoir favorisent le développement, au demeurant très nécessaire, d'un enseignement technique de qualité, avec la création de l'Institut technologique de Moscou (*Remeslennoe učilišče*, 1830, rebaptisé *Texničeskoe učilišče*, 1868), de l'École d'architecture (*Moskovskoe učilišče zodčestva*, 1830) ou de l'Institut d'arpentage (*Meževoj institut*, 1835) qui se transforme par la suite en École d'ingénieurs en géodésie.

La presse est soumise à un contrôle strict, sous le régime de l'autorisation préalable, et s'expose à toute une gamme de sanctions qui peuvent aller jusqu'à l'interdiction définitive de paraître, comme dans le cas du *Télescope* (*Teleskop*, 1831-1836), qui était pourtant devenu une revue littéraire de référence. Il disparaît à la suite du scandale causé par la publication de la première *Lettre philosophique* de Čaadaev. Malgré tout, en un demi-siècle, le nombre de revues est multiplié par trois. C'est en 1839 que naissent les *Annales de la patrie* (*Otečestvennye zapiski*) et en 1847 qu'est fondé le *Contemporain* (*Sovremennik*), deux titres qui joueront un rôle important dans la vie intellectuelle avant de subir, eux aussi, les foudres de la censure.

Les publications officielles ne sont pas les moins intéressantes : elles donnent le ton des débats autorisés et apportent dans bien des cas le peu d'information disponible sur des sujets jusque-là enveloppés de mystère. Ce sont elles

qui, souvent, publient les premières monographies d'histoire régionale, tandis que l'état-major édite des cartes qui aujourd'hui encore sont jugées plus fiables que la plupart des atlas soviétiques, volontairement faussés. Les bulletins, notes et journaux les plus connus sont ceux du ministère de l'Instruction publique (*Žurnal ministerstva narodnago prosveščenija*, 1834-1917), de l'Intérieur (depuis 1829) et des Domaines impériaux (depuis 1842) ou la *Revue des manufactures et du commerce* (depuis 1825).

Dans le même temps, le spectacle s'émancipe d'avantage du milieu de la cour et se dote de ses premiers édifices consacrés : le « Grand Théâtre » (Bolchoï) et le « Petit Théâtre » (Maly) de Moscou sont achevés en 1824-1825, dans le cadre de la reconstruction de la capitale incendiée en 1812. Le premier cirque permanent, en bois, apparaît sur la Petrovka, en 1853.

En cette période de crispation du pouvoir, c'est dans les salons et les cercles (*kružki*) de sociabilité que se constitue l'intelligentsia, là que les réputations s'établissent ou se défont, sous l'œil intéressé des gendarmes et autres mouchards, infiltrés un peu partout. À côté de la censure officielle, il existe aussi une censure des pairs à laquelle il est encore plus difficile d'échapper. Contre l'information ou le mensonge officiel, la rumeur est le média le plus puissant du pays, les mémoires et notes manuscrits circulent, plus ou moins confidentiellement, sont lus et commentés. Le *tamizdat* (ou publication éditée « là-bas », à l'étranger) fait aussi ses débuts, grâce à l'Imprimerie russe libre (*Vol'naja russkaja pečat'*), créée par Herzen en 1853.

La Russie de 1839 apparaît déjà, sous la plume de Custine, comme une puissance étrangère et barbare. En 1855, elle a perdu son aura de protectrice de l'Europe et des valeurs chrétiennes contre les outrances jacobines ou la tyrannie napoléonienne. Elle est désormais un pays arriéré et obscurantiste : « Obéir, obéir quand même, obéir au péril de la vie, obéir lors même que l'obéissance est absurde et froisse l'instinct. Après le spectacle de la profonde indiscipline des hommes et des esprits en France, on est singulièrement frappé de l'obéissance aveugle des Russes. » Balzac, à qui l'on doit cette envolée dans sa *Lettre sur Kiew* (1847), est pourtant un

monarchiste convaincu[431]. Le Michelet des *Légendes du Nord* (1851-1854) est plus impitoyable : « La population augmente, dit-on, rapidement. La production n'augmente pas ; l'activité est nulle. Contraste étrange : la vie se multiplie, et elle semble frappée de langueur et de mort […] Tout enfant qui ouvre les yeux a sa part toute prête, qu'il recevra de la commune ; c'est comme une prime pour naître, l'encouragement le plus efficace à la génération. […] Mais l'action de la mort n'est pas moins monstrueuse ; elle a ses deux ministres, tous deux expéditifs : un atroce climat, un gouvernement plus atroce[432]. » Les trente années du règne de Nicolas Ier se terminent dans l'isolement et la consternation. Les illusions sur la toute-puissance du régime ont été brisées par la défaite à Sébastopol. Il paraît indispensable de redonner un nouveau souffle aux institutions et d'accomplir la promesse tacite d'émanciper les serfs, qui ont répondu avec enthousiasme aux appels patriotiques à défendre le pays. Il est temps de libérer cette force vitale qui effraie tous les observateurs, car « ce serait la désorganisation de tout l'Empire fondé sur l'obéissance[433] ».

chapitre 6

Les grandes réformes et les contre-réformes (1855-1894)

En avril 1881, dans la préface au tome 1 de son grand ouvrage, *L'Empire des tsars et les Russes*, A. Leroy-Beaulieu écrit : « La Russie contemporaine est loin d'avoir dans les mœurs et dans les lois, dans la nation ou dans l'État, l'unité, la simplicité qui la distinguaient encore sous Alexandre Ier ou sous Nicolas. La Russie actuelle, la Russie des réformes, est un pays où tout est en voie de changement sans que, en aucun domaine, la transformation soit encore achevée. » La comparaison avec Pierre le Grand s'impose naturellement et Leroy-Beaulieu de conclure en faveur de l'illustre ancêtre, dont il loue « la décision et la netteté de vues ». Au contraire, le tsar libérateur, trop « disposé à s'effrayer de ses propres œuvres […] a laissé presque partout, dans les institutions et dans la pratique gouvernementale, la marque de ses propres incertitudes et des incohérences de ses conseillers[434] ». Les sujets et les observateurs n'en ont pas fini d'être perplexes, puisque Alexandre III tente de revenir en arrière, tandis que, bon gré mal gré, la modernisation économique et sociale du pays se poursuit. *A posteriori*, on peut distinguer trois phases dans cette évolution très peu linéaire. On peut parler d'un empire autoritaire et d'un empire libéral sous Alexandre II, mais à l'inverse de ce qui se produit dans la France de Napoléon III, la phase libérale est première (1855-1866) et la phase autoritaire vient ensuite (1866-1881). Le règne d'Alexandre III peut être quant à lui qualifié de réactionnaire (1881-1894).

1. L'empire libéral d'Alexandre II (1855-1866)

En 1855, le pays attend du nouveau souverain une impulsion qui effacerait la défaite de Crimée afin de retrouver son rang de grande puissance et sa quiétude sociale. Mais il n'est pas question de revenir à l'immobilisme de Nicolas Ier. Il faut en particulier trancher le nœud gordien du servage. Dans l'entourage du tsar, la relève s'est faite en partie d'elle-même. Il n'a plus d'oncle, le grand-duc Michel est mort en 1849. En revanche, sa veuve, la grande-duchesse Elena Pavlovna, jouit d'une certaine influence et anime un cercle aux inclinations plutôt libérales. Le chef des gendarmes de Nicolas, Benckendorf, est décédé en 1844 et Uvarov, l'inventeur de la formule « Orthodoxie, autocratie, caractère national », s'éteint, le 4/16 septembre 1855. Les conditions financières ne sont pas des plus favorables. La guerre de Crimée a mobilisé 800 000 hommes à des titres divers et coûté près de 800 millions de roubles sur les exercices 1854-1856. Le déficit cumulé de l'État est de 651 millions, en hausse de 468 % par rapport aux trois années précédentes[435]. Alexandre Ier s'est trouvé confronté à des difficultés similaires entre 1812 et 1815, mais la victoire lui a permis de se rembourser au moins en partie.

C'est autour du ministre de l'Intérieur, S. S. Lanskoj que se dessine le projet majeur du règne, l'abolition du servage. Deux de ses adjoints prennent tour à tour les choses en main. A. I. Levšin, historien de formation, se montre très prudent. Son scénario maintient le droit de propriété et l'autorité seigneuriale du *pomeščik* ; le paysan obtiendrait seulement la liberté personnelle et le lopin qui jouxte son isba. Au début de 1857, dans le Comité secret qui se constitue figurent en bonne place d'autres représentants de la même génération, tout aussi conservateurs, comme son président, le comte A. F. Orlov, ou le prince P. P. Gagarin. Une minorité se montre plus ouverte ; son chef de file est le général Ja. I. Rostovcev. Entre alors en scène un nouvel adjoint de Lanskoj, N. A. Miljutin, protégé de la grande-princesse Elena Pavlovna et persuadé qu'il faut se montrer beaucoup plus large envers les paysans, faute de quoi on risque une immense jacquerie. Ses soutiens, communément appelés les « bureaucrates éclairés », souhaitent également accroître la productivité des campagnes russes et faciliter une

réforme militaire qui se fait attendre. Miljutin peut aussi compter sur l'appui de son frère aîné, Dmitrij, militaire de carrière, qui a rédigé un mémorandum sur l'armée dès mars 1856[436].

La véritable nouveauté est que le débat devient public. Depuis la Commission législative de Catherine II, jamais les projets de réforme n'ont quitté les comités secrets et autres cercles restreints. Cette fois, les nobles, directement concernés par la réforme, se manifestent, à commencer par ceux de Lituanie qui demandent l'autorisation de faire connaître leur avis. Par une série de rescrits adressés aux gouverneurs, dont le premier date du 30 novembre 1857, Alexandre II invite la noblesse à former dans chaque gouvernement des comités habilités à faire des propositions, dans le cadre général défini par Levšin. Mais bientôt la presse prend à son tour la parole, chose inenvisageable sous le règne précédent. Si le *Contemporain* (*Sovremennik*) et la *Parole russe* (*Russkoe slovo*) à Pétersbourg abordent ces questions de société par le biais de la critique littéraire, quelques feuilles clandestines sont plus directes. D'abord, l'illusion lyrique domine. Elle gagne même les émigrés. Herzen crée spécialement un supplément à son *Étoile polaire*. La première livraison de la *Cloche* (*Kolokol*), sort des presses en 1857. Dans une lettre ouverte du 18 février/2 mars 1858, Herzen reprend le *famous last word* attribué à Julien l'Apostat, dernier souverain païen de l'Empire romain : « Tu as vaincu, Galiléen ! », reconnaissant sa défaite face à la religion du Christ. Qu'ils soient restés en Russie ou passés sur l'autre rive, les témoins de l'époque ont tous l'impression d'être à l'aube d'une ère nouvelle, de liberté et de fraternité, comparable à l'avènement du christianisme.

Le maintien de la commune paysanne traditionnelle semble rassembler des sensibilités que, par ailleurs, tout oppose. Pour les conservateurs monarchistes, elle garantit le maintien de l'ordre patriarcal. Les slavophiles y voient l'incarnation concrète de l'esprit de « conciliarité » (*sobornost'*) orthodoxe. Les socialistes, qu'on appellera bientôt populistes, pensent qu'elle anticipe l'appropriation collective des moyens de production. En revanche, conservateurs et libéraux s'affrontent

sur la quantité de terre qui doit être cédée aux paysans et sur les modalités de cession. Les propriétaires eux-mêmes ne sont pas unanimes. Les possesseurs de riches terres noires sont favorables à une émancipation rapide et totale, mais sans lot. Dans les régions moins fertiles, on est prêt à céder une part importante du domaine en pleine propriété, voire, comme le Comité de Tver, on prône le rachat obligatoire, dont le montant serait calculé, non sur la valeur du terrain, mais sur le montant de la redevance (*obrok*) perçue par le seigneur. Beaucoup s'efforcent d'augmenter leur réserve foncière et de gonfler les effectifs de leurs domestiques, car il devient clair que ces derniers seront émancipés sans terre. Ces mesures improvisées et surtout les rumeurs provoquent une assez forte agitation dans les campagnes.

À la fin de 1858, des commissions de rédaction (*Redakcionnye komissii*) sont mises en place, sous la houlette de Miljutin, appuyé par le général Rostovcevqui les préside. Sous l'impulsion des amis slavophiles de Miljutin, Ju. F. Samarin et V. A. Čerkasskij, le projet prend une orientation « libérale-bureaucrate » qui ligue contre lui les conservateurs et les radicaux. À la mort de Rostovcev, en février 1860, le ministre de la Justice V. N. Panin, un conservateur, devient président. Puis le statut est revu une dernière fois au Conseil d'État avant d'être promulgué, le 19 février/3 mars 1861. L'ensemble touffu réunit une disposition générale, quatre dispositions locales et huit règlements complémentaires [437]. Les principaux intéressés en prendront connaissance par un manifeste, lu en chaire dans toutes les églises, le 17 mars 1861. Dans son propre manifeste, paru dans *Kolokol* le 1er avril, Herzen salue Alexandre II du nom de libérateur. Mais c'est pour l'inviter aussitôt à ne pas se reposer sur ses lauriers : « Le mot de libération est dit ! Le souverain l'a prononcé. C'est une grande chose, mais ce n'est pas tout – le mot doit devenir action, la libération doit être réalité [438]. »

L'émancipation proprement dite donne le statut de personne juridique à la moitié environ de la paysannerie. On entreprend simultanément une réforme agraire qui fait passer une part conséquente du terroir des mains des *pomeščiki* à celles des

paysans, et prévoit un mécanisme de rachat dans lequel l'État se substitue aux anciens propriétaires. Enfin, des institutions administratives et judiciaires sont créées pour permettre aux serfs libérés de prendre en mains leur destin. C'est le principe du *self-government* (*samoupravlenie*), d'inspiration slavophile, qui vient idéalement donner une base solide, et présentée comme typiquement nationale, à l'autocratie, fermement maintenue au sommet. Les lois de février 1861 vont bien plus loin que les dispositions prises en France à la fin de l'Ancien Régime : abolition d'un servage très résiduel (8 août 1779), création des communes (14 décembre 1789) et des cantons (22 décembre), vente des biens nationaux (à partir du 2 novembre 1789) qui profitent avant tout à la bourgeoisie et aux paysans aisés. De même, l'abolition de l'esclavage aux États-Unis (6 décembre 1865) ne s'accompagne pas d'une redistribution des terres et est prononcée au terme d'une guerre civile de cinq ans, qui a coûté la vie à quelque 600 000 personnes. En dépit de toutes ses contradictions et atermoiements, l'abolition du servage en Russie est une relative réussite : les principes du statut sont clairs et semblent offrir une solution équilibrée.

Les serfs sont délivrés de leur dépendance personnelle, deviennent des sujets libres et en même temps sont habilités à recevoir une partie des terres de leur ancien maître, moyennant un rachat étalé sur quarante-neuf annuités. L'ancienne communauté paysanne, en tout cas dans les régions de Russie centrale, les plus peuplées, se voit reconnaître une existence légale et une totale autonomie : « Les paysans affranchis sont groupés en communes rurales pour les questions économiques, en cantons pour l'administration et la justice locales. Dans chaque commune et dans chaque canton, les affaires de la collectivité sont réglées par son assemblée et ses autorités élues[439]. » Le statut crée ou recrée aussi le canton rural (*volost'*) qui coïncide plus ou moins avec la paroisse (*prixod*) et regroupe une dizaine de communes[440].

La liberté, pourtant relative, de ces premières années du règne suscite autant d'espérance que d'inquiétude. Certains, dans des milieux proches du pouvoir, sont persuadés qu'on se dirige vers une représentation nationale, comme le demande

l'assemblée de la noblesse de Tver en février 1862. D'autres craignent l'anarchie. Les paysans sont déçus par le Statut et des révoltes éclatent localement. À Bezdna (gouvernement de Kazan), le vieux-croyant Anton Petrov appelle à la désobéissance civile et au partage complet des terres nobles en interprétant à sa manière le Statut dont il s'est procuré une copie et qu'il brandit comme la Bible. Le 15 avril 1861, le comte A. S. Apraksin donne l'ordre de tirer pour disperser la foule criant « Liberté, liberté ! » et plusieurs salves sont nécessaires. Alexandre II approuve le rapport, faisant état de 51 tués et 77 blessés[441]. Il en est de même du « soulèvement de Kandeevka » qui touche les régions de Penza et Tambov (24 mars-30 avril 1861). Un sursaut autoritaire se produit. Lanskoj, âgé et accaparé par les commissions, est remplacé à l'Intérieur par P. A. Valuev, plutôt libéral, qui a été gouverneur de Courlande, une province très occidentale, de 1853 à 1858. Sa note intitulée « Pensée d'un Russe » (*Duma russkogo*, 1855) n'est pas passée inaperçue. Il y dénonce dans les administrations « une indifférence sans limites envers tout ce que pense, ressent et sait la Russie » ; à ses yeux, la centralisation excessive conduit à la paralysie, ou à confier les affaires au libre-arbitre des fonctionnaires. Il reste donc sur la voie de l'autoadministration.

La pyramide des nouvelles institutions locales est rehaussée de deux étages trois ans plus tard. La loi du 1er janvier 1864 crée dans chacun des trente-quatre gouvernements de Russie centrale une assemblée territoriale, appelée « zemstvo », au niveau du district et du gouvernement. Cette fois toute la société y est représentée. Les conseillers de l'assemblée de district sont élus pour trois ans en trois collèges : les propriétaires fonciers (45 % des députés), les citadins (15 %), les paysans (40 %, à l'issue d'un suffrage à plusieurs degrés). L'assemblée de district choisit parmi ses membres, sans distinction d'ordre, ses délégués au zemstvo du gouvernement : à 80 % ceux-ci seront des nobles.

Le zemstvo est présidé par le maréchal de la noblesse, il n'a que deux sessions ordinaires par an, mais désigne des directoires permanents, composés d'un président et de quelques membres rémunérés. Il a pour attribution obligatoire

l'assiette et la collecte de l'impôt, mais peut se charger de la santé publique et de l'instruction primaire, de l'aide à l'agriculture, à l'industrie, voire à la culture locale et fixe lui-même le montant des recettes nécessaires. Les zemstvos du district élisent pour trois ans, parmi des candidats « honorables », leurs juges de paix ; le congrès des juges de paix du district sert d'instance d'appel. Toutefois, dès le début, le gouverneur doit approuver l'élection du directoire et possède un veto suspensif (soumis ensuite au Sénat) sur les délibérations du zemstvo.

La réforme de la justice provinciale, lancée par la loi du 20 novembre 1864, subit des aléas semblables. En Russie d'Europe on crée des tribunaux d'arrondissement (correspondant à peu près au cadre des gouvernements) et des chambres de justice (en appel, une dizaine en tout), instances collégiales qui connaissent des principales causes civiles et de toutes les affaires pénales. Présidents et juges sont inamovibles ; la première génération est nommée par le ministre de la Justice, mais la relève doit être assurée par cooptation. Pour toute cause entraînant privation de liberté, la culpabilité doit être prononcée par un jury dont les membres sont tirés au sort sur une liste établie par les zemstvos de district. Contrairement aux usages du passé, les débats sont publics. Cependant, très vite, la lutte contre la « subversion » conduit à multiplier les cas réservés, confiés à des cours spéciales, ou au Sénat, et à instituer des commissions disciplinaires qui révoquent les juges trop laxistes.

Les villes bénéficient elles aussi de la vague réformatrice. Un nouveau statut est promulgué pour Moscou et Pétersbourg dès 1863. Il est suivi par la loi du 16 juin 1870 qui systématise les dispositions concernant la vie publique et l'administration urbaine. Elle crée un conseil municipal (*Gorodskaja duma*) élu, par un suffrage censitaire assez sélectif, assorti de restrictions confessionnelles. Il devra être majoritairement composé d'orthodoxes et désigner, avec l'approbation du ministère de l'Intérieur, un directoire exécutif et un maire qui gèrent les intérêts urbains et le budget. Le maire ne peut être juif.

Toutefois, on ne parviendra jamais à une représentation nationale. Valuev recommande, très prudemment, d'admettre de façon non permanente, en tant que de besoin, des élus des zemstvos de province ou des conseils municipaux au Conseil d'État, mais cette suggestion n'est pas suivie d'effet. En même temps, en juin 1863, une circulaire limite les publications en langue ukrainienne (ou « petit-russien »).

La loi sur le service militaire du 1er janvier 1874 parachève tardivement la séquence des réformes, alors que la plupart d'entre elles ont été en partie bridées. Elle est l'aboutissement d'un important travail du frère aîné de N. Miljutin, le général D. Miljutin, ministre de la Guerre de 1861 à 1881. Avant même qu'il accède à cette fonction, juste après la guerre de Crimée, les effectifs sont très fortement réduits, tant à la base qu'au sommet : on passe de 1,7 million d'hommes sous les drapeaux en 1856 à 850 000 en 1859, tandis que plusieurs dizaines de généraux sont mis à la retraite. Une lutte contre la corruption est engagée, particulièrement dans l'intendance. Miljutin prend le ministère auréolé de ses succès dans le Caucase où les Russes ont réussi à capturer l'imam Chamil en 1859. Il poursuit et systématise les efforts déjà entrepris qu'il accompagne d'une modernisation des équipements et de l'organisation. Le pays est divisé en régions militaires (*voennye okrugi*), dotées de nouveaux établissements de formation des soldats et des officiers ; une attention toute spéciale est portée à l'instruction et à la gestion des troupes de réserve. L'état-major est réformé en profondeur. Les châtiments corporels, pour lesquels l'armée russe était tristement célèbre, sont pour la première fois explicitement restreints par une série de dispositions réglementaires, prises entre 1859 et 1863 et précisées encore en 1865 et 1869 : ils deviennent l'exception plutôt que la règle [442].

La loi de 1874 abolit l'ancien système de recrutement pour le remplacer par la conscription de tous les jeunes de 20 ans. Les principes énoncés au premier paragraphe ne sont pas loin d'évoquer l'image d'une armée de citoyens qui serait le creuset d'une nouvelle nation : « La défense du trône et de la patrie contre les ennemis étrangers est le devoir sacré de tout sujet russe […] sans distinction de condition (*sostojanie*). » En

même temps, Miljutin et Alexandre II lui-même sentent que s'ils allaient au bout de leur logique, la conscription saperait le régime au lieu de le consolider, car une jeunesse constituée de citoyens libres et égaux, un tant soit peu instruite, reversée dans la vie civile après un passage dans une armée qui effacerait les distinctions de classe, se montrerait plus exigeante que ses pères [443]. Dans la pratique, l'État n'incorpore que 27 % d'une classe d'âge, par tirage au sort, entre 1861 et 1871.

La durée du service est encore de quinze ans (dont six d'active) dans l'armée de terre et dix (dont sept d'active) dans la marine. Des dispenses sont accordées, soit pour raisons familiales, soit, ce qui est plus novateur, en fonction de l'instruction. Celui qui peut justifier d'une éducation primaire ne doit que quatre ans d'active, les anciens élèves des gymnases n'effectuent qu'un an et demi et les étudiants de l'enseignement supérieur six mois. Ceux qui n'ont pas fini leurs études ont droit à des sursis. Mais les barrières sociales demeurent solides. Les 2 millions de soldats appelés entre 1861 et 1871 sont encore, avant tout, des paysans (81 %), tandis que les jeunes diplômés représentent seulement 1,7 % du total. La solde, qui reste de 3 à 4 roubles par an jusqu'en 1905, est très modeste. À l'autre extrémité de la hiérarchie, les officiers sont presque tous des nobles, issus du corps des Cadets. Ils continuent de privilégier les armes prestigieuses (cavalerie, marine, régiments de la Garde), plutôt que l'artillerie ou les corps d'ingénieurs.

L'autre grand volet des réformes concerne l'enseignement et la censure. L'affaire est délicate et le futur statut des universités reste en suspens pendant plus de deux ans, car la fronde des étudiants commence dès le début de 1861. À Pétersbourg ils rendent hommage aux victimes de la répression en Pologne, tandis qu'à Kazan ils manifestent leur solidarité avec les paysans révoltés de Bezdna. La fermeté du ministre de l'Instruction publique, E. V. Putjatin (28 juin-15 décembre 1861), exacerbe les tensions. L'université de Pétersbourg est fermée et le monarque hésite entre répression et concessions. Il finit par confier le portefeuille à un libéral, A. V. Golovnin (25 décembre 1861-14 avril 1866), qui revient

aux principes énoncés par Czartoryski en 1803. En vertu du statut universitaire du 18 juin 1863, c'est le conseil des professeurs qui élit le recteur, les doyens, coopte les nouveaux collègues et désigne un tribunal chargé de la discipline. L'autonomie pédagogique est totale. Le cursus obligatoire, fixé à quatre ans, est sanctionné par des examens. Enfin, toute limitation du nombre d'étudiants est levée : ils passent de 3 500 en 1855 à plus de 8 000 en 1881. L'université de Nouvelle-Russie est ouverte à Odessa en 1865, et celle de Tomsk, premier établissement d'enseignement supérieur en Sibérie, est fondée en 1878 [444]. Dans le secondaire, à côté des gymnases classiques, se multiplient les gymnases « réels », débouchant sur l'enseignement technique supérieur. Ces changements bienvenus sont portés par une nouvelle génération d'enseignants : la moitié des universitaires en poste en 1854 ont pris leur retraite en 1862. L'appareil d'État lui-même progresse dans le sens de la transparence, avec la publication systématique des lois et décrets et du budget, ce qui ne met pas fin pour autant aux directives et circulaires confidentielles.

L'enjeu le plus important est toutefois celui du primaire. Les efforts en ce domaine s'articulent avec la réforme des institutions locales. Faisant suite à l'instauration des zemstvos, le 1er janvier 1864, la loi du 14 juillet 1864 autorise toute personne privée ou publique à fonder une école, à charge pour elle de l'entretenir à ses frais. Le programme doit obligatoirement comporter lecture, écriture, les quatre opérations, le catéchisme et le chant d'église. Des conseils scolaires de district et de gouvernement sont créés, où siègent des représentants de l'administration, de l'Église et des zemstvos. Ils approuvent les ouvertures, confirment les nominations d'instituteurs, veillent au respect de « l'esprit moral et religieux de l'enseignement ».

Parallèlement, la censure est assouplie, suivant le modèle du Second Empire français. À compter de 1862, elle est confiée au ministère de l'Intérieur. La même année, le règlement provisoire sur la presse permet d'aborder les questions politiques, mais seulement aux ouvrages et revues d'un volume et d'un prix important, car on se méfie des brochures

de quatre sous. Les menaces n'ont pas disparu non plus : il est possible de suspendre pour huit mois tout périodique dont l'orientation politique serait jugée « nuisible ». Puis, le statut du 6 avril 1865 régit la censure jusqu'en 1905[445]. Les petits ouvrages et les périodiques de province sont toujours soumis à un contrôle préalable ; en revanche, les gros livres et les revues de Moscou et Pétersbourg y échappent. À l'époque, on publie environ deux mille titres nouveaux par an. Les responsables des revues doivent toutefois obtenir une autorisation et verser une caution ; il existe toute une gradation de sanctions : avertissement, suspension, suppression… C'est ainsi qu'en 1866 le *Contemporain* est définitivement interdit.

2. L'empire autoritaire d'Alexandre II (1866-1881)

Avant même que toutes les réformes aient été promulguées, le pouvoir commence à éprouver des doutes et à remettre en question son intention première de laisser les mains libres au *self-government* local. Les mouvements paysans et étudiants des années 1861-1863 alarment la frange la plus conservatrice des élites. Le premier attentat contre l'empereur, perpétré par D. Karakozov, le 4 avril 1866, provoque une mise en garde. Le rescrit impérial du 13 mai rappelle les « principes essentiels » qui doivent guider l'action des ministres et demande le « concours actif » des familles pour élever leurs enfants dans un esprit de piété chrétienne et de loyalisme envers l'autocratie.

Ce langage séduit autant les nostalgiques du règne de Nicolas Ier que des modérés comme I. Turgenev ou K. Kavelin, effrayés par les soubresauts des « années terribles » 1861-1863. Mais le principal maître à penser des conservateurs est M. N. Katkov, éditeur du *Messager russe* (*Russkij vestnik*, depuis 1856) et des *Nouvelles de Moscou* (*Moskovskie vedomosti*, 1850-1855 et 1863-1887). Après avoir été partisan d'un libéralisme à l'anglaise, il devient un apologue du conservatisme, se spécialisant dans les questions d'instruction publique et les affaires étrangères. Après sa mort, son magistère moral est repris, avec moins de talent et des

horizons plus limités, par le prince V. P. Meščerskij, qui devient en 1872 rédacteur du *Citoyen* (*Graždanin*).

Très vite, dans tous les domaines, les réformes libérales sont minées par des contre-mesures et par de nouveaux ministres. À l'Intérieur, Valuev, est relevé de ses fonctions en mars 1868 et remplacé par A. E. Timašev (9 mars 1868-27 nov. 1878) qui a dirigé la 3e section et la gendarmerie de 1856 à 1861. On place sous son autorité les gouvernements du royaume de Pologne, qui bénéficiaient jusque-là d'un régime spécial, et on rend obligatoire le russe dans les provinces baltes. En mai 1871, une loi confie les enquêtes concernant les crimes d'État à la gendarmerie impériale. En juin 1872, une chambre spéciale du Sénat est chargée de juger les délits politiques les plus graves. Ses membres sont nommés par le souverain et renouvelables à discrétion. Parallèlement, les procès de presse sont renvoyés devant des chambres de justice où le jury populaire n'existe pas. Toujours en 1872, une circulaire donne au ministre de l'Intérieur le droit d'interdire toute publication subversive.

Au poste sensible de l'Instruction publique, Golovnin est remplacé, le 14/26 avril 1866, par le comte D. A. Tolstoj, beaucoup plus conservateur. Il va cumuler cette fonction avec celle de procureur général du Synode jusqu'au 24 avril/6 mai 1880. Tolstoj crée en 1869 un corps d'Inspecteurs de l'enseignement primaire, chargé de surveiller les nombreuses écoles fondées par les zemstvos, ainsi que leurs maîtres. En 1874, il institue des directeurs pour ces établissements. Les révocations d'instituteurs se multiplient après la « Marche au peuple », première tentative de porter la propagande révolutionnaire dans les campagnes. Pour que la jeunesse ne reste pas engagée dans les études trop longtemps, les gymnases réels sont remplacés par des écoles réelles, au cycle plus court. En 1875, une commission chargée de réviser de nouveau le statut des universités est mise sur pied.

La russification se fait de plus en plus systématique, dans l'administration et l'éducation. Cette politique est « jacobine », au sens où elle tente d'effacer les identités ethniques ou (proto)nationales, au profit d'une seule identité « russienne », ou impériale. On pourrait donc la considérer

comme un élément, si discutable soit-il, de la politique réformiste d'Alexandre II. De même, les tentatives, désormais plus suivies, de convertir les autochtones de Sibérie à l'orthodoxie, grâce à la Société missionnaire russe (née en 1865), semblent procéder d'une volonté civilisatrice, telle que la comprennent alors les puissances coloniales. Toujours assorties de coercition, ces mesures ne visent pas à véritablement émanciper ou intégrer ceux que l'on contraint à adopter les lois et la langue russes, ou le christianisme de rite slavon, comme le prouvent amplement les dispositions prises à l'encontre des juifs ou des gréco-catholiques. Elles sont contraires à l'un des piliers de la politique des Lumières : la tolérance religieuse. En outre, les autorités vont s'en prendre d'abord au polonais, puis à l'allemand, langues de cultures qui ont favorisé, chacune en son temps, l'occidentalisation de la Russie. En définitive, la russification se transforme en un développement supplémentaire de la *narodnost'* officielle, accentuant ses tendances isolationnistes. En 1869, l'université de Varsovie est réformée : l'enseignement y sera dispensé presque entièrement en russe. Vilna est également mise au pas[446]. En 1876, l'historien ukrainien M. P. Dragomanov, promoteur de l'association culturelle kiévienne Gromada, doit quitter le pays. Un ukase de la même année interdit l'emploi du « petit-russien » dans toute publication n'ayant pas un caractère strictement historique ou philologique et jusque sur les scènes théâtrales.

L'expansion de l'Église orthodoxe est donc un autre outil d'intégration au sein de l'Empire. Quiconque est orthodoxe est considéré comme Russe. Vis-à-vis des gréco-catholiques, le but recherché est l'assimilation totale. En 1839, les diocèses des provinces directement annexées par la Russie sous Catherine II ont été réunis. Mais il subsiste un diocèse gréco-catholique dans le royaume de Pologne, à Chełm. En 1871, le tsar place à sa tête Markiel Popiel, sans l'accord du pape, et lui donne pour mission de préparer son rattachement à l'Église du Synode. Bientôt, l'usage du polonais est banni de l'administration ecclésiastique, les orgues sont supprimées, les livres liturgiques russes introduits et les paroisses vacantes confiées à des prêtres orthodoxes. Le 12/25 janvier 1875,

l'archevêque orthodoxe de Varsovie fête la « réunion spontanée » de l'Église gréco-catholique à l'Église russe, tandis que Popiel signe un acte de séparation d'avec Rome. Le diocèse compte 250 000 fidèles. Sur leurs deux cent quatre prêtres, soixante-dix fuient en Autriche-Hongrie et soixante-quatorze, refusant de se soumettre, sont placés sous surveillance policière. Les apparences sont flatteuses : l'orthodoxie semble avoir reconquis les positions perdues lors de l'Union de Brest (1596) et pris ainsi une revanche sur l'histoire[447].

La promotion de l'idée russe favorise la création de nouvelles sociétés savantes qui acquièrent rapidement une haute réputation. La Société historique russe (*Russkoe istoričeskoe obščestvo*), fondée en 1866 à Pétersbourg, édite cent quarante-huit tomes de son *Recueil* (*Sbornik*) jusqu'en 1917 et vingt-cinq tomes du *Dictionnaire biographique russe*, resté inachevé. Dans le domaine des sciences, on voit naître la Société moscovite de mathématique auprès de l'université de Moscou (*Moskovskoe matematičeskoe obščestvo*, 1864) et la Société russe de physique-chimie (*Russkoe fizičeskoe-ximičeskoe obščestvo*, 1878). La musique s'institutionnalise aussi, avec la fondation à Pétersbourg de la Société de musique russe (*Russkoe muzykal'noe obščestvo*, 1859). L'année suivante, le théâtre Marie (*Mariinskij teatr*)[448] s'installe dans ses locaux actuels. Les conservatoires de Pétersbourg et Moscou ouvrent, respectivement en 1862 et 1866.

Les dernières années du règne sont marquées par une lutte acharnée entre les terroristes et la police. L. S. Makov prend en charge l'Intérieur (d'abord comme adjoint, puis comme ministre, du 27 novembre 1878 au 6 août 1880). Il institue des auxiliaires de police de canton (*policejskij urjadnik*, circulaire du 9 juillet 1878 et décret du 21 mars 1879), qui viennent renforcer la surveillance des campagnes. L'activisme des populistes et la sympathie qu'ils recueillent quand ils sont jugés lors des grands procès de 1877 et du début de 1878 ne font qu'aggraver la répression. V. Zasulič, qui avait tiré sur le gouverneur de Pétersbourg, ayant été acquittée par un jury populaire le 12 avril 1878, une nouvelle loi est édictée, dès le

9 mai. Désormais, les délits politiques sont jugés par les cours d'appel, composées de magistrats professionnels, ou encore par le Sénat. Le 9 août, un autre texte défère les auteurs d'attentats contre les représentants de l'État devant des tribunaux militaires. Parallèlement, on accroît le pouvoir discrétionnaire des gouverneurs de province et des commandants militaires, qui multiplient les sentences d'exil administratif. À partir de 1870, elles frappent des ouvriers ayant lancé un mouvement de grève. Dans les années 1878-1879, on les utilise largement à l'égard des adhérents réels ou présumés de la Liberté du peuple (*Narodovol'cy*), principal mouvement révolutionnaire. Des mesures du même genre s'appliquent à la presse : dès 1873, le ministre de l'Intérieur peut suspendre provisoirement tout périodique.

Le 2 avril 1879, A. K. Solov'ev échoue à son tour à tuer Alexandre II pendant sa promenade quotidienne près du palais d'Hiver. En réponse, l'ukase du 5 avril confère des pouvoirs extraordinaires aux gouverneurs généraux. Aux trois en poste (à Moscou, Kiev et Varsovie), on en ajoute trois autres, à titre temporaire, à Pétersbourg, Kharkov et Odessa. Ils peuvent faire comparaître devant une juridiction militaire, arrêter ou bannir toute personne représentant un danger, interdire toute publication et « prendre toute mesure jugée nécessaire à la préservation de la tranquillité ». Le 23 avril, il leur est aussi permis de prendre sous leur contrôle direct toutes les provinces composant leur district militaire. Ces territoires représentent rien moins que vingt et un des cinquante gouvernements de Russie centrale et les dix provinces du royaume de Pologne. Brutalement, la balance des institutions s'inverse en faveur d'une très large délégation du pouvoir à six « vice-rois ». Seize condamnés par les cours militaires sont exécutés [449]. Le mouvement populiste se scinde et l'aile la plus dure forme la Liberté du peuple (*Narodnaja volja*) au sein de laquelle un comité exécutif (*Ispolkom*), dirigé par A. Željabov, se charge d'exécuter la sentence de mort prononcée contre Alexandre II.

Sept jours après l'attentat à la bombe du 5 février 1880, au palais d'Hiver, Alexandre II crée une Commission exécutive suprême (*Verxovnaja rasporjaditel'naja komissija*) avec, à sa tête, le général M. T. Loris-Melikov, qui s'est illustré comme

gouverneur de la province du Terek et sur les champs de bataille des Balkans en 1877-1878. Il a poursuivi sa carrière en tant que gouverneur, contenant une épidémie de peste à Astrakhan, Saratov et Samara (1878), puis la subversion en tant que gouverneur général de Kharkov (1879). Il doit à présent tenir la gageure de renforcer la sécurité, tout en donnant un second souffle au « scénario de l'amour » qui a présidé au début du règne. Loris-Melikov opte pour la voie du légalisme. Plutôt que de réformer de l'extérieur, il intègre l'appareil d'État en devenant ministre de l'Intérieur, le 6 août 1880. Il trouve quelques alliés, comme le ministre de la Guerre Miljutin, ou les spécialistes des questions économiques, A. A. Abaza et N. X. Bunge. Abaza devient ministre des Finances en octobre 1880 et Bunge son adjoint. Le 23 novembre, ils abolissent la taxe sur le sel, sorte de gabelle, qui pèse surtout sur les paysans.

Loris-Melikov commence par une refonte des organes, souvent concurrents, dont dispose la monarchie. La 3e section de la Chancellerie impériale est supprimée et remplacée, le 6 août 1880, par un département de la police (*Departament policii*), dépendant du ministère de l'Intérieur. Il est responsable des sections pour la préservation de l'ordre et de la tranquillité publique (*Otdelenie dlja proizvodstva del po oxraneniju obščestvennogo porjadka i spokojstvija*). Du terme « préservation » (*oxranenie*) vient la forme abrégée du nom de ces institutions (*Oxranka*), plus connue en français comme Okhrana. La première de ces sections a vu le jour en 1866 à Pétersbourg, après l'attentat de Karakozov. Moscou est dotée d'une structure identique le 1er novembre 1880. Le département de la police ne cessera de se développer. Ses « expéditions » (*deloproizvodstva*) passeront de trois à neuf jusqu'en 1917. La troisième, dite aussi « Expédition secrète », a la charge des dossiers politiques. C'est elle qui tient à jour le fichier des suspects et organise l'infiltration des organisations révolutionnaires. Les cas les plus sensibles seront transférés à la « section spéciale » (*Osobyj otdel*), mise en place en 1898.

Le ministre prépare aussi un ambitieux projet politique auquel on a parfois donné le nom trompeur de « Constitution de Loris-Melikov »[450] et qui est soumis à l'empereur le

28 janvier 1881. Il s'agit d'abord de mener à son terme l'abolition du servage en rendant obligatoire le rachat des terres là où il ne s'est pas encore effectué et de diminuer le montant des annuités dues à l'État, afin d'améliorer le sort des paysans et de s'assurer de leur loyauté. Il est question aussi d'abolir la capitation, impôt « féodal » par excellence, qui s'applique aux roturiers depuis Pierre le Grand, et d'assouplir le régime de délivrance des passeports intérieurs. Les décrets seraient élaborés par deux commissions *ad hoc* (des finances et de l'administration), semblables à celles qui ont travaillé au statut des paysans de 1861. Elles ne seraient pas appelées à devenir permanentes. Ensuite, la nouvelle législation serait examinée par d'autres commissions comprenant des représentants élus du zemstvo et des grandes villes. Enfin, dix à quinze parmi les plus « expérimentés » de ces députés seraient nommés par l'empereur au Conseil d'État, auquel reviendrait la prérogative de donner aux textes leur forme définitive. Loris-Melikov peut assurer en toute bonne foi à Alexandre II qu'il n'écorne en rien les principes de l'autocratie, même s'il instille une infime dose de représentation nationale au sein du Conseil d'État qui, déjà en 1810, était censé devenir la clé de voûte d'un régime de droit. C'est le 1er mars 1881 que l'empereur annonce à Loris-Melikov que sa réforme est approuvée.

Le ministre semble avoir atteint ses objectifs. En effet, des arrestations qui paraissent décisives viennent d'être réalisées. Le populiste I. F. Okladskij, pris en juillet 1880 et condamné à mort en octobre, a livré de nombreux noms pour sauver sa tête. En remontant la filière, la police démasque en son propre sein un agent double, N. V. Kletočnikov[451], en janvier 1881. Au matin du 1er mars, les services de sécurité pensent avoir mis sous les verrous presque tous les terroristes de *Narodnaja volja*[452]. Quelques heures plus tard, l'empereur est victime d'un attentat.

3. L'empire réactionnaire d'Alexandre III (1881-1894)

L'assassinat d'Alexandre II met fin aux velléités d'ouverture. Pendant quelques jours, la décision est suspendue et certains croient à la poursuite des réformes. Dès le 8 mars, lors d'une réunion des ministres, le procureur général du Synode, Pobedonoscev, fait pencher la balance en faveur de la réaction. Il a été l'un des précepteurs du nouveau monarque, Alexandre III, et vient de prendre ses fonctions. Dans une lettre à son ancien élève, datée du 6 mars, il ne mâche pas ses mots : « L'heure est grave, le temps n'attend pas. C'est maintenant ou jamais qu'il faut sauver la Russie et vous-même. Si l'on vous chante les chants anciens des sirènes, disant qu'il faut pacifier, poursuivre dans la direction libérale, céder à ce qu'on appelle l'opinion publique, ô, pour l'amour de Dieu, ne les croyez pas ! » Loris-Melikov n'est qu'un « prestidigitateur » ; en outre « ce n'est pas un patriote russe »[453]. En quelques lignes, la haine du libéralisme et le nationalisme russe ont repris leurs droits : l'ascendance arménienne de Loris-Melikov est utilisée contre lui, malgré sa biographie impeccable de serviteur de l'Empire.

En ce premier mois du nouveau règne, la peur habite les esprits. Alexandre III lui-même juge plus prudent de se retirer, avec sa famille, sur le domaine de Gatčina, dès le 27 mars. Il sera beaucoup plus avare d'apparitions publiques et repoussera longtemps la date de son couronnement, qui n'aura lieu que le 16 mai 1883. Dès la mi-avril, pourtant, les autorités tiennent tous les membres du petit groupe qui a commis l'attentat du 1er mars[454]. L'assassinat suscite une explosion de dénonciations et de violences contre les éléments jugés hostiles à la monarchie, ou étrangers à l'identité russe. En quelques semaines, se met sur pied une « sainte troupe » (*Svjaščennaja družina*) de 729 membres parmi l'élite de la société, de l'administration et de l'armée. Elle essaime dans les grandes villes et recrute près de 15 000 hommes pour former une garde de volontaires (*Dobrovol'naja oxrana*) qui se propose de protéger l'empereur[455]. Pendant ce temps, de violents pogroms éclatent sur le territoire de l'Ukraine actuelle, à Elizavetgrad (gvt de Kherson) les 15-16 avril, ou à Kiev (26 avril). Ces violences antisémites se répéteront jusqu'en 1884.

Le 21 avril, l'empereur a fait son choix. Il écrit à Pobedonoscev qu'il désapprouve la ligne libérale de Loris-Melikov, Miljutin et Abaza et s'étonne que des gens intelligents puissent « parler *sérieusement* d'un principe représentatif en Russie » ; conforté par son frère, le grand-duc Vladimir, il rejette « le principe électoral [456] ». Le manifeste du 29 avril annonce sa volonté d'« extirper l'odieuse subversion qui déshonore notre terre russe, de raffermir la foi et les mœurs et d'élever les enfants dans le bien ». Le texte a été dévoilé aux ministres la veille, provoquant la consternation des libéraux. Les formules rappellent le manifeste qui a accompagné l'exécution des décembristes en 1826, avec la même volonté de présenter les adversaires de la monarchie comme « une poignée de monstres auxquels le cœur de la Russie est et sera toujours étranger ». Loris-Melikov est remercié le 4 mai 1881 et Abaza deux jours plus tard. C'est Bunge qui prend sa place aux Finances (1882-1886), sans doute parce qu'il fait preuve de plus de souplesse. Peut-être est-ce aussi une concession aux anciens réformistes. S'enclenche alors une dynamique restauratrice dont les effets se feront sentir pratiquement jusqu'en 1905.

Alexandre III est visiblement partisan de la stabilité, une fois qu'il s'est entouré de personnes en qui il a confiance. Pobedonoscev demeure procureur général du Synode pendant tout le règne et jusqu'en 1905. Il est souvent considéré comme l'éminence grise des deux derniers empereurs, même s'il n'a pas le monopole des idées conservatrices. N. P. Ignat'ev, qui obtient l'Intérieur le 4 mai 1881, semble être une sorte de contrepoids, puisqu'il est chargé de réfléchir à l'organisation d'une assemblée du pays qui s'inscrirait dans la tradition du *Zemskij sobor* [457]. Mais à peine plus d'un an après, le comte D. A. Tolstoj, ancien ministre de l'Instruction publique d'Alexandre II, le remplace pour près de sept ans (30 mai 1882-25 avril 1889). Lui succédera I. N. Durnovo (28 avril 1889-15 octobre 1895). Le cousin de ce dernier, Petr, dirige le département de la police de 1884 à 1893 [458]. L'Instruction publique compte seulement deux titulaires, A. P. Nikolai (24 mars 1881-16 mars 1882) et surtout I. D. Deljanov (16 mars 1882-29 décembre 1897).

La rupture avec l'époque d'Alexandre II se fait sentir jusque dans la pratique politique et l'attitude personnelle de son fils, empreintes d'une froideur nouvelle, non seulement envers la cour, dont il n'aime guère les mondanités, mais aussi envers l'appareil bureaucratique. La création de la « sainte troupe » en est une illustration. À la fin de 1881, il est brièvement question de placer tout le département de la police et le corps des gendarmes sous la responsabilité de P. A. Čerevin, le chef de la garde personnelle du tsar. L'opposition des responsables du ministère de l'Intérieur finit par l'emporter et la *Svjaščennaja družina* est dissoute en novembre 1882. Chez Alexandre III, le dégoût de la corruption, réelle et qui ne diminuera pas, se mêle à la peur de la trahison et à la méfiance envers ces bureaucrates qui le séparent du peuple authentique avec lequel il pense avoir une relation naturelle. La monarchie semble se replier sur elle-même, ou sur la sphère familiale, et cela ne fera que s'accentuer sous Nicolas II. Désormais, le monarque est glorifié non en tant que souverain d'un État et d'une nation en plein développement, mais comme tsar en contact avec l'éternel russe, la nation ancienne, préservée, hors du temps[459]. Le gouvernement prend des mesures pragmatiques, qui s'écartent volontiers de la mystique de la loi, qu'ont portée, chacun à sa manière, Nicolas Ier et Alexandre II. Ce ne sont que règlements « temporaires », ou circulaires dont la publicité est restreinte. Parallèlement, des textes solennels tentent d'asseoir l'idée d'un régime profondément enraciné dans les traditions de son pays, confiant dans ses propres forces.

Le règlement du 14 août 1881 sur le maintien de la tranquillité publique a été largement débattu[460]. Si des historiens soviétiques, comme P. A. Zajončkovskij, y voient une manifestation d'inquiétude du pouvoir face à la montée des forces révolutionnaires, d'autres, comme I. M. Aronson, pensent qu'il s'agit plutôt d'un outil de contrôle de la société, afin d'éviter les débordements des pogroms : en somme, l'État entend se réapproprier le monopole de la violence. Aux yeux de J. W. Daly, le texte serait un retour de balancier en faveur d'une certaine légalité : des pouvoirs extraordinaires sont octroyés, mais pour trois ans seulement et ils sont plus limités

que ceux dévolus aux gouverneurs généraux en avril 1879. Ces pouvoirs sont répartis en fonction de trois niveaux de menace [461]. En dehors de l'état d'urgence, les forces de l'ordre peuvent arrêter et détenir jusqu'à sept jours ceux qu'elles suspectent d'activité criminelle contre l'État ou d'adhésion à une organisation illégale. Dans les régions où est déclaré un état de « sécurité renforcée » (*usilennaja oxrana*), les gouverneurs ou gouverneurs généraux peuvent non seulement déférer devant les tribunaux militaires les auteurs de violences contre les représentants de l'État, assigner à résidence ou envoyer en exil (de un à cinq ans) les fauteurs de trouble, mais aussi interdire les rassemblements, infliger des peines allant jusqu'à trois mois de prison et 500 roubles d'amende. Les responsables des régions soumises à une « sécurité extraordinaire » (*črezvyčajnaja oxrana*) ont la possibilité de créer des unités spéciales de police militaire, d'infliger des amendes allant jusqu'à 3 000 roubles, de confisquer les biens et de démettre de leur fonction les agents nommés ou élus qu'ils jugent déloyaux. Ce stade ultime ne sera atteint qu'en décembre 1905, au moment où la reprise en main du pays s'effectuera avec l'énergie du désespoir, sous l'impulsion de P. Durnovo [462]. Le 20 mai 1885, une loi autorise le ministre de la Justice à muter ou congédier les magistrats coupables de « manquements » à leurs obligations.

Quelque impitoyables qu'ils aient pu être, Tolstoj, ou ses successeurs réputés les plus sévères, comme Durnovo ou Plehve, n'ont rien d'un Dzeržinskijou d'un Berija. Ils n'ont pas de dispositions sadiques et adhèrent au code moral de l'ère victorienne, même quand ils usent de la manière forte. Par ailleurs, la « voie légale » de la répression, remontant vers le ministre de la Justice et soumise à l'approbation de l'empereur, est tout aussi empruntée que la « voie administrative ». Des calculs à peu près compatibles ont été effectués pour la période 1881-1904 : 8 173 perturbateurs de l'ordre sont exilés sur recommandation du ministre de la Justice et 8 240 sont condamnés à des peines moins graves. Pendant ce temps, le Comité particulier (*Osoboe soveščanie*), instance composée de représentants des ministères de la Justice et de l'Intérieur, sous la présidence de l'Intérieur,

examine les demandes soumises par les gouverneurs. Il prononce 11 879 sentences de relégation. Mais ces deux contingents ne représentent qu'une faible partie des exilés, qui sont près de 300 000 d'après le recensement de 1897. La moitié environ d'entre eux (150 159) ont été condamnés par des cours de justice suivant la procédure ordinaire, issue de la réforme judiciaire de 1864 et le reste (146 658) a été envoyé en Sibérie par les communautés de paysans ou de citadins, conformément au principe du *self-government*[463]. Il reste que les dispositions provisoires, entrées en vigueur en août 1881, ont tendance à s'éterniser et que les serviteurs de la monarchie y prennent goût. En 1893, I. Durnovo proteste contre l'idée d'accroître le contrôle du Sénat sur les gouverneurs, car ce serait donner trop de poids à des considérations « purement légales[464] ».

Alexandre III veut se reposer sur le bon peuple paysan, respectueux de ses anciens seigneurs. Lors des fêtes du couronnement, en mai 1883, il enjoint aux doyens cantonaux (*staršiny*) : « Obéissez docilement à vos maréchaux de la noblesse. » Deux ans plus tard, il tente de renouer avec Catherine II en fêtant avec éclat le centenaire de la Charte de la noblesse. Le rescrit du 21 avril 1885 remercie les nobles pour leur loyauté et leur dévouement, affirme que cet ordre est inséparable de l'histoire de l'État et du peuple russe. » Et d'exhorter les aristocrates à se montrer à la hauteur de leurs ancêtres[465]. C'est alors qu'A. D. Pazuxin réalise une ascension météorique. Simple maréchal de la noblesse du gouvernement de Simbirsk, il publie dans le *Messager russe* un article, bientôt réimprimé sous forme de brochure, « L'état actuel de la Russie et la question des ordres » (*Sovremennoe sostojanie Rossii i soslovnyj vopros*), qui exalte le rôle de la noblesse dans la société. Cette œuvre lui vaut de devenir le bras droit du ministre de l'Intérieur. Malgré tout, la situation économique de la noblesse dans son ensemble se dégrade[466].

Le souverain est beaucoup moins attaché à la commune paysanne, au canton et au zemstvo que son père. En février 1886, il interdit de fêter le vingt-cinquième anniversaire de l'abolition du servage. Par tous les biais, il cherche à renforcer la tutelle des gouverneurs et des nobles sur

les assemblées élues. La décision la plus significative est la création du « chef rural » (*zemskij načal'nik*), le 12 juillet 1889. Ce nouvel agent de l'autorité reprend une bonne partie des responsabilités dévolues aux élus locaux. Il est choisi parmi les propriétaires fonciers jugés dignes de confiance, désigné par le ministre de l'Intérieur, sur proposition du maréchal de la noblesse de sa province. C'est à lui de remplacer les médiateurs (*mirovye posredniki*) chargés jusque-là de la justice de paix dans les campagnes. En outre, il devient *de facto* le tuteur légal du zemstvo, avec droit de veto sur les délibérations, de révocation des administrateurs, de cassation des sentences, ainsi que le pouvoir d'infliger amendes et peines de prison. La loi du 12 juin 1890 permet de suspendre les délibérations des zemstvos qui seraient « illégales », ou « inopportunes ». Les villes sont à leur tour touchées par les contre-réformes. À partir du 11 juin 1892, le cens est fortement relevé, les élections urbaines sont toutes soumises à l'approbation du gouvernement central qui nomme directement les maires des deux capitales dont la population atteint alors le million d'habitants. À Moscou, on passe de 23 000 à 6 200 électeurs au conseil municipal et à Pétersbourg de 21 000 à 7 000.

La liberté d'expression n'est guère à l'ordre du jour. Le règlement sur la presse du 27 août 1882 rétablit la censure préalable pour toute publication ayant reçu trois avertissements. Le rédacteur et l'éditeur peuvent être frappés d'interdiction définitive d'exercer ; entre autres nouvelles contraintes, ils doivent dévoiler aux autorités les pseudonymes de leurs auteurs. En outre, des circulaires ministérielles interdisent ponctuellement de traiter tel ou tel sujet : l'activité des zemstvos et des conseils municipaux, les grèves, les troubles universitaires… Une Commission supérieure de la presse est mise en place, rassemblant les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de l'Instruction publique et le procureur général du Synode. Elle interdit sept publications, dont les *Annales de la patrie* (*Otečestvennye zapiski*) en 1884. Les grands auteurs sont aussi censurés, comme par exemple Tolstoï, pour *La Sonate à Kreutzer* (1887-1889).

L'Instruction publique est touchée également. Deljanov, qui a accompli un remarquable travail en tant que responsable de la Bibliothèque publique impériale de Pétersbourg, est installé au ministère, sur la recommandation de son prédécesseur Tolstoj, de Pobedonoscev et du journaliste conservateur M. Katkov. Il laisse le souvenir d'un auxiliaire zélé de la réaction. Le statut universitaire du 23 août 1884 renvoie presque les études supérieures au temps de Nicolas Ier. À nouveau, les étudiants sont astreints à porter l'uniforme, les doyens et les professeurs nommés par le ministère qui désigne aussi les jurys d'examens, sur des programmes approuvés par l'État. Curateurs et inspecteurs ont des pouvoirs accrus pour assurer le maintien de la discipline. On tente de réduire les effectifs, non par un *numerus clausus*, mais par la hausse des droits d'inscription qui passent de 10 à 50 roubles. Pourtant, le nombre des étudiants augmente, passant de 8 000 en 1880, à 16 000 en 1900 ; on trouve en proportion égale des nobles et des roturiers.

Des mesures tout aussi drastiques sont prises dans l'enseignement secondaire. La circulaire de 1887, dite des « fils de cuisinières », préconise une sélection sociale radicale dans les gymnases pour garçons [467]. Leurs effectifs tombent de 72 000 élèves en 1885 à 63 000 en 1894. Dans le primaire, l'encouragement est sélectif : l'État soutient les écoles paroissiales au détriment des établissements des zemstvos.

Cherchant à s'appuyer sur le nationalisme d'une partie de l'opinion, le gouvernement intensifie également la russification. En « Petite-Russie », toute importation de publication en ukrainien depuis la Galicie autrichienne est prohibée. En 1883, le curateur de l'« Université des provinces de la Vistule » (le nouveau nom de l'université de Varsovie) rend obligatoire le russe dans tous les enseignements. Giflé par un étudiant, il est décoré par Alexandre III. En 1892, même le catéchisme doit être enseigné en russe. L'année suivante, Dorpat est subitement rebaptisée de son nom slave d'origine, Jur'ev, qui s'appliquera aussi à l'université germanophone, bientôt russifiée. Des mesures discriminatoires sont prises contre les juifs. Le 3/15 mai 1882, des dispositions temporaires leur interdisent, sur le territoire de la zone de

résidence où ils sont officiellement confinés, de s'établir hors des villes et des bourgs ou d'y posséder des terres ; ils ne peuvent pas non plus prendre d'hypothèques ou contracter de prêts. En outre, ils ne doivent pas travailler le dimanche ou les jours de fêtes chrétiennes. En 1887, un *numerus clausus* leur est imposé dans les universités et les gymnases : pas plus de 10 % dans la zone de résidence, 5 % en dehors, 3 % dans les capitales. Ils doivent en outre avoir obtenu de meilleures notes que leurs camarades russes pour être admis. Enfin, en 1890 et 1891, on procède à des expulsions massives de commerçants et d'artisans juifs de Moscou. La capitale de l'ancienne Russie, où le frère du tsar, le grand-duc Serge, vient de prendre ses fonctions de gouverneur général, doit être « purifiée ».

Ce pays frileux et replié sur lui-même emprunte malgré tout la voie du capitalisme moderne. Tandis que les usines se développent et que les premiers conflits du travail viennent corser la tâche des gendarmes, des perspectives aussi immenses que celles du continent américain semblent s'ouvrir. Mais les quelques centaines de familles de la haute aristocratie et les quelques dizaines de dynasties de marchands-entrepreneurs n'ont pas assez de fonds pour financer les opérations et l'État non plus. La Russie commence à lever des emprunts sur les grandes places européennes, d'abord à Berlin et à Londres, mais en 1887-1888 s'opère un tournant. L'empire des tsars veut bien s'ouvrir, mais souhaite aussi protéger ses entreprises et regarnir un Trésor mis à mal par les fastes et les guerres de la fin des années 1870. Alexandre II était plutôt favorable au laissez-passer, son fils se laisse convaincre par des ministres protectionnistes. I. A. Vyšnegradskij qui détient les Finances (1er janvier 1887-30 août 1892) pratique une hausse continue des tarifs sur les produits industriels. Il réunit une grande commission à ce sujet en 1890, où siège entre autres le célèbre chimiste D. I. Mendeleev. Le tarif de 1891 augmente encore les taxes à l'importation sur 63 % des marchandises répertoriées. En outre, les autorités russes interdisent aux étrangers d'acheter des terres dans les provinces de la Vistule. C'en est trop pour l'Allemagne. Bismarck refuse les emprunts russes à partir de 1887. L'année suivante, c'est Paris qui reprend le flambeau :

un basculement géopolitique est en cours [468]. Mais l'économie russe demeure fragile. Les années 1891 et 1892 sont catastrophiques : mauvaises récoltes et épidémie provoquent une famine dans de nombreux districts.

S. Ju. Witte prend la relève aux Finances en 1892, fonction qu'il conservera jusqu'en 1903. Issu du milieu des affaires, il a été brièvement ministre des Voies de communication, un poste créé pour lui. Conservateur optimiste, il croit à l'industrie nationale, sous la tutelle (*opeka*) de l'État, à condition que celui-ci recrute des jeunes spécialistes doués. Il entend aussi équilibrer le budget. Pour cela, il n'hésite pas à accroître fortement les impôts indirects, notamment la taxe sur la vodka. De 1886 à 1892, leur recette passe de 385 à 467 millions de roubles. À partir de 1894, le monopole d'État sur les alcools est progressivement étendu à tout l'Empire : en 1900, il rapporte environ 500 millions de roubles. Alors que les études se multiplient sur le fléau de l'alcoolisme, les bons comptes obligent à vendre toujours plus de boisson [469]. Les hausses de taxe contribuent par ailleurs à la famine de 1892.

En 1891 commence la grande aventure du Transsibérien. Il ne s'agit plus de relier Moscou à Pétersbourg, mais à Vladivostok, nouvel avant-poste de l'Empire, acquis trente ans plus tôt sur la Chine. Cette fois, les capitaux étrangers, en particulier français et belges, sont indispensables. Les conservateurs accusent Witte de prendre le risque de réduire la Russie à l'état de colonie. Il réplique qu'elle est trop forte pour cela et parvient à gagner une partie de la cour et de l'administration à une « jubilation impérialiste [470] ».

La vieille image du colosse aux pieds d'argile a tendance à revenir quand on évoque la fin du règne d'Alexandre III. Apparemment, sous l'égide de ce monarque géant, impassible, à l'ample barbe traditionnelle, l'ordre a été rétabli, le pays a retrouvé sa stabilité. Mais le prix à payer est un nouveau « calme plat », ou une régression dans la vie sociale, intellectuelle et même religieuse. Le développement industriel, rapide et spectaculaire, repose sur une base agricole archaïque et fragile et provoque des mutations sociales brutales. Dans le domaine des relations extérieures, la Russie a profité d'une

assez exceptionnelle période de paix, puisque ses armées n'ont été engagées dans aucun conflit majeur. Pourtant, elle ne se sent pas si sûre de sa force, puisqu'elle a dû, après avoir rompu son alliance continentale avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, s'engager dans un étrange rapprochement avec la France républicaine.

chapitre 7

Guerres et révolutions (1894-1917)

Dès son avènement, Nicolas II lui-même balaie tout espoir d'ouverture. Il affirme sans ambiguïté qu'il gouvernera de la même manière que son père, en s'appuyant plus que jamais sur la tradition, réelle, ou revisitée, et sur l'idée qu'il se fait du lien particulier entre le souverain et son peuple. L'armée et la bureaucratie demeurent tout aussi corsetées, la noblesse et l'Église orthodoxe conservent leurs privilèges, mais le monarque se détache de ces soutiens institutionnels, voire s'en méfie. Dès sa première allocution publique, devant les délégués de la noblesse, des zemstvos et des villes venus le féliciter peu après son mariage, le 17/29 janvier 1895, il tente d'imposer l'idée d'une parfaite continuité : « Je sais que ces derniers temps se sont fait entendre dans certaines réunions du zemstvo les voix de gens caressant des rêves insensés [471] sur la participation de représentants du zemstvo aux affaires intérieures. Que tout le monde sache que, tout en consacrant toutes mes forces au bien du peuple, je conserverai le principe de l'autocratie tout aussi fermement et inébranlablement que l'a fait mon inoubliable défunt père [472]. » La parole est ferme, mais son auteur manque d'assurance : il ne s'estime pas prêt à assumer ses fonctions, ce qui explique aussi sa volonté de ne rien changer.

Nicolas II demeure distant envers les hauts fonctionnaires de l'État qui l'entourent et ne semble à l'aise que dans le milieu des officiers au sein duquel il a été formé. La sphère familiale est son autre domaine de prédilection : il aime diffuser l'image d'un père et d'un époux aimant, à travers les photographies et les portraits, déclinés désormais à grand tirage dans des brochures, ou sur les cartes postales. La piété orthodoxe, que l'impératrice a embrassée avec d'autant plus de zèle qu'elle a d'abord été une convertie réticente, est un autre jardin secret que le couple cultive et à travers lequel il pense retrouver la vraie Russie. Enfin, la nostalgie des premiers Romanov n'est pas qu'un jeu de circonstance, inspiré par les

commémorations en grande pompe du tricentenaire de la dynastie en 1913[473]. Les bals masqués et les costumes d'époque qu'y portent le tsar et la tsarine laissent penser que le passé leur offre un sol plus ferme sous les pieds. Pour autant, ils n'en oublient ni la modernité, ni qu'ils appartiennent à l'une des grandes maisons d'Europe : d'autres photographies montrent Nicolas II et Georges V côte à côte en uniforme, étonnamment ressemblants, ou Nicolas sur le pont de son yacht ; c'est en anglais que l'empereur s'adresse à son épouse allemande et il signe « ton Nicky » ses lettres à Guillaume II. La rhétorique antigermanique qui fleurissait sous Alexandre III est mise quelque temps en sourdine, grâce au mariage de Nicolas avec Alix de Hesse-Darmstadt, qui est aussi petite-fille de la reine Victoria.

1. Dix années conservatrices (1894-1903)

Les dix premières années du règne donnent l'image d'une Russie forte et entreprenante, gouvernée d'une main plutôt rugueuse par une équipe presque inchangée. Cette politique conservatrice est naturellement soutenue par Pobedonoscev, ancien précepteur du tsar et inamovible procureur général du Synode. Une autre figure paternelle est le grand-duc Serge, oncle de Nicolas II et mari de la sœur aînée de la tsarine[474]. Les grands ministres d'Alexandre III sont confirmés dans leurs fonctions, notamment les serviteurs fidèles et conservateurs comme N. K. de Giers aux Affaires étrangères, I. Durnovo à l'Intérieur, P. S. Vannovskij à la Guerre, I. D. Deljanov à l'Instruction publique, mais aussi le ministre des Finances, Witte, plus ouvert. Les premiers remplacements significatifs seront dus aux décès de Giers (14/26 janvier 1895) et de Deljanov (29 décembre 1897/10 janvier 1898).

A posteriori, le récit de la révolution en marche et des mauvais présages annonçant la chute inévitable de l'Ancien Régime s'est imposé. Les deuils qui ont assombri les débuts de Nicolas II n'ont certes pas échappé aux Russes, tant dans les hautes sphères qu'ailleurs dans la société. La censure officielle et le très faible degré d'instruction de la majorité de la population font qu'il est très difficile de parler d'une opinion publique. Cependant, la rumeur court et certains

événements sont loin de passer inaperçus, particulièrement parmi les paysans dont le monarchisme naïf, tout dévoué au tsar-père, s'accompagne de la crainte du mauvais œil, ou de la mauvaise heure.

Le mariage et le couronnement ont été, depuis le premier tsar, Ivan le Terrible, des moments essentiels du théâtre du pouvoir. Ils doivent paraître joyeux et démontrer avec éclat la parfaite harmonie entre l'autocrate choisi par Dieu et son peuple très orthodoxe. Ainsi bénie, sous de bons auspices, l'union va rapidement donner au trône un héritier. Or, sur tous ces points, les signes funestes s'accumulent. Le grand-duc héritier du trône Nikolaj Aleksandrovič a fêté son vingt-sixième anniversaire le 18 mai 1894 ; quelques semaines plus tôt (le 8 avril), il a obtenu le consentement de son père pour se fiancer à Alix de Hesse sur laquelle il a jeté depuis longtemps son dévolu [475]. L'instruction de la fiancée a commencé, afin qu'elle acquière la foi orthodoxe et la langue russe. Pourtant, la levée des obstacles doit autant au triomphe de l'amour qu'à une brutale dégradation de la santé d'Alexandre III. Alix rejoint la famille impériale en Crimée le 10 octobre pour assister à l'agonie de celui qui aurait dû être son beau-père. Elle reçoit l'onction qui fait d'elle une orthodoxe et le nom d'Aleksandra Fedorovna le 21 octobre/2 novembre, au lendemain de la mort du tsar. Dans une famille ordinaire, le mariage eut été repoussé d'un an, terme requis par le deuil du père. Mais Nicolas est désormais le détenteur du trône et il ne doit pas demeurer célibataire. Conscient de cette nécessité, mais éprouvant aussi des scrupules compréhensibles, il souhaite un mariage discret, sans cérémonie, en Crimée. On lui fait valoir que son nouveau statut requiert une célébration publique, dans la capitale. Elle a finalement lieu le 14/26 novembre 1894, à Pétersbourg. L'union est féconde, mais les quatre premiers enfants sont des filles [476].

Le couronnement impérial, soigneusement préparé pour montrer la grandeur de la monarchie à ses sujets comme aux puissances étrangères est endeuillé par une bousculade meurtrière, le 14 mai 1896. Au nord-ouest de Moscou, dans la grande plaine de la Xodynka, qui a servi aux réjouissances populaires lors du sacre d'Alexandre III, une foule plus

nombreuse que jamais s'est assemblée pour goûter aux mets distribués gratuitement et recevoir un gobelet émaillé, réputé indestructible, souvenir officiel de l'événement. Mais la presse est telle que plus de deux mille personnes périssent écrasées. Cette catastrophe est loin d'être unique : il s'en produira une semblable aux funérailles de Staline, en 1953. Nicolas II aggrave encore la situation en assistant le soir même au bal donné à l'ambassade de France sur les instances de ses oncles qui privilégient les considérations diplomatiques. On en conclut immédiatement qu'il est indifférent aux souffrances du peuple, ou pis, tout entier tourné vers les plaisirs mondains, bien que les enjeux soient élevés en matière d'affaires étrangères et le bilan plutôt favorable. Une alliance est signée avec la Chine, qui fait de la Russie le protecteur de l'empire du Milieu (22 mai/5 juin). Et le couple impérial part bientôt pour un long voyage à l'étranger, marqué par un premier séjour triomphal à Paris (5-9 octobre).

Avant cette nouvelle grande ambassade, Nicolas II a inauguré à Nižnij Novgorod la XVIe Exposition industrielle et artistique panrusse (28 mai/9 juin-1/13 octobre 1896). Subventionnée par le Trésor, elle dévoile au public des réalisations ambitieuses ou prometteuses : la première automobile russe ; le premier détecteur de foudre, invention d'A. S. Popov ; huit pavillons d'exposition couverts d'une surface réglée en coquille mince, ainsi qu'une tour-château d'eau hyperboloïde, construits et brevetés par l'architecte V. G. Šuxov[477]. À cette occasion se tiennent aussi un congrès panrusse des industriels et la première réunion officielle des présidents de zemstvo. Cette dernière initiative, due à D. N. Šipov, pourrait permettre aux institutions du *self-government*, en place depuis plus de trente ans désormais, de se fédérer et à leurs responsables d'échanger des idées à un niveau national. Pourtant, et alors que les délégués se montrent parfaitement loyaux, les autorités s'opposent à une telle évolution. Le congrès suivant, prévu pour 1897, sera interdit. Les zemstvos ne pourront relever la tête qu'en 1903-1904, mais ils auront alors des revendications plus radicales. En ce domaine, la France n'est guère plus avancée : c'est en 1907 seulement qu'est créée l'Association des maires de France

dont le congrès devient bientôt un important rendez-vous de la vie politique.

L'année 1897 est celle du premier recensement complet de l'Empire qui compte alors 125 640 021 habitants (sans le grand-duché de Finlande). Le 28 janvier/9 février 1897, chacun d'entre eux doit répondre à quatorze questions qui permettent de donner une sorte de photographie de classe, à l'échelle du pays [478]. La méfiance, face à une armée de près de 150 000 recenseurs, provoque des rumeurs dans les provinces reculées : de nouveaux impôts sont à prévoir, à moins que l'Antéchrist en personne n'ait ordonné ce dénombrement général… Parmi les données alarmantes figure le nombre d'illettrés : seulement 19,78 % de la population sait lire et écrire (21,1 % en Russie d'Europe) : c'est alors que la Russie se trouve le plus en retard par rapport à la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie, qui ont déjà entrepris des efforts de scolarisation importants [479]. Le pays est encore très largement rural, avec seulement 13,4 % de citadins (16 828 395 personnes) et 77,5 % de gens de condition paysanne (contre 10,7 % de citadins non privilégiés – *meščane* – 1,5 % de nobles, 0,5 % de membres du clergé, 0,3 % de citadins notables – *početnye graždane* – 0,2 % de marchands – *kupcy*). La ruralité touche jusqu'au souverain qui se définit comme « propriétaire du pays russe » (*xozjain Zemli Russkoj*).

La densité est très inégale. De vastes régions périphériques (au nord, à l'est en particulier) sont peu peuplées. Le poids de l'Europe, en particulier chez les résidents des villes, est écrasant : sur cinquante-six villes de 50 000 habitants ou plus, une seule, Taškent (qui en compte 155 700), se trouve à l'est de la Volga. Mais la population est jeune et son taux de fécondité et de nuptialité est élevé. L'une des raisons est que le système traditionnel de partage des terres au sein de la commune alloue un lot à chaque couple, tandis que les célibataires n'y ont pas droit. À l'inverse, dans les pays occidentaux une partie des enfants restent célibataires pour éviter de morceler le patrimoine. Les nationalités sont très nombreuses, au point qu'on ne les distingue pas toutes, c'est ainsi que les Kazakhs et les Kirghizes sont confondus dans

certaines régions et les Turkmènes et les Tadjiks dans d'autres. L'homogénéité du grand empire est assurée par la forte prédominance des « Grands-Russes » (44,3 %), « Petits-Russiens » (Ukrainiens, 17,8 %) et Russes Blancs (4,3 %) qui ont très majoritairement la religion de leur tsar-père. Au contraire, les Polonais (6,3 %) sont en grande majorité catholiques. Les orthodoxes sont 69,3 %, mais les vieux-croyants et les gréco-catholiques n'ont pas droit de cité et sont donc comptés au sein de la religion officielle. En outre, il semble que le dénombrement exagère quelque peu le nombre des Russes et minore celui des Polonais[480]. Les musulmans représentent 11,1 %, les catholiques 9,1 % et les juifs 4,2 %.

Le 3 janvier 1897, Witte lance une réforme monétaire qui adopte un étalon-or pour le rouble. Le rouble-or ou « l'impérial » vaut 15 roubles, au lieu de 10 auparavant, mais la dévaluation ne précipite pas davantage la chute de la monnaie nationale, qui devient convertible, un pas en avant dans l'intégration de la Russie dans le marché mondial[481]. L'économie, en plein essor, s'en trouve stimulée, surtout dans le domaine industriel (+ 8 % de production entre 1890 et 1899). Ce contexte est favorable à la levée de nouveaux emprunts (275 millions de roubles entre 1895 et 1899), et au remboursement partiel de la dette (qui passe de 258 à 158 millions de roubles). Les capitaux étrangers, surtout français et belges, affluent. En 1900, ils contrôlent 60 % de la production de houille et 80 % de celle de coke. C'est aussi grâce à eux que la construction du Transsibérien s'achève en 1901, dix ans seulement après avoir commencé. Au total, le kilométrage de voies ferrées en Russie s'accroît de 44 000 en 1898 à 70 000 en 1913. Cette fièvre des affaires s'accompagne de scandales et de corruption qui touchent de près de hautes personnalités de la cour, voire de la famille impériale. En outre, les milieux d'affaires sont naturellement jaloux de l'ingérence étrangère. Et lorsque la conjoncture mondiale s'inverse en 1900, après une crise monétaire, les critiques pleuvent sur Witte[482].

En 1897, l'agitation sociale reprend. Les grèves et autres mouvements ouvriers, plus nombreux qu'auparavant, débouchent sur la loi du 2/14 juin 1897, qui crée le délit de

grève, mais réglemente également, pour la première fois, la durée journalière du travail[483]. L'année suivante, un décret oblige les industriels à offrir une assistance médicale gratuite dans les usines comptant plus de cent employés. Le 2 juin 1903, ils sont aussi astreints à payer une pension d'invalidité de 50 % à 66 % du salaire aux ouvriers blessés ou à leur famille. Ainsi s'esquisse timidement le modèle d'une monarchie sociale, tandis que le département de la police tente de mettre sur pied un syndicalisme monarchiste. Entre 1896 et 1902, S. V. Zubatov, alors à la tête de l'Okhrana à Moscou (*Moskovskoe Oxrannoe otdelenie*), imagine de couper l'herbe sous le pied des agitateurs populistes ou marxistes grâce à une organisation d'ouvriers dévoués au tsar[484]. Avec l'approbation du gouverneur général, le grand-duc Serge, et du chef de la police (*Moskvoskij ober-policejmejster*) D. F. Trepov[485], il invente le scénario d'un régime qui souhaite protéger les prolétaires contre les excès du grand capital. Pour artificielle qu'elle paraisse, cette mise en scène rencontre un certain succès. En mai 1901 est autorisée une Société d'entraide des ouvriers de la production mécanique (*Obščestvo vzaimopomošči rabočix mexaničeskogo proizvodstva*). Des cours sont ouverts dans les locaux du Musée historique. En septembre 1901, c'est un Conseil des ouvriers de la production mécanique (*Sovet rabočix mexaničeskogo proizvodstva*) qui voit le jour. Le 19 février 1902, ils sont 40 000 ouvriers à défiler en bon ordre à Moscou devant le monument à Alexandre II ; Trepov et Zubatov soutiennent leurs revendications modérées dans le conflit qui les oppose alors à la Manufacture de soie (*Šelkovaja manufaktura*). Zubatov est promu chef de la section spéciale du département de la police (*Osobyj otdel Departamenta Policii*) à Pétersbourg.

Pourtant, la subversion ne désarme pas. Les anciens étudiants de la Marche au peuple, condamnés à des peines de vingt ans de bagne ou d'exil, commencent à revenir de Sibérie en 1897 : en peu de temps apparaissent des partis qui tentent d'essaimer parmi les paysans et les ouvriers. Les Socialistes révolutionnaires (SR) sont les héritiers des populistes. L'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie (Bund), fondé à Vilna en 1897, est le premier parti

d'obédience marxiste. Les sociaux-démocrates (SD ou RSDRP), qui s'organisent un an plus tard à Minsk, sont la première hypostase du futur parti communiste, mais leur congrès constitutif ne rassemble que neuf délégués [486]. Dans les villes universitaires, la nouvelle génération d'étudiants se regroupe au sein de « corporations » affichant des buts d'entraide, mais qui prennent rapidement des allures de syndicats ou de micropartis au sein desquels se préparent des manifestations. Le ministre de l'Instruction publique Bogolepov décide de sévir : tout étudiant pris à manifester dans la rue risque une incorporation immédiate dans l'armée.

Si la répression politique répond à la recrudescence des activités contestataires, elle les suscite également. Ainsi, le grand-duché de Finlande, bénéficiant jusque-là d'un statut à part, est rattrapé par la russification. Le 7 août 1898, Nicolas II place à sa tête le général N. I. Bobrikov. L'année suivante, le manifeste du 3/15 février 1899 qui établit la primauté des lois russes sur le droit finlandais provoque un mécontentement général [487]. Une troisième antenne de l'Okhrana, après Moscou et Pétersbourg, est ouverte à Varsovie en 1900. En revanche, l'impôt punitif pesant sur les propriétaires polonais depuis l'insurrection manquée de 1863 est aboli, de même que l'exil administratif en Sibérie (ukase du 12/25 juin 1900). Face aux aspirations nationales et sociales, l'empereur tente, une fois encore, de s'appuyer sur l'ordre nobiliaire. Conscient que ce traditionnel pilier de la monarchie a été ébranlé par les réformes et que les contre-réformes de son père ne l'ont pas assez consolidé, il réunit en 1897 une conférence chargée d'étudier « les besoins de la noblesse ». L'administration rurale et urbaine est plus que jamais placée sous la tutelle nobiliaire après l'institution du *zemskij načal'nik* et la révision du cens ; par ailleurs, deux lois de 1899-1900 autorisent la constitution de majorats, regroupant l'essentiel d'un patrimoine au profit d'un seul héritier et rehaussent encore la barrière de l'anoblissement.

Dans les provinces occidentales les pogroms reprennent et deviennent plus fréquents. Les mesures discriminatoires de 1887 (sur les quotas d'étudiants) et 1890 (sur les élections municipales), ainsi que les expulsions des juifs de Moscou, en

1890-1891, ont donné des signaux clairs. Le pogrom de Starodub (gouvernorat de Černigov) éclate le 29 septembre 1891, provoqué, semble-t-il, par des marchands russes (vieux-croyants) qui se plaignent de concurrence déloyale. Un autre se produit à Kutaisi (actuelle Géorgie) en 1895. Entre 1897 et 1899, les gouvernements de Kiev et Kherson sont secoués par ces violences à plusieurs reprises, notamment à Pâques en 1899. Les autorités sont au courant des préparatifs et préviennent sélectivement des familles de notables juifs, mais ne prennent aucune autre mesure préventive et rétablissent l'ordre seulement après avoir laissé la populace se déchaîner pendant un, deux ou trois jours[488]. Un degré de violence supplémentaire est franchi à Kichinev, les 6 et 7 avril 1903, pendant les fêtes de Pâques. On dénombre 49 morts et 586 blessés. Se constituent alors, à l'ombre de la police, des sociétés aux noms sinistrement évocateurs : le « Rassemblement russe » (*Russkoe sobranie*) ou l'« Union des vrais Russes » (*Sojuz istinno russkix ljudej*). Enregistré dès janvier 1901, *Russkoe sobranie* recrute dans les hautes sphères, puisque y adhèrent, à un moment où à un autre, B. V. Štjurmer et A. F. Trepov qui seront présidents du Conseil des ministres en 1916, V. K. Sabler et N. P. Raev, procureurs généraux du Synode, plusieurs archevêques, ou la veuve de Dostoïevski. L'un des premiers à rejoindre cette association est V. M. Puriškevič, un gentilhomme ultramonarchiste, originaire de Bessarabie, qui commence sa carrière au ministère de l'Intérieur. Le principal inspirateur du *Sojuz instinno russkix ljudej* est le prince V. P. Meščerskij, polémiste conservateur déjà bien connu. Nicolas II reçoit, le 31 décembre 1904 et le 31 décembre 1905, une délégation du *Russkoe sobranie*, qui lui remet une humble supplique, et la félicite pour son action bénéfique. En réaction aux violences antisémites, des groupes juifs d'autodéfense s'organisent ; ils entrent en action lors du pogrom de Gomel (29 août-1er septembre 1903). L'opinion internationale s'émeut et la réputation de l'Empire en souffre. Les juifs, pour qui la russification a pu paraître une voie d'émancipation, sont en pleine quête identitaire. C'est entre 1894 et 1914 que Sholeim Aleichem écrit en yiddish *Tevye et ses filles* (ou *Tevye le laitier*), récits qui seront adaptés dans la comédie musicale *Le Violon sur le toit*, créée à Broadway en

1964. Ce chromo de la vie juive dans la zone de résidence à l'aube du XXe siècle, hésitant entre tradition et modernité, ne peut se concevoir sans la scène du pogrom qui conclut l'acte I.

Les attentats ciblés reprennent et déciment les ministres. Le premier à tomber est Bogolepov (2/15 mars 1901), suivi du ministre de l'Intérieur D. S. Sipjagin (15 avril 1902). Bogolepov est remplacé par un ancien ministre de la Guerre, Vannovskij. Chargé, en février 1899, d'enquêter sur les troubles estudiantins, il a conclu que les fonctionnaires de l'Intérieur et de l'Instruction publique avaient manqué de vigilance. Dans ses nouvelles fonctions, Vannovskij se montre toutefois plus nuancé, annulant l'ordre d'incorporation des étudiants ; il autorise même, à des conditions très restrictives, leurs corporations. Le remplaçant de Sipjagin a passé quatorze ans au ministère de la Justice, mais occupe depuis 1881 des postes-clés à l'Intérieur ou en province. Plehve est partisan de la manière forte et revendiquerait sans états d'âme l'appellation de « premier flic de Russie », comme l'aurait dit Clemenceau. Il réprime violemment les paysans révoltés des gouvernements de Poltava et Kharkov (1902) et entreprend de mettre au pas les zemstvos, notamment dans la province de Tver. Le 13 août 1902, ce sont huit points-clés de l'Empire qui sont dotés d'antennes de l'Okhrana : Vilna, Kharkov, Kiev, Ekaterinoslav (Dnepropetrovsk) et Odessa dans la partie occidentale, Kazan et Saratov sur la Volga et Tiflis, principale ville du Caucase russe.

Les ordonnances de Plehve interdisent même la collecte des données statistiques locales, jugée fauteuse de troubles. La suspicion atteint jusqu'à la Société libre d'économie (*Vol'noe èkonomičeskoe obšč*estvo), fondée par ukase de Catherine II en 1765, qui défend avec trop de vigueur des réformes libérales. Ses réunions se tiennent à huis clos depuis 1900. La voilà temporairement fermée. Plehve ne manque pas d'intérêt pour la politique étrangère et l'Extrême-Orient, mais c'est son analyse de la situation intérieure de la Russie qui lui fait dire que le pays a besoin d'une « petite guerre victorieuse » pour éviter la révolution [489].

Qui est le plus proche du peuple en 1903 ? Probablement pas le parti social-démocrate (RSDRP) qui tient son deuxième

congrès entre Londres et Bruxelles (juillet-août 1903) et se scinde entre mencheviks et bolcheviks[490]. Le peuple, lui, semble suivre le tsar et l'Église orthodoxe qui a canonisé le starets Séraphin de Sarov le 29 janvier. Ce modeste moine, mort en province en 1833 sans avoir jamais avoir été élevé au rang de prélat, fait déjà depuis longtemps l'objet d'une dévotion populaire. Nicolas II et son épouse voient en lui une figure susceptible de retremper la monarchie dans la foi simple et authentique du moujik et donnent au Synode des instructions qui aboutissent à la sanctification de l'ermite. Le 19 juillet, pendant que mencheviks et bolcheviks s'affrontent, la famille impériale va visiter Sarov. Sur le bord de la route, des centaines de milliers de paysans, encadrés par quinze mille policiers, se signent et s'inclinent avec ferveur.

2. La croisée des chemins (1904-1906)

La fragilité du régime et de son armée, ainsi que l'inadéquation des structures économiques et sociales du pays se révèlent brutalement lors de l'attaque-surprise du Japon contre Port-Arthur, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1904. La guerre que Plehve appelait de ses vœux ne sera ni petite, ni bonne. Pendant plus d'un an, la Russie accumule les défaites, incapable de contre-attaquer efficacement, tant sur terre que sur mer. La contestation relève la tête et frappe les symboles haïs de l'autorité absolue. Le général Bobrikov est assassiné le 4/17 juin, puis Plehve lui-même, le 15/28 juillet, en plein Pétersbourg. En août et en septembre, dans les campagnes d'Ukraine et de Biélorussie, les recrues qui doivent partir au front multiplient les manifestations d'indiscipline qui débouchent sur de nouveaux pogroms. Celui qui éclate à Aleksandrija (gouvernorat de Kherson) pendant la fête de Kippour fait une vingtaine de morts. Cependant, la famille impériale veut croire à la protection du ciel et de Séraphin de Sarov. Quinze jours après l'assassinat de Plehve, qui laisse fort peu de regrets, Alexandra Fedorovna donne naissance à l'héritier tant attendu, Alexis (30 juillet/12 août).

Entre le 6 et le 9 novembre, alors que Port-Arthur résiste encore, s'ouvre dans la capitale impériale une assemblée politique que l'on n'a pas manqué de comparer à aux États

généraux de 1789, malgré ses apparences modestes. Cette « réunion privée des agents du zemstvo » (*Častnoe soveščanie zemskix dejatelej*) est le premier congrès des représentants élus des provinces. Presque tous les présidents des trente-quatre zemstvos sont là et ont reçu des milliers de lettres de soutien. On y trouve D. N. Šipov, V. D. Nabokov, ainsi que M. V. Rodzjanko, membre d'une famille de grands propriétaires du district d'Ekaterinoslav. Le 8 novembre, le congrès vote une déclaration qui réclame, sans toutefois employer ces termes, l'octroi d'une Constitution et la convocation d'une assemblée élue qui vote les recettes et les dépenses, exerce un contrôle sur l'administration et assume le pouvoir législatif[491]. L'appel est diffusé dans le pays par une campagne de banquets (rappelant les « banquets républicains » de 1847-1848 en France). Dans le sillage de cette conférence commencent à se créer des unions (*sojuzy*) professionnelles qui forment un tissu associatif. Plus politique, l'Union des membres du zemstvo partisans d'une Constitution (*Sojuz zemcev konstitucionalistov*) s'organise autour des princes Petr et Pavel Dolgorukov et D. I. Šaxovskoj, tous descendants de familles illustres. Pendant ce temps, dans de nombreuses campagnes, la révolution agraire se propage, encouragée par les SR dont la propagande a préparé les paysans. L'autocratie se trouve donc prise entre trois feux : l'ennemi japonais ; les notables libéraux qui demandent un passage progressif à la monarchie constitutionnelle, et la paysannerie qui entend procéder au « partage noir » des terres, autrement dit à la suppression de la propriété foncière.

La capitulation de Port-Arthur (23 décembre 1904/2 janvier 1905) et le Dimanche rouge (9/22 janvier 1905) enclenchent un nouveau cycle de troubles, mais ce ne sont plus des révoltes, c'est une révolution. Dès le 3 janvier, les ouvriers des usines Putilov de Pétersbourg ont entamé une grève. Le 8, G. A. Gapon, prêtre et agent de l'Okhrana, annonce qu'il conduira le lendemain une manifestation pacifique jusqu'au palais d'Hiver, afin de remettre au souverain une supplique. Le document, qui a été conservé, mêle formes archaïques de déférence et revendications sociales précises. Il demande de meilleures conditions de travail et de salaire pour les ouvriers,

le droit d'association et de grève, la fin de la guerre, l'égalité de tous devant la loi, la responsabilité des ministres devant le peuple, le suffrage universel à bulletin secret, la convocation d'une assemblée constituante.

Nicolas II n'est pas dans sa capitale, mais a laissé des instructions strictes pour que l'ordre soit maintenu. Des démarches de dernière minute auprès de Witte, notamment de M. Gorki, cherchent à éviter un bain de sang[492]. Rien n'y fait : le dimanche, une foule nombreuse d'hommes, de femmes et d'enfants portant des icônes et des portraits du tsar essuie des tirs, puis les cosaques chargent. L'écho de cette fusillade est immense. Malgré la censure, elle est connue de tous et de violentes polémiques éclatent sur le nombre des victimes. Le premier bilan officiel du 10 janvier faisant état de 76 morts et 233 blessés est unanimement rejeté. Il est ensuite revu à la hausse par la police, à 130 morts et 299 blessés, et soumis à l'empereur. Le 18, les autorités publient une liste des 130 victimes, identifiées et inconnues[493]. Mais les correspondants étrangers donnent des chiffres beaucoup plus élevés, allant de 2 100 morts, pour *The Evening Sun* (New York), à 10 000 dans plusieurs quotidiens britanniques, ou 20 000 selon l'agence Reuters[494]. V. I. Ul'janov publie un article, intitulé *Journées révolutionnaires*, qui avance 4 600 morts, décompte emprunté au bilan révisé de Reuters, en date du 26 janvier ; c'est celui qui sera repris dans la *Grande Encyclopédie soviétique*[495]. À l'étranger, l'émotion est considérable. En France, principale alliée de la Russie, mais aussi héritière de 1789, les intellectuels se sentent solidaires du peuple russe et de Gorki, arrêté. En février se crée à Paris une Société des amis du peuple russe où cohabitent A. France, O. Mirbeau, C. Seignobos, É. Zola, E. Carrière ou É. Reclus. Elle milite pour la libération de Gorki, et s'oppose à l'octroi d'un prêt à la Russie. Elle organise des réunions d'information et publie plusieurs brochures afin de mieux faire connaître l'Empire et son histoire. Dès 1904 on avait donné une première représentation des *Bas-fonds* (*Na dne*) à Paris. En 1905, la pièce est montée de nouveau au Théâtre de l'Œuvre. Le jeune M. Vološin publie à Paris en français une tribune racontant ce dont il vient d'être témoin. Il conclut par une

envolée dramatique : « La devise du gouvernement russe : l'autocratie, l'orthodoxie et le nationalisme (*sic*) est ruinée. Le gouvernement a renié l'orthodoxie puisqu'il a donné l'ordre de tirer sur les icônes, sur la procession religieuse. Le gouvernement s'est proclamé hostile au peuple puisqu'il a donné l'ordre de tirer sur le peuple qui allait chercher protection auprès de son tsar. Ces jours n'ont été qu'un prologue mystique de la grande tragédie populaire qui n'a pas encore commencé. Spectateur, silence ! Le rideau se lève[496]… »

En Russie, les grèves se succèdent, les propos publics se font de plus en plus véhéments, le terrorisme répond à la violence d'État. Le 4/17 février, les étudiants et les professeurs de l'université de Pétersbourg condamnent « l'aventure criminelle » en Extrême-Orient et « les événements sanglants » du 9 janvier. Le même jour, à Moscou, le grand-duc Serge est assassiné. Le pouvoir envoie des signaux contradictoires. Le 12 janvier, D. F. Trepov est nommé gouverneur général de Pétersbourg, avec les pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre. Mais le tsar n'est pas prêt à cautionner de nouvelles fusillades et la troupe ne semble pas disposée à tirer sans épargner les cartouches, comme on le lui ordonne. Le 18 février/3 mars, sont publiés simultanément deux textes presque inconciliables. Dans un manifeste conservateur, Nicolas affirme le « caractère inébranlable des institutions léguées par l'Histoire ». Mais dans un rescrit adressé au ministre de l'Intérieur Bulygin, il annonce la promulgation de réformes « quand le besoin s'en fera sentir » et indique que des élus de la nation, jouissant de la confiance du peuple, participeront aux discussions préliminaires et à l'élaboration de ces réformes. Le 10 mars, les Japonais battent l'armée russe à Moukden et prennent le contrôle de la Mandchourie. La défaite élargit le champ des revendications. Les 8 et 9 mars s'est réuni le premier congrès de l'Union des unions (*Sojuz sojuzov*) qui fédère déjà quatorze associations. Lors du deuxième (6-8 juin) et du troisième (14-16 juillet), elle monte en puissance et soutient les protestations de masse.

La première concession réelle est l'édit du 4/17 avril 1905 sur « l'élargissement » de la tolérance religieuse. Désormais,

dès l'âge de 14 ans, tout sujet peut choisir sa confession, fût-ce en quittant le giron de l'orthodoxie. L'enseignement religieux et la publication d'ouvrages et de revues professant des opinions religieuses sont totalement libres. Cette liberté de conscience sera remise en question dès 1918. L'Église orthodoxe elle-même est en pleine crise. Le 22 mars, le Synode réclame le rétablissement du patriarcat et l'ouverture d'un concile panrusse qui redéfinirait le fonctionnement interne de l'Église et ses rapports avec l'État.

Au printemps, les derniers espoirs militaires s'effondrent. Les 27 et 28 mai, la flotte de secours, envoyée depuis la Baltique et qui a fait un demi-tour du monde pour rallier Port-Arthur, est coulée au large de Tsushima. Le 14 juin, les marins du cuirassé *Potemkine* se mutinent à Odessa. Ils se rendent, mais aux autorités roumaines, onze jours plus tard. Pendant ce temps, l'opposition se met en ordre de bataille. Le IIIe congrès du RSDRP (12-27 avril), qui se déroule sans les mencheviks, décide que tout doit être mis en œuvre pour renverser la monarchie. Le 26 mai, le congrès du zemstvo, demande au tsar de convoquer « tant qu'il est encore temps » les représentants de la nation pour décider, en accord avec eux, de « l'organisation de l'État rénové ».

La révolution est en train de s'inventer elle-même, en créant une forme inédite de pouvoir, le soviet. Le mot, qui signifie conseil, désigne les formes de démocratie directe prolétarienne, nées sur les sites de grève. Ce n'est pas une sorte de *veče*, ou assemblée de la cité réunissant tous les chefs de famille, quelle que soit leur condition sociale, mais une structure de classe, qui exclut les possédants et les exploiteurs. Le 15 mai 1905 naît celui d'Ivanovo-Voznesensk[497]. De comité de grève, il devient rapidement la nouvelle autorité gérant la ville, les représentants du pouvoir tsariste ayant disparu. Tout au long du printemps et de l'été, les soviets se multiplient dans le pays et s'imposent comme une force politique susceptible d'instaurer une autogestion ouvrière. De son côté, le *Sojuz zemcev-konstitutionalistov* décide, lors de son cinquième congrès (9-10 juillet) de se transformer en véritable parti. Le 23 août, il fusionne avec le *Sojuz*

Osvobožděnija qui poursuit le même objectif : la monarchie constitutionnelle.

Nicolas II est affaibli par la débâcle militaire, désormais inéluctable et par le coup que le Dimanche rouge a porté à son image de tsar-père. Aux yeux de beaucoup, le lien ancestral avec le peuple a été rompu en ce 9 janvier. Pour rétablir la situation, il sort Witte de sa semi-retraite et l'envoie négocier une paix avec le Japon, tâche qui semble très délicate, la Russie étant aux abois. Parallèlement, le manifeste du 6 août ouvre de nouveaux horizons, mais sans remettre en cause l'équilibre des pouvoirs. Il annonce qu'une douma d'État[498] sera bientôt élue, dans des conditions à définir. Elle aura un rôle consultatif dans l'élaboration des lois (*zakonosoveščatel'nyj*) et pourra étudier le budget. Toutefois, le même texte interdit de discuter publiquement les questions politiques.

Le traité de Portsmouth, signé le 5 septembre, est un grand soulagement. Il met fin à la guerre à un prix relativement acceptable. Port-Arthur et la baie du Liao Toung, définitivement perdus, ne faisaient pas partie de l'Empire. La Corée non plus et elle demeure à portée de la Russie, depuis Vladivostok. Le sud de Sakhaline était déjà occupé par les Japonais et l'on pensait devoir leur céder toute l'île. Witte y gagne le surnom de « comte de la moitié de Sakhaline » et la possibilité de défendre son scénario d'une libéralisation par le haut. Même Trepov semble se rapprocher de ses vues : il desserre un peu l'étau en accordant aux étudiants de Pétersbourg le droit de se réunir. Cependant, les périls refusent de s'éloigner. Le 11 octobre, les cheminots entament une grève générale qui paralyse progressivement le pays. Cette fois, Trepov prône des mesures énergiques pour rétablir la circulation des trains. Le 13, le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg se réunit pour la première fois. Très déterminés, ils se procurent des armes et forment des bataillons de combat, lancent leur propre journal, les *Nouvelles* (*Izvestija*). Witte arrache alors au tsar des concessions beaucoup plus significatives, afin de rallier l'opposition constitutionnaliste qui a tout à craindre d'une révolution prolétarienne. Celle-ci tient à Moscou, du 12 au 18 octobre, le congrès fondateur du

parti constitutionnel-démocrate (KD). Dans son discours d'ouverture, P. Miljukov le définit comme réformateur, s'adressant à toutes les classes, soutenant un mouvement ouvrier « pacifique et redoutable » (*mirnoe i vmeste s tem groznoe*)[499].

Le manifeste du 17/30 octobre est une feuille de route. Witte y propose trois tâches très ambitieuses : 1) établir les bases inébranlables de la liberté civique sur les principes de l'inviolabilité réelle de la personne, de la liberté de conscience, de parole, de réunion et d'association ; 2) étendre immédiatement le droit électoral « aux classes de la population qui en sont à présent totalement privées ». Le but à atteindre est un suffrage « commun » (*obščij*), plutôt qu'« universel » (*vseobščij*) ; 3) adopter comme règle inébranlable : a) que nulle loi ne peut entrer en vigueur sans l'approbation de la Douma d'Empire, b) qu'une possibilité réelle de participation au contrôle de la légalité des actions des autorités soit donnée aux élus du peuple. Ainsi, la Douma à venir ne serait pas uniquement consultative, mais détiendrait une part du pouvoir législatif et exercerait un contrôle administratif. La monarchie cesserait d'être absolue. Le gouvernement serait astreint au respect de la légalité (*zakonnost'*). On retrouve là l'esprit du *Nakaz* de Catherine II. Or, ces orientations vont à l'encontre des convictions profondes de Nicolas. Le tsar regrette très vite d'avoir cédé aux « juifs » et aux « agitateurs russes », « les ingénieurs, les avocats et toutes sortes de mauvaises gens »[500]. Il s'efforce donc de donner la traduction la plus restrictive possible à ces promesses. L'opinion, elle, espère davantage. Les KD applaudissent l'annonce du manifeste. Plus largement, tous les « octobristes », parmi lesquels on retrouve M. Rodzjanko, s'en réclament. Ils espèrent pousser plus loin l'évolution libérale et se débarrasser des figures les plus réactionnaires de la vie politique. Trepov est remercié en tant que gouverneur général de Pétersbourg, mais, nommé surintendant du palais de Carskoe Selo, reste en contact permanent avec l'empereur. L'interdiction des débats publics formulée en août n'est plus tenable et l'on discute très largement. La période est comparable aux années 1857-1861,

quand la Russie, vaincue en Crimée, entrait dans une vaste discussion sur les réformes.

En même temps, Witte obtient que la Russie soit dotée d'un gouvernement solidaire, dirigé par un président du Conseil des ministres, dont les pouvoirs sont semblables à ceux du président du Conseil en France, ou du Premier ministre en Angleterre. Mais ce cabinet est nommé et révoqué à la discrétion du souverain. Entre le 18 et le 26 octobre, une nouvelle équipe arrive aux affaires, avec I. P. Šipov aux Finances, I. I. Tolstoj à l'Instruction publique et P. N. Durnovo à l'Intérieur. L'inamovible Pobedonoscev quitte aussi sa charge de procureur général du Synode.

Le désordre atteint son apogée. Du 17 au 24 octobre, cent pogroms font plus de 3 000 morts. Les soviets tentent de s'armer, et des milices monarchistes et antisémites se forment. Naît l'Union du peuple russe (*Sojuz russkogo naroda*), que rejoint bientôt Puriškevič. Son bras armé, les « Centuries noires » (*Černye sotni*), adopte pour mot d'ordre : « Tue les juifs pour sauver la Russie ». Avant la fin du mois auront lieu 690 pogroms. Mais pour le pouvoir, les ouvriers et les paysans sont plus dangereux. Les soldats eux-mêmes ne sont pas sûrs : le 26, les marins de Cronstadt se soulèvent, et le 11 novembre, ceux de Sébastopol créent un soviet. En novembre et en décembre, l'instabilité est à son comble. P. Durnovo fait preuve d'une énergie impitoyable pour briser les grèves et les jacqueries, reprendre le contrôle des chemins de fer, des postes et du télégraphe. Il parvient à maintenir le régime à flot, puis à rétablir la situation au cours de l'hiver[501]. Le 5 décembre 1905, les membres du soviet de Pétersbourg sont arrêtés. Son dernier président, L. D. Bronstein, est déjà connu sous le nom de Trotski.

Déjà, la libéralisation connaît ses premiers coups d'arrêt. Certes, le décret sur la presse du 24 novembre supprime la censure préalable et les peines administratives : désormais, toutes les condamnations contre un journal devront être prononcées par un tribunal. Pourtant, la loi électorale publiée le 11 décembre déçoit. Pour le choix des députés à la Douma, les électeurs se répartissent en quatre curies, soit une de plus que pour les délégués au zemstvo de district (nobles, citadins,

paysans). Le quatrième collège est celui des ouvriers. Le vote des paysans ne sera pas direct, mais passera par plusieurs stades. Le suffrage est refusé aux femmes, aux étudiants et aux soldats.

Le pouvoir a repris des forces et Nicolas II s'emploie à vider de leur substance les promesses du manifeste du 17 octobre. Le 20 février/5 mars 1906, un ukase instaure non pas une, mais deux assemblées, dotées de compétences législatives égales, qui forment le Parlement russe. La Douma élue est la chambre basse et se trouve flanquée d'une chambre haute qui n'est autre que le Conseil d'État remodelé. La moitié de ses membres seront élus pour neuf ans, mais l'autre moitié sera nommée par le souverain. Bref, on divise le corps législatif pour mieux régner. Les décrets sur la liberté de réunion et d'association adoucissent un peu l'amertume. Les réunions privées sont totalement libres et les réunions publiques tenues dans un local clos nécessitent seulement le dépôt d'un préavis. Seules les réunions publiques en plein air sont soumises à autorisation. La loi du 4 mars légalise les syndicats, mais prescrit leur enregistrement. Finalement, le vote de confiance qui fait pencher la balance ne vient pas de la Russie profonde, mais de la France. Witte obtient d'elle un nouveau crédit de 2 250 000 francs. Paradoxalement, ce dernier succès, qui n'est pas le moindre, va précipiter sa chute et la fin de sa ligne libérale.

3. Les expériences contrariées (1906-1914)

Nicolas II n'aime pas Witte, personnage brillant, volontiers caustique (au moins dans ses Mémoires posthumes), que les bigots de la cour accusent d'être franc-maçon. Rassuré sur la stabilité du pays, il se détourne de celui qui a été son Necker et opte pour un nouveau scénario du pouvoir s'appuyant sur un homme fort, censé réformer la Russie par le haut, sans participation active de la société, voire à l'encontre de ses aspirations. Ce sera P. A. Stolypin que, par ailleurs, le tsar n'apprécie guère non plus. Pour une analogie avec la France, on pense cette fois à Maupeou, chancelier de Louis XV, qui a tenté de supprimer les parlements (1771-1774).

Le 16/29 avril, Witte est remercié. Son successeur est I. L. Goremykin, vieux serviteur de la monarchie, qui a déjà été ministre de l'Intérieur (1895-1899). Dans les quinze jours qui suivent, les ministères-clés changent de titulaire : à la Justice I. G. Ščeglovitov, à l'Instruction publique P. M. Kaufman, tandis que V. N. Kokovcov revient aux Finances et que Stolypin prend en charge l'Intérieur, sur ordre personnel du tsar. Stolypin est nettement plus jeune que Goremykin et précédé par une réputation de courage et d'énergie. Après une carrière paisible de maréchal de la noblesse du district de Kovno, il a été appelé, en 1902, par Plehve, devenu ministre de l'Intérieur, à de plus hautes fonctions. Gouverneur de la province de Grodno, il est rapidement transféré à Saratov, où, pendant la crise de 1904-1905, il tient tête aux révolutionnaires et aux centuries noires, tout en bravant la foule et, déjà, les tentatives d'attentat. Conscient des risques de son nouveau poste, il aurait refusé la demande de l'empereur, mais se serait plié à son ordre.

Le scrutin est déjà en cours, lorsqu'est publiée une nouvelle version des lois fondamentales de l'Empire, le 23 avril/6 mai 1906. Il est temps de retoucher les chapitres rédigés par Speranskij en 1832 et insérés dans le tome 1 du PSZ (*Collection complète des lois*), et le pays attend ce qui pourrait être l'ébauche de sa première Constitution. Le texte remplit en partie cette fonction, mais réaffirme surtout les prérogatives du souverain contre toute dérive parlementaire, ainsi que le caractère centralisé de l'Empire, alors que les aspirations nationales deviennent plus fortes. La Russie est une et indivisible et le grand-duché de Finlande en constitue une partie inséparable, même s'il jouit d'un statut spécial[502]. Le russe est la langue obligatoire de l'armée et de l'administration. Le souverain détient l'autorité suprême dans sa totalité. Sa personne est inviolable et l'obéissance lui est due par commandement divin. Il a directement la charge de l'administration du pays, des affaires étrangères et de la frappe monétaire, à son effigie. C'est lui qui déclare la guerre, conclut la paix, négocie et signe les traités. Il est le commandant en chef des armées. Il nomme et révoque les ministres, définit leurs compétences. La justice est rendue en son nom, il

possède le droit de grâce et celui de casser les sentences. Lui seul peut réviser les lois fondamentales et détient un droit de veto absolu sur toute législation. Le Parlement, composé de deux chambres, la haute (Conseil d'État), partiellement élue, et la basse (Douma), doit approuver toutes les lois de l'Empire. La Douma a le droit de débattre des lois et d'en proposer, de discuter le budget et de poser des questions aux ministres, mais ils ne sont pas responsables devant elle. L'empereur peut dissoudre l'assemblée à sa guise et publier des décrets et ordonnances pendant la période de vacance du Parlement (art. 87). Mais ces mesures doivent en principe être ratifiées par le nouveau Parlement dans un délai de deux mois après son entrée en fonction.

La première Douma, dite de l'indignation populaire, parce que ses élus sont pour la plupart résolument opposés au tournant conservateur qui se dessine, ne siège que soixante-douze jours, du 27 avril/10 mai au 8/21 juillet 1906, avant d'être congédiée par Nicolas II[503]. Il l'accuse d'aggraver les désordres au lieu de rétablir le calme. Le même jour, Stolypin est promu président du Conseil des ministres, tout en gardant l'Intérieur.

L'assemblée résiste. Environ 220 députés gagnent le grand-duché de Finlande tout proche et y adoptent, le 9/22 juillet, l'« appel de Vyborg », exhortant la population à la résistance passive, notamment par le refus de l'impôt et du service militaire. Des poursuites sont rapidement lancées contre 169 d'entre eux (16/29 juillet) et seuls trois échapperont à la condamnation en prouvant qu'il y a eu erreur sur la personne. Les autres écopent de trois mois de prison ferme et d'une peine d'inéligibilité qui recompose à l'avance la future deuxième Douma. V. Nabokov, père de l'écrivain, en fait partie et purgera sa peine, de mai à août 1908. Partout dans la société, on ressent une impression de régression. Le clergé qui a placé de grands espoirs dans une prochaine réforme de l'Église doit se contenter d'une commission préparatoire au concile qui entame ses travaux avec une sage lenteur.

La violence révolutionnaire n'a pas disparu. Le 1er juillet, le général S. V. Kozlov est tué par erreur, son assassin l'a confondu avec Trepov. Ce dernier meurt à son tour, le

2 septembre, d'une angine de poitrine (mais le bruit court qu'il s'est suicidé). Entre-temps, le 12/25 août, des « SR maximalistes » ont lancé une bombe contre le domicile de Stolypin à Pétersbourg. Il en est quitte pour quelques égratignures, mais l'attentat fait trente victimes. La réponse annonce les mesures d'exception de la terreur soviétique. La loi du 19 août 1906 crée des tribunaux militaires de campagne (*voenno-polevye sudy*), distincts des tribunaux militaires ordinaires (*voennye sudy*). Composés d'officiers, ils jugent en comparution immédiate dans les régions soumises à l'état d'exception les cas de flagrant délit (meurtre, brigandage, pillage, attaque contre des représentants de l'autorité). Les prévenus sont déférés sous 24 heures, le procès n'en dure pas plus de 48, la sentence est exécutée dans les 24 heures suivantes. Ces tribunaux spéciaux fonctionnent jusqu'au 27 avril 1907. Ils prononcent 1 102 peines de mort, dont 683 sont exécutées.

Débarrassé de la Douma, Stolypin a les mains libres pour lancer ses réformes et liquider la communauté rurale traditionnelle. D'autres hommes d'État, dont Witte, sont persuadés que la propriété communautaire freine le développement économique. Mais Stolypin va plus loin : il entend créer, quasiment *ex nihilo*, une classe de paysans-propriétaires qui doit faire faire un bond en avant à l'agriculture et devenir le socle large du régime. L'ukase du 9 novembre 1906, utilise la procédure d'exception prévue par l'article 87 des lois fondamentales. Il dispose que tout individu peut se retirer à sa demande du *mir* et en obtenir « en pleine propriété » (*v ličnuju sobstvennost'*) un lot qui doit être, autant que possible, d'un seul tenant (*otrub*, ou bien *xutor*, si les bâtiments d'exploitation et d'habitation se trouvent aussi sur la parcelle)[504]. Tournant le dos aux orientations paternalistes, Stolypin tente d'inculquer au moujik la devise « Liberté, égalité, propriété » qui a donné sa stabilité à la France rurale du XIXe siècle, la dressant contre les « partageux ». La loi du 27 août 1906 définit les conditions de la vente de domaines de la couronne (*kazënnye zemli*), afin de remédier au manque de terre[505]. Witte a déjà diminué de moitié les indemnités de rachat dues au titre de l'émancipation des paysans (loi du

3 novembre 1905, prenant effet au 1er janvier 1906). Stolypin annule le reste des arriérés à compter du 1er janvier 1907.

La deuxième Douma, qui s'assemble le 20 février 1907, est tout aussi frondeuse que la première, sinon davantage. Elle est dominée par les partis de gauche, y compris marxistes, qui ont choisi de participer aux élections et profité de l'inéligibilité, ou de l'impopularité, des KD réduits à 98 élus (contre 153 dans la première). Dans les rangs de ce que l'on peut appeler la gauche, on compte cent quatre travaillistes (*trudoviki*), soixante-cinq SD, trente-sept SR, seize socialistes populaires (*narodnye socialisty*) et un député du parti des réformes démocratiques. Soixante-seize députés représentent des minorités aspirant à l'autonomie, Polonais, Lituaniens et Biélorusses, Ukrainiens. Dix-sept autres forment un « groupe cosaque », plus loyal envers la monarchie, mais tout aussi attaché à son particularisme. Il y a encore cinquante sans parti. Les octobristes et la droite (*pravye*) sont minoritaires avec cinquante-quatre députés. Le 10/23 mars 1907, Pobedonoscev s'éteint. L'enfant terrible et nouveau ténor de la relève monarchiste est V. Puriškevič, qui quitte alors son emploi au ministère de l'Intérieur. Il sera réélu aux deux assemblées suivantes et siégera toujours dans la fraction de droite. Orateur brillant, mais très provocateur, il collectionne rappels à l'ordre et suspensions.

La deuxième Douma rejette les projets de loi et de budget de Stolypin et fait des suggestions jugées inacceptables : les KD souhaitent donner aux paysans une nouvelle tranche de terres nobiliaires (contre rachat), alors que certains députés paysans proposent la nationalisation complète du sol. La police met au jour la collusion entre certains élus (en particulier SD) et les mouvements révolutionnaires qui préparent des actions violentes. Le 7 mai, Stolypin réclame à la Douma le renvoi de cinquante-cinq représentants et la levée de l'immunité parlementaire de seize d'entre eux. L'assemblée crée une commission qui ne se hâte pas de répondre aux désirs du pouvoir. Le 3/16 juillet, Nicolas II la dissout. Dans la foulée, la loi électorale est modifiée afin de réserver davantage de sièges aux propriétaires fonciers ou aux citadins aisés[506]. L'opinion dénonce le « coup de force du 3 juin ».

La troisième Douma, qui commence ses travaux le 1er novembre 1907, compte cent cinquante-quatre octobristes et vingt-huit progressistes, pour seulement treize travaillistes, dix-neuf sociaux-démocrates et cinquante-quatre KD. La droite rassemble 97 nationalistes et modérés, auxquels s'ajoutent cinquante députés d'extrême droite. Toutefois, même au sein de cette « Douma des boyards [507] », la dévotion à la monarchie peut se décliner de diverses manières. Rodzjanko, élu président en mars 1911, annonce son intention de revenir aux valeurs du manifeste du 17 octobre 1905.

Après bien des atermoiements, Stolypin fait valider la loi sur la sortie de la communauté rurale en janvier 1908. Suivent d'autres textes complémentaires, visant à accélérer le démantèlement de l'agriculture communautaire. La loi du 14 juin 1910 déclare dissous *de facto* tout *mir* sans parcelles indivises, permettant la privatisation quasi automatique des lots en l'état. Mais les problèmes de remembrement demeurent nombreux et dans près de 42 % des communes il est très difficile de démêler le commun. La cession des domaines de la couronne se poursuit (232 000 desiatines [508] de 1907 à 1914). En outre, en 1913, les paysans prennent à bail près de 318 800 autres desiatines, au nom de la commune ou à titre individuel. Enfin, la loi du 29 mai 1911 récapitule les dispositions prises, esquissant une sorte de code agraire de la Russie d'Europe. En accord avec le ministre de l'Agriculture A. V. Krivošein [509], Stolypin veut intensifier les transferts de population en Sibérie et la colonisation agricole des marges de l'Empire. En 1910 sont mis à la disposition des migrants des convois ferroviaires spéciaux, avec des « wagons de Stolypin » (*Stolipynskie vagony*) dont une partie est aménagée pour accueillir le bétail et l'outillage [510].

Pas un pogrom ne se produit entre juin 1907 et septembre 1911. Cela s'explique par des querelles internes dans les associations antisémites, en particulier entre A. I. Dubrovin et Puriškevič. Ce dernier fait sécession de l'Union du peuple russe pour fonder, le 8 novembre 1908, l'Union de l'archange Michel (*Sojuz Mixaila arxangela*). Stolypin fait tout son possible pour aggraver leurs dissensions. Il tente aussi de lever certaines discriminations, arguant

qu'elles jettent les juifs dans les bras des révolutionnaires. L'audacieux projet d'abolir la zone de résidence, approuvé par le Conseil d'État, est retoqué par Nicolas II le 10 décembre 1906. Stolypin lui conseille de ne pas assumer seul ce refus et de soumettre le projet à la Douma. La défausse est habile : aucune des trois assemblées siégeant entre 1907 et 1914 ne « trouvera le temps » de statuer…

La Finlande est trop proche de Pétersbourg, offrant un refuge facile aux comploteurs et terroristes. Le 7/20 juillet 1906, Nicolas II lui a octroyé une nouvelle Constitution, avec un Parlement, élu par tous les adultes de plus de 24 ans. Ainsi le tsar russe a été l'un des premiers à avoir donné le droit de vote aux femmes… finlandaises. Mais, dès 1908, le Conseil des ministres est autorisé à débattre des affaires de Finlande et le 17 juin 1910 une nouvelle loi *ad hoc* limite nettement les prérogatives, alignant sur bien des points la législation locale sur celle de la Russie.

Nicolas II n'a jamais vraiment joué le jeu de la monarchie parlementaire. Il tente de renouer son lien personnel avec le peuple et d'incarner la continuité avec le passé glorieux de la Russie, dont il promeut une lecture sélective. Le 23 mai 1909, il inaugure à Pétersbourg une statue équestre de son père qui devient aussitôt l'objet de quolibets : lourde et sans élan, elle n'a pas la force évocatrice du cavalier de bronze dédié à Pierre le Grand, ni même du monument à Nicolas Ier ; cavalier et monture semblent s'ignorer mutuellement, comme le tsar et les libéraux, et le malheureux animal n'a pas de queue, peut-être par manque d'argent [511] ? Le 25 et 26 juin 1909, le tsar célèbre à Poltava le bicentenaire de la victoire historique de Pierre le Grand sur Charles XII et Mazepa. Sous les yeux de la presse internationale, le souverain et son président du Conseil s'entretiennent avec une foule de paysans respectueux censée incarner le vrai peuple russe. En revanche, en 1911, le cinquantenaire de l'abolition du servage est presque totalement escamoté, comme si l'empereur avait honte de son grand-père le « tsar libérateur », ou regrettait son geste. La censure officielle veille même sur le cinéma qui a fait ses débuts en Russie. Le ministère de l'Intérieur interdit deux films, pourtant peu subversifs : *À la veille du manifeste du 19 février*, de

P. I. Čardynin, et *Signe-toi, peuple russe orthodoxe !*, de V. N. Karin-Jakubovskij[512]. La Douma doit insister pour obtenir qu'une messe commémorative soit chantée le 19 février. En fait, en dehors de ses apparitions publiques choisies et de ses voyages à l'étranger, comme la troisième visite en France (31 juillet-2 août 1909), le souverain accentue son repli sur la sphère familiale au sein de laquelle un starets à la réputation sulfureuse s'est introduit.

Raspoutine est toujours aussi fameux, cent ans après sa mort, et des milliers de publications plus ou moins sérieuses continuent de lui être consacrées, sans parler des productions de la pop culture, des bandes dessinées d'H. Pratt aux chansons de variété, ou encore des innombrables cabarets qui portent son nom. Parmi les travaux les plus récents, A. Sumpf permet de s'orienter dans la biographie du personnage, sinon dans sa légende[513]. Ce Sibérien, issu d'une famille ayant déjà mauvaise réputation, est né dans le district de Tjumen', quelques mois après Nicolas II et quelques mois avant V. I. Ulj'anov. Entre 1895 et 1905, il s'est forgé une réputation de saint homme et de guérisseur, fréquentant le monastère Saint-Nicolas de la Haute-Tura (*Verxoturskij Nikol'skij monastyr'*). La rumeur lui prête aussi des pèlerinages jusqu'au mont Athos ou à Jérusalem. En 1903, il a fait un premier séjour à Pétersbourg et noué des relations qui le rapprochent de la cour. Il y est introduit par les « princesses monténégrines », Anastasia et Militza, épouses des grands-ducs Pierre Nikolaevič et Nicolas Nikolaevič[514]. Le 1er novembre 1905, en pleine crise politique et alors que la santé du tsarévitch Alexis donne de vives inquiétudes, il est présenté au couple impérial. Il s'insinue peu à peu au sein de la famille et devient un familier vers la fin de 1907, après avoir réussi une première « guérison » du tsarévitch, grâce à ses pouvoirs magnétiques ou à ses prières. Un cercle mondain et mystique, peuplé de nombreuses femmes de la haute société, se constitue autour de lui ; il publie une autobiographie flatteuse, intitulée *Vie d'un errant expérimenté*[515]. Il se brouille avec plusieurs anciens protecteurs et des rumeurs commencent à circuler sur ses débauches. Mais, pour l'heure, il ne se mêle

pas de politique. Rencontrant Stolypin en 1910, il se montre modeste et l'assure qu'il n'a rien à craindre de lui.

La crise ministérielle de mars 1911 éclate à cause d'un projet de loi de Stolypin qui entend donner plus de pouvoir aux petits propriétaires (pour la plupart russes, biélorusses ou ukrainiens) au détriment des grands (souvent polonais) dans les zemstvos des provinces occidentales. Des ministres influents, comme P. Durnovo et F. F. Trepov junior, dressent le Conseil d'État contre son président, par hostilité personnelle et par solidarité de classe entre hobereaux. Ayant habilement obtenu du tsar le droit de « voter selon leur conscience », ils rendent un avis défavorable. Stolypin n'hésite pas à mettre sa démission dans la balance et arrache finalement l'accord de Nicolas qui a joué un rôle ambigu dans cette épreuve de force. Il peut se prévaloir d'être l'homme indispensable de la monarchie, mais pour peu de temps.

Stolypin est assassiné le 5 septembre 1911 à Kiev. Nicolas II ne le regrettera pas plus que Plehve. Avec lui disparaît pourtant sa réforme autoritaire. Ses lois ne sont pas abolies, mais leur application devient beaucoup plus aléatoire et le mouvement de privatisation de l'agriculture s'arrête. C'est alors que commence à circuler une rumeur scandaleuse qui porte gravement atteinte à la personne du monarque : son épouse aurait une liaison avec Raspoutine. Alexandra Fedorovna ne ressemble guère à Marie-Antoinette, mais l'accusation est tout aussi dévastatrice. Dès 1910, le publiciste M. A. Novoselov a signé deux articles contre Raspoutine dans les *Nouvelles de Moscou* (*Moskovskie vedomosti*). Il récidive au début de 1912, avec une brochure aussitôt interdite, tandis que circulent des lettres écrites par l'impératrice au starets. Le 24 janvier, la *Voix de Moscou* (*Golos Moskvy*) en publie des extraits. Cet article est cité *in extenso* en séance à la Douma, reproduit dans d'autres journaux. La censure défend alors de mentionner le nom de Raspoutine dans la presse, ce qui est contraire aux dispositions légales en vigueur. Rodzjanko tente de convaincre le tsar d'éloigner le starets, mais se heurte à une fin de non-recevoir[516].

Le blason de la « monarchie populaire » est terni davantage par une nouvelle fusillade, en Sibérie, qui devient tout aussi

tristement célèbre que le Dimanche rouge. Le 4 avril 1912, la troupe tire sur les grévistes des mines d'or de la Lena, faisant 270 morts. L'inauguration d'une nouvelle statue d'Alexandre III, à Moscou cette fois, devant la basilique du Christ-Sauveur, se déroule dans une ambiance tendue, le 30 mai[517]. Alexandre III est assis sur un trône gigantesque, couronné, tenant dans ses mains l'orbe et le sceptre, entouré d'aigles au bec menaçant. Sa destruction à l'été 1918, remise en scène dans *Octobre* de S. M. Eisenstein (1927), sera l'un des symboles forts de l'avènement du pouvoir soviétique… Le centenaire de la « victoire » de Borodino (25 et 26 août 1912) est censé réconcilier le pays avec lui-même. Organisé avec faste, dans une atmosphère de fraternité d'armes avec la France, il réunit l'empereur, les militaires et 4 500 starostes des campagnes. Mais les députés de la Douma brillent par leur absence, car on profite du fait que l'assemblée a terminé son mandat, le 6 juin[518]. Le discours officiel rend hommage à l'adversaire courageux et souligne que, sous le commandement de son chef suprême (Alexandre Ier), l'armée a défendu la dignité de la grande Russie et l'inviolabilité de la patrie. Armé de sa foi en Dieu, et en complète unité avec son souverain, le peuple a montré son obéissance face aux difficiles épreuves et sauvé la Patrie[519].

À l'ouverture de la quatrième Douma, la composante conservatrice est encore forte, avec cent vingt nationalistes et modérés, soixante-cinq députés de droite et quatre-vingt-dix-huit octobristes. Au centre, la part des KD est stationnaire (59) et l'on compte quarante-huit progressistes. La gauche se réduit à quatorze SD et dix travaillistes, mais s'y ajoutent vingt et un représentants des minorités nationales (musulmanes, lituano-biélorusses, polonaises). Sept députés sont sans parti. Le 15 novembre 1912, Rodzjanko est élu président. Il réitère son souhait d'élargir les bases du régime représentatif, en accord avec les principes du manifeste du 17 octobre 1905. Deux sessions parlementaires régulières se tiennent (15 novembre 1912-25 juin 1913 et 15 octobre 1913-14 juin 1914), mais ne permettent pas d'exaucer ce vœu.

En effet, les fêtes du tricentenaire des Romanov, qui débutent en février 1913, ne sont pas mises à profit par le

monarque pour tendre la main à son Parlement, bien au contraire. Le jubilé est parfaitement organisé, grâce à l'expérience des précédentes commémorations nationales et dans le souci de ne rien céder aux Habsbourg qui ont fêté les soixante ans de règne de François-Joseph en 1908, ou aux Hohenzollern qui marquent les vingt-cinq ans sur le trône de Guillaume II en 1913[520]. Discours, publications et films s'accumulent sur la période des troubles et l'élection au trône de Mixail Romanov[521]. Pour ceux de la sensibilité octobriste ou constitutionnelle-démocrate, 1613 scelle une alliance entre la société, l'État et le tsar, sur un certain pied d'égalité. C'est alors aussi que prennent corps un « sens de l'État » (*gosudarstvennost'*), distinct de la personne du souverain (*gosudar'*) une identité nationale (*nacional'nost'*)[522]. Les Romanov, qui avaient déjà servi la Russie en tant que boyards, accèdent à la couronne par une élection, ils reçoivent le mandat du peuple. Au contraire, Nicolas II et les monarchistes défendent une vision providentielle de l'histoire et l'idée d'un mandat personnel. L'Assemblée du pays, à Moscou, le 7 février 1613, n'est pas l'acte de naissance d'une nation politique, mais la manifestation de la volonté divine (un peu comme l'élection du pape par le conclave), le point culminant de la restauration de l'ordre, c'est-à-dire de l'autocratie. Mais le moment-clé est l'acceptation du trône par Mixail, à Kostroma, le 14/24 mars 1613. Le jeune homme cède aux supplications des délégués de l'assemblée qui doivent aussi arracher la bénédiction de sa mère. Ainsi, ce n'est pas le pays qui donne le pouvoir au monarque, mais lui qui fait don de sa personne à la Russie[523].

1913 est aussi l'année du procès Beilis à Kiev (septembre-octobre). Cette sinistre affaire de meurtre rituel est un échec retentissant pour le pouvoir qui, sans l'avoir suscitée, l'a suivie de près, encourageant les poursuites au lieu d'y couper court en s'inspirant d'Alexandre Ier. L'acquittement de Beilis par un jury populaire composé de « vrais Russes » est la seule note positive de cette procédure[524].

Les feux des guerres balkaniques de 1912-1913 sont mal éteints. Dans les cercles officiels, on sait que la Russie est tout près de se trouver entraînée dans un conflit sur ce terrain et

donc, vu son système d'alliances, d'affronter l'Autriche-Hongrie et surtout l'Allemagne. Cette perspective excite les slavophiles, les germanophobes et les partisans d'un partage de l'Empire ottoman. La Russie se verrait bien réunir sous son sceptre ce qui lui manque de la Pologne historique, la Galicie et un nouveau morceau d'Arménie. Mais elle vise surtout Constantinople, la Tsargrad des anciennes chroniques, convoitée depuis Catherine II, et qui semble promise aux héritiers des princes de la Rus' depuis qu'« Oleg le magique » a suspendu son bouclier sur ses murailles[525]. D'autres vieux serviteurs de la monarchie sont hostiles à l'impérialisme anglais, tièdes envers la France et plus sceptiques sur les forces russes. P. Durnovo, rédige en février 1914 un mémorandum qui a connu une grande célébrité *a posteriori*[526]. Destiné au seul Nicolas II, il pèse les forces et les faiblesses de l'Empire dans la perspective d'un conflit germano-anglais (la France n'est à ses yeux qu'un comparse) qui s'étendra à un ensemble de pays, autrement dit, peu ou prou d'une guerre mondiale. Durnovo doute que la Russie sorte gagnante d'une alliance avec la France et l'Angleterre contre l'Allemagne, l'Autriche et l'Empire ottoman. Persuadé que son pays aura « le poids le plus lourd à porter » de pertes humaines forcément « colossales » et que l'armée n'est pas prête, il affirme que les « intérêts vitaux » de la Russie et de l'Allemagne ne sont pas contraires. Une guerre contre l'Allemagne, même victorieuse, mettra à mal les finances russes, mais surtout contribuera à affaiblir le « principe monarchique » dans les deux pays. Elle offrira aussi une occasion unique à l'agitation sociale en Russie. Il considère, sincèrement ou non, que le moujik et l'ouvrier sont imperméables aux idées socialistes, bien que l'un souhaite « le partage gratuit de la terre d'autrui » et l'autre qu'on lui remette « tout le capital et le profit de l'industriel ». L'opposition de l'appel de Vyborg n'a pas de racines profondes, car elle est « exclusivement composée d'intellectuels ». « La Russie sera précipitée dans une anarchie complète dont l'issue est difficile à prévoir. »

Raspoutine a de son côté déclaré à plusieurs reprises son hostilité à un engagement dans un conflit européen,

concourant probablement à une non-intervention dans les deux guerres balkaniques. Mais il est absent de Pétersbourg quand l'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo : il a été poignardé dans son village natal de Pokrovskoe le 19 juin/12 juillet 1914 et soigné à l'hôpital de Tjumen' jusqu'au 17 août.

4. La Grande Guerre, tombeau des empires (1914-1918)

Le 1er août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. L'enthousiasme national est fort, comme partout ailleurs. Le 26 juillet, en session extraordinaire, la Douma se met en congé, dans une atmosphère de liesse patriotique, afin de ne pas gêner la conduite des affaires civiles et militaires. Le 18/31 août, Pétersbourg devient Petrograd, à la consonance moins germanique. Mais après trois semaines d'illusions et de marches forcées en Prusse orientale, à la recherche d'un ennemi qui se dérobe, l'armée subit une défaite cuisante à Tannenberg (26-30 août).

Un an plus tard le calvaire des soldats russes n'est toujours pas terminé. Ils ont reculé de plusieurs centaines de kilomètres, perdant les provinces polonaises et une partie des pays Baltes. Pour redresser la situation, Nicolas II prend lui-même le commandement le 24 août 1915. C'est un pari politique dangereux. Désormais, il est responsable des revers essuyés au front. En outre, il est à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale, à Mogilev et ne contrôle plus les affaires civiles comme avant. Et le gouvernement, confronté à des défis logistiques et aux méfaits de la corruption, ne tient pas le pays. D'autant que les ministres changent de plus en plus vite. La responsabilité de cette valse est attribuée pour partie à l'incompétence des titulaires, mais surtout à l'influence illimitée de Raspoutine sur l'impératrice. Le starets se vante de faire et défaire les cabinets. Au faîte de sa puissance, il publie un nouvel ouvrage où il égrène réflexions et prophéties [527]. En cette seconde année de guerre s'éteignent deux grands commis de la monarchie : Witte le 28 février/13 mars et Durnovo le 11/24 septembre 1915.

Les désastres militaires, les terribles difficultés d'approvisionnement et la spéculation ont miné le moral et aiguisé les tensions sociales. En même temps, la société civile s'est montrée capable de s'organiser par elle-même et de prendre la relève d'une administration défaillante, comme au Temps des troubles. À l'été 1914 s'est constitué à Moscou un Comité panrusse de secours aux malades et aux blessés de guerre qui supervise les hôpitaux et s'occupe de vêtir et de chausser les soldats. Il est présidé par le prince G. E. L'vov, un cousin éloigné du tsar, mais aussi un libéral qui s'intéresse depuis longtemps aux questions de santé publique et de lutte contre la misère. Il a fait ses débuts dans le zemstvo de Tula, siégé dans la première Douma, visité l'Amérique du Nord en 1909… et l'administration tsariste a barré sa candidature à la mairie de Moscou en 1913. À la tête du Comité panrusse de secours, il administre un budget de 600 millions de roubles. En 1915, le comité fusionne avec l'Union panrusse des villes et devient le ZEMGOR. L'vov acquiert en peu de temps une réputation de probité et de dévouement qui le rend très populaire.

Les sessions de la Douma sont une sorte de baromètre du moral de l'État et de l'armée. Elle se réunit brièvement du 27 au 29 janvier 1915, puis semble reprendre ses travaux du 19 juillet 1915 au 20 juin 1916. Le 27 avril, Rodzjanko prononce encore un discours sur la nécessité de renforcer le régime représentatif. Le 1er novembre, on siège à nouveau dans une atmosphère de crise où l'on désespère d'une issue favorable. L'assassinat de Raspoutine, dans la nuit du 16 au 17 décembre, apparaît aux yeux de certains monarchistes comme une œuvre de salut public, un service rendu au trône. Et cependant, ce crime à la fois sordide et audacieux, dont la victime est le favori par excellence du couple impérial, est aussi un défi à l'autocratie. Ses auteurs forment un trio improbable, composé de Puriškevič, du grand-duc Dimitri Pavlovič et du richissime prince F. F. Jusupov qui vient d'épouser Irina Aleksandrovna, nièce et cousine de Nicolas II [528]. Les circonstances exactes de cette nuit d'horreur resteront à jamais embrouillées, les protagonistes ayant donné plusieurs versions successives et contradictoires. Le cadavre,

repêché dans la Malaja Nevka le 18 décembre, est enterré dans le parc de Carskoe Selo, en présence de l'impératrice et de ses filles. Le grand-duc Dimitri est envoyé en Perse et Jusupov exilé sur ses terres. Mais le sursaut attendu ne vient pas. Rodzjanko, qui a vu dans l'élimination de Raspoutine une « deuxième révolution », doit vite déchanter. L'audience qu'il obtient avec Nicolas II, le 10/23 février 1917, est froide et le monarque lui fait savoir qu'il entend conserver intacte l'autocratie.

Le 18 février, les ouvriers des usines Putilov de Petrograd se mettent en grève. La manifestation marquant la journée de la femme du 23 (8 mars) est souvent considérée comme le point de départ de la Révolution[529]. Le 27 (12 mars), la Douma constitue un comité provisoire (*Vremennyj komitet*) dont Rodzjanko est élu président. Parallèlement, le soviet de Petrograd se forme et revendique aussi le pouvoir. Quand Rodzjanko s'adresse de nouveau à Nicolas II, c'est pour négocier avec lui une abdication. Le mot fait scandale dans l'entourage du tsar, mais il a été prononcé.

Le 2/15 mars 1917, l'impensable s'accomplit. Nicolas II a bien tenté de revenir de l'état-major pour reprendre en main sa capitale, mais il n'est pas allé plus loin que la gare de Pskov. La garnison de Petrograd n'est pas sûre. Isolé, quasiment privé de tout soutien, il signe son abdication et celle du tsarévitch Alexis. Le lendemain, son frère Michel fait savoir qu'il n'acceptera le trône que des mains d'une Assemblée nationale. Le comité provisoire de la Douma nomme le prince L'vov ministre-président d'un gouvernement provisoire. La monarchie russe a pris fin.

chapitre 8

De Narva à Ismail

un siècle d'expansion russe (1700-1796)

Les premiers actes guerriers de Pierre le Grand remettent sur le métier l'ouvrage de sa demi-sœur Sophie et du prince Golicyn. La prise d'Azov, le 19 juillet 1696, vient effacer les déconvenues des campagnes précédentes (1687, 1689 et 1695). Elle remet à l'ordre du jour le projet d'une grande coalition des puissances chrétiennes méridionales, terrestres, mais aussi maritimes, contre l'Empire ottoman. C'est pour nouer les alliances nécessaires que Pierre entreprend sa Grande Ambassade (9 mars 1697-25 août 1698). Mais en cours de route, il constate que ses alliés potentiels ont d'autres priorités. Après avoir réprimé les *strel'cy* révoltés, lors de l'exécution publique du 16 octobre, le tsar s'oriente lui aussi vers un nouveau système d'alliances et un autre objectif géostratégique, la Baltique. Des premières passes de la guerre du Nord (1700-1721) au troisième partage de la Pologne (1795), en passant par la conquête de la Crimée (1783), la Russie acquiert en un siècle une nouvelle dimension sur la scène internationale. Elle remporte des succès décisifs sur ses adversaires historiques : la Suède, la Pologne-Lituanie et la Crimée, faisant disparaître de la carte les deux derniers. Elle commence également à prendre l'ascendant sur son voisin méridional, l'Empire ottoman. Simultanément, elle joue un rôle décisif dans deux des principaux conflits européens, la guerre de la Succession d'Autriche (1740-1748) et la guerre de Sept Ans (1756-1763).

1. Vertige du succès : guerres et diplomatie de Pierre le Grand (1696-1725)

En septembre 1700, après avoir déclaré la guerre, les Russes entrent en Livonie suédoise et assiègent Narva. Le 26 octobre,

le boyard B. P. Šeremetev, à la tête de la cavalerie noble, lance une expédition contre Vesenberg (Rakvere). De petites escouades se dirigent vers Reval, Dorpat et Pernau, s'en prennent aux garnisons, incendient villages et manoirs [530]. La population fuit vers l'ouest. Le conflit qui commence va durer plus de vingt ans, impliquer tous les pays de la Baltique et les grandes puissances et redessiner en profondeur le paysage politique de l'Europe du Nord.

Comprendre la guerre du Nord

M. A. Polievktov a été le premier à proposer un modèle d'analyse du conflit qui sera en partie retenu par les historiens soviétiques et même postsoviétiques [531]. Il considère que Pierre le Grand est un mercantiliste qui veut contester l'hégémonie suédoise sur la Baltique et cherche un passage vers l'Atlantique en contournant le Danemark. La solution est de s'allier avec la maison ducale de Mecklembourg et de creuser un canal évitant les eaux danoises [532]. Il faut aussi chasser les Suédois des côtes méridionales de la Baltique, ce qui est fait vers 1721. Mais Pierre se trouve alors aussi isolé que l'était son adversaire Charles XII. La Grande-Bretagne et la Prusse, qui l'avaient aidé au début, se retournent contre lui. L'empire des Habsbourg joue les utilités. Les petits États allemands craignent que le tsar établisse durablement ses armées sur leurs terres, anéantisse le Danemark, débarque en Suède et conquière la Scanie, comme il en a formé le projet en 1716. Il fait preuve de réalisme en renonçant à pousser trop loin son avantage [533].

La première génération d'historiens soviétiques, en particulier l'école de Pokrovskij, fait de Pierre, à la suite de Marx et d'Engels, un militariste et un impérialiste. Cette école est vite démantelée et l'on en revient à Polievktov, avec quelques retouches. E. V. Tarle, fonde son analyse sur les intérêts économiques, mais la géopolitique l'entraîne à faire des allusions risquées aux événements de son époque. Pierre le Grand défie la Suède, mais aussi les deux principales puissances d'alors, l'Angleterre et la France (le Saint-Empire est toujours aussi secondaire) et se sert de son enfant chéri, la marine, pour affirmer le nouveau statut de la Russie. Dès que

ses navires paraissent en Baltique, la relation russo-britannique (et russo-hollandaise) est bouleversée, ce qui provoque un renversement des alliances. L'Angleterre se transforme en ennemi [534]. La France hésite : elle soutient les Ottomans contre la Russie dès que cette dernière menace de l'emporter, ou bien elle la courtise, pour obtenir des facilités commerciales dans les territoires nouvellement conquis [535].

Il reste que la guerre du Nord n'a pas été gagnée sur les eaux, mais sur la terre ferme de Poltava. En outre, le tsar et son entourage ont beau clamer haut et fort, que la Crimée et la Méditerranée sont à leur portée, en 1709, la Russie n'a toujours pas un seul bâtiment dans les mers chaudes et elle subit une défaite cuisante sur le Prut en 1711. D'ailleurs, les héritiers de Pierre font peu de cas de sa marine qui n'est capable d'impressionner que ses voisins immédiats. Enfin, la France n'accorde encore qu'une attention distraite à ce que font les Russes dans la mer Noire.

À partir des années 1950, l'analyse de Tarle ne domine plus que dans l'histoire militaire, qui ignore les sources étrangères et la « révolution militaire » lancée par le tsar réformateur [536]. C'est de l'histoire diplomatique, que viennent les avancées, d'abord avec T. Krylova et S. Fejgina [537], puis V. E. Vozgrin qui a enfin accès aux archives suédoises et danoises. Il réhabilite l'optique de Polievktov : les alliances dynastiques sont une quête d'« accès à l'Atlantique ». Les projets de Pierre ne sont ni « irréalistes » ni « incohérents », car la victoire de Poltava autorise la Russie à se montrer ambitieuse. Désormais, les décisions se prennent dans une perspective universelle, les moyens disponibles sont infiniment plus grands et on sait poursuivre plusieurs objectifs à la fois [538].

En Suède aussi, la guerre du Nord est une affaire de personnalités et une question ayant trait à l'identité nationale. On s'interroge également sur le prix qu'ont coûté les rêves de conquête de Charles XII. On commence par les erreurs stratégiques et politiques du roi, notamment l'invasion de la Pologne-Lituanie et son affaiblissement, et, bien sûr, la campagne de Russie. Une fois que l'« ancienne école », libérale et antiprussienne, s'est acquittée de cette tâche, à la fin

du XIXe siècle, les conservateurs de la « nouvelle école », favorables à l'Allemagne, reprennent la main. Certains sont d'anciens officiers, d'où une nette prépondérance de l'histoire militaire. H. Hjärne et A. Stille idéalisent Charles XII et en font un héros national[539]. Leur approche positiviste des sources et leur intérêt pour les récits de batailles ouvrent la voie vers une perspective transnationale. Dans les années 1960, les centres d'intérêt des Suédois rejoignent ceux des Russes : poids de la politique expansionniste, fonctionnement de l'État militaire (*militärstaten*) et système de recrutement territorial de l'armée (*indelning*). P. Englund envisage la guerre du Nord à travers le regard des hommes ordinaires en s'appuyant sur des mémoires et journaux intimes et suggère que ce conflit est une catastrophe[540]. Le cadre bilatéral russo-suédois s'est encore élargi, en intégrant les travaux réalisés en Pologne, en Ukraine et en Estonie[541].

Vers 1700, l'armée russe est à mi-chemin des réformes. Son socle repose sur quatre régiments, formés (ou réformés) par Pierre le Grand : celui de Preobraženskoe, de Semenovskoe, de Butyrki et de Lefort. En temps de guerre, ils peuvent atteindre les dix mille hommes, mais ils combattent aussi en formations plus restreintes : à Narva, le régiment de Semenovskoe en aligne 1 589[542]. L'ancienne cavalerie noble moscovite est une arme à part, où rien n'a été modifié[543]. L'artillerie est perdue dès la première bataille de la guerre du Nord. Les officiers sont étrangers et pensent pis que pendre de la machine militaire russe. Ce n'est pas une armée moderne, mais, plutôt, la promesse d'une armée moderne.

Le tsar peine à moderniser ses forces armées, mais parvient à tisser un réseau d'alliances redoutable. Bien qu'il ait refusé de se rendre au Danemark pendant son premier voyage à l'étranger (coquetterie diplomatique ?), un traité avec ce pays est signé à Preobraženskoe en novembre 1699 et assure à la Russie, en cas de conflit avec la Suède, l'assistance de son plus ancien allié occidental ayant une marine puissante.

En août 1698, dans une première entente avec le futur roi de Pologne Auguste II, Pierre s'engage à soutenir les prétentions polonaises sur la Livonie en échange d'une aide pour obtenir

un accès à la Baltique. Un second traité, signé alors par Auguste en tant que prince-électeur de Saxe, en novembre 1699, exige que la Suède rende toute la Livonie à la Pologne-Lituanie. Mais les deux accords prévoient que les Russes n'attaqueront les Suédois qu'une fois la paix avec l'Empire ottoman conclue. Ce sont les bases de l'alliance du Nord. L'inconvénient est qu'elle exclut la Prusse, qui pourrait aussi avoir des prétentions territoriales à l'égard de la Suède. En outre, la guerre de la Succession d'Espagne vient d'éclater et retient toute l'attention des grandes puissances, ce qui sans doute joue en faveur de Pierre le Grand.

La Russie commence pourtant sur une double défaite – diplomatique et militaire. Charles XII débarque dans le Jutland, avec l'appui des marines britannique et hollandaise, et menace Copenhague. Quasiment sans coup férir il oblige le Danemark à cesser les hostilités, en signant le traité de Travendal (7/18 août 1700)[544]. Contre toute attente, il ne s'attaque pas à Auguste II, mais reprend la mer pour débarquer à Pernau (Pärnu) et, après une marche forcée, débloquer Narva. Les Russes capitulent et seule la Garde quitte le champ de bataille en armes. Les Suédois ont capturé la fine la fleur de l'aristocratie russe, et même des parents du tsar. La défaite est humiliante, car l'ennemi était trois fois moins nombreux[545]. La médaille commémorative frappée par le vainqueur est cruelle : Charles XII y met en déroute un tsar habillé à la moscovite. En réalité, Pierre est parti se réfugier à Novgorod[546]. Croyant en avoir fini, le roi de Suède relâche presque tous ses prisonniers et s'en va régler le sort d'Auguste II.

Pierre, pendant ce temps, poursuit le combat en Livonie et en Ingrie. Nöteborg (le futur Schlüsselburg), situé à la source de la Neva, est pris en 1701. En 1702, c'est Nyenskans, à l'embouchure de la Neva, d'où sortira bientôt de terre Saint-Pétersbourg. Mécontent des fortifications existantes, le tsar ordonne de construire une nouvelle forteresse en 1703. En 1704, après un second siège, Narva tombe. Il ne s'agit pas de percer une fenêtre sur l'Europe. Le traité que Pierre a signé avec Auguste II prévoit que la Livonie doit revenir à la Pologne. Pierre veut couper le corridor terrestre qui relie Riga à la Finlande. Les Suédois ne peuvent désormais passer que

par la mer. La cavalerie russe ravage les terres conquises, pour couper court à une contre-attaque, par exemple, sur Pskov[547]. La suite des opérations se dessine déjà.

La débâcle d'Auguste II rend inévitable une intervention russe en Pologne où Stanisław Leszczyński a été élu roi, avec le soutien de Charles XII. Il a aussitôt accepté de céder à son allié une partie des possessions polonaises sur la Baltique. En contrepartie, Charles XII s'engage à l'aider à reconquérir l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr et Smolensk.

La République lituano-polonaise semble s'effondrer à nouveau sous les coups des Suédois, comme à l'époque dite du « déluge » (*Potop*)[548]. Mazepa et les élites cosaques y voient le moment propice pour réunir les deux rives du Dniepr sous leur pouvoir – c'est-à-dire, sous le protectorat du tsar. Or Pierre, loyal envers Auguste II, ne veut rien entendre[549]. Russes et Saxons battent les Suédois et les Polonais partisans de Leszczyński à Kalisz (29 octobre 1706), sans savoir qu'Auguste II a signé le traité d'Altranstadt avec Charles XII, et donc rompu son alliance avec le tsar et abandonné son trône à Leszczyński. Celui-ci est reconnu roi de Pologne par toutes les puissances sauf la Hollande. Pierre se retrouve seul face à Charles XII et obligé de se retirer de Lituanie.

Charles XII peut alors marcher sur Moscou et tenter de remplacer Pierre par un tsar moins ambitieux. Mais Smolensk est difficile à prendre et il faudra traverser des terres brûlées : en un jour les Suédois ont vu vingt villages partir en fumée derrière les lignes adverses[550]. L'autre solution est de s'avancer en Ukraine pour chercher l'appui du khan de Crimée et des cosaques Zaporogues hostiles aux autorités russes. C'est le choix de Charles XII. L'Ukraine est à son tour le théâtre d'hostilités. L'arrivée des troupes russes, du tsar et de ses généraux dans la région entraîne un assaut sans précédent contre ce qui reste des anciennes libertés. La décision de Mazepa de rejoindre les Suédois n'a donc rien de surprenant, même si elle est sans espoir. Comme l'a démontré T. G. Jakovleva, une grande partie des élites cosaques (*staršyna*) le soutiennent, mais non la population[551].

En tendant la main à Mazepa, Charles XII compromet ses autres alliances, notamment avec Leszczyński. Les Zaporogues détestent toujours autant les Polonais. L'attitude des Tatars de Crimée et des Ottomans sera cruciale[552]. Pierre le Grand achète la neutralité du sultan en brûlant ses derniers vaisseaux à Azov, pour montrer qu'il n'a aucune intention hostile envers lui. La Porte interdit alors au khan de Crimée de rejoindre le roi de Suède[553]. De plus, sitôt avertis de la défection de Mazepa, les Russes mettent à sac sa capitale, Baturyn, le privant de ses ressources. Enfin, à Lesnaja, les Russes interceptent les convois de ravitaillement de Charles XII.

Le 27 juin 1709 a lieu près de la bourgade de Poltava la grande bataille rangée que Charles XII attend avec impatience et que Pierre s'ingénie à reporter[554]. L'armée suédoise est battue, le roi abandonne le champ de bataille pour éviter la capture. Les Suédois qui ont réussi à fuir vers l'ouest sont rattrapés par la cavalerie russe au bord du Dniepr, près de Perevoločna, et obligés de capituler. L'armée suédoise, la machine de guerre la plus parfaite du XVIIe siècle, a cessé d'exister.

Poltava

« Cette année en fournit encore de plus grandes [surprises] par le changement qui arriva dans le Nord, l'abaissement, pour ne pas dire l'anéantissement de la Suède, qui avoit si souvent fait trembler le Nord, et plus d'une fois l'Empire et la maison d'Autriche, et l'élévation formidable depuis d'une autre puissance jusqu'alors inconnue excepté le nom, et qui n'avoit jamais influé hors de chez elle et de ses plus proches voisins », écrit le duc de Saint-Simon[555].

Poltava est le triomphe du vieux système moscovite : ce sont les anciens bureaux (*prikazy*) qui ont assuré la mobilisation et la logistique. L'armée est déjà réformée, mais dans cette bataille s'illustrent aussi bien les nouveaux régiments que les mousquetaires (*strel'cy*)[556]. Pourtant, lors d'un banquet improvisé en l'honneur des généraux suédois captifs, Pierre les appelle ses maîtres[557]. Il ne fait pas là assaut d'esprit chevaleresque. Il a choisi le modèle suédois pour

réformer les institutions. Le Sénat, qui sera fondé en 1711, et les collèges, créés en 1717-1718, seront empruntés à la Suède. On peut s'étonner que le tsar n'ait pas tourné le dos à un modèle qui venait pourtant de montrer ses limites.

La Russie victorieuse sort de son isolement. L'alliance du Nord renaît, le Danemark et la Saxe la rejoignant presque le même jour. Par le traité de Toruń (9/20 octobre 1709) la Russie appuie les prétentions d'Auguste II au trône de Pologne, mais sans les financer et promet de lui rendre la Livonie, avec probablement l'intention de n'en rien faire. Le traité de Copenhague (11/22 octobre) scelle une alliance sans engagements militaires ou financiers de la part des Russes. Et, tout en se rapprochant des Prussiens, Pierre le Grand rejette leurs revendications sur les territoires qui s'étendent d'Elbing jusqu'à la Courlande [558].

La Russie obtient une paix favorable qui garantit ses conquêtes sur la Baltique et fait d'elle une puissance européenne. Le tsar dira que c'est la première pierre de Pétersbourg. Pour l'Ukraine, c'est une catastrophe et une déchirure : les cosaques de Mazepa étaient du côté suédois, ceux de Skoropads'kyj du côté russe. L'anniversaire de Poltava est aussi celui du sac de Baturyn pour les Ukrainiens. Ainsi, les projets de reconstitution *in situ* des associations russes pour le tricentenaire (en 2009) se sont heurtés à de fortes protestations [559].

Les élites russes sont désormais certaines de leur destin universel. Même leur déroute contre la Porte en 1711 n'ébranlera pas leur confiance.

La campagne du Prut

L'expédition du Prut est l'entreprise la plus controversée de Pierre le Grand. Certains veulent faire de ce désastre un épisode sans conséquence. R. Frost n'y consacre que deux lignes, ce qui importe est que les Russes aient mieux réussi leur « révolution militaire » que les Ottomans [560]. D'autres, tel A. N. Kurat, soulignent que ceux-ci sont les seuls que Pierre n'ait pas vaincus. La campagne du Prut a beaucoup occupé l'historiographie turque [561]. Les Russes, en revanche, l'ont traitée par le silence. Chez S. Oreškova, elle a droit à un

chapitre, dont le bilan n'a pas vieilli. Le livre récent de Ja. Vodarskij marque un pas en arrière, les sources ottomanes n'y sont évoquées que dans la critique des travaux de Kurat [562].

Rien ne permet de prouver que les Français aient poussé les Ottomans à ouvrir les hostilités. Pour S. Oreškova, les facteurs décisifs sont un changement de pouvoir à Istanbul et le renforcement général de la Russie après Poltava [563]. V. Aksan y ajoute la percée russe de la ligne de ses forteresses, par la prise d'Azov, et le ralliement à la Russie du hospodar de Moldavie D. Kantemir, « particulièrement irritant » pour le sultan [564]. Toutefois, au moment de la déclaration de guerre, ce fait n'est pas acquis [565]. Contrairement à ce que dit J. LeDonne, le sultan est intrigué par Charles XII et son armée perdue, mais il n'est pas prêt à faire la guerre pour lui [566].

C'est Pierre le Grand qui décide de s'engager en Moldavie, terrain qu'il ne connaît pas, sans doute parce qu'il se fie trop à Kantemir qui a promis une révolte générale des orthodoxes contre les Turcs. Le plan prévoit aussi une attaque des Kalmouks dans le Kouban, esquissant un mouvement en tenaille, élément récurrent de la stratégie jusqu'en 1914-1917 [567]. Mais la population moldo-valaque est hostile et les Russes sont incapables d'empêcher les Ottomans de franchir le Danube. En juillet 1711, le tsar, son épouse et une partie de la cour sont encerclés. L'armée fait illusion lors du premier engagement, mais dès le suivant, elle manque de tout, y compris de vivres. Pierre est alors prêt à accepter n'importe quelles conditions pourvu qu'il ne soit pas fait prisonnier, même céder Pskov aux Suédois ou reconnaître Leszczyńskicomme roi de Pologne. Les janissaires, cependant, renâclent [568]. P. Šafirov parvient, avec quelques autres, à graisser la patte du grand vizir et à négocier une issue. Une nouvelle fois, les Russes s'avèrent meilleurs diplomates que guerriers.

Si l'armée de Pierre avait été battue, le tsar serait mort ou captif, de même qu'une partie des élites dirigeantes. Son fils aurait dû affronter le grand favori de son père, Menšikov. L'un ou l'autre aurait conclu la paix en cédant au moins les conquêtes les plus récentes [569]. L'arrangement du Prut épargne

à la Russie ce désastre, mais elle a subi une défaite, qui s'explique avant tout par les ressources immenses de l'Empire ottoman. Les troupes turques sont six fois plus nombreuses et disposent d'une excellente logistique [570].

Par l'armistice du 12/23 juillet 1711, Pierre s'oblige à abandonner Azov et à détruire toutes ses nouvelles fortifications, à ne plus intervenir dans les affaires polonaises ou celles des cosaques Zaporogues, et à laisser Charles XII regagner la Suède. Mais il compte prendre sa revanche en Finlande. Le traité d'Andrinople (13/24 juin 1713) interdit aux troupes russes, qui n'en sont jamais sorties, d'entrer en Pologne [571], et donne donc à la Porte, jusqu'à la fin des années 1730, de quoi déclarer la guerre quand elle le veut.

Le tsar en déduit qu'il faut éviter toute confrontation avec elle, même quand le rapport de forces semble être favorable. Il ne cédera plus aux sirènes qui l'appellent à sauver ses frères géorgiens ou arméniens.

Vertige du succès

Après sa victoire maritime à Gangut (27 juillet/7 août 1714), la Russie chasse les Suédois d'une partie de la Baltique, occupe la Finlande, l'Ingrie, l'Estonie et s'empresse d'oublier de restituer la Livonie [572]. Ses troupes stationnent toujours en territoire polonais et dans les principautés allemandes. Les derniers bastions suédois du littoral méridional de la Baltique tombent. Charles XII, bloqué cinq ans durant dans une bourgade moldave, parvient *in extremis* à rejoindre Stralsund (novembre 1714). Pierre concentre des troupes dans le Mecklembourg (près de Rostock) et en Poméranie (près de Stralsund) [573], tout en feignant ne pas remarquer que ses mouvements commencent à préoccuper ses alliés, en particulier le Danemark, qui le regardaient de haut au début de la guerre.

Cependant, la guerre de la Succession d'Espagne s'achève par les paix d'Utrecht et de Rastatt (1713-1714) et les belligérants se préoccupent d'un équilibre des pouvoirs. La France, le Saint-Empire, l'Angleterre et les Provinces-Unies se contrebalancent. La Russie, qui est en passe de prendre la place de la Suède sur le plan régional, menace cet équilibre en

massant des forces en Allemagne. Tout attaché qu'il est à affirmer ses ambitions régionales, Pierre ne se rend sans doute pas compte à quel point son empire paraît imprévisible et dangereux à ses voisins [574].

À Vienne, on se préoccupe surtout de la politique matrimoniale du tsar qui pourrait faire de lui un arbitre dans les affaires du Saint-Empire. Il a conclu quatre alliances dynastiques. La plus prometteuse est le mariage du tsarévitch avec Charlotte de Brunswick-Wolfenbüttel, sœur de l'impératrice Élisabeth (épouse de Charles VI). Malgré le décès de la princesse en 1715, le rapprochement avec les Habsbourg semble en bonne voie. Le procès du tsarévitch (1718) n'en sera que plus désastreux : le manifeste de Pierre proclamant la déchéance de son fils accable la maison impériale, et la mort en prison d'Aleksej ne manque pas d'être interprétée comme un assassinat. La place des enfants du tsarévitch (Petr Alekseevič, qui régnera brièvement sous le nom de Pierre II, et Natal'ja Alekseevna) dans la succession est tout sauf claire et le tsar s'obstine à désigner comme héritière sa seconde épouse.

Le tsar unit aussi sa nièce, Anna Ioannovna au duc de Courlande, ce qui ouvre la possibilité de faire du duché un État-tampon, faisant la jonction avec la République polono-lituanienne déjà sous protectorat russe.

C'est grâce au mariage de son autre nièce, Ekaterina Ioannovna (sœur d'Anna Ioannovna) avec Charles-Léopold duc de Mecklembourg-Schwerin (1716), que Pierre peut stationner des troupes dans le Mecklembourg, au grand déplaisir des princes allemands et de l'empereur. De plus, il est désormais tenu de soutenir le duc, contesté par sa noblesse, ce qui provoque une grave crise, à laquelle seul le départ de Charles-Léopold mettra fin.

Plus dangereuse encore est l'union de la fille du tsar issue du second lit, Anna Petrovna, avec le duc de Holstein, car elle entraîne la Russie dans un conflit très loin de ses intérêts. Le Danemark ayant annexé le Schleswig, appartenant au Holstein, Pierre se brouille avec son ancien partenaire de la guerre du Nord. La question du Holstein va envenimer les relations

extérieures de la Russie jusqu'aux règnes d'Élisabeth et de Pierre III, qui, par le jeu des héritages, sont aussi ducs de Holstein. Catherine II finit par sortir de l'impasse, en échangeant les possessions de son fils dans le duché contre l'Oldenbourg et le Delmenhorst (traité de Carskoe Selo le 1er juin 1773 avec le Danemark).

Un rapprochement entre la Grande-Bretagne, la France, le Saint-Empire et les Provinces-Unies se produit vers 1714-1716. Pour en contrebalancer les effets, Pierre se rend à Paris, puis signe le traité d'Amsterdam avec la France et la Prusse (4/15 août 1717). Mais cela ne chasse pas le spectre d'un nouveau conflit sur la Baltique, avec l'Angleterre, cette fois. Pendant les trois dernières années de la guerre du Nord, une escadre britannique patrouille le long du golfe de Finlande, mais sans engager le combat. Les Anglais se contentent d'incendier des bains en bois, situés dans une île déserte non loin de Reval, et le tsar et son entourage de persifler sur cet incident.

En Russie comme en URSS, la paix de Nystad (30 août/10 septembre 1721) a été présentée comme le grand succès diplomatique de Pierre. Restituer la Finlande aux Suédois permet de garantir toutes les autres conquêtes, y compris l'Ingrie et les provinces baltes, pour lesquelles, toutefois, il faut verser une forte compensation. D'autres solutions ont été discutées, mais semblaient peu praticables. Par exemple, la proposition d'Ostermann de partager la Pologne en zones d'influence russe et suédoise, faite au congrès des îles Aaland. Pour l'heure, la Russie a humilié son voisin, qui attend son heure pour prendre sa revanche. La Suède va en effet, par deux fois, intervenir dans les conflits avec la Porte, au moment où la victoire russe semble très proche, et obliger les Russes soit à abandonner leurs conquêtes, soit à modifier leurs plans. Le traité de Nystad n'est encore qu'un accord bilatéral, auquel aucune autre puissance européenne n'a souscrit. Autrement dit, entre 1721 et 1726, toutes les conquêtes russes, y compris les gouvernorats de Riga et de Saint-Pétersbourg, avec la nouvelle capitale russe, ne sont que des châteaux de sable [575].

Le rêve colonial

L'expédition de la Caspienne (1722) et la conquête de son littoral occidental n'ont guère inspiré les historiens soviétiques : cette entreprise coloniale ne cadre pas bien avec la « grande amitié russo-azérie » du temps de l'URSS. Le livre de V. P. Lyscov, en 1951, passe inaperçu[576]. Ce n'est que récemment qu'I. Kurukin replace cette campagne dans le contexte des réformes de Pierre le Grand. Plutôt que de consacrer ses dernières années à un repos bien mérité dans sa nouvelle capitale, le tsar est dès 1722 à Moscou pour préparer une campagne contre la Perse. Cela fait longtemps qu'il convoite la Caspienne, tremplin pour l'accès aux voies commerciales d'Asie. Il aurait pu opter pour l'Asie centrale, mais en 1714 et 1716-1717, l'expédition du prince A. Bekovič-Čerkasskij vers l'oasis de Khiva a été taillée en pièces et les survivants ont été réduits en esclavage. Pierre a bien compris les avantages d'Abşeron et de Bakou et il lorgne sur l'embouchure de la Kura pour y fonder le Pétersbourg de l'Asie[577]. Après avoir été élu membre de l'Académie des sciences à Paris, il envoie à l'auguste assemblée une carte de la mer Caspienne, soigneusement levée sur son ordre, qui prouve son « zèle […] de faire mieux fleurir les Sciences » et ses nouvelles ambitions[578].

La situation lui sourit. L'Empire séfévide est menacé à la fois par invasion afghane et par une poussée ottomane. Les Russes entrent en Perse, officiellement, pour protéger le shah. Pierre conduit ses fantassins sur Derbent, avec l'appui d'une flotte. Recht et Bakou se rendent. Par le traité de Saint-Pétersbourg (12 septembre 1723), la Perse cède à la Russie, en reconnaissance de son « soutien », les provinces de Gilān, Māzandarān et Astarābād. Les diplomates russes obtiennent la reconnaissance de ces annexions par la Porte, mais ne s'opposent pas aux revendications ottomanes sur le Khartli (Géorgie), Erevan et d'autres possessions perses du Caucase (traité de Constantinople, 12/23 juin 1724)[579]. Malgré cela, l'Empire ottoman continue de vouloir s'étendre à l'est, et les nouvelles colonies russes risquent de former un nouveau front.

Les grands perdants de ce nouveau rapport de forces sont les chrétiens du Caucase, lâchés pas le tsar. Le roi de Géorgie, Vakhtang VI, espérait que l'arrivée des Russes signifierait la

fin de la dominance musulmane. Pierre, lui, veut que Vakhtang VI s'engage à ses côtés pour conquérir Ganja et d'autres riches régions de l'Azerbaïdjan actuel, peuplées majoritairement de chiites turcophones. Détrôné, le roi de Géorgie s'exile en Russie avec sa cour et une partie du clergé (1724)[580]. Incapable ou peu désireux d'annexer des provinces peuplées d'Arméniens et de Géorgiens, Pierre inaugure la tradition d'installer dans les bourgades et les villes frontalières les réfugiés chrétiens de l'Empire ottoman. L'expédition de la Caspienne est très coûteuse en hommes. La résistance acharnée de la population entraîne de sanglantes répressions. Pierre tient tellement à l'Azerbaïdjan qu'il est prêt à régner sur des chiites, quitte à faire preuve de tolérance religieuse. D'où les tentatives de s'adresser à la population locale en turc, persan et tatar[581]. Tous les conseillers du tsar l'exhortent à la retraite, mais il faudra attendre sa mort du tsar pour qu'on s'y résolve. Ici encore, la contestation des décisions du souverain, impossible tant qu'il est en vie, devient unanime dès qu'il a expiré.

Malgré son échec, Pierre se montre plus moderne encore que dans ses projets baltiques. Il explique ainsi à F. Sojmonov que d'Astarābād on peut atteindre en chameau Balkh et Badakhchan en douze jours. « Et là, à Boukhara, c'est le centre de tous les commerces orientaux[582]. » Il veut la soie et les épices, et il est l'un des premiers à apprécier l'intérêt du pétrole de Bakou, même si c'est pour ses vertus médicinales et non comme combustible. On sait que le *Testament de Pierre le Grand*, qui ordonne à ses héritiers de chercher un passage vers l'Afghanistan et l'Inde, est un faux de la fin du XVIIIe siècle. Mais, si on lit les documents de l'expédition sur la Caspienne, on voit apparaître exactement le même rêve colonial. Sauf que l'Empire russe n'en a pas encore les moyens.

2. L'alliance autrichienne (1726-1761)

La superbe solitude de la Russie de Pierre peut vite se transformer en un isolement, ce qui se produira sous Nicolas Ier. Après Nystad, elle n'a qu'un allié, la Suède, son ancienne rivale. C'est à Ostermann qu'elle doit son alliance avec les Habsbourg, conclue à Vienne, le 26 juillet/6 août

1726, qui définit sa place dans la politique internationale pour plusieurs décennies. Ce rapprochement a coûté à Ostermann un quart de siècle d'efforts [583].

Vienne reconnaît les conquêtes baltes de Pierre le Grand, autrement dit le traité de Nystad. Le Saint-Empire apporte aussi un soutien contre les Ottomans, auxquels les Russes ont bien du mal à tenir tête seuls. Il devient possible de coordonner les efforts en Europe centrale et orientale, par exemple, dans les élections au trône de Pologne. Enfin, le traité de Vienne suit une logique dynastique, car le futur souverain russe, Pierre II, est le neveu de l'empereur Charles VI. Le prix à payer est élevé : un soutien militaire aux Habsbourg contre la France, ce qui se traduira par l'envoi de troupes sur le Rhin à plusieurs reprises. La Russie entre ainsi dans la logique des blocs, c'est-à-dire une opposition quasi permanente à la France jusqu'au « renversement des alliances » de 1756.

Il existe pourtant un « parti français » à la cour, avec pour chef Münnich, qui est président du collège de la Guerre et chef de l'armée de campagne. De même, en 1730, il semble que le feld-maréchal V. V. Dolgorukov, président du collège de la Guerre, et son clan sont prêts à abandonner l'alliance autrichienne [584]. Le retour de la capitale à Moscou peut être aussi compris comme une précaution prise au cas où Pétersbourg serait perdue, avec les autres conquêtes baltiques de Pierre le Grand. En définitive, l'alliance autrichienne tient bon et c'est grâce à elle que la Russie remporte le plus de succès : les expéditions sur le Rhin, la participation à la guerre de la Succession de Pologne et la guerre contre les Turcs (1736-1739).

La succession de Pologne

À la mort d'Auguste II (1er février 1733), la Diète doit choisir entre son fils, l'électeur de Saxe et futur Auguste III, ou un prince polonais n'ayant aucun lien de parenté avec les têtes couronnées d'Europe. La première hypothèse scellerait la réunion entre la Pologne-Lituanie et la Saxe, ce qui nuit aux intérêts des Habsbourg, d'autant que cela rapproche *de facto* la Pologne des monarchies héréditaires. Couronner un prince

polonais mettrait fin à la période saxonne et perpétuerait la monarchie élective. C'est ce que l'on souhaite à Vienne et la diplomatie russe fait d'abord mine de s'aligner sur son alliée. La Diète disqualifie les non-Polonais et élit Stanisław Leszczyński qui a déjà occupé ce trône entre 1704 et 1709, avec le soutien de Charles XII. Cette fois, il a l'appui des Français, d'autant que Louis XV a épousé sa fille Marie (en 1725). L'entente entre Pétersbourg et Vienne en sort renforcée, jusqu'au moment où les Russes changent d'avis.

L'historiographie postsoviétique minimise les ambitions russes en Pologne. Pour S. Nelipovič, il s'agit « de garantir la liberté de conscience pour la population orthodoxe de la République, d'en finir avec les incursions des escouades polonaises et de maintenir l'autonomie et l'intégrité de la Courlande », mais aussi, de se prémunir contre une bien improbable invasion[585]. En réalité, en favorisant le candidat saxon, la Russie, hostile à la monarchie élective, veut imposer une succession dynastique, dans laquelle la Diète n'aurait qu'à confirmer l'héritier. Ce faisant, elle manœuvre non pas contre un simple candidat, mais contre le roi légitime, déjà élu par la Diète[586]. Ce soutien entraîne une intervention militaire et pérennise la présence des armées russes sur le sol polonais entre la guerre du Nord et la guerre de Sept Ans. Les Russes pénètrent en Lituanie par Mitau et Minsk, prennent Varsovie et plantent le décor pour l'« élection » d'Auguste III. Reste à obtenir une convocation de la Diète en s'appuyant sur la noblesse lituanienne et l'affaire est réglée. Seul le siège de Gdańsk, où se réfugie Stanislas, a un peu retenu l'attention des historiens russes, peut-être parce c'est la première confrontation franco-russe.

La guerre contre la Porte

Engagée en Pologne, la Russie doit laisser passer la chance qu'offre la guerre entre l'Empire ottoman et la Perse. Elle cherche néanmoins à convaincre le shah de s'allier avec elle ; pour ce faire, elle lui restitue toutes les conquêtes de Pierre sur la Caspienne (1735/1736), mais en vain. L'année suivante, elle entre en guerre seule, suivant le plan ambitieux de Münnich, qui veut conquérir la Crimée, mais aussi Constantinople.

Toutes les guerres russo-turques du XVIIIe siècle rappellent un échiquier dont les forteresses et les escadres seraient les pièces. À l'est, Azov ferme l'embouchure du Don. À l'ouest, Očakov et Kinburn verrouillent le delta du Dniepr. Mais la marine du sultan ne peut pas non plus le remonter, à cause des rapides qui sont alors infranchissables. Sur le Dniestr, Očakov, Xotin et Bendery complètent le dispositif défensif ottoman. Les hostilités sont ouvertes, comme toujours, par l'emprisonnement du représentant russe à Istanbul et tous ses collaborateurs. Contrairement aux Russes, qui doivent acheminer des troupes à travers la steppe, la flotte de la Porte assure des communications sûres entre Azov, Caffa et Očakov par la mer d'Azov et la mer Noire. L'acharnement de Pierre le Grand d'y faire contrepoids avec sa flottille de Voronež qu'il a fallu ensuite transporter jusqu'à Azov et Taganrog, n'était peut-être pas si absurde. Coincée dans la mer d'Azov, elle a quasiment disparu après 1709.

Le khanat de Crimée est séparé des marches de l'Empire russe par une large bande de steppes, traversée par le Don, le Dniepr, le Boug et le Dniestr, qui se jettent dans la mer Noire et la mer d'Azov. Les Tatars de Crimée n'ont qu'une très courte distance à parcourir pour attaquer les bases de départ des Russes [587]. Ils sont protégés par Perekop, isthme réunissant la Crimée avec l'Ukraine. Ses fortifications ne sont qu'un rempart et un fossé, mais aucun général russe n'est arrivé à les atteindre au XVIIe siècle. Les Russes doivent neutraliser les Tatars d'avance, ou immobiliser une partie de leurs forces pour les bloquer dans leur péninsule. Les campagnes ne peuvent avoir lieu que durant le bref printemps ou les deux mois de l'automne car le reste de l'année les steppes sont brûlées par la chaleur, gelées, ou inondées par le dégel. Les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie sont des protectorats ottomans. Leurs élites, orthodoxes, sont aussi sujettes à l'influence polonaise. Au Caucase du Nord, politiquement très morcelé, Russes et Ottomans se disputent la mainmise sur différents peuples. Le syncrétisme religieux y est important et la Russie n'envoyant pas de missions hors de ses frontières, l'islam sunnite s'y répand rapidement.

Münnich commence par reprendre Azov. Les pertes sont faibles : 194 officiers et soldats. En 1736, la forteresse de Perekop tombe dans l'escarcelle russe au prix de six vies [588.] Ces bilans, sans commune mesure avec les guerres de Catherine II, montrent que Münnich est soucieux d'épargner ses soldats. Avant de se retirer sur leurs terres, les Russes s'emparent à l'automne de Baxčisaraj et incendient le palais des khans avec archives et bibliothèque. Ils ne peuvent pas encore se permettre de s'établir en Crimée. L'année suivante, la prise d'Očakov est précipitée par l'explosion d'un magasin de munitions. Les sources ottomanes affirment que le massacre auquel se livre l'armée russe fait entre 3 000 et 17 000 victimes. Perdre Očakov est d'autant plus douloureux pour les Ottomans qu'ils ont concentré là des troupes venues de Bosnie qui auraient pu s'avérer utiles sur d'autres fronts [589].

La campagne de 1738, en revanche, est désastreuse pour la Russie. Il faut même abandonner Očakov et Kinburn, ravagées par la peste. Mais le 17/28 août 1739, à Stavučany, Münnich met en déroute l'armée du vizir. N. I. Pavlenko compare cette victoire à la défaite du Prut : même confrontation de deux armées principales, même tentative des Ottomans d'encercler les Russes, mais l'issue est opposée [590]. Dans sa retraite, l'armée du sultan entraîne la garnison de Xotin, et la forteresse désertée est investie par les Russes, qui rejoignent Jassy, où se prépare un traité instaurant un protectorat russe sur la Moldavie.

Les expéditions de Münnich sont, selon J. LeDonne, une régression par rapport à celles de Golicyn en 1687-1689 [591]. Pourtant, elles combinent trois directions – criméenne, danubienne et caucasienne – et remportent des succès. En prenant Očakov, Xotin et Kinburn, Münnich perce la ligne de forteresses ottomane, et crée une brèche dans leur empire [592].

De ces victoires, le traité de Belgrade (18 septembre 1739) et la convention de Nysse (3 octobre), entre les Russes, les Autrichiens et les Ottomans, ne retiennent que la prise d'Azov, seule conquête que la Russie conserve, sans toutefois pouvoir la fortifier. La Kabardie démilitarisée devient un État-tampon. C'est que ses alliés autrichiens viennent de perdre Belgrade.

En outre, au nord, la Suède menace. V. O. Ključevskij a beau jeu de s'indigner de cette paix honteuse, mais les contraintes imposées par les alliances sont bien réelles [593]. Biron, Münnich et Ostermann ne sont pas responsables des déboires des Autrichiens. En revanche, le traité de Belgrade renverse l'ordre institué par les paix du Prut et d'Andrinople. La Russie n'a pas encore d'accès à la mer, mais fait un pas vers le rivage. Pour la première fois, les accords définissent les droits des marchands russes. Des échanges de prisonniers sont prévus et même la recherche et la libération de tous les sujets russes captifs ou réduits en esclavage. Les droits religieux des sujets russes dans l'Empire ottoman sont précisés. Enfin, il n'est plus interdit aux troupes russes de se trouver en territoire polonais. La fermeture de la mer Noire à toutes les marines est capitale pour les Ottomans, qui ne consentent même pas à la lever pour la France, pourtant médiatrice de cet accord [594].

En 1741, les Suédois attaquent à un moment difficile pour la Russie, où vient de débuter une régence, au nom du très jeune Ivan VI. Ils clament haut et fort qu'ils vont délivrer la Russie du joug des étrangers. Élisabeth profite du conflit pour monter son coup d'État. Les deux parties se disputent en définitive des marécages peuplés de Finnois, auxquels, bien entendu, ni les uns ni les autres ne demandent leur avis. Il semble donc difficile de parler d'« annexions » d'un côté ou de l'autre. Après la chute des forteresses de Neuschlot et Frederikshamm (1742) les Suédois se retirent en Botnie.

La guerre de Sept Ans

La Russie est entraînée dans la guerre de Sept Ans par l'alliance autrichienne, car la Prusse de Frédéric II ne la menace en rien, quoi qu'on ait pu affirmer par la suite. La proclamation de l'empire allemand (1871) puis les deux guerres mondiales ont entraîné une révision, faisant de la guerre de Sept Ans le prototype de toutes les confrontations germano-russes. La prise de Berlin (28 septembre/9 octobre 1760) et l'occupation de la Prusse orientale, ce « nid du militarisme prussien », deviennent dès lors une source intarissable de fierté. Chez les contemporains, en revanche, le conflit, qui s'est déroulé hors des frontières de l'Empire, trouve peu d'écho. Seul A. Bolotov s'attarde sur ses horreurs.

Juste avant l'entrée en guerre de la Russie, la France rejoint l'alliance russo-autrichienne, à laquelle s'oppose le bloc prusso-britannique. Les Britanniques et les Prussiens sont victorieux outre-mer (ce qui coûte à la France le Canada), mais subissent des défaites sur le continent, surtout face aux Russes, très supérieurs numériquement et disposant d'une bonne logistique : à Groß-Jägersdorf, en 1757, et à Kunersdorf, en 1759. La Prusse orientale est annexée et devient le gouvernorat de Königsberg (1758). Comme tous les habitants de Königsberg, E. Kant est pour quelques mois sujet russe et écrit même à Élisabeth, mais nous ignorons si elle lui a répondu.

L'arrivée des troupes de l'impératrice sur l'Oder et la défaite de Kunersdorf laissent la Prusse au bord de la catastrophe militaire. La cavalerie russe prend, en septembre 1760, Berlin, qu'elle tient quelques jours. La lenteur et l'incurie des généraux, surtout d'Apraksin, limogé par Élisabeth (et mort pendant l'instruction de l'affaire) s'expliquent par la maladie de la tsarine et par l'influence grandissante de la « petite cour » de l'héritier du trône qui ne cache pas ses sympathies pour Frédéric II. Il n'est pas le seul. Le général P. A. Rumjancev, coqueluche de l'historiographie patriotique, se considère comme disciple de Frédéric tout en se battant contre lui.

À la mort de la souveraine, la Russie sort unilatéralement de la guerre, renonçant à tous ses trophées, à commencer par la Prusse orientale. La seule exception est le manuscrit enluminé de la *Chronique de Radziwiłł*, pris à Königsberg et qui n'est pas restitué. On a pourtant envisagé d'échanger la Prusse orientale avec la Pologne, contre des terres peuplées d'Ukrainiens et de Biélorusses. La logique destructrice des partages de la Pologne n'est pas encore là, mais on voit déjà ses confins orientaux comme des gages.

Pendant ce conflit émerge une nouvelle génération d'officiers, qui assurera le haut commandement sous le règne suivant. Rumjancev est à la tête d'une brigade à Groß-Jägersdorf et de l'aile centrale à Kunersdorf, c'est lui qui dirige le siège de Kolberg[595]. Suvorov y fait ses premières armes, il est le gouverneur militaire de Memel et combat à

Kunersdorf[596]. La guerre de Sept Ans marque une nouvelle phase dans le développement de l'art militaire, manquée par les Ottomans, qui n'y participent pas[597].

3. Le système de Catherine II (1762-1796)

La politique internationale de Catherine II a suscité des interprétations contradictoires. Pour Tarle, elle est un modèle pour l'URSS à l'heure de la guerre froide. Le « système du Nord » a été mis en place par les Britanniques pour contrecarrer l'influence française. La Russie y trouve des avantages, car la première expédition de sa marine en Méditerranée aurait été impossible sans soutien logistique danois et anglais. Catherine II se serait efforcée de s'opposer aux partages de la Pologne[598]. Pour E. I. Družinina, c'est Panin et son cercle qui font avancer les intérêts nationaux (autrement dit, font preuve de réalisme), alors que l'impératrice et les frères Orlov sont des « aventuriers ». Les gains russes au traité de Küčük-Qaynardjĩ (1774) sont le résultat des efforts d'un groupe de diplomates et de militaires qui ne doit rien à Catherine elle-même[599].

Après 1991, Panin, est au contraire accusé, par O. Eliseeva, de subordonner les intérêts de la Russie à ceux de la Prusse et de la Suède, ou à son désir de limiter le pouvoir autocratique en Russie. À cette fin, il dresse l'héritier du trône contre l'impératrice. Le vrai défenseur de l'intérêt national est G. A. Potemkin, parce qu'il est en faveur de l'alliance autrichienne et de l'expansion vers le sud. Son arrivée au pouvoir, vers 1774, marque le moment où on se met enfin à se soucier du bien du pays. Toutefois, Potemkin doit lutter contre le comte A. A. Bezborodko et d'autres membres du « parti autrichien », qui, eux, ne servent que leurs propres intérêts.

Potemkin n'est pas un homme des Lumières, il est resté fidèle à son éducation traditionnelle et à ses idées religieuses et nationales[600]. Pour O. Eliseeva, la défaite de l'Empire ottoman et l'annexion de la Crimée sont les plus grands succès du règne, les partages de la Pologne n'étant que des « dommages collatéraux ». En effet, pour sécuriser les voies de communication de ses troupes pendant les guerres contre les

Turcs, la Russie est obligée de s'installer durablement en territoire polonais. Pourtant, le « revirement national » des années 1770 ne semble pas avoir impliqué de brouille avec la Prusse.

Du côté américain, R. E. Jones avance que le système de Panin favorise la noblesse, en assurant le maintien de la paix (la guerre augmente les taxes et mobilise les serfs) et le bon fonctionnement de la voie commerciale reliant Pétersbourg à la mer du Nord. L'ouverture de la mer Noire et de la Méditerranée au commerce russe, que veulent l'impératrice et les frères Orlov, aurait entraîné des frais [601]. R. E. Jones date cette opposition noble de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Pour H. Ragsdale, elle se serait déjà manifestée plus tôt et se serait prolongée au XIXe. Il voit le règne de Catherine II comme une alternance de réformes intérieures et de grandes entreprises à l'étranger qui permettent de ressouder la société contre un ennemi commun, lorsque les transformations patinent. Cependant, les témoignages des diplomates étrangers sur lesquels il s'appuie généralisent souvent des désapprobations ponctuelles. Ainsi le comte M. I. Voroncov, un des « opposants » cités, est en fait partisan de l'annexion de la Crimée. Pour lui, les Tatars sont des voisins bien plus dangereux que les Ottomans, leurs rafles de prisonniers et leurs pillages causent des dommages considérables [602]. Par ailleurs, la Crimée ouvre la voie de la Porte et tant qu'elle est en sa possession, représente un danger pour l'accès à la mer Noire et à la mer d'Azov [603]. Bref, certaines campagnes sont au contraire approuvées par les élites [604].

À partir des années 1970, quand les dix-huitiémistes américains puissent accèdent aux archives diplomatiques impériales, paraissent les premiers travaux intégrant plusieurs optiques. Malheureusement, les quatre guerres du XVIIIe siècle, qui constituent une époque dans l'histoire du bassin de la mer Noire, n'ont pas encore fait l'objet d'une étude dépassant les limites nationales, pas plus que les deux campagnes lancées par la Suède pour prendre sa revanche après le traité de Nystad.

Le système du Nord

Sous Catherine II, on observe un certain pluralisme en matière de politique étrangère. Les vues de l'impératrice ne sont pas plus abouties en ce domaine qu'en matière de réformes. Mais désormais, les orientations doivent s'inspirer des idées des Lumières. Pour expliquer les partages de la Pologne, il faut donc en faire un bastion du fanatisme et de la superstition. Autrement dit, les succès de Catherine II doivent autant à l'épée de Suvorov qu'à la plume de Voltaire.

Quand Catherine II prend le pouvoir, le chancelier Panin est son grand allié, avant de devenir son principal opposant. Son grand œuvre est une vaste alliance avec l'Angleterre, la Suède, la Prusse et le Danemark, que l'impératrice conserve. Ce « système du Nord » évite toute confrontation inutile avec la Prusse et permet d'écarter une éventuelle revanche suédoise. Dans le même esprit, Catherine II négocie un échange la délivrant des possessions de son fils, le grand-duc Paul, au Holstein, et élimine le risque d'un conflit avec le Danemark. Le système de Panin s'harmonise avec ses vues sur le gouvernement de l'Empire. Il a en effet pour modèles la Constitution suédoise et le Parlement britannique et rêve de fonder un ordre constitutionnel en Russie. Contre la Porte, en revanche, les possibilités sont limitées. Cependant, la première expédition navale dans les îles Ioniennes n'aurait pas été concevable sans appui danois et britannique.

La première guerre contre les Ottomans (1768-1774)

À partir de 1762, la Russie s'intéresse de près aux voies océaniques, y compris celle qui permet de relier de la Baltique et la Méditerranée. Des consulats sont ouverts à Cadix (1765), Bordeaux (1766) et Lisbonne (1769). La Commission législative remet cette question à l'ordre du jour, car les députés des villes veulent développer les voies commerciales méridionales en complément du commerce baltique. En vertu du traité de Belgrade, seuls des bâtiments ottomans peuvent naviguer sur la mer Noire. Toutefois, la Russie ne prépare pas de guerre.

Ce sont les Ottomans, qui, une fois de plus, vont la déclencher. Selon V. Aksan, qui cite leur ambassade à Berlin en 1763, ils s'inquiètent de l'annexion et de la colonisation par

les Russes de « différents territoires cosaques [605] ». Ils prennent prétexte d'un incident frontalier, provoqué par les rebelles ukrainiens (*hajdamaky*), qui, en poursuivant les partisans de Stanisław Poniatowski, entrent à Balta, possession du khan de Crimée. Les autorités turques emprisonnent le résident russe Obreskov et son personnel et massent leurs troupes.

Pour Frédéric II, c'est un aveugle luttant contre un borgne. Pourtant, l'armée qui s'apprête à se battre en 1768 est très différente de celle de Münnich. La mise en place d'un état-major à la prussienne (1763) va jouer un rôle décisif. Rumjancev, gouverneur général de Kiev à partir de 1764, connaît bien le terrain. Ses réformes, entre autres celles des régiments cosaques, créent une cavalerie légère capable de tenir tête aux forces du sultan. Son pouvoir et son autorité, tout comme le fait qu'on lui laisse une grande initiative, influent sur l'issue du conflit, auquel on donnera plus tard son nom [606].

La première armée, sous A. M. Golicyn, se dirige vers Xotin. La deuxième, commandée par Rumjancev, doit défendre la frontière entre Dniepr et Don et essayer de reconstruire les forteresses d'Azov et de Taganrog. Mais Golicyn échoue devant Xotin, pourtant défendue par sa seule garnison. Il hésite jusqu'à ce que les Ottomans l'évacuent. En 1769, Rumjancevprend sa place, puis est lui-même remplacé par le général P. I. Panin. L'impératrice est donc capable de mettre de côté ses sympathies personnelles : Rumjancev est un partisan de Pierre III, qui, après son renversement, a voulu entrer au service de la Prusse. Après la victoire de Cahul, Frédéric II lui enverra une lettre de félicitations.

Contrairement à Münnich, Rumjancev ne se retire pas pendant l'hiver. C'est une tactique qu'il a déjà éprouvée lors de la guerre de Sept Ans et qui permet de réduire les pertes. En outre, au lieu d'organiser ses troupes en un grand carré, il en forme trois, quatre ou cinq, notamment à Large, Rjabaja Mogila et Cahul. Enfin, il préfère la cavalerie légère [607].

En 1769, Rumjancev prend Jassy, capitale de la Moldavie et entre en relation avec les élites des principautés danubiennes. En 1770, il défait à Rjabaja Mogila, Large et Cahul le gros des forces ennemies. Après la prise d'Ismail, Kili (Kilija),

Bendery, Akkerman (Belhorod) et Braila, l'armée russe s'établit à Budžak et atteint le Danube.

En 1769 a lieu la dernière incursion des Tatars de Crimée. Le Conseil fixe donc dès 1770 comme objectif principal de la guerre de détacher la Crimée de l'Empire ottoman. Il est atteint en 1771, quand le prince V. M. Dolgorukov s'empare sans difficulté de la péninsule, les Tatars étant bloqués sur le Danube par Rumjancev.

Pour la première fois, une escadre russe est envoyée en Méditerranée. La marine ayant été négligée sous Élisabeth, Catherine II et les frères Orlov ont toutes les raisons de se faire du souci sur sa capacité à remplir sa mission. Cependant, les combats ont lieu non plus en terre slave, mais en terre grecque. Toutefois, malgré les efforts des frères Orlov, les Russes finissent par abandonner les rebelles grecs [608]. Le 24 juin 1770, dans la baie de Çeşme, les navires russes de l'amiral S. A. Greig détruisent la flotte du sultan. Cette victoire est symbolique, mais elle empêche les Ottomans de sortir de la Méditerranée et donc de ravitailler leurs troupes en Crimée [609].

Vers 1771, les Russes ont atteint presque tous leurs buts : l'indépendance de la Crimée, de la Moldavie et de la Valachie, l'amnistie des révoltés grecs, l'annexion de la Kabardie, la restitution des territoires géorgiens, annexés par les Ottomans et la protection des populations chrétiennes sous leur domination. Par la paix de Küčük-Qaynardjĩ (21 juillet 1774), la Russie acquiert l'embouchure du Dniepr et du Boug, donc les places fortes de Kinburn, Enikale, Kerč' et Azov, ainsi que la Kabardie. Le khanat de Crimée perd la protection du sultan et se trouve à la merci de la Russie. Le texte appelle Catherine II protectrice des chrétiens de l'Empire ottoman et le sultan calife de « tous les croyants ». Ainsi, la Russie semble être la première à reconnaître les prétentions des sultans à dominer tous les sunnites. Pour les élites ottomanes, la défaite démontre la supériorité militaire russe. S'en suivent des réformes militaires, de très mauvais augure pour les ambitions de l'impératrice [610].

Le projet grec et l'annexion de la Crimée

On a beaucoup écrit sur le projet grec, mais nettement moins sur l'annexion de la Crimée. Tarle doute de l'existence d'un plan d'annexion, trop « impérialiste ». O. P. Markova part du principe que les déclarations de l'impératrice ont pour seul but que de cacher ses vraies vues[611]. Donc, ce ne peut être qu'une manœuvre diplomatique pour endormir la méfiance des Habsbourg et s'assurer de leur bienveillance[612]. Cependant, si la Russie peut s'approprier la Crimée sans que l'Autriche réclame une compensation, c'est que la coopération entre les deux États est stratégique, qu'elle se projette dans la durée. Le projet grec, poursuit O. P. Markova, ne mentionne même pas l'aide aux Slaves orthodoxes, qui, en général joue un rôle important dans les calculs russes. Les documents diplomatiques de l'époque l'évoquent à peine et Potemkin, qui, en sous-main, dirige la politique étrangère, n'y prend aucune part. D'ailleurs, la Russie à ce moment-là, préférerait la paix. Enfin, le projet grec promet d'être coûteux en argent et en vies humaines. Conquérir la Crimée simultanément paraît impossible et aurait affaibli le pays[613]. On retrouve ce scepticisme chez E. Hösch[614] ou I. de Madariaga[615].

Pourtant, H. Ragsdale montre, à partir des archives diplomatiques russes, autrichiennes et françaises, que le projet est bien réel[616]. O. Eliseeva met la main sur un projet de lettre de Catherine II à Potemkin, écrit par Bezborodko, et sur le mémoire de Potemkin*De la Crimée*. Elle conclut à une sorte d'affrontement entre le projet grec, qu'elle attribue à Bezborodko et au « parti autrichien », et le projet d'annexion de la Crimée, proposé par Potemkin, qui aboutit finalement. Pourtant elle cite elle-même des éléments allant à l'encontre de sa thèse : l'idée d'annexer la Crimée prend corps pendant que les conseillers de Catherine II étudient le projet grec, ce qui prouve qu'il est assez sérieux et que les deux objectifs ne paraissent pas incompatibles[617].

A. Zorin prend très au sérieux le projet grec : il ne vise pas à s'emparer de Constantinople, mais à fonder un « nouvel empire grec », lié au russe par un héritage commun, religieux et culturel[618]. Mais il s'inscrit aussi dans la pensée des Lumières, y compris dans les lettres de Voltaire à Catherine II, écrites pendant la guerre de 1768-1774. Il est en principe

secret, mais on sait assez que l'impératrice compte intervenir en faveur des Grecs et de leur indépendance pour que cette intention contribue à sa gloire en Europe [619].

Pour V. Makrides, qui s'appuie sur les sources grecques, l'intérêt mutuel se manifeste très tôt, et les premières informations sur les intentions de la Russie reçoivent un large écho en Grèce et dans la diaspora. La religion commune y contribue, et les idées des Lumières n'y font pas obstacle, puisqu'elles ne sont pas celles des élites grecques. Les Grecs cherchent à adapter le projet à leurs vues, puis, voyant que deux guerres russo-turques ne changent pas grand-chose à leur sort, sont cruellement déçus. La poussée russe vers la mer Noire entraîne la migration de commerçants grecs vers les villes fondées par Catherine II. Ce déplacement des activités commerciales devient un objectif important de la Russie. Le projet grec s'adresse donc aux populations qui ont préféré la domination russe à celle de l'Empire ottoman [620].

Aux yeux de l'Autriche, ce plan, et surtout sa partie concernant la Dacie, permet de coordonner les efforts des deux alliés, tout en leur assignant des objectifs territoriaux distincts. C'est une sorte de « feuille de route ». Catherine et Joseph II ébauchent leur accord à la faveur d'une entrevue à Mogilev, en 1780, et le concluent en 1781, par un échange de lettres. L'alliance est défensive. Le 10 septembre 1782, Catherine II propose, toujours dans une lettre, la création de la Dacie. État souverain, formé des provinces de Moldavie, Valachie et Bessarabie et situé entre les empires autrichien, russe et ottoman, il serait maintenu à jamais. En même temps, elle prévoit un « nouvel empire grec » totalement indépendant de la Russie. Bien entendu, cela s'accorde parfaitement avec la stratégie russe qui veut des États-tampons la séparant des Habsbourg et des Ottomans. Catherine ne demande pas grand-chose : les terres entre le Boug et le Dniestr, avec Očakov, et une ou deux îles. À Joseph II, elle promet l'accès à la Méditerranée, sans plus de détail [621]. Joseph répond deux mois plus tard et se montre plus gourmand : il lui faut une partie de la Valachie, Xotin et Belgrade, qui sont aux Ottomans, l'Istrie et la Dalmatie, qui sont à Venise, et fourniraient « les seuls moyens de mettre en valeur les produits de [s]es États ». Les

Vénitiens se dédommageront avec « la péninsule de Morée, l'île de Candie [Crète], de Chypre, et tant d'autres[622] », encore aux mains des Turcs. Cette correspondance prépare l'annexion de la Crimée.

Catherine destine le trône des empereurs byzantins à son petit-fils Constantin (d'où son prénom). La Dacie pourrait être la récompense de Potemkin, comme la Courlande a été celle de Biron. En tout cas, Potemkin aura besoin de ce refuge si Paul monte sur le trône, car le grand-duc le déteste, mais Potemkin meurt le 5/16 octobre 1791. Le projet restera lettre morte, car Joseph II (20 février 1790) s'est éteint et son successeur, Léopold II, s'en désintéresse.

L'annexion de la Crimée, en avril 1783, est donc le seul résultat de cette entreprise. Le khan favorable à la Russie ayant été destitué, Catherine fait occuper la péninsule, pratiquement sans coup férir. L'Empire ottoman perd pour la première fois un territoire peuplé de musulmans. La Russie en sort renforcée, sans avoir eu à affronter de crise internationale et sans avoir eu à fournir de compensations. Les Tatars doivent s'adapter aux nouveaux maîtres non musulmans ou s'en aller. Huit mille d'entre eux partent tout de suite, vingt à trente mille autres émigrent après 1792, quand tout espoir de reconquête turque est perdu[623]. C'est le premier déplacement forcé de population dans le bassin de la mer Noire, qui crée un précédent pour les grandes épurations ethniques à venir. À la veille de l'annexion, les Russes fondent Vladikavkaz (« maître du Caucase ») qui symbolise leur domination en Ossétie et leur ouvre une voie de communication vers le Caucase du Sud, par ce qui deviendra la route militaire de Géorgie. En 1783, à Georgievsk, est signé un traité qui fait du royaume de Khartli-Kakhétie un protectorat russe, mais ne prévoit pas d'intervention en cas d'agression de la Géorgie. Comme le remarque I. V. Kurukin, la Russie a besoin d'une Géorgie alliée, mais pas trop forte, car il ne faut pas qu'elle gêne ses ambitions à Ganja et Erevan[624].

Les Russes avancent à petits pas vers la mer Noire, puis dans le Caucase, puis à nouveau vers la mer Noire, etc. Ils imposent un protectorat, puis procèdent à l'annexion directe.

L'année où le protectorat de Crimée se transforme en annexion, la Géorgie devient pour dix-sept ans un protectorat, qui aboutira en 1801 à une intégration dans l'Empire.

La seconde guerre contre la Porte (1787-1792)

Quand la guerre reprend avec la Porte, les Russes sont en meilleure posture. Appuyés par les Autrichiens, ils sont capables de remporter une bataille décisive. En outre, la Crimée peut désormais leur servir de base arrière, ce qui explique peut-être la hâte des Ottomans qui veulent les empêcher la construction du port militaire de Sébastopol. Cependant, Gustave III de Suède (1771-1792) vient attaquer les arrières russes, et, même s'il ne menace pas vraiment Pétersbourg, la flotte de la mer Baltique ne peut quitter ses ports d'attache. Catherine brade la paix, pour concentrer ses forces dans le sud (traité de Värälä, 3/14 août 1790)[625]. Les Grecs, eux, attendent en vain les bateaux russes. Ils n'attaqueront pas les Ottomans en Méditerranée, ni ne couperont leur voie vers la mer Noire, ce qui complique la tâche des assiégeants à Očakov[626]. Le 14 juillet 1789, à Paris, on prend la Bastille. Dans un premier temps, cela arrange les affaires des Russes. La France, plutôt favorable au sultan, est incapable d'intervenir et ils enlèvent un certain nombre de places fortes, dont Ismail (1790). Mais ils se retrouvent nez à nez avec la Grande-Bretagne que ces annexions contrarient et qui a tout à fait les moyens de contrecarrer leurs plans.

Potemkin n'a confiance ni dans le Conseil de guerre ni dans l'état-major, qui coordonnaient les opérations lors du premier conflit avec les Turcs. Il met en place un autre système, coiffé par le président du collège de la Guerre (1784), qui assure le commandement des régiments, hors de tout contrôle, y compris financier. S'ensuivent mauvais traitements des soldats, malversations de tous ordres et corruption. Toutefois, c'est aussi ce qui rend possible les initiatives personnelles des généraux[627]. Sans Potemkin, il n'y aurait pas eu de Suvorov. Cela n'empêche pas les contemporains de critiquer et les historiens de leur emboîter le pas. V. Aksan affirme, sur la foi d'une comparaison avec 1768-1774, où la supériorité militaire russe était évidente, que la réforme militaire suscite bien des

résistances et que l'autorité du commandement est contestée[628].

À la première offensive sur mer des Turcs, les Russes ne peuvent opposer que leur flotte de Sébastopol, tout juste constituée. Les Ottomans débarquent sur une petite langue de terre à l'embouchure de Dniepr et menacent Kinburn, russe depuis 1774. Ils veulent couper toute communication avec la Crimée, et Potemkin envisage déjà d'abandonner la péninsule, quand Suvorov réussit à anéantir le corps expéditionnaire. On peut désormais se concentrer sur Očakov et s'ouvrir une voie vers la Moldavie. Pour s'emparer de la place, fortifiée par un ingénieur français, Catherine II envoie Potemkin, Suvorov et l'amiral P. Jones, ancien corsaire écossais devenu américain. Les querelles de chefs vont bon train. Pendant ce temps, les Autrichiens, entrés en guerre six mois après les Russes, prennent Xotin et Jassy (1788) et progressent jusqu'aux principautés du Danube.

Očakov tombe en décembre 1788. On entre dans une phase offensive. En outre, la prise de la forteresse refroidit l'ardeur de la Prusse, prête à s'engager contre les Russes. Catherine craint cette éventualité, tout comme Suvorov, même si l'on peut penser qu'il exagère à dessein quand il évoque une coalition antirusse qui s'étendrait du Caire à Stockholm et de Bagdad à Philadelphie[629]. On oublie souvent en Russie que l'assaut est particulièrement sanglant : les sources officielles ne mentionnent que 7 000 morts du côté turc, alors que les Ottomans en comptent entre 20 000 et 30 000, civils et prisonniers compris[630]. Des atrocités sont semble-t-il commises, que l'on attribue au caractère spécifiquement paysan de l'armée russe : il s'agirait de lynchages comme il s'en pratique dans le monde rural[631]. L'ennemi n'ayant ni la même culture ni la même religion, tous les excès sont permis. En effet, les troupes n'ont pas montré un tel degré de la violence à l'égard de la population civile dans la guerre de Sept Ans.

L'année suivante, les Autrichiens prennent Belgrade et Bucarest. Suvorov rejoint, à marches forcées, le prince de Saxe-Cobourg, qui affronte le gros des forces ottomanes près

de Focşani en juillet-août 1789. La victoire (21 juillet/1er août) prouve la capacité des alliés à combattre ensemble. En septembre, les Autrichiens détruisent avec l'aide de Suvorov l'armée de Jusuf-Pacha à Rymnik (Martineşti-Rimnicu Sărat). Les alliés atteignent le Danube. Ismail est enlevée par Suvorov en décembre 1790. La route d'Istanbul est ouverte.

La Porte est contrainte à négocier, mais Joseph II meurt en février 1790. Son successeur, Léopold II, conclut une paix séparée et la Russie se retrouve seule. Puis c'est au tour de Potemkin de s'éteindre et toute l'administration russe civile et militaire s'en trouve décapitée. Le traité de Jassy (29 décembre 1791/9 janvier 1792) offre à la Russie Očakov et les territoires situés entre le Boug et le Dniestr ainsi que la reconnaissance de l'annexion de la Crimée.

Il est assez difficile d'évaluer les résultats obtenus [632]. Le bilan territorial est à l'évidence positif, mais la Russie a pris des risques énormes, en se battant sur deux fronts et en s'exposant à faire face à une grosse coalition. Les actions russes comportent toutes un élément de bluff. Dans le domaine diplomatique, le succès majeur de Catherine II est dû à sa capacité à ignorer les provocations et à laisser les Ottomans ouvrir les hostilités. Cela rend les protestations étrangères totalement inefficaces. En 1788, l'Angleterre, la Prusse et les Provinces-Unies forment une triple alliance dirigée principalement contre la Russie. Si l'armée prussienne et la marine britannique avaient uni leurs forces, elles auraient été redoutables. Voilà de quoi remettre en cause le triomphalisme de certains historiens comme O. Eliseeva. Mais les bateaux anglais ne peuvent entrer dans la Baltique que si le Danemark les laisse passer, or il reste résolument prorusse. Et le Parlement britannique ne vote pas les crédits pour la guerre [633].

Les partages de la Pologne

Le récit russe est fortement marqué par l'évolution de la question polonaise au XIXe siècle (création du duché de Varsovie en 1807, révoltes de 1830 et de 1863). Il corrobore la version officielle, défendue par Catherine II, qui impute la fin de l'État polono-lituanien aux défauts du caractère national polonais et aux principes fondateurs de la république nobiliaire

qui encouragent l'anarchie. Rousseau lui-même n'a-t-il pas écrit : « En lisant l'histoire du gouvernement de Pologne, on a peine à comprendre comment un État si bizarrement constitué a pu subsister si longtemps[634] » ? Un siècle plus tard, juste après la révolte de 1863, S. M. Solov'ev brosse un tableau de relations entre deux puissances voisines qui se termine par la disparition inéluctable de l'État polonais. Mais pour son disciple V. O. Ključevskij, influencé par la renaissance nationale en Europe orientale, la Pologne n'a pas définitivement été éliminée de la carte. Les historiens libéraux suggèrent qu'on peut la reconstruire « dans ses frontières ethniques », car ils déplorent la disparition d'un État slave très perméable à l'influence russe et le renforcement de la Prusse qui en découle. L'historiographie soviétique se garde bien d'aborder cette question, mais dans les premières décennies postsoviétiques le sujet passionne et divise : si un B. V. Nosov n'est pas loin de reconnaître les responsabilités russes, P. V. Stegnij reste fidèle aux vues traditionnelles[635].

Bien entendu, il en est tout autrement en Pologne, même si l'étude de ce sujet connaît un temps d'arrêt au début de la soviétisation. On privilégie les causes extérieures et on démontre que la Pologne était à la veille de se réformer. Récemment, les historiens polonais ont mis au jour des éléments prouvant que les partages ont bien été planifiés par la Russie, tout remarquant que la recherche internationale continue à observer les événements de l'extérieur et à se fonder sur des documents produits par les complices de ce dépeçage.

M. Müller tente une synthèse des sources et aboutit à la conclusion qu'anéantir un État souverain ne correspond pas du tout aux usages de l'époque. Les conséquences sont importantes aussi bien pour la tradition étatique polonaise, que dans la culture politique en Europe de l'Est, car le conservatisme triomphe dans les trois puissances qui y participent. Cela dit, lorsque les mêmes parties se répartissent leurs conquêtes sur l'Empire ottoman, elles suivent exactement la même logique.

M. Müller s'interroge sur ce qui a décidé la Russie à renoncer à son protectorat sur la Pologne au profit d'une

partition, puisque cela a réduit sa sphère d'influence. Z. Zelińska va jusqu'à se demander si c'est un objectif précis ou si Catherine s'est contentée de s'engouffrer dans une brèche ouverte [636]. Toutefois, le maintien du protectorat devient très difficile, dès lors que Pierre III et Catherine II préfèrent s'allier avec la Prusse plutôt qu'avec l'Autriche. Le partage de la Pologne est donc prévisible dès 1762. En outre, l'Autriche, la Russie et la Prusse ont des revendications réciproques : les Autrichiens veulent que la Prusse leur rende la Silésie ; les Prussiens aimeraient s'étendre en Courlande, mais la Russie refuse de leur céder Mitau. La Pologne permet d'offrir des compensations à tout le monde [637].

Lors de la dernière élection au trône de Pologne, Stanisław Poniatowski, soutenu par les Russes et les Czartoryski l'emporte, le 7 septembre 1764. Il n'est pas duc de Saxe et n'a pas les mêmes ressources. Les Russes s'attendent donc à ce qu'il soit reconnaissant et obéissant [638] et soulèvent la question du statut des sujets orthodoxes et protestants de Pologne-Lituanie. Se posant en protectrice de la liberté de conscience, Catherine II les soutient, comme le faisaient Pierre le Grand et Élisabeth. Cela nuit aux Czartoryski, que pourtant elle soutient également. En même temps, les Czartoryski appellent de leurs vœux des réformes, ce qui n'est pas du goût des Prussiens, alors que l'alliance prussienne est à l'ordre du jour à Pétersbourg. Bref, la Russie poursuit trois lièvres courant dans des directions opposées.

À partir de 1768, les seigneurs polonais qui refusent les réformes et les concessions aux dissidents forment la Confédération de Bar. Poniatowski montrant peu d'empressement à les combattre, des forces russes franchissent la frontière et aident les rebelles orthodoxes à poursuivre les confédérés jusqu'aux confins des possessions de la Porte, laquelle en prend prétexte pour déclarer la guerre à la Russie.

Le premier partage se fait donc en plein conflit et alors que les Russes occupent les principautés du Danube. Pour ne pas froisser les Habsbourg, qui considèrent ces dernières comme leur sphère d'influence, on les restitue au sultan. En remerciement pour ce geste de bonne volonté et pour restaurer

l'équilibre, la Russie, la Prusse et l'empire des Habsbourg se répartissent les territoires situés à la périphérie de la République polono-lituanienne (5 août 1772). La Russie s'adjuge les palatinats de Polock et de Vitebsk, et une partie de celui de Minsk. La Prusse reçoit la Poméranie (sans Gdańsk), un morceau de la Grande Pologne et de la Prusse royale (sans Toruń), et les Habsbourg prennent la Galicie. Les annexions prussiennes répondent aux idées mercantilistes de Frédéric qui veut contrôler le commerce. Les Autrichiens convoitent la métropole de L'viv (qu'ils appelleront Lemberg), mais aussi les mines de sel gemme. La Russie s'octroie la part du lion en termes de surface, mais ces contrées sont les moins peuplées.

Le premier partage ne résout rien et porte en germe le deuxième et le troisième[639]. Rousseau conclut ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (1771-1772) par : « Vous ne serez jamais libres tant qu'il restera un seul soldat russe en Pologne, et vous serez toujours menacés de cesser de l'être tant que la Russie se mêlera de vos affaires. » L'étape suivante a lieu pendant la deuxième guerre contre la Porte et la Révolution française. En 1787, les Russes élaborent deux projets d'alliance polonaise qui ne verront jamais le jour, parce que Catherine n'y croit pas et qu'entre-temps la Pologne s'est rapprochée de la Prusse (1790). Il devient plus simple de s'entendre avec les Prussiens aux frais des Polonais, que d'attendre que la Pologne et la Prusse finissent de se mettre d'accord. C'est certainement pour cette raison que circulent dans l'entourage de Potemkin dès 1790 des projets comportant déjà les annexions qui se feront en 1793[640]. À la Révolution française, la Prusse et l'empire des Habsbourg mobilisent, mais Catherine attend.

Pendant ce temps, la Diète polonaise vote une série de réformes (1788-1792) : création d'un gouvernement central (*Rada Nieustająca*) et du premier ministère de l'Éducation nationale en Europe (*Komisja educacji narodowej*)[641], et surtout Constitution du 3 mai 1791, qui ouvre aux roturiers des fonctions réservées à la noblesse, remplace le *liberum veto* par la majorité simple, interdit les confédérations, fonde une monarchie héréditaire et une armée nationale, bref, ne dépare pas au milieu des Constitutions américaine et française.

Vienne applaudit, persuadée que cela nuit aux Prussiens, Berlin est très hostile. À Pétersbourg, on s'empresse de mettre sur pied une confédération pour défendre la foi et l'intégrité nationale, et lutter contre les réformes. Pour qu'elle soit légitime, on lui donne le nom de la ville polonaise de Targowica (mai 1791)[642]. Les troupes russes entrent en Pologne. Les forcées polonaises, commandées par T. Kościuszko, évitent de justesse un combat inégal, mais de toute façon le roi a déjà accepté l'ultimatum de Catherine II. La Constitution est abrogée et le *statu quo* rétabli.

Pendant que les soldats russes écrasent les derniers vestiges de liberté polonaise, Prussiens et Autrichiens interviennent contre la France révolutionnaire. Il n'est donc pas tout à fait faux de dire que la résistance polonaise a sauvé la Révolution française : il n'y a pas de Russes à Valmy (septembre 1792). Mais la défaite pousse la Prusse et l'Autriche à exiger d'être défrayées pour leurs dépenses, ce qui sera mentionné dans le traité qui scelle le deuxième partage (23 janvier 1793). La Russie acquiert Minsk, la Podolie, la Volhynie orientale. La Prusse s'octroie Gdańsk, Toruń et la Grande Pologne, avec la Poznanie. L'Autriche n'y participe pas[643].

Cet accord déclenche la révolte de Kościuszko, en mars 1794, d'abord à Cracovie, déjà autrichienne, puis très vite en zone russe[644]. Kościuczko bat les Russes près de Raclawice et prend le contrôle de Varsovie. Catherine dépêche sur place Suvorov, qui se trouve aux environs de Kiev. Sûr de sa supériorité, il refuse toute négociation et bat les insurgés à Maciejowice, où Kościuszko est capturé, puis assiège Praga, faubourg de Varsovie. Les pertes sont nombreuses chez les révoltés. Lors du troisième partage, le 24 octobre 1795, la Russie s'approprie une grande partie de la Lituanie, la Volhynie occidentale et la Courlande. Les Habsbourg obtiennent la Petite Pologne. La Prusse annexe le reste avec Varsovie. Stanislas Auguste abdique ; il meurt à Pétersbourg le 12 février 1798. Kościuszko est emmené à la forteresse Pierre-et-Paul. Il sera gracié par Paul Ier, le 28 novembre 1796, quelques jours après la mort de Catherine II.

La modernité de vues russe est parfois glaçante. Les annexes secrètes, le changement de langage de 1793 qui remplace les noms de provinces historiques par des repères géographiques (surtout des fleuves) annoncent les sombres pratiques du XIXe et du XXe siècle. La destruction de l'État polonais était prévisible et planifiée, et Catherine II en porte l'entière responsabilité. Ses diplomates devaient avoir l'impression de créer une nouvelle réalité stratégique, car la reconstruction hypothétique de l'État polonais nécessite désormais un accord bien peu probable entre trois empires. Auraient-ils pu imaginer que la « fin de la Pologne » ne durerait qu'une douzaine d'années et que leur déroute militaire simultanée face à Napoléon remettrait tout en cause ?

L'argumentaire traditionnel, selon lequel la Russie n'a annexé que des territoires peuplés majoritairement d'Ukrainiens et de Biélorusses ne tient pas. D'ailleurs, comme le montre P. Stegnij, il n'apparaît qu'au moment du deuxième partage[645]. Elle a absorbé autant de territoires strictement polonais que les autres. Ce n'est pas Catherine II, mais Alexandre Ier qui va amorcer un changement en se faisant attribuer Varsovie et Lublin au congrès de Vienne. Mais en concentrant sous son sceptre la majorité des territoires et des populations de l'ancienne Pologne-Lituanie, il fait de son empire l'ennemi numéro un du mouvement national polonais, qui ne tarde pas à se former. C'est surtout contre la Russie que sont dirigées les révoltes de 1830 et de 1863. Triste ironie de l'histoire, car Alexandre Ier espère reconstruire la Pologne historique dans le giron russe, tandis que Catherine II s'est contentée de découper en pièces son voisin suivant ses intérêts économiques et stratégiques.

chapitre 9

Coalitions et alliances

la russie dans les systèmes européens (1796-1855)

Depuis 1709, la Russie, opérant constamment hors de ses frontières, a fait disparaître la Crimée et la Pologne, reculer la Suède et l'Empire ottoman. Elle s'est entendue avec la Prusse et l'Autriche qui ont éprouvé la force de ses armées et a la Grande-Bretagne pour premier partenaire économique. La France a souvent soutenu ses adversaires, mais ne représente pas un danger direct. La fin du Directoire, le Consulat et l'Empire (1796-1815) remettent en question ces certitudes. Les monarchies du continent sont vaincues les unes après les autres par « l'ogre de Corse » et contraintes de s'allier avec lui, puis, pour la première fois depuis Narva et Poltava, les Russes doivent se battre sur leur terrain, qui plus est en infériorité numérique. Les victoires remportées entre 1812 et 1814 et l'entrée d'Alexandre Ier à Paris n'en ont que plus d'éclat. À tout point de vue, militaire et diplomatique, voire culturel, ces années marquent l'apogée de l'autocratie russe en Europe. C'est aussi le moment où s'esquisse pour la première fois la doctrine de la « frontière épaisse » qui mettrait la Russie à l'abri d'une nouvelle invasion. Alexandre Ier s'avère un grand conquérant, égal de ses illustres ancêtres, capable de brider ses ambitions balkaniques pour se concentrer sur le péril napoléonien et les champs de bataille occidentaux.

Entre 1815 et 1855, l'empire des tsars semble rester au zénith, mais sa position réelle change insensiblement. La Sainte-Alliance voulue par Alexandre se délite peu à peu. Combinaisons de circonstance et intérêts particuliers reprennent le dessus. En 1830 et en 1848, Nicolas Ier se fait « gendarme de l'Europe », se substituant aux monarques défaillants face aux nations en révolte. Il peut en outre mener une politique offensive dans les Balkans, au Caucase et en Asie centrale. Se méprenant sur ses forces, il en vient à faire

cavalier seul et expose la Russie à la défaite de Crimée (1855), subie sur son territoire. C'est la première fois depuis la guerre de Smolensk (1633-1634) qu'elle termine un conflit vaincue : malgré les affrontements très coûteux et les phases parfois désastreuses, elle avait toujours arraché une issue favorable ou un compromis. La guerre de Crimée aura un retentissement fort sur la vie du pays et sa diplomatie.

1. La Russie face à la Révolution et à Napoléon (1796-1815)

En 1796, la Russie compte 19 millions de km^2 pour environ 37 millions d'habitants. Sous Catherine II, elle a conquis plus de 700 000 km^2, gagné 6,5 millions de sujets, principalement à l'ouest et au sud de l'Europe. C'est un géant, encore en pleine croissance.

L'héritage de Catherine II

Le troisième partage de la Pologne réalise le « programme » d'Ivan III : le « souverain de toute la Rus' » (*gosudar' vseja Rusi*) a rassemblé sous son sceptre toutes les terres sur lesquelles régnait son ancêtre Vladimir[646], à l'exception du « royaume de Galicie et de Lodomérie » qui appartient aux Habsbourg. La Russie occupe en outre les rives de la mer d'Azov où a été créé le port de Taganrog (1775) et de la mer Noire où sont fondés Kherson, à l'embouchure du Dniepr (1778), Sébastopol (1783) et Odessa (1793) ; le khanat de Crimée est éliminé et la presqu'île est russe. Depuis 1774, les navires marchands sous pavillon russe ont reçu le droit de libre passage des Détroits.

La Russie a commencé à s'étendre au-delà du Caucase. Le nord des montagnes est peuplé par une cinquantaine de groupes ethniques, presque tous d'obédience sunnite, mais dont les formes d'organisation sociale vont du khanat ou sultanat à la simple cellule patriarcale. Au sud et au sud-ouest, la Géorgie est un pays chrétien, doté d'une Église autocéphale, proche de l'orthodoxie. Elle est fractionnée en principautés dont la plupart sont sous domination ou protectorat perse depuis 1736. L'Arménie est elle aussi chrétienne et dotée de sa

propre Église ; les Turcs à l'ouest et les Perses à l'est se partagent son territoire. Les Azéris, enfin, sont une ethnie turque, de confession chiite, répartie au nord-ouest de l'Empire perse, de Tabriz à Derbent. En Géorgie, les paysans sont souvent serfs et la noblesse puissante et très hiérarchisée. Ailleurs, on trouve des begs (beys) turcs et quelques nobles arméniens (*meliki* du Karabagh), mais la paysannerie est libre. La majorité des Arméniens vit dans les villes, ils sont artisans ou commerçants. Ils sont nombreux partout au Caucase, y compris à Tiflis et à Bakou, et la diaspora est présente dans tout l'Empire ottoman, en Russie, en Europe occidentale, en Inde et jusqu'en Chine. La Russie a établi en 1783 un protectorat sur le royaume de Géorgie orientale auquel la relie la passe de Darial, commandée par la forteresse de Vladikavkaz.

Le flanc méridional de la Sibérie est gardé par une série de places fortes, dont les principales sont Omsk (1716), Semipalatinsk (1718), Orenburg et Orsk (1735). Au-delà, les trois hordes qui occupent la steppe kazakhe (Grande, Moyenne et Petite) reconnaissent plus ou moins la suzeraineté russe, mais sont autonomes. Plus au sud encore, les relations ethniques et linguistiques sont en constante évolution. On distingue des Tadjiks, iranophones en partie turcisés et des groupes turcophones dont le principal est celui des Ouzbeks. Les Kirghizes, pasteurs nomades turcophones, sont installés à l'est, avec des Ouïgours, mais l'essentiel de cette population se trouve en Chine. À l'ouest, vivent des Turkmènes, nomades parents des Azéris et des Turcs ottomans, mais aussi des Kazakhs et des Karakalpaks, ou « Bonnets noirs ». L'Asie centrale est dominée par trois États que dirigent des dynasties ouzbèkes : au nord-est, le khanat de Khiva (ancien Khorezm), peuplé d'Ouzbeks et de Karakalpaks ; au centre, l'émirat de Boukhara et au sud-est, le khanat de Kokand, où réside la majorité des Kirghizes. Les Turkmènes sont pour partie sujets de ces États, pour partie sujets perses. Les trois khanats ou émirats ont des souverains despotiques et un système complexe d'imposition ; ils sont minés par des conflits de succession et la rivalité entre sédentaires-agriculteurs et nomades-éleveurs. Les paysans des oasis sont libres, mais il y a beaucoup d'esclaves, prisonniers russes ou perses pour la

plupart. Le clergé musulman sunnite a de nombreuses écoles et des biens importants.

En Extrême-Orient, les Russes ont atteint en 1647 les côtes pacifiques et se sont installés au Kamtchatka en 1697. Grâce à Bering, ils ont reconnu le détroit qui les sépare du continent américain et se sont établis dans les îles Aléoutiennes (1741-1742). Les cosaques sillonnent l'Alaska et explorent la côte ouest de l'Amérique du Nord jusqu'à Fort Ross qu'ils fondent en 1812 [647]. En revanche, leur progression vers la Chine a été arrêtée dès 1689, par le traité de Nerčinsk qui fixe la frontière entre l'empire des tsars et celui du Milieu. Elle passe à l'est de Nerčinsk, près du confluent de la Šilka et de l'Amour. Au-delà, les Chinois contrôlent les deux rives du fleuve et son cours est interdit aux étrangers. Des ambassades, russes ou non, tentent en vain d'atteindre Pékin au cours du XVIIIe siècle.

L'armée russe est connue en Europe. Elle comprend en permanence de 380 000 à 400 000 hommes, recrutés par une forme particulière de conscription depuis 1705 : les communautés paysannes, ou le maître du domaine, fournissent aux autorités des recrues qui sont incorporées. Les effectifs sont complétés, surtout dans la cavalerie, par des cosaques et des troupes issues des hordes nomades. D'abord à vie, le service a été réduit à vingt-cinq ans (1793). Les officiers sont presque tous nobles et sont passés par les écoles de cadets ouvertes à partir de 1730. La marine a ses propres écoles, mais son degré de préparation dépend de l'intérêt que lui accorde le monarque ; on voit alterner des phases de négligence et de rattrapage. Au sommet de la hiérarchie, la Garde impériale et les régiments de cavalerie constituent une aristocratie par rapport aux régiments de ligne ou aux troupes de garnison.

Vers 1800, la majorité des grandes armées est encore composée de mercenaires très aguerris et les Russes sont moins efficaces. Ils sont donc astreints à une discipline de fer, calquée sur les règlements militaires prussiens, et à d'incessants exercices. Ils sont aussi soudés par leur foi orthodoxe, en dehors des troupes auxiliaires, souvent composées de musulmans. C'est avec un véritable patriotisme, avec foi dans les icônes miraculeuses qui les accompagnent, qu'ils combattent les « infidèles » Turcs, les « hérétiques »

suédois, les « Latins » polonais. Depuis Ivan le Terrible, on admire leur extrême endurance, en particulier dans les sièges. Malgré les réformes successives, les graves problèmes de logistique subsistent tout au long du XIXe siècle. Il faut improviser pour pourvoir aux besoins de la troupe, y compris en temps de paix où casernement et nourriture sont précaires, en dehors des régiments d'élite.

Paul Ier à la recherche des intérêts russes (1796-1801)

La réputation, largement posthume, de versatilité de Paul ne rend pas justice à son souci de défendre les intérêts de la Russie dans un conflit à distance avec la France, mais aussi de lui donner un accès permanent à la Méditerranée. Après avoir annulé le projet d'expédition de Catherine II, il est amené à soutenir la deuxième coalition, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Autriche, contre l'expansionnisme français, mais il est bientôt déçu par les fortes réticences de ses alliés à l'égard de l'affirmation de la puissance russe.

Paul rappelle les troupes que sa mère avait mises à la disposition de l'Autriche parce qu'il estime qu'elles ne sont pas prêtes à combattre. En outre, il n'a jamais adhéré aux visées de Catherine, en particulier contre la Porte. À ses yeux, « l'idée inutile de la conquête sert uniquement à acquérir la gloire, sans apporter d'avantage réel » et affaiblit l'État de l'intérieur, surtout s'il est vaste comme la Russie : il est sur ce point très proche de la doctrine non belligérante de Frédéric II qui avait influencé son père, Pierre III [648]. Pour lui, l'Autriche a des intentions agressives qu'il désapprouve envers l'Italie, les pays allemands, l'Empire ottoman et elle a gagné l'entourage de Catherine II à ses vues par la corruption, autre fléau qu'il entend combattre [649].

Il n'a pas tort puisque la France et l'Autriche s'entendent au traité de Campo Formio (18 octobre 1797) entérinant un grand marchandage territorial. Bonaparte obtient les possessions héréditaires des Habsbourg aux Pays-Bas, ainsi que des îles Ioniennes et la reconnaissance officielle des satellites français que sont la République cisalpine et la République ligurienne. En échange, l'Autriche reçoit Venise (qui disparaît en tant qu'État), l'Istrie et la Dalmatie.

Pendant ce temps, Paul Ier intervient activement dans les affaires de l'ordre de Malte, ce qui a largement contribué à le discréditer dans l'opinion russe et à établir sa réputation de folie. Il est vrai que l'empereur est influencé par la famille catholique des Litta dont il a fait la connaissance en 1782, par sa vénération nostalgique de l'idéal chevaleresque et par sa vision du christianisme, plus universelle que confessionnelle, dont héritera son fils Alexandre. Pourtant, il ne tente pas, comme on l'a dit, de catholiciser la Russie ; il s'efforce plutôt de construire une pyramide idéale d'ordres susceptibles d'inspirer de hauts idéaux à sa noblesse, tout en récupérant une vénérable institution, mise à mal par les sécularisations en Europe et par les ambitions maritimes de la France et de l'Angleterre. En janvier 1797, il assume les dettes du prieuré polonais de l'Ordre, transférant son siège à Pétersbourg : celui-ci devient grand-prieuré de Russie. En novembre, le tsar est nommé protecteur de l'Ordre. En juin 1798, les Français occupent Malte qui sera la base arrière de l'expédition d'Égypte. En novembre, Paul est élu grand maître de l'ordre, son prédécesseur ayant été officiellement déchu de sa charge. Il crée un second prieuré de Russie dans lequel il prétend faire entrer une bonne partie de son aristocratie.

Déjà, la deuxième coalition se forme : l'Autriche et l'Angleterre, mais aussi l'Empire ottoman, la Suède, plusieurs principautés allemandes et le royaume des Deux-Siciles. Paul Ier est, cette fois, prêt à jouer un rôle actif. Toutefois, son poids militaire, sur terre et sur mer, va inquiéter les coalisés plutôt que les rassurer. C'est que la Russie a obtenu le droit de franchir les Détroits, ce qui ne plaît guère aux Britanniques qui entendent exercer sans partage leur suprématie sur la Méditerranée. F. F. Ušakov, déjà fameux pour ses victoires sous Catherine II, débarque à Corfou en septembre 1798 et instaure un protectorat sur les îles Ioniennes qui, de départements français, deviennent « République des Sept-Îles », sous protectorat russe. Il est promu amiral peu après, mais les Anglais s'opposent à ce qu'il demeure là et le tsar le rappelle à Constantinople. En septembre 1800, les Anglais prennent Malte sans aucune intention d'y restaurer l'Ordre.

Les exploits de Suvorov en Italie du Nord indisposent les Autrichiens. Pour le récompenser d'avoir battu les Français à Novi (15 août 1799), tandis qu'ils essuient plusieurs défaites, ils le font envoyer en Suisse. Le col du Saint-Gothard lui coûte des pertes non négligeables[650] et il arrive trop tard pour secourir A. M. Rimskij-Korsakov, battu à Zurich. Paul rappelle alors ses troupes et refuse de collaborer davantage avec François Ier. En novembre 1800, il décrète l'embargo sur les navires et les créances anglaises. La France et l'Autriche ne tardent pas à s'entendre sur un nouveau partage qui confirme celui de Campo Formio. À Lunéville (9 février 1801), la France obtient les territoires de la rive gauche du Rhin, ainsi que Montbéliard. Ses protégées, les républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, sont reconnues par l'Autriche qui garde de son côté la Vénétie, l'Istrie, la Dalmatie, augmentées de Trente et Bressanone.

Paul Ier se rabat sur des terrains plus lointains. Là encore, certains projets paraissent chimériques, mais les directions prises correspondent à des visées expansionnistes russes de longue date. À la fin de janvier 1801, répondant à l'appel du roi de Kakhétie Georges XII qui réclame protection contre les Turcs et les Perses, il annexe cette partie de la Géorgie. La rumeur court alors que le tsar prépare une expédition contre les Indes du nord dont il voudrait disputer la possession aux Anglais. Plus sérieuse et durable est la réorganisation de la colonie russe en Alaska. Le 8/19 juillet 1799 est créée la Compagnie russo-américaine (*Russian-American Company*, ou *Rossijskaja-Amerikanskaja Kompanija*). Fondée par les marchands G. Šelixov et N. Rezanov, elle est très largement sous le contrôle de la bureaucratie impériale. N. P. Rumjancev, placé à la tête des affaires commerciales de l'Empire, la supervise. Dès 1801, le siège social est transféré d'Irkutsk à Pétersbourg[651].

Le 11/23 mars 1801, Paul Ier est assassiné, pour des raisons de politique interne, mais avec le soutien du « lobby anglais », inquiet du renversement d'alliances qui s'esquisse. Il a effectivement amorcé dans les derniers mois un rapprochement avec la France où Bonaparte, désormais quasi-monarque, a perdu de son diabolisme républicain. Pour autant,

aucune alliance n'a été conclue, alors qu'Alexandre Ier va adhérer au système napoléonien de 1807 à 1812. D'autre part, sous Paul Ier, la Russie n'a subi aucune défaite militaire et avancé des pions en Méditerranée et au Caucase. Le bilan de sa politique extérieure est donc loin d'être catastrophique.

La Russie coalisée (1801-1807)

Alexandre Ier signe rapidement un pacte d'amitié avec l'Angleterre (5/17 juin 1801), mais la deuxième coalition est en train de se défaire. Après le départ de l'Autriche, les Anglais signent avec la France les accords préliminaires de Londres (1er octobre 1801), puis la paix d'Amiens (25 mars 1802), qui concernent essentiellement des possessions d'outre-mer restituées à leurs colons d'origine, Français, Hollandais ou Anglais. Malte est déclarée indépendante du Royaume-Uni et de la France ; l'ordre doit y rétablir sa souveraineté. Toutefois, les Anglais ne se retirent pas de l'île, pas plus qu'ils ne reconnaissent les conquêtes françaises sur le continent. Comme Bonaparte en réalise encore de nouvelles après la paix, la situation ne fait que s'envenimer. Alexandre Ier n'entreprend rien pour reprendre Malte, reniant ainsi le projet chevaleresque de son père. En revanche, il va protester contre les nouvelles annexions françaises faites au détriment de familles royales qu'il souhaite protéger. La réunion du Piémont à la France (1802) spolie la maison royale de Sardaigne. L'occupation du Hanovre, possession héréditaire du roi d'Angleterre Georges III (été 1803), bouleverse les équilibres allemands et menace la Prusse. L'enlèvement du duc d'Enghien, membre de la famille royale française, en mars 1804, viole l'intégrité de l'électorat de Bade. La proclamation de l'empire (sénatus-consulte du 28 floréal an XII/18 mai 1804) et le refus français d'évacuer les territoires conquis au-delà des Alpes et du Rhin entraînent la rupture des relations diplomatiques avec la France en août 1804.

La troisième coalition se constitue à partir d'une alliance anglo-russe, conclue à Pétersbourg, le 11 avril 1805. L'Angleterre paie, la Russie fournit des hommes : 1,25 million de livres pour chaque contingent de cent mille hommes. L'Autriche les rejoint le 16 juin, imitée par la Suède. La Prusse

essaie de poursuivre depuis 1796 une politique de neutralité, au grand scandale des monarchies européennes[652]. Frédéric-Guillaume III, monté sur le trône le 16 novembre 1797, est aussi peu belliqueux que feu son père, mais son épouse le pousse à plus de courage. L'influence personnelle d'Alexandre Ier se fait alors sentir pour la première fois dans la lutte contre Napoléon. En mai-juin 1802, le tsar a rencontré le couple royal prussien à Memel et fait forte impression sur la reine Louise qui lui trouve des allures d'Hercule et une irréprochable galanterie. Une autre rencontre, à Potsdam, du 25 octobre au 4 novembre 1805, est chargée d'émotion, avec une visite nocturne de la tombe de Frédéric le Grand. Toutefois, les Prussiens ne se pressent pas alors que l'empereur des Français, abandonnant le camp de Boulogne, tourne ses forces contre les Autrichiens et les Russes.

Le général M. I. Goleniščev-Kutuzov remporte quelques succès, mais les Français, en bousculant l'armée autrichienne, le contraignent à reculer en abandonnant Vienne. Le 2 décembre, à Austerlitz, Napoléon remporte sa plus fameuse victoire, au cours de laquelle les Russes perdent 21 000 hommes et 130 canons. Alexandre en rend à tort Kutuzov responsable et lui voue une durable rancœur. À l'automne 1806, les Détroits sont fermés à la flotte russe. Par une série de remaniements territoriaux, Napoléon crée un cordon d'États satellites autour de la France et l'Autriche, défaite, se retire de la lutte. Anglais et Russes attirent alors, au sein d'une quatrième coalition, la Prusse, mais celle-ci est mise en déroute en une semaine (14 octobre, victoires françaises d'Iéna et Auerstaedt). Napoléon pénètre en Pologne où il est accueilli en libérateur, fait son entrée à Varsovie le 27 novembre. Le maréchal russe Bennigsen cède le terrain à Eylau (9 février 1807), puis à Friedland (14 juin) ; malgré des pertes sévères, l'armée russe peut encore combattre, mais les finances sont au plus bas et Napoléon, apparemment invincible, propose de négocier.

Dans une monarchie autocratique, la personnalité du souverain est toujours un élément-clé, en particulier en matière de politique étrangère. Alexandre n'a pas encore 30 ans au moment de l'entrevue du Niémen. Napoléon, né en 1769,

prend facilement la place d'un frère aîné. Comme tout le monde alors, le tsar est impressionné par les prouesses du général Bonaparte, devenu empereur à la tête de ses légions qui ont traversé l'Europe. Il est parfaitement conscient de n'avoir pas ses talents militaires. En outre, il souhaite réformer son pays, y faire souffler un vent de liberté, y instaurer la légalité, garante de la prospérité. S'il n'est pas totalement séduit, il s'accommode assez du rôle de disciple timide, mais doué, qu'il joue pour le moment. Le « parti français », hostile à l'Angleterre, estime que la Russie devrait étendre son contrôle des rivages de la Baltique, et s'occuper des Balkans, où une insurrection serbe fait espérer de nouvelles avancées au détriment des Ottomans, quitte à couper l'herbe sous le pied à l'Autriche. La cour et le gouvernement sont partagés : si le ministre des Finances, D. Gur'ev, est anglophile, à raison, vu le poids des échanges avec l'Angleterre dans la balance commerciale russe, le ministre de la Marine, P. Čičagov, rêve de concurrencer la flotte britannique. Là où les Voroncov et les Stroganov penchent pour l'alliance avec Londres, le comte Rumjancev, fils d'un maréchal aussi réputé que Suvorov et ministre des Affaires étrangères, entend marcher sur les traces de son père, surnommé « d'outre-Danube » (*Zadunajskij*) pour ses victoires. Les attentistes, comme Bennigsen, estiment qu'il serait vain d'affronter Napoléon plus longtemps. Speranskij est lui aussi à la croisée des chemins. Sa volonté de doter la Russie d'institutions stables et équilibrées est bien dans l'esprit du Code civil napoléonien, en outre il déteste les déficits budgétaires, inévitables en cas de guerre. Mais il se méfie du « despotisme bureaucratique français » et a plutôt pour modèle la monarchie tempérée à l'anglaise[653]. Alexandre Ier se range du côté des attentistes et pactise avec Napoléon. La rencontre des deux empereurs sur le Niémen (25/26 juin 1807), immortalisée par le peintre P.-N. Bergeret, marque sans doute l'apogée de la domination française sur l'Europe continentale.

La première alliance franco-russe (1807-1812)

Le traité de Tilsit, signé le 7 juillet, entérine une équivoque alliance, aux dépens de la Prusse et de l'Angleterre. Aux yeux de certains, c'est, ni plus ni moins, un partage du monde entre

l'empire d'Occident et l'empire d'Orient, mais cette représentation doit beaucoup à l'imagination, stimulée par les propos de l'empereur à Sainte-Hélène[654]. L'alliance est plus pragmatique. Napoléon exige qu'Alexandre adhère au blocus continental. Il doit aussi rendre les îles Ioniennes, occupées par son père mais est libre de pousser sa pointe contre la Suède et contre les Ottomans. En revanche, l'Europe à l'ouest du Niémen appartient à Napoléon. La Prusse, à genoux, accepte le second traité de Tilsit (9 juillet) qui la prive de la moitié de son territoire, réduit son armée à un faible contingent, lui impose une forte indemnité et l'adhésion au blocus. Ni Alexandre, ni la reine Louise, venue en personne solliciter la clémence du vainqueur, n'ont pu obtenir des conditions plus douces. Les terres enlevées à Frédéric-Guillaume reviennent en grande partie au nouveau royaume de Westphalie, taillé pour Jérôme. Toutefois, c'est le sort des provinces orientales qui émeut le plus Alexandre, surtout la part de Pologne échue à la Prusse entre 1772 et 1795.

La Russie reçoit le district de Białystok, mais les autres terres polonaises sous domination prussienne forment un grand-duché de Varsovie, attribué au roi de Saxe Frédéric-Auguste, allié de Napoléon et descendant de rois de Pologne[655]. Les Russes pourraient s'accommoder de l'abaissement de la Prusse, bien qu'ils soient plutôt prussophiles, mais pas de voir renaître, même sans le nom, un État polonais à leurs frontières. Très vite, on réfléchit dans l'entourage du tsar à divers scénarios pour conjurer cette menace. L'un d'entre eux envisage de restaurer la Pologne, mais sous protectorat russe, quitte à lui rendre tout ou partie des territoires que Catherine II avait obtenus lors des trois partages.

L'entente entre les deux empereurs est confirmée lors de l'entrevue d'Erfurt (12 octobre 1808). On peut douter de la sincérité d'Alexandre qui, au dire de Napoléon, « y professa hautement les sentiments d'une amitié tendre et d'une admiration véritable ». D'ailleurs, les jugements formulés dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* varient beaucoup, de « Alexandre, nous nous sommes aimés ! », à « il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction, est facilement séduisant ; mais on

doit s'en défier : il est sans franchise, c'est un vrai Grec du Bas-Empire[656] ». L'empereur russe fait pourtant partie du système napoléonien. Il est aux côtés des Français contre la cinquième coalition, anglo-autrichienne, de 1809. Mais son principal souci est l'avancée du prince J. Poniatowski en Galicie autrichienne : il ne faudrait pas qu'il réveille l'aigle polonais. Napoléon avive les craintes du tsar à la paix de Schönbrunn (14 octobre 1809), en donnant le district de Tarnopol à la Russie, tout en réunissant au grand-duché de Varsovie le reste de la province. Pis encore, en 1810, il refuse de s'engager à ne pas rétablir le royaume de Pologne. Le 19 juillet 1810, Louise de Prusse meurt, laissant le souvenir d'une reine patriote, farouchement hostile à l'« ogre de Corse », emportée dans la fleur de sa beauté. Sa mémoire rapprochera Alexandre et Frédéric-Guillaume III le moment venu.

Au nord, la Russie a les mains libres pour attaquer la Suède qui a fait partie de plusieurs coalitions antifrançaises. Comme Pierre le Grand, Alexandre envahit le territoire finlandais en février 1808. Finalement, au traité de Frederikshamm (5/17 septembre 1809), la Suède lui cède la Finlande et les îles Aaland, soit 250 000 km^2 et 850 000 habitants. La Finlande est dotée d'une diète et son droit coutumier préservé. En avril 1812, Bernadotte confirme cet accord, mais se « dédommage » en annexant la Norvège. À Erfurt, Napoléon accepte l'idée que les Russes s'emparent des principautés danubiennes. En mars 1809, la guerre russo-turque éclate, conduite par Kutuzov. Le sort est favorable aux armes russes et l'on peut sérieusement envisager d'atteindre le Danube. Mais le conflit se prolonge, tandis que les relations se détériorent avec la France. La Russie sait qu'elle ne pourra pas se battre sur deux fronts et négocie un compromis. De leur côté, les Français encouragent le sultan à ne pas céder. Finalement, est signé à Bucarest (16/28 mai 1812) un traité beaucoup moins favorable que prévu. Les Russes obtiennent une partie de la Moldavie, rebaptisée Bessarabie, et sont reconnus comme garants de l'autonomie serbe au sein de l'Empire ottoman. L'année suivante, ils concluent avec la Perse une autre paix, plus propice : par le traité de Gjulistan

(ou Golestan 24 octobre/5 novembre 1813), ils acquièrent les territoires perses situés au nord de l'Araxe (Araz), soit, selon les dénominations actuelles l'Azerbaïdjan (avec Bakou), le Daghestan (avec Derbent), l'Abkhazie et une partie de la Géorgie [657].

Sur le plan économique, l'alliance franco-russe est ruineuse. Le blocus continental provoque un effondrement du commerce maritime russe et une forte inflation : le rouble assignat tombe à 35 kopecks-or. D'abord strictement respecté, l'embargo est de plus en plus contourné. En 1809, 2 800 navires britanniques ou prétendument neutres relâchent dans les ports de la Baltique. En 1810, ils sont près de 5 000 [658]. L'entente française ne satisfait pas la Russie. À la cour, l'impératrice douairière est la protectrice attitrée du parti antifrançais. Alexandre temporise, sans doute parce qu'il craint d'affronter la Grande Armée, mais il n'est pas loin de la rupture. En février 1810, il refuse de donner sa sœur cadette Anna à Napoléon qui vient de divorcer de Joséphine (15 décembre 1809) et cherche une nouvelle épouse, afin de fonder sa dynastie [659]. Un an plus tard, en avril 1811, il proteste contre l'annexion par la France du duché d'Oldenbourg, possession héréditaire de la famille de son beau-frère, époux de sa sœur préférée Catherine [660]. Le tsar ordonne des levées de troupes et réfléchit à une attaque préventive contre le grand-duché de Varsovie. Il charge son ami A. Czartoryski de sonder l'aristocratie polonaise et envoie des émissaires à Stockholm, Berlin et Vienne. Napoléon doit préparer dans l'urgence un plan de défense. L'alerte passe, mais ce n'est que partie remise.

En avril 1812, le conflit semble inéluctable. Alexandre demande aux Français d'évacuer la Prusse et la Poméranie et de réviser leurs règlements commerciaux. Napoléon est cette fois décidé à prendre l'initiative. Il réunit fin mai à Dresde une cour où il cherche à resserrer ses alliances avec les souverains allemands et l'empereur d'Autriche, en vue d'envahir la Russie. « L'entreprise était populaire, la cause était européenne […] la Russie était la dernière ressource de l'Angleterre ; la paix du globe était en Russie et le succès ne devait point être douteux ». Napoléon, auteur de cette belle envolée, la dément

aussitôt en ajoutant « volontiers, je n'eusse pas fait la guerre […] et tout ce que j'ai appris depuis m'assure qu'Alexandre en avait bien moins envie encore[661] ». Les deux propositions sont également vraies. L'Autriche et la Prusse ne marchent pas de leur plein gré sous les aigles napoléoniennes, mais ne voient pas forcément d'un mauvais œil de restreindre la puissance russe. Les adversaires hésitent à se mesurer. Alexandre, en particulier, doute de l'issue d'une nouvelle confrontation avec l'empereur français. Toutefois, il dispose d'atouts. La machine militaire russe a déjà montré son endurance entre 1805 et 1807. La paix a été mise à profit pour l'améliorer, sous la houlette d'Arakčeev. L'ancien favori de Paul a fait preuve de ses talents d'organisateur et définitivement gagné la confiance d'Alexandre. Il reste à savoir quelle sera la réaction du pays s'il est envahi.

La guerre patriotique et ses suites (1812-1814)

Le 12/24 juin 1812, Napoléon franchit le Niémen sans déclaration de guerre. Il a réuni environ 600 000 hommes en mobilisant tous ses alliés. Cet attelage peut paraître hétéroclite, ou contre-nature, surtout si l'on sait que beaucoup de soldats de la Grande Armée ont des compatriotes dans le camp opposé. Mais tant du côté prussien que du côté autrichien, la Russie dont l'expansion spectaculaire, sous Catherine II, n'a pas été appréciée, a des ennemis[662]. Elle dispose initialement de 300 000 hommes, divisés en deux armées, séparées par plus de cent kilomètres, Barclay de Tolly est de front, Bagration de flanc. La retraite s'impose ; on recule en ordre, sans s'attarder au camp retranché de Drissa où le risque de se faire encercler est grand.

Le 14 juin 1812, le tsar confie à Arakčeev le soin d'organiser depuis l'arrière l'effort de guerre. C'est à lui que revient le mérite de la formation des troupes de réserve et de la bonne gestion de l'intendance. Alexandre quitte l'armée dont les deux corps font enfin leur jonction le 22 juillet/3 août. Il est encore peu sûr de la loyauté du peuple et de la capacité de résistance des soldats, et n'est qu'en partie rassuré par l'accueil fervent que lui réserve Moscou, le 24 juillet. Des projets d'évacuation des papiers et des trésors artistiques de Pétersbourg sont élaborés en hâte. Les premiers convois

partent en catastrophe, puis s'arrêtent en cours de route[663]. Dans sa capitale, où il passe presque tout l'été et l'automne, l'empereur connaît une crise mystique et lit assidûment la Bible. Catherine, sa sœur, correspond avec lui (en français) et le soutient moralement. Comme le manifeste impérial du 6/18 juillet 1812 lance un appel aux forces vives de la nation et encourage la formation de milices populaires, elle donne l'exemple en enrôlant ses paysans[664].

Les Français ont facilement occupé Vilna, ancienne capitale de la Lituanie, mais ont beaucoup plus de mal à lever de nouvelles troupes dans ces provinces « libérées ». Les seigneurs lituaniens et polonais ont surtout peur que l'on proclame l'abolition du servage, ce que Napoléon se garde de faire.

Le 4/16 août, il emporte Smolensk, première cité russe sur sa route et propose à Alexandre de négocier, mais se heurte à une fin de non-recevoir. Déjà, contrairement aux craintes de l'aristocratie (Karamzin, entre autres), un sursaut national se fait sentir, c'est que le sol russe est menacé, pour la première fois depuis bien longtemps. Les nobles et les marchands rivalisent de générosité et couvrent largement les souscriptions, les propriétaires donnent surtout des paysans à la milice. Par ailleurs, les affiches de propagande, comme celles diffusées par le gouverneur F. V. Rostopčin à Moscou, remportent un franc succès. Contrairement à Pugačev, Napoléon n'offre ni la « liberté cosaque », ni le rétablissement de la vieille foi. Au contraire, le bruit court que cet Antéchrist transforme les églises en écuries pour sa cavalerie[665]. Ce cliché éculé de l'envahisseur-sacrilège provoque l'indignation et donne au conflit une dimension religieuse. L'Église apporte sa contribution. Elle avait déjà jeté l'anathème contre Napoléon en 1806. Sitôt paru le manifeste du 6 juillet 1812, le Synode exhorte le clergé à « enseigner à tous, par des paroles et des actes, de ne pas s'attacher aux biens matériels, mais seulement à la Foi et à la Patrie » et affecte 1,5 million de roubles pris sur la vente des cierges au « financement des nouvelles forces ». Les prêtres multiplient les sermons antinapoléoniens et les icônes miraculeuses vont aux armées, en particulier la Mère de Dieu de Smolensk qui avait par le

passé plusieurs fois secouru les Russes contre les Polonais et les Lituaniens. Chaque régiment a son aumônier, de nombreux clercs participent aux détachements paysans qui résistent à l'envahisseur[666].

Il ne manque qu'un commandant. Le 8/20 août, Alexandre se résigne à nommer Kutuzov généralissime. Celui-ci n'en poursuit pas moins la stratégie de retraite sans combattre, mais il est sommé de tenter le sort des armes avant que l'envahisseur n'atteigne Moscou. Le 26 août/7 septembre, c'est sur le champ de bataille de Borodino qu'il livre sa bataille de fixation. Tout le dispositif a été aménagé pour infliger le maximum de pertes à l'ennemi, sans se laisser tourner. Les redoutes sont ouvertes sur l'arrière, il est possible de les évacuer progressivement. Les Russes se retirent en bon ordre en ayant perdu 43 000 hommes, contre 58 000 Français. Kutuzov publie un bulletin de victoire.

Le 2/14 septembre, la Grande Armée, forte de 140 000 hommes environ[667], entre à Moscou, qui brûle dès la nuit suivante. L'incendie devient immédiatement un enjeu de propagande, avant de prendre une place de choix dans le grand roman national et dans les légendes familiales. Le *Bulletin de la Grande Armée* en rejette la responsabilité sur le jusqu'au-boutisme de « ce misérable Rostopchine » en particulier et des Russes en général, affirme qu'ils ont porté un coup terrible à leur économie, tout en prétendant que l'armée « se remet de ses fatigues » et a abondance de « provisions de toute espèce ». Mais la guerre ne se résoudra pas comme d'ordinaire. Napoléon attend en vain « les boyards » censés lui remettre les clés de Moscou et c'est sans succès qu'il envoie le père d'Herzen auprès d'Alexandre Ier lui proposer d'ouvrir enfin des négociations[668]. Rostopčin passera le reste de sa vie à tenter de s'innocenter, publiant un livre à Paris pour ce faire[669]. Les patriotes russes accusent les barbares français d'avoir immolé leur ancienne capitale qui est détruite aux trois quarts. Tandis que Pouchkine s'enorgueillit de la résistance de Moscou l'insoumise (adoptant ainsi le point de vue des Français), la vision la plus juste est sans doute celle de Tolstoï : la catastrophe était inévitable dans une ville en bois,

abandonnée par une bonne partie de ses habitants et subitement investie par une armée étrangère [670].

Dans ce nouvel incendie (après ceux de 1547, 1571, 1626, 1737 pour n'en citer que quelques-uns) périssent des sources historiques précieuses, comme le manuscrit de la *Chronique de la Trinité* et, semble-t-il, celui du *Dit de la campagne d'Igor* [671]. On dit aussi que les Français ont emporté des trésors que l'on continuera longtemps à chercher, comme par exemple la croix qui coiffait le faîte du clocher d'Ivan le Grand au Kremlin [672]. Les amateurs d'histoire remarquent la coïncidence avec l'année terrible 1612, où les Russes ont libéré au prix de durs combats leur capitale tenue par les Polonais, tandis que le monastère de la Trinité-Saint-Serge, à moins d'une centaine de verstes plus au nord, demeurait inviolé, ce qui est encore le cas en 1812. Alexandre Ier, averti du sort de Moscou par un émigré français à son service, le colonel de Beauretour, promet de combattre jusqu'au bout avec son peuple et de se laisser pousser la barbe jusqu'au milieu de la poitrine s'il le faut : « Napoléon ou moi, lui ou moi, maintenant nous ne pouvons plus régner ensemble [673]. »

Le 19 octobre, les Français quittent Moscou, Napoléon s'étant résigné à ordonner la retraite. Il hésite sur la route à prendre. D'abord, il veut éviter le chemin le plus court, par Smolensk, Minsk et Vilna, parce qu'il sait qu'il y trouvera une terre brûlée. Il se dirige vers Kaluga, près de laquelle se trouve le quartier général de Kutuzov. La bataille de Malo-Jaroslavec, le 24 octobre, décide de l'itinéraire de la Grande Armée. Au terme d'un combat acharné, elle reste maîtresse de la ville, réduite en cendres elle aussi, mais Napoléon décide de ne pas pousser plus au sud et de regagner Smolensk par la route de l'aller. Désormais, seule la rapidité de mouvement et la discipline peuvent le sauver. Il est en effet harcelé devant et derrière ses lignes par de petits groupes de soldats réguliers, comme les hommes du lieutenant-colonel des hussards D. Davydov, et par des détachements paysans, souvent conduits par des moujiks vétérans de l'armée. Le 28 octobre/9 novembre, 60 000 Français arrivent à Smolensk. Napoléon décide de poursuivre la retraite en étirant son effectif sur près de cent kilomètres. Les Russes échouent

pourtant à le couper en morceaux. D'ailleurs, Kutuzov se heurte à des difficultés d'approvisionnement et d'armement non moins aiguës. La production de fusils, par exemple, concentrée à Tula, est très inférieure aux besoins, si bien que les miliciens doivent souvent se contenter de piques[674]. Les 27 et 28 novembre, la plus grande partie de ceux qui combattent encore (des troupes désarmées et des blessés suivent de loin la retraite) franchit la Berezina en devançant la tenaille russe qui menace de se refermer. Le 5 décembre, l'empereur confie l'armée à Murat, qui repasse le Niémen le 13. Napoléon n'est pas mort et n'a pas été fait prisonnier en Russie, mais son armée y a fondu. Le bilan des pertes est cependant tout aussi effrayant dans l'autre camp : le 18 octobre à Tarutino Kutuzov a aligné 97 000 hommes ; le 19 décembre, il n'en a plus que 42 000 de valides. Certes, les « grands froids », ou « l'effroyable rigueur des éléments » ne sont pas les seules causes de la déroute napoléonienne[675]. L'armée russe et la population tout entière ont relevé un défi militaire et logistique considérable, mais la partie n'est pas terminée.

En 1812, Alexandre Ier n'a pas gagné de bataille décisive contre Napoléon, mais il a réussi à le chasser de son pays. Si l'empereur russe n'est pas un génie militaire, il montre un véritable talent diplomatique pendant l'hiver 1812-1813. Il n'écoute ni les « isolationnistes », comme l'amiral A. S. Šiškov, ni les alarmistes qui craignent qu'une révolte générale des Allemands contre Napoléon n'engendre une anarchie contagieuse, comme son ministre des Affaires étrangères N. P. Rumjancev, ni les réalistes qui lui conseillent d'accorder un repos bien mérité à ses troupes, comme Kutuzov. Il peut en revanche compter sur Nesselrode, en passe de devenir l'inamovible ministre des Affaires étrangères de la Russie. Non seulement, Alexandre Ier n'arrête pas ses armées sur le Niémen, mais il occupe le grand-duché de Varsovie et s'avance en Prusse orientale avant que Napoléon ait commencé à préparer sa contre-attaque. Par cette démonstration de force et grâce à ses talents de persuasion, il convainc le roi de Prusse et plus difficilement l'empereur d'Autriche de se joindre à lui.

Le 30 décembre 1812, la convention de Tauroggen, signée par le général Yorck sans l'aval de son roi, neutralise une partie de l'armée prussienne et livre aux Russes les territoires à l'est de la Vistule, à l'exception de Dantzig qui est assiégée. Kutuzov invite magnanimement toutes les nations européennes et en particulier la Prusse à se ranger aux côtés des Russes pour obtenir « la paix et l'indépendance ». Dans un premier temps, Frédéric-Guillaume désavoue l'accord de Tauroggen et lève de nouvelles troupes, mais il se met aussi à l'abri d'une arrestation par les Français en se réfugiant à Breslau. De là, il négocie son ralliement à Alexandre, au prix d'une restauration de la Prusse dans ses frontières d'avant 1806. Le traité de Kalisz (28 février 1813) consacre l'alliance entre la Russie et la Prusse qui promettent de ne pas conclure de paix séparée avec Napoléon. La libération de Berlin par les Russes, le 4 mars 1813, vient couronner cet accord. L'entente russo-prussienne sera l'une des lignes de force de la diplomatie européenne, jusqu'en 1890. Sous les règnes d'Alexandre Ier et de Nicolas Ier, le partenaire dominant est sans conteste la Russie, avant que l'équilibre des forces ne s'inverse, après la guerre de Crimée et l'unité allemande. La Suède se rallie à la coalition et Bernadotte débarque avec une petite armée le 18 mars, mais se montre peu pressé d'agir.

Pour convaincre l'Autriche, Alexandre Ier rengaine ses appels au renversement des dynasties allemandes encore fidèles à Napoléon, et cède la primauté aux Autrichiens sur le sort des États allemands méridionaux. Metternich hésite longuement, mais le général Schwarzenberg commence à désobéir aux Français en ne défendant pas Varsovie et en se repliant sur la Pologne autrichienne. Les Russes s'octroient un gage précieux en occupant le grand-duché de Varsovie et privent Napoléon de réserves de troupes et de fourrage. Avec les Prussiens, ils prennent Dresde le 27 mars. Mais Napoléon a levé plus de 200 000 hommes et remporte une victoire significative à Lutzen (2 mai), redorant son blason, alors que Kutuzov s'est éteint le 28 avril. Toutefois, l'Autriche décide d'exiger de lui la restitution de ses possessions d'avant 1805 et la liquidation du grand-duché de Varsovie. Napoléon bat encore les Russes et les Prussiens à Bautzen (20-21 mai), et leur repli menace de se transformer en chacun pour soi, mais

le 2 juin il accepte l'armistice proposé des Autrichiens. Rétrospectivement, c'est une erreur stratégique. Les coalisés mettent la trêve à profit mieux que les Français pour renforcer leurs armées, et surtout leur cavalerie. Les Russes enrôlent en tout plus de 650 000 hommes entre 1812-1814 ; de mars à septembre 1813, ils constituent cent six escadrons de cavalerie, complétés par soixante-trois autres en novembre [676]. Dès lors, le rapport de force sera toujours au détriment de Napoléon. Tous les moyens sont bons : les Anglais offrent un peu plus de 4,5 millions de livres sterling, les populations du grand-duché de Varsovie sont pressurées sans merci pour fournir du blé et de l'avoine, de la viande et de la vodka [677]…

Les pourparlers de Prague (28 juillet-11 août 1813) échouent parce que Napoléon ne peut consentir aux exigences qui lui sont présentées, car elles reviendraient à mettre fin à la prépondérance française en Europe. L'Autriche passe alors définitivement dans le camp des coalisés, comme elle s'y était engagée à Reichenbach en cas d'échec des négociations (27 juin). Le conflit reprend et la bataille de Leipzig (16-19 octobre) en marque le tournant. Au début de novembre, la coalition est sur le Rhin.

Alexandre Ier est le plus ardent à porter les combats sur le territoire français. Dans son entourage, Nesselrode inclus, on s'inquiète de cet acharnement. Pour lord Castlereagh, chef de la diplomatie anglaise, « il semble chercher l'occasion d'entrer dans la capitale ennemie avec ses magnifiques gardes, probablement pour accentuer à la vue de tous, par sa clémence et sa tolérance, le contraste avec la destruction de Moscou [678] ». Mais « l'intuition d'Alexandre que Napoléon n'honorerait aucun accord acceptable pour les alliés et qu'une paix durable ne pouvait être signée qu'à Paris était juste [679] ».

Le 31 mars 1814, Paris capitule, Alexandre entre avec Frédéric-Guillaume de Prusse dans la ville que le maréchal de Brunswick a menacé de livrer à une exécution militaire et une subversion totale en 1792. Le tsar est le meneur de la coalition, car il a porté des coups décisifs, poursuivi son effort de guerre jusqu'au bout. Il devient le vainqueur magnanime, acclamé comme un libérateur, coqueluche du Tout-Paris [680]. Il séduit

même l'ex-impératrice Joséphine, qui meurt peu après sa visite. Il n'accepte qu'avec réticence la restauration des Bourbons, exigeant d'eux une Constitution (la charte du 4 juin) et a donc la faveur des libéraux. « En sa personne, c'était la Russie qui était enfin admise parmi les nations civilisées et par la ville que les Russes cultivés regardaient toujours comme la nouvelle Athènes[681]. » Ce prestige nouveau rejaillit sur lui en Russie, mais y crée aussi des attentes qu'il n'est pas prêt à satisfaire. Les illusions qui aboutiront à l'insurrection des décembristes naissent à Paris : « Revenus chez nous de cette marche triomphale à travers les pays les plus civilisés du monde, nous ne rapportâmes que de mauvaises idées et de funestes erreurs, dont une immense calamité, qui nous recula d'un demi-siècle, fut le résultat[682]. »

2. Les limites de la Sainte-Alliance (1815-1825)

Les fêtes et les négociations du congrès de Vienne révèlent les différentes facettes d'Alexandre Ier, ainsi que ses difficultés à concilier des intérêts pragmatiques et sa vision morale, voire mystique, de l'avenir de l'Europe. Il entend fonder l'ordre du continent sur des bases légitimistes, donc antirévolutionnaires, mais aussi sur un idéal de solidarité et de modération. La clé de voûte en serait une entente vigilante entre les vainqueurs de Napoléon, qui se réunissent à nouveau pour s'opposer à son retour de l'île d'Elbe. Le 13 mars 1815, ils déclarent que « Napoléon Bonaparte […] ennemi et perturbateur du repos du monde […] s'est livré à la vindicte publique », affirment leur intention de maintenir le traité de Paris du 30 mai 1814, « emploieront tous leurs moyens et réuniront tous leurs efforts pour que la paix générale, objet des vœux de l'Europe et but constant de leurs travaux, ne soit pas troublée de nouveau ».

Cependant, la Russie et la Prusse, indissociables[683], sont assez isolées face au reste de l'Europe et Alexandre laisse parfois tomber le masque du souci du bien commun, comme le 23 octobre 1814, quand il déclare à Talleyrand : « J'ai deux cent mille hommes dans le duché de Varsovie, que l'on m'en chasse ! J'ai donné la Saxe à la Prusse […] Si le roi de Saxe

n'abdique pas, il sera conduit en Russie, il y mourra […]. Le roi de Prusse sera roi de Prusse et de Saxe, comme je serai empereur de Russie et roi de Pologne [684]. » Grâce à Talleyrand, la Saxe, amputée du nord de son territoire, cédé à la Prusse, ne disparaît pas tout à fait, mais le sort du grand-duché de Varsovie est en effet réglé. En somme, on ignore le principe révolutionnaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et on ne respecte que très sélectivement celui de légitimité, censé s'opposer au droit de conquête.

Alexandre Ier voulait un sort équitable pour la France, mais les Cent-Jours le poussent à punir l'ennemi vaincu. Après Waterloo, bataille à laquelle les Russes n'ont pas participé, la France est réduite à ses frontières de 1790 (et non de 1792), et ses départements frontaliers du Nord et de l'Est sont occupés par 150 000 hommes pour trois ans au moins, cinq ans au plus. Les frais d'occupation (150 millions par an) sont à sa charge, ainsi qu'une indemnité de 700 millions. Les dettes des précédents gouvernements français seront honorées, les œuvres d'art volées, rendues [685].

Pour remplacer le Saint-Empire, officiellement disparu en 1806 [686], la diplomatie autrichienne esquisse les contours d'une Confédération allemande, dotée d'une diète et de lois fondamentales. Elle repose sur une alliance défensive qui garantit les frontières des trente-huit États membres. La Russie est plus impliquée que jamais dans l'espace allemand par ses alliances matrimoniales. Le 24 janvier 1815, le prince héréditaire de Wurtemberg épouse Catherine Pavlovna, veuve du duc d'Oldenbourg, qui devient reine de Wurtemberg à la fin de l'année, à la mort de son beau-père. L'année suivante, Anna Pavlovna, un temps destinée à Napoléon, épouse Guillaume Frédéric d'Orange, prince-héritier des Pays-Bas. Le royaume est une autre création du congrès de Vienne, due au désir de la Grande-Bretagne de constituer un État fort sur la rive gauche du Rhin, pour contrer l'expansion de la France. Il réunit les anciennes possessions flamandes des Habsbourg, catholiques et majoritairement francophones, aux anciennes Provinces-Unies, néerlandophones et protestantes. L'Autriche, en compensation, se voit allouer l'Italie du Nord, de Venise aux confins du Piémont-Sardaigne restauré. L'alliance russo-

prussienne est encore resserrée par le mariage du futur Nicolas Ier avec Charlotte de Prusse, le 1er/13 juillet 1817.

Le 3 mai 1815, la Prusse, l'Autriche et la Russie signent les trois volets du règlement des affaires de Pologne. La Galicie reste autrichienne. Le grand-duché de Posen (Poznań) revient au roi de Prusse et Cracovie est déclarée ville libre et indépendante. Du reste du grand-duché de Varsovie, l'Autriche obtient la petite portion située sur la rive droite de la Vistule, la part du lion étant dévolue à « S. M. l'empereur de toutes les Russies, ses héritiers et ses successeurs à perpétuité. S. M. I. se réserve de donner à ces États, jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'elle jugera convenable. Elle prendra, avec ses autres titres, celui de tsar, roi de Pologne […][687] ». Le tsar tente de gagner le cœur de ses nouveaux sujets en restaurant symboliquement un royaume de Pologne (appelé souvent « Pologne du congrès ») qui n'est pas incorporé à l'Empire russe et bénéficie d'une Constitution (27 novembre 1815). Il nomme le lieutenant général (*namiestnik Królestwa Polskiego*), le commissaire impérial et le général en chef qui exercent sur place les fonctions exécutives, mais il existe aussi une diète et un sénat élus. Le général en chef n'est autre que son frère Constantin, qui commande une armée de 30 000 hommes distincte des forces impériales et dispose d'une assez large autonomie par rapport à Pétersbourg. Beaucoup de ses officiers ont servi dans la Grande Armée.

Fidèle à ses élans mystiques de 1812 et sous l'influence de la baronne de Krüdener[688], Alexandre signe avec le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche le traité du 14/26 septembre 1815, dit de la Sainte-Alliance. Sous l'invocation de la Trinité, les souverains proclament leur union fraternelle et se promettent, en toutes circonstances, aide et secours. Membres d'une seule et même nation chrétienne, ils entendent protéger la religion, la paix et la justice ; les pays qui accepteront ces principes sacrés pourront se joindre à eux. Castlereagh l'appelle *sublime nonsense* et la Grande-Bretagne s'abstient, mettant sur pied, dès le 20 novembre, la Quadruple-Alliance, avec l'Autriche, la Prusse et la Russie, qui renouvelle les

dispositions du pacte de Chaumont contre Napoléon (1er mars 1814).

Les souverains d'Europe adhèrent peu à peu à la Sainte-Alliance, sauf le pape et le sultan. Une série de congrès, corollaires de celui de Vienne, se tiennent à Aix-la-Chapelle (1818), Carlsbad (Karlovy Vary, 1819), Troppau (Opava, 1820), Laibach (Ljubljana, 1821) et Vérone (1822), et prennent des mesures conservatrices, protégeant les dynasties en place contre tout mouvement populaire. Cependant, le principe de solidarité entre les monarques souffre toutes sortes d'exceptions. En 1821, l'Autriche intervient seule à Naples et dans le Piémont, tout comme l'armée française en 1822 en Espagne pour secourir le roi Ferdinand. C'est à Laibach que les monarques apprennent ensemble, à leur grand soulagement, la mort de Napoléon. Alexandre Ier est très assidu à ces congrès, délaissant son empire, ce qui lui vaut le surnom de « despote nomade ».

L'insurrection grecque, qui éclate en mars 1821, remet en cause l'apparente harmonie collégiale de la direction des affaires européennes et les positions pacifiques d'Alexandre. Elle le place en effet « devant un choix entre le respect du pouvoir légitime [celui du sultan] et la défense des chrétiens [689] ». Malgré l'émotion soulevée par les massacres de Chios (avril 1822), les Autrichiens refusent de s'engager, tandis que les Anglais entendent agir seuls. Les patriotes grecs essuient revers sur revers à partir de 1824. Le tsar fait dire par ses ambassadeurs à Vienne et Londres que « désormais, la Russie suivra uniquement ses vues et s'inspirera de ses propres intérêts ». Il se prépare à une intervention militaire contre l'Empire ottoman lorsqu'il meurt inopinément à Taganrog, le 19 novembre/1er décembre 1825.

3. De Varsovie à Nikolaevsk, du Caucase à la Crimée, un empire continental (1825-1855)

Comme A. Dumas, l'Europe voit en Nicolas Ier, son « gendarme », une « sentinelle de la légitimité » qui « non

seulement donnait le signal qui annonçait les révolutions, mais se tenait toujours prêt à les étouffer, soit chez lui, soit chez les autres »[690]. Certes, il intervient brutalement dans son royaume de Pologne (1831) et dans les provinces hongroises des Habsbourg (1849), mais c'est qu'il considère qu'il y va « de sa propre chemise ». En revanche, lors de la vague de 1830, il se résigne à l'avènement de la monarchie de Juillet en France, préférable à une république, et à la création de la Belgique (appuyée par l'Angleterre). Les accords secrets qu'il signe en septembre-octobre 1833 avec la Prusse et l'Autriche sont un programme défensif qui ne débouche sur rien de concret. En 1848, quand fleurit le printemps des peuples, il s'intéresse seulement à rétablir l'ordre dans les principautés danubiennes. Faut-il en conclure que « Plutôt que le bras séculier de la réaction, Nicolas en fut le bouc émissaire[691] » ? Ou bien, a-t-il agi avec discernement, en s'efforçant de préserver l'ordre du congrès de Vienne et la position favorable dans laquelle il a placé la Russie ? La clé de son action se trouverait alors dans le soutien apporté à l'Autriche contre la Prusse en 1850, alors que la Russie est beaucoup plus proche de cette dernière depuis longtemps, Nicolas lui-même étant le gendre de Frédéric-Guillaume ? En provoquant la reculade d'Olmutz, il retarde de vingt ans l'unité allemande sous la férule prussienne, qui changera l'équilibre des forces en Europe. Toutefois, la défaite de Crimée, pointe dans une autre direction, celle des Balkans. En effet, l'intervention au secours des Grecs que préparait Alexandre est finalement menée à bien par Nicolas. En révélant à quel point l'Empire ottoman est « l'homme malade » de l'Europe, elle aiguise les appétits, mais aussi les rivalités entre la Russie, l'Autriche, l'Angleterre et la France, et éveille les aspirations nationales contradictoires des peuples slaves et non slaves de la région. Mais ce vaste programme n'épuise pas les entreprises d'un règne de trente ans. C'est sous Nicolas Ier que commence véritablement la conquête du Caucase, des steppes de l'Asie centrale et que des expéditions à moitié avouées atteignent l'embouchure de l'Amour que l'on se plaît à imaginer comme un « Mississipi russe ».

Russie de la mer Noire, de la Caspienne et du Pacifique

Pour sa politique étrangère, Nicolas Ier se repose sur les mêmes grands commis que son frère Alexandre. Nesselrode, qui a pris ses fonctions en 1822, est son inamovible ministre des Affaires étrangères. Le portefeuille de la Guerre aura seulement trois titulaires : A. I. Tatiščev (1823-1827), A. I. Černyšev (1828-1852) et V. A. Dolgorukov (1852-1856). Les militaires auxquels il confie ses armées ont tous débuté pendant les guerres napoléoniennes et avec Kutuzov, sur le Danube. Ils s'illustreront aussi bien dans de nouvelles conquêtes que dans la répression des Polonais ou des Hongrois.

De Batoum à Kars, les Ottomans sont installés sur les rivages orientaux de la mer Noire. L'avancée russe s'inscrit dans la logique de celles de Catherine II, enlevant en plusieurs étapes le littoral septentrional. Nicolas n'a pas non plus oublié les rêves de conquête de Constantinople et des Détroits ; son frère Constantin a beau être installé à Varsovie, son prénom rappelle toujours le projet grec de la fin du XVIIIe siècle. À l'intérieur des terres caucasiennes, depuis les principautés de Géorgie annexées sous Paul Ier, on atteint la limite entre l'Empire ottoman et la Perse. Au début du XIXe siècle, se succèdent et s'imbriquent étroitement les conflits russo-perses (1804-1813, 1826-1828), russo-turcs (1806-1812, 1828-1829) et turco-perse (1821-1823). On y retrouve les mêmes commandants, Abbas Mirza, fils du Shah Fath'ali du côté perse, les généraux V. G. Madatov et I. F. Paskevič [692] du côté russe. Bien des écrivains russes y servent. A. Griboedov, diplomate et homme de confiance des autorités, passe l'essentiel des années 1818-1829 entre la Perse et la Géorgie [693]. Les enjeux ne sont pas seulement locaux, puisque les Anglais ont à Téhéran de puissants agents qui incitent le Shah à reconquérir le terrain cédé au traité de Golestan en 1813. À partir des rives orientales de la Caspienne commence un autre espace, largement désertique, mais doté d'oasis très convoitées, Khiva ou Boukhara, et de cités légendaires, comme Samarkand qui abrite le mausolée de Tamerlan. Ces terres, principalement turcophones et musulmanes, sont aux confins de la Perse et de la Chine. Mais là aussi, l'Empire russe et l'Empire britannique se regardent. Les Anglais, de

leur côté, sont en train de conquérir le sous-continent indien (1801-1856) et entament leur expansion dans l'actuelle Birmanie (1826-1885). Ils verraient d'un très mauvais œil les aigles russes se poser sur le mont Ararat ou les minarets de Khiva, et encore moins à Sainte-Sophie de Constantinople.

Le 16 juillet 1826, les Perses entrent sur le territoire des khanats de Talych et de Karabagh où les dynasties locales leur font plutôt bon accueil. Les Russes évacuent Elizavetpol[694], mais Madatov la reprend, le 5 septembre. Avec l'appui de Paskevič, il repousse Abbas Mirza au-delà de l'Araxe. Au printemps 1827, Paskevič lance une offensive en Arménie historique et conquiert Erevan, le 1er octobre. Peu après, le général Eristov s'empare de Tabriz (14 octobre). Des négociations sont ouvertes, puis suspendues, car les Perses fondent des espoirs sur la guerre russo-turque qui vient d'éclater. Mais la pression russe reprend et ils sont contraints de traiter. À Turkmančaj (10/22 février 1828), ils cèdent l'Arménie du Nord avec Erevan, ainsi que le Nakhitchevan et doivent verser 20 millions de roubles d'indemnités. Les Russes obtiennent le droit exclusif de libre navigation marchande sur la Caspienne et la liberté de commerce en territoire persan. Les sujets perses sont libres de passer du côté russe à leur gré. Cette capitulation cause des rancœurs. Griboedov, chef de la légation russe de Téhéran, est massacré par la foule, le 30 janvier/11 février 1829.

Les armes à peine posées sur le front perse, troupes et généraux sont employés contre les Turcs. En décembre 1825, la mort subite d'Alexandre Ier et l'insurrection des décembristes ont annulé les préparatifs militaires. Toutefois, dès mars 1826, Nicolas Ier menace d'engager les hostilités. Le sultan signe alors la convention de Cetatea Albă[695] (7 octobre) qui place la Moldavie, la Valachie et la Serbie et leurs populations chrétiennes sous protection russe. Dans le conflit gréco-turc, les Anglais patronnent une convention anglo-franco-russe, signée à Londres (24 juin/6 juillet 1827), qui oblige les trois puissances à des patrouilles pour séparer les belligérants. Quand leurs navires subissent le feu des Ottomans le 8/20 octobre, à Navarin, elles répliquent et détruisent la flotte turco-égyptienne. Mais au printemps

suivant, les Anglais, en vertu de la même doctrine qui les pousse à soutenir les Perses, poussent la Porte à dénoncer la convention de Cetatea Albă. Nicolas Ier n'a d'autre choix que de déclarer la guerre au sultan, le 26 avril 1828.

Reprenant le flambeau de son frère aîné Alexandre, il se porte aux armées, mais n'y demeure que jusqu'en février 1829. Les Russes entrent sans difficulté dans Bucarest et franchissent le Danube. Appuyés par leur marine, ils prennent Varna, le 29 septembre 1828. En revanche, ils piétinent devant Šumen et Silistra. Les deux verrous sautent au printemps 1829. Madatov prend Šumen, mais meurt peu après, de maladie (4 septembre). Le général Dibič[696] s'empare de Silistra (19 juin) et lance l'offensive sur Constantinople, parvenant à moins de 70 kilomètres de la capitale ottomane. Pendant ce temps, Paskevič enlève Kars et Erzeroum (27 juin) et marche sur Trébizonde, menaçant de refermer la tenaille russe sur l'ancienne Tsargrad.

Le traité d'Andrinople[697] du 2/14 septembre 1829 reconnaît la souveraineté de la Russie sur la Géorgie et lui cède les ports d'Anapa et Poti, mais aussi des îles sur les bouches du Danube qui contrôlent le seul chenal navigable. Les hospodars moldo-valaques sont désormais nommés à vie et ne peuvent être révoqués qu'avec l'accord de la Russie qui occupe leur territoire jusqu'au paiement par les Turcs d'une lourde indemnité. Les Serbes reçoivent l'autonomie. En revanche, l'Empire ottoman retrouve sa suzeraineté sur les territoires bulgares, ainsi que sur Kars. Par ailleurs, une Grèce indépendante voit le jour, par les protocoles du 22 janvier/3 février 1830. Son président provisoire est Capodistria, ancien conseiller d'Alexandre Ier, mais il est assassiné, le 9 octobre 1831. Certes, sa mort s'explique par des rivalités internes entre patriotes grecs, toutefois les intérêts britanniques n'y sont pas étrangers. Peu après, Othon de Bavière, protégé de l'Angleterre, est élu roi, les chefs du parti russe sont arrêtés ou condamnés à mort, sans que le tsar réagisse. Le bilan d'Andrinople est donc plutôt décevant, compte tenu de l'investissement des Russes, mais permet leur installation, de fait sinon de droit, sur la rive gauche du Danube.

L'empire des tsars a désormais les mains libres au Caucase. La lieutenance du Caucase (*Kavkazskoe namestničestvo*), créée en 1844, et dont la capitale est Tiflis (Tbilissi) est confiée à un militaire de carrière, issu d'une prestigieuse famille, M. S. Voroncov. Après avoir commandé le corps d'occupation russe en France, il a été gouverneur général de Nouvelle-Russie et de Bessarabie (1823-1844). Jusqu'en 1854, il administre une région qui réunit le gouvernement (*gubernija*) de Géorgie-Imériti, la région (*oblast'*) d'Arménie et celle de la Caspienne[698]. L'Église géorgienne a déjà été constituée en exarchat de l'Église orthodoxe russe (1808), un statut de semi-autonomie, expérimenté aussi en Moldavie, avant qu'elle ne se réduise à la province de Bessarabie, c'est-à-dire à l'unique diocèse de Kichinev (1812). Il ne paraît pas possible d'imposer à l'Église arménienne une subordination aussi forte. Toutefois, dès 1836, le katholikos est placé sous le contrôle de l'administration russe. On s'attache à le choisir parmi les religieux originaires de l'Arménie demeurée sous domination du sultan. Ainsi commence un jeu de pouvoir dont les Arméniens seront les otages et feront les frais à la fin du siècle. Parallèlement, dans la lignée de Sébastopol et d'Odessa, est fondé le port de Novorossijsk[699] (1838) qui devient un point d'appui de la flotte *russe*.

Un coup d'œil sur la carte montre qu'il reste des zones grises entre les régions côtières, les provinces géorgiennes, arméniennes et les khanats limitrophes de la Perse. Ce sont à l'ouest la Tcherkessie, qui n'a jamais fait tout à fait partie de l'Empire ottoman, et à l'est la Tchétchénie et le Daghestan. La réputation de leurs Montagnards (*Gorcy*) est à la fois féroce et romantique : crimes d'honneur, vendettas familiales et sacro-saintes lois de l'hospitalité. Elle inspire Lermontov et Tolstoï qui y séjournent sous l'uniforme. À partir de la route militaire de Géorgie, les Russes entreprennent une pacification qui ressemble aux efforts des Français en Algérie. Ils se heurtent bientôt à un chef charismatique, l'imam Chamil, équivalent caucasien d'Abdelkader. Prêchant le djihad contre l'ennemi orthodoxe, il tient les Russes en haleine jusqu'en 1859, date à laquelle une capitulation honorable lui est offerte. Déporté en

Russie, il sera autorisé à faire le hadj à La Mecque et mourra en Arabie en 1871.

En Asie centrale, les hordes kazakhes, qui ne reconnaissaient jusqu'alors que formellement la suzeraineté du tsar, sont intégrées à l'Empire, ce qui cause des révoltes. On construit des forteresses comme Novopetrovskoe (Fort Aleksandrovskij), fondé en 1846, où est bientôt exilé le poète T. Ševčenko (1850-1857). En 1854, les Russes s'établissent à Vernyj (Alma-Ata). Ils devront patienter pour conquérir Khiva. Partis d'Orenburg le 24 novembre 1839, les 6 651 hommes du général V. A. Perovskij doivent d'abord lutter contre la tempête et le froid, puis subissent une attaque surprise et font demi-tour dans les premiers jours de janvier 1840. Nicolas Ier ne renouvelle pas l'expérience, cédant aux pressions de Londres. Pour l'heure, il préfère éviter la rupture avec l'Angleterre qui fournit le tiers des importations russes et absorbe la moitié de ses exportations[700]. La Russie est le partenaire pour lequel ces échanges sont le plus vitaux, car les Anglais sont nettement moins dépendants des matières premières russes (fer, chanvre, lin, laine) qu'au temps de Paul Ier.

En Extrême-Orient, franchissant les limites imposées par les Chinois à Nerčinsk (1689), on tente de trouver un nouveau débouché vers le Pacifique, par le delta de l'Amour. Comme lors de l'expédition de Ermak Timofeevič en Sibérie occidentale[701], ou de la conquête de l'Alaska, l'entreprise est le fruit d'initiatives individuelles. G. I. Nevel'skoj lance, de 1849 à 1855, une série d'explorations qui excèdent largement leur mandat officiel. À Pétersbourg, en effet, on ne veut pas provoquer la Chine, car la partie diplomatique est délicate en Europe. Mais Nevel'skoj entend prouver que le delta de l'Amour est navigable et que Sakhaline, située dans son prolongement, est une île et non une presqu'île, comme plusieurs géographes le croient. Il est soutenu par N. N. Murav'ev, gouverneur général de Sibérie orientale de 1847 à 1861. Passant outre aux interdictions, Nevel'skoj fonde le poste de Nikolaevsk à l'embouchure de l'Amour (1er août 1850) et reconnaît les côtes de Sakhaline. Nicolas Ier en personne justifie cet acte « patriotique » qui vaudra à son

auteur le grade d'amiral, après qu'il a évité de peu la cour martiale. Murav'ev encourage les établissements russes et organise deux descentes de l'Amour, mais le cours du fleuve s'avère très difficile et l'on comprend pourquoi cette région inhospitalière n'a pas d'administration chinoise. En janvier 1854, alors que la guerre de Crimée est sur le point d'éclater, les Russes craignent une incursion franco-britannique au Kamtchatka. Nicolas Ier donne mandat à Murav'ev pour négocier un nouveau traité russo-chinois. Français et Anglais débarquent bel et bien au Kamtchatka, mais ils ne s'y attardent pas (août 1854-mai 1855). En revanche, Murav'ev met à profit ses pouvoirs. Le 26 janvier/7 février 1855, le traité de Shimoda, premier accord russo-japonais, fait de Sakhaline une possession commune et indivise de l'empire des tsars et de l'empire du Soleil-Levant. Sous Alexandre II, Murav'ev arrachera aux Chinois des concessions territoriales ouvrant de nouvelles perspectives. Il y gagnera l'appellation d'Amurskij. Toutefois, ses exploits sont éclipsés par les événements en Europe et dans les Balkans.

L'ordre russe à Varsovie, Buda, Olmutz

La vague révolutionnaire gagne la Pologne vers la fin de l'année 1830, en partie sur la foi de rumeurs prétendant que le tsar va envoyer une armée contre la France. Le 17/29 novembre 1830, Varsovie se soulève et chasse les représentants russes ; Nicolas Ier refuse tout compromis et la Diète polonaise proclame sa déchéance. Les Polonais, bons observateurs des récents événements de Russie, organisent le 25 janvier 1831 à Varsovie une commémoration solennelle des décembristes où une bannière proclame « pour leur liberté et pour la nôtre ». Pourtant, les Russes, y compris libéraux, s'indignent de « l'ingratitude » polonaise et soutiennent la répression. Pouchkine compose alors son ode « Aux calomniateurs de la Russie », avertissant ceux qui voudraient s'immiscer dans cette « querelle entre Slaves » : « Rien ne nous blesse, et Dieu nous garde !/La Russie est debout, l'orage est loin, voyez !/Sur les murs polonais, les coudes appuyés,/Voyez comme vous regarde ! » [702] Seul ou presque, le jeune Herzen, est de cœur avec ceux qui osent défier Nicolas.

Au contraire, les Polonais ont toute la sympathie de l'Angleterre et de la France où le vieux général La Fayette crée un comité de soutien, début 1831. Le 1er mars, C. Delavigne compose le poème *La Varsovienne* qui, sur une musique d'Auber, devient pour quelques décennies un hymne de la cause polonaise. Mais les gouvernements se gardent bien d'intervenir. Nicolas Ier envoie ses meilleurs généraux, auréolés de leurs victoires contre les Perses et les Turcs. Dibič connaît des fortunes diverses et périt, le 10 juin 1831. Paskevič le remplace et dirige l'assaut contre Varsovie. Au terme de combats intenses, la ville est prise et les dernières poches de résistance réduites (23 août-23 septembre). Le 16 septembre, le ministre français des Affaires étrangères, B. Sebastiani, a une formule malheureuse à la tribune de l'Assemblée : « la tranquillité règne à Varsovie ». Elle passe à la postérité sous la forme « l'ordre règne à Varsovie », qui manifeste l'acceptation, honteuse ou cynique, de l'écrasement. Paskevič, déjà comte d'Erevan, y gagne le titre de prince de Varsovie et devient lieutenant du royaume.

De ce jour, la « question polonaise » devient une donnée centrale des relations internationales. Les patriotes polonais sont soit déportés en Russie et en Sibérie, soit contraints à l'exil. Czartoryski, l'un des proches d'Alexandre Ier au début de son règne, a été président du gouvernement provisoire. Il échappe aux Russes et se réfugie à Paris où il anime jusqu'à sa mort un cercle patriotique, plutôt conservateur, en son hôtel de Lambert. Mickiewicz vient aussi en France. Il écrit en 1834 *Pan Tadeusz*, poème lyrique qui se situe en 1811 et en 1812, où il évoque avec nostalgie les splendeurs et les discordes de la noblesse polonaise d'antan. Nommé professeur au Collège de France (1840-1844), il devient l'ami de Michelet qui dénonce avec véhémence la barbarie russe. Mickiewicz tente ensuite d'organiser des légions polonaises contre l'Autriche (1848), puis contre la Russie (1854) ; il meurt à Pera, faubourg de Constantinople, en 1855. De nombreux autres réfugiés, moins illustres, sont dispersés, à Poitiers (où ils publient un manifeste, en 1836), à Besançon, à Avignon. Le héros de Flaubert, Charles Bovary, s'établit comme médecin en prenant la succession d'un Polonais…

Nicolas Ier remplace la Constitution de 1815 par un statut organique très restrictif (1832) ; il incorpore en particulier les soldats polonais dans l'armée russe. Les mesures d'assimilation religieuses sont aussi expéditives, mais épargnent encore la Pologne du congrès. En 1828 sont créés à Polock un collège ecclésiastique et une métropole regroupant les gréco-catholiques de l'Empire russe proprement dit, hors royaume de Pologne. On compte alors 400 paroisses, 2 000 prêtres, 700 religieux et nonnes et près d'un million et demi de fidèles, polonais et surtout biélorusses et ukrainiens. Onze ans plus tard, le 1er/13 mars 1839, les gréco-catholiques biélorusses et ukrainiens sont réunis à l'Église orthodoxe russe [703]. Custine tonne : « L'Europe occidentale ignore tout ce qu'il entre d'intolérance religieuse dans la politique russe. Le culte des Grecs réunis vient d'être aboli à la suite de longues et sourdes persécutions : l'Europe catholique sait-elle qu'il n'y a plus d'uniates chez les Russes ? Sait-elle seulement, éblouie qu'elle est des lumières de sa philosophie, ce que c'est que les uniates [704] ? »

La papauté ne défend pas ses brebis. Grégoire XVI adresse aux évêques polonais une encyclique condamnant les mouvements révolutionnaires (9 juin 1832). Il n'élève des protestations contre les persécutions imposées aux catholiques qu'en 1845. Pendant ce temps, en 1840, le statut lituanien de 1588 qui définit le droit local est aboli, au profit des usages juridiques russes. Entre 1846 et 1849, on prescrit l'inventaire des obligations auxquelles sont soumis les serfs des nobles polonais qui sont pour la plupart des orthodoxes ruthènes [705]. Cette mesure a pour effet de limiter leur exploitation, mais il faut rappeler que le servage a été totalement aboli en Pologne prussienne dès 1828 et le sera en Pologne autrichienne, en 1848.

L'intervention contre la révolution hongroise est encore plus impressionnante, puisqu'elle a lieu à l'étranger. Un an après que des troubles ont commencé à secouer l'empire d'Autriche, en mars 1849, les Hongrois coupent les ponts avec le jeune empereur François-Joseph (monté sur le trône le 2 décembre 1848). Refusant la peu généreuse Constitution qu'il propose, la Diète de Hongrie proclame l'indépendance et la république,

le 14 avril 1849. Une armée nationale est constituée et prouve une certaine valeur militaire. Le 5 mai, François-Joseph rencontre à Varsovie Nicolas Ier. Ses troupes ont déjà remporté des victoires sur les Hongrois et il peut acheminer des renforts d'Italie où les soulèvements ont été matés. Mais il fait appel au « gendarme de l'Europe ». Au début de juin, 150 000 soldats russes y répondent, sous Paskevič, hâtant la déroute des Hongrois, particulièrement en Transylvanie. Ils repassent la frontière le 25 septembre. Un an plus tard, le 5 octobre 1850, Paskevič a droit à une parade triomphale à Varsovie, pour célébrer ses cinquante ans de bons et loyaux services. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse lui remettent les insignes de maréchal, sous les yeux du tsar Nicolas.

La Russie est alors à l'apogée de son influence, aussi écoutée si ce n'est plus qu'au temps des partages de la Pologne ou du congrès de Vienne. Nicolas Ier s'implique dans le débat sur l'unité allemande qui s'est ouvert en 1848. L'Autriche s'oppose à la « solution petite-allemande », préconisée par la conférence d'Erfurt (20 mars-20 avril 1850), qui tente d'agréger les États allemands du Nord autour de la Prusse, du Hanovre et de la Saxe, mais sous la prédominance prussienne. Les Autrichiens défendent une vision fidèle au congrès de Vienne, celle d'une confédération germanique, plus vaste, et moins contraignante, dont elle ferait partie. Au début de novembre, la Prusse mobilise et des coups de feu sont échangés avec les Autrichiens. Mais Frédéric-Guillaume IV de Prusse n'obtient pas le soutien de l'Angleterre, ni celui de la France de Napoléon III. Une nouvelle conférence se réunit à Olmutz[706], les 28-29 novembre 1850. Le représentant de la Russie fait alors savoir que celle-ci prêtera main-forte à l'Autriche en cas de conflit. La Prusse renonce alors à l'union d'Erfurt et retourne au sein de la Confédération germanique. Cette « reculade d'Olmutz » pose Nicolas Ier en arbitre. Il veut clairement le maintien du *statu quo* en évitant l'émergence d'une Allemagne unifiée, fût-elle petite. L'ordre russe règne en Europe. M. Bakounine, qui a défrayé la chronique lors des révolutions de 1848-1849, notamment à Prague et à Dresde, a été arrêté par les Saxons, qui l'ont condamné à mort, puis livré à l'Autriche. Le 15 mai 1851, il apprend en même temps que

l'Autriche l'a elle aussi condamné à mort, a commué sa peine en travaux forcés et le renvoie en Russie… C'est dans les cachots de la forteresse Pierre-et-Paul qu'il rédigera sa *Confession* au tsar [707].

Nouvelles ambitions sur les Balkans et l'Orient, et coup de tonnerre de Crimée

Après le traité d'Andrinople, la Russie décide, provisoirement, de consolider l'Empire ottoman, plutôt que de le dépecer. En février 1833, une escadre russe vient soutenir le sultan contre le pacha d'Égypte Mehmet Ali, sauvant ainsi son trône [708]. L'année suivante, on restitue les principautés danubiennes aux Turcs, mais on y conserve des garnisons. À Unkiar Skelessi (26 juin/8 juillet 1833), un traité d'assistance mutuelle pour huit ans est signé avec le sultan, aux termes duquel seule la marine russe est autorisée à franchir les Détroits. Dans la foulée, le 18 septembre, à Münchengrätz [709], l'Autriche et la Russie, bientôt rejointes par la Prusse, s'accordent pour régler à l'avenir les affaires ottomanes selon un « principe d'unité », tout en préservant l'intégrité de leurs possessions. Le souverain menacé d'une révolte peut faire appel aux autres, comme dans la Sainte-Alliance.

Mais ni l'Angleterre ni la France n'acceptent le pacte et s'alarment de l'avantage que les Russes ont pris sur les Détroits. Elles réussissent à l'annuler à Londres, le 13 juillet 1841. La convention des Détroits, entre l'Angleterre, la France, la Russie, la Prusse et l'Autriche, interdit le franchissement du Bosphore et des Dardanelles par tout vaisseau de guerre en temps de paix. En cas de conflit, le passage ne sera ouvert qu'aux alliés. L'attitude russe inquiète et irrite les Britanniques, même si la Russie n'a pas les moyens de satelliser économiquement la Porte. En mai 1844, Nicolas effectue à Londres une visite officielle, trente ans après celle de son frère, et propose un plan secret de démembrement de l'Empire ottoman. L'Angleterre obtiendrait l'Égypte et la Crète, mais les Balkans seraient la chasse gardée de la Russie. Sous sa protection, seraient constitués des États serbe, bulgare et roumain, aux contours à préciser, et elle deviendrait « dépositaire » de Constantinople. Ces projets effraient le

Foreign Office et l'opinion anglaise, éclairée ou marchande, est hostile.

Nicolas poursuit sa stratégie d'infiltration de l'Empire ottoman. En 1848, les provinces danubiennes sont en proie à une agitation révolutionnaire, concurrente de celle des Hongrois. Les Russes agissent en concertation avec le sultan pour les pacifier, en particulier à Bucarest. Cet état de fait est régularisé par le traité de Balta-Liman (19 avril/1er mai 1849) qui confie pour deux ans la Moldavie et la Valachie à la Russie et lui laisse un droit de passage après ce délai. L'appui décisif que Nicolas Ier apporte à l'Autriche contre les Hongrois, puis contre la Prusse, lui fait croire qu'elle n'aura ni les moyens, ni la volonté de s'opposer à ses ambitions balkaniques. Dès lors, sa stratégie tend vers la rupture.

Les Russes appellent « guerre d'Orient » (*Vostočnaja vojna*) [710] le conflit de Crimée parce que l'une de ses causes est la vieille question de la custodie de Terre sainte ou protection des Lieux saints. La monarchie française y revendique un rôle éminent depuis Louis XIV et ses prérogatives ont été reconnues par les capitulations de 1740. En 1808, les « Grecs » (c'est-à-dire les orthodoxes) obtiennent du sultan, avec l'appui de la Russie, la garde de ces lieux. En mai 1851, Louis Napoléon Bonaparte, soucieux de se ménager l'opinion catholique française, demande à ce que la France recouvre ses droits, mais Nicolas Ier n'a nullement l'intention de céder. Au contraire, il y voit un levier pour parvenir à un point de rupture. L'historiographie du XIXe et du XXe siècle considère en général que les motivations religieuses ne sont, de part et d'autre, qu'un prétexte commode et se demandent surtout qui, de la France ou du Royaume-Uni, a entraîné l'autre dans la coalition antirusse. Récemment, O. Figes a proposé au contraire de rendre au facteur religieux toute son importance et de prendre au sérieux la rhétorique de croisade de l'époque. Nicolas Ier aurait sincèrement cédé aux sirènes panslaves et panorthodoxes, plutôt qu'à un appétit de conquêtes. Ce conflit aurait des racines confessionnelles profondes : affrontement entre chrétiens et musulmans, des Balkans au Caucase en passant par les rivages de la mer Noire, mais aussi entre chrétiens. Il aurait également des conséquences géopolitiques

durables : la guerre froide de l'époque soviétique aurait gelé des lignes de fracture remontant au XIXe siècle [711].

Au début de 1853, l'émissaire du sultan à Jérusalem annonce une décision qui donne la garde des Lieux saints aux catholiques. Le tsar envoie à Constantinople le prince A. S. Menšikov formuler des exigences inacceptables (février 1853). Il a déjà mobilisé des forces, consulté Paskevič sur la stratégie et prévoit de déclencher une offensive rapide qui chasserait les Ottomans d'Europe et neutraliserait leur marine avant que la France ne vienne à leur secours. La Russie pourrait alors recomposer les Balkans, en laissant à l'Autriche quelques dépouilles, tandis que les Anglais se dédommageraient sur les rives de la Méditerranée.

L'opinion russe s'enflamme, et les armées prennent en gage les principautés danubiennes, mais la résistance est plus forte que prévu. Défaits à Sinope (18/30 novembre 1853), les Ottomans ouvrent les Détroits à une flotte franco-anglaise qui entre en mer Noire pour couvrir Constantinople. La France et l'Angleterre lancent à la Russie un ultimatum qui aboutit à une déclaration de guerre, les 15-16/27-28 mars 1854. C'est alors que l'Autriche et la Prusse exigent, pour prix de leur neutralité, l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie. Pris de court, Nicolas Ier doit céder, pour éviter de combattre sur deux fronts. Les Russes évacuent en bon ordre, suivis par une partie de la population, ainsi que des Serbes et des Bulgares (juillet-août 1854). Après quelques escarmouches dans le Pacifique et en Baltique, le conflit se déroule en mer Noire, dans le Caucase turc et surtout en Crimée, dès septembre 1854. Comme il s'enlise, le Piémont rejoint la France et l'Angleterre, en janvier 1855, attendant en retour une aide pour réaliser l'unité italienne.

L'ardeur patriotique russe est la même qu'en 1812, mais avec une nette revendication de liberté de la part des jeunes paysans qui s'enrôlent massivement dans la milice et partent au combat, parfois escortés par tout leur village [712]. Malgré tout, l'infériorité logistique est patente : une marine à voile contre les vapeurs alliés, des chevaux contre le chemin de fer construit par les Français et les Anglais de Balaklava aux abords de Sébastopol. C'est autour de cette ville que tout se

joue, après la bataille de l'Alma 8/20 septembre 1854. Les alliés, qui ont porté rapidement le combat sur le terrain adverse, échouent à s'emparer dans la foulée du grand port militaire. La ville soutient un siège de 349 jours, au cours duquel les civils sont pris au piège des combats et de terribles bombardements. Les pertes sont estimées à 100 000 pour les alliés, et au double environ pour la Russie ; les neuf dixièmes sont dus au typhus. Les Russes, qui ne parviennent pas à dégager la citadelle, tentent de la soulager en ouvrant un front au Caucase. En juin 1855, le général N. N. Murav'ev met le siège devant Kars. La forteresse est défendue par une solide garnison turque, commandée par un général anglais, W. Fenwick Williams. La manœuvre réussit : les Ottomans retirent leurs troupes de Crimée et envoient tous leurs renforts au Caucase.

Le 8 septembre 1855, le futur maréchal de Mac-Mahon prend la tour qui domine le kourgane de Malakoff, point névralgique de la défense de Sébastopol. C'est en résistant aux contre-attaques russes qu'il aurait dit : « J'y suis, j'y reste ! ». Le 10 septembre, Sébastopol capitule. Il faudra encore un hiver pour que les Russes se résignent à signer la paix. Ils ont sauvé l'honneur en prenant Kars, le 26 novembre 1855.

Le traité de Paris (30 mars 1856) garantit l'intégrité de l'Empire ottoman, neutralise la mer Noire et les Détroits, enlève à la Russie le Budžak et les îles de l'embouchure du Danube, de manière à l'écarter du fleuve. La Moldavie et la Valachie ainsi que les chrétiens d'Orient sont placés sous protectorat international. Kars est encore rendu au sultan. Napoléon III peut fêter avec éclat la revanche de 1812. Paris aura un boulevard de Sébastopol, un pont de l'Alma (inauguré le 2 avril 1856), avec son fameux zouave. Des « tours de Malakoff » sont construites sur les champs de foire. L'une d'elles donnera son nom à un lotissement qui se détache de la commune de Vanves en 1883. Le panorama de Sébastopol, reproduit l'intégralité du champ de bataille d'après les photos prises sur place ; il attire près de 400 000 visiteurs entre 1860 et 1865. Il inspirera les Russes qui commanderont au peintre F. Roubaud leur propre panorama de Sébastopol (1900), puis celui de Borodino, en 1912.

Le tsar Nicolas est mort le 18 février/2 mars 1855, laissant son peuple affronter la défaite. Le maréchal Paskevič, qui a encore supervisé les opérations de l'été 1854 dans les Balkans, s'est éteint à son tour à Varsovie, le 20 janvier 1856. La guerre, dépeinte sans fard par Tolstoï dans les *Récits de Sébastopol* (1854-1855), laisse des plaies ouvertes : « Il fallut payer pour un mensonge de trente ans […] Certains se consolaient en disant : nous sacrifions tout à la force matérielle, à la force militaire, mais au moins nous sommes forts, la Russie occupe une place importante, on nous respecte et on nous craint. Mais cette consolation nous a été enlevée [713]. »

chapitre 10

De l'alliance des trois empereurs à l'alliance franco-russe (1856-1914)

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, on distingue deux périodes. De 1856 à 1886, la Russie adhère en Europe à une nouvelle coalition conservatrice dont elle n'est plus le partenaire dominant. Elle laisse s'accomplir l'unité allemande sous la férule prussienne. Dès lors, c'est le système diplomatique élaboré par Bismarck qui détermine les rapports de force. Au sein de l'alliance des trois empereurs, Alexandre II occupe une place d'honneur, aux côtés de François-Joseph, mais c'est Guillaume Ier qui est au sommet. Cette distribution des rôles froisse parfois les ego, titillant le parti antiallemand à Pétersbourg, mais surtout va à l'encontre des intérêts russes dans les Balkans où ils s'opposent à ceux des Autrichiens. Ces contradictions éclatent au grand jour en 1878 : à la suite d'une nouvelle victoire russe sur les Turcs, le traité de San Stefano est réécrit à Berlin. Cependant, la Russie consolide encore ses positions au Caucase et trouve de nouveaux terrains d'expansion en Asie centrale et en Extrême-Orient. Dans les années 1887-1890, après l'avènement d'Alexandre III et de Guillaume II et surtout le départ de Bismarck, la Russie quitte l'Alliance. Par inertie, s'amorce un rapprochement avec la France, pourtant fort peu naturel entre une autocratie et une république. Il se transforme en 1894 en une Alliance franco-russe qui définit déjà les camps des futurs adversaires de 1914. Simultanément, la question d'Orient est portée à incandescence, préparant un autre conflit, tout aussi gros de conséquences : la guerre de 1904-1905 contre le Japon.

1. Prudence continentale et ambitions orientales (1856-1886)

Alexandre II est fils d'une princesse prussienne, germanophile, et tout aussi passionné que ses prédécesseurs par la chose militaire. Il a longtemps hésité à conclure la paix en Crimée. Même en perdant la bataille de Sébastopol, la Russie pouvait continuer les hostilités. Finalement, il s'est laissé convaincre par le coût élevé des opérations et son sens des priorités. Le pays a besoin de réformes profondes et les chantiers sont vastes. De plus, l'effort est contre-productif. L'agitation sociale pointe. Les affaires étrangères passent donc au second plan, pour quelque temps. Nesselrode ayant enfin pris sa retraite à la fin du congrès de Paris, c'est le nouveau ministre, A. Gorčakov[714], qui l'exprime avec élégance, en français, dans une dépêche diffusée en août 1856 : « L'Empereur est décidé à consacrer, de préférence, sa sollicitude au bien-être de ses sujets et à [se] concentrer sur le développement des ressources intérieures du pays […] On adresse à la Russie le reproche de s'isoler et de garder le silence, en présence de faits qui ne s'accordent ni avec le droit, ni avec l'équité. La Russie boude, dit-on. La Russie ne boude pas. La Russie se recueille[715]. » L'ajustement est encore plus sensible au ministère de la Guerre qui doit superviser une modernisation de l'armée. N. O. Suxozanet est titulaire du portefeuille pendant les années où se prépare l'autre grande réforme du règne, l'abolition du servage (1856-1861), puis est remplacé par D. A. Miljutin (1861-1881), frère de Nikolaj, adjoint au ministre de l'Intérieur. Il faudra quatorze ans pour aboutir à la nouvelle loi sur le service militaire : entre 1861 et 1874, D. Miljutin adapte les modèles allemand et français aux réalités russes[716]. Mais les opinions européennes jugent avant tout le nouveau monarque sur son traitement de la Pologne.

Russifier la Pologne, ignorer le Saint-Siège, punir la France ?

L'ordre a régné à Varsovie sous la férule du lieutenant Paskevič († 20 janvier 1856). Son successeur et ancien adjoint, M. D. Gorčakov, a commandé la défense de Sébastopol de février à août 1855. Alexandre II, lors d'une visite dans la capitale polonaise en mai 1856, avertit en français : « Point de rêveries, messieurs ! » Pourtant, la censure se relâche, une Académie médico-chirurgicale et une Société d'agriculture sont autorisées. Le marquis A. I. Wielopolski accepte de

seconder Gorčakov et promeut l'idée de restaurer la Constitution de 1815. Un ukase libéral semble aller dans ce sens (26 mars 1861). Mais beaucoup d'autres Polonais, qu'ils soient « Blancs » (partisans de réunir sous l'autorité russe les anciens territoires polonais en un seul État), ou « Rouges » (inspirés par les combattants de l'unité italienne), veulent plus. Les autorités hésitent, promettant une large autonomie, mais réagissant par la force à tout défi. Les anniversaires comme les trente ans du soulèvement de 1830, le 29 novembre 1860, donnent lieu à des manifestations qui sont durement réprimées. Le chef de la police de Varsovie (*oberpolicmejster*), F. F. Trepov fait tirer sur la foule le 27 février, puis le 8 avril 1861. La mort de Gorčakov (18/30 mai 1861) radicalise encore les positions. Il est remplacé par un intransigeant, le général A. D. Gerštencvejg (Gerstenzweig), puis par le frère du tsar, le grand-duc Constantin Nikolaevič. Aux nouvelles interventions de la troupe, dispersant les fidèles venus nombreux aux messes célébrées en mémoire de Kościuszko (15 octobre 1861), répondent des attentats. En janvier 1863, c'est une révolte générale.

En Pologne polonisante, le soulèvement prend un caractère national ; en Lituanie, il est surtout catholique ; dans les pays ruthènes, les paysans orthodoxes se dressent contre leurs maîtres polonais. La rébellion polonaise et lituanienne est écrasée par les généraux F. F. Berg [717] et M. N. Murav'ev, qui y gagne l'épithète de « pendeur » (*Vešatel'*). La réputation russe est de nouveau ruinée, surtout à Paris où arrive une seconde vague d'émigrés. Parmi ses grandes figures, le général Ja. Dąbrowski, futur chef militaire de la Commune… En septembre 1863, le grand-duc Constantin quitte Varsovie et Berg assume les fonctions de lieutenant du royaume. Il est visé par un attentat, de même que Trepov, qui vient d'être promu chef du corps de gendarmerie.

Les représailles, d'abord dispersées, sont peu à peu systématisées de manière à gommer le particularisme polonais. Lors de l'expédition punitive après l'attentat contre Berg, les soldats bombardent et pillent un des monuments de Varsovie, le palais Zamoyski, défenestrant au passage le pianoforte de Chopin [718]. En janvier, à Pétersbourg, se réunit un Comité pour

les affaires du royaume de Pologne, présidé par Alexandre II. L'ukase du 19 février/2 mars 1864, jour anniversaire de l'émancipation des serfs russes, accorde à ceux de Pologne la propriété des lots qu'ils labourent en échange d'un impôt permanent, tandis que leurs anciens maîtres sont soumis à une « contribution spéciale », de 10 % de leurs revenus. La « bataille pour la terre » est ainsi engagée, de manière à appauvrir l'orgueilleuse *szlachta*, perçue comme foyer d'irrédentisme[719]. En une trentaine d'années, près de 6 000 seigneurs abandonnent leurs domaines ruthènes. L'autre pilier de l'identité polonaise, l'Église catholique, n'est pas davantage épargné.

De nombreux prêtres, censés avoir encouragé l'insurrection, sont emprisonnés, voire déportés en Russie. Pie IX proteste vigoureusement, rompant avec l'attitude de Grégoire XVI en 1831. Le 24 avril 1864, il déclare même qu'Alexandre II est un « sot » (*stolto*), ajoutant : « Nous savons distinguer entre la révolution socialiste et les droits légitimes d'une nation qui lutte pour son indépendance et pour sa foi religieuse. » Le 27 décembre 1865, les relations diplomatiques sont rompues. En peu de temps, l'Église catholique de Pologne subit des mesures analogues à celles appliquées à l'Église orthodoxe russe un siècle plus tôt. Un ukase de 1865 réorganise le royaume en sept diocèses (puis six en 1867), ordonne la confiscation des biens d'Église et la fermeture de presque tous les monastères. Le clergé sera désormais salarié du Trésor russe. Aucun évêque ne peut se rendre au concile de Vatican I et les fidèles de l'Empire russe deviennent tous *ipso facto* des vieux-catholiques rejetant l'infaillibilité pontificale. L'administration tsariste occupe le vide en 1871, plaçant les catholiques sous la tutelle d'un collège spécial, relevant du département des confessions étrangères du ministère de l'Intérieur. La même année, un prélat docile, Markel Popiel, est nommé à la tête du diocèse gréco-catholique de Chełm, le dernier survivant de l'Union de Brest. Bientôt, l'usage du polonais est interdit dans l'administration ecclésiastique, les orgues sont supprimées dans les églises, les livres liturgiques russes en vigueur sont introduits et des prêtres orthodoxes reçoivent la cure des paroisses vacantes. Le 12/25 janvier

1875, l'évêque Popiel se sépare de Rome et l'archevêque orthodoxe de Varsovie peut fêter la « réunion spontanée » de nouvelles ouailles à son troupeau, soit un quart de million de fidèles qui n'en peuvent mais. Soixante-dix de leurs 204 prêtres se réfugient en Autriche-Hongrie et soixante-quatorze autres restent, mais refusent de se soumettre et sont sous surveillance policière[720]. C'est seulement le 24 décembre 1882, sous Alexandre III, qu'un accord est conclu avec le Saint-Siège : les évêchés restés vacants, parfois depuis plusieurs années, sont pourvus de nouveaux titulaires, mais les catholiques demeurent soumis au département des cultes étrangers du ministère de l'Intérieur. Enfin, en 1894, des relations diplomatiques sont établies entre Pétersbourg et le Saint-Siège.

L'administration est aussi sensiblement renforcée. Le règlement de 1866 multiplie par deux le nombre de gouvernements, taillés sur le mode russe. Les anciennes institutions propres du royaume sont supprimées entre 1867 et 1868 : Conseil d'État, Conseil d'administration, commissions des Confessions et de l'Enseignement, des Finances et des Affaires intérieures. Leurs compétences sont transférées aux ministères de Pétersbourg. Dans les années 1870, les règlements s'appliquant à l'ensemble de l'Empire russe (*obščeimperskie ustavy*) en matière d'éducation et de justice sont étendus à la Pologne. La principale conséquence en est que l'usage de la langue russe s'impose désormais en ces matières.

La mort du général Berg, en janvier 1874, fait monter d'un cran l'engrenage de la russification. La fonction de lieutenant du royaume de Pologne est abolie et remplacée par celle de gouverneur général de Varsovie. Le nom même de « royaume de Pologne » (*Carstvo Pol'skoe*) subsiste encore dans la *Collection complète des lois* (PSZ) où l'on trouve la liste des dix gouvernements qui le composent. Mais la pratique administrative courante préfère désormais « région de la Vistule » ou « gouvernements de la Vistule » (*Privilinskij kraj*, *Privilinskie gubernii*). La politique russe est l'une des raisons de la vague d'émigration de cette époque. Entre 1870 et 1914, 3,5 millions de personnes quittent les territoires de l'ancienne

Pologne, parmi lesquels environ un tiers de juifs. En 1910, on compte 3 millions de Polonais aux États-Unis, dont près de 400 000 autour de Chicago.

L'insurrection avortée de 1863 a des conséquences plus immédiates sur le terrain européen. En 1856, les inclinations personnelles de Gorčakov le poussaient plutôt à se rapprocher de la France et Napoléon III semblait disposé à faciliter une réconciliation rapide. À peine la paix de Paris conclue, il envoie comme ambassadeur extraordinaire à Pétersbourg (1856-1857) son demi-frère, le comte de Morny, qui fait là-bas un mariage retentissant avec la princesse S. Troubetzkoy. Lui succèdent A. de Rayneval (1857-1858), puis N. Lannes (1858-1864), le fils du maréchal. En 1858, T. Gautier et A. Dumas font chacun un voyage en Russie et publient des impressions pittoresques. Mais les événements de Pologne gâchent la lune de miel. Déçu par la France, se méfiant de l'Autriche, Alexandre II se tourne vers la Prusse dont il est naturellement proche. Il laisse faire Guillaume Ier dans la guerre des Duchés avec le Danemark (1864-1865). En 1866, la Prusse bat le Hanovre qu'elle annexe, puis l'Autriche à laquelle elle impose la solution petite-allemande. Contrairement à son père, qui avait forcé les Prussiens à reculer à Olmutz, Alexandre II leur laisse le champ libre. Défaits à Sadowa, les Autrichiens doivent renoncer à exercer toute hégémonie sur la nation allemande, et faire des concessions importantes aux Hongrois. Désormais, François-Joseph règne sur un État double, l'Autriche-Hongrie, au sein duquel les Slaves font figure de parents pauvres. Il aurait pu tenter une revanche en 1870 en se rangeant aux côtés de la France. Mais l'empereur russe l'en dissuade, faisant encore le jeu des Prussiens.

Le résultat de cette passivité est que dès janvier 1871 la Russie se retrouve avec pour voisin occidental un empire allemand de 41 millions d'habitants (65 millions en 1910), fondé sur des valeurs nationalistes et militaires, doté de capacités économiques et d'un niveau d'éducation qui en font sans conteste la plus grande puissance du continent. Combinant le fédéralisme et la monarchie autoritaire, il met une organisation civile et militaire efficace au service d'ambitions dont on ne connaît pas encore les limites. Et sa

capitale, Berlin, en pleine expansion, grâce notamment aux indemnités versées par la France, le fait pencher dangereusement à l'est. La Russie peut se prévaloir de son immensité territoriale et de ses réserves humaines, avec 74 millions d'habitants en 1858 et 129 en 1897, mais accuse un retard certain en matière d'industrialisation, de transports, d'instruction et de capacités financières.

Les deux puissances ne sont toutefois pas condamnées à s'affronter et le chancelier Bismarck fait au contraire tout pour sceller entre elles et avec l'Autriche-Hongrie une alliance qui priverait la France de toute possibilité de revanche. Il soutient les demandes russes à la conférence de Londres (mars 1871), qui rouvre les Détroits aux navires de guerre et abroge la neutralisation de la mer Noire. En 1873, la nouvelle alliance des trois empereurs s'assemble. D'abord, l'Allemagne et la Russie s'engagent à se prêter mutuellement assistance en cas d'attaque par une tierce puissance (6 mai 1873). Puis, la Russie et l'Autriche-Hongrie conviennent de négocier tout différend (6 juin). Enfin, les partenaires signent une entente commune, le 22 octobre. Ce pacte est renouvelé en 1881. Mais Bismarck conclut aussi une triple alliance (ou Triplice), associant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, nouvellement unifiée (20 mai 1882) contre la France. En cas de conflit de l'un des signataires avec une autre puissance, notamment entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, les autres s'engagent à rester neutres.

Enthousiasme et désillusions dans les Balkans

À la suite du traité de Paris, pendant près de vingt ans, la Russie n'intervient pas directement dans les Balkans où son influence recule. C'est la France qui facilite la naissance d'un État roumain, en appuyant l'élection d'Alexandre Cuza, choisi séparément par les Moldaves et les Valaques (1859). Il est remplacé en 1866 par Carol de Hohenzollern-Sigmaringen, qui reste tributaire du sultan, mais se voit reconnaître le titre de prince héréditaire. Napoléon III s'entremet encore lorsque les Ottomans bombardent Belgrade en 1862 et obtient qu'ils évacuent la Serbie en 1867. La Grèce demeure une sorte de protectorat des Anglais : lorsqu'une révolte chasse Othon, en 1862, ils imposent Guillaume de Danemark (Georges Ier).

La révolte polonaise et les théories panslaves exacerbent un nationalisme messianique dans l'opinion russe. En 1869, N. Ja. Danilevskij, dans *La Russie et l'Europe*, parvient à la conclusion que l'Europe, autrement dit « le monde germano-roman », est hostile à la Russie et au monde slave (*Slavjanstvo*), comme l'ont prouvé les récents événements au Schleswig-Holstein ou en Orient. Il en résulte, d'une part, que l'occidentalisme, ou l'imitation servile de l'Occident, est un « égarement destructeur » et, d'autre part, que la seule issue profitable est « la libération politique complète de tous les peuples slaves et la formation d'une union panslave sous l'hégémonie de la Russie »[721]. Ce programme n'est pas officiellement celui du pouvoir, mais recueille un assentiment assez large dans les cercles conservateurs et éveille un écho favorable dans la population quand il se résume à l'idée de délivrer de l'esclavage les frères slaves et de chasser les infidèles de la sainte montagne (mont Athos), de Tsargrad (Constantinople) ou de Jérusalem.

En juillet 1875, la Bosnie et l'Herzégovine se soulèvent et proclament leur union avec la Serbie. Le sultan envoie des renforts mater cette révolte, dégarnissant ses effectifs en Bulgarie. En novembre, le Comité central révolutionnaire bulgare, réuni à Giurgiu (Roumanie), dresse un plan d'insurrection nationale, à partir de cinq districts qui seront commandés chacun par un « apôtre ». On prévoit de lever 4 000 à 5 000 hommes armés et de déclencher les opérations en mai. Mais les Ottomans ont vent de l'affaire et lancent une série d'arrestations au printemps. Finalement, quatre districts se rebellent le 19 avril 1876. La répression est d'autant plus cruelle qu'elle est menée par les troupes régulières, des milices musulmanes et des irréguliers, les bachibouzouks. Dès la fin mai, le soulèvement est écrasé. Mais les récits des atrocités qui filtrent peu à peu, par Constantinople, lui donnent sa véritable importance. Selon leur obédience, observateurs et journalistes gonflent ou minimisent les bilans, parlent de massacres subis uniquement par les chrétiens, ou de tueries de musulmans qui seraient tout aussi nombreuses… Sous la pression des chancelleries, le journaliste américain E. Schuyler se rend en Bulgarie et atteste de la destruction de cinquante-huit villages

chrétiens et de la liquidation de 1 500 personnes. D'autres estimations montent jusqu'à 30 000, chiffre encore défendu par les historiens bulgares [722]. La Russie vole au secours de ses frères orthodoxes. Le 26 juillet 1876, I. Turgenev compose un poème satirique, « Le croquet à Windsor », où la reine Victoria joue avec des têtes coupées, le gouvernement Disraeli ayant jusque-là soutenu les Ottomans. Le poème est traduit, notamment par H. James, et contribue à mettre la Sublime Porte sur le banc des accusés. Pendant ce temps, un ex-général russe, héros de la conquête de Taškent, M. G. Černjaev, est venu commander des troupes serbes, sans l'autorisation du tsar. Il les entraîne dans une courte et désastreuse guerre contre les Turcs, conclue par plusieurs armistices mal respectés.

Le ballet diplomatique de l'hiver et du début du printemps ne sert qu'à révéler les lignes de fracture entre les « grandes nations » qui négocient avec l'Empire ottoman. À la conférence de Constantinople (23 décembre 1876-20 janvier 1877), sont représentées la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France. Lors de discussions préalables, elles se sont mises d'accord pour demander des concessions territoriales pour la Serbie et le Monténégro et l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine. Sur le sort des Bulgares, les marchandages ont été plus âpres. Alors que les Russes souhaitent une Bulgarie autonome d'un seul tenant, s'étendant jusqu'à la Macédoine et à la mer Égée, les Britanniques imposent une partition entre Bulgarie occidentale, autour de Sofia, et orientale, autour de Tărnovo, réputée majoritairement peuplée de Grecs et de Turcs et, à ce titre, censée rester plus loyale envers la Porte. Mais le jour de l'ouverture de la conférence, le sultan proclame une nouvelle Constitution de l'Empire ottoman, certes libérale, mais qui affirme le principe de son indivisibilité… Aucun compromis n'est trouvé, pas plus qu'à Londres (19/31 mars 1877), lors d'une réunion de la dernière chance. La guerre est inévitable et, discrètement, Alexandre II achète la neutralité de l'Autriche-Hongrie en promettant à François-Joseph la Bosnie et l'Herzégovine.

Quand la Russie entre de nouveau en guerre avec l'Empire ottoman, le 24 avril 1877, la Grande-Bretagne, gouvernée par

W. Gladstone[723], fait la sourde oreille aux appels à l'aide du sultan. En Russie, l'enthousiasme est à son comble et Tolstoï essuie des critiques pour la désinvolture avec laquelle il évoque le conflit dans *Anna Karenine*[724]. Bouter les Ottomans hors d'Europe devrait mobiliser l'ensemble des nations chrétiennes des Balkans, mais, entre elles, les rapports sont complexes et la diplomatie britannique agit en coulisses. La Russie, qui s'est assurée l'aide de la Roumanie, franchit une fois de plus le Danube, au mois de juin. Le tsar est aux armées, ainsi que l'héritier du trône, le futur Alexandre III. Mais il faut que le verrou de Plevna saute (7 décembre 1877), pour que la Serbie rejoigne la coalition (10 décembre). La Grèce préfère s'abstenir. Les combats sont très meurtriers et l'on peut douter de leur issue. Le peintre V. V. Vereščagin illustre le carnage par deux tableaux, avant et après l'assaut. Plus près de nous, le romancier B. Akunina brillamment capturé l'atmosphère du moment dans *Le Gambit turc* (1998)[725]. La progression est aussi laborieuse au Caucase. Le général Loris-Melikov (appelé par la suite à relancer la politique de réformes) bute une fois de plus sur Kars, mais finit par l'arracher, le 6/18 novembre 1877.

Les armées du tsar descendent de nouveau sur Constantinople. Cependant, quand elles enlèvent Andrinople, le 19 janvier 1878, la marine anglaise se positionne dans les Détroits, montrant sa détermination à ne pas tolérer qu'elles s'emparent de la capitale ottomane. Les Russes acceptent à contrecœur un armistice (31 janvier), mais négocient en position de force. Au bout de quelques semaines, ils imposent le traité de San Stefano (3 mars 1878). La Russie y obtient Batoum, Kars, Ardahan et Bayazet au Caucase, tandis que la Roumanie lui rétrocède le Budžak, obtenant en échange le nord de la Dobrudža[726] et le delta du Danube ainsi que la reconnaissance de son indépendance pleine et entière. La Serbie et le Monténégro sont eux aussi indépendants et leur territoire augmente. La pièce de résistance est toutefois la création d'une grande Bulgarie qui s'étend de la mer Noire à la mer Égée, du Danube à la Macédoine, regroupant les Slaves du nord-est des Balkans. Pour plus de sûreté, la Russie occupera ce territoire pendant deux ans. Mais cette solution ne

contente qu'à moitié Roumains, Serbes et Monténégrins et se heurte à l'opposition résolue des Anglais et des Autrichiens. Il faut donc de nouveaux pourparlers. Bismarck invite les grandes puissances dans la capitale allemande, mais non les États et les peuples des Balkans.

Le congrès de Berlin (13 juin-13 juillet 1878) remanie en profondeur les arbitrages territoriaux. Si la Roumanie et la Russie conservent leurs acquisitions [727], relativement modestes, on passe de la « Grande Bulgarie » de San Stefano à un petit État bulgare indépendant, avec pour capitale Sofia. Il est flanqué d'une principauté de Roumélie [728] orientale, dont la capitale est Philippopoli (aujourd'hui Plovdiv), gouvernée par un chrétien, mais vassale du sultan. Ce dernier conserve le contrôle de la Macédoine et de la Thrace, et les rivages de la mer Égée, sur l'actuel territoire albanais. La Serbie et le Monténégro seront séparés par une enclave ottomane, le district de Novi-Pazar, que l'Autriche occupe et administre, de même que la Bosnie et l'Herzégovine, même si elles restent juridiquement soumises au sultan. Ce traité lèse pratiquement tous les nouveaux États qu'il crée et sème entre eux des germes de conflit. L'Autriche et la Roumanie concluent d'ailleurs rapidement une alliance défensive.

Les clauses coloniales montrent que les grandes nations qui n'ont pas fait la guerre de 1877-1878 ont parfaitement su en tirer profit. Les Britanniques prennent le contrôle de Chypre, nouveau joyau de leur couronne méditerranéenne après Malte, et deviennent protecteurs des juifs de l'Empire ottoman. La France protège les catholiques et les chrétiens maronites et est autorisée à occuper la Tunisie. Les Italiens veillent sur les juifs de Tunisie et de Tripolitaine.

Les opinions russes et bulgares sont scandalisées. Les coupables désignés sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui a sacrifié les intérêts russes à ceux de l'Autriche-Hongrie. L'alliance des trois empereurs, renouvelée en 1881, est bientôt compromise par une nouvelle crise. La situation des Balkans est soumise aux aléas des nationalismes, mais aussi des rivalités dynastiques. En Serbie, ce sont des familles locales qui se disputent le trône, tandis qu'en Roumanie, en Bulgarie ou en Grèce, les monarques ont été « importés ». Alexandre Ier

de Battenberg, élu prince de Bulgarie en 1879, est en position favorable, puisqu'il est d'origine allemande et apparenté au tsar[729]. Cependant, son aventurisme le rend rapidement impopulaire, à Sofia comme à Berlin ou à Pétersbourg. En 1885, il occupe la Roumélie orientale dont il est reconnu prince, mais en tant que vassal du sultan. À cette occasion, les Bulgares affrontent pour la première fois les Serbes et les battent. On frôle aussi le conflit armé entre la Russie et l'Autriche qui accepte fort mal de voir renaître la Grande Bulgarie.

L'année 1887 est un tournant dont la portée ne se révèle que peu à peu. La Bulgarie sort d'une année d'instabilité politique marquée par l'abdication d'Alexandre Ier (8 septembre 1886). Lâché par son cousin, le tsar Alexandre III, il est remplacé par un protégé de Vienne, Ferdinand de Saxe-Cobourg, élu le 7 juillet 1887. Bismarck a fait reconduire la Triplice (20 février 1887), mais il tient à signer avec Alexandre III un pacte de réassurance (18 juin 1887) qui garantit l'appui allemand aux Russes en Bulgarie et sur les Détroits, tandis que le tsar promet de rester neutre en cas d'attaque de l'Allemagne par la France. Toutefois, le ressentiment contre l'Allemagne atteint un point de rupture à Pétersbourg. Alexandre III n'a pas l'intention d'engager son pays dans un conflit européen. En 1885, il a été soulagé d'éviter la guerre avec l'Autriche, déclarant en confidence : « Dieu merci, ils ont encore peur de nous ! ». Cependant, il en a voulu à son père de sa ligne trop germanophile. Avec plusieurs de ses conseillers, il compte combattre l'hégémonie économique et financière de l'Allemagne. Or, pour faire pression sur Pétersbourg, Bismarck vient d'interdire à la Reichsbank d'accepter en gage les titres russes et l'Angleterre s'en dessaisit aussi depuis l'affaire afghane. Alexandre III doit donc chercher de nouvelles alliances, y compris pour poursuivre l'expansion en Orient[730].

Le grand jeu en Asie centrale et le gâteau des rois en Extrême-Orient

Au Caucase, en Asie centrale et sur l'Amour, la Russie ne boude pas, elle recueille des gains importants et elle fait le tri dans ses objectifs.

Après des années de tractations, engagées déjà sous Nicolas Ier, Murav'ev-Amurskij impose aux Chinois deux des « traités inégaux » qu'ils sont alors obligés de signer, ayant été vaincus dans la guerre de l'Opium (1856-1860). À Aïgoun (28 mai 1858), la Chine cède à la Russie la rive gauche de l'Amour ; le commerce sur le fleuve, ainsi que ses affluents, l'Oussouri et le Soungari, sera réservé aux Russes et aux Chinois. L'accord de Tianjin (26 juin) qui implique la Russie, mais aussi la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, ouvre plusieurs ports ainsi que le cours du Yangtsé au commerce, légalise le trafic de l'opium, crée des légations étrangères permanentes à Pékin, donne le champ libre aux missionnaires chrétiens. Ces concessions sont amplifiées à la convention de Pékin (18 octobre 1860). Les Russes continuent de faire cavalier seul dans la région de l'Amour et de l'Oussouri. Ils savent que l'embouchure de l'Amour ne leur procurera pas d'accès à l'océan, que Nikolaevsk ne deviendra pas une autre Nouvelle-Orléans et poussent plus loin leur avantage, au traité de Pékin (2/14 novembre 1860). La région comprise entre la rive droite de l'Amour, le Pacifique et l'Oussouri, déjà placée sous administration conjointe, leur revient en pleine propriété. Les choses sont facilitées par le fait que les Hans sont minoritaires en ces contrées, essentiellement peuplées de Mandchous, de Mongols ou de Turcs. À l'extrême sud de cette nouvelle Province Maritime (*Primorskij kraj*), tout près des frontières de la Corée, se trouve le site idéal pour aménager un port qui acquiert une importance stratégique comparable à celles d'Odessa et de Sébastopol réunies. Officiellement fondé le 20 juin/2 juillet 1860, il porte un nom à la hauteur des ambitions impériales, Vladivostok (*Maître de l'Orient*), par analogie avec Vladikavkaz (*Maître du Caucase*). Cet incontestable succès fait basculer le centre de gravité oriental de l'Empire très au sud. Vladivostok, qui reçoit le statut de ville en 1880, connaît une croissance fulgurante, passant de 4 163 habitants en 1878 à 28 993 en 1897. Il éclipse Nikolaevsk-sur-l'Amour, mais aussi Oxotsk et Petropavlovsk-Kamčatskij.

Ce tropisme méridional est l'une des raisons de la décision de vendre l'Alaska aux États-Unis, le 30 mars 1867, avec les fréquentes frictions diplomatiques entre la Russie et le

Royaume-Uni et les besoins d'argent frais d'Alexandre II. Les États-Unis lui font un chèque de 7,2 millions de dollars (121 millions au cours actuel) pour cette « glacière ». L'acquisition paraît cher payée et suscite des quolibets dans la presse américaine, mais est l'une des pièces du puzzle qui va faire des USA la première puissance mondiale, même si l'Alaska ne devient le quarante-neuvième État de l'Union qu'en 1959. À Pétersbourg, ils sont peu nombreux à regretter la Compagnie russo-américaine, liquidée à la suite de cette cession. C'est plus tard que viendra la nostalgie de l'Amérique russe.

Plus près de Vladivostok, la Russie conclut un échange avec le Japon, en vertu du traité de Saint-Pétersbourg, du 25 avril/7 mai 1875. Rédigé en français, le document énumère précisément toutes les îles Kouriles et cède celles qui se trouvent au nord d'Urup à l'empereur Meiji. En échange, les Russes obtiennent la souveraineté sur la totalité de l'île de Sakhaline. Ce *gentlemen's agreement* confirme que le Japon joue dans la cour des grandes puissances et pourrait inaugurer une coopération mutuellement profitable. En fait, il laisse les deux côtés insatisfaits. La marine japonaise y acquiert des positions qui lui permettent d'enfermer les Russes dans la mer d'Oxotsk et de se réserver des eaux poissonneuses. Pourtant, une partie de l'opinion nipponne regrette la perte des ressources forestières de Sakhaline. L'affaire rebondira en 1904-1905.

En Asie centrale, la Russie cherche de nouveaux débouchés à ses produits manufacturés et un approvisionnement en coton, puisque les États sudistes américains, premiers producteurs mondiaux, sont défaillants du fait de la guerre de Sécession (1861-1865). Les autorités de Pétersbourg souhaitent aussi devancer l'Angleterre. Au début du règne d'Alexandre II, le centre administratif et militaire reste le gouvernement général d'Orenburg, fondé sous Anna. En 1865, le 12 février, est créée une région du Turkestan (*Turkestanskaja oblast'*). Quatre mois plus tard, Černjaev s'empare de la forteresse de Taškent (15 juin). La poussée russe se confirmant, un gouvernement général du Turkestan (*Turkestanskoe general-gubernatorstvo*) est officiellement institué, le 11/23 juillet 1867. Il comprend

deux régions, celle du Syr-Daria, avec pour chef-lieu Taškent (qui est aussi la capitale du gouvernement général) et celle des Sept Rivières (*Semirečʼe*), entre le lac Balkach et les monts Tian, avec pour chef-lieu Vernyj. Les territoires au nord, dans les steppes kazakhes, sont réorganisés par l'ukase du 21 octobre 1868 « Sur la transformation du gouvernement des steppes kirghizes dépendant d'Orenburg et de la Sibérie, ainsi que des armées cosaques de l'Oural et de Sibérie ». Naissent alors les régions de Turgaj (au nord-est de la mer d'Aral) et d'Akmolinsk (de l'Išim à l'Irtyš) [731].

La terminologie est éloquente. La dénomination « Turkestan » indique que la Russie a vocation à rassembler tous les peuples turcophones d'Asie centrale sous son sceptre. Certes, les géographes occidentaux ne manquent pas de distinguer le « Turkestan russe » qui correspond au nouveau gouvernement général, du « Turkestan chinois » qui correspond à l'actuelle région autonome ouïgoure du Xinjiang, mais la faiblesse de l'Empire chinois, déjà constatée sur les rives de l'Amour, peut susciter d'autres ambitions.

Le gouverneur général, K. P. Kaufman [732], occupe ce poste de confiance jusqu'à sa mort, le 4/16 mai 1882. Avec Černjaev et l'étoile montante de l'armée russe, M. D. Skobelev, il poursuit la conquête, tout en supervisant la construction de quartiers russes à Taškent et Vernyj. L'émirat de Boukhara et les khanats de Kokand et Khiva sont affaiblis par les guerres frontalières qui les opposent presque constamment. L'émir de Boukhara, Muzaffar al-Din, déclare pourtant le djihad, en mars 1868, mais il est battu le 2 mai par Kaufman qui prend Samarkand, l'ancienne capitale de Tamerlan. Le 23 juillet 1868, Boukhara signe un traité qui abandonne la région conquise aux Russes. La même année, le khan de Kokand, Khudayar, souscrit à un accord commercial qui fait de lui un vassal de l'Empire. Khiva capitule à son tour, le 29 mai 1873, sous les assauts conjugués de Kaufman et de Skobelev. Le traité de Guendeman (12/24 août 1873) lui enlève les terres de la rive droite de l'Amou-Daria, rattachées au Turkestan, mais préserve un khanat-croupion, placé sous protectorat russe. Boukhara accepte le même régime en septembre 1873. La gamme des solutions adoptées s'apparente à celle sur laquelle

joue la France au Maghreb : conquête pour l'Algérie, protectorat pour le Maroc et la Tunisie. Les Russes se posent en civilisateurs, puisque le traité de Guendeman abolit l'esclavage à Khiva. Le Kokand n'accepte toutefois pas sa sujétion et se trouve secoué par plusieurs révoltes, chassant Khudayar et les partisans de la collaboration au printemps 1875. Les Russes procèdent à l'annexion pure et simple dès janvier 1876. Sous le nom de région du Ferghana, le Kokand est rattaché au Turkestan [733].

Les dominos du « grand jeu » ayant commencé à tomber, la Russie et le Royaume-Uni, se trouvent presque face à face, ce qui n'améliore pas leurs relations. Pourtant, ils avaient tenté de prévenir tout conflit en signant un premier accord, le 21 janvier 1873, sur une portion du tracé de la frontière septentrionale de l'Afghanistan. Le 26 mai 1879, l'Empire britannique impose à l'Afghanistan le traité de Gandamak qui ressemble à ceux qu'ont signés l'émir de Boukhara ou les khans de Khiva et Kokand. Les Afghans doivent céder le col de Khyber, les vallées de Korram, Pishin et le district de Sibi, renoncer à décider de leur politique étrangère, accepter une mission diplomatique britannique à Kaboul et faciliter les échanges commerciaux. À l'automne, en représailles au massacre des membres de leur légation (3 septembre), les Anglais entrent dans Kaboul et installent sur le trône leur protégé. Les Russes ne sont pas en reste : Skobelev, de retour des Balkans, prend d'assaut l'oasis de Geok Tepe (Gökdepe) et sa forteresse le 12 janvier 1881 ; peu après est fondé le fort d'Achgabat (actuelle capitale du Turkménistan). Les relations passent au stade de la « mervosité » quand l'armée du tsar s'installe dans l'oasis de Merv, en 1884. En mars 1885, elle se bat contre des troupes afghanes dans le district de Panjdeh. En vertu du traité de Gandamak, les Anglais devraient voler au secours des Afghans, mais ils restent l'arme au pied. Une commission est alors constituée et ses travaux aboutissent à la ratification à Londres, le 10 septembre 1885, de protocoles de délimitation qui consolident la frontière afghane, de l'Oxus (Amou-Daria) au Hari Rûd. Il faudra toutefois dix-neuf protocoles additionnels pour venir à bout des ultimes détails, entre 1885 et 1888 [734].

2. L'alliance française et la question chinoise (1887-1905)

Le rapprochement franco-russe commence à la faveur d'une crise entre la France, vaincue et amputée de l'Alsace-Lorraine, et l'Allemagne qui veille jalousement sur ses nouvelles frontières. Par provocation, ou parce qu'ils soupçonnent une véritable affaire d'espionnage, des policiers du kaiser en civil arrêtent G. Schnaebelé, un policier alsacien français le 20 avril 1887. Les conditions mêmes de l'opération sont très contestées, les Allemands affirmant que Schnaebelé se trouvait de leur côté de la frontière, d'autres témoins assurant qu'il était repassé en France. Les autorités françaises hésitent entre l'attitude maximaliste du général Boulanger, ministre de la Guerre, prêt à ordonner la mobilisation, et la voie diplomatique du président J. Grévy[735]. Sans tenir compte de l'avis de son ministre des Affaires étrangères, Alexandre III apporte son soutien à la France. Loin de prendre fait et cause pour une république qui ne lui inspire que « mépris et dégoût », il fait un choix politique, montrant son éloignement vis-à-vis des alliances de son père. La crise se dénoue rapidement, Schnaebelé étant rendu aux Français dès le 30 avril, mais l'alerte a été assez sérieuse pour que Bismarck propose à Alexandre III un accord secret de réassurance, signé le 18 juin 1887. En échange de la neutralité russe, si la France déclare la guerre à l'Allemagne, le chancelier promet que l'Allemagne n'interviendra pas si l'Autriche attaque la Russie et si le tsar opère de nouveau dans le Bosphore ou les Dardanelles.

L'alliance française

Le rapprochement franco-russe se confirme sur le terrain financier. Le 10 décembre 1888, c'est pour la première fois à Paris qu'est placé un nouvel emprunt qui suscite un grand engouement. Dès lors et jusqu'en 1914, la Russie devient le placement favori des rentiers, absorbant près d'un tiers de l'épargne française (ou 3,5 % du PNB), pour un montant de 15 milliards de francs-or. Le Crédit lyonnais et la Société générale encouragent les investisseurs, sur les affiches et dans la presse on lit des appels enthousiastes : « Prêter à la Russie,

c'est prêter à la France ! » Ce choix est tout aussi politique que la frilosité des investisseurs allemands et britanniques [736]. De son côté, la Russie, toujours en proie à des difficultés budgétaires, durcit son protectionnisme et les produits allemands sont sa première cible.

Le 18 mars 1890, Bismarck est renvoyé. Son départ, accueilli avec soulagement dans l'opinion allemande, laisse un grand vide. Alexandre III demande alors à Guillaume II de renouveler le traité de réassurance, or celui-ci refuse, arguant que les bonnes relations dynastiques entre cousins doivent suffire. En revanche, il reconduit la Triplice par anticipation en 1891. Dès lors, les petits pas entre Pétersbourg et Paris s'accélèrent. Le ministre des Affaires étrangères N. de Giers et son adjoint, V. Lambsdorff, jusque-là germanophiles modérés, dirigent les négociations. En août 1891, est signé un engagement de collaboration politique au cas où la paix serait menacée, suivi un an plus tard d'une convention militaire. Cette dernière est ratifiée en janvier 1894, scellant l'alliance franco-russe. Elle prévoit un mécanisme d'assistance mutuelle au cas où la France ou la Russie seraient attaquées, chacune fournissant à l'autre « toutes ses forces disponibles », soit 700 000 à 800 000 hommes côté russe et 1,3 million côté français. L'adversaire visé est l'Allemagne et, de manière secondaire, l'Italie, ou « les forces de la Triple-Alliance ». Pour plus de sécurité, l'alliance entre en jeu non pas à l'ouverture des hostilités, mais dès le moment où l'adversaire mobilise. Les documents diplomatiques français permettent de suivre les longs pourparlers et l'on mesure à quel point on est soulagé à Paris lorsqu'Alexandre III consent à conclure la convention militaire, le 31 décembre 1893. Le 4 janvier, l'ambassadeur de France s'empresse d'écrire à Giers que la République considère le texte « comme désormais exécutoire » et que « les deux états-majors auront, dès à présent, la faculté de se concerter en tout temps » [737].

La mort d'Alexandre III provoque l'émoi du côté français. Entre le 3 et le 29 novembre 1894, les dépêches se multiplient, toutes rassurantes, mais leur accumulation même est révélatrice. Giers assure que rien ne va changer, Nicolas II lui-même, recevant la mission française venue aux obsèques de

son père, confirme qu'il restera fidèle à ses choix ; c'est aussi l'opinion du « comte Schouvaloff » (P. A. Šuvalov), ambassadeur de Russie à Berlin[738]… Giers meurt à son tour, en janvier 1895. Ses successeurs immédiats restent beaucoup moins longtemps en fonction, jusqu'à ce que Lambsdorff prenne sa place, mais l'alliance française n'est pas remise en question[739]. L'un de ses premiers terrains d'application sera l'Extrême-Orient.

La curée en Orient

L'Asie fait figure d'Eldorado durant les dix premières années du règne de Nicolas II. C'est en partie le choix personnel de l'empereur, qui a couronné ses années d'apprentissage par un voyage à travers ce continent, de novembre 1890 à août 1891. Nicolas a conforté lors de son périple sa solide méfiance (ou jalousie ?) vis-à-vis de l'hégémonie britannique, et son préjugé contre les Japonais : il a été la victime d'un attentat qui a failli lui coûter la vie à Ōtsu (29 avril/11 mai 1891). Or la politique expansionniste de la Russie va la confronter rapidement à l'empire du Soleil-Levant.

Le 15 mars 1891 est édicté un statut de la steppe (*Stepnoe položenie*) pour les régions d'Akmolinsk, du Semireč'e, de Semipalatinsk, de l'Oural et de Turgaj. Il confirme les structures administratives de 1867-1868, ainsi que les prérogatives des communautés de cosaques, mais les assujettit davantage aux administrateurs civils et militaires. Surtout, il réduit les droits des nomades Kazakhs sur le sol et ouvre la voie à une colonisation plus systématique. Nicolas II commence prudemment en concluant un nouvel accord avec les Britanniques sur le Pamir, le 27 mars/8 avril 1895. Vis-à-vis de l'Empire ottoman, il prône la non-agression, ce qui se traduit par un accord avec l'Autriche en 1897 pour dix ans. Les positions au Caucase restent donc stables, alors que, de l'autre côté de la frontière, l'insécurité que ressentent les autorités ottomanes provoque un premier massacre des Arméniens (1894-1896).

En Sibérie et en Extrême-Orient, l'État mène une politique ambitieuse d'équipement qui mobilise d'énormes effectifs

humains, mais s'appuie, pour une fois, sur des capitaux étrangers, essentiellement français. Depuis les années 1872-1874, on débat de la construction d'un chemin de fer reliant les confins orientaux à Moscou et Pétersbourg ; trois tracés principaux ont été étudiés. En 1890, ingénieurs et politiques se penchent de nouveau sur trois variantes. Le 15 février/9 mars 1891, Alexandre III signe l'ukase ordonnant la construction du Transsibérien (*Trassibirskaja železnaja doroga*). Le budget est estimé à 350 millions de roubles-or ; la facture finale avoisinera plutôt le milliard et demi. Les trains circulent dès le 21 octobre/3 novembre 1901, sitôt réalisée la jonction entre les différents tronçons[740]. C'est un outil précieux pour la colonisation agricole et les déplacements de troupes. À ce moment précis, se présente pour la Russie une excellente opportunité d'accroître son influence en Chine, tout en se posant en protectrice, plutôt qu'en agresseur, car ce sont les Japonais qui endossent ce rôle. Au terme d'une nouvelle guerre, ils imposent le traité de Shimonoseki (17 avril 1895) par lequel ils ravissent à l'empire du Milieu sa suzeraineté sur la Corée, sur l'île de Formose (Taïwan) et les Pescadores. Le Japon arrache en outre la baie du Liao Toung, en Chine proprement dite, avec la rade de Port-Arthur (Lüshun). Cette concession paraît excessive aux autres empires coloniaux qui commencent à mesurer l'appétit nippon. La Russie peut donc réunir à ses côtés l'Allemagne et la France pour exiger la restitution du port (11/23 avril 1895). En novembre, les Japonais se retirent, mais en échange d'une indemnité de 450 millions de yens.

L'empire des tsars ne tarde pas à capitaliser sur sa bonne réputation. Le 5 décembre 1895, un accord officialise, dans les locaux de l'ambassade russe à Paris, la création d'une Banque russo-chinoise (*Russko-kitajskij bank*) ; Nicolas II entérine son Règlement le 10/22 décembre. Officiellement, elle doit aider la Chine à lever des fonds pour payer au Japon les réparations promises. En réalité, c'est un cheval de Troie de la Russie, soutenue encore par les capitaux français. Le couronnement de Nicolas II offre une occasion idéale pour cimenter les relations. Le 22 mai/3 juin 1896, est signée à Moscou une alliance défensive secrète. Le 27 août/8 septembre, la Banque

russo-chinoise se voit confier la construction du chemin de fer de l'Est chinois (en russe : *Kitajsko-Vostočnaja železnaja doroga* ou KVŽD, en anglais *Chinese Eastern Railway*), avec une concession de quatre-vingts ans pour son exploitation[741]. On peut ainsi relier en droite ligne Čita et Vladivostok, au lieu de suivre la frontière russo-chinoise en une courbe ascendante, puis descendante.

En décembre 1897, l'Allemagne occupe la baie de Kiao-Tcheou et s'adjuge le port de Tsing Tao. Nicolas II suit le conseil de Guillaume II et se « dédommage » en annexant Port-Arthur et la baie du Liao-Toung qu'il a forcé le Japon à rendre aux Chinois deux ans plus tôt. La toile d'araignée ferroviaire s'étend. Le 15/27 mars 1898, la Russie obtient un bail d'un quart de siècle pour Port-Arthur et une nouvelle ligne qui le reliera à Harbin, située au centre du chemin de fer de l'Est chinois. Ainsi, la Mandchourie, patrie historique de la dynastie qui règne sur la Chine, se trouvera quadrillée d'ouest en est (Čita, Harbin, Vladivostok) et du sud au nord (Port-Arthur, Moukden, Harbin). La Russie a jeté le masque de l'alliance avec la Chine et ouvertement défié le Japon. On commence à voir dans les journaux des caricatures représentant un moujik hilare, ou un ours en uniforme, qui montre les dents, tire le sabre, ou encore s'appuie sur un gigantesque canon et s'octroie la part du lion au festin chinois, sous l'œil médusé des autres puissances coloniales, John Bull et même l'oncle Sam. Les États-Unis se mettent en effet à s'intéresser à cette extrémité de l'océan Pacifique : le 10 décembre 1898, ils contraignent l'Espagne à leur vendre l'archipel des Philippines (mais il leur faudra plusieurs années de lutte armée pour s'en rendre maîtres).

Les grandes puissances se retrouvent unies, y compris les Russes et les Japonais, pour réprimer, à l'été 1900, la révolte des Boxeurs, sursaut nationaliste chinois au terme duquel l'empire du Milieu moribond cède de nouveaux avantages économiques à ses adversaires, en échange de garanties sur son intégrité territoriale. Le symbole de l'ordre colonial est l'entrée d'un corps expéditionnaire international dans Pékin, venu délivrer le quartier des légations étrangères, assiégé par les patriotes chinois durant cinquante-cinq jours[742]. Les

marchandages sur les zones d'influence vont bon train. Les hommes forts de l'entourage de Nicolas II succombent tous au mirage chinois. Le ministre de la Guerre, A. N. Kuropatkin, a un passé glorieux de chef d'état-major de Skobelev pendant la guerre russo-turque de 1877-1878, mais il s'est transformé en administrateur prudent des régions militaires frontalières. Le procureur général du Synode Pobedonoscev, le ministre des Affaires étrangères Lambsdorff et le ministre des Finances Witte sont partisans d'une expansion raisonnable qui ferait de la Mandchourie une arrière-cour de l'Empire, sans nécessairement l'annexer complètement, tandis que le Japonaurait les mains libres en Corée. Des contacts discrets ont permis de s'assurer que Tokyo accepterait volontiers un tel partage. Un accord, signé le 26 mars 1902 avec la Chine, prévoit même que les Russes vont évacuer tout ou partie de leurs troupes de Mandchourie.

Mais il existe un autre camp, beaucoup plus radical, qui revendique la Mandchourie et la Corée, défend le rêve d'une « Russie jaune ». On y retrouve le grand-duc Alexandre Mixajlovič, l'amiral E. I. Alekseev et le contre-amiral A. M. Abaza[743]. Ministre de la Marine marchande, Abaza acquiert en 1903 une influence personnelle qui lui permet de contourner les Affaires étrangères et d'avoir un accès direct au souverain. Le plus belliciste de tous est A. M. Bezobrazov, rejeton d'une grande famille, qui, sans exercer de fonctions précises, mais avec le grade de secrétaire d'État, accomplit plusieurs missions à Port-Arthur et se fait l'avocat d'une politique intransigeante, jugeant un conflit avec le Japon inévitable. Le ministre de l'Intérieur, Plehve est d'accord avec eux. Il s'intéresse, lui aussi, à l'Orient et, en outre, pense qu'une « bonne petite guerre » aiderait à rétablir l'ordre. Nicolas II cède à ses préjugés et repousse les ouvertures nipponnes. Or, le Japon n'entend pas lâcher la Corée et tisse, lui aussi, sa toile. Comme le Royaume-Uni commence à se sentir moins à l'aise dans le « splendide isolement » qui a été sa doctrine diplomatique depuis plusieurs décennies, une alliance est conclue entre Tokyo et Londres le 30 janvier 1902. Fort de ce traité, le Japon se prépare à affronter la Russie. Dans la nuit du 8 au 9 février 1904, sans déclaration de guerre,

une partie de la flotte russe est coulée par surprise en rade de Port-Arthur. Kuropatkin part commander les troupes terrestres de Mandchourie. Mais, loin de lancer l'offensive, il attend que le Transsibérien amène des renforts. Les différentes armes et les différents généraux collaborent très mal entre eux. Port-Arthur tombe le 2 janvier 1905, après un siège aussi héroïque que Sébastopol. Battu à Moukden (20 février-10 mars 1905), Kuropatkin demande à être relevé de son commandement. Trois mois plus tard, une flotte de secours, venue de Cronstadt par Le Cap et Singapour, est à son tour anéantie près des îles Tsushima (27-29 mai) et en juillet les Japonais débarquent sur l'île de Sakhaline. Cette guerre est à la fois un désastre et une sorte de banc d'essai où font leur apparition plusieurs des futurs acteurs de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile, comme A. I. Denikin, A. V. Kolčak, L. G. Kornilov, P. N. Vrangel' (Wrangel), ou N. N. Judenič.

Le 5 septembre 1905, en vertu du traité de Portsmouth (États-Unis), la Russie évacue la Mandchourie, transfère au Japon le bail du Liao Toung, lui cède le sud de Sakhaline et lui reconnaît le droit d'étendre son protectorat sur la Corée. Malgré tout, Witte, qui négocie pour la partie russe, limite les pertes : les Russes conservent le chemin de fer de l'Est chinois. Il reste à rétablir l'ordre dans l'Empire russe lui-même et à décider de son évolution politique. L'importance de ces enjeux internes, la nécessité de remettre sur pied l'armée, la volonté de ne pas rompre un très fragile équilibre international expliquent la politique plus prudente des Russes, surtout dans les Balkans. Pourtant, l'étincelle qui va allumer le premier conflit mondial peut se déclencher à tout moment.

3. La somme de tous les conflits : la Première Guerre mondiale

Dans les dernières années du XIXe siècle et à l'aube du XXe, des empires vacillent sur leurs bases et les tensions se multiplient. L'Allemagne est au faîte de sa puissance militaire et économique, mais la France attend toujours sa revanche. Le terrain par excellence de leur confrontation est l'Alsace et la Lorraine, perdues par la France en 1871, mais elles peuvent

aussi se défier en Afrique, ou au Proche-Orient. Le séisme de 1905 qui a ébranlé la Russie provoque une réplique en Perse, tandis que l'Empire chinois et l'Empire ottoman vivent leurs dernières années. En mer Noire et en Méditerranée, aux rivalités anciennes entre l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Porte s'ajoutent les ambitions nouvelles de l'Italie et surtout des conflits territoriaux entre les jeunes États balkaniques. Cette conjonction menace gravement l'équilibre européen et provoque l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

La polarisation des alliances et la poudrière des Balkans

Dans les îles de la Méditerranée comme dans les Balkans, le tissu de l'Empire ottoman accumule les accrocs, mais le sultan se montre encore capable d'écraser les révoltes, ou même de vaincre les armées de ses anciens sujets. La Russie, elle, est beaucoup moins ardente à défendre les Grecs et les Slaves. Elle suit plutôt une ligne conservatrice. En 1896, la Crète se soulève et réclame l'union avec la Grèce. Athènes fait débarquer des troupes sur l'île le 21 janvier 1897, mais les grandes puissances les contraignent à rembarquer le 5 avril. Quelques jours plus tard, les Ottomans et la Grèce entrent en guerre. Les Grecs tentent de s'emparer de l'Épire et de la Thessalie du Nord, pour mettre ensuite la main sur la Macédoine. Ils essuient de lourdes défaites et doivent céder les cols qu'ils contrôlaient (20 mai). Pendant ce temps, la Crète subit la répression turque, ce qui provoque un retournement des grands États européens. Le 25 novembre 1898, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et la Russie officialisent l'autonomie de la Crète, sous le gouvernement provisoire du prince Georges, fils du roi de Grèce. Cette solution, proposée à l'origine par Nicolas II, diffère l'union avec la Grèce.

Le 15 juin 1903, Pierre Ier (Karađorđević) monte sur le trône de Serbie à la faveur d'un putsch. Il prend le commandement de l'armée, « espoir du peuple serbe » et prône la libération de tous les Slaves méridionaux. Parallèlement, les mouvements indépendantistes de Macédoine entrent en action. Le soulèvement de la Saint-Élie (*Ilindensko v″stanie*) déclenché le 2 août, est écrasé dès novembre. Les massacres suscitent de nouveau l'indignation dans les pays chrétiens, mais le territoire est convoité à la fois par les Grecs, les Bulgares et les

Serbes. La Russie, très occupée en Extrême-Orient, temporise. Une série de visites diplomatiques à Belgrade et à Sofia, mais surtout à Vienne, effectuées par Lambsdorff (décembre 1902, novembre 1904), et Nicolas II lui-même (septembre 1903), s'accompagnent de communiqués qui condamnent la révolte macédonienne. L'Autriche et la Russie déclarent haut et fort leur neutralité. Cette attitude russe déçoit naturellement tous les nationalistes slaves.

La défaite-surprise de 1905 ébranle un temps la foi des Français dans l'invincibilité russe et provoque un spectaculaire écart de Nicolas II. De sa seule initiative ou presque, il signe à l'improviste, sans consulter Lambsdorff, avec Guillaume II un traité d'alliance défensive, le 11/24 juillet 1905 à Björkö (archipel finlandais). L'accord, qui doit entrer en vigueur sitôt finie la guerre russo-japonaise, est un retour au traité de réassurance imaginé par Bismarck et entraînerait la rupture de l'alliance franco-russe en tant qu'entente de revers destinée à contrebalancer la Triplice. Nicolas, doutant de la stabilité de son régime, cherche-t-il chez son cousin un appui pour surmonter les troubles intérieurs ? Mais ses propres ministres, Witte et Lambsdorff en tête, font front contre le texte. Ils extrapolent de sa quatrième clause, qui stipule que Nicolas II doit avertir la France et l'inviter à se joindre au pacte, que l'approbation des Français est indispensable. Le tsar accepte cette porte de sortie et écrit à Guillaume II que le pacte demeurera sans effet (23 novembre 1905) [744].

Les élites gouvernantes de la IIIe République, remises de leurs émotions, se persuadent assez vite que la défaite de la Russie face au Japon sera salutaire, dans la mesure où elle va précipiter la modernisation du pays et de son armée. À la Guerre, Kuropatkin a été remplacé d'abord par V. V. Saxarov, puis par A. F. Rediger (ou Rüdiger, 15 juillet 1905-11 mars 1909), qui coordonne une série de réformes de l'armée et de la flotte [745]. On modernise l'artillerie et l'armement des soldats, et on développe les formations d'ingénieurs, de sous-officiers et d'officiers. Les constructions navales sont stimulées par des commandes à des entreprises privées. L'incorporation des nouvelles classes est modifiée, avec la création de deux catégories de réserve, la première réservée aux jeunes gens

non mariés, la seconde aux chefs ou soutiens de famille. Le cantonnement et l'approvisionnement des réservistes sont améliorés. Enfin, on s'efforce d'accélérer les promotions pour rajeunir la haute hiérarchie.

Lambsdorff est remercié à cause de sa ligne conservatrice sans compromis. Lui succède A. P. Izvol'skij (11 mai 1906-27 septembre 1910), qui se dit prêt à admettre un régime constitutionnel, mais s'accommode tout aussi bien de l'ascension de Stolypin. Francophile, il participe au rapprochement avec l'Angleterre.

Si les armées russes et britanniques ne se sont plus affrontées depuis la Crimée, la confrontation à distance entre les deux empires n'a pratiquement pas cessé sur tous les terrains, des Balkans et de la Méditerranée au Caucase, à l'Asie centrale, à la Chine et jusqu'en Alaska. L'alliance franco-russe elle-même (1894) n'est pas dénuée d'arrière-pensées hostiles aux Britanniques. Et le pacte entre le Japon et le Royaume-Uni (30 janvier 1902) a été une des manœuvres préparatoires des Japonais avant l'assaut contre Port-Arthur. Au moment où la guerre russo-japonaise éclate, la France et l'Angleterre sont au bord d'être aspirées dans le conflit et de se retrouver dans des camps opposés. Grâce aux efforts de T. Delcassé, ministre des Affaires étrangères français et de lord Lansdowne, son homologue, elles signent l'Entente cordiale (8 avril 1904), qui règle en grande partie leurs différends coloniaux en Afrique et en Indochine. Cette initiative, et la politique agressive des Allemands (notamment sur la question marocaine) facilitent la conclusion de la convention anglo-russe de Saint-Pétersbourg (31 août 1907), définissant les zones d'influence respectives en Perse (secouée depuis 1905 par des mouvements révolutionnaires), en Afghanistan et au Tibet. Les Perses protestent mais en vain, jusqu'en 1918, date à laquelle le nouveau gouvernement soviétique dénoncera ces arrangements. Toutefois, on retrouvera le même partage virtuel de l'Iran pendant la Seconde Guerre mondiale, et la conférence de Téhéran (28 novembre-1er décembre 1943) en sera une preuve manifeste [746].

En 1908, la Macédoine est au centre des préoccupations. Au mois d'août, Salonique, convoitée par les Bulgares et les Grecs, est le foyer de la « révolution jeune-turque » qui se donne pour but de régénérer l'Empire ottoman, promettant un traitement équitable à toutes les nations. L'Autriche utilise ce prétexte pour annexer la Bosnie, l'Herzégovine et Novi-Pazar, tandis que Ferdinand Ier se proclame tsar de Bulgarie, royaume unifié et indépendant qui comprend désormais la Roumélie orientale. La Russie, en pleine convalescence militaire, est dans une position très délicate car son implication provoquerait un conflit avec l'Autriche, susceptible de s'élargir à toute l'Europe, tandis que sa non-intervention la discréditerait aux yeux de la Serbie, du Monténégro mais aussi des autres États balkaniques. Nicolas II négocie secrètement avec l'Autriche, par l'intermédiaire d'Izvol'skij et de son adjoint N. V. Čarykov (entrevue du Buchlov, 3/15 septembre 1908). La Russie acceptera le coup de force autrichien si Vienne soutient l'ouverture des Détroits à sa flotte. Mais les termes du marché sont bientôt connus de la presse (sans doute avec des complicités autrichiennes), ce qui embarrasse le gouvernement russe, tant à domicile qu'à l'étranger. Nicolas ne change pourtant pas de cap et fait même pression sur la Serbie pour qu'elle avalise à son tour l'annexion autrichienne, le 31 mars 1909. Cette issue est qualifiée de « Tsushima politique » par le constitutionnel démocrate Miljukov[747]. Les autres États de la région en profitent pour avancer leurs pions : en 1910, Nicolas Ier de Monténégro se proclame roi, tandis que la Grèce annexe la Crète. Mais les grandes puissances, ou les puissances émergentes sont aussi à l'affût. L'Italie occupe le Dodécanèse[748], dont les populations sont très majoritairement orthodoxes et grécophones, à la suite d'un bref conflit contre les Ottomans (1911). La loi du plus fort, plutôt que l'autodétermination des peuples préside au partage des dépouilles.

La diplomatie russe, désormais dirigée par S. D. Sazonov (8 novembre 1910-7 juillet 1916)[749], doit proposer des solutions qui vont à l'encontre de la politique intérieure du gouvernement. En effet, en 1912, la province de Chełm, qui compte une forte population de d'Ukrainiens, est détachée du

royaume de Pologne et rattachée à la Russie, une étape de plus dans la russification centralisatrice. Mais, pendant ce temps, les émissaires russes œuvrent pour mettre sur pied une Ligue balkanique, censée fédérer Grecs, Bulgares, Serbes et Monténégrins, et préparer la liquidation des possessions ottomanes en Europe ; cette alliance se forme, par traités séparés, entre le 13 mars et le 29 mai 1912. En principe, la Macédoine au nord de Skopje, le Sandjak et le Kossovo reviendront à la Serbie, la Macédoine centrale, la Thrace et les rives de la mer Égée à la Bulgarie, l'Épire et Salonique à la Grèce[750]. Malgré les fortes réserves des Allemands, des Autrichiens, mais aussi des Français et des Britanniques, qui préféreraient sauvegarder ou réformer de l'intérieur l'Empire ottoman, la Ligue passe à l'action, entre le 8 et le 17 octobre 1912, déclenchant ainsi la Première Guerre balkanique. La Russie reste neutre, cependant de nombreux volontaires, dont des militaires, viennent grossir les rangs des coalisés, escortés par des médecins et infirmières de la Croix-Rouge russe et des correspondants de presse, dont le jeune Trotski.

La Ligue remporte des succès importants, mais à mesure que ses armées progressent, les contradictions se révèlent. Les lignes de partage prédéfinies ne sont pas respectées. Des atrocités sont commises, non seulement entre Slaves et Ottomans, mais aussi entre libérateurs et libérés, par exemple entre Serbes et Albanais. L'Autriche mobilise. Les Russes s'alarment de voir les Bulgares assiéger puis enlever Andrinople, ville qu'ils ont plusieurs fois occupée par le passé, et ne souhaitent pas les voir prendre Constantinople à leur place. Le ministre des Finances du royaume de Serbie, L. Paču, déclare à Trotski : « La Russie ? Sa politique envers les peuples chrétiens des Balkans ne diffère en rien de celle des autres puissances européennes[751]. »

Une conférence, qui s'ouvre à Londres en décembre 1912, tente d'établir un nouvel ordre balkanique. Le traité signé le 30 mai 1913 proclame un État albanais indépendant, dont les frontières sont encore à tracer, grâce à l'intervention de l'Autriche qui veut poser des bornes à l'expansion territoriale serbe. La Grèce, la Bulgarie et la Serbie se partageront le reste des anciennes possessions ottomanes à l'ouest d'une ligne

allant d'Enos, sur la mer Égée à Midia sur la mer Noire. Mais c'est alors que la ligue se déchire. En coulisses, l'Autriche pousse la Bulgarie à rompre les négociations ouvertes avec la Serbie, sous médiation russe. Les Serbes refusant d'évacuer la Macédoine centrale, la Bulgarie les attaque, le 30 juin 1913, déclenchant la deuxième guerre balkanique. Les Bulgares se retrouvent isolés face à leurs anciens alliés, rejoints par la Roumanie qui les prend à revers. L'Empire ottoman en profite pour récupérer Andrinople et la Thrace orientale, ce qui le laisse maître des deux rives du Bosphore et de la mer de Marmara. Au traité de Bucarest (10 août 1913), la Bulgarie cède une grande part de la Macédoine à la Serbie et à la Grèce (qui annexe notamment Salonique) ; la Silistrie et le sud de la Dobrudža à la Roumanie. Le sultan conserve Andrinople et une mince bande de terrain en Europe. Au terme de ces deux guerres, aucun des États chrétiens des Balkans n'est satisfait de ses frontières.

Les promesses et les buts de guerre

La responsabilité respective des gouvernements européens dans l'éclatement de la Première Guerre mondiale est encore débattue. L'Allemagne a été désignée comme principale coupable par les vainqueurs en 1918 et F. Fischer a avancé des arguments solides en faveur de cette thèse[752]. Certes, elle a incité l'Autriche-Hongrie à adresser à la Serbie, le 23 juillet 1914, un ultimatum inacceptable, mais il est vrai que le gouvernement autrichien penchait lui aussi pour une « bonne petite guerre », pour redorer le blason des Habsbourg. Du côté russe, parmi les bellicistes, le ministre de la Guerre, V. A. Suxomlinov (11 mars 1909- 13 juin 1915) figure en bonne place, de même que son collègue des Affaires étrangères, Sazonov. Ce dernier doit son portefeuille à son beau-frère, Stolypin, mais lui survit durablement en défendant une ligne hostile à l'Allemagne qui le pousse aussi à se montrer intransigeant envers les Ottomans. On trouve aussi dans ce camp le ministre de l'Agriculture Krivošein, qui sait qu'Odessa ne peut être le « grenier à blé de l'Europe » que si le Bosphore et les Dardanelles sont ouverts : c'est par eux que passe 75 % à 80 % du grain et 37 % du total des exportations. Le blocus des Détroits pendant les deux guerres balkaniques a

porté un coup très dur à l'économie du pays. Pourtant, le ministre des Finances est beaucoup plus circonspect. V. N. Kokovcov (26 avril 1906-30 janvier 1914), tente de serrer les cordons de la bourse, mais il est contraint, fin 1912, d'allouer à titre exceptionnel 622 millions de roubles à l'armée. Witte, Lambsdorff, le prince Meščerskij, le ministre de l'Instruction publique L. A. Kasso sont aussi très réticents. Naturellement, les alliés français confortent les bellicistes. Le renvoi de Kokovcov, au début de 1914, fait nettement pencher la balance en faveur de la guerre [753]. Le 8 février, Sazonov affirme que les tensions internationales ne se résoudront que par un conflit généralisé qui donnera enfin aux Russes le contrôle des Détroits, au prix d'une victoire contre l'Allemagne. Dans un Mémorandum remis à Nicolas II quelques semaines plus tôt, P. Durnovo se montre tout aussi conscient de la gravité des enjeux, mais fait le diagnostic inverse. À ses yeux les intérêts de l'Allemagne et de la Russie sont convergents et le rapprochement avec la Grande-Bretagne contre-nature. Mais surtout, si la guerre européenne à venir se prolonge, l'armée russe s'effondrera et le pays sombrera dans l'anarchie [754].

La marche vers les hostilités, entre l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, et le 1er août, date à laquelle l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, peut être vue comme un engrenage que rien ne peut arrêter, ou une série d'escalades et de surenchères. La visite officielle en Russie du président de la République française, R. Poincaré, du 14 au 23 juillet, en est une étape. Avec son ambassadeur, M. Paléologue, il prodigue assurances quant au soutien français et appels à la fermeté qui, à leur tour, vont rendre impossible un recul des Serbes qui hésitent encore à céder à l'ultimatum autrichien. Les bolcheviks ne manqueront pas, par la suite, de présenter l'empereur déchu comme la marionnette des Français. Le 26 juillet, Nicolas active le règlement de la période préparatoire à la guerre (datant du 2 mars 1913), qui revient à une mobilisation partielle. Le 30, la France semble tiédir en déclarant que la Russie « ne doit prendre aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle ». Mais Nicolas ne peut plus reculer, car l'Autriche a

déclaré la guerre à la Serbie le 28. La mobilisation générale est ordonnée le 30 juillet.

Les Détroits et Constantinople sont le principal objet des convoitises russes. Ils représenteraient l'aboutissement des guerres avec la Porte des deux siècles précédents, mais pourraient aussi changer l'équilibre des forces en Europe. D'ailleurs, la revendication ne sera publiquement formulée que le 4 mars 1915, par Sazonov, après que les Français et les Anglais ont échoué à forcer le verrou des Dardanelles (25 février). Les Alliés donnent une réponse favorable dans les mois qui suivent. L'autre terrain qui intéresse les Russes est l'ancienne Pologne. Dès le 14 août 1914, Nicolas II promet de réunir les provinces polonaises des empires allemand et austro-hongrois au royaume de Pologne et de le doter d'une autonomie élargie, tout en maintenant son union avec la Russie[755]. Il obtient le soutien de certains patriotes polonais germanophobes, comme R. Dmowski, cependant le socialiste J. Piłsudski considère la Russie comme le principal obstacle à la renaissance nationale et forme des légions polonaises au sein de l'armée austro-hongroise. Les Russes ne tardent pas à rendre la pareille : le 20 août 1914, Nicolas II autorise la formation, à Kiev, d'un bataillon et de deux compagnies de volontaires tchèques (la *Česká družina*), sous le commandement d'officiers russes[756]. Sazonov reçoit en septembre une délégation qui veut voir les pays tchèques et slovaques réunis sous le sceptre des Romanov ; il les écoute, mais ne promet rien. Peu à peu, cependant, le corps tchèque grandit, rassemblant des volontaires, des prisonniers ou des déserteurs natifs de Bohême, de Moravie, de Silésie ou de Slovaquie. Ainsi se constitue ce qui va devenir en septembre 1917 le « Corps tchécoslovaque de Russie » (*Československé vojsko na Rusi*), qui comptera jusqu'à 65 000 hommes et jouera un rôle dans la guerre civile, sur le théâtre sibérien[757].

Il faut assurer la production d'armes et de munitions, la remonte de la cavalerie (encore largement employée sur le front russe), l'approvisionnement des troupes, les soins des blessés, le tout sur trois fronts occidentaux, de plus de 2 000 kilomètres, et un front caucasien. La Russie va mobiliser

en tout près de 15,5 millions d'hommes. Les effectifs en ligne passeront de 1,5 (décembre 1914) à 3,5 millions (novembre 1916)[758]. Il faut aussi pourvoir aux besoins des réfugiés ou évacués (souvent de force, pour les populations dont la loyauté est jugée suspecte, comme les juifs des régions frontalières), et des prisonniers de guerre. Les camps de prisonniers de la Première Guerre mondiale sont une étape importante dans l'élaboration de la culture concentrationnaire. Dès février 1916, il est décidé que les prisonniers faits par les armées du tsar, quelle que soit leur nationalité, pourront être employés à des travaux agricoles ou dans des usines[759].

Le bilan humain est très élevé, même s'il reste dans la norme du conflit. On estime les morts et les blessés à 5,5 millions, soit 35,5 % des 15,5 millions mobilisés (contre 47 % des 8,3 millions des mobilisés pour la France). Le plus impressionnant est sans doute le renouvellement incessant des unités, depuis les simples soldats jusqu'aux hauts gradés. Au moment où Nicolas II abdique, le corps des officiers, qui est depuis deux siècles l'un des piliers de l'administration civile et militaire, a été décimé : 72 000 morts ou disparus, dont 208 généraux[760].

Au regard de ces sacrifices, les résultats sont plus que décevants. D'août 1914 à décembre 1916, sur le vaste front où elles sont alignées, les armées du tsar n'enregistrent que des succès sans lendemain, essentiellement face à l'Autriche-Hongrie, suivis de revers cinglants. En août 1914, les Russes, entrés en Prusse orientale conformément à leur plan et pour soulager les Français, se perdent à la recherche d'un ennemi qui se dérobe délibérément. Leur avancée alarme toutefois suffisamment les Allemands pour qu'ils envoient des renforts qui sont ôtés du front de l'ouest. C'est l'une des raisons qui les empêche de réaliser parfaitement le plan Schlieffen et de prendre Paris. En définitive, les deux armées russes de Prusse, trop éloignées l'une de l'autre, sont battues séparément le 29 août (à Tannenberg) et les 7-15 septembre (aux lacs de Mazurie), pendant que les Français gagnent la bataille de la Marne (5-12 septembre).

Les fronts de l'est vont connaître eux aussi les barbelés et les tranchées, mais ils demeurent toujours beaucoup plus mobiles que ceux de l'ouest. Forts de leurs succès, les Allemands occupent le « saillant polonais » de Łódź, région fortement industrialisée perdue pour la Russie dès le début du conflit ou presque. En revanche, les troupes du tsar réussissent à s'emparer de la Galicie autrichienne et de sa capitale, Lemberg, le 21 août/3 septembre. Déjà, les désillusions sont fortes dans les rangs et l'opinion ; l'unanimité de l'élan patriotique des premiers jours se fissure rapidement. Toutefois, seul Lénine, en exil en Suisse, s'affiche ouvertement comme un défaitiste, dans l'espoir que le régime vaincu laisse place à une révolution qui s'étendrait à tous les pays belligérants. D'autres figures émergent à cette époque et acquièrent une certaine popularité, comme le prince L'vov qui dirige le ZEMGOR [761]. À la tête de cette vaste organisation, il se taille une réputation méritée d'incorruptible, luttant contre la gabegie et les dérives politiques.

Au printemps 1915, la situation empire. Les Russes enlèvent le 22 mars aux Autrichiens la place de Przemyśl, mais doivent l'évacuer le 3 juin, après avoir été mis en déroute par des armées allemandes et hongroises à Tarnów-Gorlice (2 mai). Kornilov est fait prisonnier, tandis qu'il couvre le repli d'A. A. Brusilov avec sa 48e division, dite d'acier, presque entièrement liquidée. Le futur maréchal soviétique M. N. Tuxačevskij a été capturé en février [762]. La reculade s'amplifie : on évacue Lemberg (22 juin), puis Varsovie (5 août) et Vilna (19 septembre). En même temps, une contre-attaque où se distingue Denikin permet de prendre très provisoirement Luck (17/30 septembre-23 septembre/6 octobre).

D'autres mauvaises nouvelles viennent des Balkans. La Bulgarie, neutre pendant un an, et assidûment courtisée par les deux camps, finit par s'engager aux côtés des empires centraux. Alors que les Alliés ne peuvent déshabiller la Serbie, la Roumanie, ou la Grèce pour séduire Sofia, les Allemands et les Austro-Hongrois n'hésitent pas à le faire. Par une convention secrète (6 septembre 1915), ils promettent aux Bulgares la Macédoine serbe et la Serbie orientale jusqu'à la

Morava, éventuellement la Macédoine grecque et la Dobrudža, si les Grecs et les Roumains rejoignent les Alliés. Les Allemands fourniront les vivres, l'équipement, l'armement et même parfois le commandement. Entre le 6 et le 14 octobre, Bulgares, Austro-Hongrois et Allemands lancent une offensive concertée contre la Serbie. Malgré une défense héroïque, l'armée serbe doit battre en retraite, à partir du 25 novembre, à travers l'Albanie, afin de rejoindre les Alliés. La Serbie subit une occupation très dure, plusieurs régions étant soumises à une bulgarisation radicale. Pendant ce temps, la Grèce demeure officiellement neutre, mais autorise les Alliés à débarquer à Salonique (28 septembre), puis à occuper militairement la région (21 décembre) où ils ouvrent un front face aux Bulgares. Au fil de combats circonscrits, ils entament une progression limitée.

Nicolas II décide de prendre personnellement le commandement des armées russes sur le vaste front qui va de la Baltique aux Carpates, le 24 août/5 septembre 1915, au risque de perdre le contrôle des affaires civiles. Mais l'heure est grave et tous ses ancêtres directs ont été au front. Pour autant, le tsar ne congédie pas son oncle, le grand-duc Nicolas Nikolaevič, qui exerçait le commandement en chef. Il le mute sur le front du Caucase où jusque-là les Russes ont enregistré des succès, sous la conduite de Judenič. Le 21 mai 1915, elles ont pris la ville de Van. Les Turcs réagissent en ordonnant la déportation des Arméniens qu'ils jugent acquis à la Russie (27 mai). L'exécution de ce décret tourne au massacre systématique. L'arrivée du grand-duc va plutôt nuire à l'efficacité de l'armée, même si elle prend encore Erzeroum (16 février 1916) et assiège Bitlis.

En juin 1916, pendant que Britanniques et Français tentent en vain de percer dans la Somme, Brusilov réussit à enfoncer un coin au point d'articulation entre les dispositifs allemand et autrichien. L'innovation principale consiste à concentrer des troupes de choc sur un front réduit et à s'engouffrer dans la brèche, en tentant de l'élargir. Le 7 juin, Luck est à nouveau russe, encore grâce à Denikin, puis Czernowitz (Černivci, act. Ukraine) le 18. En juillet, Kornilov s'évade de sa prison et rejoint dès septembre le front. Mais la progression est

beaucoup moins nette face aux Allemands et quand l'offensive s'enlise, elle se transforme en une sorte de Verdun de la guerre de mouvement. Les Autrichiens et les Allemands ont perdu 700 000 à 800 000 hommes (dont la moitié ont été faits prisonniers), mais les Russes en comptent 850 000 hors de combat. À la fin du mois d'août 1916, les Alliés font basculer dans leur camp la Roumanie jusque-là neutre, mais hésitent quant au meilleur emploi qu'il convient d'en faire. Les Français souhaitent prendre les Bulgares en tenaille, de manière à les contraindre à se retirer. Mais les Russes, qui envoient des troupes, avec entre autres Denikin, poussent les Roumains en Transylvanie et dans les Carpates où ils remportent des succès en septembre. Les Bulgares réagissent aussitôt en déclarant la guerre aux Roumains et enfoncent leurs défenses (4-7 septembre). Le 25 septembre, les Allemands lancent la contre-attaque en Transylvanie. En deux mois, la Roumanie subit un sort presque analogue à celui de la Serbie. Le 4 décembre 1916, Bucarest est occupée, le gouvernement doit se replier à Jassy, en Moldavie, et à la fin de l'année, il ne contrôle plus qu'un quart du territoire national. Les Russes soutiennent leurs alliés, mais les troupes stationnées en Moldavie sont fortement touchées par la démoralisation qui gagne toute l'armée.

Le 2/15 mars 1917, l'abdication de Nicolas II, à la gare de Pskov, dans un *no man's land* entre le front qui menace de rompre et la capitale où la Douma lui tourne le dos et où les usines entrent en grève, marque la mort soudaine, plutôt douce, de la monarchie russe. Mais elle laisse ouverte la question de la poursuite du conflit. On se tourne vers une figure d'autorité, qui a fait ses preuves en gérant de manière honorable l'effort de guerre de l'arrière. Le 2/15 mars 1917, le comité provisoire de la Douma nomme le prince L'vov ministre-président et ministre de l'Intérieur du premier gouvernement provisoire.

Trois années de conflit ont dévoré des millions d'hommes au front et réduit la prestigieuse armée russe à une stratégie défensive de plus en plus précaire ; le désordre et la corruption, malgré les efforts de l'État et de la société civile, ont accompli un travail de sape. Cependant, la guerre ne

touche pas la Russie historique : lors l'armistice de décembre 1917, les Allemands ont pris Riga, mais sont encore à l'ouest de Minsk, *a fortiori* de Smolensk. Autrement dit, le réflexe de défense contre l'étranger ne peut pas provoquer de sursaut alors que le découragement des combattants est à son comble et que les questions sociales et agraires ont pris le dessus dans les débats.

L'un des fondements constants de la légitimité du régime tsariste est, tout au long du XIXe siècle, la manifestation de sa puissance militaire. En Russie, l'impérialisme, n'est pas tant le « stade suprême du capitalisme », comme l'écrit Lénine au printemps 1916, qu'une vocation assumée, depuis le couronnement d'Ivan IV en 1547 et surtout la conquête de Kazan, en 1552. Le démenti de la défaite provoque inévitablement une remise en question de la monarchie et, dans le vide de la fin de l'hiver 1916-1917, sa chute.

La tâche à accomplir au début de mars 1917 est énorme. Le gouvernement provisoire est divisé entre éléments favorables à un régime constitutionnel à l'occidentale, notamment le ministre des Affaires étrangères Miljukov, et un socialiste (non marxiste), A. F. Kerenskij. La démocratie directe des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats éclôt spontanément et prétend prendre le contrôle des affaires. Mais personne ne pense encore se débarrasser du fardeau écrasant qu'est le conflit mondial. C'est la guerre qui a engendré la révolution de Février. Mais la guerre ne prend pas fin avec elle, bien au contraire.

DEUXIÈME PARTIE

Les problèmes

chapitre 11

L'Empire des tsars, des Russes et des non-Russes

1. Historiographie

La réflexion sur l'Empire est tardive car la question de la colonisation relève davantage des masses populaires que celle de la conquête. En outre, aucun ministère n'a en charge la politique coloniale [763], et partant, la réflexion institutionnelle sur ce sujet. C'est à la Société impériale de géographie ou à l'état-major que l'on étudie l'Empire, dans des optiques forcément différentes. Enfin, les approches positivistes imposent de ne pas l'envisager dans son unité : à la différence de la Grande-Bretagne, les études orientales en Russie ne s'occupent que du Caucase et de l'Asie centrale, soit la moitié du territoire qu'elles devraient couvrir. Les confins occidentaux (pays Baltes, Ukraine, Biélorussie, Pologne et Bessarabie) auraient nécessité d'être l'objet à la fois d'études baltes, finno-ougriennes, slaves et romanes.

Des approches communes existent pourtant. La Russie assume avoir conquis le Caucase du Nord et l'Asie centrale, mais son colonialisme est présenté comme plus humain que le britannique. Cependant la coexistence de systèmes de droit différents constitue un premier écueil : un examen synthétique de l'organisation juridique de l'Empire ne verra le jour que dans les dernières années de l'Ancien Régime [764]. Par ailleurs, les chercheurs sont liés aux colonisés comme aux colonisateurs. C'est d'ailleurs ce qui, dans la récente controverse sur l'orientalisme en Russie, a encore permis à certains de réaffirmer la spécificité russe. Faute de bilan, les uns disent que l'orientalisme « à la russe » ne se distingue en rien de celui pratiqué en Grande-Bretagne ou en France, alors que d'autres y discernent des traits que l'on retrouvera chez E. Said [765].

Il est donc difficile de tracer des lignes de fracture claires entre les travaux d'avant et d'après 1917, d'autant qu'ils ont presque les mêmes auteurs. L'Empire russe avec sa mission civilisatrice devient une « prison des peuples », l'annexion d'un pays étant, selon M. N. Pokrovskij et ses disciples, le pire de ce qui pouvait lui arriver. La domination russe est ainsi plus dure que celle des Habsbourg ou des Ottomans. Toutefois, au-delà de ces clichés, dans les années 1920, grâce à la politique d'indigénisation (*korenizacija*), naissent des historiographies nationales qui envisagent la construction de l'Empire du point de vue du centre comme de la périphérie. Ces chercheurs seront ensuite taxés de « nationalisme bourgeois » et subiront la répression stalinienne. Les survivants devront se taire jusqu'au Dégel.

Bien entendu, les revirements de la politique nationale dans les années 1930 et le rôle du nationalisme russe à partir des années 1940 influencent la « ligne générale ». Sur la foi de remarques de Staline, Kirov et Jdanov sur le manuel scolaire d'histoire, on forge une nouvelle formule : « le moindre mal (*men'šee zlo*) », autrement dit, il vaut mieux être annexé par l'Empire russe que par un autre. L'Ukraine du milieu du XVIIe siècle a moins souffert sous les Russes que sous les Polonais ou les Ottomans. Après la guerre, on transpose l'adjectif au superlatif absolu (le moindre des maux, *naimen'šee zlo*) ouvrant la voie à une interprétation plus large. Les chefs de révoltes sont qualifiés de « réactionnaires » et présentés comme des pantins de puissances hostiles à la Russie. Chamil devient donc un agent britannique.

Le Dégel interrompt cette évolution, mais sans inverser la tendance, ce qu'illustre la notion d'« entrée volontaire » (*dobrovol'noe vxoždenie*) [766], chère à M. A. Suslov, l'idéologue du PCUS. Les sources sont dorénavant interprétées pour démontrer que le traité de protection, signé par un prince nomade, équivaut à l'adhésion volontaire de son peuple à l'Empire. Ces « entrées » sont commémorées en grande pompe et les historiens obligés d'y participer. Ainsi, en 1979, V. B. Vinogradov avance l'idée que la Tchétchénie est « entrée volontairement » dans l'Empire non pas au milieu du XIXe siècle, après la guerre contre Chamil, mais entre 1762 et

1781 [767]. Il est soutenu par l'historien ossète M. Bliev [768]. Cette proposition suscite des protestations, comme celle d'E. V. Kuševa. Ces interprétations arbitraires et idéologiques provoqueront par la suite des réactions nationalistes. Dans ce domaine, la perestroïka commence par la dénonciation du stalinisme, mais surtout la révision du concept d'« entrée volontaire » (colloque de Maxačkala, 1989).

En Occident, le premier à traiter ce sujet est B. Nolde [769]. Descendant d'une famille balto-allemande et haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères avant 1917, il incarne, en quelque sorte, la question et se garde d'idéaliser la Russie dans sa présentation des attitudes des élites nationales et de la réaction internationale. Sur la réaction de la société russe à l'annexion de Crimée, il écrit : « L'impérialisme prenait racine dans l'opinion publique russe [770]. » Cet ouvrage, très en avance sur son temps, a trouvé peu d'écho, sans doute parce qu'il est en français, ce qui distance son auteur de l'émigration russe.

Pendant la guerre froide, les historiens américains s'intéressent à des nations en particulier plutôt qu'à l'Empire dans son ensemble. A. Kappeler, qui se propose d'analyser les causes de sa dissolution, se trouve, par les hasards du calendrier, obligé de s'occuper aussi de celles de la dislocation de l'URSS. Son succès s'explique d'abord parce qu'il prend en compte la démographie en plus de l'intégration des élites politiques et culturelles. Pour le XVIIIe siècle, il s'appuie sur V. Kabuzan, et pour la fin du XXe sur le recensement de 1897. Par ailleurs, Kappeler introduit dans l'histoire impériale les mouvements nationaux. Largement influencé par le modèle de M. Hroch, il distingue des stades de développement national des peuples, classés en catégorie A, B ou C. Enfin, l'étude simultanée de la politique impériale et de la formation des nationalismes ouvre la voie à une comparaison avec l'empire des Habsbourg.

D. Lieven, lui, rapproche la Russie (puis l'URSS) de la Grande-Bretagne dans une approche originale qui renonce à opposer « empires maritimes » (dont le britannique) et « empires continentaux » (dont le russe). L'intégration de

l'Ukraine et de la Pologne est comparée à celle de l'Écosse et de l'Irlande, les possessions coloniales russes en Asie centrale sont envisagées dans un parallèle avec les colonies britanniques d'outre-mer. La comparaison entre la colonisation française du Canada et celle de la Sibérie semble aussi prometteuse, elle sera reprise par la recherche. Lieven met en lumière des éléments qui expliquent la singularité russe, par exemple, le rôle de l'Oural, à la fois périphérie à peine colonisée et berceau de l'industrialisation ou encore le refus de donner aux colonies des institutions représentatives, impensables en Russie [771].

W. Sunderland revient à la tradition qui place la « colonisation populaire » au centre de la croissance territoriale. Pour lui, la spécificité russe réside dans le fait que la colonisation s'effectue par voie terrestre et non maritime ; que la migration a surtout un caractère agraire, et non urbain, et que c'est toujours un processus qui porte sur la nation et l'Empire. Mais l'Empire russe reste un empire européen, dont il retire une image assez positive, proche de celle des historiens russes [772].

Au même moment, ces derniers font des efforts considérables. La dissolution de l'URSS constitue leur défi principal car elle est une réminiscence de celle de l'Empire en 1917. Mais elle modifie aussi l'organisation de la recherche : à l'époque soviétique, l'étude de la périphérie était basée à Kiev et à Alma-Ata, et désormais les chercheurs russes doivent se l'approprier.

L'édition des archives impériales, préparée par V. S. Djakin, est évidemment fondamentale [773]. A. I. Miller est un des premiers à retracer l'histoire politique de la « question ukrainienne », mais aussi la formation du mouvement ukrainien, vue selon le modèle de M. Hroch. Il avance une hypothèse intéressante : la russification devait transformer Russes, Ukrainiens et Biélorusses en une nation moderne. Il semble presque paradoxal qu'il ne cite pas la conversion des gréco-catholiques et des catholiques à l'orthodoxie à l'appui de cette hypothèse. Cette lacune sera comblée par l'étude de la politique confessionnelle le M. V. Dolbilov [774].

La disparition des structures soviétique facilite aussi l'internationalisation de la recherche. Une nouvelle histoire impériale se forme et il est désormais impossible de séparer les historiographies russe, américaine ou britannique. La revue *Ab Imperio*, née à Kazan en 2000, joue un rôle important. L'une des idées fondatrices de cette nouvelle historiographie est l'économie-monde de I. Wallerstein et F. Braudel, qui permet de mieux apprécier le rôle des empires dans la formation de l'économie mondiale moderne. Les empires sont perçus comme préfigurant les interconnexions du monde contemporain. Cette tendance est surtout visible chez J. Osterhammel qui formule le manifeste de la « nouvelle histoire impériale ».

Nous proposons notre propre périodisation, dont les critères principaux sont : les annexions (y compris les projets avortés), la centralisation (ou la décentralisation) dans l'administration de l'Empire et les politiques destinées à l'homogénéiser (conversion et russification).

2. L'empire de Pierre le Grand et de ses héritiers : expansion territoriale, gouvernance, conversion (1696-1761)

La Moscovie est déjà un empire à la veille des réformes de Pierre le Grand. Ses politiques ne sont donc pas qu'une rupture, elles présentent aussi des éléments de continuité avec l'époque précédente.

Pour mieux comprendre la spécificité de la politique impériale de Pierre le Grand, il convient d'examiner une de ses réussites, l'annexion des provinces baltes, et un de ses échecs cuisant, celles des provinces caspiennes. La réussite comme l'échec n'ont rien à voir avec des facteurs militaires puisque dans les deux cas, l'annexion résulte d'une guerre victorieuse, mais tient plutôt dans l'intégration des territoires annexés, qui, pourtant, est toujours la même. Elle prévoit le respect des intérêts des élites locales, sur lesquelles on veut s'appuyer, ainsi qu'une tolérance religieuse absolue. On n'envoie pas de colons russes, pas plus que de missionnaires.

F.-D. Liechtenhan estime que « l'intégration des provinces baltes » est « un des grands succès du règne de Pierre le Grand, du moins du point de vue russe »[775]. Dès 1710, dans les capitulations (*Kapituljacii*), le tsar confirme les privilèges de la noblesse germanophone, l'autoadministration des villes et leur système juridique. Les Églises luthériennes locales le reconnaissent comme chef (*Landesherr*). Au début, on est très loin d'utiliser les Lettons et les Estoniens comme contrepoids aux nobles germanophones, qui sont omniprésents en tant que seigneurs, juges ou administrateurs.

Dans les provinces caspiennes, l'empereur s'intéresse surtout à l'Azerbaïdjan à cause de sa situation géopolitique ; il est conscient du caractère majoritairement chiite du pays et ne prévoit aucune coercition religieuse. Mais il n'obtiendra jamais l'appui des élites locales. Les Russes ne contrôlent que quelques villes sur le littoral, tout le domaine rural est impénétrable à cause de la guérilla. Le départ de l'Azerbaïdjan, décidé par Anna Ioannovna, marque la recherche d'une nouvelle politique impériale, peut-être plus conservatrice.

La période pétrovienne marque un très clair tournant vers la centralisation. En Ukraine, on discerne deux phases. Une querelle ancienne divise les chercheurs sur la première. Pour les uns, les mesures centralisatrices commencent dès 1707-1708, c'est-à-dire avant la rupture avec Mazepa. La décision de l'hetman serait donc le résultat du mécontentement qu'elles suscitent chez lui. D'autres pensent au contraire que ces mesures sont la réaction du tsar à la désertion de Mazepa. Ainsi, en 1708, le nouvel hetman, I. Skoropads'kyj, qui sera loyal à l'égard de la Russie, n'est pas élu, mais nommé par Pierre. On lui attache un résident russe qui surveille les élites cosaques[776].

La seconde phase débute en 1722, après la victoire dans la guerre du Nord. À la mort de Skoropads'kyj (1722), on interdit l'élection d'un nouvel hetman et on met en place le collège de Petite-Russie (*Malorossijskaja*), qui reprend un certain nombre de ses anciens pouvoirs[777]. La fonction de résident russe est simultanément abolie.

Dans un discours, adressé au patriarche en 1700, le tsar prévoit la conversion des « Tatares, Mordves et Tchérémisses », musulmans sunnites ou animistes[778]. La vraie tolérance ne concernerait donc que les protestants et les musulmans chiites. Pierre est prêt à reconnaître les Azéris chiites comme sujets. On publie même un premier ouvrage sur le Coran qui accompagne l'expédition persane. Cela présuppose l'arrêt de toutes les tentatives de convertir les musulmans. En revanche, une mission orthodoxe est bienvenue pour les « païens » (animistes) de Sibérie[779]. Quoique l'empereur ne fasse aucun effort pour « reconvertir » les gréco-catholiques ukrainiens et biélorusses à l'orthodoxie, sa propre attitude à l'égard de cette confession n'a rien de rassurant. En généralisant, on pourrait dire qu'il ne s'agit pas d'une politique de tolérance, fondée sur les principes de J. Locke, mais de plusieurs politiques, fondées sur l'utilité (ou, au contraire, l'inutilité) de la pression religieuse dans une situation concrète, mais aussi la résistance de l'Autre (par exemple, ne pas s'aliéner les musulmans).

Pour rendre compte du destin de l'Empire sous les héritiers de Pierre le Grand, on ne peut éviter de morceler cette période au gré des règnes et régences. C'est dans la gestion de la périphérie que les différences entre les approches des monarques et de leurs favoris sont les plus manifestes.

Jusqu'en 1761, aucune annexion importante n'est réalisée. Pendant le règne d'Anna Ioannovna, la petite horde kazakhe se soumet sous la forme d'un protectorat qui permet à la Russie d'avancer dans les steppes. Il est possible que l'annexion de la Prusse orientale ait été prévue par l'entourage d'Élisabeth, mais elle est perçue plutôt comme destinée à satisfaire d'autres ambitions (par exemple, l'offrir à la *Rzecz Pospolita* pour obtenir la Courlande). La restitution des provinces caspiennes à la Perse illustre une nouvelle attitude des élites, qui voient dans la croissance territoriale un fardeau. Pour comprendre les changements de politique, la seule possibilité est donc d'étudier l'oscillation entre centralisation et décentralisation. À partir de 1725, l'alternance est le maître mot : révision de la politique centralisatrice pétrovienne sous Catherine Ire et

Pierre II suivie de centralisation forcée sous Anna Ioannovna puis à nouveau de décentralisation sous Élisabeth.

Dans les pays Baltes, le règne d'Anna est marqué par une grande offensive contre les « anciennes libertés » de la noblesse locale, tandis que celui d'Élisabeth se caractérise par une politique conciliatoire, indépendamment, semble-t-il, de l'origine balto-allemande de certains dignitaires de la cour d'Anna ou de la propagande d'Élisabeth contre « la domination allemande [780] ».

La politique à l'égard de l'Ukraine reste le meilleur indicateur. Sous Pierre II, l'office de l'hetman est reconstitué et confié à D. Apostol (1727). Les contemporains y voient les menées du tout-puissant Menšikov, qui se réservait cette fonction, ce qui ne permet pas de nier la portée symbolique de cette décision. Une nouvelle phase commence à l'avènement d'Anna Ioannovna, marquée par le refus d'élire un autre hetman après la mort d'Apostol (1734) et la création d'une institution, à laquelle sont délégués ses pouvoirs [781]. Certes, il faut faire la part de l'influence de la guerre contre l'Empire ottoman et de la présence renforcée de forces russes sur le sol ukrainien, mais le caractère symbolique de ce refus est indéniable. À l'inverse, Élisabeth autorise à nouveau l'élection de l'hetman d'Ukraine et le frère de son favori, K. Razumovskij – un Ukrainien – devient hetman (1750-1764).

Razumovskij déplace sa résidence de Hlukhiv, siège de Skoropads'kyj et d'Apostol, vers Baturyn, l'ancienne capitale de Mazepa, brûlée sur ordre de Pierre le Grand. La splendeur de Hlukhiv est censée réveiller chez les Ukrainiens le souvenir des meilleures années du passé : on y assemble la *staršyna* pour consultation, on veut y ouvrir une université [782]. Tout cela n'est qu'une manière habile d'inviter les élites ukrainiennes à prendre part à la construction impériale. Si on y ajoute les mesures en faveur des émigrés slaves de l'Empire, par exemple, la création d'une Nouvelle Serbie en Ukraine, on arrive à un certain projet « slave ». Il n'est pas panorthodoxe, car Élisabeth ne montre aucun intérêt pour les Grecs ou les Géorgiens, mais il poursuit un objectif double : apaiser les élites impériales et s'attirer des sympathies de l'extérieur.

Cependant, Anna et Élisabeth sont étonnamment proches sur la question de la conversion. Anna Ioannovna passe à l'offensive sur tous les fronts : vieux-croyants, musulmans, animistes ; parallèlement, on défend les intérêts des orthodoxes dans la République polono-lituanienne. Élisabeth continue sur cette lancée, ce qui rend difficile d'accorder à son règne le qualificatif d'« absolutisme éclairé ». Les raisons de cette offensive sont évidentes : convertir signifie homogénéiser. Pour expliquer sa reprise en 1741, on peut évoquer la volonté d'encourager les élites ecclésiastiques dans leur œuvre missionnaire, comme le faisait Pierre le Grand. Dans l'Église russe orthodoxe, le travail missionnaire est toujours une soupape utile pour évacuer les tensions créées par une politique ecclésiastique arbitraire. Ainsi, Élisabeth, dont l'attitude conciliatoire envers l'Église est inédite pour le XVIIIe siècle russe, encourage ces missionnaires qui ne se sentent plus respectueux à l'égard de la tolérance officielle.

3. L'empire des Lumières (1762-1801)

Catherine II rompt au moins sur trois points centraux avec Élisabeth. Les annexions surdimensionnées mettent à mal la stabilité des frontières, alors qu'on avait eu bien du mal à avaler la Prusse orientale. Les concessions aux élites locales sont remplacées par le centralisme le plus rigide. Enfin, la politique de conversion est abandonnée – à une importante exception près – au profit la tolérance, typique de l'absolutisme éclairé.

Les annexions de Catherine II, malgré leurs différences, ont des éléments communs de sorte qu'on peut parler d'un modèle en deux phases. Le pays visé est d'abord soumis au protectorat pour devenir plus tard une partie intégrante de l'Empire. Le khanat de Crimée et le royaume du Khartli sont tous deux annexés suivant cette méthode, alors que le premier est toujours présenté dans la propagande officielle comme un ennemi éternel de l'Empire et le second comme un allié demandant la protection russe. Le modèle semble donc assez universel.

À la paix de Küčük-Qaynardjĩ (1774), la Russie obtient l'« indépendance » du khanat de Crimée de l'Empire ottoman, « indépendance » contre laquelle les élites criméennes protestent tout de suite [783]. Des garnisons sont positionnées à des points-clés du khanat et la Russie intervient dans sa politique intérieure : il s'agit bien d'un protectorat. Les autorités russes semblent s'en contenter, sinon pourquoi ordonner l'immigration des chrétiens de Crimée en Russie ? Mise en œuvre par Suvorov en 1778, elle entraîne une catastrophe financière dans le khanat [784] et crée des obstacles à l'intégration de la péninsule, dont les communautés chrétiennes sont toujours considérées comme prorusses. La chute du khan prorusse (1782) donne à l'impératrice et à Potemkin une occasion d'agir. L'annexion, qui ne provoque ni nouvelle guerre contre l'Empire ottoman, ni coalition européenne dirigée contre la Russie, est un grand succès de la diplomatie de Catherine.

En Géorgie, la politique de l'impératrice est menée à son terme par deux de ses successeurs. Dans la phase « catherinienne », le traité qui établit le protectorat est signé la même année (1783) que l'annexion définitive de la Crimée. Cela permet de parler d'une « stratégie de l'échiquier » dans l'avancée impériale : dans un cas, on entame la première phase, dans l'autre, on passe à la seconde. Comme en Crimée, l'impératrice garde la dynastie et les institutions. Mais l'invasion persane de 1795, qui demande l'envoi d'un corps expéditionnaire, exige un lien plus fort entre le royaume et l'Empire russe. Dans son manifeste, Paul Ier se prononce en faveur de l'annexion, et il n'est pas question d'une quelconque autonomie [785]. Les hésitations d'Alexandre Ier, qui finit par approuver la décision de son père [786], prouvent que les « jeunes conseillers » de l'empereur montrent peu d'intérêt pour l'expansion territoriale. En effet, le grand-duc Alexandre Pavlovič, dès avant 1796, désapprouve en secret les partages de la Pologne.

Par rapport à la Crimée ou au Khartli, le procédé utilisé en Pologne est plus simple. Aucune phase préparatoire n'est accordée aux régions absorbées qui doivent se plier tout de suite à toutes les contraintes du système administratif russe.

L'impératrice paraît considérer que le système d'institutions locales né de la réforme de l'administration de 1775 (donc entre le premier et le deuxième partage) est capable d'absorber n'importe quel territoire annexé. En Pologne et en Lituanie, ainsi qu'en Crimée et en Géorgie, le gouvernorat et ses institutions semblent un cadre approprié pour l'intégration. Jamais la possibilité de sauvegarder au moins provisoirement les institutions et les frontières du grand-duché de Lituanie, qui tombe presque complètement entre les mains des Russes, n'est envisagée.

La cause de ces décisions est le programme centralisateur énoncé par Catherine II dès sa célèbre instruction au procureur général, le prince A. Vjazemskij (1764), dans laquelle elle constate que la Finlande (*sic*), les pays Baltes et l'Ukraine ne sont que des provinces de l'Empire, dont tout particularisme doit être supprimé et qu'elles ne doivent pas regarder « comme les loups vers la forêt », autrement dit, apparemment, qu'elles n'ont pas à rêver d'émancipation ou de passé glorieux : « La Petite Russie, la Liflande et la Finlande sont des provinces, qui sont gouvernées selon des privilèges confirmés, dont la violation est inconvenante ; mais il serait faux de les appeler étrangères ou de les traiter comme telles ; cela pourrait être assurément considéré comme une bêtise. Il faut amener ces provinces, ainsi que celle de Smolensk, à cesser de regarder comme les loups vers la forêt… En Malorossie, quand on n'aura plus d'hetman, on doit faire des efforts, pour que même le nom d'hetman disparaisse, et non se contenter de ce que personne n'accède à cette dignité [787]… »

Dans les pays Baltes, la pilule est dorée parce que les réformes, y compris celle de l'administration locale de 1775, sont inspirées de modèles baltes. En Ukraine, la rupture est traumatisante : l'année où elle écrit à Vjazemskij, Catherine II oblige le dernier hetman, K. Razumovskij, à abdiquer. Le collège de Petite-Russie le remplace de nouveau. Il est d'ailleurs souvent appelé second collège de Petite-Russie. L'annexion de nouvelles provinces ne change évidemment rien : la même politique centralisatrice y est appliquée.

Le tournant vers la tolérance s'amorce lors du voyage de Catherine II à Kazan où elle donne la permission orale de

construire des mosquées en pierre et prononce quelques mots en tatar. La commission des Affaires des convertis (*Novokreščenskaja kontora*) est abolie, la conversion forcée des musulmans prend fin. Le tournant, donc, est pris avant l'annexion de la Crimée. Autrement dit, à la veille de cette annexion, l'Empire a déjà élaboré et appliqué une politique religieuse favorable à l'intégration, ce qui n'empêche nombre de Tatars de Crimée d'émigrer dans l'Empire ottoman.

Dans ce contexte, la conversion forcée des gréco-catholiques biélorusses et ukrainiens, devenus sujets russes par les partages de la Pologne [788] peut paraître paradoxale, étant donné la fidélité générale de l'impératrice à ses principes et projets. Il s'agit bien d'intégration à l'Empire, puisque Catherine II met en même temps fin à la conversion forcée des vieux-croyants, qui, elle, ressortit à la nation.

Le bilan du XVIIIe siècle est mitigé. L'annexion et la colonisation de territoires ayant appartenu autrefois à l'Empire ottoman et au khanat de Crimée entraînent une immigration de chrétiens et une émigration des musulmans. Ces deux mouvements, qui ne sont pas encore de véritables « épurations ethniques », influencent l'identité des provinces annexées mais aussi la politique impériale. Sans cette installation en Russie de Grecs, de Bulgares, de Géorgiens, le « projet grec » perd son sens : en effet, il est avant tout une interprétation de la situation. Et, en dépit de tout son centralisatrisme, les annexions de Catherine II rendent l'Empire beaucoup plus hétérogène qu'auparavant. Cette croissance territoriale, dépassant tous les efforts entrepris pour en homogénéiser la gouvernance, se renforcera à partir de 1800. Les élites politiques, qui n'ont plus connu d'invasion depuis 1709, semblent oublier que l'hétérogénéité de l`Empire, les aspirations différentes et contradictoires de ses nations peuvent alors se transformer en une force centrifuge.

4. L'Empire en marche (1801-1855)

Pour la période 1801-1885, ces mêmes critères d'expansion territoriale, centralisation et russification permettent de dégager deux phases : une première, marquée par des

annexions et par une tendance décentralisatrice (celle d'Alexandre Ier), et une seconde, qui se caractérise par la centralisation et la conversion forcée (celle de Nicolas Ier). Cela n'exclut cependant pas éléments de continuité. En outre, la longue guerre du Caucase constitue une sorte de pont entre les deux phases.

Sous Alexandre Ier, les annexions s'opèrent surtout aux confins occidentaux et pour les garantir, on se repose toujours sur le même mécanisme d'autonomie politique et de Constitution. Cette approche est inaugurée en Finlande. L'offre est alors très généreuse et les résultats ont un caractère stratégique. Les Finnois reçoivent une diète qu'ils n'avaient pas sous le pouvoir suédois, et une Constitution. Ces conditions permettent un équilibre entre les intérêts des élites finnoises et suédoises, et assurent une certaine stabilité jusque vers 1880.

Fort de ce premier succès, on réitère la manœuvre dans des conditions tout à fait différentes en Bessarabie à laquelle on octroie aussi sa Constitution (1812)[789]. Comme le montre B. Nolde, on veut d'abord annexer la Moldavie et la Valachie, mais la guerre contre Napoléon se faisant imminente, on se contente d'une partie de la Moldavie, la Bessarabie[790]. Certes, les élites locales préfèrent le protectorat russe à l'ottoman, mais elles n'acceptent pas bien qu'on fasse si peu de cas de l'intégrité de leur territoire. En outre, les Romanov, en s'appropriant ces terres, contreviennent à l'une des conventions de leurs relations avec les Habsbourg, ce qui est susceptible de déclencher un conflit.

Le troisième essai, dont le succès est presque crucial pour toute la construction impériale, est la Pologne. Alexandre demande à ses alliés au congrès de Vienne, avec la même fermeté que celle dont il a usé avec Napoléon pour les principautés du Danube, les territoires polonais ayant appartenu aux Habsbourg et à la Prusse. Or, même l'empereur des Français au zénith de sa puissance après Tilsit n'avait osé exiger de la Russie vaincue son morceau de Pologne pour le duché de Varsovie qu'il était en train de créer avec les provinces annexées précédemment par ces mêmes États. Alexandre Ier, lui, n'hésite pas à restaurer, sous le sceptre

russe, un royaume de Pologne, afin de satisfaire les aspirations des élites polonaises. Il n'obtient, certes, qu'une partie de ce qu'il demande, mais la dernière coalition antinapoléonienne manque de se rompre sur cette question [791].

Le royaume de Pologne et le grand-duché de Finlande ont leur diète, leur Constitution et une armée (polonaise). Dans quelle mesure cette large autonomie peut-elle influencer la construction impériale ? Le projet de Constitution russe de 1820 nous donne la réponse : il prévoit de déléguer des pouvoirs considérables à des vice-royaumes, comparables à la Pologne ou la Finlande. Ainsi, l'autonomie polonaise serait contrebalancée par celle de grandes régions russes.

En revanche, aux confins orientaux, l'autonomie n'est pas octroyée, même quand elle est souhaitée. Les élites géorgiennes veulent le maintien de leur dynastie royale et des autres attributs des anciens États, mais leurs territoires sont purement et simplement intégrés dans l'Empire. C'est de la même manière qu'est annexé un premier ensemble de régions peuplées d'Azéris et d'Arméniens. La tactique de la terre brûlée, appliquée contre les Montagnards de Caucase par le général A. P. Ermolov, s'inscrit donc aisément dans le contexte libéral du règne d'Alexandre Ier. C'est le résultat de l'influence des élites militaires, très importantes dans la construction impériale et la politique étrangère aux confins orientaux, ce qui n'est pas encore le cas de la Finlande ou de la Bessarabie.

Alexandre Ier, profondément influencé par l'idéologie de la Sainte-Alliance, n'est évidemment pas adepte de la conversion forcée et de la russification.

Les tendances centralisatrices de Nicolas Ier, ne procèdent pas uniquement de la volonté de réviser la politique du règne précédent, jugée insuffisante ou trop libérale. Les affirmations dans ce sens que l'on trouve chez des proches du tsar sont en général faites *a posteriori*. C'est plutôt une réaction aux défis importants auxquels le nouvel empereur doit faire face pendant les six premières années de son règne et qui semblent menacer toute la construction impériale. En 1826, les Iraniens lancent une guerre pour récupérer leurs possessions en

Transcaucasie. Dès la fin des hostilités avec la Perse, c'est au tour de l'Empire ottoman de déclarer la guerre (1828). Ses victoires font du jeune empereur le souverain de presque toute la Géorgie, de l'Arménie orientale et de l'Azerbaïdjan du Nord [792]. Puis vient la révolte polonaise de novembre 1830. La stabilité relative en Pologne à la fin du règne d'Alexandre Ier reposait sur un équilibre précaire entre la maturité du mouvement national polonais et la politique relativement libérale de l'empereur, ainsi que son rayonnement personnel. Cet équilibre est rompu dès 1825. La défaite de la révolte pose la question du système politique à mettre en place en Pologne. Enfin, en 1832, une rébellion géorgienne, qui ressemble à celle des décembristes, mais aussi au soulèvement polonais de 1830, est prévenue *in extremis*.

La réponse du tsar et de son entourage est plus que contradictoire. En Pologne la Constitution est abolie, la Diète et l'armée du royaume cessent d'exister, l'université de Varsovie est fermée. La censure russe est établie, la monnaie russe est introduite [793]. Une campagne de conversion en Biélorussie et en Ukraine vise à opposer les paysans gréco-catholiques convertis à l'orthodoxie à leurs seigneurs polonais et catholiques. Pourtant, en Transcaucasie, où on aurait pu s'attendre à des actions brutales et arbitraires, contre toute attente, Nicolas Ier institue, en 1844, un vice-roi (*namestnik*) du Caucase [794]. Ce n'est pas une innovation absolue, car une fonction du même ordre existait à la fin du XVIIIe siècle. Mais, cette fois, le *namestnik* a le même rôle que les gouverneurs généraux britanniques aux Indes, ce qui renforce encore le caractère colonial des possessions transcaucasiennes. Le vice-roi est nommé par le tsar, aucune institution représentative n'est mise en place, on ne peut donc parler de décentralisation. Mais à travers lui les élites locales peuvent communiquer avec les administrateurs russes. Cette création reflète une idée importante, selon laquelle la Transcaucasie peut être gouvernée à partir d'un centre (notamment Tiflis), et depuis Pétersbourg [795]. Dans le futur, les périodes du fonctionnement du vice-royaume (1844-1881 et 1905-1917) correspondront à une politique plus conciliante à l'égard des élites locales, et

celles où ces régions sont gouvernées directement du centre seront marquées par les abus.

Le tsar se pose clairement en promoteur de l'ancienne politique impériale, étrangère à toute approche « nationale », ce qu'il affirme dans sa discussion avec le jeune slavophile Ju. F. Samarin.

« Vous avez évidemment provoqué l'animosité des Allemands contre les Russes. Vous les avez brouillés, tandis qu'il fallait rapprocher les uns avec les autres. Vous faites des reproches à des ordres entiers qui ont fidèlement servi. À partir de Pahlen, je pourrais compter jusqu'à 150 généraux [d'origine allemande-balte]. Vous désirez transformer les Allemands en Russes, le glaive à la main, comme Mahomet, mais c'est précisément ce que nous ne devons pas faire, car nous sommes chrétiens. Vous voudriez dire directement depuis l'empereur Pierre Ier et jusqu'à moi nous sommes tous entourés par des Allemands, et, par conséquent, nous sommes aussi Allemands. Vous comprenez où vous en êtes arrivés : vous avez excité l'opinion publique contre le gouvernement, ainsi, on a préparé un nouveau 14 décembre [796]. »

B. Nolde, qui reconstruit ce dialogue, nie toute complaisance de l'empereur envers Samarin, mais il nous semble que la réalité est plus complexe. Dans sa déclaration, Nicolas Ier rejette le principe national en faveur de la politique impériale, que les éléments centralisateurs dans sa politique favorisent pourtant [797]. Dans les trente années qui suivent cette discussion, les théories slavophiles vont devenir l'idéologie officielle de l'Empire.

5. L'Empire et la nation (1855-1917)

Entre 1860 et 1870, les élites impériales russes sont confrontées à la formation d'États nationaux, tels que le royaume d'Italie et l'Empire allemand. Ce défi se matérialise à l'intérieur de l'Empire par la révolte polonaise de 1863. Comme le dit A. Kappeler, la réaction d'Alexandre II « suit le scénario de 1831 ». Les institutions polonaises sont abolies, le russe remplace le polonais dans l'administration, la justice est aussi accommodée au modèle russe [798]. Même le nom du

royaume de Pologne disparaît au profit de « gouvernorats du royaume de Pologne [799] ». Le caractère répétitif de ces mesures prouve qu'on veut garder la Pologne à l'intérieur de l'Empire, mais certainement pas l'intégrer dans la nation russe.

En théorie, la révolte polonaise aurait dû pousser les autorités à structurer le mouvement national ukrainien pour en jouer contre les Polonais. C'est probablement pour cette raison que le nationalisme ukrainien n'est pas, du moins au début, trop fortement réprimé. Le ministre de l'Intérieur Valuev interdit l'impression en ukrainien de livres « au contenu religieux, ainsi que de manuels et de livres, destinés à l'apprentissage de la lecture par le peuple [800] ». Mais sa circulaire, qui peut n'avoir été qu'une mesure provisoire, est remplacée par des mesures de russification sans précédent. En 1876, Alexandre II signe à Ems le procès-verbal d'une commission spéciale qui en comporte un vrai catalogue. Toute impression en ukrainien est interdite, ainsi que l'importation d'imprimés ukrainiens, sauf pour les « sources historiques » (dans lesquelles entrent aussi les textes folkloriques). Les pièces de théâtre, les lectures publiques et les partitions avec des paroles en ukrainien sont prohibées. La fin de l'enseignement en ukrainien est complétée par une purge des bibliothèques. La filiale de la Société de géographie à Kiev, réputée servir les études ukrainiennes, est fermée, les activistes ukrainiens sont exilés dans des provinces russes [801]. Comme le montre A. I. Miller, ces mesures transforment la Galicie autrichienne, où de telles restrictions n'existent pas, en « Piémont ukrainien ». En outre, elles excluent toute coopération entre les nationalistes modérés et les autorités, entraînant la radicalisation du mouvement [802].

Parallèlement, dans les années 1864-1868, une nouvelle campagne de conversion à l'orthodoxie des gréco-catholiques cible surtout les paysans biélorusses, alors même qu'est lancée leur émancipation. La continuité avec le règne précédent est évidente, il s'agit de « réunir » à l'orthodoxie tous les gréco-catholiques des provinces occidentales. Mais, sous Nicolas Ier la « réunion » était très élitaire, effectuée par l'adhésion des évêques, celle de 1864-1868 se déroule, elle, au niveau de la paroisse [803]. En même temps, les autorités semblent avoir le

projet d'une Église catholique impériale, indépendante de Rome. Le cadre juridique de cette campagne est à chercher dans la déclaration de 1866, selon laquelle le concordat, conclu par Nicolas Ier (1847), n'a pas été respecté par le Saint-Siège et, par conséquent, n'engage plus les autorités russes [804].

Comme l'indique A. Kappeler, sous le règne d'Alexandre II, ces tentatives de russifier les Ukrainiens et les Biélorusses sont compatibles avec les louanges du tsar à l'égard des élites balto-allemandes et le maintien et l'élargissement de l'autonomie finlandaise. Dans les provinces baltes, on renonce à appliquer la règle, selon laquelle les enfants d'un mariage interconfessionnel sont orthodoxes dès que l'un des parents l'est ; on cesse de persécuter les pasteurs luthériens qui dispensent les sacrements aux Estoniens et Lettons convertis à l'orthodoxie. Le grand-duché de Finlande reçoit sa propre armée et sa propre monnaie ; au terme d'une longue suspension, sa diète est autorisée à reprendre ses travaux [805].

Le règne d'Alexandre III commence par le discours du couronnement, prononcé par I. S. Aksakov et la position extraordinaire dont jouit le procureur général du Synode Pobedonoscev. Pour A. Kappeler, ce revirement vers la russification s'explique par les exigences de la modernisation qui implique aussi l'abolition des anciens privilèges des élites non-russes. Par ailleurs, les « mouvements nationaux non russes », représentent désormais, avec le mouvement révolutionnaire, un danger important pour la stabilité de l'Empire. Enfin, le nationalisme russe et l'exemple des autres pays européens « à l'époque de l'impérialisme et du nationalisme extrême » influencent les autorités [806]. Parmi les développements extérieurs, c'est l'unité allemande qui joue le rôle le plus important en provoquant une méfiance nouvelle vis-à-vis des Allemands des pays Baltes, traditionnellement considérés comme les serviteurs les plus loyaux du tsar.

La réaction face aux mouvements nationaux peut expliquer le cas polonais, mais pas tout à fait le cas arménien où le mouvement national, dirigé surtout contre les Ottomans, est de plus en plus sévèrement réprimé par les autorités russes [807].

Pendant les années 1880 et 1890, les écoles sont fermées, les biens de l'Église grégorienne sont sécularisés (1903)[808]. Pis encore, la fonction du vice-roi est abolie en 1881[809]. Pétersbourg perd ainsi un interlocuteur de poids qui aurait pu corriger certaines décisions. Selon R. Suny, le Caucase, privé de son statut spécial, est mis « sur un pied d'égalité avec d'autres régions de l'Empire[810] ». L'abolition des mesures coercitives après 1905 ne parviendra pas à regagner le cœur des Arméniens. L'identité politique du mouvement dachnak restera marquée par cette phase de répression.

Ces mesures antiarméniennes, contre-productives pour la stabilité de l'Empire, poussent à s'interroger sur l'influence des idéologies conservatrices sur une politique assez pragmatique jusqu'en 1881. L'image négative des diasporas arméniennes chez certains dirigeants rappelle les fantasmes antisémites. On en revient donc au nationalisme russe dont parle Kappeler, que nous définirions plutôt comme une idéologie réactionnaire, qui se transforme sous la plume de K. P. Pobedonoscev en slavophilisme tardif. Les adeptes de cette idéologie ont été dans l'opposition pendant vingt ans, c'est-à-dire tout le règne d'Alexandre II, ce qui leur a laissé le loisir d'élaborer une série d'alternatives à la politique des autorités, y compris sur la question impériale. L'adhésion de l'empereur Alexandre III à ce courant entraîne une série de ruptures.

Enfin, les élites militaires jouent un rôle important. Certes, elles sont un vivier de hauts fonctionnaires dès l'époque de Nicolas Ier, mais sous Alexandre II elles subissent l'influence des théories slavophiles. De plus, la répression de la révolte polonaise de 1863 et le début simultané de la conquête de l'Asie centrale sont le fait de la même génération de hauts gradés, ce qui explique cette préférence pour les mesures strictes et semi-militaires à la périphérie de l'Empire.

Pour les Ukrainiens et les Biélorusses, les mesures de russification et de conversion (des gréco-catholiques) du règne précédent restent en vigueur. Dans les pays Baltes, la russification s'installe dans la durée, alors que les entreprises de conversion sont assez vite abandonnées sous la pression

internationale. Alexandre II fait du russe la langue administrative, ce qu'Alexandre III poursuit, réformant en outre police et justice sur le modèle russe. La langue russe est établie à tous les niveaux d'enseignement. Même l'université allemande de Dorpat devient l'université russe de Jur'ev (1893). L'allemand persiste seulement au niveau de l'enseignement primaire. En même temps, le procureur général du Synode essaie de relancer la persécution des pasteurs luthériens qui administrent les sacrements aux Estoniens et Lettons convertis à l'orthodoxie ; les couples multiconfessionnels n'ont plus le droit d'éduquer leurs enfants selon la foi orthodoxe ou protestante. Le fait que l'impératrice, issue de la maison royale du Danemark, ait été élevée dans la foi luthérienne, ainsi qu'une large campagne internationale, pousse Alexandre III à intervenir et la campagne de la russification perd sa composante confessionnelle.

La révolution de 1905-1907 offre l'occasion de repenser cette politique centralisatrice. Cependant, la révision n'est pas effectuée avec le même zèle partout. C'est en en Transcaucasie qu'on est le plus conséquent : la fonction de vice-roi est réintroduite (1905) jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les biens de l'Église arménienne sont restitués, les mesures contre les écoles arméniennes sont abolies.

Même le début de la Grande Guerre ne change rien. En Pologne, les plans de campagne comprennent l'annexion des territoires revenus, lors des partages, à l'Empire allemand et aux Habsbourg, ce qui pose la question de leur organisation politique. Le programme, énoncé dans le manifeste du grand-duc Nicolas Nikolaevič (1er août 1914), commandant en chef des forces russes, prévoit la reconstruction de la Pologne sous le sceptre des Romanov, « libre dans la foi, la langue et l'autoadministration », ce qui pourrait signifier une promesse d'autonomie. Il parvient à mobiliser dans la société polonaise ceux qui perçoivent la menace principale d'assimilation comme venant d'Allemagne. Mais la grande retraite de l'armée russe et la perte de tous les territoires polonais en détruit le fondement. L'État polonais est proclamé par les Puissances centrales en 1916.

Ces projets éphémères illustrent les particularités de la politique de l'Empire russe dans les territoires provisoirement contrôlés par ses armées. La Galicie occidentale doit faire partie de la future Russie, la Galicie orientale, elle, grâce à son identité, que les autorités veulent voir comme russe, doit y être intégrée. Tant que dure l'occupation de la Galicie orientale (1914-1915)[811], le gouverneur et le métropolite, venu de Russie, mettent en œuvre la même politique de russification[812]. Tout l'enseignement secondaire doit être russifié. Malgré les critiques, entre autres, du clergé, on lance une campagne de conversion des gréco-catholiques, qui sera la dernière de la Russie impériale. L'abandon de la province, en 1915, laisse les nouveaux convertis, ainsi que tous ceux qui ont collaboré avec les Russes, à la merci des autorités habsbourgeoises. Les répressions ne tardent pas. Les autorités russes ne changent pas d'opinion même quand les territoires ukrainiens et biélorusses deviennent le théâtre principal des combats. Nicolas II, qui évite toujours le mot « ukrainien » et qui n'utilise que « petit-russien », ne cède qu'une fois, en 1915, en saluant par un télégramme un groupe d'« Ukrainiens » émigrés politiques résidant en Suisse[813].

6. L'empire colonial (1856-1917)

Une fois la frontière occidentale stabilisée (1815), les conquêtes se déroulent aux confins orientaux. Toutefois, elles ne semblent pas être suivies de politiques d'assimilation. Les administrateurs russes suivent avec intérêt les expériences françaises au Maghreb ou britanniques en Inde. L'axe de comparaison, fondé sur la russification et l'assimilation, ne s'applique pas et ces annexions (la conquête définitive du Caucase du Nord, y compris la Tchétchénie, le Daghestan et la Tcherkessie et l'annexion de l'Asie centrale) forment un processus à part.

Au Caucase, à la supériorité numérique de l'armée russe, sortie victorieuse des guerres contre Napoléon, s'ajoutent tous les acquis de l'art militaire moderne. Les alliés des Montagnards – les Ottomans et les Britanniques – ne leur procurent pas beaucoup d'aide. Les Ottomans ne veulent pas soutenir les leaders charismatiques islamiques, et les

Britanniques, malgré l'enthousiasme de certains officiers et diplomates, ne peuvent assurer qu'une assistance ponctuelle : toute tentative de coordonner les combats avec Chamil pendant la guerre de Crimée s'avère une catastrophe. Mais les Montagnards ont deux avantages importants, dont le premier est la pratique de la guérilla, que les Russes ont eux-mêmes employée contre la Grande Armée, et le second est le mouvement religieux, mené par des leaders charismatiques, qui scelle la résistance. M. Gammer cite volontiers l'exemple du vice-roi de Caucase, le prince M. S. Voroncov, appelé « vainqueur de Napoléon » (en réalité, son seul succès est la bataille de Krasnoe en 1812) évitant non sans mal d'être fait prisonnier par Chamil [814]. Gammer montre aussi comment se construit chez les Montagnards, à mesure que les Russes avancent, un État théocratique (*imamat*). La guerre stagne, et les Russes adaptent tactique et équipement à ceux des Montagnards. Ce n'est qu'après la défaite de Crimée que l'armée réussit à localiser la résistance et à la briser, grâce à sa supériorité technique. Tous les manuels relatent deux épisodes symboliques : l'empereur est informé de la capture de Chamil par un télégramme, et celui-ci prend le train pour la première fois pour rejoindre Kaluga, son lieu d'exil.

On remarque souvent que la conquête du Caucase du Nord a permis à la Russie de se lancer à l'assaut de l'Asie centrale. Mais au Caucase l'Empire russe est seul, il n'a pas de rivaux à devancer, et les Ottomans et les Britanniques n'ont pas d'autre objectif que celui de lui créer des obstacles. En Asie centrale (ou, plus tard, en Chine du Nord), la Russie arrive en même temps que les autres puissances coloniales. Pour la Russie, le grand jeu est la première expérience de concurrence dans la colonisation d'une région.

Les Russes, comme les Britanniques, doivent souvent leurs avancées à des militaires ou des administrateurs locaux, qui, agissant de son propre chef, mettent les autorités devant le fait accompli. Mais ces entreprises libèrent le tsar et son entourage de la responsabilité de décisions plus que dangereuses. En juin 1865, Taškent, la métropole de l'Asie centrale, est prise par le général Černjaev. L'émirat de Boukhara et le khanat de Kokand sont conquis en 1860-1870. Avec le khanat de Khiva

(1873), le dernier État d'Asie centrale tombe sous la domination russe[815]. La forme semi-oubliée du protectorat est réintroduite pour l'émirat de Boukhara (1868) et le khanat de Khiva (1873) qui gardent leurs dynasties et un semblant d'État. La soumission des tribus turkmènes, considérées par la Perse comme ses tributaires (1880-1881), revêt une importance majeure. Par l'annexion de Kuška, les Russes atteignent le point méridional ultime de leur expansion et s'approchent des frontières des Indes britanniques. Profitant de la faiblesse exceptionnelle de la Chine, ils occupent Ghulja (en russe, Kul'dža, aujourd'hui Yining), qui fait partie du Turkestan oriental en 1871, mais l'abandonnent vite (1881). Parmi les objectifs manqués figure le Tibet, où les Britanniques sont plus rapides, organisant en 1903-1904 une expédition militaire qui oblige le dalaï-lama à se réfugier à Urga en Mongolie. C'est alors qu'apparaît le projet ambitieux de l'emmener en Russie.

Les conquêtes au Caucase du Nord sont bien petites par rapport à celles d'Asie centrale, mais elles sont l'occasion de mettre en place un système nouveau de gouvernance militaro-populaire (*voenno-narodnoe upravlenie*). Le pouvoir est partagé entre militaires russes et élus des Tchétchènes et des Daghestanais. Les coutumes du pays (*adat*), contrepoids à la sharia, sont respectées. On n'envoie pas de mission orthodoxe dans cette région. Enfin, les Montagnards, comme tous les musulmans du Caucase, sont exemptés du service militaire. On renonce à convertir et à russifier, mais aussi à intégrer et à moderniser ces territoires. Pour garantir la soumission des Montagnards, des villages cosaques (*stanicy*) sont installés à des points stratégiques, et les cosaques reçoivent des terres, revendiquées par les Montagnards. Ce conflit entre indigènes et colons ne sera partiellement résolu que par la destruction de villages cosaques dans les premières années du pouvoir soviétique. Aucune autre forme de colonisation n'est prévue, d'autant que le terrain n'offre pas d'emploi aux paysans et ouvriers russes.

Ce compromis destiné à retenir les Montagnards sous le pouvoir russe n'est pas une réussite complète. Tchétchènes et les Daghestanais se révoltent pendant le conflit de 1877-1878

contre l'Empire ottoman. Mais pendant la guerre civile, malgré la proximité du front caucasien, aucun mouvement séparatiste ne se manifeste.

En Asie centrale, aucune russification des populations sunnites turcophones et iranophones, alors en pleine formation de leurs protonations, n'est envisagée ; la mission orthodoxe est presque inexistante. Mais les colons russes ont de vrais privilèges par rapport aux indigènes (y compris le droit de porter des armes). En plus, contrairement aux autres périphéries et « colonies », l'Asie centrale devient vite un pays de monoculture du coton, surtout que la production américaine chute, à cause de la guerre de Sécession. Le statut privilégié des colons et les avantages économiques rapprochent l'Asie centrale russe du colonialisme britannique victorien, par exemple, aux Indes.

Au Caucase du Nord, l'esclavage ne joue pas un rôle central, tandis qu'en Asie centrale, ce sont les Russes qui y mettent fin. Dans les khanats, ce sont des Perses chiites qui sont le plus souvent réduits en esclavage. Si on y ajoute l'arrêt des hostilités entre khanats et l'amélioration de la situation des minorités, y compris les juifs, les autorités russes devraient pouvoir compter sur un certain soutien. Malgré cela, les révoltes ne sont pas rares : celle de Taškent, provoquée par le choléra (1892), ou celle d'Andijan (1898)[816], qui fédère Kirghizes et Ouzbeks. Des tentatives des autorités pour mobiliser les ouvriers pour des travaux de fortification provoquent une révolte générale dirigée par A. Imanov en 1916. Sa répression forme une continuité avec les révolutions de 1917 et avec la guerre civile.

7. La « plus grande prison du monde » ou une colonie ?

On peut aussi jeter quelque lumière sur le phénomène de la déportation. De Pierre le Grand à Alexandre Ier, il est très difficile de mesurer le flot de serfs que leurs maîtres font exiler en Sibérie, de rebelles divers, souvent des vieux-croyants, que les autorités expédient au-delà de l'Oural, et de fugitifs qui choisissent de changer de condition par cette voie. Il s'agit de

milliers de personnes, quelques dizaines de milliers tout au plus, car en 1796, la population totale de la Sibérie est estimée à 700 000 habitants, dont la moitié d'autochtones. Les hommes en rupture de ban préfèrent rejoindre les bandes cosaques de l'Oural, de la Volga ou du Don, voire passer chez les Ottomans, plutôt que franchir l'Ob. Les « politiques » de cette époque sont une dizaine, accompagnés de leur conjoint et de leurs enfants, coupables moins de délit d'opinion que victimes d'une disgrâce ou d'un changement de règne, ou soupçonnés de complot. Une sorte de circuit de la relégation se dessine, avec ses stations privilégiées. Le monastère de Solovki, ancien lieu d'exil des clercs insoumis, est encore utilisé pour P. A. Tolstoj après sa chute et jusqu'à sa mort (1727-1729). La régente Anna Leopol'dovna et son mari Antoine-Ulrich sont exilés à Xolmogory, dans des conditions plutôt confortables et y ont plusieurs enfants (1741-1746)[817]. En revanche, leur fils aîné, qui a très théoriquement régné quelques mois sous le nom d'Ivan VI, est transféré à Schlüsselburg en 1756 et y demeure au secret jusqu'à sa mise à mort, en juillet 1764, sous prétexte de tentative d'évasion. Deux localités du gouvernement de Tobol'sk offrent l'avantage d'être à la fois éloignées et assez proches pour que l'on puisse s'informer du sort des prisonniers depuis Moscou ou Pétersbourg, les rappeler pour les réhabiliter, ou les exécuter. Pelym, sur la Tavda et la Pelym, a déjà accueilli les habitants d'Uglič qui ont accusé Boris Godunov d'avoir fait égorger le tsarévitch Dmitrij (1591) et des Romanov, soupçonnés de vouloir attenter à la vie du même Boris, devenu tsar (1601). C'est là qu'est relégué le très impopulaire Biron, à la mort d'Anna, mais il est vite rappelé (1741-1742). Sa place est alors prise par Münnich qui endure vingt ans de relégation avant que Catherine II se souvienne de lui. Des décembristes y séjourneront aussi. Berëzov, ou Berëzovo, sur la Severnaja Sos'va, près de son confluent avec l'Ob, reçoit d'abord Menšikov et ses enfants, dont l'éphémère fiancée de Pierre II (1727-1729), puis le prince A. G. Dolgorukov, qui y meurt en 1734, ainsi que son fils Ivan et son épouse, la princesse N. B. Šeremeteva, qui n'a pas voulu l'abandonner et lui donne deux enfants, précédant les femmes de décembristes. Puis ce sera Ostermann (1742-1747). Berëzov verra encore passer

quelques décembristes, puis, brièvement, Trotski, qui s'en évadera. Les deux premiers véritables politiques (si l'on exclut l'archiprêtre Avvakum)[818] sont les « esprits forts » de la fin du règne de Catherine II : A. Radiščev écope de dix ans à Ilimsk, dans la région d'Irkutsk (4 septembre 1790) et N. Novikov de quinze ans à Schlüsselburg (1er août 1792). Paul Ier les libère, en les astreignant à rester dans leur domaine. Paul pratique très volontiers les exils, mais rappelle aussi rapidement les disgraciés, ce qui accrédite l'idée de sa folie. Alexandre Ier est plus circonspect, mais n'hésite pas à éloigner sans procès Speranskij (1812) et Pouchkine (1820).

Les chiffres se font plus précis sous Nicolas Ier. A. Leroy-Beaulieu estime que l'on passe de 83 000 déportés en 1830 à près de 100 000 en 1855. Les lois du 18 avril 1869 définissent le régime de déportation en Sibérie orientale ou de détention dans des centrales en Russie d'Europe et en Sibérie occidentale ; celle du 23 mai 1875 établit les conditions de « résidence » (*poselenie*) des « colons forcés » (*ssyl'noposelency*), au terme de leur sentence, et celle du 11 décembre 1879 fixe l'échelle des peines. Les conditions sont dures, avec notamment les chaînes aux pieds pour tous les bagnards au début de leur peine (et aussi aux mains pour les condamnés à plus de douze ans), mais le décompte de la peine est généreux[819]. Quand elle est purgée, les colons forcés peuvent s'installer sur leur lieu d'exil, acquérir des biens, faire du commerce et se marier. De 1878 à 1882, de 18 000 à 20 000 personnes par an sont déportées. Leroy-Beaulieu tente de minimiser, dans ce total, la « part de l'arbitraire administratif », qui n'aurait pas dépassé les 1 à 5 % (de 1869 à 1879), mais admet que les millésimes 1879, 1880 et 1881 ont vu les sentences administratives décupler ou centupler. En définitive, il adopte un relativisme prudent : « Les périodes de rigueur succèdent rapidement aux heures de clémence et les inspirations de l'humanité s'enchevêtrent d'une manière bizarre avec les suggestions de la crainte ou de la colère[820]. » Jusqu'en 1879, les condamnés sont envoyés surtout en Sibérie occidentale. On décide alors de les concentrer en Sibérie orientale, tendance qui s'accentuera encore à l'époque soviétique, même si tout le territoire de l'URSS est, à un degré

ou à un autre, pourvu de camps. En 1893, les derniers bagnes tsaristes de Russie d'Europe sont fermés, à l'exception de la prison de Schlüsselburg, régie par un règlement spécial (du 18 juin 1887).

Sous Alexandre II, des bagnes voient le jour au Turkestan et à Sakhaline. Les premiers vingt déportés arrivent sur l'île en 1858, mais elle n'est officiellement reconnue comme lieu de détention qu'en 1869. Y seront expédiées 37 000 personnes jusqu'en 1905, d'abord à pied, par la Sibérie, puis, dès 1879, par bateau, depuis Odessa[821]. On envoie aussi des femmes, depuis 1884, mais très peu de politiques (seulement 58 en trente-six ans). En publiant *L'Île de Sakhaline* (1895), reportage sans complaisance qui fait grand bruit, A. Tchekhov fait connaître les conditions de vie de la population carcérale et des colons forcés[822]. Mais c'est à la guerre russo-japonaise de 1904-1905, au terme de laquelle la Russie cède au Japon la moitié sud de l'île, qu'ils doivent la liberté. La loi du 10 avril 1906 ferme le bagne et en février 1913 les anciens détenus retrouvent leurs droits complets.

Leroy-Beaulieu voit dans l'ouverture de nouveaux lieux de détention une tentative de purifier l'air de la Sibérie, vicié par l'« accumulation de fumier humain » qui, loin de favoriser la colonisation, la contrarie. Cette analogie hygiéniste lui inspire un bilan négatif de la déportation, qui, « telle qu'elle a été pratiquée en grand, depuis un demi-siècle, n'a réussi ni à la Sibérie qui en devait bénéficier, ni à la Russie qu'elle devait purifier, ni aux condamnés qu'elle prétendait moraliser. » Il appelle à réformer le Code pénal pour en réduire la pratique[823]. Les autorités soviétiques produiront bien un nouveau Code (1922, revu en 1926), mais il servira à développer la déportation dans des proportions jamais vues.

La différence d'échelle entre le bagne tsariste et les pratiques concentrationnaires soviétiques est aussi incontestable que le lien qui les unit, même si elles reposent sur des idéologies radicalement différentes. A. Gentes montre que dans l'un comme dans l'autre le travail forcé fait partie intégrante d'une économie étatique, mais aussi que la « corruption et la malfaisance bureaucratique » nuisent à

l'efficacité du châtiment. On pourrait préciser que si au XIXe siècle cela relève plutôt du laxisme, au XXe, cela ne fait que contribuer à l'abandon et à l'oubli des détenus. Autre pont entre les deux : le respect très relatif de la procédure juridique. Un certain nombre de sentences d'Ancien Régime sont des décisions purement administratives, tantôt du souverain (Novikov, Radiščev, Pouchkine, ou Speranskij), tantôt d'un ministre, tantôt d'un gouverneur de province. Entre 1876 et 1881, ces mesures discrétionnaires sont monnaie courante.

En revanche, le nombre de condamnés et de morts en détention pendant la période soviétique est sans commune mesure avec toutes les statistiques de l'Ancien Régime. En outre, « la cruauté et l'inhumanité sont au XIXe siècle des sortes de sous-produits d'un système mal administré, alors qu'au goulag elles sont des produits finis prévus d'avance [824] ». En matière d'évasions et d'amnisties, c'est encore sous l'Ancien Régime que le sort des bagnards est le plus enviable. La biographie de l'authentique révolutionnaire comprend, presque obligatoirement, un récit de fuite. Ils « s'échappaient par centaines et le plus souvent pour aller à l'étranger », passant donc les frontières de l'Empire. S'évader consiste à quitter son lieu de relégation sans autorisation, ni passeport. Selon Leroy-Beaulieu, au 1er janvier 1876, seulement les deux tiers des assignés à résidence du gouvernement de Tobol'sk s'y trouvent réellement. Il signale aussi la tradition de compassion des paysans libres qui laissent le soir, « à la porte ou à la fenêtre de leur *izba*, un morceau de pain et une cruche d'eau pour les fugitifs qui peuvent passer dans la nuit ». Dans le total annuel des déportés, il faut compter 10 % d'évadés repris [825]. Au goulag, les tentatives de fuite sont très nombreuses, mais n'aboutissent quasiment jamais, surtout dans la terrible région de la Kolyma. Les conditions climatiques, l'épuisement dû à la faim et aux mauvais traitements et les dénonciations permanentes facilitent le travail des gardiens et des chiens ; la solidarité traditionnelle envers les « infortunés » a disparu, ou privilégie les prisonniers de droit commun. Sous le régime tsariste, d'assez larges amnisties sont accordées lors des couronnements (en 1856, pour les décembristes) et des grandes fêtes nationales comme le tricentenaire des Romanov

en 1913. Le régime soviétique est beaucoup plus avare jusqu'à la mort de Staline. Et la victoire de mai 1945 donne le signal d'une vague de déportations massives qui entraîne au goulag les anciens prisonniers des Allemands, des civils des zones libérées accusés de collaboration, et les émigrés qui ont répondu aux vibrants appels les invitant à rejoindre la mère patrie.

En recherchant un lien entre deux systèmes, on trouve l'expérience des camps de prisonniers de la Première Guerre mondiale où sont internés, dans des conditions plus ou moins précaires, des dizaines de milliers d'hommes. De plus, les opérations militaires s'accompagnent de l'évacuation, souvent forcée, de populations civiles dont la loyauté est jugée suspecte, comme les juifs. Les Russes ont déjà déplacé des peuples insoumis du Caucase sous Nicolas Ier ou Alexandre II, mais entre 1914 et 1917, les mouvements prennent une ampleur qui annonce les grandes déportations collectives du XXe siècle. Un dernier legs empoisonné du tsarisme est la culture du soupçon et de la provocation. Les efforts de l'Okhrana pour infiltrer les mouvements révolutionnaires, mais aussi les trajectoires personnelles, souvent peu rectilignes, des populistes, anarchistes, ou même des marxistes, rendent toujours crédible une accusation de trahison. Les violences infligées aux prévenus et la terreur régnant sur l'URSS dans les années des grandes purges staliniennes, expliquent, certes, les aveux fantastiques que font alors les « vieux bolcheviks », accréditant des dossiers fabriqués, mais on pouvait toujours douter du passé de chacun.

chapitre 12

Droit et justice face à la diversité

contraintes et options

1. Historiographie

L'historiographie actuelle du droit est avant tout celle du transfert : entre les groupes, entre les institutions, entre les pays et à l'échelle globale [826]. L'idée d'un espace, fermé aux influences, est considérée comme peu réaliste. Mais la construction d'un droit à caractère national, capable d'immuniser la nation contre les influences portant atteinte à son intégrité, est un idéologème fort au XIXe et XXe siècles. La découverte d'un droit russe unique, de son historicité, est la marque du XIXe siècle, quand la notion universaliste du droit est abandonnée. Cela a donné lieu à de nombreuses controverses d'historiens qui nous occupent aujourd'hui encore.

Au moment de la naissance des écoles historiques en Russie, au milieu du XIXe siècle, on conçoit le droit russe comme profondément différent du droit romain. On cherche à déterminer à quel moment le souverain, en construisant un État fort, a pris l'initiative de définir le droit. On cite Ivan IV, mais aussi, dans le domaine du droit civil, Pierre le Grand. En même temps, on tente de fixer, par des études ethnographiques, le droit coutumier encore appliqué par les paysans russes [827].

Mû par l'impulsion nationale, l'intérêt pour l'interaction entre l'État et le droit (*gosudarstvo i pravo*) conduit à l'institutionnalisation à grande échelle de la recherche sur ce sujet. De nos jours encore en Russie, dans les établissements de formation du ministère de l'Intérieur, ce sont souvent des juristes qui produisent les études historiques et dispensent les cours d'« histoire de l'État et du droit » destinés aux futurs fonctionnaires. En même temps, de nombreux historiens

traitent de ce sujet. Cet aperçu est une synthèse de travaux choisis dans le corpus de la recherche internationale.

Les représentants de l'appareil bureaucratique russe, et notamment ceux qui appartiennent aux « structures de maintien de l'ordre » (*silovye struktury*), ont tendance à lier la (re)construction de l'histoire du droit et de la justice à leur propre légitimation et ne sont pas enclins à rompre avec des narratifs nationaux. Par contraste, la majorité des auteurs cités ici analyse avec prudence l'amalgame entre les notions de droit, d'État et de nation, notamment l'idée de la supériorité du droit russe sur les régimes occidentaux de droit, qu'illustre son caractère plus humain, ses origines autochtones ainsi que son évolution autonome qui échappe à toute comparaison, et l'idée d'incompatibilité des conceptions « occidentales » de l'État de droit avec ce régime. Pour ces auteurs, les phénomènes du droit russe dont on peut observer des équivalents ailleurs à la même époque sont aussi nombreux que les traits caractéristiques d'un développement national. Pourtant, confrontés à la fin de l'Empire russe et à trois révolutions, ils s'interrogent sur les facteurs de stabilisation ou de déstabilisation dans l'évolution du droit et de la justice.

Récemment, les historiens se sont intéressés à la compétence judiciaire comme moyen d'organiser la diversité ethnique et confessionnelle de l'Empire. Ces études s'appuient sur une tradition assez ancienne : bien avant 1917, la légitimation de la domination impériale russe coexiste avec une mise en valeur de l'interculturalité. Aujourd'hui, les chercheurs ajoutent une nouvelle qualité aux études sur ce sujet, inspirés par la recherche postcoloniale et l'analyse minutieuse des pièces de procédure.

2. Sources et structure du droit

Le système de la Russie impériale n'est pas facile à classifier. En théorie, on pourrait dire que la Russie impériale dispose d'un régime de *Statute Law*, mais, selon R. Wortman, sans que les contemporains sachent vraiment ce qu'est le *Statute Law*, car la manière de légiférer est peu déterminée tant que l'autocratie reste intacte. Faute de mode participatif, la

volonté du souverain, manifestée dans un édit, a tout autant force de loi que les articles des codes en vigueur[828]. Mais les historiens du droit ont tendance à souligner que la signification de la loi est relative dans beaucoup de sociétés historiques : on ne s'attend pas forcément à ce que la loi soit appliquée[829]. Longtemps, la loi garde un caractère d'expérimentation, ce qui est certain pour le sujet que nous traitons.

Le droit naturel

L'idée du droit naturel s'établit en Russie sous Pierre le Grand. Il apparaît en tant qu'argument des souverains dans leurs relations avec les autres puissances, avec les représentants desquelles le souverain russe cherche à parler la même langue. Pierre le Grand s'appuie sur cette notion en négociant avec les monarques européens l'extradition de son fils fugitif, mais surtout en expliquant ses campagnes en termes de guerre juste (*bellum justum*) et de guerre légale (*bellum legale*). Il fait traduire en russe Grotius et Pufendorf[830]. Or le droit naturel, apprécié pour son utilité par la rhétorique légitimatrice, montre vite son incapacité à résoudre les conflits réels. La tendance en Europe est en direction du droit positif. Les traités internationaux que concluent Pierre et ses héritiers créent du droit positif international, en considérant non seulement les intérêts de politique étrangère de l'Empire, mais aussi sa stabilité intérieure, quelques-uns de ces traités formulant une position commune aux signataires à propos des rebelles[831].

Malgré cela, le droit naturel reste une référence importante : on le cite en tant que source des lois fondamentales de l'Empire, qui règlent la succession et doivent sécuriser le système contre le danger émanant des révolutions de palais[832].

Exempté du pouvoir du souverain, le droit naturel ne marque qu'une position extrême dans le spectre des droits « en usage » en Russie à l'époque impériale. Le désir d'établir un ordre intérieur avec les moyens de l'État se renforce au début des Temps modernes. L'interculturalité de l'époque de Pierre le Grand repose sur l'emprunt de véhicules de progrès et de succès. On puise donc dans les législations que l'on considère comme répondant à ces objectifs, par exemple, le droit

militaire de la Suède. De plus, Pierre le Grand hérite des résultats d'une longue histoire de transferts.

Réceptions, transfert, codification : le droit de l'État

La Rus' médiévale et la Moscovie n'avaient ni les moyens ni la nécessité d'adopter à une grande échelle et en profondeur l'héritage du droit romain, qui était en vigueur chez leur marraine byzantine. L'Église sera l'agent du transfert du droit byzantin. Or, contrairement à l'Église romaine de l'Occident médiéval, l'Église orthodoxe russe n'a jamais été un « quasi-État ». Dans la Rus' médiévale, l'Église est plutôt une structure hiérarchique spirituelle, faisant preuve dans son ressort d'une grande souplesse vis-à-vis des conquérants mongols. C'est en premier lieu l'influence des Mongols qui aide à former les structures exécutives du pouvoir du grand-prince moscovite. Les hommes d'Église, eux, importent dans la Rus' médiévale les normes byzantines dans le domaine familial et successoral, que, selon V. Sergeevič, ils adoptent en tant que juges dans ces affaires [833].

Le droit canonique en vigueur en Russie à l'époque de Pierre le Grand combine des éléments hérités de Byzance et des décisions des conciles locaux dans la Rus' et en Moscovie. Ce droit est incapable de renforcer l'Église par rapport au souverain au niveau institutionnel : l'acte juridique, organisant la gouvernance de l'Église jusqu'en 1917, le règlement ecclésiastique, a été écrit par Théophane Prokopovyč avec Pierre le Grand !

Mais le droit canonique reste un facteur d'importance dans la vie des sujets des tsars, non seulement en ce qui concerne les sanctions que peut imposer l'Église, souvent complémentaires des sanctions imposées par des tribunaux de l'État, mais aussi parce que c'est l'Église qui gère les dossiers concernant le mariage et la dissolution du mariage. Comme l'a montré P. Werth, les décideurs laissent cette prérogative aussi aux autorités religieuses non-orthodoxes. L'influence du droit canonique sur le droit civil de l'État en cette matière ne diminue qu'après la révolution de 1905 [834].

Certes, l'Église perd des prérogatives qui lui sont réservées d'avance déjà à l'époque du père de Pierre le Grand : des

délits, autrefois sanctionnés exclusivement par l'Église (l'infanticide [835], l'apostasie, etc. [836]), sont intégrés au nouveau code de droit du souverain, le Code de 1649. En même temps, il est difficile de parler de sécularisation, parce que l'État qui s'arroge la prérogative de poursuivre ces crimes aux dépens de l'Église, n'en reste pas moins sous l'influence de cette dernière. La criminalisation de l'apostasie de la foi orthodoxe, elle aussi, n'est abolie qu'en 1905 [837] !

Les normes du droit romain, empruntées aux codes byzantins, influencent le Code de 1649 et les « articles sur les crimes » de 1669, en les obligeant à prescrire des sanctions plus rigides et plus violentes [838]. En plus, la Moscovie du milieu du XVIIe siècle et l'empire de Pierre le Grand sont perméables aux droits de leurs rivaux. Pierre le Grand hérite de l'assimilation par la législation russe du troisième statut lituanien, principale source juridique du grand-duché de Lituanie, elle-même tributaire du droit byzantin [839]. Le statut a été composé pour servir un régime politique réunissant une noblesse aux droits garantis et un souverain fort. Le code moscovite de 1649, qui résulte de son absorption sélective, sert les intérêts du souverain (par rapport à tous ses sujets) et des seigneurs (par rapport à tous sauf le souverain).

Ce Code est beaucoup plus complet que le droit écrit, qui existait en Moscovie avant sa promulgation, mais il devient archaïque au début des réformes de Pierre le Grand. Notamment, l'armée régulière, déclarée raison d'être et instrument universel de l'État, n'y était que faiblement représentée. Par conséquent, Pierre introduit des codes de droit militaire, vite déclarés valables aussi pour les cours civiles, mais que ces dernières n'adoptent pas [840].

Pierre commence à établir son propre droit militaire avec le Code militaire (*Artikul voinskij*, 1715) et le règlement militaire (*Ustav voinskij*, 1716) pour aboutir au règlement de la marine (*Morskoj ustav*) en 1720. Introduit à une époque de forte activité, avec des troupes partant et arrivant, le droit militaire pétrovien doit veiller à la discipline militaire, considérée comme moyen de faire adhérer les soldats et le pays à la « civilisation » [841].

Le droit militaire pétrovien se distingue du Code de 1649 non seulement parce qu'il ne s'adresse qu'à une partie de la population, mais aussi par sa définition plus précise de la légalité. On vient de mentionner que la conception de ce qui est légal dans le Code de 1649 est subordonnée aux intérêts du souverain et des seigneurs [842]. Concernant le droit militaire de Pierre le Grand, D. Serov souligne qu'il définit le savoir juridique comme garantie de l'application correcte de la loi [843].

Comme le Code de 1649, les codes pétroviens présentent une hiérarchie des crimes qui reflète les valeurs principales de l'autocratie à cette époque. Cette hiérarchie est orientée, comme dans ce code-là, vers la protection du souverain. Il est évident que la protection prioritaire des représentants mâles, dans une optique double, patriarcale et militaire, est ici plus présente. Le souci aigu des « ressources humaines » de l'État est mis en relief par l'interdiction absolue de l'infanticide [844].

À la différence du droit pénal, le droit civil n'est pas soumis à une réécriture cohérente dans les codes publiés par Pierre le Grand, bien que le projet pétrovien de code compréhensif lui accorde une section séparée [845]. Dans le domaine du droit civil, les blocages, empêchant la réception du droit romain sont probablement plus forts que dans le domaine pénal. Pierre le Grand cherche à rapprocher la façon de vivre de ses sujets du style qu'il croit être européen. Pourtant, se considérant le maître suprême de toutes les ressources de la Russie, il doit avoir du mal à adopter les conceptions de propriété du droit romain qui correspondent aux types sociaux qu'il dit vouloir créer. E. Pravilova montre que cette attitude ne sera abandonnée, tout aussi radicalement, que par Catherine II [846].

L'intention, énoncée dès le règne de Pierre le Grand, de publier un nouveau Code, remplaçant l'ensemble de la législation précédente, n'est réalisée ni par lui, ni par ses successeurs [847]. Les efforts pour accomplir une telle codification continuent sous Catherine II, avec de grandes ambitions. Cette fois, on ne doit pas adopter un Code « étranger », mais une bonne partie de la pensée juridique des Lumières (notamment celle de Beccaria). Le destin du projet est connu : il en reste surtout l'Instruction que Catherine II a

donnée à la commission, chargée de rédiger le nouveau Code. Le projet d'un droit au visage humain s'arrête à mi-chemin. En fait, tout n'est pas nouveau dans l'Instruction, par exemple, par exemple, la position à propos du crime de lèse-majesté verbale. Déjà l'impératrice Élisabeth avait pris ses distances avec l'*habitus* du souverain insulté, qui poursuit avec rigueur les discours dépréciatifs sur sa personne[848]. L'ambiguïté de l'approche de Catherine II devient visible dans le fait que les discours dépréciatifs sur le souverain, dédramatisés dans l'Instruction, ne sont pas pour autant classés comme délits mineurs, à traiter par le droit policier, créé pour une série d'autres délits que l'impératrice éclairée considère comme trop triviaux pour figurer dans le pénal[849].

À l'échelle européenne, la pensée juridique de Catherine II est dépassée par les conséquences de la Révolution française. La Révolution promeut non seulement les Lumières, mais aussi les droits de la nation. Ce postulat est un défi lancé au législateur d'Ancien Régime, quel que soit le type de régime qu'il serve. Il se sent désormais obligé de trouver sa propre version de la nation, tout en s'efforçant de préserver l'ordre établi contre toute tentative de révolution. La conséquence de ce développement est un double paradoxe. Premièrement, l'époque d'un transfert intense de droit, correspondant à l'empire de Napoléon Ier, est marquée par l'obligation de créer des droits « nationaux », ce qui remet en cause la réception de « droits étrangers ». En outre, comme E. Pravilova le montre sur l'exemple des conceptions juridiques de la propriété des ressources naturelles et intellectuelles, la mise en valeur de la nation à l'instar de la Révolution et dans le combat avec cette dernière discrédite ce qui vient d'être considéré comme progressiste. Catherine II adopte du droit romain la notion de propriété privée qui protège le propriétaire individuel d'une manière inédite. Cette notion de la propriété « absolue » se heurte désormais aux droits de la Nation, qui, selon le Code civil, elle aussi dispose de droits de propriété. Or l'autocratie, pour sa part, traite avec suspicion ce nouvel acteur, tout en essayant d'en faire son allié. Les maîtres à penser de l'autocratie des premières décennies du XIXe siècle cherchent à réduire la « nation » à une formule d'identité à part, distincte

de ce qui est désormais déclaré comme « étranger »[850]. C'est sous ce drapeau national que sont repris les efforts pour codifier les lois de l'Empire russe.

Il n'est donc pas étonnant que les premières propositions pour la codification des lois de la Russie au XIXe siècle soient rejetées au motif qu'elles ne sont pas assez « russes » : soit la pensée juridique allemande y est trop représentée, soit c'est le modèle français, comme c'est le cas en 1812, quand Speranskij présente un projet fort influencé par le Code civil[851]. Pendant les premières années du règne de Nicolas Ier et avec son instruction explicite de créer un Code au caractère national, une collecte exhaustive de droit est enfin réalisée. Elle englobe, entre autres, le droit pénal et le droit civil, classés séparément. T. Borisova montre que les codes, publiés sous Nicolas Ier, ont été présentés par les autorités comme une alternative nationale aux idées constitutionnelles « étrangères »[852]. Mais en réalité, la codification reste une affaire transnationale. Bien que le Code soit proclamé monument du « droit russe », la plupart des dispositions civiles ont des sources étrangères[853].

Comme le Code de 1649 qu'il remplace enfin, le Code de Nicolas Ier reflète les valeurs principales de l'autocratie à son époque. La hiérarchie des crimes dans le Code pénal met en évidence les idées des codificateurs sur la sphère sociale : le social est conçu comme un domaine sous la tutelle de l'État, qui garantit le bien public. Les valeurs de l'autocratie sont aussi dans la représentation de crimes les plus graves. Le Code pénal protège d'une manière ostentatoire les maîtres et les supérieurs contre des actes violents de la part de leurs subalternes. Le juriste N. Tagancev remarque que, tandis que dans le Code de 1832 une réciprocité des responsabilités des deux parties était prévue, le Code de 1845 ne souligne que la responsabilité des subalternes par rapport aux maîtres et non plus *vice versa*[854].

Conçu comme archaïque par les juristes libéraux de la fin du siècle du XIXe siècle, le Code pénal fait l'objet d'une révision, aboutissant à un nouveau Code qui entre en vigueur en 1903. Le social est maintenant conçu comme séparé de

l'État. D'autant plus grand est le défi consistant à le stabiliser. Comme dans les codes plus anciens, ce but de maintien de l'ordre est poursuivi par une criminalisation explicite des actes conçus comme très dangereux. Une nouvelle catégorie de crimes déstabilisateurs apparaît ici sous la notion significative de *smuta*, destinée à protéger les propriétaires privés contre les attaques collectives violentes [855]. Dans le domaine des comportements sexuels « déviants », autrefois considérés surtout comme perturbateurs de l'ordre public et religieux, le Code met l'accent sur l'interaction entre les personnes impliquées, redéfinition que L. Engelstein considère comme indice de la formation d'un espace autonome de l'individu, arraché à un régime absolu fragilisé [856].

Le projet de nouveau Code civil n'aboutit pas. En plus, au début du XXe siècle, la procédure de codification est discréditée depuis longtemps. Étant donné que la manière de légiférer ne suit pas de règles bien définies, la révision périodique du Code de lois acquiert une signification énorme. En effet, c'est par ce biais que l'on « fait » des lois pendant une grande partie du XIXe siècle. Dans les années 1820, alors qu'on prépare la première édition du Code de lois, ce travail est confié à la 2e section de la Chancellerie impériale, ce qui indique aux sujets que le tsar le supervise personnellement. En 1882, le travail de codification est transmis aux instances bureaucratiques, et pendant la période des contre-réformes, les juristes, qui sont désormais les autorités principales dans le discours public sur les affaires de droit, considèrent le processus continu de codification comme « poids mort pour la société [857] ».

Devant ce rejet véhément, le projet d'intégration des sujets dans l'ordre politique par le droit national devrait être considéré comme un échec. Mais on ne doit pas surestimer cet échec, car le droit écrit que fixe la codification n'a pas le monopole. W. Wagner souligne, pour le droit civil, la grande importance des précédents créés par la plus haute juridiction d'appel du pays en matière civile, habilitée à casser les décisions des instances inférieures (*Graždanskij kassacionnyj departament Pravitel'stvujuščego senata*). En effet, ces dernières les considèrent comme contraignants. En pratique,

on n'est donc pas très loin d'un « système de droit jurisprudentiel », sur le modèle de la *Common Law*[858]. De plus, si le droit pénal, au moins en ce qui concerne les crimes capitaux, s'applique à tous les sujets, ce n'est pas le cas du droit civil compilé dans le Code de Nicolas Ier dans de nombreux domaines. En effet, des populations entières sont jugées au civil en vertu d'une multitude de droits particuliers.

Droits particuliers

Dans le domaine du civil, plusieurs espèces de droit coexistent avec le droit impérial formalisé[859].

L'éventail des droits dont l'État permet l'application chez des groupes particuliers représente une version officielle de la diversité de la population. Les autorités centrales perçoivent les droits selon lesquels vivent ces groupes – coutumiers, religieux, locaux – comme des instruments de domination indirecte. Une telle vision devient possible à la suite d'une politique répressive balayant le droit coutumier de la périphérie de l'Empire, devenu incompatible avec les intérêts de l'empereur et des élites : c'est le cas du droit d'asile que les Cosaques accordaient aux paysans fugitifs, aboli déjà sous Pierre le Grand[860].

Droit coutumier des paysans russes

Pour les chercheurs qui découvrent le droit coutumier russe dans la première moitié du XIXe siècle, ce dernier se définit surtout par le fait qu'il s'oppose au droit écrit et formalisé. Les règles non écrites, enracinées dans la pratique quotidienne, fascinent par leur origine populaire. Pourtant, selon T. Šatkovskaja, les codificateurs qui se proposent de fixer le « droit national » n'en tiennent aucun compte[861]. Le droit coutumier est inventé comme un droit à part, dont le principe est la compatibilité avec la vie telle qu'elle est, tandis que la loi de l'État a un caractère programmatique[862]. Comme la pratique du droit coutumier ne nécessite pas la lecture de sources écrites, elle est possible dans les milieux de paysans dont la majorité est illettrée. En même temps, le droit coutumier est l'objet de prédilection des chercheurs dans leur auto-identification nationale.

Les premiers chercheurs qui se penchent sur le droit coutumier distinguent le droit pratiqué par les communautés de paysans, qui ne sont pas soumises au servage, et celui pratiqué dans le cadre des domaines seigneuriaux. Cette dernière espèce perd sa légitimation au moment de l'abolition du servage. La première espèce, en revanche, est rendue obligatoire pour toutes les communautés de paysans, y compris les anciens serfs. Considérés comme habitants d'un monde à part, rigoureusement patriarcal et communautaire, les paysans ont besoin d'être jugés et de juger en matière civile et pour les délits mineurs selon leurs traditions, sans accès direct à une justice sur la base du droit de l'État. Contribution majeure à la construction de l'image du paysan en tant qu'autrui par rapport aux classes éduquées, cette approche est en contradiction avec les éléments de modernité dans la vie paysanne, comme la mobilité et l'esprit d'entreprise, qui sont présents au village bien avant l'abolition du servage [863].

La conception d'un droit à part réservé aux paysans contredit un élément principal de la réforme judiciaire de 1864 : les paysans sont considérés comme capables de contribuer à la justice d'État en tant que jurés dans les cours d'État. Pour parler d'un « droit paysan russe » et pour lui accorder un caractère national, il faut faire abstraction de la diversité des normes régulant la vie des paysans sur un vaste territoire. En outre, les normes selon lesquelles les paysans exercent la justice ne sont pas forcément étrangères au droit écrit, comme l'observe J. Burbank à propos des affaires d'honneur [864]. Enfin, selon H. Hudson, bien avant 1861, cherchant des arguments pour défendre sa maison et sa famille et résister aux prétentions des seigneurs, le paysan ne se restreint pas nécessairement au droit coutumier, mais s'appuie aussi sur la loi [865].

Tout cela ne signifie pas qu'on doit nier les spécificités de la pensée « juridique » des paysans : le « droit fondé par le travail » (*rabočee načalo*) considéré comme critère fondateur de l'appartenance à la famille, une notion du pénal différente de celle du droit écrit, ou la notion de propriété juste [866]. On voit cette dernière à l'œuvre dans les partages spontanés (*černye peredely*) et l'expropriation de nobles lors de la

révolution de 1905. La légitimation de ces actes par le droit coutumier paysan fait de la mise en valeur de celui-ci un boomerang pour l'autocratie.

Droits des non-Russes

« Ces lois dont on a tant parlé, au bout du compte ne sont point faites encore […]. Imaginez, je vous prie, qu'elles doivent servir pour l'Asie et pour l'Europe, et quelle différence de climat, de gens, d'habitude, d'idées même [867] ! », écrit Catherine II à Voltaire en mai 1767, de la ville multiethnique de Kazan. Bien avant la manifestation de cette anxiété éclairée à propos des besoins des sujets, le droit des non-Russes retient l'intérêt des autorités centrales, plutôt pour organiser d'une manière efficace la domination des communautés et des territoires concernés. L'approche est modifiée en fonction des circonstances locales. En voici quelques exemples à l'ouest et à l'est de l'Empire.

Pour Pierre le Grand, l'Ukraine est un territoire d'expansion de l'Empire, mais aussi une source de normes culturelles, considérées comme équivalentes ou supérieures au répertoire de la Moscovie tardive. La clé de voûte en est le troisième statut lituanien, qui est le « droit local » en Ukraine et qui, en même temps, a une fonction de modèle pour la législation moscovite. Il est aboli par Nicolas Ier entre 1831 et 1842 [868].

Ce n'est pas par hasard que les autorités centrales font fixer le droit « petit-russien » à partir de 1728 [869], année où trois Russes sont délégués au Haut Tribunal des Cosaques ukrainiens, jusque-là autonome. L'utilisation de la fixation du droit ukrainien comme instrument de domination impériale est encore plus évidente en 1804 : lors d'une initiative pour systématiser les droits locaux, on ne fixe que le droit civil « petit-russien » [870], indiquant que le pénal, instrument du renforcement direct de l'obéissance aux autorités, est la prérogative de l'État central.

Au nord-est de l'Empire, le droit local attire également l'attention des autorités centrales. Elles décident en 1754, que les Bouriates et les Evenques – tributaires (*jasačnye ljudi*) de Sibérie – doivent être punis pour le vol de bétail chez les leurs, mais aussi chez les Russes, selon leurs coutumes. Ce droit

coutumier apparaît dans les édits correspondants comme des « lois des steppes ». Celles-ci sont fixées pour donner de la solidité aux décisions prises sur leur base [871].

La fixation du droit des ethnies musulmanes au XIXe siècle poursuit un objectif politique évident. Les autorités centrales considèrent de manière erronée le droit coutumier (*adat*) comme opposé au droit religieux [872] (*sharia*) et y voient parfois une alternative à celui-ci. P. Sartori observe qu'elles partent de la vision d'une triple structure dans des régions avec une population hétérogène : les Russes doivent se conformer aux lois générales de l'Empire, les indigènes sédentaires sont censés s'adresser aux tribunaux de la sharia, et les nomades à ceux qui appliquent le droit coutumier [873]. Il est probable que le traitement du droit coutumier est influencé par l'idée que ces trois groupes occupent des places différentes au sein de la hiérarchie de la civilisation. À tout le moins, on perçoit une mission « civilisatrice » lors de l'essai de codification du droit coutumier des Kazakhs dès les années 1820, supposée adoucir dans ce droit « tout ce qui est sauvage et brutal ». La tentative est abandonnée face à la résistance des Kazakhs à la colonisation de leur territoire [874].

Un rôle dans les stratégies de domination impériale est aussi accordé à la sharia, dont l'État autorise l'application chez les musulmans. J. Meyer va jusqu'à dire que la communication entre représentants de l'État et les musulmans se fait à travers un discours islamique [875]. Or, bien entendu, dans les régions multiconfessionnelles comme ailleurs, chacun cherche à se faire juger selon un droit avantageux pour lui. Par exemple, face aux compétences extraordinaires que les autorités ont accordées aux cours musulmanes en Asie centrale, les juifs de cette région, au début du XXe siècle, insistent pour n'être soumis qu'au droit de l'État, en s'appuyant sur leur identité de sujets de l'empereur [876]. Il n'est pas étonnant que ce parcours soit aussi choisi par des musulmanes : des femmes tatares font appel au droit de l'État, qui, à la différence de la sharia, permet aux femmes mariées de posséder même de la terre. Selon S. Kirmse, le droit de l'État est une ressource pour les Tatars, hommes et femmes, qui se plaignent de l'injustice de décisions prises par leurs familles ou leurs communautés [877].

L'attitude des autorités et des experts vis-à-vis de cette diversité conservée et même protégée est ambiguë. On accorde aux droits locaux un poids important dans la pratique judiciaire, mais, selon M. Tissier, on ne les trouve pas vraiment dignes d'être intégrés dans les *curricula* des études de droit dans les universités [878].

Le paysage institutionnel des instances judiciaires correspond à la diversité des sources du droit.

3. Formation et usage de la justice

Les hésitations au XVIIIe siècle en ce qui concerne la promulgation d'un code de loi contrastent avec une forte activité de restructuration des institutions. Celle-ci marque aussi le milieu du XIXe siècle avec la réforme de la justice de 1864, qui crée autant de problèmes qu'elle en résout. Jusqu'aux révolutions de 1917, en passant par 1905, la question de la confiance en la justice [879] est l'un des défis les plus aigus pour le régime.

Institutions appliquant le droit de l'État

Les instances judiciaires

Dans la seconde moitié du XVIIe siècle l'image du tsar, accessible pour ses sujets, pâlit, et la position de la bureaucratie en tant qu'interlocuteur direct des sujets devient évidente [880]. Pourtant, à cette époque prépétrovienne, en temps de crise, la donne change : le langage symbolique dans la communication du souverain avec ses sujets redevient celui du tsar-juge suprême, qui agit dans le cadre de valeurs communes. Selon N. Kollmann, Pierre le Grand rompt avec ce caractère dialogique du pouvoir de juger et punir en faveur de la coercition pure [881], mais aussi d'une institutionnalisation de nouvelle qualité. Il fonde le collège de la Justice, la première institution au sein de l'administration centrale exclusivement responsable de la justice et qui a aussi une fonction d'appel entre les cours et le Sénat [882]. Et, avant tout, il essaie d'établir des institutions judiciaires, séparées de l'administration, à tous niveaux et en plusieurs instances [883].

L'établissement d'institutions dont la seule compétence est la justice contribue à la construction de l'État, projet majeur pour lequel Pierre le Grand a besoin de coacteurs à tous les niveaux de l'ordre social. Pierre essaie de mettre au pas ses hommes forts par une répression démonstrative de la corruption (avec un succès médiocre)[884] et de la « trahison ». Or les procès en lèse-majesté ne sont pas monofonctionnels : ils remplissent des fonctions de communication et de sanction que l'État pétrovien (puissant, mais incomplet) laisse ouvertes[885].

Selon N. Kollmann, la justice reformée pétrovienne est relativement efficace et correcte pour l'époque. Or, dès 1722, les nouvelles cours sont démantelées, en commençant par les cours inférieures, transformées en cours du gouverneur[886], et les successeurs de Pierre le Grand achèvent ce démontage.

La justice pétrovienne et postpétrovienne doit servir, au siècle suivant, de repoussoir, symbole d'une Russie arriérée, dont se distingue l'époque progressiste des réformes du XIXe siècle. De ce point de vue, la justice ne se libère de ses traits les plus sinistres que sous Catherine II. Il est vrai qu'on observe chez l'impératrice éclairée une certaine souplesse par rapport à la criminalité. Selon O. Omel'čenko, Catherine II part du fait que la criminalité est une constante anthropologique, un mal inextricable. Par conséquent, plusieurs délits sont séparés des crimes graves et renvoyés dans le domaine de l'ordre public[887]. Le principe de la restructuration des compétences judiciaires dans la réforme de l'administration locale de 1775 est la distinction selon l'état du justiciable, avec des cours séparées pour nobles, citadins et paysans[888]. Le Sénat est la plus haute cour d'appel, mais les représentants des groupes non privilégiés ne peuvent pas faire appel au Sénat contre les décisions des cours chargées des cas criminels jusqu'en 1823[889]. L'« Expédition secrète » du Sénat, responsable des cas de lèse-majesté, n'est abolie que par Alexandre Ier, pour être rapidement remplacée par l'institution, qui plus tard, sous Nicolas Ier, donnera naissance à la police secrète en Russie.

Pendant le règne de Nicolas Ier, non seulement on achève le projet de codification, mais on fait aussi un pas en avant vers la professionnalisation du personnel judiciaire. « Le statut universitaire de 1835 transforme l'enseignement du droit en objectif majeur des universités[890]. » Avec la professionnalisation du personnel judiciaire, les fondements de la réforme à venir sont jetés. Nous nous concentrons ici sur la réforme de la procédure pénale, car elle est beaucoup mieux étudiée que celle de la procédure civile. En 1860, on crée la fonction de juge d'instruction (*sudebnyj sledovatel'*)[891]. La réforme du système judiciaire en 1864 remplace le procès inquisitoire (à huis clos et mené par écrit) par une procédure reposant sur des débats contradictoires en audience publique. Cette forme de procès, fondé sur la confrontation entre procureur d'un côté et avocat de l'autre, met en compétition des professionnels du droit sous les yeux du public admis à assister aux audiences de la nouvelle cour d'assises. Celle-ci est formée sur un modèle déjà dépassé « dans la plupart des États européens », datant de la Révolution française et garantissant une grande indépendance du jury, au détriment de l'influence des juges[892]. Les jurés sont issus de larges couches de la population (mais avec des restrictions ethniques et religieuses). La critique ne tarde pas. Selon L. McReynolds, la cour d'assises est l'institution la plus démocratique de la Russie tsarienne, mais elle est gravement critiquée pour trop souvent acquitter les accusés, en se laissant guider par des motifs religieux[893]. Les jurés paysans sont critiqués pour leurs décisions sélectives. En effet, on observe leur indulgence envers les violeurs et les meurtriers de voleurs de chevaux et de bétail[894]. La contre-réforme sous Alexandre III introduit pour les jurés des conditions censitaires strictes de propriété et de revenus, ainsi que l'obligation de lire le russe. Une institution-clé de la réforme de 1864 au niveau de la justice locale, le juge de paix élu, est abolie en 1889[895].

À cette époque, les cours reformées sont déjà devenues une scène pour de grands procès-spectacles. Dans ces spectacles, l'État – ou l'ordre politique et social – est parfois dans le rôle de l'accusé[896]. Les hommes de lettres reportent leur critique du régime dans des descriptions mordantes de scènes devant les

tribunaux, et les autorités cherchent à cacher au public les procès politiques en les déléguant à la justice militaire, car ils craignent une héroïsation des malfaiteurs[897] et leur propre discréditation[898].

La procédure

La forme dominante sous Pierre le Grand, était la procédure inquisitoire, caractérisée par la torture en tant qu'*ultima ratio*. En effet l'application de la torture n'est pas arbitraire. On y observe une gradation selon des critères de hiérarchie sociale, même dans les cas les plus importants pour l'autocratie : sous Pierre le Grand, les nobles et les non-nobles sont soumis à la torture dans les procès de lèse-majesté, mais les premiers plus rarement et sous une forme plus souple[899]. G. Babkova et E. Akel'ev, analysant des procès criminels à Moscou dans la première moitié du XVIIIe siècle, arrivent à la conclusion que la torture est régulée par une décision collective et en référence à des sources de droit, qui la restreignent. En même temps, on trouve dans les projets de codification l'idée qu'il est impossible de recevoir des témoignages crédibles sous la torture[900]. Élisabeth et Catherine II limitent la torture[901], Alexandre Ier l'abolit en 1818. Son abolition entraîne un débat entre juristes sur les règles de preuves, la confession forcée n'étant plus à l'ordre du jour.

Le serment reste parmi les méthodes acceptées. Encore en 1901, le juriste A. Levenstim plaide pour la multiplication des formes de serment admissibles dans les cours pour adapter cet instrument aux besoins d'une population multiconfessionnelle et à des niveaux de civilisation différents[902]. Un autre moyen de rechercher la vérité est le recours à l'expertise. L'époque des reformes voit l'essor des rapports d'experts, surtout de médecins, qui vérifient l'état de responsabilité de l'accusé ainsi que la crédibilité de l'accusé, de la victime et des témoins. Pourtant, cela n'est pas forcément bien vu par les juristes[903]. La croissance de l'influence de l'expertise médicale peut avoir une conséquence ultime : limiter la liberté de décision du juge, qui n'est que depuis peu libéré de l'obligation de la preuve formelle. Il faut aussi ajouter que des experts de différentes disciplines jouent un rôle néfaste dans

les procès contre les Oudmourtes, accusés de sacrifice humain en 1892 et dans un procès tristement célèbre de 1903, dans lequel on veut prouver l'existence d'un « meurtre rituel » à Dubossary [904].

Il reste les témoins qui ne sont pas des experts. Pour l'époque de Catherine II, on constate une tendance à choisir des témoins de statut social élevé (par exemple, des prêtres ou les « meilleurs » parmi les paysans) [905]. Mais l'ancienne procédure de témoignage collectif pour attester de la réputation d'une personne indépendamment des positions sociales des témoins (poval'nyj obysk) survit elle aussi [906]. Or à la fin du XIXe siècle, les juristes commencent à mettre en doute cette procédure, en citant le Code pénal français, ne permettant pas de questionner les témoins de moralité de l'accusé ailleurs qu'en audience [907]. Un peu plus tard, apparaît un autre argument contre la pratique de l'enquête de voisinage : on constate que cette institution est dépassée pour les crimes commis en milieu urbain contemporain, où l'on ne peut pas supposer que tous se connaissent [908]. En même temps, on remet en cause les témoins provenant des couches populaires, à cause de leur sympathie possible pour les délinquants [909]. Enfin, les doutes motivés par le développement de la psychologie apparaissent. Vers le début du XXe siècle, on pense, en Russie comme ailleurs, que même le témoin le plus sincère n'est pas forcément fiable à cause d'une éventuelle manipulation de sa mémoire. Les contradictions entre les milieux professionnels, le sens aigu des inégalités sociales et la psychologie rendent difficile, à la fin de l'Ancien Régime, de prouver culpabilité ou innocence d'une manière convaincante [910].

Pourtant, la portée des phénomènes de crises des cours d'assises fondées en 1864 pourrait être relativisée à cause de la grande diversité des institutions judiciaires. Les éléments radicaux de la réforme de 1864 contrastent avec un certain conservatisme, garantissant la persistance d'un nombre d'institutions traditionnelles, ce qui entraîne la coexistence perturbante de différentes formes de justice.

Institutions appliquant les droits particuliers

Les juridictions de l'Église orthodoxe

L'une de ces formes est la justice de l'Église orthodoxe. La compétence judiciaire des autorités ecclésiastiques est conservée même pendant les règnes des souverains réformateurs les plus décidés. Pierre le Grand laisse au Synode, les cas concernant le clergé et les domaines ecclésiastiques, la foi et l'hérésie, ainsi que plusieurs domaines du droit de la famille [911]. Catherine II compte sur l'Église pour discipliner ses sujets dans les territoires annexés comme ses sujets de longue date [912]. On a mentionné que le mariage et le divorce restent des affaires religieuses. Or, comme le montre B. Engel, malgré la compétence exclusive des autorités ecclésiastiques, il reste une chance réelle d'obtenir un divorce par appel à la Chancellerie impériale pour la réception des pétitions. Symbole du paternalisme autocratique, cette instance prend des décisions en faveur de ceux qui sont désavantagés par l'ordre patriarcal [913]. La solution pour les impasses des sphères les plus traditionnelles du système judiciaire est trouvée au-delà de la justice.

Les juridictions des paysans russes

Pendant la majeure partie de l'époque impériale, une part importante des paysans relève de la justice de leur seigneur en matière civile et pour les délits mineurs. Après l'abolition du servage, tous les paysans doivent être jugés dans les affaires susmentionnées par les anciens de leur village, ou, à un niveau plus élevé, par des tribunaux de paysans du canton (*volost'*). Selon J. Burbank, les tribunaux de canton, dont les juges viennent de villages différents et dont la responsabilité ne s'arrête pas aux frontières d'un village, donnent à la justice paysanne une qualité qui invalide l'image d'une justice à horizon limité : les tribunaux au niveau du canton doivent résoudre des conflits dans un espace public plus large que celui de la communication en « face à face » quotidienne au village [914]. Burbank constate que cette pratique judiciaire autonome des paysans est bien acceptée. La justice au niveau du canton est recherchée même par ceux et celles en bas de la hiérarchie familiale et de la communauté au village, comme

les femmes mariées défendant leurs intérêts contre leur belle-famille [915].

Pourtant, les juridictions propres au monde paysan freinent son émancipation, car elles se fondent sur l'appartenance à l'ordre (*soslovie*). La même chose est valable pour les juridictions traditionnelles dont dépendent les non-Russes de l'Empire.

Les juridictions traditionnelles des non-Russes de l'Empire

La reconnaissance de la compétence des juridictions traditionnelles des communautés ethniques de l'Empire confirme le statut de s*oslovie* que reçoit la catégorie des indigènes (*inorodcy*), et renforce les communautés locales, qui élisent les juges. Reprenons des exemples déjà discutés par rapport aux droits particuliers.

Chez les Kazakhs, le pouvoir judiciaire des chefs de clan est formalisé en 1868. Cela entraîne la formation d'un système tripartite : les cours impériales, les cours militaires et le tribunal du chef, nommé « juge du peuple » dès 1891 [916].

Comme les juges-paysans, les « juges du peuple » ne sont en principe pas compétents pour les crimes de sang. À part cela, ils contribuent au pluralisme de « l'offre judiciaire », qui invite la population à choisir l'option la plus avantageuse.

L'institutionnalisation du pouvoir judiciaire des autorités traditionnelles au sein des communautés est l'aboutissement d'une longue pratique. Nous avons vu que des tributaires de Sibérie orientale furent autorisés au XVIIIe siècle à être jugés selon leur droit coutumier, au civil et, pour les délits mineurs, au pénal. En 1728, leurs chefs de clans sont officiellement reconnus en tant que juges pour les petits délits. De cette façon, on leur délègue la résolution des conflits familiaux, trois ans avant le début de la christianisation forcée, qui entraînera dans les familles des affrontements entre convertis et non-convertis. Dès 1752, la révision des décisions des chefs de clans est interdite aux représentants locaux du pouvoir central. Les règles pour l'exercice de la justice par les chefs de clans sont précisées à partir du milieu du XVIIIe siècle : les procédures orales sont autorisées en 1740 et l'instruction de

1763 permet de traiter des plaintes des tributaires de matière expéditive et sans formalités juridiques [917].

Examinons aussi les Cosaques ukrainiens. Les autorités impériales adoptent face à leur tradition juridique un mélange de répression des structures autonomes qui font concurrence à l'État central et de concessions à l'autonomie au niveau inférieur. Nous avons vu que déjà en 1728, trois Russes furent délégués au Tribunal suprême de l'Hetmanat [918]. Plus de vingt ans plus tard, un membre des élites cosaques prend position contre la réduction encore plus radicale de l'autonomie du tribunal, en reprenant la logique impériale : le tribunal ne doit pas présenter ses décisions au Sénat, car les autres tribunaux « nationaux » ne le font pas non plus [919]. En abolissant définitivement l'Hetmanat, Catherine II accorde une juridiction particulière aux Cosaques des gouvernements de Kiev, Černigov et Novgorod-Seversk [920]. Dans les gouvernements ukrainiens, les institutions nées de la réforme judiciaire de 1864, sont introduites en 1880, tandis que chez les Kazakhs, on n'introduit que les juges de paix (à partir de 1898) [921].

La diversité de l'exercice de la justice chez les non-Russes, arme des stratégies de domination impériale aux XVIIIe et XIXe siècles, est remise en cause par les autorités centrales au début du XXe [922]. Certes, la multiplicité des institutions judiciaires chez les non-Russes procure à l'autocratie des occasions bienvenues d'intervention [923]. Mais le pluralisme autorisé crée aussi des facteurs d'insécurité, car les autorités se méfient parfois beaucoup des coutumes auxquelles elles ont donné un rang officiel, comme V. Martin l'a montré pour le serment prêté par les musulmans sur le Coran devant des tribunaux dans les dernières décennies de l'Empire [924].

La justice administrative

Selon J. Daly, pendant ses dernières décennies, la Russie impériale, était un « État de justice (*Justizstaat*) » : « Les tribunaux peuvent se prononcer sur tous les aspects de la vie sociale et politique, mais n'imposent pas de restrictions claires à l'ensemble de la bureaucratie [925]. » Bien au contraire : le pouvoir exécutif, pour sa part, peut même intervenir dans les

cas criminels graves, ce qui est fort critiqué par les défenseurs d'un État de droit (*Rechtsstaat*). Mais, comme en France au XIXe siècle[926], la justice administrative est très estimée par les autorités.

Avant le règne de Pierre le Grand, les cours n'existent pas comme institutions à part, et l'institution judiciaire tout entière peut être qualifiée d'administrative. Désormais, seule une partie conserve ce caractère. Les crimes contre le souverain sont traités par des chancelleries plus ou moins spécialisées dans cette fonction au sein de l'administration centrale. Sous Catherine II, les gouverneurs sont les interlocuteurs de l'administration centrale et du procureur général. Se présentant comme des bureaucrates éclairés, ces hauts fonctionnaires contribuent à une approche plus souple de la lèse-majesté verbale[927]. Pendant les premières décennies du XIXe siècle, les gouverneurs ont le droit de surveiller les procès criminels dans leur gouvernement respectif, mais ils n'en font pas forcément usage[928].

On ne s'étonnera pas que les autorités préfèrent déléguer les cas criminels concernant des malfaiteurs issus de leurs propres rangs à l'administration[929]. Daly observe que pendant les dernières décennies de l'Ancien Régime, elles ont tendance à faire de même dans les procès politiques, quand les preuves sont insuffisantes[930]. La justice administrative dispose du moyen de l'exil administratif : elle peut envoyer des personnes indésirables dans un lieu où l'on peut mieux les contrôler ou qui est simplement très loin des capitales. Selon A. Gentes, l'exil administratif est devenu une forme de « purification sociale[931] ». Restreinte par le manifeste d'octobre 1905, la large compétence de la justice administrative n'est abolie qu'en mars 1917[932].

Les châtiments

Pendant toute la période traitée, l'État garde la prérogative quasiment exclusive de punir les crimes capitaux, mais l'empereur accorde aussi la grâce. En ce qui concerne le régime des châtiments, il ne faut pas sous-estimer sa dimension locale, qui est prise en compte par les autorités à l'époque[933], mais que nous ne pouvons ici traiter en détail.

En général, on peut observer, au niveau des normes, une tendance à des châtiments plus brutaux vers le début de notre période, causée par la réception du droit romain, tandis que dans la pratique on préfère l'exil à la peine capitale[934]. A. Gentes montre que, pendant la période moscovite aussi bien que pendant la période impériale, l'exil est un substitut de l'emprisonnement : « La Russie ne construit pas de prisons à grande échelle. L'accessibilité de l'exil sibérien ralentit le développement du système judiciaire russe[935]. »

Concernant le système des châtiments en général, le droit de l'État à l'époque de Pierre le Grand n'est pas le plus rigide dans son contexte culturel. L'hetmanat des Cosaques ukrainiens adopte du droit de Pierre le Grand des châtiments moins rigides pour quelques crimes, que le Statut lituanien punit par la peine de mort[936]. En fait, Pierre le Grand ordonne à ses cours supérieures de vérifier chaque condamnation à la mort et au bagne[937]. L'impératrice Élisabeth essaie de supprimer la peine de mort[938]. L'argument formulé sous Nicolas Ier que la peine de mort est contraire à « la tradition légale russe » n'est donc pas sans fondement. Selon A. Schrader, la peine capitale reste en principe réservée aux cas particuliers[939].

Le système de châtiments en Russie impériale n'est pas une exception totale dans le contexte européen, y compris en ce qui concerne son caractère discriminatoire. L'idée de châtiments égaux pour tous pour des crimes semblables est loin d'être acceptée même dans des pays où l'égalité devant la loi en tant que promesse du droit constitutionnel a beaucoup plus d'influence que dans la Russie tsariste[940]. Du point de vue de l'époque prémoderne, punir les représentants des élites de la même manière que ceux des groupes non privilégiés prouverait le caractère despotique d'un régime. En effet, même à l'époque de Pierre le Grand, qui sanctionne souvent de hauts serviteurs de l'État, on n'est guère indifférent à la position sociale des accusés. Pendant les procès en lèse-majesté, des nobles aussi sont condamnés et punis. Mais, dans la statistique générale de la lèse-majesté sous Pierre le Grand, les nobles reçoivent des sentences moins lourdes et sont plus souvent acquittés[941].

Le système des châtiments prend en compte l'inégalité des *soslovija*, ainsi qu'une valeur, profondément enracinée dans les sociétés prémodernes : l'honneur. Pierre le Grand compte sur le côté social du châtiment, sur la communauté qui renforce l'effet de l'acte punitif des autorités. Selon A. Schrader, le déshonneur d'un châtiment corporel public est un facteur bien calculé dans son système judiciaire. Considérés dans la même logique, mais d'un autre point de vue par Catherine II, les châtiments corporels, publics ou non, sont déclarés incompatibles avec un nombre de rangs sociaux : ceux des nobles, des citadins privilégiés, du clergé chrétien (cette exemption est appliquée aux serviteurs du culte musulman seulement en 1850) [942]. Des mesures de restriction des châtiments corporels, indépendamment des privilèges d'un état ou d'autres attributs d'honneur, comme l'abolition du knout pour tous, sont effectuées à l'époque de Nicolas Ier. Or l'humanisation des châtiments a du mal à se réaliser à l'intérieur d'un vaste système de punition, prévoyant l'exil de nombreuses personnes dans des terrains mal contrôlés. Pour la plupart des femmes, le châtiment corporel est aboli en 1863, ou, selon L. Engelstein, plutôt privatisé en tant que prérogative du mari, parce que le châtiment dans l'espace privé, en constitution dans la pensée juridique de l'époque, n'est pas interdit. Pour les paysans masculins, le châtiment corporel ne sera aboli qu'en 1905 [943].

Les cas dans lesquels les autorités renoncent aux sanctions, sont aussi significatifs pour la caractérisation de l'ordre politique que ceux dans lesquels les châtiments sont appliqués. C'est tout à fait juste pour l'autocratie, avec les prérogatives persistantes du souverain de se mêler des affaires de la justice. Grâce et amnistie sont motivées par plusieurs raisons. D'abord, le simple fait que les châtiments draconiens des codes du XVIIe et du début du XVIIIe siècle sont perçus comme dépassés, entraîne l'imposition de châtiments moins durs que prévu. Le pragmatisme exige parfois de renoncer complètement à la sanction, surtout dans les cas où les capacités de l'État de sanctionner sont limitées. La fuite à l'étranger est une trahison selon le Code de 1649, mais ne peut plus être sérieusement poursuivie en tant que telle surtout

quand un grand nombre de ressortissants des couches populaires traverse illégalement les frontières. Dès la première moitié du XVIIIe siècle, les autorités proclament des amnisties pour des personnes qui rentrent en Russie[944]. Les membres de l'élite, même sévèrement condamnés, peuvent obtenir une grâce par le jeu de mécanismes d'intercession qui rééquilibrent la relation entre l'empereur et la noblesse[945]. Des événements dynastiques importants, tels que le décès d'un souverain, sont l'occasion d'amnisties. En revanche, la pratique d'accorder le pardon aux criminels non orthodoxes s'ils se convertissent est remise en cause au début des années 1760 au plus tard[946]. D'autres gestes sont orientés vers la vie d'ici-bas, comme c'était le cas de l'amnistie à cause de la victoire sur Napoléon (1814). Plus tard, les grands gestes de grâce du souverain risquent de menacer la sécurité, comme lors du tricentenaire des Romanov, où l'on libère un grand nombre de prisonniers politiques[947]. La pratique de la grâce, profondément inhérente à l'identité représentée du pouvoir autocratique, devient une manœuvre aux résultats incalculables dans ce contexte.

4. Les promesses risquées de la loi

Les codes et les statuts pétroviens, à la différence des lois moscovites, font des promesses explicites aux sujets. Ainsi, le règlement de la Mairie générale leur promet la sécurité (*bezopasnost'*), garantie par la répression de la criminalité et le maintien de l'ordre[948]. Il n'est pas possible de constater quel rôle les actions de l'État, promises par les lois, jouent dans certains processus de réduction de la violence observés au XVIIIe siècle (le déclin relatif de la criminalité violente à Moscou dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[949] ou la tendance à la résolution consensuelle de conflits entre nobles portant sur la propriété foncière sous Catherine II)[950]. Mais on peut constater, avec M. Marrese, que la justice agit en interaction avec les procédures extrajudiciaires en faveur de la sécurisation des droits des femmes nobles à la propriété, domaine où, en Russie, elles tiennent, au XVIIIe siècle, une position plus avantageuse que leurs homologues en Europe occidentale[951].

À la fin de notre période, les conditions dans lesquelles l'autocratie fait ses promesses dans les lois sont radicalement différentes de l'époque de Pierre le Grand ou de Catherine II. La confiance ou la méfiance à l'égard de ces promesses est articulée dans l'espace public. Ses succès et échecs sont mesurés par la statistique criminelle[952]. La criminalité fait l'objet de débats professionnels entre juristes et autres experts au sein de la communauté scientifique internationale. En y accédant, ils deviennent des observateurs sceptiques, parfois même alarmés, de la société. Comme le montre D. Beer, les criminologues russes rejettent presque entièrement les approches biologiques radicales du crime, personnifiées par Lombroso. Mais ils acceptent la théorie de la dégénérescence, une approche biologiste moins radicale mais qui produit, elle aussi, l'image d'une criminalité en essor[953]. Identifiant de nouveaux dangers, ces experts exigent que l'État réagisse. Et ils ne sont pas les seuls, car si on constate le manque d'intérêt de la part de la société éduquée pour la violence entre paysans, on observe l'intérêt de ses médias pour les actes violents des paysans contre les seigneurs et leur propriété[954]. Le public urbain éduqué est inquiet face à la déviance urbaine, mais aussi à la criminalité rurale, qui peut infecter l'espace urbain par la migration. Les paysans, évidemment plus ou moins contents du fonctionnement de leurs propres institutions, sont mécontents de l'incapacité des autorités à combattre les crimes graves dans les campagnes[955]. De plus, la confiance dans les autorités de l'État est affaiblie parce qu'on observe un décalage entre les efforts des autorités pour combattre les crimes politiques d'un côté et les crimes ordinaires de l'autre, en faveur des premiers[956].

Dans ce contexte, la loi de sécurité de 1881, destinée à combattre le terrorisme, devient un symbole très impopulaire de l'arbitraire de l'autocratie. Traitée dans le contexte des grandes tendances de la pensée légale, cette loi est un pas en arrière. La suspension des lois normales dans un grand nombre de gouvernements[957], met en cause l'idée de l'unité de l'État en tant qu'espace juridique, habité par des personnes qui sont avant tout citoyens. Nous avons déjà cité plusieurs exemples qui montrent que cette idée est loin d'être réalisée pendant les

dernières décennies de la Russie impériale ; mentionnons quand même quelques actes qui confirment cette conception : l'édit sur la naturalisation de 1864, dont E. Lohr montre qu'elle est un pas dans la direction d'une citoyenneté indépendante de la société d'ordres[958] ; le manifeste d'octobre 1905 et les lois fondamentales du 23 avril 1906, qui garantissent des droits civiques. Ce fond historique met en relief la banalisation de la loi mal famée de 1881 par le pouvoir qui en fait usage non seulement pour combattre les pogroms et le terrorisme, mais aussi pour punir des « personnes contrevenant aux règles de circulation à Pétersbourg[959] ». C'est le quotidien d'un Ancien Régime qui a du mal à tenir ses promesses.

Angela Rustemeyer

chapitre 13

Les transformations du monde rural

servage, commune paysanne, réformes agraires du XVIIIe siècle au début du XXe siècle

Le 21 janvier 1882, dans sa préface à la traduction en russe du *Manifeste du parti communiste*, Marx écrit : « Si la révolution russe devient le signal d'une révolution prolétarienne à l'ouest, de telle sorte que toutes deux se complètent, la propriété commune du sol russe peut servir de point de départ à un développement communiste. » Le débat sur le devenir de la société rurale russe s'est amplifié avec l'abolition du servage, mais il occupe déjà les esprits sous Nicolas Ier, avec la parution de l'ouvrage d'A. von Haxthausen sur la commune rurale russe[960]. Le XIXe siècle redécouvre le peuple (*narod*), comme partout en Europe et surtout dans les pays allemands. La Russie prépare et lance une mutation économique, juridique et sociale sans précédent qui combine abolition d'une forme d'esclavage, réforme agraire et instauration d'une autoadministration locale. Les migrations vers les régions asiatiques de l'Empire s'amplifient et s'amorce un exode qui va modifier les équilibres sociaux. La paysannerie passe d'environ 33 millions d'individus en 1796 à 82 millions en 1897, mais elle ne représente que 63,5 % de la population et non plus 92 %.

La place du paysan dans la société pose aussi celle de la structuration de la société russe d'Ancien Régime dans son ensemble. La division tripartite popularisée par la France des États généraux de 1789 (noblesse, clergé, tiers état) semble à la fois étrangère et proche et l'on y a eu recours, fût-ce par inertie. La notion russe est celle de *soslovie*, que l'on traduit communément par « état », au sens de catégorie sociale définie par ses prérogatives et ses astreintes. Les historiens libéraux considèrent que les « états » (*soslovija*) sont une création d'en

haut, artificielle et tardive, destinée à définir les groupes qui composent la société russe en opposition à ceux qui existent en Occident. En distribuant services, obligations et privilèges, l'État organise la société en grands « états », à commencer par la noblesse et le clergé. De cette théorie en naît une autre : ces « états » ont été asservis par l'État (*zakrepoščeny*) pour être ensuite émancipés. Chez ces auteurs, on trouve aussi bien le terme juridique officiel de *soslovie* que la notion de « classe » (*klass*) emprunté à l'historiographie française de la Restauration, sans aucune connotation marxiste.

Les marxistes, au contraire, veulent faire coïncider ces états avec des classes dont la place dans la société dépend des rapports de production. Étant donné l'importance du marxisme dans la pensée historique du début du XXe siècle, cette approche n'a rien d'exceptionnel. Au quotidien, à l'époque soviétique, on généralise et on parle des « nobles » ou des « paysans » de manière globale sans faire de distinctions plus fines. Pourtant, certains, comme P. A. Zajončkovskij discernent des identités sociales plus complexes, tels les « militaires » ou les « bureaucrates ». En outre, l'étude du mouvement révolutionnaire en révèle d'autres, comme les *raznočincy*, mais leur examen se borne au cadre strict de ce domaine.

G. Freeze amorce une approche moderne en abordant la question sous un angle linguistique. Le terme *soslovija* recouvre selon lui une réalité particulière. Peut-être est-il influencé par la recherche non marxiste, par exemple, par les travaux de R. Mousnier, qui affirme que les « états », et non les classes, sont les véritables acteurs de la France d'Ancien Régime[961]. Freeze, dans une perspective d'histoire de la notion (*Begriffsgeschichte*), montre que le concept de *soslovie* n'a pas été imposé par la législation, mais apparaît dans le discours vers la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle. Ces *soslovija* ne sont pas constitués exclusivement par l'État : ils correspondent à une volonté de leurs membres de se distinguer du reste de la société, que l'on voit très clairement chez le clergé séculier. En outre, certains « états » reflètent un statut individuel et ne sont pas héréditaires : l'appartenance d'un marchand à telle guilde plutôt qu'à telle autre dépend de

son capital personnel. Enfin, selon Freeze, le *soslovie* est un statut juridique mais aussi une identité culturelle, ce qui explique pourquoi ils ne disparaissent pas après les grandes réformes.

Pour lui, le pivot de la structuration sociale est la capitation qui sépare les privilégiés et les non-privilégiés. L'impôt en lui-même, dit-il, importe moins que l'inscription dans un « état », parce que de cet état découle l'exemption ou non des châtiments corporels, de limitations importantes (par exemple, de mobilité) et de charges pénibles (entre autres, la conscription). Être soumis à la capitation est donc à la fois un statut et une marque d'infamie reçue à la naissance, ou imposée en tant que châtiment par la loi, par l'échec économique et social [962]. Les *soslovija* se constituent de chaque côté de cette ligne de démarcation et vers le début du XIXe siècle on aboutit à un système qu'on pourrait définir comme légal, social ou culturel et psychologique dans une phase non pas de dissolution, mais de maturation.

Ce système se caractérise alors par une certaine souplesse, mais aussi par une relation à part avec l'État : certaines institutions et certains ministères protègent leurs intérêts et compensent ainsi l'absence de corporations avec leurs privilèges. La mobilité d'un *soslovie* à l'autre n'est pas exclue. Après 1861, se posent, selon Freeze, deux problèmes essentiels : le statut des ouvriers (encore parfois qualifiés de « classe » de nos jours) et celui des « professions » (médecins, avocats) qui ne trouvent pas leur place dans une société d'états. Si Alexandre II et Alexandre III n'entendent pas abolir les *soslovija*, S. Ju. Witte ou P. A. Stolypin sont prêts à une refonte générale du système.

Pour E. Kimmerling Wirtschafter cette division binaire est très difficile à mettre en pratique. En effet, elle ne permet d'établir la liste que de ceux qui sont dispensés de la capitation vers la fin du XVIIIe siècle : les militaires en activité ou à la retraite, les fonctionnaires ayant ou non un rang dans la *Table*, les spécialistes, les clercs et les marchands [963]. Elle considère que Freeze surestime le stade de maturité des *soslovija* dont il fait de véritables « corporations » [964]. Or, l'absence de corps

constitués est précisément ce qui empêche la noblesse d'être un frein à l'exercice du pouvoir absolu mais aussi les identités sociales de se former. Son objet d'étude est la catégorie des *raznočincy*, une identité sociale qui n'a jamais été un corps constitué et a réuni un temps des contribuables soumis à la capitation et des groupes qui en sont exemptés.

La faible capacité de l'État à définir et à classer les groupes sociaux se complète d'une « auto-identification sociétale, juridique et culturelle : l'arbitraire du gouvernement, qui décourage toute forme d'auto-identification volontariste, transforme des constructions socioculturelles en constructions sociales ». Cette absence de structuration fait de « la fluidité et de l'incertitude » les caractéristiques principales de la société : un État faible correspond à une société faible. Sur la question de savoir si le servage est une structure fondamentale de la société russe, E. Wirtschafter répond par la négative, car les frontières du servage ne sont pas clairement délimitées : par exemple, on a mis très longtemps à décider qui peut ou non posséder des âmes. Elle conclut que le véritable frein au développement d'une société industrialisée en Russie est l'absence des « vraies structures, et non la rigidité des structures traditionnelles [965] ».

1. La communauté rurale et le servage dans l'historiographie

Le paysan russe, biélorusse ou ukrainien, s'il n'est pas serf (*krepostnoj*), est souvent sous la tutelle de l'État, c'est-à-dire paysan d'État (*gosudarstvennyj*, ou *kazennyj krest'janin*), ou des domaines de la couronne (*udel'nyj kret'janin*). Ce modèle admet des exceptions. Les *odnodvorcy*, équivalents des alleutiers, sont les descendants de gentilshommes de service dont le bénéfice (*pomest'e*) se réduit à un seul lot foncier. Ils sont environ 750 000, établis aux limites de l'ancienne Moscovie, la plupart sont appauvris et cultivent eux-mêmes la terre. Sous Catherine II, ils versent la même redevance que les descendants des « paysans noirs » (*černye, černososnye ljudi*) qui ne dépendent pas d'un propriétaire. Il leur est interdit d'aliéner leur lot (1761), ce qui est censé préserver leur

subsistance, mais en pratique les attache à la glèbe. Les autorités ont également établi en diverses régions de l'Empire des colons étrangers : des Serbes et des Grecs en Nouvelle-Russie, des Allemands sur la Volga [966].

Les paysans d'État constituent environ 43 % de la population rurale vers 1800 et plus de 50 % à la veille de l'abolition du servage, et ils sont présents surtout dans les régions périphériques de l'Empire, d'où l'impression, fallacieuse, que le pays entier est soumis au servage, rapportée par des étrangers qui n'en ont vu que le centre. L'autre structure essentielle de la vie rurale est la communauté rurale (*mir* ou *obščina*). Servage et communauté se superposent, sans se confondre. La communauté est rare dans l'ouest (Ukraine actuelle), mais le servage y est introduit dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Le nord de la Russie d'Europe, ainsi que la Sibérie, est toujours resté libre du servage, mais non de la communauté.

Les nobles sont bien conscients de son importance. En 1812, c'est en consultant les villageois et avec leur concours que s'organisent les bandes de partisans et que l'on peut châtier les « collaborateurs » des Français. Certains barines sont des autocrates qui imposent des règlements dignes de Pierre le Grand et décident seuls, ou avec l'intendant, de l'exploitation du terroir. D'autres se reposent sur le *mir*, même pour désigner les recrues, du moment qu'il s'acquitte des redevances et des corvées requises. Et pourtant, le *mir* est absent de la législation officielle et du discours politique jusqu'en 1847.

Le baron von Haxthausen, aristocrate rhénan, conservateur et catholique est le bienvenu en Russie en 1843-1844, car il faut effacer l'effet désastreux des lettres de Custine. Il parcourt les provinces de Novgorod, Vladimir, Jaroslavl', Nižnij Novgorod, Kazan, Kiev, Tula, Moscou et même la région des steppes jusqu'au Caucase et à la Crimée, rencontre aussi sans doute des slavophiles moscovites et révèle au public européen (et parfois même russe) « une espèce d'organisation rurale qui repose encore actuellement sur le principe de la propriété et de la possession commune », dont il a cherché les traces en Serbie, Bosnie, Bulgarie et chez les vieux-croyants. Bien qu'il

soit « incompatible avec les progrès de la civilisation et surtout de l'agriculture », son caractère patriarcal peut être un soutien solide de la monarchie [967].

Haxthausen produit une forte impression sur l'opinion, et surtout ceux qui espèrent éviter à la Russie un développement occidental. D'après T. Dennison, il fonde le « mythe paysan » qui explique la spécificité du processus historique russe par l'existence de la communauté rurale [968]. Les slavophiles, dont la doctrine s'élabore dès les années 1830, considèrent qu'elle est l'incarnation de la spécificité de la voie russe. Herzen, en matérialiste et occidentaliste, voit dans la « commune » (en français dans le texte), la matrice du socialisme et une force de résistance à la monarchie ; il exalte son égalitarisme, conteste la domination patriarcale et va même jusqu'à avancer que le servage « n'exerce pas une grande influence » sur elle [969]. C'est à cette source que puiseront les populistes, dont le programme trouvera son aboutissement dans celui des socialistes-révolutionnaires. La paysannerie russe peut arriver au socialisme sans passer par le capitalisme. Ainsi, paradoxalement, la doctrine du principal courant révolutionnaire procède de la vision conservatrice des slavophiles qui voulaient éviter les affres des révolutions européennes et ont largement influencé le scénario de l'émancipation de 1861.

Le statut du 19 février/3 mars 1861 inscrit le *mir* dans le droit en créant la « commune rurale » (*sel'skoe občšestvo*) [970]. L'intégration juridique des anciens serfs conduit à s'interroger sur le sort à réserver au droit coutumier (*obyčnoe pravo*) dans la réforme de la justice. Certains prônent des tribunaux particuliers, jugeant selon le droit coutumier pour les paysans émancipés, d'autres un système juridique unique. Des ethnographes et des folkloristes sont envoyés dans les villages pour étudier les mondes agraires en mutation. Les résultats de leur collecte, postérieurs à l'émancipation, ne tiennent pas compte de ce qui, jusqu'en 1861, faisait contrepoids à la commune : l'administration seigneuriale. Ils ont en effet succombé au « mythe paysan » et donc traité ces « institutions comme une superstructure » et l'influence des seigneurs sur les habitudes sociales et économiques en quantité négligeable.

On connaît donc toujours très mal le fonctionnement de la communauté rurale avant 1861 [971].

La réforme veut préserver le monde rural en y maintenant un système de redistribution périodique des terres assurant la subsistance des familles et préservant la cohésion du groupe. Les socialistes, utopistes ou non, pensent que la commune rurale doit anticiper l'abolition de la propriété privée, mais les marxistes commencent à changer d'avis dans les années 1892-1894, car le retard des campagnes et les mutations économiques deviennent plus évidents. La différentiation de la paysannerie, accélérée par l'émancipation, va mettre fin à toute originalité russe, en produisant spontanément une société sur le modèle bourgeois avec des paysans « pauvres », « moyens » et « aisés ». Les années 1900 et surtout les réformes de Stolypin (1906-1911), confirment cette analyse. Partant des mêmes constats, l'économiste A. V. Čajanov considère que cette stratification n'est pas statique, mais correspond aux trois âges de l'économie d'un foyer : le jeune ménage, avec deux actifs et un ou deux enfants en bas âge est forcément pauvre, mais dès que les deux premiers enfants travaillent et ne sont plus des bouches à nourrir, il atteint une condition moyenne puis, enfin l'aisance avec le mariage des enfants mâles (qui restent à la maison un certain temps) et le départ des filles. Toutefois, le partage, lors de la séparation d'un nouveau foyer peut entamer une nouvelle phase descendante. Les notions capitalistes d'« entreprise » et d'« exploitation » ne sont pas applicables à l'économie paysanne, qui n'est pas orientée vers le profit et la croissance, mais le développement durable et la simple reproduction [972].

Les observations de Čajanov reflètent le crépuscule du *mir*. Les rôles qu'il lui assigne de même qu'à la famille ne peuvent pas être projetés sur le XVIIIe siècle. Redécouvert dans les années 1960, Čajanov jouit d'une grande faveur chez les historiens américains et français pour la situation de la paysannerie en Russie et ailleurs, à diverses époques [973].

De 1930 à 1989, en URSS, Čajanov est interdit et on suit la « ligne générale » marxiste-léniniste. Restent des « niches », telles que l'ethnologie. Néanmoins, V. A. Aleksandrov réalise

une étude du droit coutumier rural rapidement connue en Occident[974]. À partir des années 1980, les postmarxistes mettent en avant le déterminisme géographique, tandis que d'autres suivent la tradition de l'histoire sociale de H.-U. Wehler.

Pour L. Milov, dans une zone aux conditions climatiques instables, l'économie agraire ne dégage qu'une faible plus-value. Dans les années 1780, les paysans de la province de Tver n'obtiennent des surplus que les bonnes années et, même alors, la vente de leur production ne couvre que le tiers ou la moitié de leurs dépenses. Le manque à gagner est comblé par des travaux saisonniers. En outre, la moitié des gains du foyer passe dans les impôts ou la redevance seigneuriale. L'État confisque les surplus et les utilise pour la défense du pays. Le servage paraît inévitable pour maintenir la main-d'œuvre rurale sur les terres[975]. Toutefois, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, les guerres russes sont offensives et il s'agit de soutenir un effort d'expansion. D'autres études locales apportent des correctifs. Selon K. Gestwa, les revenus monétaires des paysans doublent entre 1700-1788, ce qui leur permet de consommer des produits coûteux. Mais ces paysans vivent dans les régions de Kovrov et d'Ivanovo où une production artisanale de qualité génère de la plus-value[976].

B. N. Mironov présente la famille, la communauté rurale et le servage comme trois structures en interaction. La famille nucléaire est dominante pendant toute la période impériale, la famille élargie ne représentant qu'une étape transitoire, car chaque nouveau partage la divise en deux ou trois familles nucléaires[977]. C'est exact après l'émancipation, mais non sous le servage.

Le fonctionnement du *mir* est démocratique et non oligarchique. La commune est l'organisation correspondant à la condition paysanne (*soslovnaja organizacija*), la rapprochant des autres états (*soslovija*), comme la noblesse et le clergé. Au fil du temps, elle s'arroge de nouvelles fonctions pour mieux remplir ses obligations à l'égard de l'État et des seigneurs, mais cette évolution est consensuelle, plutôt qu'imposée[978]. Après l'émancipation, la commune

institutionnelle (*sel'skoe obščestvo*) est une étape transitoire de la « communauté » vers la « société ».

L'existence du servage serait due à trois facteurs : le caractère traditionnel de l'État russe, le caractère patriarcal du pouvoir suprême et le faible développement de l'économie, incapable de couvrir les dépenses militaires. Le processus d'asservissement (*zakrepoščenie*) ne touche pas que les paysans. En effet, jusqu'en 1762 (pour la noblesse) et 1869 (pour le clergé), tous les *soslovija* sont astreints au service de l'État que Mironov, comme le lui a appris l'historiographie du XIXe siècle, assimile au servage. Les paysans subissent, quant à eux, trois types de servage : étatique (statut de paysan d'État), corporatif (dépendance envers la communauté) et privé (dépendance envers le seigneur)[979]. Mais les paysans d'État (*gosudarstvennye krest'jane*) sont-ils serfs ? Mironov estime que la seule différence tient au degré de dépendance. Les deux catégories sont également attachées au sol, doivent s'acquitter de la corvée et/ou de la redevance, sont soumises au régime de la caution solidaire, se trouvent « sous le contrôle vigilant de leurs propriétaires » (*sic* !)[980] Pourtant, les serfs envient aux paysans d'État d'avoir affaire à des fonctionnaires et non au barine. Et, même si les châtiments corporels ne sont que progressivement abolis, les nobles et les clercs n'ont pas à subir les violences propres au régime seigneurial.

B. Mironov emprunte les trois âges paysans à Čajanov et le lien entre les dépenses militaires et le servage à Milov (que pourtant il conteste), puis se lance dans un nouveau récit où le « servage général », et le caractère « démocratique » de la communauté paysanne visent à faire disparaître le servage avec ses brutalités de la mémoire collective nationale. C'est là une tendance assez répandue.

2. Abécédaire de la vie rurale

La cellule constitutive de la communauté est la famille. Les trois termes qui la désignent sont en définitive synonymes : « famille » (*sem'ja*), « exploitation » (*xozjajstvo*) et « feu » (*dvor*)[981]. C'est aussi l'unité de base pour le calcul de l'impôt d'État et des redevances seigneuriales. Sa taille fait l'objet de

nombreuses discussions. La famille élargie, où les fils mariés et leurs enfants ne sont pas séparés du père, est expliquée soit par l'archaïsme général, soit par la volonté d'échapper à l'imposition « par feu » avant les réformes de Pierre le Grand. Grâce aux travaux de P. Laslett, qui a essayé d'étudier la question dans le cadre européen, le cas russe apparaît comme typique de l'espace à l'est d'une ligne Gdańsk-Trieste, où la famille élargie est encore très présente au début des Temps modernes, alors que la famille nucléaire domine en Occident.

Le patriarche (*bol'šak*) cumule pouvoir informel et institutionnel, car lui seul peut représenter la famille à l'assemblée (*sxod*). Les veuves (*vdovy*) sont les seules femmes à pouvoir être chef de famille. La gravure du *Miroir rural* (1798-1799), une des rares illustrations que l'on possède, montre un cercle des patriarches barbus, complété par des foulards de veuves à l'arrière-plan [982]. Le pouvoir du patriarche se mesure à sa capacité d'éviter les partages (*razdely*) et de garder sous sa coupe ses fils adultes, leurs femmes et leurs enfants. Famille élargie signifie une économie robuste, avec des possibilités de diversifications. C'est pourquoi le pouvoir du patriarche est soutenu par les seigneurs, comme en témoigne A. T. Bolotov, seigneur éclairé de la fin du XVIIIe siècle : « Il [le patriarche] avait deux enfants, des vieillards, comme lui, plus de dix petits-enfants et une multitude d'arrière-petits-enfants. De sexe masculin un peu plus de vingt, et du féminin presque autant. Il était, tel Abraham, vénéré et aimé de tous les siens dans sa grande maisonnée qu'il tenait dans une totale soumission, comme il se doit. Je ne pouvais que le féliciter de ne pas autoriser de partage entre ses enfants. Je lui demandai s'il y avait chez lui des malheurs ou des conflits, ce qui est le propre des familles nombreuses, il me montra d'un air entendu son gros bâton et se contenta de dire : « Et ça, c'est quoi ? », pour me faire comprendre qu'il savait leur tenir la bride serrée [983]. » A. N. Èngel'gardt, proche des idées populistes, est tout aussi opposé aux divisions qui provoquent la ruine des exploitations paysannes [984].

Bolotov et Èngel'gardt passent sous silence que les mariages précoces, entre adolescents, et l'hébergement de

plusieurs générations sous un même toit, offrent un terrain favorable aux abus sexuels du beau-père sur ses brus (*snoxačestvo*), largement attestés au XIXe siècle. La famille nucléaire et le travail saisonnier à la ville améliorent la situation des femmes. Mais, là encore, le tournant définitif est l'émancipation de 1861.

Le célibat est très rare et on se marie tôt. Le système de distribution des lots favorise les familles fécondes. En outre, l'unité économique de base repose sur le mari et la femme : l'homme laboure, herse, fauche le foin, moissonne ; la femme cultive le potager, le chanvre, ratisse le foin, coupe les tiges à la faucille, lie les gerbes et les transporte à l'aire de battage [985]. Une veuve, même dans la force de l'âge, doit demander l'aide de la communauté pour l'exécution des « travaux masculins », ou embaucher un ouvrier. Le célibataire ne peut ni pourvoir à ses besoins, ni remplir ses obligations. Le terme vieux-russe, *bobyl'*, désigne à la fois un célibataire et celui qui paie des impôts et des redevances réduites. Au XIXe siècle, il acquiert une connotation très dévalorisante : « Prolétaire, paysan ne possédant pas de terre, non parce qu'il s'adonne à des activités artisanales, mais pour cause de pauvreté, d'infirmité, de solitude, de négligence, exempt du *tjaglo*, solitaire, sans domicile, sans abri [986]. »

Les mariages précoces servent les intérêts de la communauté et du seigneur. Un couple forme une nouvelle unité d'exploitation et une nouvelle entité fiscale (*tjaglo*), améliorant les capacités du domaine [987]. C'est pour cette raison que la famille du fiancé doit payer à celle de la fiancée une compensation (*kladka*) quand elle quitte sa maison natale pour rejoindre le foyer de son époux. Le transfert se fait en sens inverse de celui de la dot [988].

En théorie, la capitation, en vertu de laquelle l'« âme » (un homme adulte) devient l'élément de base pour l'impôt, aurait dû pousser à l'individualisme. Cela aurait satisfait la logique économique des seigneurs, mais ne correspond pas à la mentalité paysanne [989]. Le montant de la capitation dans chaque domaine s'obtient en multipliant le montant individuel de la capitation par le nombre d'âmes. Ensuite, la somme est

partagée entre les exploitations paysannes, par *tjaglo*. Ce mot, réputé intraduisible, désigne « une unité théorique d'exploitation paysanne servant au calcul des redevances envers les propriétaires et l'État »[990]. Pour simplifier, il correspond peu ou prou à une famille. Dans la province de Voronež, au milieu du XIXe siècle, il se compose en moyenne de cinq hommes et femmes, ce qui pourrait correspondre à une famille nucléaire (père, mère et trois enfants)[991]. S'il correspond à sept ou neuf personnes, ce peut être un seul ménage très fécond, ou une famille élargie, avec une proportion variable de travailleurs et de bouches à nourrir. Sont exempts du *tjaglo* les célibataires et les veufs et veuves qui ne dirigent pas une exploitation et reçoivent de la communauté un modeste « lopin de la veuve » (*vdovij nadel*) censé suffire à leurs besoins. Le *tjaglo* n'a pas le même poids tout au long de la vie. À 50 ans, les forces de l'homme diminuent et le prélèvement est abaissé en conséquence[992]. Il ne s'agit pas d'une retraite complète, mais d'un allégement, ou de la suppression de ce qui est dû au seigneur.

Les paysans définissent leurs obligations envers le seigneur à l'aide du *tjaglo*, qu'il s'agisse de la corvée (*barščina*) ou de la redevance (*obrok*). Le poids respectif de ses prélèvements a un impact sur la structure de la famille et les fonctions du *mir*. Le passage de la corvée à la redevance peut avoir pour cause le manque de terre, sa faible fertilité (hors des « terres noires » – *tchernoziom*), la proximité ou l'éloignement des grandes villes et des voies de transport, l'existence d'une tradition d'artisanat. Si le maître ne réside pas sur le domaine, il ne conserve en général que peu ou pas de réserve foncière et opte pour la redevance[993]. Dans ce cas, la commune se renforce et la famille nucléaire domine. Le poids de la redevance peut varier, tandis que la capitation reste stable, conformément à ce que Pierre le Grand a annoncé dès 1724. Mais sa perception rend nécessaire la tenue de listes et leur révision périodique. On compte dix révisions de 1724 à 1857. Entre chacune, les contribuables recensés demeurent officiellement vivants, même si certains sont des « âmes mortes »[994]. Les redevances aux seigneurs dépassent largement ce qu'exige l'État. Si on tient compte de l'inflation, l'impôt public baisse, tandis que les

obligations seigneuriales ne cessent d'augmenter. La redevance s'applique aussi aux serfs qui, avec l'autorisation de leur maître, deviennent des marchands-entrepreneurs, par exemple dans le textile[995]. Plus généralement, il existe diverses activités d'appoint (*promysly*) : extraction du sel, de métaux ferreux, voire de pétrole, apiculture, travail du bois. Dans les provinces peu fertiles, densément peuplées et dotées de débouchés urbains, des villages entiers sont peuplés d'artisans (*kustari*) qui vivent de la poterie, de la serrurerie ou du cuir de Russie (*juft'*). Les *promysly* et l'industrie rurale emploient bon nombre de paysans, à temps plus ou moins partiel. On compte 7 à 8 millions d'artisans ruraux, surtout à proximité des foires, comme Nižnij Novgorod. Au bas de l'échelle se trouvent les employés à domicile des manufactures, mais dont le nombre tend à décroître, puis viennent les artisans œuvrant pour une clientèle locale, et, enfin, au sommet, le *kustar'*, dont les approvisionnements et les débouchés dépassent le niveau local et qui concurrence les grandes entreprises par la qualité de son travail. On connaît la clouterie de Tver, la serrurerie de Pavlovo, les samovars de Moscou, Tula, Vladimir, les jouets de Sergiev-Posad… Les paysans se louent aussi, de façon saisonnière, comme ouvriers du chemin de fer ou du bâtiment. Dans ce dernier cas, ils forment souvent une sorte de coopérative (*artel'*), dirigée par un ancien (*starosta*), élu, et qui met en commun ressources, travail et gains.

La corvée, toujours considérée comme plus lourde que la redevance, se maintient surtout sur les bonnes terres, là où les terres arables sont en surplus et où il y a un grand marché à blé, par exemple, la région de Moscou. L'Onéguine de Pouchkine, gentilhomme éclairé, est béni de ses moujiks pour avoir remplacé la corvée par la redevance[996]. Dans les villages à corvée, le seigneur confie la gestion à un « intendant » (*prikazčik*), forcément impopulaire, surtout s'il est « allemand ». Sa principale fonction est de collecter les sommes dues à l'État et les redevances. C'est par lui que passent les requêtes au seigneur[997]. Il inflige couramment des châtiments corporels, ou des humiliations, comme raser la barbe et les cheveux sur une moitié du visage[998]. Dans les

domaines à redevance, le pouvoir est double : les administrateurs du barine et les élus. En cas de conflit entre les deux instances, le seigneur peut instaurer un « régime policier d'administration » et interdire aux paysans de se réunir [999]. Le charroi fait aussi partie de la corvée. Il consiste à transporter la récolte du maître au marché le plus proche, parfois beaucoup plus loin, car les nobles ont, depuis 1755, le privilège d'écouler eux-mêmes leurs produits en ville. C'est ainsi que des paysans de Podolie convoient du blé jusqu'à Odessa sur 200 à 300 kilomètres. Ces charrois sont un peu rémunérés, mais permettent aux plus entreprenants d'écouler leurs surplus et ceux de leurs collègues. Appelés revendeurs (*skupščiki*), ils ont souvent une réputation d'accapareurs.

L'assemblée de la communauté (*sxod*), composé des chefs de familles et des veuves, choisit des centeniers (*sotskie*) et un « doyen » (*starosta*), ou maire, également appelé « élu » (*vybornyj*) ou « bourgmestre » (*burmistr*). Sont exclus du vote les garçons célibataires, ou vivant sous le toit de leur père [1000]. Les élus sont responsables des obligations seigneuriales, de la collecte des impôts, du charroi (*podvodnaja povinnost'*) [1001] et bénéficient d'une réduction de *tjaglo*. Ils désignent des « surveillants » (*smotriteli*, *narjadčiki*) préposés à l'ordre public et aux bonnes mœurs qui sont, à ce titre, libérés de la corvée, parfois même exemptés de la conscription. Ils sont en général très mal vus et l'on estime qu'ils sont les victimes d'un crime sur trois dans le milieu paysan.

La répartition du fardeau fiscal entre les *tjagla* est régulièrement remise en cause par les naissances, les mariages et les décès. Certaines exploitations se renforcent, au fur et à mesure qu'elles acquièrent de nouveaux bras, d'autres diminuent ou disparaissaient. C'est ce qui justifie la redistribution périodique (*peredel*) qui a pour but de fournir à chacun un lopin (*nadel*) permettant de pourvoir à ses besoins et de vivre de son travail, sans avoir à louer ses bras (du moins de façon permanente). Le partage se fait en fonction du nombre de bouches (*edok*) et de travailleurs dans chaque famille. L'arrivée d'une épouse ou d'enfants donne droit à un lopin supplémentaire, la mort d'un homme adulte provoque le retrait d'un morceau de terre [1002]. La Biélorussie ou l'Ukraine,

où les lopins sont attribués à long terme, ne connaissent pas le *peredel*[1003].

Rien ne prouve que cette pratique soit apparue avant 1750. Sans doute est-elle due à la fin de la colonisation interne : faute d'un stock illimité de nouvelles surfaces, il a fallu procéder à de nouvelles répartitions[1004]. Elles se généralisent au XVIIIe siècle. Le *mir* peut aussi autoriser ses membres à exercer des activités qui amènent des ressources d'appoint (*otxod*)[1005]. Il coordonne les grands travaux agricoles saisonniers, surtout quand les lopins sont enclavés. Il peut aussi mobiliser les forces collectives pour des « entraides » (*pomoči*) au bénéfice des veuves et les familles pauvres, surtout lors des labours et des semailles ; pour les moissons et le transport de la récolte, il faut se débrouiller seul.

C'est encore la communauté qui choisit ceux que l'on enverra à l'armée, et parfois désigne des éléments perturbateurs dont elle souhaite l'exil en Sibérie[1006]. Les deux décisions sont presque aussi cruelles, puisque le taux moyen des pertes militaires est de deux tiers des effectifs. Dans les dernières décennies du servage, le seigneur insiste plus souvent pour être responsable du choix des recrues[1007].

Le *mir* exerce un pouvoir judiciaire. Le *sxod* peut condamner à la flagellation, mais le châtiment doit être administré sous les yeux de l'intendant. Les délits punis sont mineurs : vol ou calomnie. La peur de la conscription est un puissant outil de dissuasion, susceptible de calmer les têtes chaudes et c'est le patriarche qui fait régner l'ordre dans sa famille élargie. Les deux tiers des recrues ont commis des vols chez leur seigneur, ou leurs voisins. Mais la justice sommaire (*samosud*) existe aussi, dans des cas de rancunes personnelles ou familiales, ou encore quand on soupçonne quelqu'un de maléfice, ou d'incendie criminel.

Dans la vie religieuse, la paroisse (*prixod*) parfois coïncide avec un village, ou un domaine, mais peut aussi avoir des limites plus larges, une seule église desservant plusieurs localités. Il y a alors un élu spécial, appelé « doyen ecclésiastique » (*cerkovnyj starosta*). L'entretien du clergé paroissial, composé au minimum du prêtre et du diacre et de

leurs familles respectives, souvent nombreuses, est à la charge de la ou des communes. Elles leur octroient des lopins et un logement. Au XVIIIe siècle, les paysans peuvent encore « élire » leur prêtre, autrement dit adresser à l'évêque une supplique lui demandant d'ordonner leur candidat à la prêtrise ; parfois aussi, en cas de conflit, ils tentent de se libérer d'un prêtre [1008]. À partir de l'instauration des séminaires diocésains (1764) et surtout au XIXe siècle, ce sont le Synode et l'ordinaire ecclésiastique qui décident.

L'un des abus du servage le plus fréquemment cité est que le propriétaire peut transférer des individus ou des familles d'un domaine à l'autre, parfois séparés par des distances considérables, pour rentabiliser l'exploitation. Il peut même louer la main-d'œuvre qu'il juge superflue, ou les paysans qui sont très endettés envers lui à des entrepreneurs, par exemple les constructeurs de chemin de fer. L'État lui-même, tout en condamnant cette pratique, loue ses paysans qui ont des arriérés de capitation [1009].

Les serfs-domestiques (*dvorovye*) ont un mode de vie à part, qui peut leur procurer à la fois une aisance relative, un accès à la culture et à des carrières inimaginables pour les autres, mais aussi la déchéance physique et morale. Les domestiques servent personnellement leur seigneur, au domaine, ou en ville. Comme ils ne travaillent pas la terre, ils sont dispensés de la capitation que le maître paie pour eux, mais n'ont pas de lopin et n'ont pas voix au chapitre dans la commune. Ils sont nourris, soit à l'office, soit par des distributions mensuelles de provision, et on leur achète des habits neufs, en principe tous les trois ans. On leur donne de l'argent tous les mois pour les dépenses de service. La familiarité avec les maîtres est à double tranchant. Du côté idyllique, la nourrice (*njanja*) et le « petit oncle » (*djad'ka*) qui s'occupent des jeunes enfants du barine leur apprennent le russe, les chants, les contes, les choses de la vie, et nouent avec eux une relation privilégiée. La littérature abonde en exemples, comme Savel'ič, fidèle petit oncle de Grinev dans *La fille du capitaine* de Pouchkine. Mais tout aussi nombreux sont les cas de cruautés et de violences, y compris sexuelles [1010]. Les domestiques ne sont recensés qu'à partir de 1835, néanmoins au cours du

XIXe siècle, leur nombre diminue à la campagne. Ils sont considérés comme des parasites et on veut leur assigner un emploi plus lucratif. Beaucoup, surtout des femmes et des enfants, sont affectés à des petites manufactures rurales de moins de cent ouvriers. Stimulées par des commandes de drap, pour l'armée, elles emploient en 1825 quarante mille serfs, soit 60 % de la main-d'œuvre de ce secteur, avant de décliner. Des distilleries domaniales fonctionnent jusqu'à l'instauration du monopole d'État en 1892. Vers 1850, la distillation absorbe chaque année près de 10,5 millions d'hectolitres de céréales. À la veille de l'abolition du servage, toutefois, les effectifs des domestiques remontent dans les recensements, car il est prévu de les émanciper sans terre.

3. L'histoire juridique du servage au XVIIIe et au XIXe siècle

Les « bureaucrates éclairés » qui compilent les lois de l'Empire se livrent à une sorte de tri sélectif. Persuadés de la nécessité historique d'abolir le servage, ils retiennent les textes les plus sévères du XVIIIe siècle, afin de donner l'image la plus repoussante possible et de préparer le public ainsi au changement. Malgré tout, leur travail reste la seule source pour reconstituer l'histoire juridique du servage. À l'époque soviétique, on s'en sert pour prouver le « durcissement du servage » ; pour obtenir un tableau plus précis, il faut s'efforcer d'en étudier la réception et l'application, en séparant les édits effectivement publiés des instructions restées à l'état manuscrit et connues seulement de quelques décideurs.

Les cinq volumes du PSZ rassemblant la législation de Pierre le Grand, ne contiennent que deux édits sur la situation des serfs. Celui du 15 avril 1721 indique que vendre les paysans « comme du bétail » ne se pratique nulle part dans le monde, pas plus vendre séparément les membres d'une famille, « qui provoque de hauts cris [1011] » et n'autorise la vente de familles entières. Cette loi a-t-elle été appliquée ? En 1755, le Sénat permet aux seigneurs des gouvernements de l'actuelle Biélorussie de céder leurs serfs, mais déclare qu'aucun texte ne fonde ce droit… Le second édit, de 1721 aussi, autorise

l'acquisition de serfs par des non-nobles qui possèdent des usines ou des fabriques, c'est-à-dire sans terre. De cet ukase naît un groupe social, les serfs-ouvriers (*posessionnye krest'jane*), premier noyau du prolétariat industriel, mais aussi force motrice de mouvements contestataires.

Sous Anna et Élisabeth, on cherche à évacuer les serfs de certaines sphères de la vie économique et publique. En 1731, il leur est interdit de signer des baux ou des contrats, à la seule exception du transport. Ces transactions sont désormais réservées aux propriétaires nobles. À partir de 1741, les serfs ne prêtent plus serment de fidélité au souverain, c'est le seigneur qui s'engage à leur place. L'édit du 13 décembre 1760 a souvent été qualifié d'« apothéose du servage [1012] » : il donne au maître le droit d'envoyer ses paysans en Sibérie. Le déporté devient automatiquement paysan d'État et son propriétaire obtient en compensation (de sa perte de redevance) la même quittance que si le serf était recruté dans l'armée (*rekrutskaja kvitancija*) [1013]. Le 14 février 1761, les serfs perdent le droit d'émettre des billets à ordre et de se porter caution [1014]. Durant son court règne, Pierre III permet aux seigneurs de déplacer leurs paysans d'un district à l'autre et défend à ces derniers de s'inscrire comme marchands sans la permission de leur seigneur. Bref, l'État se désengage des relations entre maître et serf [1015].

Sur la législation de Catherine II les opinions sont partagées. M. T. Beljavskij et la plupart des historiens soviétiques la considèrent comme favorable au servage. En Occident, on soutient la thèse opposée, à la suite d'I. de Madariaga. Les premiers s'appuient sur les édits de 1765 et de 1767 [1016]. D'après Beljavskij, l'ukase du 17 janvier 1765 permet au seigneur d'envoyer ses paysans au bagne, peine réservée aux crimes d'État ou aux plus graves crimes de droit commun [1017]. Mais c'est un envoi temporaire, d'autant que le propriétaire ne reçoit pas de quittance et doit soit accepter une perte sèche, soit réclamer son serf une fois qu'il a purgé sa peine. Par ailleurs, l'édit est promulgué par le collège de l'Amirauté, ce qui laisse supposer que les bagnards sont affectés à la construction de ports, ou à d'autres « grands chantiers » de la Russie européenne, lieux d'où l'on peut

revenir [1018]. L'édit du 22 août 1767 interdit aux serfs de porter plainte contre leur seigneur auprès de l'impératrice ; pour Beljavskij, il légalise l'arbitraire de seigneurs et l'esclavage [1019]. I. de Madariaga en conteste la portée : l'*Établissement* de 1649 interdit déjà aux serfs de dénoncer leur maître et les sujets ne sont pas censés s'adresser directement au souverain, mais doivent passer par un bureau des requêtes. De plus, l'édit de 1767 est promulgué en pleine commission législative. Il peut donc s'agir d'une mesure provisoire et on peut penser que les institutions locales, créées par la réforme de 1775, sont habilitées à recevoir les plaintes. Enfin, on ne sait presque rien de l'application de cet édit [1020]. Il n'en reste pas moins que ces lois semblent plus que jamais laisser les pleins pouvoirs à la justice seigneuriale.

Le manifeste de 1775, publié à l'occasion de la paix avec la Porte et alors que les cendres de la révolte de Pugačev sont encore chaudes, déclare que les paysans émancipés par leur seigneur sont libres de s'inscrire comme citadins (*meščane*) ou marchands, et de ne pas s'enregistrer (*zapisyvat'sja*) comme serfs d'un autre seigneur. I. de Madariaga y voit l'interdiction explicite de ramener à la condition servile les affranchis [1021]. Mais rien n'interdit à un ancien serf de le redevenir de son propre gré si sa situation matérielle l'y pousse. Il s'agit plutôt de donner aux serfs émancipés un statut juridique. Ce problème ne sera résolu que par Alexandre Ier, avec la création de la classe des laboureurs libres (1803).

Catherine II n'a aboli aucun édit de ses prédécesseurs et n'a pas enlevé aux seigneurs le droit d'envoyer leurs serfs rebelles en Sibérie ; au contraire, plusieurs ukases ont trait à l'application de ce droit [1022]. Le maître peut envoyer un serf âgé et invalide en Sibérie et recevoir sa quittance de recrutement, alors qu'il doit fournir à l'armée un jeune homme valide. Le bilan est tout aussi mitigé en ce qui concerne la vente des serfs sans terre. L'édit du 5 août 1771 n'interdit que d'aliéner aux enchères des paysans seuls, mais non un village entier, avec sa population [1023]. Beljavskij ajoute que l'interdiction ne s'applique pas à la vente aux enchères en tant que telle, mais la vente à l'encan (« au marteau », *smolotka*). Or, au XVIIIe siècle, on ne fait aucune différence entre « aux

enchères » et « au marteau » [1024]. Par trois fois, en revanche, Catherine II tente de limiter le servage : en défendant d'acheter ou de vendre les populations autochtones de la partie asiatique de l'Empire (1776), en décrétant que le mariage avec un serf ou avec une serve ne transmet pas la servitude (1781), et en refusant à un homme libre le droit de s'inscrire comme serf (1781) [1025].

La législation du XVIIIe siècle peut se résumer à trois points essentiels. La tendance à faire de la population paysanne dépendante « un groupe homogène de serfs » (C. Goehrke), inaugurée sous Pierre le Grand par la fusion du statut d'esclave et de serf, se poursuit par la disparition progressive des recours contre l'autorité du seigneur. Les serfs sont exclus de plusieurs secteurs du marché, de manière à cantonner leur activité presque totalement au sein de l'économie seigneuriale. Enfin, comme il devient de plus en plus difficile aux roturiers d'acquérir des âmes et que les biens d'Église sont sécularisés (1764), le *pomeščik* et son intendant deviennent les seuls interlocuteurs de la population servile. Toutefois, les pétitions des paysans au souverain sont rares avant l'édit de 1767. T. K. Dennison n'en relève aucune depuis 1708 sur un domaine de la famille Šeremetev [1026]. Dans d'autres cas, ce n'est pas le seigneur qui exerce ce contrôle social [1027].

Paul Ier et ses deux fils interviennent directement dans la relation entre seigneur et serf. On peut considérer qu'Alexandre Ier et Nicolas Ier préparent l'émancipation de 1861, dans des discours parfois tranchants, et dans leurs initiatives législatives, qui demeurent timides. L'édit du 16 février 1797 renouvelle l'interdiction de vendre les paysans à l'encan, sans terre. Cette pratique ayant été brièvement tolérée pour permettre aux maîtres de régler leurs dettes privées ou envers l'État, il s'agit peut-être de les empêcher de brader leur main-d'œuvre [1028]. Le jour même du couronnement (5 avril 1797) [1029], Paul Ier défend aux serfs de travailler le dimanche, en affirmant, que les six jours ouvrés de la semaine doivent leur suffire pour s'acquitter de la corvée et labourer leur lopin, à condition qu'on répartisse équitablement le temps entre ces deux activités. Les historiens soviétiques ont voulu y voir une simple recommandation visant à limiter la corvée à

trois jours par semaine [1030]. Selon certains, l'édit est resté lettre morte, car aucun propriétaire n'a été puni pour l'avoir transgressé [1031]. D'ailleurs, les copies envoyées en province précisent qu'il n'a d'autre but que de proscrire le travail le dimanche et les jours de fête [1032]. Pour d'autres, ces dispositions ont été « arrachées » sous la pression des révoltes paysannes, mais les jacqueries sont plutôt en baisse au moment de leur publication. Il faut donc croire que le tsar a voulu prévenir une éventuelle recrudescence [1033]. On n'a pas manqué non plus de dire que cette générosité était contredite par le manifeste du 29 janvier 1797, qui prescrit aux paysans de se montrer obéissants et de remplir toutes leurs obligations à l'égard du seigneur [1034]. Enfin et surtout, on a rappelé qu'en cinq ans de règne, Paul a distribué à ses favoris 300 000 âmes, tandis que Catherine II n'en avait octroyé « que » 850 000 en trente-quatre ans [1035]. L'un et l'autre ont donc contribué très significativement à l'expansion du servage.

Alexandre Ier multiplie les déclarations d'intention sur l'abolition du servage. Dès son avènement, il en fait disparaître les manifestations les plus criantes, comme les annonces dans les journaux sur la vente de serfs. Par l'édit du 20 février/4 mars 1803, il donne aux serfs émancipés par leur maître le statut de « laboureurs libres » (*vol'nye xlebopašcy*), qui peut être acquis gratuitement ou par rachat, même si le serf ne possède en théorie aucun bien propre. Les laboureurs libres sont 47 000 vers 1825 et 151 000 en 1861. C'est très peu en regard de la masse de la population rurale, mais, comme une sorte de soupape, cela permet de sortir les éléments les plus actifs et les plus entreprenants de la condition servile et assure la stabilité de l'ordre ancien.

Cependant, les réformes inspirées par Napoléon n'ont pas seulement redessiné les cartes, elles ont changé le statut des personnes. La dépendance servile est abolie au Schleswig-Holstein en 1804, en Prusse en 1807, en Bavière en 1808, à Nassau en 1812 et même dans le grand-duché de Varsovie (1807). Après le congrès de Vienne, Alexandre Ier laisse les bureaucrates éclairés libérer les serfs d'Estonie (23 mars 1816 et 8 janvier 1817), de Courlande (25 août 1817) et de Livonie (26 mars 1819), mais sans terre et avec une période de

transition de quinze ans avant d'obtenir leur pleine liberté de mouvement. Libérés à titre personnel, ils sont en général astreints à des contrats de fermage peu favorables. Cette solution paraît inapplicable en Russie, pour laquelle Alexandre demande en 1818 à trois conseillers de préparer un scénario d'émancipation. Le plus conservateur, l'amiral N. Mordvinov, est partisan d'une libération personnelle sans terre et moyennant une taxe de rachat en fonction de l'âge. Arakčeev propose que l'État rachète peu à peu les paysans aux propriétaires avec deux desiatines par âme, au cours du marché local. Le comte D. A. Gur'ev envisage le rachat d'un lot de terre décent par les paysans eux-mêmes sur une période de soixante ans. Aucune des solutions n'est retenue.

Nicolas Ier, lui aussi convaincu des vices du système, déclare en 1842 : « Le servage est un mal, sensible et évident pour tous, mais y toucher actuellement serait une chose encore plus désastreuse. » Il se borne à commander des rapports secrets à des commissions secrètes successives. En Pologne, quelques mesures d'émancipation sont prises pour punir les nobles révoltés de 1830-1831 : à la fin des années 1840, ils doivent rédiger des inventaires indiquant la superficie des tenures et le montant des prestations dues au titre de la corvée.

La mesure la plus importante du règne est la réforme du statut de paysans d'État sous la direction du comte P. D. Kiselev. En créant des institutions et les normes juridiques nouvelles, elle prépare le futur statut des serfs émancipés [1036]. Les autres mesures prises ont pour but d'assurer la stabilisation du système, en évitant les abus les plus criants. L'opinion éclairée est de plus en plus sensible au caractère odieux du servage. I. Turgenev y contribue beaucoup par ses *Récits d'un chasseur* (*Zapiski oxotnika*, 1847-1852), dont l'impact est comparable à celui de *La Case de l'Oncle Tom* d'H. Beecher-Stowe (1852) [1037].

4. Les mondes agraires au XIXe siècle : Petrovskoe et Voščažnikovo

La micro-histoire, abandonnée en URSS à partir des années 1920, a donné aux historiens américains l'occasion de

poser de nouvelles questions sur le développement agraire russe. S. Hoch étudie le domaine de Petrovskoe des princes Gagarin, dans le gouvernement de Tambov, et T. Dennison celui de Voščažnikovo appartenant aux Šeremetev, dans le gouvernement de Jaroslavl'.

À Petrovskoe domine la corvée, tandis que Voščažnikovo fonctionne sur le régime de la redevance. Pendant toute la première moitié du XIXe siècle, elle est de 15 roubles par *tjaglo*, soit nettement plus que la capitation, de 86 kopecks [1038]. Le prélèvement ne tenant pas compte des capacités de chaque *tjaglo*, l'inflation profite au paysan et appauvrit le seigneur, et les ménages prospères peuvent s'enrichir, ce qui favorise l'initiative individuelle. Le mode de production et d'imposition influe sur l'organisation de la vie et la structure de la famille. À Petrovskoe, la famille élargie prédomine : en 1813, 3 % des feux seulement abritent une seule génération, 39 % en réunissent deux, 45 % en rassemblent trois, et 6 % en hébergent quatre. Les patriarches tiennent à l'indivision, soutenus par les instructions précises des intendants [1039]. Toutefois, la démographie évolue : entre 1782 et 1834, le nombre moyen de personnes par feu oscille entre 7,7 et 9 (autrement dit, une famille composée de deux ou trois générations), mais il tombe à 5,7 en 1856 [1040]. À Voščažnikovo prédomine la famille nucléaire, typique pour un village soumis au système de la redevance. Les familles élargies représentent de 19 % à 23 % des foyers [1041]. Le nombre moyen de personnes par feu passe de 4,57 en 1816 à 5,19 en 1858. La persistance de familles élargies s'explique par le fait que le seigneur s'oppose à de nouveaux partages, et par la volonté d'éviter la conscription, parce que les obligations militaires sont comptées par famille. Cependant, ce ne sont pas des familles élargies traditionnelles, comme chez Bolotov, mais plutôt des familles nucléaires à laquelle s'agrège un parent des époux, souvent la mère du mari [1042].

Pour S. Hoch, ce sont les domestiques (*dvorovye*) qui s'en sortent le mieux : on connaît leur régime alimentaire par les comptes domaniaux. À Petrovskoe, ils sont deux cents trente, soit 7 % de la population. Ils sont en général nettement plus nombreux dans les villages à corvée. Voščažnikovo n'en a

presque pas. Selon S. Hoch, les veuves aussi sont privilégiées, car leur maigre lopin n'est pas considéré comme un *tjaglo*, ce qui les dispense de la corvée[1043]. T. Dennison estime au contraire qu'elles sont des éléments économiquement faibles, victimes de discrimination sociale[1044].

S. Hoch conclut que Petrovskoe est assez prospère, en se fondant sur la démographie et la consommation. Certes, la mortalité infantile avant 5 ans est très élevée (parmi 1000 nouveau-nés, seulement 450 pourraient atteindre l'âge de cinq ans), mais passé ce cap, l'espérance de vie est dans la moyenne européenne. Le paysan dispose d'une ration suffisante de seigle, donc de pain, et mange mieux que les Français ou les Belges de cette période[1045], même si une mauvaise année suffit à rompre cet équilibre. Dans ce cas, faute de réserves, il consomme ses semailles pendant l'hiver et dépend ensuite de l'aide de paysans aisés, ou du seigneur. Toutefois, ce n'est pas la misère qui rend pénible la condition servile, mais la cascade de violences, exercées par le maître, l'intendant, la communauté rurale et la famille.

Dans un domaine à redevance, la coercition est moindre. Selon T. Dennison, le système est plutôt permissif et les entorses à la règle sont punies par une amende, plutôt que par un châtiment corporel, que l'on ait engagé des travailleurs sans les enregistrer, coupé du bois sans autorisation, fait des partages de son propre chef, payé la redevance avec retard, ou qu'on se soit marié en dehors du domaine. Ces « infractions » sont celles d'hommes libres (choisir son épouse), ou ayant une mentalité d'entrepreneur[1046]. L'amende dépend des capacités du contrevenant. Les paysans sont divisés en trois catégories : ceux qui possèdent moins de 500 roubles, entre 500 et 1 000, ou plus de 1 000. Ceux qui n'ont pas les moyens de payer sont, évidemment, les plus vulnérables. Il faut dire que les Šeremetev font partie des plus gros propriétaires fonciers du pays et que les domaines sont gérés par une intendance centralisée à Pétersbourg, en suivant les mêmes règles, écrites et connues. Pour T. Dennison, l'État russe rechigne à intervenir dans les rapports entre maître et serf alors qu'en Pologne et dans les pays Baltes, la législation est beaucoup plus intrusive. En Russie, le vide juridique est tel que rien ne

garantit la propriété paysanne, ce qui permet de transformer le paysan libre en serf[1047].

5. La réforme de 1861

Le servage est aboli, non parce qu'il est inefficace, mais parce qu'il n'a plus sa place dans la vision de l'humanité du souverain, de ses grands commis et d'une partie de la noblesse, pour eux, il est un anachronisme douloureux. On avance aussi que les autorités ont craint une grande révolte paysanne. Mais au moment sous Alexandre II, les risques sont déjà bien moindres que sous Catherine II (avec Pugačev) et Alexandre Ier (avec l'invasion napoléonienne).

Pour les marxistes, les rapports de production, fondés sur une main-d'œuvre non salariée, peu qualifiée, mais entretenue, et des procédés archaïques, deviennent incompatibles avec le développement des forces de production et des techniques. Le mode de vie autarcique que veut préserver le hobereau de province est de moins en moins tenable. Les rendements obtenus en labourant à l'araire à deux socs (*soxa*) et en pratiquant l'assolement triennal sur des parcelles souvent très divisées sont médiocres. Dans la région de Kursk, les surplus vendables des réserves seigneuriales représentent 35 % de la récolte brute : les seigneurs vendent donc autant de céréales que leurs paysans et beaucoup moins que les paysans d'État, à peine plus nombreux que les serfs[1048]. Mais si tel était partout le cas, l'émancipation aurait dû résulter d'une crise économique affectant non seulement les serfs (dont l'exploitation se serait aggravée), mais aussi les maîtres (dont les domaines seraient déficitaires), et une partie de la noblesse au moins aurait eu intérêt au changement. L'autre raison est que l'État russe, ébranlé par la défaite dans la guerre de Crimée, a besoin de se transformer. Cette explication permet de comparer l'abolition du servage avec la réforme agraire de Stolypin qui peut être considérée comme une réaction à la défaite contre le Japon.

Les historiens libéraux privilégient l'explication, qui met en avant les idées humanistes des élites. P. B. Struve écarte l'idée d'une crise économique : pour lui l'économie est

« florissante » et l'émancipation va à l'encontre des intérêts des propriétaires fonciers. Toutefois, le marché intérieur est peu développé et la construction des lignes de chemin de fer demande une modernisation qui nécessite le sacrifice de l'économie domaniale traditionnelle. Struve reste influent chez les non-marxistes, jusque dans les manuels de J.-L. Van Regemorter et R. Philippot [1049].

Pour les marxistes russes, la réforme résulte d'une « crise du servage », comme la « crise de l'Ancien Régime » a engendré la révolution de 1789. Toutefois, l'appréciation des modalités d'émancipation change selon les classiques. Lénine dit, d'une part, que la réforme, œuvre d'« esclavagistes » (*krepostniki*), est elle-même *esclavagiste* (*krepostničeskij*). Mais il reconnaît que le statut de 1861 accélère la formation d'une « bourgeoisie » rurale, dans les provinces où le montant du rachat est modéré et où les « retranchements » (*otrezk*i) de terres sont faibles. P. A. Zajončkovskij, qui a dépouillé plus de sept mille chartes réglementaires (*ustavnye gramoty*) [1050], donne dûment la primauté aux facteurs de production, mais ne voit pas très bien quel rôle joue la lutte de classes dans la genèse de la réforme et ignore totalement la thèse d'une « situation révolutionnaire de 1859-1861 », avancée par le groupe de recherche spécialement constitué pour l'occasion en 1958. Zajončkovskij est persuadé que l'impulsion a été donnée par l'État (presque comme Solov'ev ou Ključevskj), et en convainc non seulement ses élèves russes, mais aussi les Américains venus l'écouter à la faveur de la Détente, T. Emmons, ou D. Fields. Selon eux, la bureaucratie libérale, formée avant 1861, a été la force motrice de la réforme ; les paysans, eux, continuent à être monarchistes jusque dans leurs révoltes.

D. Fields pense que ce n'est pas l'économie qui a donné à ce régime « prudent et traditionaliste » le courage et les moyens de détruire une institution fondamentale contre la volonté de son principal soutien, la noblesse [1051]. D'ailleurs, au Comité secret certains craignent que la réforme ne provoque un déclin. La défaite de Crimée influence surtout l'esprit des débats. Le servage prend fin parce que les élites le considèrent

comme anachronique et qu'aucune « structure politique et idéologique » ne le défend [1052].

L'évolution du projet entre 1857 et 1861 montre que la version finale n'est pas le résultat de restrictions apportées à des mesures plus généreuses pour ménager la propriété foncière nobiliaire. Au contraire, le scénario de 1857, plutôt timide, est remplacé, vers 1858, par un projet plus radical, proposé par Ja. Rostovcev, sur arbitrage personnel de l'empereur. Alexandre II décide aussi d'écarter les propriétaires de la phase préparatoire décisive. Les assemblées de la noblesse, qui délibèrent en 1857, sont incapables de former un front uni de résistance. Cependant, l'absence d'opposition forte n'empêche pas l'empereur et son entourage de craindre que leur création ne les dépasse.

Les projets de la noblesse de Tver qu'a étudiés T. Emmons, pour « abolitionnistes » qu'ils soient, sont très divers. Le plus populaire prévoit la fin immédiate de la dépendance personnelle, une courte phase transitoire pour régler les questions foncières et le rachat par les paysans de leurs terres. Invités à Pétersbourg en 1858-1859, les députés de Tver se heurtent à des hauts fonctionnaires, qui entendent réformer eux-mêmes. Ce n'est donc pas une confrontation entre « réactionnaires » et « progressistes », mais entre « administrés » et « technocrates ». La victoire des seconds se traduit par l'interdiction de discuter davantage l'émancipation dans les assemblées de la noblesse. La vieille organisation corporatiste imaginée par Catherine II pour soutenir le trône devient le premier « noyau critique de l'opinion publique, s'appuyant sur un fondement social concret [1053] ». L'optimisme des « abolitionnistes » de Tver est vite démenti. La plupart des propriétaires son surendettés et manquent de capitaux pour dynamiser leur exploitation. Lorsqu'ils perdent leur main-d'œuvre gratuite, ils doivent vendre leurs domaines, donnant ainsi raison aux pessimistes et aux conservateurs.

Le cent cinquantenaire de l'abolition du servage (2011) a permis de faire la synthèse des travaux russes et étrangers [1054]. S. V. Mironenko voit dans la réforme l'échec de la « bureaucratie libérale » à créer une « classe moyenne ». À ce

titre, elle peut être tenue pour responsable des révolutions de 1905-1907 et 1917, mais aussi de la collectivisation, vue comme une restauration du servage [1055].

6. La condition des paysans, de l'émancipation à 1905

Lors d'une allocution à la noblesse de Moscou, le tsar affirme : « Mieux vaut abolir le servage d'en haut que d'attendre le moment où il commencera à être détruit par en bas. » Devenu une personne juridique, l'ancien serf est libéré de la contrainte par corps, de l'administration et de la justice seigneuriales. Désormais, les paysans s'administrent et leurs nouvelles institutions sont reconnues par l'État. La « commune rurale » (*sel'skoe obščestvo*), comme le *mir*, fonctionne sur le principe de la responsabilité collective, appelée encore « caution solidaire » (*krugovaja poruka*) [1056] et s'occupe des impôts, des indemnités de rachat, ou du remboursement des prêts et de la désignation des recrues pour l'armée. Elle est propriétaire des terres qui vont être rachetées par les paysans et procède à leur redistribution périodique. Un échelon intermédiaire est ajouté entre la commune et le district : le canton (*volost'*) réunit plusieurs communes rurales. L'autoadministration reprend le modèle mis en place par Kiselev pour les paysans d'État en 1837. Pour remplacer la justice seigneuriale, sont institués des tribunaux spéciaux appliquant le droit coutumier (*obyčnoe pravo*) et le droit écrit.

Les paysans émancipés forment un nouvel état (*soslovie*), les « résidents ruraux » (*sel'skie obyvateli*), à l'image des autres groupes sociaux de l'Ancien Régime. Il n'est pas question d'en faire des « citoyens comme les autres », puisque le statut de citoyen n'existe pas. En outre, l'appartenance à la commune est obligatoire et l'astreinte au doit coutumier paraît un obstacle sérieux à l'intégration au sein de la « nation politique » qui est en train de se former.

Le compromis trouvé par les réformateurs sur la question agraire ne satisfait personne. Le *pomeščik* s'appuie sur son droit de propriété et considère que la terre lui revient. Le paysan se fonde sur le droit d'usage : la terre appartient à celui

qui l'exploite, même s'il appartient lui-même à son maître, comme le traduisent les dictons de l'époque : « Nous sommes vôtres, mais la terre est notre », « Notre dos est à vous, mais la terre est à nous ». Les autorités décident que le paysan recevra une terre, mais devra la racheter. Par ailleurs, elles préservent le régime d'exploitation, tout en préparant lentement le changement du régime de propriété. Le propriétaire doit céder à prix fixe au serf la maison et les dépendances, appelées *usad'ba*, dès qu'il en fait la demande[1057]. Les domestiques reçoivent les mêmes droits civils que les agriculteurs, mais restent au service de leur maître pendant deux ans. Ils sont ensuite entièrement libres, sans terre. Les ouvriers des entreprises domaniales et les serfs établis comme artisans en ville doivent racheter la redevance jusque-là versée au seigneur ; les familles qui possèdent encore un enclos ou un lopin peuvent aussi le racheter. Les ouvriers des manufactures ou des usines privées se divisent en ouvriers d'ateliers, employés à plein temps dans l'industrie, libérés avec un lot de terre minuscule, et travailleurs ruraux, main-d'œuvre d'appoint, assimilés aux serfs ordinaires.

Les paysans peuvent prendre à bail les terres agricoles qu'ils labourent déjà et continuer de s'acquitter de la corvée ou des redevances, désormais fixées par écrit dans une « charte réglementaire » (*ustavnaja gramota*). Ils deviennent des « paysans temporairement dépendants » (*vremennoobjazannye krest'jane*). On peut aussi décider de racheter la terre, répartie en lots (*nadely*) et rédiger une « charte de rachat » (*vykupnaja gramota*). Pour éviter que la propriété noble ne disparaisse, les paysans ne peuvent racheter qu'un *nadel* de 3 à 12 *desjatiny*, selon les régions[1058]. La plupart du temps, les surfaces exploitées par les paysans avant 1861 sont plus grandes que le *nadel*. Le propriétaire effectue alors des « retranchements » (*otrezki*), qui sont à l'origine du sentiment généralisé de « manque de terre » (*malozemel'e*). La paysannerie s'en plaindra jusqu'aux révolutions. Les retranchements amputent les lots en moyenne de 5 % à 20 %, mais dans les gouvernements où la terre est très fertile, la perte de surface peut atteindre 40 % (Poltava, Ekaterinoslav, Samara et Saratov). D'après les zemstvos, dans une zone à dominante

agricole, une exploitation est viable autour de 8 à 10 *desjatiny*, or, vers la fin du XIXe siècle, 25 % des lots paysans sont de moins de 5 *desjatiny* et 40 % se situent entre 5 et 10 *desjatiny*.

Trois catégories sont particulièrement défavorisées. Ceux qui ne peuvent ou ne veulent racheter leur lot reçoivent un « lot gratuit » (*darstvennyj nadel*), bientôt appelé par dérision « lot du mendiant » (*niščenskij nadel*), qui correspond au quart d'un lot normal[1059]. Les serfs qui travaillent dans une manufacture domestique n'ont pas de lot réservé. Il en est de même pour domestiques. S'ils ne sont pas réembauchés comme serviteurs libres, touchant désormais des gages, c'est le chômage.

Le montant du rachat est plus élevé que le prix de la terre sur le marché. En effet, le paysan paie la valeur du lopin, mais aussi un dédommagement suffisant pour assurer au propriétaire une rente équivalant à ce qu'il touchait jusque-là comme redevance. Si l'on prend les intérêts annuels comme 6 %, cette somme devait être de 166 roubles et 60 kopeks (x : 10 = 110 : 6). En théorie, le seigneur touche les mêmes revenus, mais les reçoit désormais de la banque, et conserve une réserve foncière. Il perd en revanche tout droit de regard sur la commune rurale, totalement autonome. La majoration est interprétée par les paysans comme le prix caché du rachat de la liberté personnelle.

L'émancipation se négocie directement entre la communauté et le propriétaire, mais l'État intervient des deux côtés, les liquidités et le crédit étant insuffisants. Les paysans ne versent que le quart de la somme due et reçoivent le reste à crédit de l'État qu'ils doivent rembourser pendant quarante-neuf ans, à un taux d'intérêt de 6 %. L'État dédommage les propriétaires, sous forme de titres, et non en roubles-or. Dépourvus de liquidités, très souvent endettés, les petits *pomeščiki* doivent rapidement vendre ces titres à perte pour leurs dépenses courantes ou bien céder les terres qui leur restent. L'État intervient à plusieurs reprises pour accélérer le rachat et mettre fin à la dépendance temporaire en particulier à l'occasion de couronnements ou de fêtes nationales. La capitation est abolie à compter du 1er janvier 1887 (loi du 28 mai 1885). Le rachat des terres devient obligatoire, par la

loi du 28 décembre 1881 pour les anciens domaines seigneuriaux et celle du 12 juin 1886 pour les paysans d'État, qui doivent payer près du double de la redevance dont ils s'acquittaient jusque-là. La transition se prolonge jusqu'en 1895 : la dépendance servile n'est totalement liquidée qu'au début du règne de Nicolas II.

L'abolition du servage entraîne une explosion démographique dans le dernier tiers du XIXe siècle. Entre 1860-1864 et 1909-1913, la population de l'Empire passe de 74 à 164 millions, et à partir de 1883-1887, son taux de croissance annuel est de 1,6 %, soit plus que partout ailleurs, sauf dans les pays d'immigration comme l'Australie, le Canada et les États-Unis [1060]. La production de grain augmente chaque année de 2,3 % à 3,1 %, ce qui engendre un doublement de la production entre 1851-1855 et 1911-1914 [1061]. Or, de 1860 à 1880, le tonnage des exportations de céréales quadruple, de 75 à 260 millions de *pudy* (de 12 à 40 millions de quintaux). La nécessité de payer les annuités de remboursement pousse à produire davantage et parfois seulement à vendre davantage. Elle incite peut-être aussi à faire davantage d'enfants, pour disposer de plus de bras au moment où la famille atteint son pic de productivité. Le morcellement des parcelles, la faible intensivité de l'agriculture (faute d'outillage, d'engrais, de diversification), et la faible intégration des campagnes reculées au marché continuent de handicaper les petites exploitations, qui vivent au seuil de l'autosuffisance. Elles ne peuvent pas acheter de produits de consommation et participer au développement du marché intérieur, sont souvent au bord de la rupture. Or, le cours international des céréales commence à baisser en 1875 et descend jusqu'à la moitié de sa valeur initiale en 1895. Les petits paysans ne sont pas à l'abri des mauvaises récoltes et des famines se produisent régulièrement, alors qu'à l'époque du servage, le seigneur avait l'obligation de nourrir ses serfs en cas de catastrophe naturelle. En 1891, la disette suscite des questions sur la capacité de l'État à faire face à de telles crises.

Les autorités ont des doutes sur l'organisation communautaire. La loi du 8 juin 1893 assouplit son emprise. Elle interdit les redistributions partielles et impose un

minimum de douze ans entre deux redistributions générales, mais le paysan ne peut toujours pas disposer à sa guise de son *nadel*. La loi du 14 décembre 1893, au contraire, vise à maintenir la cohésion de la commune. Elle interdit le transfert des terres communautaires à des propriétaires non paysans (souvent par l'intermédiaire d'hommes de paille ruinés, membres de la commune concernée) et soumet le rachat anticipé par un paysan de son lot à l'approbation du *sxod*.

De nombreux contemporains considèrent que l'émancipation n'a résolu ni le problème du statut des paysans libres, ni la question agraire. Les paysans sont artificiellement séparés du reste de la société et enfermés dans leur commune relevant du droit coutumier et de tribunaux spéciaux et ne disposent pas des surfaces dont ils ont besoin. Une caricature, longtemps reproduite dans les manuels soviétiques, montre un moujik de la taille de Gulliver, bien en peine de poser ses pieds de géant sur le minuscule lopin que le seigneur lilliputien lui alloue. Souvent les paysans doivent louer, très cher, une partie de la réserve seigneuriale, ou bien payer l'ancien barine en nature, par des travaux ou une partie de sa récolte. En préservant à toute force le *mir*, le pouvoir cherche à éviter la prolétarisation de la partie la plus faible de la paysannerie, mais retient au village une population excédentaire. Cette « irrationalité économique » a aussi pour but de garder une main-d'œuvre de journaliers et de fermiers à la disposition des propriétaires fonciers [1062]. Or, les jeunes paysans commencent à quitter le village pour des périodes plus longues que les travaux saisonniers. Certains experts estiment que cet exode rural concerne jusqu'à la moitié des bras disponibles. À la ville, ces hommes, et parfois ces femmes, sont employés dans les manufactures, dans l'artisanat ou vivent de menus travaux. Pourtant ils sont toujours recensés comme « paysans ». La sphère urbaine s'en trouve ruralisée. En outre, la propriété privée, nobiliaire ou autre, et la propriété communautaire paysanne s'entravent l'une l'autre dans leur développement [1063].

7. Réforme de Stolypin (1906-1911)

C’est d’abord Stolypin lui-même, son ministre de l’agriculture et son principal conseiller qui ont le plus contribué au débat sur la réforme. Stolypinest assassiné dès 1911, mais A. Krivošein et A. Kofod (C. A. Koefoed) ont fui la Russie après 1917 et publié des mémoires. Kofod a beaucoup influencé les Russes émigrés, les Anglais et les Américains [1064]. Ils décrivent une expérience qui promettait de faire faire un saut qualitatif à l’agriculture russe, de créer de nouveaux rapports sociaux entre propriétaires et ouvriers agricoles et de transformer ce que l’on pourrait appeler la « paysannerie utile » en soutien indéfectible du régime.

Les populistes et néopopulistes craignaient que la dissolution de la communauté rurale, programmée par la réforme, ne rende obsolète leur programme agraire. Cependant, des économistes proches des socialistes-révolutionnaires, comme A. V. Čajanov, ont participé à la réalisation de cette réforme. Čajanov affirme même qu’elle n’a pas été conçue dans une tour d’ivoire, par des hauts fonctionnaires, mais discutée avec des agents du zemstvo, des agronomes et des paysans.

Lénine, qui, réagit de l’étranger, sans contact direct avec les réalités agraires, accuse Stolypin de favoriser l’apparition d’un capitalisme rural à la prussienne afin de préserver les *latifundia* nobiliaires et consolider la situation des paysans riches. Au lieu d’une redistribution équitable des terres nobles, il livre celles de la commune au pillage des plus aisés, déjà appelés *koulaks*. Le scénario bolchévique est déjà prêt : la réforme, entreprise dans les intérêts de la noblesse et des paysans riches, se fait sur le dos des « pauvres » (*bednjaki*) et des « moyens » (*serednjaki*), sur qui il faudra s’appuyer pour la lutte des classes au village et la collectivisation. Stolypin doit satisfaire les koulaks, qui veulent acheter aux nobles à bon marché, et les propriétaires qui veulent vendre cher et joue sur les prix : c’est du « bonapartisme agraire ». Lénine n’a que faire des remembrements (*gruppovoe zemleustrojstvo*) que l’administration encourage pour moderniser les exploitations. La colonisation agraire en Sibérie et en Asie centrale n’est qu’un avatar extensif du capitalisme agraire. La réforme s’arrête avec l’assassinat de Stolypin, en 1911, donc sur un

échec. Cette position, en grande partie confirmée dans les faits, est logique et rassurante, car la réussite de la réforme diminuerait le potentiel révolutionnaire de la paysannerie.

En URSS, on suit Lénine, jusque dans son ambivalence. S. M. Dubrovskij n'en démordra pas même après dix-sept années de prison et d'exil[1065]. Les nombreux départs de la commune en 1906-1911 sont dus à la pression des autorités, parfois de force. En outre, il y en a parmi eux qui sortent « par le haut », pour devenir propriétaires, et d'autres qui vendent leur maigre lot à un voisin plus fortuné. Dans les manuels, on s'intéresse aussi aux paysans russes et ukrainiens utilisés pour contrebalancer les mouvements nationaux des non-Russes, surtout en Asie centrale et au Caucase. La colonisation est présentée comme une migration forcée, une autre forme d'exil en Sibérie. En somme, Stolypin aurait eu recours aux méthodes de Staline contre les koulaks, mais dans le but opposé de forcer la privatisation du sol au bénéfice de ces mêmes koulaks…

À partir des années 1980, des historiens anglo-saxons mettent en rapport les intentions et les résultats des réformateurs et concluent à un succès relatif. D. Macey examine la réforme de Stopylin de 1861 à 1906[1066]. Selon lui, elle veut rendre l'agriculture russe moderne et performante, inculquer aux paysans la notion de propriété privée, réaliser, dans le cadre d'une monarchie parlementaire, l'union sacrée entre les partis modérés et la paysannerie. Elle aurait dû aboutir à la disparition des grands domaines et à la création d'une classe de paysans-propriétaires homogène. Toutefois, les lots sortis de la commune paysanne ne deviennent pas *stricto sensu* propriété individuelle et ne peuvent être vendus qu'à un paysan. G. Yaney envisage la question de 1861 aux premières années du régime soviétique, en reprenant certaines thèses de Čajanov[1067]. Le projet initial de Stolypin est amendé en fonction d'observations recueillies sur le terrain. Pour la redistribution-remembrement (*zemleustrojstvo*), dans chaque gouvernement sont constitués des comités de réorganisation agraire (*zemleustroitel'nye komitety*) dotés de pouvoirs importants, ce qui permet de parler d'une forme de décentralisation. Progressivement, l'officier de police du

district (*zemskij ispravnik*) est écarté par les « spécialistes » chargés de faire aboutir le processus et de transmettre de nouveaux savoir-faire. Les zemstvos coopèrent fréquemment avec eux. La réforme marque le pas à partir de 1914, quand les classes d'âge les plus impliquées dans sa mise en œuvre sont mobilisées. Th. Shanin, qui se revendique lui aussi de Čajanov, voit dans la Russie de Nicolas II une société en voie de développement parmi d'autres, avec un hiatus entre les idées défendues à Pétersbourg et les attentes de paysans encore très conservateurs [1068].

Dans les années 1970-1980, Soljenitsyne et les conservateurs commencent à diffuser une image idéalisée de Stolypin. Ils placent au centre des débats les réformes du système politique central et du zemstvo, entreprises à partir de 1907. Soljenitsyne admire Stolypin en tant qu'individu et homme d'État habile et clairvoyant. Il voit en lui le sauveur qui aurait pu sortir la Russie de l'ornière, au lieu d'être broyée par la sanglante roue rouge [1069].

V. S. Djakin, moins enthousiaste sur les réformes politiques, reconnaît que la réforme agraire a augmenté la production de céréales et aurait pu enrichir les paysans et donc créer un marché intérieur solide et contribuer au remboursement de l'exorbitante dette extérieure [1070]. Sa réussite est aussi due aux bonnes récoltes de 1909-1910 et 1912-1913 et à la hausse des prix du grain sur le marché international. La sortie de la commune rurale a été forcée, mais le programme des KD envisageait d'exproprier une partie des domaines nobles (*prinuditel'noe otčuždenie*), tandis que l'autre ferait l'objet d'un rachat [1071]. Pour M. A. Davydov aux considérations économiques ou paternalistes, il faut ajouter que dans la bureaucratie éclairée les défenseurs de la commune se font rares (comme les défenseurs du servage en 1861), car les paysans ne participent pas assez à la vie économique, à la fois comme contribuables et comme consommateurs [1072]. La famine de 1891 montre que le système communautaire ne met pas à l'abri d'une catastrophe. Enfin, la récente défaite contre le Japon a prouvé l'inadaptation à la guerre moderne.

L'idée d'affaiblir et dissoudre la communauté rurale circule dans la bureaucratie russe dès l'époque des grandes réformes. La commune est un mal nécessaire comme garantie du rachat des terres, grâce à la caution solidaire, mais en 1910, au terme des quarante-neuf annuités, son rôle historique devrait être terminé. Or, l'édit du 3 novembre 1905 rapproche ce terme au 1er janvier 1907. Les paysans peuvent enfin mettre de côté la somme jusque-là employée pour le rachat, ou l'investir dans leur exploitation[1073]. Vers 1900-1905, nombre de hauts fonctionnaires pensent que le *mir* est un obstacle à la prospérité des paysans et du pays. C'est ce qu'écrit Witte dans ses Mémoires, car sur la question agraire Witte et Stolypin sont absolument d'accord. Les troubles de 1905-1907 renforcent l'hostilité envers la commune rurale, car c'est elle qui donne un cadre et une structure aux tentatives de « partage noir » des terres, encouragées par les SR.

La réforme prévoit aussi de distribuer des terres du Trésor (*kazennye*) et de la Couronne (*udel'nye*), ainsi que de faire racheter des terres nobles par la Banque paysanne (*Krest'janskij bank*), pour les vendre ensuite aux paysans. Les événements révolutionnaires de 1905-1907 poussent des propriétaires à se défaire de leurs domaines avant que les « partageux » s'en emparent et la Banque paysanne peut ainsi vendre près de 10 millions de *desjatiny* en une décennie (1906-1917)[1074]. Les paysans reçoivent ainsi un nouveau fonds énorme de terres arables. Dans certaines régions, le *Décret sur la terre* d'octobre 1917 ne leur en a pas donné autant.

En outre, même si personne ne veut sortir de la commune, celle-ci peut procéder à un remembrement. Chaque chef de famille (ou d'exploitation) peut, tout en restant membre, réunir toutes les parcelles qu'il cultive en un (ou deux) grand(s) lot(s), ce qui réduit la déperdition d'efforts et de moyens, évite ou limite l'enclavement (*čerespolosica*), vu comme le principal obstacle à l'intensification de la production agricole. Le film d'Eisenstein*La Ligne générale* (1929) reprend cette idée, dans le contexte de la collectivisation soviétique : les minuscules parcelles forment un fouillis inextricable et inexploitable. D'après Kofod, le remembrement aurait dû s'étaler sur cinquante ans. Stolypin n'a pas eu tant de temps.

Ceux qui considèrent sa réforme comme un succès voient le processus se prolonger jusqu'en 1914 et même après 1917 [1075].

Selon l'édit du 9 novembre 1906, il suffit au détenteur d'un lot de déposer une demande écrite pour obtenir un lot consolidé, détaché de la propriété communale, appelé *otrub*. Si le paysan quitte aussi sa résidence au village groupé pour vivre sur son lopin, on parle alors de « ferme » (*xutor*). Pour ces « fermes » à la mode ukrainienne ou occidentale, le problème est de constituer une unité d'habitation et d'exploitation viable, dotée de champs, de prés, d'eau potable. Dans les steppes, où les points d'eau sont parfois éloignés de plusieurs kilomètres, c'est utopique. Même dans des contrées plus hospitalières, seuls des paysans riches peuvent reconstruire à leurs frais une nouvelle maison avec toutes les commodités. Pour les autres, il faut prévoir des crédits. Cependant, après la mort de Stolypin, les départs de la communauté ne diminuent pas que les chiffres semblent l'indiquer. En effet, les calculs se fondent sur les titres de propriété délivrés pour les *otruby* ou les *xutorya*, mais à partir de 1911, ils ne sont plus obligatoires.

L'édit du 10 mars 1906 sur la Sibérie précède celui du 9 novembre sur la sortie de la commune, mais s'articule bien avec lui. Stolypin et ses conseillers considèrent que « partage noir » des SR est démagogique : même une redistribution intégrale des terres cultivables à l'ouest de l'Oural ne suffira pas à doter chaque foyer d'un lopin suffisant. Il faut donc un grand mouvement de colonisation en Sibérie, mais aussi au Caucase et en Asie centrale. Cependant, les migrants bouleversent les équilibres locaux. Si en Sibérie il semble possible de trouver de la place pour tout le monde, en Asie centrale et au Caucase ils font l'objet d'un rejet qui, en 1917, débouchera sur une série de conflits armés. Les partisans de la réforme font valoir que les colons, qui n'étaient que 1 million avant 1906, sont 2,7 millions entre 1906 et 1913. Les sceptiques rappellent qu'ils sont nombreux à rentrer au bout de quelques années. Pourtant, le taux de retour diminue : de 18 % entre 1896 et 1905, à 12 % entre 1906 et 1913. Pendant ce temps, en Russie d'Europe, des centaines de jeunes agronomes nommés après des comités d'organisation agraire commencent à répandre de nouvelles connaissances et le zemstvo soutient

les débuts de la mécanisation. On voit aussi se constituer des caisses d'épargne et des coopératives agricoles [1076].

La guerre interrompt cet élan. Le paysage est ensuite bouleversé par les réformes agraires qu'entreprennent dans certaines régions les représentants du gouvernement provisoire, puis par la parution du décret sur la terre des bolcheviks. On voit alors les soldats déserter le front et les ouvriers abandonner leurs usines pour revenir au village, avec d'autant plus d'ardeur que l'approvisionnement devient précaire. C'est à la campagne que se trouvent la terre et le pain. Le résultat est un nouveau remembrement, ou démembrement et le retour quasi forcé de tous ceux qui avaient quitté la commune rurale pendant la réforme de Stolypin. Victorieuse par la force de la tradition, elle reprend en main la vie rurale, mais doit composer avec les réquisitions des autorités soviétiques, en grain, comme en soldats. Pendant une décennie, de 1917 à 1927, une sorte de double pouvoir est ainsi instauré, entre l'autoadministration rurale et l'autocratie bolchévique. C'est seulement à partir de 1928 que l'État soviétique lance la collectivisation forcée de l'agriculture, détruisant la commune traditionnelle, ainsi que la plupart des structures économiques, culturelles et religieuses du monde rural.

chapitre 14

Les ordres anciens de la société

noblesse, clergé, marchands

Comme dans toutes les sociétés d'Ancien Régime, la position se mesure non pas à la fortune ou au mérite, mais à la naissance. Pierre le Grand a, en principe, astreint tous ses sujets au service de l'État et du bien public par la *Table des rangs*, qui fournit une voie de promotion sociale, puisque les grades inférieurs permettent d'acquérir la noblesse personnelle et les supérieurs la noblesse héréditaire. Toutefois, la pyramide sociale repose sur les masses paysannes attachées à la glèbe, qu'elles appartiennent à l'État, à l'Église ou à un propriétaire noble. Paysans et roturiers sont astreints à la capitation (*podušnaja podat'*) dont les nobles, le clergé et les citadins privilégiés sont exempts. De Catherine Ire à Nicolas Ier, les successeurs de Pierre infléchissent le modèle en faveur de l'aristocratie qui retrouve un quasi-monopole des grades d'officier, ainsi que des hautes fonctions à la cour et dans l'administration. En 1762, les nobles sont les premiers à être émancipés. La sécularisation des biens du clergé dans les provinces russes de l'Empire, en 1764, répartit la propriété des paysans, à parts presque égales, entre l'État et les *pomeščiki*. À partir de 1827, les roturiers sont de plus en plus écartés du service et en 1845 les grades requis pour l'anoblissement s'élèvent. Dans ce partage social, les marchands et les citadins privilégiés recueillent quelques miettes. Mais l'émancipation des serfs en 1861 et du clergé en 1869 ouvre une nouvelle ère où chacun peut espérer forger son propre destin.

1. La noblesse, pilier de la monarchie

L'historien britannique D. Lieven a tenté de tracer un portrait collectif des dirigeants de la Russie sous l'Ancien Régime. La documentation antérieure au XVIe siècle est fragmentaire et les généalogies parfois difficiles à reconstituer : les jalons fiables apparaissent avec la

Généalogie du souverain(*Gosudarev rodoslovec*, 1555-1556) qui reprend non seulement la famille impériale, mais aussi les lignées cousines et les grandes familles de boyards. Cette liste est mise à jour dans le *Livre de velours* (*Baxratnaja kniga*) de 1687 [1077]. La Charte de la noblesse (1785) rend obligatoire la tenue de registres dans chaque gouvernement. Vers 1900, 830 familles portent soit le titre princier ancestral (*knjaz'*, ou *svetlejšij knjaz'*), soit des titres empruntés sous Pierre le Grand aux aristocraties occidentales : baron, ou comte (*graf*). En Grande-Bretagne, en 1914, les pairs du royaume sont 570. La liste des deux cent quinze personnes que Nicolas II nomme au Conseil d'État (*Gosudarstvennyj sovet*), point d'aboutissement du *cursus honorum* nous apprend qu'une centaine des trois cent trente-quatre lignées du *Livre de velours* fréquente encore les allées du pouvoir en 1900. 90 % des conseillers d'État sont nobles par la naissance, alors que deux conseillers sont issus des marchands. Onze viennent d'anciennes maisons princières (trois Obolenskij, deux Dolgorukov, deux Volkonskij, un Vjazemskij, un Kurakin, un Lobanov-Rostovskij et un Xilkov [1078]) et un tiers provient de familles dont la noblesse est antérieure à Pierre le Grand [1079]. On trouve aussi des Šuvalov et des Orlov, descendants des favoris d'Élisabeth et de Catherine II. Des noms nouveaux cachent encore des origines anciennes : les Samarin (Ju. F. Samarin est un des acteurs de l'abolition du servage, A. D. Samarin, l'un des derniers procureurs du Synode) descendent des Kvašnin, qui ont donné boyards, panetiers et gouverneurs entre le XVe et le XVIIe siècle. Par ailleurs, les Samarin sont liés par mariage aux Trubeckoj.

La composition des élites russes est aussi très homogène du point de vue ethnique et religieux. Même si elles agrègent des représentants des aristocraties allogènes à mesure que l'Empire s'étend et si la *Table des rangs* permet l'anoblissement, au Conseil d'État de Nicolas II, seuls soixante et un membres sont définis comme « non-Russes », dont quarante-huit « Allemands », c'est-à-dire Scandinaves, Néerlandais ou Allemands proprement dits, déjà sujets russes (les « barons baltes »), ou entrés au service du tsar depuis une ou plusieurs générations. Vingt-huit d'entre eux ne sont pas orthodoxes, mais ils sont presque tous protestants, confession

quasi consubstantielle de l'identité allemande dans la vision russe.

La propriété foncière est l'une des assises de la noblesse. Cent vingt-quatre conseillers d'État, soit 58 %, possèdent des terres. Les grandes familles sont les plus riches. Les plus gros propriétaires sont deux « anciens princes », A. S. Dolgorukov et M. S. Volkonskij. Cependant, la plupart de leurs domaines se situent désormais dans les régions fertiles du Sud ; seuls les biens de M. I. Xilkov sont encore essentiellement dans l'ancienne Moscovie. Treize « magnats » détiennent les trois quarts de la richesse foncière du groupe et 63,4 % de sa valeur financière. D'ailleurs, la moitié des cent quarante-sept plus gros propriétaires du pays au début du XXe siècle appartiennent à la noblesse titrée[1080]. Les autres ressources possibles sont peu nombreuses. La plume (journalisme, poésie, romans) peut procurer des revenus complémentaires. Certains sont directeurs de compagnie ou ont un portefeuille d'actions, mais souvent ces rentrées sont dues à l'influence que le personnage en question exerce dans les cercles du pouvoir. Le plus souvent, l'autre socle de la fortune est le salaire perçu du gouvernement.

À partir de Pierre le Grand, la primauté du règlement et du rang acquis par le service sur la naissance commence à se faire sentir. De même, la discipline militaire s'impose à tous, sans préséances. Mais des ascensions fulgurantes, dues au favoritisme et à des alliances matrimoniales habiles, introduisent une certaine mobilité. Le correctif est la disgrâce qui balaie les hommes forts du temps jadis, qu'ils soient d'origine obscure, comme Menšikov, étrangère, comme Biron, ou noble et russe, comme Tolstoj et le chancelier Bestužev-Rjumin. Jusqu'à la charte de 1785, la noblesse n'est pas un état, encore moins une classe dirigeante. Elle n'a pas les moyens d'imposer ses vues au souverain. L'échec des *Conditions* de 1730 illustre le fossé entre les membres du mévé suprême et le reste des gentilshommes. Après la révolte de Pugačev, Catherine II conclut un pacte avec l'ordre nobiliaire (*dvorjanstvo*) et lui consent un droit de représentation, mais seulement au niveau local, afin de renforcer l'administration provinciale, point faible de

l'Empire. Alexandre III renouvelle ce compromis à sa manière, lors du centenaire de la Charte de la noblesse et en créant la fonction de chef rural (1889).

La tendance administrative et militaire, imitant le modèle suédois, puis prussien, l'emporte à d'autres périodes, notamment sous Paul Ier et Nicolas Ier. Pour ce dernier, l'État est seul à même de moderniser le pays par le haut, c'est l'un des piliers de l'idéologie officielle. La responsabilité de classer et de codifier (en compilant un code de lois sous la direction de Speranskij), comme celle d'éduquer (selon le programme tracé par Uvarov), lui revient.

L'attachement à la famille, ou au clan, comme source d'identité, de protection et de gratifications, contrebalance la loyauté au régiment, ou au département administratif. Le tsar et ses fonctionnaires sont liés par une relation de service et à cet égard, l'empereur est plus le « père du régiment », ou le chef de bureau suprême, qu'un monarque de droit divin. Cette relation atteint son point d'équilibre sous Nicolas Ier, mais avec Alexandre II, le rôle consenti (ou à demi consenti) à la société civile trouble les choses. Alexandre III et Nicolas II se méfient de leurs serviteurs, s'en détachent pour renouer avec le peuple de manière émotionnelle, intuitive, et s'innocenter des péchés des *činovniki* [1081]. L'éloignement géographique du souverain (à Gatčina, puis à Carskoe Selo) retarde et complique les nominations. On peut dire, sans exagération, que les deux derniers empereurs ont été isolés. La cour cesse d'exister en tant qu'institution politique. Ils n'ont pas de secrétariat privé, comme les monarques allemand, autrichien, britannique. Nicolas II exerce un pouvoir personnel plus considérable que Guillaume II, *a fortiori* Georges V. En temps de paix, il est le véritable maître du jeu politique et pendant la guerre, il essaie de jouer le rôle de commandant suprême, alors que le kaiser s'efface peu à peu derrière Hindenburg et Ludendorff. Timide et sensible, plutôt bon de nature, pieux, volontiers antisémite et persuadé de la supériorité de « l'homme blanc », il se voit en propriétaire foncier patriarcal, poli et indulgent, en officier et gentleman contrôlant ses émotions, appréciant la camaraderie simple, honnête, loyale et l'obéissance à la hiérarchie. Il se replie sur son couple et sa famille, esquive les

confrontations en pratiquant une sorte de machiavélisme naïf. Monarque autocrate malgré lui (plusieurs témoignages attestent de sa réticence à assumer le pouvoir), il est persuadé qu'il ne peut se dérober à la mission que Dieu lui a confiée. Il est, en quelque sorte, la première victime du mythe tsariste [1082].

Au début du XIXe siècle, on compte environ 400 000 hommes nobles, et vers 1900 à peu près de 1,2 million. Le poids de ce petit groupe n'est pas négligeable : il est égal aux deux tiers des effectifs combinés des clercs, des marchands et des non-nobles exerçant une profession libérale [1083]. Cette noblesse s'est constituée par agrégation au fil des siècles. Aux familles princières, issues des Rurikides, des Gediminides (les Golicyn, Kurakin, Xovanskij), ou de khans tatars (les Jusupov), s'ajoutent les descendants des *bojare* de la Moscovie, puis des lignées nobiliaires baltes et polono-lituaniennes. L'extension de l'Empire permet d'intégrer, plus sélectivement, des représentants des élites caucasiennes, en particulier des Géorgiens (comme les Bagration). Des étrangers entrés au service de la Russie se voient aussi reconnaître ce privilège (les Lieven, les Barclay de Tolly). Seul le titre de prince (*knjaz'*) est proprement russe. Bien que baron et comte soient des créations des Temps modernes, tous les comtes russes du XIXe siècle sont issus de familles anciennes (à l'exception des Kutajsov, descendants d'un prisonnier de guerre turc), tandis que les barons sont tous des non-Russes. La faveur impériale, récompensant les services rendus, apporte aussi l'anoblissement. Cette situation est assez semblable à celle de l'empire d'Autriche (puis d'Autriche-Hongrie) qui réunit des élites nobiliaires historiquement distinctes.

La noblesse russe se définit par la possession de la terre et le service, en premier lieu militaire, de l'État. Comme en Prusse, les petits propriétaires ont besoin de la rémunération et du prestige conférés par leur rang (*čin*) dans le service pour maintenir leur train de vie. Inversement, l'assise foncière du noble renforce son autorité publique. Il est le plus souvent officier supérieur ou diplomate : en 1909, la moitié des généraux sont issus d'une noblesse antérieure au XVIIIe siècle et 63 % des officiers d'état-major sont des nobles. De même,

sur les dix-neuf généraux de l'armée britannique en 1912, six sont issus de la haute aristocratie et cinq de la *landed gentry*[1084]. Entre le 29 juillet et le 20 décembre 1731, pas moins de cinq édits fondent le corps des Cadets (*Kadetskij korpus*), fixent son règlement, le budget qui lui est alloué et les conditions d'inscription[1085]. En passant par cette école qui leur est réservée, les jeunes gentilshommes accèdent directement au grade d'officier, ce qui accélère leur carrière et les place d'emblée au-dessus des roturiers, et ils se font des relations utiles pour tout le reste de leur vie.

Pendant un siècle, à partir de la confiscation des biens d'Église, les nobles ont la quasi-exclusivité de la propriété foncière et de la possession des serfs. Toutefois, même les plus grandes familles, n'ont pas, à l'époque moderne, une assise locale leur donnant les moyens de constituer une alternative au pouvoir central. Seuls des seigneurs polonais (*pany*), en particulier les magnats, peuvent représenter un tel danger. C'est donc eux qui sont le plus visés par les répressions après les révoltes de 1831 et de 1863 et qu'on cherche à déraciner. Dans la noblesse russe proprement dite, la différenciation est très nette entre gros et petits propriétaires de serfs. La révision de 1857-1858 montre que les trois quarts des seigneurs possèdent moins de cent âmes, et 45 % moins de vingt et une. Les hobereaux désargentés détiennent au total moins du quart de la population servile. Le noble s'investit aussi dans les activités industrielles et commerciales. Contrairement à la France d'Ancien Régime, l'aristocratie russe ignore en effet la dérogeance. La taille des entreprises varie, de la petite manufacture ou distillerie domaniale, à l'existence précaire, à des usines, ou part d'usines. Le commerce des surplus agricoles est fonction de la richesse des sols et de la spécialisation des cultures.

Les deux textes fondamentaux qui achèvent de constituer la noblesse en tant qu'ordre privilégié sont le manifeste du 18 février 1762 et la Charte de la noblesse du 21 avril 1785. Les gentilshommes obtiennent la liberté personnelle et l'*habeas corpus*, le droit de s'engager ou non dans une carrière publique, et de la quitter, la reconnaissance de leur droit de propriété privée, mais aussi d'une identité collective, avec un

droit de représentation et de délibération. Les assemblées de la noblesse du district et du gouvernement sont les premières instances de l'autoadministration qui sera étendue aux paysans un siècle plus tard.

Jusqu'aux réformes d'Alexandre II, sur ses terres, le *pomeščik* exerce les pouvoirs de justice, police et de finance, il est consulté sur l'administration du district et du gouvernement, par le biais des assemblées de la noblesse. En outre, il existe, incontestablement, une forme de conscience civique parmi les nobles, ou une « tentation de servir » à laquelle ils succombent volontiers[1086]. Pour un jeune gentilhomme peu fortuné de province, comme Grinëv, le héros de *La Fille du capitaine*, cette perspective est séduisante : « L'idée du service s'unissait en moi à celles de la liberté, des plaisirs de la vie à Pétersbourg. Je me voyais officier de la Garde, ce qui à mon avis était le comble de la félicité humaine[1087]. »

Le mode de vie nobiliaire est une importante donnée de la vie économique, sociale et culturelle. Le cercle étroit de la cour coïncide avec la sphère de l'État et des relations internationales, puis viennent les cercles nobiliaires des deux capitales, ceux des chefs-lieux de gouvernement. Les jeunes nobles des villes, en particulier les militaires, surtout s'ils ont eu vingt ans après 1815, ne dédaignent pas le cheval et le bal, et sont de parfaits dandys, leurs passe-temps favoris sont le jeu et le duel[1088]. Les morts de Pouchkine (1837) et de Lermontov (1841) sont loin d'être des exceptions. Le duel est un effet néfaste de l'occidentalisation, car la Moscovie l'ignorait, lui préférant les querelles de préséances et leurs interminables procès. La liberté de la noblesse et l'amélioration des transports ouvrent aux élites russes le chemin des capitales européennes, mais aussi des villes d'eau et des sites naturels pittoresques. À l'intérieur de l'Empire, les montagnes et les sources du Caucase (Pjatigorsk), les rivages de Crimée et du golfe de Finlande attirent aussi des visiteurs et se couvrent de villas.

La vie sur le domaine peut être temporaire : une respiration en été, un exil imposé, le désir de se ressourcer, ou une

retraite. Ce peut être aussi un choix imposé par des ressources limitées. L'idéal est alors de vivre en autarcie ou presque. Mais les fonctions assumées sur place exigent un certain train de vie. La presse popularise des modèles imitant l'aristocratie française, britannique, ou allemande. Le domaine, dès le XVIIIe siècle, devient une sorte d'enclave, ou d'îlot de civilisation dans le pays profond encore « barbare ». La résidence nobiliaire et ses environs, que l'on façonne conformément aux goûts et aux modes, sont le point de rencontre entre traditions séculaires et occidentalisation [1089]. On se met à ordonnancer la nature, aménager un parc, des pièces d'eau. La chasse elle-même et son organisation évoluent. Les domestiques portent livrée, parfois perruque et on leur assigne des fonctions nouvelles. « Un propriétaire, vivant dans ses terres, a chez lui, non seulement ses tailleurs et ses cordonniers, mais aussi des peintres, des chantres de chapelle, des orchestres et mêmes des troupes d'acteurs et des corps de ballet ». Parmi les anecdotes sur les méfaits du servage, il en est une qui décrit une formation vocale monstrueuse : « On a vu naguère à Londres et à Paris de ces étranges artistes qui étaient obligés, pour exécuter un morceau de musique, de se réunir à trente ou quarante, chacun d'eux ne sachant donner qu'une seule note. À eux tous, ils formaient une espèce d'orgue, dont chaque tuyau était remplacé par un homme. Ces musiciens étaient des affranchis ayant appartenu comme esclaves à quelque seigneur qui leur avait donné la liberté [1090]. » Au XVIIIe siècle, un assez grand nombre de propriétaires constituent des troupes de serfs-acteurs et de serfs-musiciens. Mais le « bon maître » se pique aussi d'introduire de nouvelles cultures et de faire soigner et vacciner ses paysans, quand il ne s'en charge pas lui-même. Bazarov de *Pères et fils* meurt après s'être entaillé la main en pratiquant une autopsie sur le domaine de son père. Ce mode de vie patriarcal décline après l'émancipation, du moins chez les petits et moyens propriétaires, comme le dépeignent, par exemple, Turgenev dans *Une nichée de gentilshommes* (1859), ou Tchekhov dans *La Cerisaie* (1904) [1091]. Mais dans sa propriété de Jasnaja Poljana, Tolstoï fait la classe aux paysans et reçoit tout le monde des lettres.

Malgré l'abolition du servage et la création des *zemstva*, les assemblées et les maréchaux de la noblesse sont maintenus. D'ailleurs, les élus des zemstvos de gouvernement sont à 80 % des nobles. Néanmoins, les seigneurs perdent le quasi-monopole de la propriété foncière qui faisait leur prestige social, au moment même où d'autres groupes les concurrencent sur le terrain de la fortune et de l'instruction. Les dettes contraignent nombre de petits nobles à vendre leurs domaines, car les indemnités de l'État ne sont versées qu'après déduction des créances envers le fisc. En outre, les titres se négocient mal et se déprécient. L'apport de capital nécessaire pour dynamiser des exploitations souvent archaïques ne viendra pas. En un peu plus de quinze ans, la propriété nobiliaire passe de 85 % des surfaces exploitables à 77 %. Si certains se défont de leur terre pour investir dans le commerce et l'industrie, ou vendent à des nobles, les bénéficiaires de ce recul sont en premier lieu la bourgeoisie urbaine, ainsi que certains gros paysans. En 1885, une Banque de la noblesse (*Gosudarstvennyj dvorjanskij zemel'nyj bank*) est créée pour offrir aux propriétaires en difficulté des prêts hypothécaires à long terme et à faible intérêt (4,5 %). Néanmoins, l'érosion se poursuit : en 1887, la noblesse a encore perdu huit millions de desiatines et huit autres millions en 1892. La polarisation s'accroît fortement. En 1905, 61 % à 62 % des nobles sont sans terre, tandis que 9 % des gentilshommes détiennent à eux seuls 73 % des domaines nobiliaires. Les révoltes paysannes de 1905-1907 poussent certains d'entre eux à se défaire de leurs terres, parfois à un prix dérisoire.

Pour sa contre-réforme, Alexandre III choisit pourtant de s'appuyer sur cet ordre. Le manifeste publié pour le centenaire de la charte de 1785 dit : « Dans l'intérêt de l'État, nous attachons beaucoup de prix à ce que les nobles russes, aujourd'hui comme autrefois, conservent une place prééminente dans le commandement des armées, dans le *self-government* et dans la justice, dans une prise en charge désintéressée des besoins du peuple [1092]. » Nicolas II poursuit dans cette voie et réunit en 1897 une conférence chargée d'étudier les besoins de la noblesse. L'administration rurale et urbaine est plus que jamais sous la tutelle nobiliaire après

l'institution du *zemskij načal'nik* et la révision du cens ; par ailleurs, deux lois de 1899-1900 autorisent la constitution de majorats et haussent encore la barrière de l'anoblissement. Ces mesures n'enrayent pas le déclin de la petite noblesse terrienne. Certains grands propriétaires, au contraire, s'investissent largement dans le démarrage capitaliste de l'économie, tout en continuant à occuper les postes supérieurs de l'État et à dominer la scène politique et sociale, mais doivent partager l'exercice du pouvoir avec de nouveaux venus, issus comme Witte, du tiers état, ou, comme Vyšnegradskij ou Pobedonoscev, de la caste cléricale.

2. Le clergé, dernier ordre émancipé

L'Église orthodoxe russe (*Pravoslavnaja Rossijskaja Cerkov'*) est l'Église officielle de l'Empire, même si d'autres confessions sont tolérées sur son territoire. D'après le recensement de 1897, le pays compte 80 millions d'orthodoxes sur 129 millions d'habitants. Ce sont principalement les sujets russes, biélorusses et ukrainiens de l'Empire, ainsi que certains paysans polonais ou finnois. Lituaniens et Polonais sont en majorité catholiques ; Estoniens, Lettons et Finnois protestants, les Arméniens et les Juifs ont leur propre religion. Les Tatars et les populations d'Asie centrale sont musulmans. Les autochtones de Sibérie pratiquent des cultes animistes au moins jusqu'au milieu du XIXe siècle et l'on compte aussi des bouddhistes surtout parmi les Bouriates et les Kalmouks.

L'Église orthodoxe s'identifie à l'État (et *vice versa*) car, depuis 1448, elle est autocéphale. La foi orthodoxe et la fidélité au souverain qui la défend sont les constituants indissociables de la conscience nationale sous sa forme la plus répandue. Celui qui se fait baptiser dans la foi orthodoxe devient *ipso facto* russe. Toutefois, depuis le milieu du XVIIe siècle, il existe une « Église de l'ombre », en rupture avec la hiérarchie et le rite officiels, dont les tenants sont qualifiés de « Schismatiques » (*Raskol'niki*). La législation de Pierre le Grand n'a fait qu'introduire une mesure de tolérance dans la discrimination et jusqu'à la guerre de Crimée des persécutions régulières rappellent que les autorités veulent réduire ces

schismatiques qui pourraient, à leurs yeux, se transformer en cinquième colonne [1093].

L'Église officielle est depuis 1721 dirigée par le Saint-Synode, une administration semblable aux conseils des évêques des États protestants, mais coiffée par un procureur général, fonctionnaire laïc, nommé par le souverain. Le règlement Spirituel (*Duxovnyj reglament*) de 1721 prescrit un serment de fidélité au souverain. L'Église est divisée en éparchies, ou diocèses, dont le tracé suit approximativement celui des gouvernements dans la Russie d'Europe. Les évêques de Moscou, Pétersbourg et Kiev portent le titre de métropolite. Le métropolite de Moscou est, en général, une figure dominante, même s'il ne peut prétendre à l'autorité d'un patriarche. Dans les gouvernements d'Estonie, de Lettonie et de Courlande, des évêchés orthodoxes sont créés pour les besoins des administrateurs russes et des populations qui souhaiteraient se convertir. Il en est de même après 1809 en Finlande. L'évêché orthodoxe de Varsovie est créé dès 1834. En Sibérie, aux évêchés de Tobol'sk (1702) et Irkutsk (1707) s'ajoutent progressivement Simbirsk (1831), Tomsk (1832), Jakutsk (1869) et l'éparchie du Kamtchatka (1840), scindée en 1898 en diocèses de Blagoveščensk et Vladivostok.

Le clergé séculier ou « blanc » (*beloe duxovenstvo*) est obligatoirement marié. Au fil des recensements s'imposent des noms de famille. Popov est le choix le plus fréquent, mais certains, en souvenir de leur latin de séminaire, optent pour Rozov (de *rosa*) ou Ekzempljarskij (d'*exemplar*). La division entre prêtres, passés par le séminaire et ayant reçu les ordres majeurs, et diacres, détenteurs des ordres mineurs, tend à devenir héréditaire. Les réguliers sont astreints au célibat et c'est des rangs de ce clergé « noir » (*černoe duxovenstvo*) que sont issus évêques et métropolites. Le terme *soborjane* (sg. *soborjanin*), rendu célèbre par le roman de N. S. Leskov (1872), et traduit en français par « gens d'Église », désigne le clergé d'un *sobor*, c'est-à-dire de l'unique cathédrale de chaque diocèse ainsi que des autres églises principales d'une ville (collégiales ou basiliques).

Les biens d'Église, particulièrement le patrimoine des grands monastères, sont une réserve foncière et humaine

immense qui attire les convoitises de l'État. Pierre le Grand recrée en 1701 le bureau des monastères dont les patriarches ont eu tant de mal à obtenir la suppression en 1676. Pendant toute la guerre du Nord, son seul est but est de faire affluer les richesses de l'Église dans les coffres de l'État. La création du Synode provoque la fermeture du bureau sans qu'il y ait eu de confiscation : le nombre des paysans monastiques a même augmenté d'environ 715 000 âmes en 1701-1705 à plus de 791 000 en 1719-1723 [1094]. Or, la courbe démographique est alors en train de baisser. Mais la tutelle stricte sur les moines, jugés trop nombreux, est maintenue ; l'âge des vœux est élevé à 30 ans. Les guerres avec la Porte coupent les liens avec le mont Athos, si bien que les Russes en sont quasiment absents entre 1730 et 1830. Cependant, la propriété monastique est encore une réalité. La Trinité-Saint-Serge possède près de 106 500 serfs et Saint-Alexandre-Nevskij, 25 000. Leurs paysans ont un sort plutôt enviable, mais cet argument peut être utilisé comme preuve de l'incurie des moines.

Catherine II monte sur le trône en prétendant défendre l'Église contre les attentats sacrilèges de son mari qui a entamé un processus de sécularisation. Mais ensuite, elle pousse le raisonnement des Lumières jusqu'au bout et, avant Joseph II, avant Louis XVI et la Convention, elle décrète la confiscation des biens d'Église en Grande Russie et en Sibérie, par l'édit du 26 février 1764, n'hésitant pas à balayer l'opposition du métropolite de Rostov, Arsène, qui finit ses jours en prison… Les terres arables, les moulins, les sauneries, sont saisis, les moines ne gardent que les jardins, les pêcheries, les potagers et les murs. Un nombre impressionnant d'établissements sont fermés. Des 572 abbayes masculines, il n'en reste que 161. Les couvents de femmes sont réduits de 219 à 167. Cette mesure dégarnit l'encadrement des campagnes, facilitant la tâche des vieux-croyants et autres dissidents religieux. Les abbayes épargnées sont réparties en trois classes, leurs frais et le traitement des frères pris en charge par le Trésor. La réforme atteint ensuite les diocèses de Kursk (1786) et de Voronež (1788), puis les territoires ukrainiens (1790). Fidèle à son goût des uniformes, Paul Ier instaure au sein du clergé une gradation complexe de costumes

et d'insignes auxquels peuvent s'ajouter des décorations civiles. On place au sommet de la hiérarchie monastique quatre laures. *Lavra*, emprunté au grec, était le titre honorifique de certains établissements très vénérés, attirant les pèlerins. Elle devient l'appellation officielle des Grottes de Kiev (en 1688), de la Trinité-Saint-Serge (1744) [1095], de Saint-Alexandre-Nevskij de Pétersbourg (1797) et de la Dormition de Počaev en Volhynie (1833). Cette dernière, reprise aux gréco-catholiques par décision impériale, est élue bastion d'une reconquête agressive qui aboutit à la suppression provisoire de l'Union de Brest.

Pour ces raisons idéologiques, et du fait d'une renaissance interne, l'institution monastique regagne du terrain au cours du XIXe siècle. Une tolérance permet d'acquérir à nouveau des terres arables. Paul Ier permet 30 desiatines, Nicolas Ier autorise les forêts. Ainsi se reconstitue un patrimoine foncier : la Trinité détient, en 1858, 1249 desiatines de forêts et, vers 1874, les deux cents principales fondations possèdent en tout 250 000 desiatines de terres et de cours d'eaux. Le nombre des établissements augmente également. En 1910, on compte 429 couvents de femmes (avec 61 723 nonnes) et 527 monastères d'hommes (avec 19 285 frères). En 1912, il y a au total 91 654 réguliers et 110 434 séculiers. Le clergé vit des aumônes et d'une dotation de l'État. Celle-ci prend d'abord la forme d'une taxe, perçue au titre des sacrements et qui doit permettre d'éviter la simonie ; puis, à partir de Nicolas Ier, d'un financement direct. Des assignats lui sont attribués en 1865, comme indemnisation de l'affranchissement des serfs domestiques. À la fin du XIXe siècle, le Synode a un budget de 7 millions de roubles et le Trésor public verse au clergé dix-huit autres millions.

Dans la compétence ecclésiastique (*duxovnoe vedomstvo*) entrent le mariage et le divorce, mais aussi l'éducation. Le monopole sur l'instruction primaire est presque complet jusqu'à l'instauration des zemstvos, à l'exception de quelques établissements urbains et des précepteurs des jeunes nobles. L'Église a son propre système de formation. Les séminaires, généralisés à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, sont cinquante-huit au début du XXe siècle. Les académies de

théologie (*Duxovnaja akademija*) sont quatre : Moscou (créée en 1687, transférée à la Trinité-Saint-Serge en 1814), Pétersbourg (1809), Kazan (1842) et Kiev (1632, sous forme de collège, promu académie en 1701) [1096]. Les clercs et leurs enfants ont donc un niveau d'instruction plus élevé que l'ensemble de la population, mais qui privilégie la langue d'Église et le latin.

Jusqu'en 1869, les fils de clercs sont considérés comme des clercs. Les ukases de 1808 et 1814 les inscrivent même obligatoirement au séminaire et leur passage dans le service civil est soumis à autorisation spéciale (du Synode, voire de l'empereur lui-même, ou à tout le moins, de l'évêque, d'après les règlements de 1779, 1796, 1800 et 1803). Tout aussi strictement contrôlé est l'éventuel second mariage des veuves qui doivent en principe se faire nonnes. C'est presque uniquement par les femmes que cette caste de « lévites russes » se renouvelle, car le noble et le paysan n'embrassent guère la carrière ecclésiastique [1097]. Les postes de prélat, même les plus en vue, sont loin d'avoir la même importance politique et sociale qu'en Europe occidentale et le droit d'aînesse ne spolie pas systématiquement les cadets de la noblesse. Le service de l'État, surtout par les armes, et la gestion, plus ou moins en dilettante, du patrimoine familial occupent la plupart des gentilshommes. Les plus pieux prennent l'habit monastique sur leur lit de mort, comme les grands-princes ou tsars médiévaux. À l'autre extrémité de la hiérarchie, le pope de campagne se distingue souvent assez peu du moujik au plan matériel, mais tient d'autant plus à conserver à son ou ses fils les privilèges du statut clérical.

Depuis 1801 (1811 pour l'ensemble des moines), les clercs et leur famille sont exempts de châtiments corporels, de la capitation et du service militaire. L'ukase du 26 mai 1869 maintient ces privilèges personnels tout en rendant à l'état civil les fils de clercs qui sont assimilés, selon le ministère de leur père, à telle ou telle catégorie de citoyens. Deux ukases de 1867 et 1868 abrogent le principe de l'inaliénabilité des terres ecclésiastiques, permettant aux religieux de disposer plus librement de leurs biens.

Néanmoins, si les grands monastères ou les évêques disposent de ressources non négligeables, les prêtres et diacres de campagne sont proches du seuil de la pauvreté et très dépendants de leurs fidèles. Pour améliorer leur situation matérielle, le Synode augmente l'étendue des paroisses, ce qui diminue l'encadrement des fidèles, facilite la propagation de mouvements dissidents et prive de débouchés les fils de popes. Ce n'est donc pas par hasard que l'on retrouvera nombre d'entre eux parmi les plus radicaux ou les plus révolutionnaires des éléments de « classes diverses » (*raznočincy*). En 1905, le bas clergé est mécontent de son sort et de sa hiérarchie. Celle-ci est également insatisfaite des contraintes que lui impose la monarchie qu'elle ne soutient pas inconditionnellement [1098]. Elle aspire en particulier à la restauration du patriarcat. La promesse d'un grand concile de l'Église russe, arrachée en 1905, suscite de grands espoirs, mais jusqu'en 1917, il faut se contenter de commissions préparatoires dont les travaux semblent peu productifs. Le concile est inauguré solennellement le 15/28 août 1917, à la cathédrale de la Dormition du Kremlin de Moscou. L'Assemblée constituante n'est toujours pas élue. C'est donc l'instance la plus représentative du pays avec ses 227 membres du clergé (à tous les échelons de la hiérarchie) et ses 299 laïcs choisis par leurs pairs. Le concile se divise en commissions qui examinent avec une exceptionnelle ouverture d'esprit des questions comme l'opportunité de célébrer en langue vernaculaire, quarante-cinq ans avant Vatican II [1099]. Mais seule l'abolition du régime synodal et la restauration du patriarcat peuvent affranchir l'Église de la tutelle de l'État. Le choix se fait selon la tradition en combinant l'élection de trois candidats et le tirage au sort du vainqueur. Le patriarche, élu le 5/18 novembre 1917, est Tikhon (Bellavin). Déjà, la révolution d'Octobre a porté au pouvoir les bolcheviks qui pensent que l'Église, compromise avec l'Ancien Régime, appartient au passé.

3. Citadins et marchands

Une mince frange de population urbaine (4 % des sujets de l'Empire en 1796 ; 16,8 % en 1897), forme ce qu'on peut

appeler une bourgeoisie. La Charte des villes, octroyée par Catherine II le 21 avril 1785, subdivise la population urbaine en six catégories, avec au sommet, les trois « guildes » (*gil'dii*) de marchands (*kupcy*), exempts de capitation et de service militaire et qui participent à l'élection d'une sorte de conseil municipal. Le statut des *kupcy* est modifié en 1807 et 1824 : ils sont seuls autorisés à créer et à gérer manufactures et fabriques. En 1898, toutefois, il devient possible de se lancer dans le commerce et l'industrie sans s'inscrire parmi les *kupcy.* Leur nombre diminue sensiblement et la corporation devient une sorte de syndicat des patrons traditionalistes.

L'*ukase* du 27 mars 1800 crée en outre deux titres honorifiques personnels : conseiller de commerce et conseiller des manufactures (*kommercii*, *manufaktur sovetnik*), donnant droit à l'appellation « Votre Haute Noblesse » (*Vaše Vysokoblagorodie*). En 1832 s'y ajoute le titre de citoyen notable, à titre personnel ou héréditaire (*početnyj graždanin*, *ličnyj*, *potomstvennyj*) qui donne droit à « Votre Noblesse » (*Vaše Blagorodie*). Cette dernière distinction, accordée après une vingtaine d'années dans la première guilde, ou aux *kupcy* déjà décorés, les délivre des obligations d'enregistrement auprès des autorités locales et permet aux juifs qui en bénéficient de s'établir hors de la zone de résidence.

En 1788, Moscou compte quatorze citoyens notables qui déclarent 50 000 roubles de revenu annuel et cent neuf marchands de la première guilde qui en avouent dix mille en moyenne. Au milieu du XIXe siècle, Nižnij Novgorod, principale foire russe, spécialisée dans les textiles, a un chiffre d'affaires annuel de 57 millions de roubles, à peine moins que les magasins moscovites. Le 2 décembre 1893, la vieille capitale se dote de l'équivalent des Galeries Lafayette, les Grandes Allées commerciales (*Verxovnye torgovye rjady*) qui longent la place Rouge, construites par une société par action, créée en 1888, mais après une vingtaine d'années de palabres lancées par le gouverneur général [1100]. Un autre grand centre est Irbit, dans la région d'Ekaterinburg, à la limite de l'Oural et de la Sibérie, où les produits manufacturés de Russie d'Europe s'échangent contre le thé, le coton et les soieries d'Asie : de 1817 à 1851, les ventes passent de 3 millions à

plus de 28 millions de roubles. À Kharkov, en 1854, sont apportées pour environ 20 millions de marchandises. Une douzaine d'autres foires, réparties le long de l'année, ont lieu dans l'Ukraine du nord. Enfin, Pétersbourg et Odessa sont les deux grands ports internationaux ; le second principalement pour l'exportation du blé.

Les pionniers des marchands-entrepreneurs sont nés serfs, à la fin du XVIIIe siècle. Ils s'enrichissent et s'émancipent par leurs propres moyens, vers 1820. Ils doivent alors, en principe, abandonner à leur maître tout ce qu'ils ont mis sur pied. Mais très souvent, ils conservent la gestion effective de l'entreprise. Dix ou vingt ans plus tard, ils la rachètent. Plusieurs familles acquièrent ainsi une forte influence économique et même politique. Il s'agit d'une bourgeoisie du textile et surtout du coton, car la métallurgie demeure longtemps la chasse gardée des nobles [1101]. Pétersbourg étant dominé par des bourgeois d'origine étrangère, les marchands-entrepreneurs russes sont installés surtout dans les gouvernements de Moscou, Vladimir, Kostroma, Tver et Rjazan'. La « Manchester russe » est la ville d'Ivanovo-Voznesensk, au nord-est de Moscou. Ce sont essentiellement des vieux-croyants [1102]. Quoique divisés en deux grandes mouvances et en d'innombrables chapelles, ils constituent un « groupe dynamique de diaspora », à l'instar des huguenots français. La principale distinction s'établit entre les « presbytériens » (*popovcy*) qui conservent un clergé et les « sans-prêtres » (*bespopovcy*) qui s'en passent. Les réseaux s'organisent à partir de deux centres religieux et économiques, situés dans les environs de Moscou, qui ont officiellement le statut de cimetières. En effet, lors de la crise sanitaire provoquée par la peste, en septembre 1771, les vieux-croyants ont accepté d'enterrer les morts et ainsi obtenu un droit de résidence précaire. Il sera remis en question lors de la guerre de Crimée où l'on soupçonne les presbytériens d'être à la solde des Autrichiens.

Les « sans-prêtres » de Preobraženskoe [1103] créent la première banque de commerce et d'industrie officieuse. Le fondateur du cimetière est Il'ja Kovylin, un marchand de briques qui fonde une communauté cénobitique stricte et frugale, séparant les deux sexes, mettant les ressources en

commun. La discipline et la gestion sont de la responsabilité d'un supérieur (*nastojatel'*) et de curateurs (*popečiteli*), au nombre de vingt-six vers 1840. La phase constitutive se caractérise par une accumulation rapide de capital, due à la forte mortalité causée par l'épidémie de peste. Par la suite, une partie des ressources provient toujours de dons et de legs, de la célébration d'offices commémoratifs, de la fabrication et de la distribution d'articles de piété. Cependant, les sans-prêtres sont aussi devenus des entrepreneurs du textile. Leurs manufactures se concentrent d'abord à Preobraženskoe et à Lefortovo, puis, elles essaiment jusqu'à Ivanovo-Voznesensk, Kolomna, Borovsk, Klin, Rybinsk, Jaroslavl', Kinešma…

E. Gračev est le premier exemple d'émancipation et d'enrichissement d'un entrepreneur vieux-croyant sans-prêtres. Serf du prince N. P. Šeremetev, il organise un atelier d'impression de tissus à Ivanovo en 1775. Vingt ans plus tard, il rachète sa liberté pour 135 000 roubles. Il meurt en 1819, disposant de 900 métiers, 75 tables d'impression et 1 200 ouvriers des deux sexes. La fortune de Gračev ne sera pas à l'origine d'une dynastie, car sa fille est dévote et se désintéresse des affaires, confiées à un neveu en 1825. Dès 1834, la fabrique est vendue. Chez les Gučkov, en revanche, en quatre générations, on passe de Fedor fils d'un serf du district de Malo-Jaroslavec, qui installe en 1789 un atelier de tissage tout près de Preobraženskoe et rachète sa liberté vers 1820, à Aleksandr Ivanovič, chef du parti octobriste (1905-1917), président de la troisième Douma (1910-1911) et ministre de la Guerre et de la Marine dans le premier gouvernement provisoire (1917).

Les presbytériens sont installés à Rogožskoe. La concentration d'entreprises et de richesse y est moindre, car ils admettent le mariage et la vie de famille et mettent donc moins volontiers les ressources en commun. Leur réseau de solidarité n'en est pas moins impressionnant et ce sont eux qui dominent économiquement la région de Nižnij Novgorod et les grandes foires. Les dynasties sont fondées par une première génération laborieuse et austère. Les enfants des deuxième et troisième générations diversifient leurs placements, s'ouvrent à la vie mondaine, deviennent des mécènes et des collectionneurs d'art

renommés. Parmi les provinciaux d'origine, les Bugrov viennent du gouvernement de Nižnij Novgorod, les Konovalov bâtissent leur fortune à Vičuga, bourgade située entre Ivanovo et Kinešma (gouvernement de Kostroma) [1104]. Les Soldatenkov sont originaires de Prokunina, dans le district de Kolomna. Egor Vasil'evič s'inscrit comme marchand à Moscou, en 1795 ou 1797. Son fils Terentij entre dans la première guilde en 1825. Kuz'ma Terent'evič commence dès 1850, avant les Tret'jakov, à constituer une collection privée de tableaux. En 1856, il crée sa maison d'édition et publie les grands écrivains russes, mais aussi Homère, Shakespeare, A. Smith. Les Rjabušinskij doivent leur nom de famille à la localité de Rjabušinskaja sloboda (gouvernement de Kaluga). Mixail vend de la toile à Moscou en 1802, s'inscrit dans la troisième guilde en 1824 et ouvre une fabrique de tissage en 1846. Pavel Mixajlovič la transforme en une société au capital de 2,4 millions de roubles en 1887. Pavel Pavlovič crée la Banque Rjabušinskij frères (*Bankirskij dom brat'ev Rjabušinskix*) le 30 mai 1902 ; en 1912 son capital est de 10 millions et passe à 25 millions de roubles en 1914. En 1916, il ouvre une usine automobile. Il s'investit aussi dans la politique, fondant le Parti progressiste (1907) et son organe, *Utro Rossii* (1907, 1909-1918), dont il supporte les pertes, dues, entre autres, à la censure. Après la révolution de 1917, il demeure l'un des hommes d'affaires russes émigrés les plus en vue. Plusieurs frères Rjabušinskij sont collectionneurs d'icônes. Nikolaj Pavlovič, mécène et bon vivant, édite la revue symboliste *La Toison d'or* (*Zolotoe Runo*, 1906-1909). Il finit sa vie à Nice où il possède un important magasin d'antiquités.

Les Morozov sont peut-être les plus célèbres. Savva Vasilievič, d'origine servile, bâtit un empire textile à Nikol'skoe (gouvernement de Vladimir), puis vend du drap et du coton à Moscou. Timofej Savvič s'inscrit à la première guilde de Moscou en 1861 ; membre du conseil municipal en 1866 et président du comité boursier en 1868, il est cofondateur de la Banque des marchands (*Kupečeskij bank*) et du chemin de fer de Kursk. Après sa mort, sa femme Marija Fedorovna, demeure le véritable décideur dans l'entreprise et

la principale protectrice de Rogožskoe. La fameuse grève des usines Morozov a lieu en 1885. La figure la plus romantique de la troisième génération est Savva Timofeevič, ami de Gorki, mécène des arts et du mouvement révolutionnaire. Il soutient le *Moskovskij Xudožestvennyj Teatr* lancé par K. Stanislavskij, issu, lui aussi, d'une famille de marchands. Il finance en partie l'*Iskra* de Lénine (1900-1903), puis les revues marxistes légales *Novaja žizn'* (à Pétersbourg, 1905) et *Bor'ba* (à Moscou, 1905). Profondément choqué par le Dimanche rouge dont il a été témoin et par l'attitude réprobatrice de sa famille à son égard, il part en France et se suicide, à Cannes, le 13/26 mai 1905. Les Morozov sont assez influents pour le faire enterrer en grande pompe à Rogožskoe, le 29 mai, et offrir un repas solennel à neuf cents personnes…

Les marchands russes sont plus proches des « pieds poudreux » médiévaux que des capitalistes occidentaux : ils ont le goût des opérations rares et hasardeuses, à fort profit, plutôt que des marges bénéficiaires réduites, ou des gains de productivité. Le manque d'unité du marché, provoquant des écarts considérables de prix d'une région à l'autre, et l'importance des commandes d'État, liées aux campagnes militaires, favorisent cette mentalité de joueur. Le crédit est peu développé, même après la création par l'État d'une Banque de commerce (1817). Le système de paiement est étalé, avec des arrhes importantes à l'achat et de longs délais de règlement à la vente. Pour toutes ces raisons, les fortunes se dissipent vite.

Malgré leur richesse, ou à cause d'elle, les *kupcy* sont méprisés par les aristocrates et même par les petits fonctionnaires devant lesquels ils font preuve d'une modestie qui confine parfois à l'obséquiosité. Cependant, ils ont l'orgueil de leur russité. Ils se vantent d'être des « ignorants » (*temnye ljudi*), c'est-à-dire de ne pas avoir reçu l'éducation occidentale de la noblesse, ils portent la barbe et le costume traditionnel, avec l'ample chemise brodée, le caftan, les bottes de feutre. Ils sont religieux, voire bigots, mais ils ont aussi le goût de la fête ou de la débauche, ainsi que le décrit Leskov dans le *Chasse-Démon* (*Čertogon*, 1879). Au XIXe siècle, le marchand devient un des personnages classiques du répertoire

théâtral grâce à A. N. Ostrovskij. La lecture de sa pièce *Entre soi on s'arrange toujours* (*Svoi ljudi – sočtëmsja*), dont l'intrigue tourne autour d'une banqueroute frauduleuse (1849) [1105] fait sensation et Nicolas Ier ordonne son interdiction, au motif qu'elle calomnie l'ordre des marchands tout entier. Il faudra attendre le 9 décembre 1860 pour assister à la première représentation. L'*Orage* (*Groza*, 1859), qui se dénoue sur un suicide, a été qualifié par N. A. Dobroljubov d'« éclair de lumière au royaume des ténèbres ». Le ressort dramatique des pièces d'Ostrovskij est le conflit d'un *samodur* ou tyran domestique avec l'un des siens : « Le *samodurstvo*, c'est l'ensemble des qualités caractérisant ce monde des marchands, arbitraire et despotique chaque fois que l'arbitraire et le despotisme sont possibles envers les inférieurs, les humbles et les êtres sans défense, spécialement dans la sphère familiale [1106]. »

Parmi les grands mécènes, les plus connus sont les frères Pavel et Sergej Tret'jakov. À la mort du second, en 1892, leur collection est offerte à la ville de Moscou. En retour, le *kupec* devient sujet de tableau, en particulier sous le pinceau de B. M. Kustodiev. Mais le plus prodigue des marchands-mécènes est sans doute S. I. Mamontov. Enrichi par le pétrole de Bakou et la construction du chemin de fer Moscou-Jaroslavl', il fait de son domaine d'Abramcevo, acheté en 1870, le port d'attache d'une pléiade d'artistes comme les peintres I. Repin, V. Serov, I. Levitan, les musiciens C. Kjui, N. Rimskij-Korsakov, le chanteur F. Šaljapin. Son opéra privé devient le principal laboratoire de la création lyrique [1107].

chapitre 15

Les nouvelles identités sociales

les ouvriers, les sans-classe et la naissance de la question féminine

Après l'émancipation de la noblesse, des paysans et du clergé, à mesure que se mettent en place les nouvelles institutions issues des réformes d'Alexandre II, que la Russie entre dans l'ère industrielle et s'urbanise, les *soslovija* deviennent plus poreux et surtout un nombre croissant d'individus se trouvent en marge des cadres traditionnels, qu'ils le veuillent ou non. Sous la poussée des nouvelles contraintes économiques et démographiques, la société rurale se déleste d'un volant croissant de main-d'œuvre qui, tout en restant paysanne dans ses attaches et ses mentalités, constitue le groupe des « ouvriers », embryon du prolétariat dont les capitalistes et les marxistes surveillent la naissance. Parallèlement, de nouvelles professions, demandant des formations spécialisées, sont exercées par des hommes nouveaux : avocats, médecins, ingénieurs, agronomes, instituteurs, journalistes. La petite troupe des étudiants et des séminaristes qui ne se destinent pas au service de l'État ou de l'Église augmente aussi. Ce sont les « sans-classe », ou « hors rang » (*raznočincy*), qui peinent à trouver une place reconnue, alors que leurs compétences sont de plus en plus nécessaires. Enfin, la « question féminine » se pose en Russie, dès les années 1840. Traversant la société de haut en bas, elle met en évidence un dilemme : faut-il faire de la question féminine un combat particulier, ou subordonner l'amélioration du sort des femmes à celle de l'ensemble des classes laborieuses ?

1. L'industrialisation et la naissance du prolétariat

La première phase de l'industrialisation, au XVIIIe siècle, s'accomplit dans le cadre du servage : les usines d'État

(*kazënnye zavody*) comme les manufactures de possession (*posessionnye manufaktu*ry) emploient des paysans, mis à leur disposition par les pouvoirs publics (*posessionnye kret'jane*). D'après les ukases de 1721 et 1736, ils sont attachés à une entreprise, non à un maître, et il est interdit de les inscrire sous le nom du propriétaire lors des révisions. Néanmoins, celui-ci a droit de les punir à sa guise, de les envoyer à l'armée ou en Sibérie ; souvent il les déplace d'une entreprise à l'autre ou leur fait labourer ses terres.

Ce système dote la Russie rapidement d'usines d'une taille bien supérieures à celles de l'Europe occidentale. Les mines et la métallurgie, essentiellement concentrées dans l'Oural au début du XIXe siècle, ne comptent que 15 000 salariés, pour plus de 100 000 serfs, personnels ou attachés à l'entreprise. À cela s'ajoutent 30 000 villageois mobilisables à tour de rôle pour la coupe de bois, le transport, la fabrication du charbon. En 1790, les cent six hauts-fourneaux produisent 130 000 tonnes de fonte par an, soit plus deux fois plus que les Anglais ; les plus grosses entreprises de l'Oural, qui donnent de 3 200 à 5 600 tonnes, sont contrôlées par des nobles ou des marchands anoblis [1108]. Dans le secteur de l'armement, la Grande Manufacture de Jaroslavl' (*Jaroslavskaja Bol'šaja Manufaktura*), créée en 1722 pour fournir des munitions à la flotte, emploie 3 000 serfs et environ 850 salariés [1109].

En un demi-siècle, toutefois, le salariat fait la preuve de sa supériorité. Nicolas Ier en est conscient quand il déclare aux députés de la noblesse de Smolensk : « Le servage est la cause de ce que nous n'avons pas de commerce, pas d'industrie. » Vers 1850, plusieurs manufactures d'État dont la production a fortement baissé n'existent presque plus que sur le papier. La main-d'œuvre servile n'est plus majoritaire que dans la métallurgie où la concentration reste forte : en 1800, cinq familles produisent 65 % du fer dans des usines privées ; en 1838-1843, elles sont toujours cinq (dont trois sont les mêmes) à fabriquer plus de 48 % de la fonte du secteur privé. La production continue d'augmenter, mais le retard technique aussi, malgré des tentatives isolées d'introduire la fonte à la coke. Les effectifs sont inutilement pléthoriques. Sur le marché mondial, en 1790, la Russie fournissait un tiers de la

fonte, vers 1835, elle n'en produit plus qu'environ 10 % et en 1860, 4 %.

L'industrie proprement dite prend son essor et mobilise de plus en plus de bras après l'abolition du servage. Le besoin de nouvelles ressources et la pression démographique provoquent un exode rural plus massif. Les ouvriers des mines et des fabriques passent de 700 000 à 1,2 million entre 1865 et 1880 et les travailleurs du chemin de fer de 11 000 à 191 000 entre 1860 et 1880. Ils gardent une mentalité rurale, jusque dans les mouvements de « grève », ponctuels, accompagnés d'ivrognerie et de violence. Après le textile se développent les secteurs des industries alimentaires (sucre, distillation), des mines et de la métallurgie, du pétrole (dont la production quadruple entre 1887 et 1897) et de l'armement, souvent sous le contrôle de l'État. Aux centres traditionnels, Pétersbourg, Moscou, l'Oural, Riga, s'ajoute l'Ukraine orientale où le charbon du Donec et le fer de Krivoj-Rog sont reliés en 1885 par une voie ferrée. Là, les usines métallurgiques, souvent sous contrôle français ou belge et dotées des dernières nouveautés techniques, passent de deux en 1887 à dix-sept en 1900. Le pétrole de Bakou est la chasse gardée des Britanniques et de la famille Nobel qui y fait fortune [1110].

Vers 1900, la Russie est toutefois encore loin d'être une puissance industrielle et son commerce extérieur reste celui d'un pays en développement, mais la population ouvrière est désormais importante, surtout dans les centres névralgiques. Dans les provinces de Moscou et Pétersbourg, elle constitue près de la moitié de la population active. Elle se stabilise en tant que telle et en coupant ses liens avec la terre qui ne la nourrit plus. Vers le début du XXe siècle, on peut évaluer à 2 millions les ouvriers industriels (les historiens soviétiques, en y ajoutant, entre autres, le secteur du bâtiment, arrivent à 10 millions).

Cependant, la structure d'ordres, même réformée, ne reconnaît aucune place aux ouvriers. La législation sociale est donc inexistante ou peu respectée avant le milieu des années 1880 et les journées de travail oscillent entre 12 et 15 heures, dans des conditions d'hébergement et de rémunération lamentables [1111]. Le tournant social se situe,

d'après Lénine, en janvier 1885, avec la grève des usines Morozov à Orexovo-Zuevo (gouvernement de Vladimir), en réaction à des réductions déguisées de salaires. Les grévistes sont acquittés par un jury populaire. La loi du 3 juin 1886 punit donc le délit de grève de quatre mois de prison pour les participants, huit mois pour les meneurs, mais limite les amendes au tiers du salaire et exige que leur montant soit utilisé au profit des ouvriers. De nouveaux mouvements, dans les régions de Pétersbourg et Moscou, entre 1892 et 1896, mobilisent jusqu'à 40 000 personnes. La loi du 2 juin 1897 entérine une partie de leurs revendications en fixant la journée de travail à 11 heures et demie pour les hommes adultes, 10 heures pour les femmes et les adolescents de 15 à 18 ans. Le dimanche et quatorze jours de fête sont chômés.

S. Ju. Witte, l'un des architectes de cette industrialisation, dresse son premier bilan. Les principaux atouts du pays sont l'abondance de ressources naturelles et de main-d'œuvre bon marché. L'étroitesse du marché intérieur demande d'orienter la production vers l'exportation. Il faut lever les barrières bureaucratiques qui découragent les investisseurs étrangers en formant un « superministère », réunissant l'Industrie, le Commerce et les Finances. Le développement industriel est indispensable pour sortir vainqueur des prochaines guerres [1112]. Les populistes sont beaucoup moins optimistes : la Russie n'a pas un marché intérieur suffisant et ne trouvera pas de débouchés assez rémunérateurs à l'étranger ; sa révolution industrielle est donc condamnée à l'échec.

Marx et Engels reconnaissent le retard russe, mais constatent après 1861 un progrès accéléré par la construction du réseau ferré et l'intervention de l'État. Persuadés que la révolution industrielle aura les mêmes conséquences qu'ailleurs, en provoquant la naissance du prolétariat en tant que classe sociale consciente d'elle-même, ils ne doutent pas de son succès. Deux économistes russes influencés par le marxisme affinent cette analyse. M. I. Tugan-Baranovskij considère que l'industrie légère, fournissant le marché intérieur, dépend du niveau de vie des paysans. Les périodes fastes coïncident avec les bonnes années agricoles et le calme social. En revanche, l'industrie lourde dépend des capitaux

étrangers et de la conjoncture internationale. Tugan-Baranovskij tente de prévoir ses crises cycliques par un modèle, dans lequel l'État n'a qu'un rôle secondaire. Au contraire, P. B. Struve met au centre de son schéma les chemins de fer, largement soutenus par l'État, qui rendent possible l'émancipation et la révolution industrielle. Dans son *Développement du capitalisme en Russie* (1898), Lénine suit et Tugan-Baranovskij et Struve. L'industrialisation est positive : en concentrant dans des grandes entreprises une classe ouvrière moderne, elle prépare la chute de l'Ancien Régime économique et politique.

Le débat sur le retard russe a rebondi chez les économistes anglo-saxons, au temps de Khrouchtchev et de Gorbatchev, mais leurs intuitions s'appliquent parfois plus à la période soviétique qu'à l'époque tsariste. A. Gerschenkron observe que les pays sous-industrialisés peuvent sauter des étapes en utilisant d'emblée les techniques les plus avancées. Ils privilégient l'industrie lourde et les grandes usines. L'État intervient plus ou moins ; en Russie, il est plus actif dans la première phase (1880-1890) que dans la seconde (1890-1910). Faute d'épargne et de capitaux propres, on a recours aux investisseurs et aux banques de l'étranger. La dépendance est technologique et financière. En outre, cette industrialisation met à rude épreuve les ouvriers et les paysans qui subissent une forte mortalité infantile, des crises de subsistance et sont presque analphabètes [1113]. Pour P. Gatrell, au contraire, les conditions de vie du prolétariat et même son instruction s'améliorent vers 1900. Le rôle de l'État ne doit pas être surestimé : il existe bel et bien des entrepreneurs russes et ils investissent aussi dans l'industrie légère et l'agriculture [1114].

2. Les *raznočincy*

La seconde moitié du XIXe siècle voit naître une catégorie sociale par défaut, celle des *raznočincy*, terme qu'on pourrait traduire par « sans-classe », ou « inclassables ». L'émancipation des serfs et du clergé séculier, la conscription universelle et l'abolition de la capitation (1887) ont à peu près supprimé les barrières entre petits fonctionnaires (même nobles), sous-officiers, citadins modestes et paysans. La

carrière dans le service, parfois aussi le succès en affaires, offre des voies de promotion sociale intéressantes, mais la mobilité est plus évidente en sens inverse, vers le bas. Un sentiment de précarité domine chez les moins fortunés parmi les anciens privilégiés, et même chez la plupart des bénéficiaires de 1861.

Apparu vers 1701, le terme *raznočinec* est employé pour désigner le membre d'une catégorie administrative, socio-économique et culturelle qui regroupe ceux qui n'entrent dans aucun cadre. Au sens le plus large, les *raznočincy* sont : les fils de prêtres ne se destinant pas au sacerdoce, les employés non classés, les petits fonctionnaires non-nobles, les fils d'un *činovnik* nés avant qu'il ait atteint un rang lui conférant la noblesse héréditaire, les étudiants, professeurs, artistes, médecins, techniciens et artisans non nobles, les roturiers exempts de la capitation, les ex-soldats. Le groupe se dote rapidement d'une conscience autonome. Son identité se définit par l'instruction et par le rejet des élites traditionnelles et de leurs valeurs : avides de promotion sociale, ils dédaignent les voies du *čin* et de la *Table des rangs*, mais aussi l'embourgeoisement par le labeur, l'économie et l'exploitation des plus faibles. Ils souhaitent être utiles, acquérir et mettre à profit des connaissances nouvelles et vérifiables, en particulier scientifiques.

Leur milieu d'élection est celui de l'université qui ne leur est pas pour autant facilement ouvert. Le développement de la vie littéraire et artistique offre à certains la possibilité de vivre (mal) de leur plume, à la différence des gentilshommes qui n'ont pas besoin de leurs droits d'auteur pour subsister[1115]. Leur nombre augmentant, ils tendent à faire de leurs aptitudes intellectuelles à la fois une profession et une mission sociale. C'est ainsi que naît la notion d'intelligentsia[1116]. En son sens le plus étroit, le terme, emprunté au français « intelligence » et popularisé par N. K. Mixajlovskij, puis repris par Lénine et Plexanov, désigne les partisans de réformes radicales au début des années 1860. Avec les réformes d'Alexandre II, la création des *zemstvos* et le développement du commerce, de l'industrie et du chemin de fer, apparaissent dans les villes et les campagnes des instituteurs, médecins, ingénieurs, comptables,

commis et employés divers. C'est une nouvelle petite bourgeoisie qui ne s'accepte pas en tant que telle.

3. La question féminine

Contre toute attente, c'est dans ce pays dominé par le patriarcat qu'une avant-garde de femmes en quête d'émancipation se forme à partir des années 1840 et fait émerger dans la société la « question féminine » (*ženskij vopros*) [1117].

Jusqu'au règne de Nicolas Ier, l'éducation des femmes de la noblesse, le plus souvent à domicile, vise à en faire de bonnes épouses. Elles bénéficient parfois des leçons du précepteur engagé pour leurs frères, mais on leur apprend surtout à s'habiller et à danser, à dessiner, jouer de la musique et chanter, à parler les langues du monde (français, allemand). Vers 10 ou 11 ans, elles sont placées dans un institut ou un pensionnat privé. Les lectures sont variées. La grande-duchesse Catherine cite ses classiques : Plutarque, Cicéron, mais aussi Brantôme, Péréfixe, Mme de Sévigné, Voltaire, Montesquieu. Dans les années 1800-1830, on lit plutôt Goethe, Schiller, Balzac, puis Pouchkine, Gogol. À 16 ans commencent les bals, la course au mariage qui doit être célébré avant la vingt-troisième année. Deux types de femme mariée se détachent : la malheureuse, malade (nerveuse ou mélancolique), ou la beauté frivole, dont l'incarnation la plus parfaite est N. Gončarova, l'épouse de Pouchkine.

Les épouses de décembristes font évoluer l'image de la femme. Onze de ces femmes choisissent de suivre leur époux ou leur fiancé et de partager son sort. Elles obtiennent bientôt un droit de visite. Des enfants naissent dès 1829. Une fois la peine purgée, les époux sont assignés à résidence en Sibérie ; plusieurs mourront avant l'amnistie de 1856. E. Trubeckaja et M. Volkonskaja sont les héroïnes de deux poèmes de N. Nekrasov, intitulés « Femmes russes » (*Russkie ženščiny*, 1871-1872). D'autres noms font partie du Gotha russe : N. Fonvizina, née Apuxtina, la comtesse A. Murav'eva, née Černyševa, la baronne A. Rozen, née Malinovskaja. C. Le Dentu, fille d'un précepteur français, rejoint et épouse en

septembre 1831 V. P. Ivašev. En mourant, ils laissent trois orphelins, dont l'aînée deviendra l'une des grandes avocates de la cause féminine en Russie. P. Gueble, fille d'une famille noble française ruinée par la Révolution, épouse en avril 1828 I. A. Annenkov. Dumass'empare du sujet dans son roman *Le Maître d'armes* (1840-1841). Lors de son voyage en Russie, en 1858, il rencontre ses héros à Nižnij Novgorod.

Vers 1840-1845, la Russie est gagnée par la « George Sand mania » (*Žoržsandovščina*)[1118]. Ses héroïnes, mariées, n'hésitent pas à céder à l'attirance, spirituelle et esthétique, qui les pousse vers un autre homme, quitte à être cruellement déçues, touchent une corde sensible. D'abord hostile, par principe, à la femme-artiste, le célèbre critique littéraire V. G. Belinskij se convertit en 1841 : c'est un génie « qu'il faut placer au-dessus de tous les autres dans la littérature européenne moderne […]. Que d'humanité s'exhale à chaque page ! La femme et ses relations avec la société, une question fondée sur les traditions, les préjugés et l'égoïsme masculin – voilà ce qui inspire l'imagination poétique de George Sand […] »[1119]. Il est suivi par ses amis occidentalistes. Pour V. P. Botkin, elle est « le Christ du genre féminin ». N. G. Černyševskij traduit l'autobiographie de George Sand (*Histoire de ma vie*, 1855). I. Turgenev, ami personnel de George Sand, glisse aussi des allusions dans ses nouvelles et romans. E. A. Gan, publie deux histoires de femmes, en partie autobiographiques, au titre très parlant : *Un idéal* (1837) et *Le Don inutile* (1842). A. V. Družinin fait paraître peu après *Pauline Sachs* (1847), un autre récit d'une triste destinée. K. K. Pavlova donne un roman en prose et en vers intitulé *Une double vie* (1848). En outre, en pleine guerre de Crimée, est fondé l'ordre russe orthodoxe des sœurs de l'Exaltation de la Croix (14 septembre 1854), à l'initiative de la grande-duchesse Elena Pavlovna, avec le soutien du chirurgien N. I. Pirogov[1120]. Ces sœurs-infirmières reçoivent une formation médicale à Pétersbourg et se montrent d'un dévouement exemplaire pendant le siège de Sébastopol.

Entre 1858 et 1862, à la suite des « grandes » réformes, les femmes demandent plus de libertés et obtiennent quelques avancées. Des essais sont publiés, ainsi que des œuvres de

fiction, qui mettent en avant la « question féminine ». Mais les réactions conservatrices sont fortes, et tous les moyens sont bons, en particulier l'amalgame entre émancipation et désordre ou révolution. Les premiers coups d'arrêt sont portés dès 1862 [1121].

Le projet d'enseignement féminin soumis par N. A. Vyšnegradskij (18 février 1858) permet l'ouverture des premiers Instituts Marie en avril. Ils dispensent sept années de cours aux jeunes filles et obtiennent l'appellation de « gymnases féminins » en 1862. À l'automne 1859, quelques étudiantes sont autorisées à suivre des cours à l'université de Moscou, il en sera de même à l'Académie médico-chirurgicale en 1861. En août 1860, des cours pour femmes sont ouverts dans les écoles du dimanche. Mais en 1862, à cause de l'agitation estudiantine masculine, l'université est fermée et les femmes n'y sont plus admises. Les écoles du dimanche sont également interdites (sauf quelques cours privés). En 1863, Vyšnegradskij arrache l'autorisation pour une huitième année, dite cours pédagogique, qui donne un diplôme d'institutrice. La première promotion date d'octobre 1864. Cette année-là, les lois sur l'enseignement primaire (14 juin) et secondaire (19 novembre) ouvrent des perspectives de carrière aux jeunes diplômées. Toutefois, Vyšnegradskij, cible de multiples calomnies, est limogé en 1866.

La campagne en faveur des femmes est en grande partie l'œuvre du « triumvirat », composé par trois dames de la haute société qui agissent ensemble dès 1859. N. Stasova est fille de l'architecte impérial V. Stasov et filleule d'Alexandre Ier. Après une enfance dorée, où elle reçoit la même éducation que ses frères, elle est éprouvée par des fiançailles rompues et surtout par la mort de sa sœur. De retour d'un voyage en Europe, elle décide de se dévouer à la « famille universelle ». M. Trubnikova est la fille aînée du décembriste V. P. Ivašev et de C. Le Dentu. Orpheline à 6 ans, elle est élevée par sa tante, la princesse E. Xovanskaja. Elle refuse un premier prétendant à 17 ans, puis épouse K. Trubnikov, un libéral qui lui fait la cour en lui citant Herzen. Elle commence à faire des traductions pour les journaux de son mari, tout en lisant Michelet, Proudhon, Lassalle, Saint-Simon, Louis Blanc.

A. P. Filosofova, née Djagil'ev, est issue d'une famille aisée. À 18 ans, elle épouse V. Filosofov, haut fonctionnaire de Pétersbourg, mais se rapproche de Trubnikova qui lui fait lire *L'Émancipation de la femme* de F. Tristan.

Les actions du triumvirat sont pragmatiques et visent à donner aux femmes seules et vulnérables un toit, un peu d'instruction et du travail ; elles évitent absolument de se mêler de politique. Au printemps 1859 est créée la Société des appartements bon marché (*Obščestvo deševyx kvartir*). Une collecte permet de louer une maison pour cinq familles pauvres. Une autre est achetée, auprès de laquelle est installé un atelier de couture. Une institutrice est engagée pour éduquer les enfants pendant que les mères travaillent. Une loterie organisée en 1867 permet d'ouvrir encore une maison pour trente-trois femmes avec enfants. Le 28 août 1860, N. Stasova crée une école du dimanche pour femmes qui survit à la vague de fermetures de 1862. À la même époque une association pour le travail féminin est fondée. Elle a le soutien embarrassant de P. Lavrov, qui provoque le scandale avec ses discours dénonçant « la vie du prolétariat sous-payé, l'augmentation de la prostitution et l'effondrement de la vie familiale dans les villes et les campagnes ». Un schisme se produit entre les « aristocrates » et les « nihilistes » et l'association périclite. En 1863-1864, le triumvirat lance un atelier d'édition (*Izdatel'skaja artel'*), avec sa librairie. Son but est de « publier une littérature utile pour la nouvelle génération, assurer du travail et un soutien moral aux femmes-écrivains, satisfaire leurs exigences d'une rémunération plus élevée ». Les postulantes sont nombreuses et l'entreprise assez peu rentable. Elle publie des contes pour enfants, des traductions d'ouvrages scientifiques et historiques.

Le 11 juin 1868, une pétition est lancée pour l'enseignement supérieur féminin. Elle permet l'ouverture d'une série d'établissements privés : à Pétersbourg les cours Alarčin (1869), Vladimir (fondé par Stasova, 1870), Bestužev (1878) ; à Moscou les cours de la Lubjanka (1869) et Guerrier (1872). En 1876, l'appellation officielle de « cours supérieurs féminins » est octroyée et on en trouve auprès des universités de Pétersbourg, Moscou, Kazan et Kiev. La *kursistka*,

l'étudiante, devient un type social auquel le peintre N. A. Jarošenko consacre un tableau en 1883 : elle marche seule dans la rue, serrant ses notes de cours, et regarde droit devant elle, avec confiance.

La soif de savoir provoque aussi l'exil à l'étranger de jeunes femmes russes. L'université de Zurich autorise leur inscription en 1864, ouvrant ainsi une brèche dans un système réservé aux hommes. N. Suslova part dès 1865, suivie en 1872 par les sœurs Figner. La petite colonie atteint une centaine de membres qui font des études utiles, en particulier de médecine. Mais elle organise aussi des réunions où l'on entend beaucoup Kropotkin, Bakunin et Lavrov et où les femmes apprennent aussi à prendre la parole. On en retrouve deux à la Commune de Paris [1122]. Les autorités russes réagissent : en mai 1873, le journal officiel (*Pravitel'stvennyj vestnik*) avise les étudiantes de Zurich qu'elles doivent rentrer dans leur pays avant le 1er janvier 1874 sous peine de ne plus pouvoir exercer un emploi nécessitant une autorisation des pouvoirs publics, ni passer d'examens en Russie. Certaines restent, comme S. Kovalevskaja qui obtient son doctorat de mathématiques à Göttingen (1874). Elle sera élue professeur dix ans plus tard, à Stockholm. La grande majorité rentre contre son gré.

Ce tournant réactionnaire renforce les cercles révolutionnaires. La fameuse Marche au peuple des populistes a lieu à l'été 1874. Quelques milliers d'étudiants, mais aussi d'étudiantes, tentent de se fondre dans les communautés rurales pour y porter la parole révolutionnaire [1123]. Ils sont rapidement dénoncés et arrêtés. Lors de leurs procès, ils se gagnent la sympathie d'une partie de l'opinion, voire l'indulgence des jurys. Les jeunes femmes sont parfois qualifiées de « saintes [1124] ». Après le procès des 50 de Moscou (février-mars 1877) et celui des 193 de Pétersbourg (octobre 1877-23 janvier 1878), le mouvement populiste est décapité. Trois femmes relèvent le défi. Le 24 janvier 1878, V. Zasulič tire au revolver sur le gouverneur de Pétersbourg qui a brutalisé un prisonnier. Son procès et son acquittement la rendent célèbre dans le monde entier. V. Figner, restée en Suisse, accepte d'abandonner ses études pour renouer les réseaux révolutionnaires. S. Perovskaja s'engage dans la

faction Liberté du peuple et dirige le groupe qui parvient à assassiner Alexandre II.

Les publicistes conservateurs lancent une campagne violente de dénigrement de l'enseignement féminin, « cloaque de la peste anarchiste », selon le prince V. P. Meščerskij, peuplé d'« hermaphrodites » et de « filles de Caïn » pour P. P. Citovič, éminent professeur de droit… En 1886, le gouvernement décrète l'arrêt des inscriptions aux cours supérieurs féminins ; la fermeture totale est programmée pour l'été 1889. Le triumvirat et ses soutiens parviennent seulement à sauver le cours Bestužev, qui rouvre à la rentrée de septembre 1889, mais avec des effectifs réduits et sous le régime de l'internat. En outre, Stasova en est écartée.

Pendant ce temps, un nouveau discours se forme dans les cercles marxistes. Sa bible sera *La Femme et le Socialisme* d'A. Bebel (1879), constamment réédité. Tout en reconnaissant que les femmes sont victimes d'une exploitation spécifique, il prône une lutte intégrée à celle des hommes, sur la base de revendications de classe. C. Zetkin est la première à incarner la femme marxiste : elle prononce un discours sur les femmes au congrès de la IIe Internationale en 1889, qui défend la ligne de Bebel. Un peu plus tard, N. Krupskaja, poussée par Lénine, publie *La Femme travailleuse* (*Ženščina-rabotnica*, 1901).

À l'approche du XXe siècle [1125] est fondée la Société féminine de bienfaisance et d'entraide (*Ženskoe vzaimno-blagotvoritel'noe obščestvo*) (1895), présidée par Filosofova et dirigée par A. Šabanova. Des petits pas sont accomplis : ouverture d'un institut féminin de médecine à Pétersbourg (1897), d'un cours supérieur à Moscou (1899). La révolution de 1905 permet l'ouverture de cours féminins auprès de toutes les universités de l'Empire, la création de nouvelles associations, puis de partis des femmes, et lance la bataille du droit de vote. En février est fondée l'Union panrusse pour l'égalité des droits des femmes (*Vserossijskij Sojuz ravnopravija ženščin*) ; elle tient congrès en mai, est admise en juin dans le *Sojuz sojuzov* qui fédère les unions et syndicats du pays. En décembre, M. I. Pokrovskaja crée le Parti progressiste des femmes. La même année, l'International

Council of Women (ICW, fondé en 1893), élit A. Filosofova présidente d'honneur. Le 2 mai 1906, la Douma ouvre un débat sur le vote des femmes. Le 15, cent onze députés (sur 448) signent une déclaration en faveur de l'égalité des droits, mais l'assemblée est dissoute avant que le texte n'aboutisse. La campagne reprend à l'hiver 1907 : naît la Ligue russe pour l'égalité des droits des femmes (*Rossijskaja liga ravonopravija ženščin*), mais aucune des quatre doumas ne statuera sur le vote des femmes.

Le 10 décembre 1908, les autorités autorisent le Ier Congrès féminin panrusse (*Vserossijskij ženskij s"ezd*). Il est présidé par Filosofova, mais on assiste bientôt à un affrontement assez dur entre « la tribune », où siègent les tenantes du féminisme apolitique, et « les travailleuses », emmenées par A. Kollontaj, nouvelle figure du marxisme. Elle dénonce les préjugés de classe de la tribune et remporte un certain succès dans « le marais » qui assiste à l'affrontement. L'année suivante, elle publie *Les Fondements sociaux de la question féminine* (*Social'nye osnovy ženskogo voprosa*) qui popularisent ses thèses. Le 23 février/8 mars 1914, est lancé le journal marxiste *La Travailleuse* (*Rabotnica*) auquel elle collabore, avec Krupskaja, I. Armand et d'autres. Parallèlement, deux congrès panrusses, apolitiques, se tiennent en 1912 à Pétersbourg : pour la lutte contre la traite des femmes, et pour leur éducation. Les résultats concrets de cet activisme sont la création d'un Institut technologique féminin (*Sankt-Peterburgskij ženskij texnologičeskij institut*, 1906), l'abolition de l'interdiction de se marier pour les institutrices (1913) et l'admission, en nombre limité, de jeunes filles à l'université (à partir de 1914). Mais la politisation est inévitable. Le 23 février/8 mars 1917, les bolcheviks profitent de la Journée internationale de la femme, à l'occasion de laquelle les associations féminines ont prévu une marche en direction de la Douma, pour monter des manifestations d'envergure à Petrograd, réclamant la fin de la guerre et l'amélioration du sort des travailleurs. La mobilisation est forte (une centaine de milliers de protestataires). Cette journée déclenche des grèves et des troubles qui conduisent à l'abdication de Nicolas II.

Tous les ordres et les groupes composant la société russe sont insatisfaits de leur situation à la veille de la révolution. La noblesse est en voie de paupérisation, le clergé asservi à l'État, les marchands, les industriels, les entrepreneurs agricoles, encore corsetés dans les anciens cadres et confrontés à la résistance du *mir* ; les paysans manquent de terre et aspirent à un partage collectif intégral. Et il y a, bien entendu, l'intelligentsia révolutionnaire. Peut-on pour autant conclure à une « crise de l'Ancien Régime » qui le condamne à mort ? Le débat dure depuis un siècle [1126]. Personne avant août 1914 ne croit à l'effondrement de la monarchie russe, pas même Lénine. Les masses ne sont pas révolutionnaires. L'abolition de la propriété privée est, à leurs yeux, un retour à la tradition ancestrale et non une voie vers le socialisme. L'autocratie est aux prises avec ses contradictions idéologiques et pratiques. Elle entend incarner la tradition et la stabilité, fondées sur l'identité orthodoxe, la nation russe et l'autarcie paysanne, sur le refus d'associer la société, surtout ses forces nouvelles, au gouvernement de l'État. En même temps, elle aspire à un statut de grande puissance mondiale qui la fait participer à un mode de vie cosmopolite, hédoniste, consumériste, l'oblige à développer son industrie, son système de transports, à s'intégrer au marché mondial et à la finance internationale, l'amène à diriger une constellation de peuples de toutes langues et religions, à conclure des alliances avec une république laïque et bourgeoise. La révolution de février surprend tout le monde. La soudaine abdication de Nicolas II s'explique aussi par sa lassitude personnelle : isolé, à tous les sens du terme, à la gare de Pskov, fatigué d'exercer en vain sa fonction de commandant en chef, et usé par les inquiétudes qu'il nourrit pour la santé de son fils, qu'il inclut dans sa renonciation au trône. Toutefois, Nicolas, se détermine en fonction d'un but précis : il s'agit de poursuivre avec plus d'efficacité la guerre. En somme, en s'effaçant, le tsar continue de faire don de sa personne à la Russie et les députés de la Douma entendent consolider l'édifice dont ils héritent par les réformes adéquates, non l'abattre.

chapitre 16

La naissance de l'opinion publique au XVIIIe siècle

la franc-maçonnerie et les premières oppositions

« Il fut un temps où il n'y avait pas chez nous de public. "Comment est-ce possible ?", me demandera-t-on ? C'est tout à fait possible et absolument vrai : il n'y avait pas de *public [publika]*, il y avait un *peuple [narod]*. C'était avant la construction de Pétersbourg. Le public est un phénomène purement occidental qui apparut chez nous avec d'autres innovations. Il se constitua très simplement : une partie du peuple renonça au mode de vie russe et au costume russe et constitua le public qui monta à la surface. » K. Aksakov ouvre ainsi, en 1857, un article célèbre où il distingue les faux brillants du monde de l'authenticité du peuple : « Il y a de l'or et de la boue et dans le public et dans le peuple, mais dans le public c'est de la boue dans de l'or, et dans le peuple, c'est de l'or dans la boue. Le public vit dans le monde (*monde*[1127], bals, etc.), le peuple, dans le *mir* (l'assemblée). Le public et le peuple ont leurs épithètes : le public est dit honorable, le peuple – orthodoxe[1128]. » La naissance du public, dans la capitale date de 1718. La ville et la cour se développent ensuite pendant un demi-siècle. Sous Catherine II se forment les premiers cercles d'opinion qui critiquent la philosophie politique et la pratique du pouvoir, remettent en question les fondements mêmes de la société. Se constituent un milieu de francs-maçons et une opposition nobiliaire. La répression de ces courants s'abat après 1789, notamment sur deux figures majeures : N. Novikov et A. Radiščev.

1. Le public, une naissance par décret ?

Le 26 novembre 1718 le directeur de la police de Pétersbourg publie un placard qui institue les assemblées

(*assamblei*) : « *Assemblée* est un mot français, intraduisible en russe ; c'est une réunion spontanée dans une maison, dans un but d'amusement, mais aussi pour affaires[1129]. » Les Pétersbourgeois sont autorisés (et incités) à ouvrir leur porte aux nobles, mais aussi aux marchands illustres (*znatnye kupcy*) et aux chefs de corporations d'artisans (*načal'nye masterovye ljudi*)[1130]. Les femmes pourront être de ces réunions, et c'est une véritable révolution. Pierre le Grand, qui soutient cette initiative, a été impressionné en France par ces soirées, lui qui, jusque-là, se contentait des séances carnavalesques et en petit comité de son « concile très bouffon et très ivrogne[1131] ».

Les assemblées sont instaurées à Pétersbourg, et non à Moscou, où elles seraient moins faciles à contrôler. Le lieutenant de police les crée et ses agents sont chargés de noter les noms des participants. Mais la mission de sociabilité est dévolue à la ville. Toutefois, dès le règne d'Anna Ioannovna, c'est à la cour que se déroule la vie mondaine. Son essor, suivant le modèle occidental, retarde la formation d'un espace public (*Öffentlichkeit*). Or c'est précisément là, dans ce lieu intermédiaire entre la sphère privée, et la sphère politique que se forme la société des Lumières, qui développe l'usage critique de la raison[1132]. Faut-il en conclure que la Russie n'est pas touchée par les Lumières et n'a pas d'opinion publique au XVIIIe siècle ? Pour G. Marker, le schéma de J. Habermas réduit cette dernière aux idées et aux revendications de la bourgeoisie éduquée. Or, la bourgeoisie russe, si tant est qu'il en ait alors existé une, est incapable de s'exprimer collectivement, encore moins d'imposer sa volonté[1133]. Ces arguments sont difficilement réfutables, même si la noblesse russe est loin d'être homogène et comprend des éléments qui, par leur mode de vie et leurs valeurs, se rapprochent du tiers état.

D. Smith, reprenant à sa manière Aksakov, pense que l'opposition entre le public et le peuple, que l'on rencontre dans toutes les cultures européennes, n'est pas seulement sociale : le public embrasse sans réserve la culture européenne, tandis que le peuple reste fidèle aux traditions. D'autre part, le cœur de ce public n'est pas la bourgeoisie, au sens socio-économique du terme, mais la noblesse, et surtout dans le

groupe en plein essor des fonctionnaires et des administrateurs, augmenté des savants, militaires et autres écrivains [1134].

En France, les transferts de capitale ont joué un rôle dans le développement de l'opinion publique. Entre 1682 et 1715, quand la cour s'installe à Versailles, Paris gagne de nouvelles formes de sociabilité. Dans les années 1715-1722, où le régent transporte à Paris les conseils qui gouvernent le pays, la cour perd sa place centrale, voire son statut même de sphère publique [1135]. Quand Pierre le Grand fait de Pétersbourg sa capitale, vers 1714-1716, Moscou se trouve dans une situation très favorable à la formation de structures indépendantes de communication. L'abandon de Pétersbourg par Pierre II aurait pu avoir le même résultat, mais la rupture est trop brève (1728-1732). Le retour de la capitale à Pétersbourg, en 1732, consacre la distribution des rôles entre les deux métropoles. C'est alors que le prince M. M. Ščerbatov rédige la *Supplique de Moscou à propos de son abandon* (*Prošenie Moskvy o zabvenii eja*). Il esquisse déjà l'opposition entre capitale impériale et nationale qui se confirme au XIXe siècle [1136].

En France, cafés et salons apparaissent entre 1680 et 1715 et se développent de la Régence à la Révolution [1137]. Parallèlement se forme une presse, car qui d'autre que les habitués des cafés lit gazettes et journaux ? En Russie, la sphère publique se constitue plus tardivement mais les phases s'enchaînent plus vite. Faute de cafés, les lecteurs de périodiques constituent un public encore dispersé et virtuel. Manquent aussi longtemps une sociabilité du savoir et une ville qui l'incarnerait. L'ouverture de l'université de Moscou (1755) permet à l'ancienne capitale de jouer ce rôle. Jusqu'à ce qu'elle obtienne « son » université, en 1819, Pétersbourg est autant un parent pauvre des capitales européennes que le Berlin de Frédéric II, qui se contente d'une académie. Enfin, la Russie n'a pas de parlement, ce qui prive ses grandes villes d'une forme de vie publique très active au Royaume-Uni ou en France. Toutefois, les commissions législatives peuvent faire figure de substitut. Plusieurs de ceux qui ont joué un rôle déterminant dans la naissance de la sphère publique ont participé à leurs travaux.

La phase constitutive correspond au règne de Pierre le Grand, prolongé jusqu'à la fin des années 1730. La transition va de 1740 à 1761. La maturité est le règne de Catherine II. La sphère publique naît du lancement des assemblées, de la parution du premier périodique imprimé et de la décentralisation de l'imprimerie. Jusque-là, la Moscovie était le seul pays européen où les moyens typographiques étaient concentrés entre les mains de l'État et de l'Église orthodoxe, et réunis à l'Hôtel de la presse de Moscou [1138]. L'ouverture de la typographie de Pétersbourg (1711) et l'entrée en vigueur de l'écriture civile (1708-1710) permettent une certaine diversification [1139]. Bien entendu, les *Nouvelles* (*Vedomosti*), lancées par Pierre le Grand en 1703, sont entièrement au service de la propagande officielle et les informations étrangères soigneusement sélectionnées. Il faut attendre 1728 pour que paraisse la première revue scientifique, publiée en latin [1140].

Sous Élisabeth sont fondées l'université de Moscou (1755) et la revue *L'Abeille industrieuse* (*Trudoljubivaja pčela*), tirée à 1 200 exemplaires et publiant douze numéros au cours de l'année 1759. C'est la première revue privée, même si elle n'est pas très éloignée des allées du pouvoir. Son créateur, le poète A. P. Sumarokov est le directeur du premier théâtre russe. Il y imprime ses vers et sa prose satirique. Mais il dédie son *Abeille* à la grande-duchesse Catherine (la future Catherine II), se plaçant ainsi dans l'orbite de la « petite cour » du grand-duc, et non de la « grande cour » de l'impératrice [1141].

Les revues littéraires du règne de Catherine II sont pour la plupart alimentées par un seul homme et d'une durée de vie limitée : *Le Divertissement utile* de M. Xeraskov (*Poleznoe uveselenie*, 1760-1762) ou *Ceci et cela* de M. Čulkov (*I to i sio*, 1769). Des sociétés savantes ne relevant pas de la tutelle directe de l'État se créent, comme la Société libre d'économie (*Vol'noe èkonomičeskoe obščestvo*, 1765) qui se donne pour but d'améliorer la production agricole en Russie [1142]. En 1783, une loi permet aux particuliers d'ouvrir des imprimeries privées (*vol'nye tipografii*). Ces premiers éditeurs ont souvent des liens étroits avec le milieu universitaire de Moscou [1143]. Mais la transformation la plus durable est la création des

assemblées de la noblesse, au niveau du district et du gouvernement, par la réforme locale de 1775 et surtout la Charte de la noblesse de 1785. Au milieu des années 1770, Xeraskov et Ščerbatov organisent des réunions qui ont quelques-uns des traits de la sociabilité de salon, telle qu'on la pratique à Paris [1144]. Toutefois, ce sont des expériences isolées et peu durables et surtout qui ont pour pilier des hommes et non des femmes. Mme Vigée-Lebrun fait un portrait flatteur de Pétersbourg où elle arrive à la toute fin du règne de Catherine (en juillet 1795) : « Tous les soirs j'allais dans le monde. Non seulement les bals, les concerts, les spectacles étaient fréquents, mais je me plaisais dans ces réunions journalières où je retrouvais toutes l'urbanité, toute la grâce d'un cercle français. » Elle ajoute que « les maisons ouvertes ne manquaient pas », mais en distingue surtout deux, « celle de la princesse Michel Galitzin » et « celle de la princesse Dolgorouki » [1145]. La culture des salons ne s'installe qu'à partir du premier quart du XIXe siècle, tout comme les cafés, puis viendront les expositions périodiques d'œuvres d'art.

2. Les francs-maçons

N. A. Berdjaev considère la franc-maçonnerie comme la première tentative d'« auto-organisation » de la société russe qui n'est pas imposée d'en haut [1146]. Et de fait, trois des auteurs les plus marquants du siècle, Ščerbatov, Novikov et Radiščev, ont été maçons [1147]. Cependant, plutôt qu'une « auto-organisation », c'est une adhésion à un réseau international, qui ouvre des possibilités mais comporte des risques.

L'historiographie est très partagée sur la franc-maçonnerie. A. N. Pypin et G. V. Vernadskij, à la fin de l'Ancien Régime, se concentrent sur sa contribution à la structuration de la société, sans s'attarder sur la mystique ou les théories du complot [1148]. Les historiens soviétiques séparent les francs-maçons « progressistes », liés aux mouvements révolutionnaires, des « réactionnaires », qui s'opposent aux Lumières (les Rose-Croix) et évitent de mentionner l'affiliation maçonnique de « progressistes » tels qu'A. N. Radiščev. C'est évidemment impossible pour N. Novikov, condamné à quinze ans de prison à cause de ses

activités maçonniques : on les réduit donc à une phase de sa vie, en opposant Novikov le journaliste à Novikov le maçon. Les émigrés monarchistes se sont livrés à une simplification encore plus outrancière. Pour B. Bašilov (B. P. Jurkevič) ou V. N. Ivanov, la révolution de 1917 est le résultat d'une collusion entre l'intelligentsia, les maçons et les révolutionnaires. De nos jours encore, O. A. Platonov ou V. S. Bračev dénoncent une « conspiration contre la Russie » ourdie par la franc-maçonnerie. Fort heureusement, d'autres travaux sont plus sérieux. A. I. Serkov, qui a réuni les données biographiques de 3 100 maçons du XVIIIe siècle, calcule que les cent quarante loges connues devaient totaliser 7 500 membres, soit un tiers de la société éduquée [1149]. D. Smith s'intéresse à leurs objectifs pédagogiques, entre autres inculquer la morale et les bonnes manières [1150].

La franc-maçonnerie prend pied en Russie sous Pierre le Grand. On s'est plu à dire que le tsar lui-même en était, mais c'est une légende tardive, propagée, selon toute vraisemblance, par les maçons eux-mêmes. La première loge date probablement du règne d'Anna Ioannovna. Son fondateur, J. Keith, est un Écossais et elle n'est constituée que d'étrangers. La Chancellerie secrète, pourtant très sourcilleuse, ne s'y intéresse pas plus qu'aux suivantes ; les sources sur cette époque sont donc inexistantes.

Élisabeth s'en soucie peu, tant que cela ne concerne que son favori, I. I. Šuvalov. En revanche, dès qu'elle commence à craindre que l'influence maçonnique n'atteigne l'héritier désigné et son épouse, elle s'en alarme. Une loge est active au palais du grand-duc, à Oranienbaum, près de Pétersbourg, et on la soupçonne de sympathie envers Frédéric II. Or la guerre de Sept Ans se dessine.

Catherine II adopte d'abord une neutralité bienveillante, se contentant de railler leur mystique, à la manière de Voltaire, et de composer des comédies dans lesquelles Cagliostro, ou un autre mage, abuse de la crédulité de ses adeptes. Les loges, organisées selon le système anglais, et placées sous la direction du grand maître I. P. Elagin, ne sont alors qu'un lieu de rendez-vous de la noblesse [1151]. Mais voilà qu'à son tour,

elle craint que les maçons ne dressent contre elle son fils Paul. Et de s'employer alors à renouveler l'entourage du grand-duc et de placer auprès de lui F. V. Rostopčin et I. P. Kutajsov, qui vont devenir ses favoris. Paul, qui jusque-là, professait le plus parfait mépris pour les coteries de sa mère, est donc contaminé à son tour. Il s'éloigne de la cour pour se retirer dans son utopie de Gatčina [1152]. Après 1789, la position de l'impératrice se durcit. Désormais, les critiques qui s'élèvent contre elle sont typiquement russes. On a coutume de les nommer « oppositions aristocratiques ».

3. Les oppositions aristocratiques

La Russie n'a pas de « parti nobiliaire », organisé de manière cohérente. Les hommes d'État et les penseurs agissent selon leurs intérêts de clan et leur attitude personnelle envers les Lumières. Mais tous adhèrent à l'idée d'une Constitution qui énoncerait les principes fondamentaux du fonctionnement de l'État, mettrait des bornes à l'arbitraire des autocrates et aux caprices de leurs favoris.

Le prince M. M. Ščerbatov (1733-1790), adversaire convaincu des Lumières, fait une carrière administrative brillante, mais son œuvre historique et littéraire demeure totalement ignorée de ses contemporains. Il représente la noblesse de Jaroslavl' à la Commission législative de 1768, puis est nommé chef de la chancellerie héraldique (*gerol'dmejster*) (1771) et historiographe de l'Empire, sur la recommandation de G. Müller qui le considère comme son héritier. Il entreprend de classer les papiers de Pierre le Grand et de rédiger une *Histoire de Russie*. Cette mission ne sera accomplie que par N. M. Karamzin, dans les années 1816-1826. Ščerbatov rédige pourtant sept volumes, imprimés entre 1771 et 1791, mais déçoit la souveraine, car il ne suit pas assez sa vision de l'histoire. I. N. Boltin qui a très bien compris les enjeux de l'entreprise, n'a pas de mots assez durs pour lui. Tous les autres écrits de Ščerbatov restent inédits, et semblent avoir peu circulé sous forme manuscrite, même si Karamzin en a probablement eu connaissance. Ils n'en sont pas moins intéressants, parce qu'ils reflètent les thèses de l'opposition conservatrice de l'époque.

Herzen redécouvre le « conservateur » Ščerbatov dont il réédite en 1858 *De la corruption des mœurs en Russie* (1785 ou 1786), avec le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou* (1790) du « progressiste » Radiščev. Pour Herzen, Ščerbatov est un nostalgique de l'ancienne Moscovie, un précurseur des slavophiles, mais cela ne l'empêche pas de saisir toute la portée subversive de son œuvre.

Mis à part N. Ja. Èjdel'man, l'historiographie soviétique n'a rien ajouté en ce domaine [1153]. Il faut attendre A. Lentin et de T. V. Artem'eva pour que la complexité de Ščerbatov et ses liens avec les courants de pensée russes et occidentaux soient traités de manière approfondie [1154].

De la corruption des mœurs en Russie n'est pas un pamphlet, mais une analyse très fine des *pro* et *contra* des réformes pétroviennes. Les critiques les plus acerbes sont d'ailleurs dirigées contre la société de cour et le luxe, phénomènes postérieurs à la mort de Pierre, et contre le despotisme éclairé en général. Ses cibles de prédilection sont la réforme administrative de 1775 et son découpage de l'Empire selon des principes mathématiques au mépris des réalités géographiques et humaines, mais aussi les nouvelles conquêtes territoriales et même les arguments de Catherine II et de Beccaria) en faveur de l'abolition de la peine de mort [1155]. Ščerbatov a en horreur tous les « nouveaux philosophes » (c'est-à-dire les tenants des Lumières) dont se réclame la souveraine.

Rien n'est moins simple que de cerner l'idéal de Ščerbatov. Il semble que la forme d'État bien policé [1156] qu'il appelle de ses vœux se fonde avant tout sur respect des principes moraux, les obligations légales venant en second lieu et l'autorité en dernier. C'est ce que l'on croit percevoir dans son *Voyage au pays d'Ophyr* (1783), la première utopie russe. Sur le pays d'Ophyr règne un monarque doté d'une administration omniprésente, incluant le clergé, dont le gouvernement est juste ; l'économie est entre les mains des marchands et des propriétaires terriens qui sont les maîtres des paysans, mais font preuve d'humanité envers eux. S. V. Pol'skoj a récemment retrouvé une ébauche, intitulée *Opinion sur les lois*

fondamentales de l'État (*Mnenie o zakonax osnovatel'nyx gosudarstva*) et qui ressemble assez aux *Conditions* soumises en 1730 à Anna Ioannovna. Son but essentiel est de créer un cadre légal capable d'empêcher un favori tout-puissant à la Biron d'accaparer le pouvoir. La *bironovščina* est doublement odieuse à Ščerbatov, parce qu'elle a dressé les roturiers contre les aristocrates et les étrangers contre les Russes [1157]. Il prévoit de limiter et de réglementer strictement l'accès au trône en abolissant la loi de succession de Pierre le Grand et en réservant la couronne impériale à l'aîné ou à l'aînée. Un prince consort ne peut pas monter sur le trône, un étranger ne peut pas être régent. Le souverain doit être orthodoxe. Deux conseils, composés de « nationaux » (*nacional'nye*), de préférence des hauts fonctionnaires et des nobles, contrebalancent le pouvoir du monarque. Le Conseil permanent (*Nepremennyj sovet*) suit les affaires courantes. Le gouvernement suprême (*Vyšnee gosudarstvennoe pravitel'stvo*) doit s'assurer du respect des lois (*xranenie zakonov*). Ces idées ont eu une certaine postérité, soit parce Ščerbatov a finalement été entendu, soit parce qu'elles étaient dans l'air. La première partie de son dispositif est largement reprise dans l'*Institution de la famille impériale*, la nouvelle loi de succession promulguée par Paul Ier en 1797. On retrouvera les contrepoids institutionnels dans des projets du début du règne d'Alexandre Ier, qui d'ailleurs, retiendra le nom de Conseil permanent. Ščerbatov peut être aussi vu comme un précurseur du « parti du Sénat », qui tentera de prendre au mot Alexandre Ier et ne craindra pas de s'opposer ouvertement à certaines réformes (ce qui n'empêchera pas l'empereur de passer outre) [1158]. Mais le pays d'Ophyr évoque également, dans son implacable organisation, les colonies militaires d'Arakčeev…

Le comte N. I. Panin, lui, est entouré d'un réseau, voire d'un « parti ». Chargé de l'éducation du futur Paul Ier et chancelier de l'Empire, il est le cerveau de la révolution de palais qui porte Catherine II au pouvoir. Dans son idée, elle devra céder le pouvoir à son fils quand ce dernier aura atteint sa majorité, en 1772. Panin rallie autour de lui des personnalités aussi diverses que le métropolite Platon

(Levšin), figure la plus éminente de l'Église orthodoxe, ou le déiste et maçon N. I. Novikov. Panin inspire aussi l'écrivain D. I. Fonvizin, qui a été son secrétaire, et fera de lui le modèle du Conservateur (*Starodum*) dans sa pièce *Le Mineur* (*Nedorosl'*, 1782). S. A. Porošin, précepteur du grand-duc Paul, recueillera plusieurs de ses bons mots dans ses Mémoires sur l'enfance du souverain [1159].

Tout comme l'impératrice, Panin se veut un disciple des « nouveaux philosophes », en particulier de Montesquieu [1160], mais il n'en tire pas les mêmes enseignements. Son modèle est la Suède, ou l'Angleterre. Il est à l'origine d'un projet de réforme, conçu en 1762, au moment où son influence est la plus forte. On possède le document original, portant les annotations de Catherine II. Il prévoit une réforme du Sénat et la création d'un Conseil impérial qui doit jouer un rôle analogue à la Conférence réunie autour de l'impératrice Élisabeth ou au Conseil impérial de Pierre III. On a longtemps cru que c'était d'une tentative de limiter le pouvoir impérial et c'est en partie l'opinion de D. Ransel, à qui l'on doit l'étude la plus approfondie du « parti de Panin [1161] ». Toutefois, il admet que le but pourrait être simplement de rendre plus efficace le gouvernement. C'est l'hypothèse défendue par K. D. Bugrov et M. A. Kiselev [1162].

Une dizaine d'années plus tard, probablement vers 1773-1774, Panin aurait défendu un autre projet que l'on appelle parfois Constitution de Panin, ou Constitution de Panin-Fonvizin. La seule trace qui en subsiste est un fragment, de la main de D. Fonvizin, intitulé *Raisonnement sur les lois intangibles de l'État* (*Rassuždenie o nepremennyx gosudarstvennyx zakonax*). Le décembriste M. A. Fonvizin, neveu du dramaturge, affirmera par la suite avoir vu dans son enfance un texte plus complet qui aurait été détruit. Si la Constitution de Panin date de 1773-1774, elle aurait été préparée pour l'accession de Paul au trône à sa majorité, comme le prévoyait le scénario de 1762. Le nouveau souverain aurait alors commencé son règne par la proclamation de lois fondamentales limitant l'absolutisme. Récemment, il a été proposé de dater le texte des années 1782-1783, ce qui en ferait plutôt le testament politique de Panin,

qui meurt en 1783. On a beaucoup débattu sur la part revenant à D. Fonvizin dans ce ou ces textes [1163]. D'autres ont imaginé que la paternité de certaines idées revenait au grand-duc Paul, sans que rien ne puisse formellement l'attester [1164]. Ce second projet veut que les membres du Sénat, pour partie nommés par le souverain, pour partie élus par la noblesse, soient inamovibles. Le Sénat et le Synode réunis forment le Conseil de l'Empire. Enfin, les assemblées de la noblesse obtiennent l'initiative législative, elles peuvent soumettre au Sénat des projets de loi.

Si, comme le pense S. V. Pol'skoj, l'*Opinion sur les lois fondamentales de l'État* de Ščerbatov a été rédigée en 1780, Ščerbatov et Panin ont réfléchi à leurs « Constitutions » quasi simultanément. Mais rien ne prouve qu'ils se soient concertés. Ils partagent simplement la même déception. Malgré ses compétences, sa culture et son assiduité, Catherine ne fait rien pour se prémunir des dangers du pouvoir absolu, remédier à la corruption et au favoritisme. Il faut donc créer un cadre légal qui s'imposerait au souverain. Mais Ščerbatov se focalise sur le péril que représentent les étrangers, au nombre desquels il compte l'impératrice, alors que Panin sait que Potemkin et Razumovskij, pour n'en sont pas moins des favoris nuisibles. Connaissant mieux, de l'intérieur, l'administration centrale, il propose un remède qui combine une dose d'initiative locale et une institution centrale pérenne pour faire contrepoids à la monarchie. La mort du chancelier ne sonne pas la fin de l'opposition aristocratique : le clan Voroncov reprend le flambeau des opinions libérales et de l'anglophilie.

4. L'œuvre et les prisons de Nikolaj Novikov

Sans avoir occupé d'aussi hautes fonctions que Panin, N. I. Novikov (1744-1818) se trouve au cœur de plusieurs milieux, encore en formation : la presse, l'édition, les sociétés littéraires, la franc-maçonnerie et l'université. Il est aussi à cheval entre Pétersbourg, où il débute sa carrière, et Moscou, où il s'installe en 1779, à l'invitation du recteur de l'université.

Le Novikov des historiens soviétiques est avant tout le journaliste et critique des années 1770, puis le détenu politique dont la condamnation (1792) illustre le tournant réactionnaire après la Révolution française. Vu sous cet angle, il est un partisan convaincu des Lumières, à l'instar de Radiščev, et un prédécesseur des décembristes. Toutefois, les spécialistes de l'histoire du livre, comme I. Martynov, ont aussi pris en considération son activité d'éditeur [1165]. Les littéraires ont surtout analysé chez lui l'art de la satire exaltant le génie national et raillant la gallomanie [1166]. Hors de Russie, on s'est davantage efforcé d'envisager l'homme dans son ensemble, y compris dans ses convictions maçonniques. Les Russes ne les ont vraiment étudiées qu'après 1991.

Formé au gymnase de l'université de Moscou, Novikov devient officier de la Garde à Pétersbourg. Nommé secrétaire d'une sous-commission de la Commission législative, chargée des « gens de condition moyenne » (1767-1768) [1167], il acquiert une certaine connaissance de l'Empire, mais donne bientôt sa démission et, en 1769, quitte le service de l'État pour vivre de sa plume. Il dirige successivement quatre revues, auxquelles il contribue largement sans en être l'unique auteur. *Le Faux Bourdon* (*Truten'*, 1769-1770) qui, par son titre, se pose en rival de *L'Abeille laborieuse* de Sumarokov, réunit les meilleures plumes de l'époque : V. I. Majkov, M. I. Popov, A. O. Ablesimov, D. Fonvizin et F. A. Èmin. La publication polémique à fleurets mouchetés avec le *Bric-à-brac* (*Vsjakaja vsjačina*, 1769-1770) éditée par Catherine II en personne. Novikov publie ensuite *Le Babillard* (*Pustomelja*, juin-juillet 1770), qui revendique sa parenté avec *The Tatler* (1709-1711), mais n'aura que deux livraisons. Vient ensuite *Le Peintre* (*Živopisec*, 1772-1773), où l'on retrouve Fonvizin et peut-être Radiščev. Novikov est initié en 1775. Mais la maçonnerie anglaise est trop rationnelle pour ce critique des philosophes. Loin d'être un libre penseur, il exalte la morale et le patriotisme, il est de ces Russes qui cherchent à retrouver le vrai christianisme dans l'expérience maçonnique, comme l'a observé Berdjaev [1168].

Novikov n'en est pas pour autant un adversaire acharné des Lumières. Il fait connaître aux lecteurs plusieurs extraits de

l'*Encyclopédie* traduits, compose le premier dictionnaire des auteurs russes, et compile une collection de sources sur l'histoire ancienne du pays. À Moscou, il prend à bail les Presses universitaires (1779-1789) et fonde sa Compagnie typographique (1784). Les deux entreprises sont déficitaires, comme souvent à l'époque, mais leur chiffre d'affaires important témoigne de l'intérêt du public. Il semble que les vieux-croyants de Moscou l'aient matériellement soutenu, car Novikov édite aussi des textes mystiques et ses sociétés savantes ont une coloration religieuse. On a même dit que sa Société des diplômés de l'université (*Sobranie universitetskix pitomcev*, 1781) et sa Société savante amicale (*Družeskoe učenoe obščestvo*, 1782) sont des officines des Rose-Croix, ou transmettent des rapports précis sur leur activité aux loges prussiennes[1169]. Après la mort du mystique J. G. Schwarz (1784), Novikov devient le maître à penser de ce petit cercle au point d'être appelé le « martiniste de Moscou ». Ces sympathies, un temps tolérées, vont peu à peu le rendre suspect de conspiration, voire de haute trahison. Dans sa quête d'une maçonnerie plus authentique, Novikov s'est en effet rapproché des confréries suédoises de stricte observance (*Schwedische Strikte Observanz*), dont le grand maître n'est autre que l'héritier du trône de Suède. Or, en 1788, la Russie et la Suède sont en guerre.

Les historiens soviétiques pensent que l'origine de l'« affaire Novikov » est à chercher dans la rancune tenace que lui voue Catherine II. Les autres, de M. N. Longinov et G. V. Vernadskij à K. A. Papmehl estiment que c'est la franc-maçonnerie qu'elle vise[1170] et soulèvent la question d'un possible lien avec son influence sur le grand-duc Paul. Dès les années 1784-1785, en effet, l'architecte V. I. Baženov, à la fois maçon et proche de Novikov, rend visite à l'héritier du trône puis rapporte à ses frères qu'initier le grand-duc est tout à fait possible. Cette première approche reste sans suite, mais Catherine craint que le réseau des Rose-Croix n'agisse pour le compte de Berlin. En effet, Schwarz et Novikov sont en contact avec le baron J. C. von Wöllner qui est, depuis 1781, le maître à penser du kronprinz Frédéric-Guillaume. Dès que ce dernier devient roi, Wöllner est nommé ministre des Cultes.

Il est à l'origine de l'édit religieux du 9 juillet 1788 qui met hors la loi trois confessions jugées subversives et prétend combattre les idées des Lumières. Pétersbourg et Berlin s'opposent fréquemment en matière de politique étrangère et les affiliations de Novikov en font un agent de l'étranger, susceptible d'attiser la prussophilie du grand-duc et de le dresser contre sa mère. Les documents du procès ajoutent un élément financier, et peut-être un préjugé de classe. Catherine II s'étonne de ce que Novikov, simple lieutenant à la retraite, se trouve faire partie des « gens très à l'aise » (*v čisle ves'ma dostatočnyx ljudej*)[1171]. On constate que beaucoup d'argent lui a été prêté sur parole et on aurait sans doute aimé le condamner pour escroquerie. Mais aucun témoin ne vient corroborer cette accusation. Peut-être Catherine lui reproche-t-elle, sans le dire, de faire le lien entre plusieurs milieux frondeurs, les aristocrates de Moscou (cofondateurs de la Compagnie typographique), les marchands et les vieux-croyants.

Quoi qu'il en soit l'hostilité de Catherine II envers Novikov se manifeste dès 1784, donc bien avant le « tournant réactionnaire de 1789 ». Novikov est alors en pleine édition de la traduction d'une histoire des jésuites, très hostile à leur égard. Or, Catherine II a autorisé l'ordre, pourtant dissous par le pape en 1773, à poursuivre ses activités dans l'Empire russe. En septembre 1784, elle prie le gouverneur de Moscou, A. A. Prozorovskij, de suspendre cette publication[1172]. Peu après, les écoles privées ouvertes par Novikov sont inspectées et plusieurs de ses livres interdits (1786) ; en 1789 son bail pour l'imprimerie de l'université de Moscou n'est pas renouvelé[1173]. Prozorovskij ne fait qu'exécuter ce que décide l'impératrice[1174].

L'affaire ayant grossi, grâce aux perquisitions et aux dénonciations, Catherine demande à Platon, prédicateur de la cour et métropolite de Moscou, de se prononcer sur l'orthodoxie de Novikov et de ses livres. Cette mission doit mettre à l'épreuve la loyauté du prélat, ami de Novikov, que l'on pense aussi proche de l'héritier du trône. Platon se montre à la hauteur de sa réputation de subtilité. Il prie Dieu que ses ouailles et les fidèles de toute la terre soient d'aussi bons

chrétiens que Novikov. Quant aux ouvrages, il les divise en trois catégories : les textes religieux sont nécessaires, les œuvres mystiques dépassent son entendement, les ouvrages des philosophes et des encyclopédistes sont dangereux. Or, ces œuvres périlleuses sont celles que l'impératrice elle-même a contribué à propager [1175]. La position de Platon est courageuse. I. de Madariaga y voit même une « opposition morale envers Catherine », réunissant l'Église orthodoxe officielle, les vieux-croyants et Novikov, dont on sous-estimerait le poids [1176]. Cette résistance a peut-être freiné la procédure, mais ne l'a pas arrêtée.

Catherine II patiente jusqu'en avril 1792 pour ordonner l'arrestation de Novikov. Mais elle est alors convaincue qu'il est au centre d'une véritable conspiration et le fait transférer à Schlüsselburg dans le plus grand secret, afin que ses complices ignorent où il se trouve. Novikov reconnaît avoir eu des contacts avec des francs-maçons étrangers. Le 1er août 1792, il est condamné à quinze ans de prison. Un serf et un pasteur protestant, qui prend librement cette décision, partagent cette peine avec lui. En 1796, peu après son avènement, Paul Ier libère Kosciuszko, qu'il admire en tant que patriote et soldat, Novikov et Radiščev. D'après un témoignage, Novikov aurait vendu le serf qui a partagé sa cellule à Schlüsselburg. Cette désinvolture exprime les contradictions du personnage, et d'autres figures des Lumières russes.

5. Aleksandr Radiščev et le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*

Radiščev a été présenté comme le premier révolutionnaire noble, propagateur zélé des Lumières, précurseur des occidentalistes. Formé au corps des pages, il est envoyé aux frais du Trésor à l'université de Leipzig (1766) étudier le droit et la médecine. Il y acquiert le goût de l'autonomie et se révolte contre le fonctionnaire russe chargé de surveiller ses condisciples. À son retour, il prend conscience des deux maux qui affectent la société russe : le servage et la corruption. Lui-même seigneur, il se sent coupable de profiter de l'esclavage. Mais il n'en est pas moins indigné par l'incurie des agents de

l'État. Ainsi l'épisode du fonctionnaire qui refuse de se tirer du lit pour porter secours à des barques en détresse sur le golfe de Finlande, dans le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou* (chap. « Čudovo »), est une des clés de l'ouvrage. Dans sa carrière publique, Radiščev tente de mettre en pratique ses idées. En tant que directeur de la douane de Pétersbourg, il refuse les pots-de-vin, si bien que, d'après son fils, son arrestation fait le désespoir des marchands à la Bourse du commerce : ils savent que son successeur ne sera pas aussi scrupuleux [1177].

« On racontait de lui à Saint-Pétersbourg, que, quand il a reçu les insignes de l'ordre de l'impératrice Catherine, il ne s'agenouilla pas, car la loi ne prévoyait pas un geste pareil. Pour un observateur pétersbourgeois, Radiščev était un original […] [1178] », écrit J. Lotman. De même, lorsque Pétersbourg est subitement menacée d'une incursion suédoise, en 1788, Radiščev veut organiser un détachement de volontaires pour la défendre. Cette idée inspirée, sans doute, par l'exemple britannique ou américain, déplaît à l'impératrice qui ne tient pas à voir des sujets armés. Ainsi, le conflit qui se dessine entre Radiščev et la souveraine est-il perçu à l'époque comme une opposition entre le laxisme, dont on s'accommode volontiers dans le pays, et le rigorisme d'un partisan convaincu des Lumières.

L'autorisation d'ouvrir des imprimeries privées donne à Radiščev la possibilité de propager ses idées. En 1789, il publie la *Vie de Fedor Ivanovič Ušakov*, consacrée à un de ses amis mort prématurément. L'année suivante sort un livre qu'il a préparé depuis longtemps, le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*. Prenant le prétexte de l'itinéraire bien connu entre les deux capitales, il se met en scène lui-même, observant des scènes typiques des réalités de son époque, ou méditant sur les vestiges du passé, comme à Novgorod. À cette occasion, il évoque avec nostalgie les libertés de la cité, tout en constatant que le droit sans la force ne peut rien contre la force sans droit qu'incarne la Moscovie. Mais le thème principal et le plus controversé du *Voyage* est le servage. Radiščev reprend l'abbé Reynal qui, dans son *Histoire philosophique des deux Indes* (1770 ; 3e éd., 1780) compare souvent l'esclavage colonial

avec le servage russe. La matière est inédite en Russie. Habilement, comme plus tard Turgenev, Radiščev étaye sa dénonciation sur des exemples concrets. À Ljuban', il croise un paysan astreint à la corvée six jours par semaine : il ne lui reste que le dimanche pour pourvoir à ses propres besoins. À Mednoe, il assiste à une vente de paysans. À Edrovo, il ose évoquer la révolte de Pugačev : des paysans voulaient amener au faux tsar un propriétaire qui avait abusé de plusieurs filles serves, mais « ce barbare » a été sauvé d'une « mort certaine » par un détachement de soldats. Radiščev s'emporte contre les « paysans stupides » qui ont cherché justice auprès d'un imposteur et demande : « Pourquoi ne pas avoir confié cette tâche à vos juges légitimes ? » Mais qui sont donc ces juges ? À Zajcovo, un serf a tué le fils de son maître qui avait tenté de violer sa fiancée, déclenchant une escalade de violence qui aboutit à l'arrestation de la moitié du village. Le juge chargé de l'affaire en comprend parfaitement les ressorts : « L'innocence des meurtriers était, pour moi au moins, une évidence mathématique. » Mais il ne peut prononcer un tel verdict, à cause de la résistance de ses collègues, et préfère démissionner [1179]. Pour beaucoup, de Catherine II à Pouchkine et aux critiques soviétiques, le *Voyage* est un appel à la révolte. Certes, l'auteur est rempli d'une compassion sincère pour ses « frères enchaînés », mais il met en garde ses « chers concitoyens » contre « la fin qui nous guette, le péril où nous sommes ». Les serfs « attendent leur heure, attendent une occasion propice […] plus nous tarderons à les libérer de leurs chaînes, plus nous nous obstinerons à les y maintenir, et plus foudroyante sera leur vengeance [1180] ».

Pour conjurer ce péril, les chapitres « Xotilov » et « Vydropusk » tentent d'élaborer un « projet pour l'avenir », typique de l'esprit des Lumières [1181]. Puisque « le travail forcé produit de faibles récoltes » et que « l'esclavage empêche l'abondance », il faut affranchir les serfs domestiques et interdire au maître d'enlever des paysans à leur terre pour les prendre sous son toit, mais aussi laisser les paysans se marier librement. Une seconde loi envisage un scénario progressif d'émancipation, privilégiant la liberté individuelle et l'accession à la pleine propriété plutôt que la solidarité au sein

de la communauté, et envisageant un rachat : les paysans posséderont la terre qu'ils travaillent car ils payeront la capitation. La terre qu'ils acquerront leur appartiendra sans que nul ne puisse les en priver arbitrairement. Ils seront rétablis dans leur dignité de citoyens et jugés par leurs pairs dans des cours où ils seront représentés au même titre que les autres ordres. Ils auront le droit d'acquérir des biens immobiliers, c'est-à-dire d'acheter de la terre, de s'affranchir en se rachetant à leur maître. Les châtiments sans jugement seront interdits. Ensuite viendra l'abolition complète de l'esclavage [1182].

Le message politique et social du *Voyage* éclipse les opinions religieuses qu'il exprime. Pourtant, le narrateur égratigne au passage les « martinistes » et les « élèves de Swedenborg », préfère partager la société d'une jolie fille plutôt que « de [s]'ensevelir dans les alphabets hébreu ou arabe », ou de séparer son corps de son âme. Déjà, dans un article publié en 1789 (« Qui est le vrai fils de sa Patrie ? »), Radiščev a lancé des flèches de cet ordre [1183]. Ces extraits tiennent davantage de la polémique entre francs-maçons que du rejet complet de leur doctrine.

Radiščev sera accusé de crime de lèse-majesté. Dans le chapitre « Spasskaja Polest », sous le manteau d'un « rêve », il va jusqu'à se représenter lui-même « sous les traits d'un tsar, shah, khan, roi, bey, nabab, sultan ou tout autre objet d'appellation semblable, disposant du pouvoir et siégeant sur le trône ». Il se voit entouré d'une cour qui s'empresse de lui adresser des louanges hyperboliques, lui procurant un plaisir indicible. La seule à manifester son mépris et son indignation est une vagabonde et une magicienne toujours maussade appelée Droitregard (*Prjamovzora*). Alors qu'il veut s'éloigner d'elle, pour savourer les réjouissances qui l'attendent, elle touche ses yeux et fait tomber les taies qui lui cachaient la Vérité [1184]. Cette allégorie est très importante pour Radiščev qui a un temps voulu devenir médecin. Il est profondément convaincu qu'une parole vraie peut changer les choses.

Radiščev a soumis son texte à la censure vers 1788 et obtenu l'imprimatur, mais il fait des modifications avant de le

publier. Cette infraction est clairement établie. La censure n'a exigé que d'infimes corrections, car la forme du voyage sentimental, bien connue depuis Sterne (1768), n'a rien de suspect. En outre, Radiščev a soumis son manuscrit avant la Révolution française. Dans son « Ode à la liberté » (*Vol'nost'*, 1780), il fait référence à l'Angleterre quand il évoque les événements révolutionnaires. Dans le chapitre « Toržok » du *Voyage*, il suit les premiers pas de l'Assemblée nationale avec une certaine méfiance et se moque des poursuites qu'elle a engagées contre l'auteur qui a eu l'audace de la critiquer : « Ô France, tu côtoies encore les abîmes de la Bastille [1185] ! »

L'impératrice est avertie assez rapidement, mais, contrairement à ce que l'on raconte, pas par le poète Deržavin [1186]. L'ouvrage a paru sans nom d'auteur, mais le mystère n'est pas bien difficile à élucider. Catherine le lit attentivement et note de sa main que l'auteur est un rebelle (*buntovščik*) pire que Pugačev. Arrêté, Radiščev est enfermé à la forteresse Pierre-et-Paul. Sa belle-sœur, qui le suivra en exil où elle deviendra sa seconde épouse [1187], offre tous ses bijoux au chef de l'Expédition secrète du Sénat, S. I. Šeškovskij, pour lui éviter la torture. L'affaire coïncide avec celle de Novikov, augmentant la peur dans leur cercle d'amis. Les francs-maçons moscovites nient toute relation avec Radiščev. Le 4 septembre 1790, il est condamné à mort, peine commuée en dix ans d'exil en Sibérie. La sentence paraît d'une sévérité inhabituelle. On raconte que le policier chargé d'avertir les enfants de Radiščev, au bord des larmes, répète maladroitement que la Sibérie est « un bon pays [1188] ». Mais Radiščev peut compter sur la protection du chancelier, le comte A. R. Voroncov, qui va s'employer à alléger son sort.

Radiščev est envoyé à Ilimsk, en Sibérie orientale, chef-lieu de district rétrogradé au rang de bourg par la réforme de 1775. Son fils cadet et sa fille cadette l'accompagnent. Dans leurs souvenirs, collectés bien plus tard, ils parlent de ces années comme d'une période plutôt heureuse. La famille occupe l'ancienne maison du gouverneur, perçoit une sorte de rente, versée par Voroncov, Radiščev jouit d'une relative liberté de mouvement et peut mettre à profit ses connaissances médicales. Il vaccine les habitants contre la variole, tout

comme Catherine II avait fait vacciner le futur Alexandre Ier [1189]. Enfin, il écrit, notamment une *Contribution sur le commerce avec la Chine*, dans laquelle il se prononce en faveur de l'abolition des tarifs douaniers, dans l'esprit du « laissez faire, laissez passer » de V. de Gournay.

Paul Ier lui rend sa liberté en 1796, mais ne l'autorise pas à rentrer à Pétersbourg. Il s'établit donc sur l'un des domaines de son père, encore vivant, exploité par des serfs (Nemcovo, district de Kaluga). Ce retour en demi-teinte est un second exil, au cours duquel il perd sa seconde épouse. Il doit attendre l'avènement d'Alexandre Ier pour qu'on l'invite à participer aux travaux de la commission pour l'établissement des lois. On est alors en pleine période libérale, mais Radiščev est trop ouvertement en faveur de l'abolition du servage, ce qui lui attire les foudres du comte P. V. Zavadovskij, président de la commission. Menacé d'un nouveau voyage involontaire en Sibérie, Radiščev s'empoisonne, le 13 septembre 1802. Karamzin, qui, peu après, entame sa carrière d'historiographe et de défenseur de l'autocratie, déclare qu'un homme honnête ne saurait être contraint au suicide. Plusieurs auteurs ont au contraire présenté Radiščev comme un martyr de ses idées. Ju. Lotman rappelle que Radiščev évoque à plusieurs reprises dans ses œuvres le suicide comme une issue honorable quand il devient impossible de vivre en accord avec ses principes.

La génération de Pouchkine et des décembristes garde vivant son souvenir, mais ne peut le lire que sous le manteau, mis à part quelques extraits publiés sans nom d'auteur. L'édition complète d'Herzen, sortie à Londres en 1858, devient vite un objet convoité. C'est seulement en 1905 que le *Voyage* paraît légalement en Russie. Après la révolution d'Octobre, Radiščev est l'un des premiers auteurs d'Ancien Régime à qui les bolcheviks édifient un monument. Détruit par l'inondation de 1924, il n'est pas restauré. En revanche, les œuvres littéraires du « révolutionnaire noble » connaissent plusieurs rééditions. En réalité, Radiščev transcende l'opposition que l'on érige alors en système, entre les « Lumières » (*prosvetiteli*), qui veulent corriger pacifiquement les défauts de la société, et la « révolution » qui prône la violence. Les défenseurs des Lumières croyaient au

triomphe de la raison et ne se préoccupaient pas de tactique[1190]. Radiščev prend sa place parmi les classiques qu'on honore, sans les lire. En effet, contrairement à ce que l'on dit parfois, la lecture du *Voyage* n'a jamais été obligatoire pour les lycéens soviétiques, elle ne l'est pas non plus dans le système scolaire russe d'aujourd'hui. De même, s'il a inspiré divers illustrateurs, le texte n'a jamais été transposé au cinéma ou à la télévision.

chapitre 17

Au nom du peuple

nihilistes et constitutionnalistes, slavophiles et socialistes (1801-1917)

La Russie du XIXe siècle tente la synthèse entre les enseignements contradictoires venus de l'Occident (Lumières, anti-Lumières, piétisme, romantisme, positivisme, socialisme utopique, anarchisme, marxisme) et un génie national (*narodnost'*) qu'elle s'efforce de définir. De plus en plus, des courants de réflexion concurrencent, voire contestent l'idéologie et la *praxis* des autorités. Dans la seconde moitié du siècle, s'organise une opposition active qui tente de toucher les masses et met au point des techniques de propagande et de terrorisme. Les cercles, sociétés et partis, à la durée de vie souvent brève, se multiplient. Les trajectoires personnelles passent par plusieurs phases et engagements.

On peut placer les courants sur une sorte de carte autour de quatre points cardinaux [1191]. Vers l'ouest se tournent ceux qui, en héritiers des Lumières, croient au progrès et ont conscience du retard russe. L'Est attire les slavophiles au sens large, ceux qui pensent que le pays doit suivre un développement naturel, autochtone, fondé sur ses propres valeurs, en particulier religieuses. Le pôle Sud serait celui de la défense des valeurs traditionnelles et le pôle Nord, celui de la volonté d'émancipation. La ligne de partage entre l'Est et l'Ouest et l'axe de force entre défense des valeurs traditionnelles et volonté d'émancipation sont occupés par l'idéologie officielle qui joue sur tous ces registres ; les courants issus de la société civile s'en rapprochent ou s'en éloignent au gré des circonstances et des fluctuations entre ouverture et répression. Si l'on réduit ce nuage de points à un jeu de cartes, on distingue quatre couleurs qui traversent le siècle, sous des noms divers : pessimistes, nihilistes, anarchistes ; libéraux, occidentalistes ; slavophiles, populistes ; socialistes, communistes.

1. Pessimistes, nihilistes, anarchistes

Le pessimisme est minoritaire et mal vu, même parmi les dissidents. Il produit des petits cercles, surtout dans la seconde partie du siècle, mais aussi des solitaires. Certains, d'ailleurs, ne l'illustrent que ponctuellement, en lançant une « bombe », littéraire ou non. Leur philosophie politique est le fruit d'un diagnostic social, économique et moral à l'opposé du triomphalisme officiel. C'est l'aspect le plus solide du pessimisme, qui en fait une tentation, au moins passagère, pour toute une partie de l'intelligentsia. Il brise aussi un second tabou en décriant le passé et doute même du futur, à cause des handicaps qu'il discerne dans la société russe. Les pessimistes penchent plutôt du côté des Occidentalistes, mais envisagent parfois l'arriération comme une opportunité. Le servage est la principale tare, quasi-impossible à surmonter. Sitôt retombé l'élan réformiste du début du règne d'Alexandre II, le pessimiste vire au nihiliste, ou à l'anarchiste, car il en vient à considérer le régime lui-même comme irrécupérable. Pourtant, le pessimisme peut se teinter de messianisme : Čaadaev n'écrit-il pas, en prélude à sa première *Lettre philosophique*, « Que ton règne arrive » ? Le propos a des allures de réquisitoire, à la façon des prophètes bibliques, ou de discours funèbre.

Radiščev peut être considéré comme le premier prophète du pessimisme. Il appartient à la génération de Catherine II, mais se suicide sous Alexandre Ier, annonçant la déception que ce règne provoquera. Le second, P. Ja. Čaadaev, est un contemporain des décembristes. Après des études à l'université de Moscou, il devient officier de la Garde et participe aux campagnes de 1812-1814. En 1821, il démissionne de l'armée, mais y conserve assez de relations pour être affilié à la Société du Nord. Il est à l'étranger au moment de l'insurrection de décembre. À son retour, il traverse une crise morale due à la pesanteur de la « Necropolis » où il vit. C'est à Moscou, entre 1828 et 1829, qu'il rédige son œuvre maîtresse, les *Lettres philosophiques*, en français. Après avoir tenté en vain de publier l'ensemble, il choisit de faire un éclat en éditant dans la revue *Teleskop* le

texte le plus polémique, dit *Première lettre*, en russe. C'est une réponse à l'optimisme radieux de Karamzin dans sa préface à l'*Histoire de l'État russe*[1192]. Sa parution, en 1836, suscite un tollé d'indignation, jusque chez Pouchkine. Les autorités interdisent *Teleskop* et déclarent l'auteur fou. Pendant un an, il est contraint à subir la visite quotidienne d'un médecin. Il n'est évidemment plus question d'un second article, pour contrebalancer le premier. La *Première lettre*, qui met la Russie au ban des nations et fait l'apologie du catholicisme, conserve intacte toute sa violence : « Nous n'avons jamais marché avec les autres peuples ; nous n'appartenons à aucune des grandes familles du genre humain ; nous ne sommes ni de l'Occident ni de l'Orient […] Nous ne vivons que dans le présent le plus étroit, sans passé et sans avenir, au milieu d'un calme plat[1193]. » Čaadaev fait front dans la solitude et compose en 1837 *L'Apologie d'un fou* (*Apologija sumasšedšego*). Dans les années qui suivent, il se rapproche des slavophiles et réhabilite quelque peu dans sa philosophie personnelle la patrie et l'orthodoxie, mais reste très intéressé par le catholicisme social de F. de Lamennais. Il meurt au début du règne d'Alexandre II, après avoir vu la défaite de Crimée, cruelle démonstration de la justesse de son pessimisme. Il serait réducteur d'enfermer Čaadaev dans le négationnisme provocateur de l'article paru dans *Teleskop*, mais ceux qu'on appelle dans les années 1860 les nihilistes sont bien ses héritiers spirituels.

Nihilisme et terrorisme

Le terme « nihiliste » apparaît en 1829 à la faveur de polémiques littéraires[1194] et prend tout son sens dans *Pères et fils* (*Otcy i deti*, 1861), où il sert à qualifier Bazarov, son héros. La même année, un tout nouveau *Dictionnaire des mots étrangers* explique que le nihilisme est l'« enseignement des sceptiques qui n'admettent l'existence de rien[1195] ». C'est encore en 1861 que le premier nihiliste de chair et d'os, D. I. Pisarev[1196], fils d'une famille noble ruinée, tout juste sorti de l'université, publie, dans la revue *Parole russe* (*Russkoe slovo*) *La Scholastique du XIXe siècle*, où il proclame le droit de chaque nouvelle génération de faire table rase des valeurs de l'ancienne qui constituent, au sens large, le servage.

L'abolition ne sera donc accomplie que lorsque les préjugés du passé « qui empêchent l'homme vivant de respirer et de se développer » auront été brisés. Il s'agit plus de négativisme que de nihilisme, puisque Pisarev, s'appuyant sur Feuerbach, Büchner et Darwin, prône l'épanouissement de l'individu, « l'égoïsme rationnel » qui devient la boussole de sa génération.

La revue *Le Contemporain* (*Sovremennik*), dirigée par Černyševskij, a des orientations plus socialistes. Toutefois, son critique littéraire, Dobroljubov, est vu comme le second nihiliste. La génération des pères n'est capable, dit-il, que de réformes « lamentables et presque indécentes en regard de la véritable cause du peuple ». Pisarev et Černysevskij sont tous deux emprisonnés à la forteresse Pierre-et-Paul en 1862, tandis que *Russkoe slovo* et *Sovremennik* sont suspendus huit mois. À peine autorisées à nouveau, les revues se lancent dans une polémique que les rieurs baptisent « schisme chez les nihilistes » (*raskol v nigilistax*). Elles sont définitivement interdites en 1866.

Les autorités font l'amalgame entre le journalisme nihiliste et les cercles d'activistes. À Moscou, N. A. Išutin constitue un petit groupe qui se baptise l'Enfer (*Ad*) et se dote d'une organisation secrète. Il y est toutefois surtout question d'action individuelle, suicidaire. L'un des membres, D. Karakozov, tire sur Alexandre II, le 4 avril 1866. Il est pendu peu après. Condamné à mort, puis gracié, Išutin perd la raison dans la forteresse de Schlüsselburg. Après avoir gardé en ses murs Ivan VI et N. Novikov, elle devient le grand pénitencier des révolutionnaires.

S. G. Nečaev fonde en 1869 une société secrète, la Vindicte populaire (*Narodnaja rasprava*), dont les membres s'engagent à une obéissance aveugle, font don de leur personne à la cause que théorise le *Catéchisme révolutionnaire* (*Katexizis revoljucionera*), rédigé en Suisse avec Bakounine [1197]. Mais le narcissisme et la paranoïa de Nečaev l'emportent sur ses objectifs politiques : il ordonne l'exécution d'un membre qu'il soupçonne de trahison et doit s'enfuir à l'étranger. Livré par les autorités suisses en 1872, il est condamné l'année suivante

à vingt ans de prison et finit par mourir à la forteresse Pierre-et-Paul.

Le pessimisme et les méthodes violentes de certains nihilistes provoquent une scission du mouvement populiste à la fin du règne d'Alexandre II. En janvier 1878, V. Zasulič donne le signal d'une flambée de terrorisme en attentant à la vie du gouverneur de Pétersbourg, F. F. Trepov. D'autres attentats ont lieu en province et en avril 1879 une nouvelle tentative vise le tsar. Désapprouvés par les populistes doctrinaires qui prônent l'éducation des masses, les radicaux se regroupent au sein de la Liberté du peuple (*Narodnaja volja*). En juin 1879, à Lipeck, A. Željabov et quelques amis constituent un comité exécutif (*Ispolkom*), chargé de coordonner les actions terroristes. L'*Ispolkom* condamne à mort Alexandre II en août 1879, multiplie les attentats et atteint finalement son but, le 1er mars 1881. Željabov avait été arrêté l'avant-veille ; jugé avec les terroristes, dont S. Perovskaja qui a dirigé les opérations, il prononce un discours-programme au tribunal. Tous sont pendus, le 3 avril. Ces exécutions et les mesures de sécurité prises par Alexandre III permettent une baisse ponctuelle des attentats. Mais le terrorisme n'est pas abandonné par les populistes et leurs héritiers, les SR. Le « second 1er mars » qui se prépare pour 1887 est déjoué par la police et aurait peut-être été oublié, si parmi les comploteurs ne se trouvait pas A. I. Ulj'anov, le frère aîné de Lénine, qui refuse de demander sa grâce. De nombreux ministres ou gouverneurs sont victimes de coups de revolver ou de bombes entre 1899 et 1911. La fin du terrorisme révolutionnaire ne viendra qu'avec la Tcheka, mise en place dès novembre 1917, qui assure rapidement à l'État bolchevik le monopole de la violence politique. À la fin des années 1920, d'ailleurs, on commence à supprimer les vitrines commémorant les terroristes dans les musées de la Révolution…

Anarchisme russe ou international ?

Le terme *anarxija* est attesté dès le XVIIIe siècle, mais c'est Proudhon qui jette les bases de la doctrine politique anarchiste. Dans *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle* (1851), il expose que l'aboutissement du processus révolutionnaire, « le

terme final, fatidique, est l'Anarchie », le changement de régime, d'une monarchie à une autre, à l'empire, ou à la république bourgeoise, n'étant que le remplacement d'un système d'oppression par un autre. Il faut abattre définitivement l'État. Proudhon est partisan d'un système social mutualiste et fédéraliste, assis sur un fort syndicalisme ouvrier.

Épisodique collaborateur de Nečaev, M. A. Bakunin, issu d'une famille noble, débute dans l'armée et fréquente les milieux occidentalistes et matérialistes[1198]. Il participe à plusieurs des mouvements de 1848, à Paris, Dresde, Prague. Livré à la Russie par les autorités autrichiennes, il séjourne à la forteresse Pierre-et-Paul, à Schlüsselburg, puis en Sibérie. Évadé en 1861, il regagne l'Europe et vit surtout en Suisse. En 1867, il adhère à la Ire Internationale, dont il est exclu par les marxistes. Prévenu contre Marx par sa germanophobie, et un certain antisémitisme, il dénonce la duperie de la dictature du prolétariat. Ce ne sera jamais qu'une autre dictature, au nom des opprimés, qui aboutira à la confiscation du pouvoir par une nouvelle élite. Bakunin fonde l'Internationale anarchiste en 1867, soutient avec elle la Commune de Paris, mais le mouvement se dissout en 1881. Son principal ouvrage est *L'État et l'Anarchie* (1873)[1199], où il manifeste un optimisme paradoxal, fondé sur le retard du paysan russe, « socialiste par instinct et révolutionnaire par nature ». Sur ce point, il est d'accord avec Herzen, mais va plus loin en prônant le refus total de l'État. Il croit à la spontanéité révolutionnaire : l'intelligentsia doit se contenter de « conduire le peuple à la révolte », sans prétendre lui « faire la classe », comme les populistes. Après la révolution, les communautés rurales ou les artels ouvriers assureront le partage du travail et des revenus et pourront éventuellement se regrouper en fédérations.

P. A. Kropotkin, prince par sa naissance, participe dans les années 1860 à des expéditions militaires et scientifiques en Sibérie. À Pétersbourg, il se rapproche du cercle populiste de N. V. Čajkovskij, ce qui lui vaut d'être arrêté. Il s'enfuit en Suisse en 1876. Il y fonde le journal *Le Révolté* et publie plusieurs ouvrages dont *Paroles d'un révolté*. Expulsé de

Suisse, il est jugé et condamné à la prison en France (procès de Lyon, 1883). Libéré en 1886, il vit en Angleterre jusqu'en 1917. Il rentre en Russie sous le gouvernement provisoire, rencontre plusieurs fois Lénine en 1918 et 1919 et publie ses Mémoires. Une avenue de Moscou portera son nom (jusqu'en 1990 ; on le donnera aussi à une station de métro en 1956), tandis que les bolcheviks liquident les anarchistes. Mais ses travaux figurent toujours parmi les classiques de la pensée anarchiste.

2. Libéraux, occidentalistes et constitutionnalistes

De Pierre le Grand à Alexandre Ier, le souverain programme son règne comme une œuvre d'occidentalisation, tout en maintenant le principe directeur de l'autocratie, ainsi que le socle social du servage. À l'aube du XIXe siècle, au moment précis où le servage est contesté, le pouvoir rompt avec l'occidentalisme et semble s'engager, jusqu'à la fin du règne de Nicolas Ier, sur la voie d'un conservatisme et d'un nationalisme de plus en plus étroits. Après l'embellie des grandes réformes d'Alexandre II, cette tendance ne fait que se confirmer. Le courant libéral qui domine la vie politique du XIXe siècle dans de nombreux pays d'Europe est donc presque constamment dans l'opposition, souvent réprimé et aussi mal considéré par les autorités que les révolutionnaires radicaux. Son assise sociale n'est pourtant pas négligeable : les nobles fidèles aux idéaux des Lumières et les « bureaucrates éclairés », qui cependant dépendent très étroitement du régime. Leur opposition est ambiguë, timorée. La bourgeoisie est peu fournie et ne s'assume pas. De même, l'« occidentaliste » (*zapadnik*) ne se revendique pas comme tel, c'est plutôt une étiquette que ses adversaires lui apposent.

Faute de corps de doctrine occidentaliste ou libéral, des personnalités s'en font pour un temps les maîtres à penser. Très souvent ils cherchent en Angleterre un modèle de monarchie constitutionnelle et de dynamisme économique. N. I. Turgenev fait partie des réformateurs de l'entourage d'Alexandre Ier : secrétaire adjoint du Conseil d'État, il prône

l'allégement ou l'abrogation du servage et une réflexion d'ensemble sur la fiscalité du pays (*Opyt teorii nalogov*, 1818). Mais, après son adhésion à l'Union du bien public, l'empereur lui « conseille » de s'éloigner et il quitte la Russie en 1824. Il n'en est pas moins condamné par contumace au bagne à perpétuité, lors du procès des décembristes. Il publie en français *La Russie et les Russes* (1847), qui répond à distance à l'autosatisfaction officielle. La jeune génération se rassemble alors autour de N. V. Stankevič. Poète et essayiste précoce, il anime à partir de 1831 un cercle où l'on retrouve Bakunin, V. Belinskij, V. Botkin, T. Granovskij, M. Katkov. Les échanges avec le cercle slavophile de Xomjakov et Kireevskij mettent vite en évidence des différences de sensibilité. Stankevič et les siens ne sont pas des inconditionnels de l'Europe, ni du catholicisme, mais refusent d'admettre que « l'Occident est pourri et [qu']on ne peut rien en attendre ». C'est ainsi qu'ils gagnent l'épithète dépréciative d'occidentalistes [1200]. La mort de Stankevič, à 26 ans, les prive de leur chef de file et ils vont suivre des trajectoires diverses. Plusieurs demeurent cependant des libéraux, comme P. V. Annenkov, premier éditeur et biographe de Pouchkine, et V. G. Belinskij, le critique le plus écouté entre 1839 et 1848. S'il donne leurs lettres de noblesse à Pouchkine, Lermontov et Gogol, il s'oppose au repli identitaire des slavophiles, quitte symboliquement Moscou pour Pétersbourg, défend les idées des démocrates et l'engagement dans l'art, se « convertit » à George Sand. Botkin, un des rares représentants des marchands dans l'intelligentsia, se moque des diatribes convenues d'Herzen contre le bourgeois et déclare que « tant que les intérêts industriels n'entreront pas chez nous en scène, on ne peut pas s'attendre à quelque chose de véritablement sérieux dans la littérature russe ». M. Katkov se présente aussi comme un admirateur du système anglais avant que les révolutionnaires ne le transforment en zélateur de la réaction officielle. Dans la dernière décennie du règne de Nicolas Ier, I. S. Turgenev jouit d'une grande autorité morale, due au profond impact des *Récits d'un chasseur* (1847-1852). Il saisit l'atmosphère du temps dans *La Nichée de gentilshommes* (1859) et *Pères et fils* (1861) et se fait l'ambassadeur de la

littérature russe en France, contribuant, par un retour des choses, à la « russification » de la culture européenne.

La principale chapelle du libéralisme est peut-être l'université de Moscou et sa faculté d'histoire [1201]. Granovskij, premier titulaire de la chaire d'histoire universelle (1839), prend position contre le servage et le despotisme ; son talent oratoire remplit les amphithéâtres. B. N. Čičerin, historien du droit, est partisan de la monarchie constitutionnelle. Il fonde « l'école étatique » (*gosudarstvennaja škola*). Distincte des slavophiles, des populistes et des marxistes, elle fait de l'État et de son action la principale force motrice de l'histoire. Tout en soulignant les différences entre Russie et Occident, elle cherche les lois communes du développement historique. S. M. Solov'ev, recteur de l'université de Moscou entre 1871 et 1877 et auteur d'une *Histoire de la Russie depuis les temps les plus anciens* (1851-1879, en 29 tomes) en est le plus brillant représentant. Patriote, il peint la Russie comme le rempart de l'Europe contre l'Asie, son peuple comme le protagoniste de la lutte victorieuse de la forêt contre la steppe, mais critique les excès chauvins de l'historiographie officielle. Croyant sincère, il fustige l'orthodoxie établie. Son libéralisme modéré se révèle dans l'appréciation qu'il donne de l'évolution historique : « Les changements dans les formes du gouvernement doivent émaner des gouvernements eux-mêmes et ne doivent pas être arrachés par les peuples aux gouvernements par le biais de révoltes. » Les slavophiles rejettent l'homme et son œuvre qui est pourtant une mine d'information sur la Russie ancienne. Selon Xomjakov, « Solov'ev ne raconte pas l'histoire de la Russie, pas même l'histoire de l'État russe, mais seulement l'histoire de l'appareil d'État [*gosudarstvennost'*] en Russie. » Pour Aksakov, « dans l'*Histoire de la Russie*, l'auteur n'a omis qu'une chose, le peuple russe ». Les marxistes le dédaigneront tout autant et il n'est intégralement réédité que sous la perestroïka. L'un des derniers représentants de l'école de l'État est P. N. Miljukov, historien, mais aussi organisateur du parti KD, qui sera quelques mois ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, avant d'être contraint d'émigrer.

Le courant libéral trouve un terrain d'action dans le zemstvo, même après la contre-réforme de 1889. Une grande partie des élus nobles se dévoue sincèrement à l'intérêt commun et défend l'autogestion locale. Les initiatives pour améliorer les infrastructures conduisent à l'apparition d'une intelligentsia rurale d'agronomes, d'ingénieurs, de médecins ou d'instituteurs. Issus de la génération des fils, mais s'inscrivant dans une démarche légaliste, ils donnent au libéralisme de nouvelles tendances, plus démocratiques. A. I. Šingarev, médecin de formation, s'affirme dans l'administration des zemstvos puis en tant que publiciste. En effet, les thèses des libéraux s'expriment dans des revues comme *Le Messager de l'Europe* (*Vestnik Evropy* seconde époque[1202], fondé en 1866), *La Richesse russe* (*Russkoe bogatstvo*, 1875), *Le Droit* (*Pravo*, 1898). L'organe slavophile *La Pensée russe* (*Russkaja mysl'*, 1880) prend aussi, à partir de 1885, une orientation libérale. La société *Conversation* (*Beseda*, 1899) défend les intérêts du zemstvo et tente d'élargir l'espace de ses libertés. Le couronnement logique de cette montée en puissance serait la réunion en congrès national des responsables du zemstvo, mais la première expérience, autorisée avec réticence en 1896, demeure sans lendemain jusqu'en 1903. Frustrée dans ses attentes, une partie des libéraux cherche à s'exprimer depuis l'étranger. La revue *Libération* (*Osvobožděnie*, 1902-1905) devient leur porte-voix.

Les revers de la guerre russo-japonaise ouvrent la voie à une véritable expression politique. Moins d'un an sépare la « réunion privée des agents du zemstvo » (6-9 novembre 1904) de la formation du parti KD (octobre 1905), qui revendique un régime constitutionnel, les libertés fondamentales reconnues dans les autres pays européens, tout en défendant la propriété privée. Il pense incarner une relève, capable de conduire la Russie à une nouvelle étape de son développement, mais va à l'encontre des vœux de l'écrasante majorité des paysans. En pointe dans la première Douma (153 députés), il perd déjà du terrain dans la deuxième (98 députés). Quand Stolypin leur propose son programme « bonapartiste » de destruction du *mir*, les KD sont pris entre deux feux : la privatisation de l'agriculture est ce qu'ils

veulent, mais le gouvernement autoritaire du président du Conseil leur déplaît. Ils sont d'accord avec d'autres partis pour demander plus de libertés, mais non l'abolition de la propriété privée. Réduits encore de moitié dans la troisième et la quatrième Douma (54 et 59 députés), ils ne seront pas la force motrice du gouvernement provisoire. Leur chef de file, P. Miljukov, ne garde le portefeuille des Affaires étrangères que deux mois (2 mars-1er mai 1917). A. Šingarev, qui a siégé dans la deuxième, la troisième et la quatrième Douma, devient ministre de l'Agriculture en mars. En mai, il passe aux Finances, mais il se retire le 2 juillet, son parti refusant les pourparlers avec la Rada ukrainienne. Sitôt après la révolution d'Octobre, le parti est inscrit sur la liste des ennemis du peuple. Šingarev est arrêté et sera expéditivement fusillé le 7/20 janvier 1918. Miljukov est élu à la Constituante, mais ne participe pas à son unique séance : il s'est déjà réfugié dans le Don. Il émigre en novembre 1918 et meurt en France, le 31 mars 1943.

3. Slavophiles, orthodoxes et populistes

La famille de pensée qui entend redécouvrir, défendre et illustrer l'identité nationale, indépendamment de la « *narodnost'* officielle », apparaît en même temps qu'elle, dans les années 1830. Rétroactivement, elle dira être née en 1812, de la « guerre patriotique », tout comme le *Volkstum* germanique se cristallise pendant le *Volkskrieg* (1806-1813). L'idéologie slavophile se diversifie dès le milieu du siècle, avec des avatars politiques que sont le panslavisme ou le populisme et des mouvances spirituelles qui sont autant de branches sur l'arbre de l'orthodoxie.

Slavophiles et panslaves

Le courant slavophile définit ses bases théoriques entre 1832 et 1839, principalement à Moscou, dans les cercles d'A. S. Xomjakov et I. V. Kireevskij. En 1839, le premier diffuse en copies manuscrites *L'Ancien et le Nouveau*(*O starom i novom*) et le second, par la même voie, *En réponse à Xomjakov* (*V otvet A. S. Xomjakovu*) [1203]. Ils ne renient pas en bloc la culture occidentale, surtout I. Kireevskij, diplômé de

l'université de Berlin, mais dénoncent comme une impasse la civilisation laïcisée, rationaliste et individualiste, issue des Lumières et lui opposent un idéal de fraternité dont l'orthodoxie fournit le cadre spirituel et le *mir* le substrat matériel. Xomjakov insiste sur l'essence spirituelle collective, supérieure à l'existence charnelle individuelle, dont la Russie est l'exemple le plus achevé parce qu'elle s'est le moins laissé abuser par la pseudo-raison. Cette approche intuitive, plutôt que cognitive, cette « science vitale » qu'il préconise contre les sciences politiques et sociales trouve un résumé dans le célèbre quatrain composé en 1858 par F. I. Tjutčev, d'après lequel la Russie (comme Dieu) est inconnaissable et incommensurable, on peut seulement croire en elle [1204]. Les idées des fondateurs sont partagées et propagées par les frères Aksakov, ainsi que par A. I. Košelev.

Les premiers slavophiles ne prétendent pas avoir de vues politiques. Ils opposent les communes rurales, fondées sur des « rapports organiques », à la construction étatique, artificielle et importée, ce qui entraîne une inversion de perspective. L'œuvre de Pierre le Grand est une interruption néfaste du développement physiologique de l'organisme russe et ce que les occidentalistes dénoncent comme le retard russe est à leurs yeux une avance spirituelle, un gage d'évolution harmonieuse. S'adressant à Alexandre II, en 1855, K. Aksakov n'est pas loin de Bakunin : « Ce peuple est apolitique [*negosudarstvennyj*], il ne cherche pas à participer au gouvernement, ne souhaite pas limiter par des conventions le pouvoir gouvernemental, bref ne renferme aucun élément politique, et par conséquent pas le moindre germe de révolution ou d'ordre constitutionnel. » Mais, plutôt que le renversement de l'ordre établi, Aksakov propose un compromis historique : « Au gouvernement – la liberté illimitée de gouverner, qui appartient à lui seul ; au peuple – l'entière liberté de vie extérieure et intérieure, protégée par le gouvernement. Au gouvernement – le droit d'action, et donc de législation ; au peuple – le droit d'opinion et donc de parole [1205]. »

Les slavophiles influent sur les orientations de la réforme de 1861. I. Aksakov écrit dans *Rus'* et *Russkaja beseda* ; Košelev y collabore également, mais aussi à *Sel'skoe blagoustrojstvo*

qui concerne plus directement la vie agricole. L'élaboration du statut des paysans doit beaucoup à deux officiels slavophiles. Ju. F. Samarin fait adopter le principe de dévolution des terres à la communauté plutôt qu'aux individus. Le prince V. A. Čerkasskij le soutient, puis inspire l'émancipation des paysans biélorusses et ukrainiens en 1864, la réforme municipale de 1870. À partir de 1877, il conseillera le jeune gouvernement bulgare.

Les horizons des slavophiles ne se limitent pas à la Russie. L'éphémère Société des Slaves unis, comprise dans la nébuleuse décembriste, est la première à proposer une entente harmonieuse entre peuples slaves, sans hégémonie d'un quelconque grand frère [1206]. La Société Cyrille et Méthode (*Kirillo-Mefodievskoe Obščestvo*), fondée en 1846 à Kiev, préconise l'abolition du servage et la constitution d'une fédération slave. Ses membres sont dénoncés en avril 1847 et le plus subversif, le poète T. G. Ševčenko est versé dans l'armée comme simple soldat, « avec interdiction d'écrire et de peindre ». Nicolas Ier voit autrement les relations entre Slaves et ses visées sont suffisamment claires pour être comprises à l'étranger. En 1847, C. Robert, deuxième titulaire de la chaire de littérature slave au Collège de France, publie un essai intitulé *Les Deux Panslavismes* où il oppose un panslavisme idéal [1207], qui laisserait s'épanouir librement toutes les nations slaves, au panslavisme russe, de type impérialiste.

Après l'écrasement de la révolution hongroise par les troupes russes et plus encore lors de la crise qui débouche sur la guerre de Crimée, une partie des slavophiles soutient le tsar et présente sa politique étrangère comme une croisade de libération des peuples slaves et orthodoxes qui doit mener à la reconquête de Constantinople, voire de la Terre sainte. Tjutčev esquisse en 1849 un traité en français, intitulé *La Russie et l'Occident*, dans lequel il déclare : « Le panslavisme réel est dans les masses. Il se révèle au contact du soldat russe et du premier paysan slave venu, slovaque, serbe, bulgare etc., même magyare… Ils sont tous solidaires vis-à-vis du *nemec* [l'Allemand]. Le panslavisme est encore ceci : pas de nationalité politique possible pour les Slaves en dehors de la Russie. » Reprenant la vieille *Révélation* de Méthode de

Patare, il annonce le « Cinquième Empire », définitif, l'Empire chrétien : « L'Église orthodoxe en est l'âme, la race slave en est le corps. Si la Russie n'aboutissait pas à l'empire, elle avorterait [1208]. »

La chute de Sébastopol et l'empire libéral d'Alexandre II calment ces ardeurs, mais les feux sont mal éteints. En 1867, I. Aksakov et l'historien Pogodin organisent à Moscou un congrès panslave fortement marqué par le messianisme officiel. Deux ans plus tard paraît *La Russie et l'Europe* de N. Ja. Danilevskij, qui reprend, en les outrant, les thèses de Xomjakov et de Kireevskij. Il défend la singularité et la supériorité du « type slave », fondé sur le christianisme orthodoxe, seul porteur d'avenir pour l'humanité, en soulignant que la Russie n'appartient pas à l'Europe. En 1877-1878, I. Aksakovtrouve des accents semblables au Tjutčev de 1849 pour dépeindre la guerre russo-turque. A. Suvorin, qui a pris la direction de *Novoe vremja* en 1876, en fait un journal de masse, favorable à l'intervention russe dans les Balkans.

Le courant slavophile suscite et encourage les développements de la slavistique (*slavjanovedenie*) et de l'ethnologie russe. Le frère d'I. Kireevskij, Petr, consacre son existence à la collecte des chansons folkloriques, non sans éveiller les soupçons de la police ; ses recueils ne sont édités qu'après sa mort et leur parution s'étend au-delà de 1917 [1209]. Grâce à son *Dictionnaire raisonné de la langue grand-russienne vivante*, V. I. Dal' devient membre honoraire de l'Académie des sciences, mais ses *Proverbes du peuple russe* sont expurgés de leur matériau jugé licencieux ou séditieux [1210]. On redécouvre les images d'Épinal russes, la gravure sur bois appelée *lubok* [1211]. La littérature populaire de masse est encore dans son enfance, car la Russie commence seulement à apprendre à lire, mais on voit paraître entre 1860 et 1920 des récits d'aventures où s'impose, parmi d'autres héros, Van'ka Kain, authentique bandit de l'époque d'Élisabeth, qui a déjà fait l'objet de biographies sous Catherine II [1212].

Dans ce XIXe siècle où la littérature acquiert définitivement ses lettres de noblesse, des écrivains contribuent à la pensée ou

à l'esthétique slavophile. La pièce d'A. S. Griboedov, *Le Malheur d'avoir trop d'esprit* (*Gore ot uma*), écrite en 1822-1824 et jouée pour la première fois en 1831 [1213], demande : « Pourrons-nous nous délivrer un jour de la tyrannie des modes étrangères ? » Nombre de répliques deviennent proverbiales. Pouchkine est aussi dandy que Brummell, cultive la mémoire des décembristes et se moque des puristes qui veulent chasser du russe les mots « pantalon, frac et gilet », mais ses vers, si difficiles à traduire, sa peinture des caractères russes, son goût des contes populaires et même les outrances d'*Aux calomniateurs de la Russie* le rangent du côté des slavophiles. Les pièces d'Ostrovskij, souvent en délicatesse avec la censure, sont malgré tout reconnues comme des études de mœurs parfaitement justes. L'œuvre de Dostoïevski est trop complexe pour être assimilée à un seul courant, mais est tout entière habitée par la quête de la russité, dans la veine sociale, avec *Les Pauvres Gens* (1846), ou mystique, avec *Les Frères Karamazov* (1880). Son *Journal d'un écrivain* (1873-1881) discute, souvent favorablement, les thèses du messianisme slave et en particulier le livre de Danilevskij.

Le renouveau orthodoxe

Le courant « orthodoxe libéral » est minoritaire, mais doté d'idées fécondes. Parallèlement, les formes de dévotion telles que le pèlerinage et la cure d'âme prennent une nouvelle vigueur ; le starets acquiert une renommée mondiale, grâce à la littérature. Les écrivains font une place importante aux questions religieuses, voire théologiques, contrairement à leurs prédécesseurs du siècle des Lumières. Ce renouveau ne met pas fin pour autant aux dissidences. Malgré la persistance des persécutions, le XIXe siècle voit prospérer en Russie les mouvances issues de la vieille foi et diverses sectes.

La tendance libérale au sein de l'orthodoxie essaie, sans rompre avec les autorités, d'offrir un accès plus immédiat et plus personnel à la religion. Elle soutient l'émancipation. Sous l'influence de la Bible Society, la Société biblique russe (*Rossijskoe biblejskoe obščestvo*), fondée en 1814 [1214], se donne pour mission de propager le message biblique dans toutes les langues de l'Empire et de favoriser la catéchèse en langue vernaculaire, mais est combattue au Synode et auprès

de l'empereur. Les conservateurs l'accusent de désacraliser le slavon et s'opposent à toute traduction en russe moderne qui encouragerait la libre-pensée. Peu après la condamnation des décembristes, Nicolas Ier ferme la Société biblique. La Bible en russe ne paraît qu'en 1876 et n'est donc accessible que pendant une quarantaine d'années, avant que la perestroïka permette à nouveau sa diffusion.

La personnalité la plus marquante de la mouvance libérale au sein de l'Église est le métropolite Philarète (V. M. Drozdov). Métropolite de Moscou depuis 1821, il est souvent contrarié dans ses initiatives. Il est l'un des principaux animateurs de la Société biblique russe, noue des contacts avec des jésuites et des vieux-croyants. En 1823, il compose un *Catéchisme* en russe où il tempère les outrances de celui de Théophane Prokopovyč (1720) qui prônait la soumission totale au pouvoir temporel. Mais, après la fermeture de la Société biblique, toutes les éditions du catéchisme seront en slavon. C'est encore lui qui rédige le manifeste du 19 février 1861, lu en chaire dans toutes les églises de l'Empire russe, pour annoncer aux paysans leur émancipation. On peut ajouter au crédit du courant « libéral orthodoxe » l'œuvre de conversion des autochtones de Sibérie, même si elle n'est pas exempte d'arrière-pensées russificatrices. La Société missionnaire russe (1865) forme un clergé indigène, ce qui demande parfois des adaptations créatives du cérémonial [1215]. Des penseurs, comme Berdjaev et même des clercs, comme P. A. Florenskij, rêvent d'une synthèse entre recherche scientifique, christianisme et communisme. Au moment où éclate la révolution de 1917, une partie de l'Église y voit une occasion de se régénérer et de s'émanciper de la tutelle de l'État.

Le spectacle de la dévotion russe de toujours, les foules de pèlerins et leur « effervescence de piété déréglée » impressionnent les voyageurs comme X. Marmier. Désormais, les intellectuels eux aussi l'apprécient au lieu de le dénigrer : ils se mêlent aux foules lors d'une fête, admirent les errants (*stranniki*), qui inquiètent souvent la police [1216]. Dans chaque région, il existe au moins une icône à laquelle on prête des vertus miraculeuses. Elle est vénérée dans son église ou est aussi portée en processions solennelles, comme le montrent le

tableau de I. Repin, *La Procession du gouvernement de Kursk* (1880-1883), ou encore *À la rencontre de l'icône* (1878), de K. Savickij. Des sanctuaires attirent des pèlerins de tout le pays, comme les Grottes de Kiev ou la Trinité-Saint-Serge. Enfin, les Russes sont plus nombreux que jamais à visiter les centres traditionnels de la vie spirituelle, le mont Athos, Constantinople et la Terre sainte [1217]. Les autorités se méfient des épidémies de départ qui jettent sur les routes des centaines de fidèles, comme dans la région de Staryj-Oskol (gouvernement de Kursk), entre 1830 et 1850, en direction de l'Athos. Mais elles encouragent aussi cette ferveur, afin de mieux se poser en protectrices des orthodoxes et des Lieux saints. En 1829, des moines sont officiellement envoyés au mont Athos, afin de renouveler une présence presque réduite à néant depuis Pierre le Grand : vers 1900 il y a soixante et onze implantations russes sur la montagne sainte. En 1849, la Mission spirituelle russe ouvre ses portes à Jérusalem ; elle se développe en un bloc compact de bâtiments, tandis que surgit sur le mont des Oliviers l'église Sainte-Marie-Madeleine, bâtie sur le modèle de l'abbatiale du monastère Saint-Hypace de Kostroma (1888).

La Société orthodoxe impériale de Palestine, fondée en 1882, patronne l'édition scientifique des anciens récits de pèlerins, classiques méconnus de la littérature médiévale. Des textes contemporains, mettant en scène un pèlerin et son confesseur, rencontrent un grand succès. Publiés à Kazan, en 1870, puis réédités en 1881, ils sont rapidement traduits en plusieurs langues, y compris le français [1218]. Face au pèlerin se tient l'autre grande figure de la spiritualité, le starets [1219]. Au XIXe siècle, ce terme s'applique à un nombre restreint de personnes, en général des moines, forts d'une assez longue expérience, qui assument le charisme de la cure d'âme, principalement à destination des laïcs.

Le premier grand starets est Séraphin de Sarov (P. Mošnin). Fils d'un marchand de Kursk, il entre en 1779 à l'ermitage de Sarov (gouvernement de Tambov) où il est ordonné prêtre. En 1786, il reçoit des stigmates. Il accomplit ensuite la plupart des exploits ascétiques (*podvigi*). En 1794, il part vivre en ermite (*pustynnik*, *otšel'nik*) dans la forêt où il subit des attaques de

brigands et s'impose des privations. De 1802 à 1805, il devient un silencieux (*molčal'nik*), puis regagne son monastère, où entre 1810 et 1825, il vit en reclus (*zatvornik*), dans sa cellule ; la Vierge lui apparaît alors. Au soir de sa vie, il s'ouvre à tous ceux qui lui rendent visite, manifestant des dons de guérisseur et de guide spirituel. Il fait l'objet d'une vénération locale qui lui vaut d'être canonisé en 1903, à la demande expresse de Nicolas II.

Les plus célèbres starets sont ceux de l'ermitage d'Optino (gouvernement de Kaluga), dédié à la Présentation au Temple [1220]. Fondée au XIVe siècle, la communauté devient illustre par la renommée de son premier maître spirituel, Leonid (Nagolkin). Employé de négoce, il prend l'habit à 30 ans, devient prêtre, puis abbé. En 1829, il fonde un ermitage à proximité d'Optino et place sa propre cellule hors de l'enclos, afin que même les femmes puissent venir le consulter. Il plaît aux gens du peuple, par sa carrure impressionnante, ses exploits ascétiques et sa langue simple qui emploie dictons et proverbes. Son successeur, Macaire (Ivanov), venu en 1834 à Optino, est un érudit, qui attire les intellectuels, comme Philarète, Kireevskij, Gogol ou Xomjakov, avec lesquels il correspond [1221]. Il suscite même la vocation d'un officier de la Garde impériale, L. A. Kavelin [1222]. Désireux de diffuser la théologie et la patristique grecque, il fait éditer des traductions slavonnes de Pères du désert, de mystiques studites ou athonites à partir de manuscrits des bibliothèques monastiques. Macaire sert de modèle à Dostoïevski pour le starets Zosime des *Frères Karamazov* (1879-1880). À son époque, Optino est qualifié de « rempart contre le matérialisme ». Ambroise (Grenkov) remplit le ministère de starets entre 1874 et 1891. Né dans le diocèse de Tambov, fils de chantre, il exerce la profession d'instituteur, puis rejoint Optino en 1840. Malgré une santé fragile qui le contraint souvent à s'aliter, il collabore à des traductions du grec et poursuit le dialogue avec les intellectuels. Dostoïevski lui rend visite en 1878 et il exerce une grande influence sur les deux théologiens laïques de la fin du siècle. V. S. Solov'ev, fils de l'historien occidentaliste, soutient en 1874, à l'université de Pétersbourg, une thèse intitulée *La Crise de la philosophie*

occidentale. Il visite Optino en 1878, avec Dostoïevski, mais s'intéresse aussi au spiritisme et voyage en Égypte. Il élabore le concept de « théanthropie » (ou « déihumanité »), aux accents œcuméniques. L'Église universelle qu'il recherche ne s'identifie pas exclusivement à l'orthodoxie. Elle est fondée sur la sainte Trinité et la Sophia, incarnation de l'éternel féminin. Il rêve de réaliser le royaume de Dieu sur terre en unissant le pouvoir spirituel du pape et le pouvoir temporel du tsar. Respectueux de l'autorité impériale, il condamne l'attentat du 1er mars 1881, mais exhorte Alexandre III à pardonner aux meurtriers. Il exerce une forte influence sur les idéalistes et les symbolistes. K. N. Leont'ev est médecin pendant la guerre de Crimée, puis consul à Istanbul, de 1863 à 1873, époque où il visite le mont Athos. À partir de 1875, il vit près d'Optino. Il critique l'embourgeoisement (*omeščanivanie*). Slavophile tardif, il étudie la spiritualité byzantine et orientale et cherche à définir les rapports entre esthétique et religion. Il renouvelle, de manière plus sophistiquée, l'idée qu'Optino est le meilleur rempart contre le matérialisme : « Seule la poésie de la religion peut chasser la poésie de l'immoralité artistique chez l'homme à l'imagination largement développée [1223]. »

Les starets d'Optino semblent réconcilier l'intelligentsia et du peuple, sans perdre la considération des autorités. Pourtant la frontière est fragile entre pratique extrême de la dévotion, forcément très personnalisée, et dissidence religieuse. Les athlètes de la foi (*podvižniki*), comme les quêteurs de droiture (*pravdoiskateli*) qui refusent tout écart entre les principes chrétiens et la vie réelle, ou les fols-en-Christ (*jurodivye*) qui rejettent toute hypocrisie, sont une menace de subversion d'autant plus grave qu'ils commandent un respect instinctif. Les limites sont très vite considérées comme dépassées dès qu'un cercle ou une communauté entend pratiquer la religion selon sa propre conscience. Au premier rang de la dissidence religieuse se situe la mouvance, déjà fort diversifiée, des vieux-croyants. En outre, issus de l'ancienne foi, ou bien d'influences protestantes, ou encore d'une combinaison des deux, fleurissent des courants dissidents presque aussi nombreux qu'aux États-Unis. Leur extrémisme, dans la

continence ou dans la débauche, provoque un mélange de fascination et de répulsion ; on peut se demander si les conformistes ne projettent pas certains de leurs fantasmes sur les sectaires, car souvent leur pratique religieuse n'est connue que par on-dit. Au cœur de leur démarche on trouve en général le refus de risquer son salut en se compromettant avec le monde, le rejet d'obligations cultuelles ou sociales en contradiction avec la lettre de l'Évangile [1224].

Au XIXe siècle, on se met à appeler vieux-croyants (*staroobrjadcy*) ceux qui jusqu'alors étaient des schismatiques (*raskol'niki*). Ils bénéficient d'une relative douceur à partir de l'avènement d'Alexandre II, mais pas d'une véritable liberté de culte, car l'on craint que leur nombre (estimé à neuf ou dix millions en 1860, mais ne dépassant en réalité pas deux millions) n'augmente encore et qu'ils ne débauchent un tiers, ou même la moitié des fidèles de l'Église orthodoxe. C'est en 1905 que leur culte est reconnu [1225]. Qu'ils soient « presbytériens », ou « non presbytériens », ils vivent en communautés fermées, dirigées par de riches marchands. Leur patrimoine littéraire, musical et artistique, resté clandestin pendant deux siècles, est redécouvert. En 1858, les premiers travaux scientifiques sur l'archiprêtre Avvakum sont autorisés. Son autobiographie, éditée en 1861, suscite un vif intérêt chez des personnalités aussi diverses que Tolstoï, Dostoïevski, Leskov, Turgenev ou Černyševskij. Le rythme des publications augmente après 1875 et les vieux-croyants inspirent des écrivains, comme Leskov : *Le Vagabond ensorcelé* (*Očarovannyj strannik*, 1873), ou *L'Ange scellé* (*Zapečatlennyj angel*, 1873). Un de leurs anciens persécuteurs, A. Mel'nikov-Pečerskij, leur consacre les romans-fleuves *Dans les forêts* et *Sur les collines* (*V lesax*, *Na gorax*, 1871-1881). V. I. Surikov fait sensation avec l'immense tableau *La Boyarine Morozova* (1884-1887) qui montre son héroïne partant en exil en faisant le signe de croix à deux doigts devant une foule de petites gens tout acquise. G. Mjasoedov peint *Le Bûcher d'Avvakum* (1897). Mais l'œuvre la plus monumentale est la *Khovanchtchina* de Musorgskij (1886) [1226], opéra national sur le schisme entre le peuple attaché à la vieille foi,

jusqu'au suicide collectif, et les élites qui ont renié leur identité pour se tourner vers l'ouest.

Le catalogage des « sectes » (selon la terminologie officielle) est pris très au sérieux par les autorités qui leur attribuent des degrés de nuisance divers, en une sorte de *Table des rangs* confidentielle. Les athlètes de l'Esprit (*Duxobory*), apparus au milieu du XVIIIe siècle, dans les régions de Kharkov, puis de Tambov, semble-t-il sous l'influence de quakers étrangers, affirment que Dieu est en chaque croyant, la Trinité étant une métaphore (le Père est la mémoire, le Fils est l'entendement, l'Esprit est la volonté). Le Christ historique n'était qu'un homme parmi les autres, et l'Église, avec le clergé, les fêtes et les sacrements, n'a pas de raison d'être. Leurs communautés sont réputées pour leur honnêteté et leur tempérance, mais leur insoumission au service militaire les expose à de sévères poursuites, entre 1793 et 1800 et en 1837. Déplacés au Caucase, la plupart optent pour l'émigration au Canada en 1898. Les buveurs de lait (*Molokane*) refusent, eux aussi, les prêtres et les sacrements, le serment et le service militaire. Ils élisent des starets qui dirigent la communauté. Leur surnom vient de ce qu'ils boivent du lait pendant les périodes de jeûne [1227]. Les flagellants (*Xlysty*), appelés aussi adeptes du Christ (*Xristovovery*), croient que les meilleurs d'entre eux peuvent entrer en communion directe avec le Saint-Esprit, devenir un Christ ou une Mère de Dieu. On les trouve dans la région de Tambov, en Sibérie, au Caucase. On prétend que pour atteindre l'extase ils se flagellent et s'adonnent à la débauche. Les sauteurs (*Skakuny*) ont la même réputation : ils entreraient en transe grâce à des rondes effrénées [1228]. Les castrats (*Skopcy*), ou blanches colombes (*Belye golubi*), sont adeptes, au contraire, de la castration, au moins pour leurs « parfaits ». Grâce au legs d'adeptes fortunés, la secte est réputée très riche, elle ne disparaît qu'au début de la période soviétique, victime de poursuites féroces [1229].

Chez Tolstoï, on sépare souvent les œuvres littéraires des essais sur les questions sociales et morales, mais l'auteur lui-même, surtout sur la fin de sa vie, récuse toute division de la conscience et entend vivre et créer en conformité avec ses

convictions. Il est donc le théâtre d'un combat permanent entre le rationalisme, voire le scepticisme, et la tyrannie de l'éthique qui fait de lui le martyr de ses propres idées. Ses questionnements, mais surtout son talent littéraire, lui donnent une audience particulièrement large. Tolstoï refuse les compromis entre la foi et les réalités sociales, cherche à dispenser une éducation et un art accessibles, utiles et sincères. Il combat l'hédonisme et le matérialisme de la culture occidentale, en particulier après son voyage à l'étranger, en 1856, à la suite duquel il écrit le récit *Lucerne* (1857-1858). Mais il se montre sans complaisance vis-à-vis des institutions russes et des enthousiasmes panslavistes. La mort devient très présente dans son œuvre après 1860, date à laquelle il perd son frère aîné. Après son mariage, en 1862, avec S. Bers, la réflexion sur la famille et la pédagogie passe au premier plan : il prône d'abord l'anarchisme pédagogique, avant d'en revenir à la transmission des valeurs morales. Au cours de ses expériences, il édite une petite revue portant le nom de son domaine, *Jasnaja Poljana* (1861-1863), et fait lui-même la classe (janvier-avril 1872). Trois œuvres-clés marquent l'évolution de sa pensée morale. Sa *Confession* (*Ispoved'*, 1879-1882) amorce son rapprochement avec la religion populaire, son abandon d'une vision séculière au profit de l'humilité chrétienne qui s'achève avec *Le royaume des cieux est en vous* (*Carstvo Božie vnutri vas*, 1891-1893), et *Qu'est-ce que l'art ?* (*Čto takoe iskusstvo ?*, 1897). Il conclut que l'essence de la vie n'est pas l'être particulier de l'homme, mais Dieu contenu dans l'homme et Dieu n'est rien d'autre que le désir du bien. Pour s'unir à la « conscience universelle », chacun doit cultiver ce qu'il a de Dieu en lui et rechercher le bien absolu, sans compromis. Ces prémices aboutissent à une série de rejets qu'on retrouve chez les sectaires : la divinité du Christ (tout en affirmant la validité des préceptes de l'Évangile), la résurrection de l'âme individuelle (mais il croit à l'immortalité de la vie spirituelle, de l'humanité en tant que conscience collective), les institutions religieuses ou politiques qui vont à l'encontre de la Bonne Nouvelle comme la peine de mort, la police, les prisons, le service militaire, la propriété privée et même la famille. L'une des contradictions vient de son aisance et de ses droits d'auteur. Il les abandonne à

plusieurs reprises, entre autres en juillet 1898, où il publie *Résurrection* et *Le Père Serge*, pour aider les *Duxobory* à s'installer au Canada. Il rejette enfin la science, la culture et l'art modernes qui ne placent pas l'éthique à la base de leurs préoccupations. Pour lui, « l'art authentique » doit se préoccuper des grandes questions et demeurer intelligible à tous. Il faut se détourner de la beauté inaccessible, même de Shakespeare, de Beethoven, ou de Goethe. Le principe majeur est celui de la non-résistance au mal, car recourir à la violence au nom du bien est antinomique. Ce dernier enseignement est peut-être le plus important legs de Tolstoï au XXe siècle, il a en particulier influencé Gandhi. Malgré son rejet de l'Église, il effectue trois visites à Optino et lors de sa fuite finale, cherche à rencontrer le starets Joseph, successeur d'Ambroise. Ne le trouvant pas, il regagne la gare d'Ostapovo où il meurt, le 7/20 novembre 1910.

Tolstoï ne se considère jamais comme un guide infaillible, mais sa notoriété en fait l'équivalent d'un Voltaire, donnant une résonance énorme à ses prises de position et à ses démêlés avec les autorités. En 1862, la police perquisitionne à Jasnaja Poljana. En juillet 1877, la dernière partie d'*Anna Karenine*, jugée désinvolte envers l'effort de guerre dans les Balkans, est refusée par le *Messager russe* et ne paraît qu'en édition séparée. Plusieurs autres œuvres ne sont pas autorisées, tandis que la *Sonate à Kreutzer* suscite un tollé chez les conservateurs. À partir de 1897 et jusqu'en 1907, V. G. Čertkov publie à l'étranger les œuvres interdites de Tolstoï, en même temps que la revue *Parole libre* (*Svobodnoe slovo*). L'excommunication de Tolstoï, le 24 février 1901, provoque des manifestations de protestation à Moscou. Un mouvement tolstoïen (*tolstovstvo*, *tolstovščina*), des communautés s'organisent pour mettre en pratique son enseignement. Čertkov revient en Russie lors de la révolution et publie, à partir de 1928, la première édition complète des œuvres de Tolstoï, en 90 volumes ; les communautés tolstoïennes sont rapidement liquidées par le régime soviétique.

Le populisme

En 1861, conscients de l'atmosphère révolutionnaire qui règne dans les campagnes russes, certains membres de l'intelligentsia encouragent la subversion et tentent de s'adresser directement au peuple, d'où leur nom de populistes (*narodniki*) [1230]. Ils ont pour maîtres à penser trois théoriciens, d'orientation plutôt socialiste : Černyševskij, Herzen et Ogarev. Ce dernier publie, en juillet 1861, dans *Kolokol*, l'article *Que faut-il au peuple ?* (*Čto nužno narodu ?*). Sa réponse devient le nom du premier groupe populiste : Terre et Liberté (*Zemlja i volja*). Le destin des frères Serno-Solov'evič résume celui du mouvement dispersé par la répression des années 1863-1864 : Aleksandr émigre dès 1862 et adhère à la Ire Internationale en 1867. Nikolaj est condamné en 1864 à l'exil perpétuel en Sibérie.

P. Lavrov parvient à diffuser depuis son exil à Vologda ses *Lettres historiques* (*Istoričeskie pis'ma*, 1868-1869), qui renvoient à Čaadaev. Il s'enfuit à l'étranger en 1870, participe à la Commune de Paris, passe en Suisse où il anime les revues *En avant* (*Vpered*, 1873-1876), puis *Nouvelles de la Liberté du peuple* (*Vestnik Narodnoj Voli*, 1883-1886). Il est partisan d'une révolution faite par le peuple et non une minorité pensante et agissante. L'intelligentsia doit s'acquitter d'une dette envers les masses, en les formant afin de les amener au point où leur victoire sera sûre. Lavrov refuse les pertes inutiles, n'admettant la violence qu'au grand soir. P. N. Tkačev se signale comme polémiste dans les revues *Russkoe slovo*, puis *Delo* et est arrêté plusieurs fois avant d'émigrer en 1873. Il collabore à *Vpered*, se brouille avec Lavrov et fonde le *Tocsin* (*Nabat*, 1875-1881). Il réprouve les révoltes abortives, mais estime que la situation historique offre une opportunité unique : la révolution doit éclater au plus vite, avant que le *mir* ne soit démembré par le capitalisme naissant. Si on ne peut attendre que le peuple soit prêt, il faut un coup d'État et la dictature provisoire d'un groupe révolutionnaire.

De nouveaux cercles se constituent vers 1869, dont le plus important est celui de N. Čajkovskij et M. A. Natanson. En 1871, il fusionne avec celui de S. L. Perovskaja. Ensemble, ils lancent au cours de l'été 1874 la Marche au peuple (*Xoždenie v narod*) : quelques milliers d'étudiants revêtent la blouse

paysanne et vont enseigner ou prêcher la révolte dans les campagnes, là où se sont déroulées les grandes rébellions, sur la Volga et le Don, en Ukraine. Ils sont rapidement dénoncés par ceux qu'ils essaient d'aider et la police en arrête plus de quatre mille. Au printemps 1877, le « procès des 50 » juge les membres d'un groupe aux orientations similaires, dit des Moscovites, puis les principaux prévenus de la Marche au peuple comparaissent entre octobre 1877 et janvier 1878 lors du « procès des 193 », le plus grand procès politique de l'époque. N. Čajkovskij émigre.

En 1876, à Pétersbourg, *Zemlja i volja* renaît de ses cendres. Sa direction d'une trentaine de membres comprend Natanson et Perovskaja, mais aussi A. D. Mixajlov et G. V. Plexanov. Ce dernier lance, devant l'église Notre-Dame-de-Kazan, un appel au peuple ; la manifestation réunit deux cents à trois cents ouvriers. Le groupe s'adresse aussi aux citadins, en particulier aux étudiants et aux ouvriers, et aux persécutés, comme les vieux-croyants. À la campagne, il tente de sédentariser ses propagandistes, dans les emplois offerts par les *zemstvos*. Ainsi se créent des « colonies », principalement le long de la Volga, entre autres, à Saratov où Plexanov milite. Les fruits de cette action sont toutefois lents à venir. Natanson est arrêté en 1879 et passe dix ans en Sibérie. La même année, les radicaux décident d'accélérer la révolution par le terrorisme. C'est ainsi que naît la Liberté du peuple (*Narodnaja volja*), auquel s'affilient S. Perovskaja et A. Mixajlov. L'aile modérée du mouvement se regroupe dans Partage noir (*Černyj peredel*) qui poursuit le travail de fond auprès du peuple et condamne la surenchère terroriste. Mais Plexanov, qui a pris la tête de cette tendance, émigre en 1880 et trois ans plus tard, fonde un nouveau cercle, *Osvobožděnie truda*, d'inspiration marxiste cette fois.

Dans la décennie qui suit, les populistes restés en Russie sont plus prudents et légalistes. V. P. Voroncov publie *Le Destin du capitalisme en Russie* (1882) et *La Commune après les réformes* (1893). N. Daniel'son, qui a été un proche des *Čajkovcy*, traduit *Le Capital* en russe (1882-1883), qui n'est pas censuré, car jugé trop abscons. En 1893, il édite *Essais sur notre économie nationale après les réformes* (*Očerki našego*

poreformennogo obščestvenogo xozjajstva). D'abord sympathisant de *Narodnaja volja*, N. K. Mixajlovskij devient ensuite un des rédacteurs des *Otečestvennye zapiski*, puis de *Russkoe bogatstvo*. Tous trois prônent un socialisme paysan à la russe, et défendent donc la commune et les coopératives d'artisans, mais combattent l'industrialisation, car ils récusent le modèle capitaliste occidental. Ils proposent de transformer les usines indispensables en coopératives, d'élargir les libertés des paysans, d'alléger leurs charges fiscales, de faciliter leur accès au crédit et au progrès économique. Ils dénoncent aussi le manque de terre. Leur influence est aussi forte que celle des libéraux dans les *zemstvos*, mais ils n'envisagent pas d'action de masse, surtout violente. Mixajlovskij croit au charisme moral d'un « héros » susceptible de galvaniser et de persuader. Les marxistes, comme Plexanov ou Lénine, qualifient le populisme légal de « socialisme petit-bourgeois ».

À la fin du siècle, des cercles se constituent autour d'anciens militants de Terre et Liberté revenus d'exil, comme E. K. Breško-Breškovskaja. Le groupe de Kiev adopte en 1897 l'appellation de Parti socialiste-révolutionnaire (*Partija socialistov-revoljucionerov*), bientôt reprise à Moscou : les SR (*Èsery*) sont nés. Dès 1899, G. A. Geršuni, animateur du groupe de Minsk, le dote d'une organisation de combat et une partie du mouvement renoue avec l'action terroriste. Elle persistera au-delà de la révolution, jusqu'à l'attentat de F. Kaplan contre Lénine (30 août 1918). Les théoriciens du socialisme révolutionnaire sont V. M. Černov, A. R. Goc et N. D. Avksent'ev ; leur principal organe avant 1905 est *Revoljucionnaja Rossija*, publié clandestinement en Finlande. Ils reprennent le vieil idéal populiste, enrichi d'apports libéraux (suffrage universel, libertés publiques, régime républicain, autodétermination des nationalités) et teinté de marxisme (rôle éminent de la classe ouvrière, mais sans hégémonie sur les autres couches sociales). Les SR jouent un rôle de premier plan en 1905 où les paysans appliquent à la lettre dans plusieurs régions le « partage noir ». Breško-Breškovskaja y gagne le surnom de « grand-mère de la révolution russe ». N. Čajkovskij, qui a rejoint les SR en 1904, tente de leur fournir des armes et de déclencher une guerre de partisans dans l'Oural. Rentré en 1907, il reste en prison

jusqu'en 1910. Dans le second gouvernement provisoire, de mai 1917, Avksent'ev obtient l'Intérieur et Černov l'Agriculture. Le parti, même divisé entre SR de droite et de gauche, obtient une forte majorité à la Constituante dont Černov est élu président. Cependant, la révolution est ravie par les bolcheviks qui congédient l'assemblée et déciment les SR lors de la Terreur rouge, déclenchée le 5 septembre 1918. Breško-Breškovskaja émigre à la fin de 1918 ; Čajkovskij résiste à Arxangel'sk, mais doit partir en avril 1919 ; Černov est expulsé en août 1920. Goc lutte contre les bolcheviks dans la région de Samara, mais dépose les armes plutôt que de faire cause commune avec Kolčak. Arrêté en 1920, condamné à mort en 1922, sa peine est commuée en exil, sous la pression du mouvement socialiste international. Arrêté de nouveau en 1925 et en 1937, il est fusillé, probablement en 1940.

4. Socialistes et marxistes

Le corps de la doctrine marxiste se forme à partir de 1848, date à laquelle K. Marx et F. Engels rédigent le *Manifeste du parti communiste*. La Ire Internationale (Association internationale des travailleurs), fondée à Londres le 28 septembre 1864, adopte les théories de Marx qui publie en 1867 le premier tome du *Capital* [1231]. Sa traduction russe paraît en 1882-1883. C'est aussi en 1883 que Plexanov, en exil, rompt avec les populistes et devient le premier marxiste russe. Toutefois, c'est entre les révolutions de 1848 et l'émancipation de 1861 que le terme *socializm* et ses dérivés apparaissent dans la presse et que les ancêtres du mouvement socialiste se manifestent.

A. Herzen est le fils illégitime (« du cœur ») d'un aristocrate, I. A. Jakovlev. Il rencontre vers 1823 son *alter ego*, N. P. Ogarev. Tous deux jurent, en 1826 ou 1827, sur le mont des Moineaux, de venger les décembristes exécutés. Étudiant à l'université de Moscou, Herzen est d'abord un idéaliste hégélien, puis un matérialiste, mais en tout cas un occidentaliste [1232]. Il sympathise avec les révolutions française et polonaise de 1830. Arrêté en juillet 1834, il est condamné à six ans d'exil à Perm', puis Vjatka, où il travaille à la chancellerie du gouverneur. Il publie, sous le pseudonyme

d'Iskander, un article dans *Teleskop* (1836, n° 10). L'année suivante, il est autorisé à gagner Vladimir (1837), puis à revenir à Moscou où il se marie (mai 1838). Ogarev est en exil de 1834 à 1839. En mai 1840, Herzen gagne Pétersbourg où il se lie avec Belinskij, mais il est exilé à nouveau, à Novgorod, en juillet 1841. Son roman *Kto vinovat ?* (1841-1846), où il critique le servage, est remarqué. Après la mort de son père, il quitte la Russie, le 31 janvier/12 février 1847 pour ne plus y revenir. L'espoir que soulèvent les révolutions de 1848-1849 est cruellement déçu par le triomphe de la réaction. Seules la Suisse et la Grande-Bretagne offrent un asile précaire à la liberté de parole. L'Occident perd son unique avantage sur la Russie. Critique impitoyable de la bourgeoisie, Herzen exalte par contraste le paysan russe « avec son horreur pour la propriété territoriale ». À distance, il voit dans son pays la matrice de l'avenir : « La commune a sauvé l'homme du peuple de la barbarie mongole et du tsarisme civilisateur, des seigneurs vernis à l'européenne et de la bureaucratie allemande ; l'organisme communal a résisté, quoique fortement atteint, aux empiétements du pouvoir, il s'est heureusement conservé jusqu'au développement du socialisme en Europe [1233]. » En 1852, Herzen s'installe pour douze ans à Londres où il fonde l'Imprimerie russe libre (*Vol'naja russkaja tipografija*) ayant pour but de défendre l'abolition du servage. Il est rejoint en avril 1856 par Ogarev et tous deux animent les revues *Poljarnaja zvezda* (1855-1862), puis *Kolokol* (1857-1867) [1234]. D'abord pleine d'illusions lyriques sur les intentions d'Alexandre II, la voix de la *Cloche* demande haut et fort « la terre et la liberté ». La répression de la nouvelle insurrection polonaise et des révoltes paysannes russes consomme la rupture entre Herzen et le régime tsariste. Il s'intéresse à la Ire Internationale, mais c'est N. I. Utin, ancien membre du comité central de *Narodnaja volja*, condamné à mort par contumace, qui en organisera la section russe. Herzen meurt à Paris, le 11/23 janvier 1870. Mais son message a constamment circulé, sous le manteau, jusqu'en Russie.

M. V. Petraševskij se fait connaître en 1845 comme adepte des idées de C. Fourier prônant l'organisation de la société en « phalanstères », groupes de travail égalitaires qui ne sont pas

sans évoquer l'*artel'*. Il fait la propagande du fouriérisme sous couvert d'un *Dictionnaire de poche des mots étrangers introduits dans la langue russe* et anime un cercle, où l'on croise Saltykov-Ščedrin et Dostoïevski. À la fin de l'année 1848, l'idée germe de constituer une société secrète pour éduquer les masses et les gagner à la cause socialiste. Les autorités font un exemple en arrêtant les *Petraševcy* en avril 1849. Ils sont rapidement jugés et condamnés à mort. Le 22 décembre 1849/3 janvier 1850, on organise un simulacre d'exécution avant de leur annoncer que leur peine a été commuée : ils sont envoyés au bagne, au-delà du lac Baïkal. Dostoïevski y puise la matière de ses *Souvenirs de la maison des morts.* Il est autorisé à revenir à Pétersbourg en 1859 et professe des idées nettement plus conservatrices. Petraševskij est assigné à résidence à Irkutsk en 1856 et y meurt.

Černyševskij est fils d'un prêtre de Saratov ; il étudie à l'université de Pétersbourg, puis entre en 1854 à la rédaction du *Contemporain*, d'orientation réformiste. Il rédige en 1855 une étude *Sur les rapports esthétiques de l'art et de la réalité* où il prône un art réaliste et engagé. Le *Contemporain* se lance ensuite dans le débat sur l'abolition du servage, défendant la spécificité de l'organisation paysanne russe et critiquant le capitalisme occidental. Vite déçu par les atermoiements du pouvoir, Černyševskij collabore à la revue clandestine *Velikoruss* (1861-1863) et, probablement, à l'appel anonyme *Aux paysans asservis* (*Barskim krest'janam*) qui incite à la révolte. En 1862, il est emprisonné à la forteresse Pierre-et-Paul et le *Contemporain* est suspendu. L'année suivante, la revue publie *Que faire ?* (*Čto delat' ?*), que Černyševskij a rédigé en prison et qui devient la bible de la génération des fils et des filles [1235]. Son héroïne, Vera Pavlovna, échappe au sous-sol auquel on veut la confiner en contractant un mariage blanc avec l'étudiant que ses parents hébergent. Émancipée, elle met sur pied une coopérative de couturières qui partagent les fruits de leur labeur et bénéficient de leçons données par des bénévoles… En 1864, accusé d'avoir écrit des proclamations insurrectionnelles et correspondu avec Herzen, Černyševskij est condamné à l'exil en Sibérie. Il écrit encore un roman, intitulé *Prolog* (1867-1869). En 1883, il est autorisé à se fixer

à Astrakhan, puis à Saratov, où il meurt. Marx et Engels font grand cas de la pensée de Černyševskij, et Lénine l'apprécie au point d'intituler lui aussi l'un de ses ouvrages *Čto delat' ?* (1902).

V. V. Bervi-Flerovskij propage les méthodes d'analyse marxistes en Russie. Exilé en divers lieux entre 1863 et 1887, il fait néanmoins paraître *La Situation de la classe ouvrière en Russie* (1869), un *Abécédaire des sciences sociales* (1871) et plusieurs articles dans *Delo, Slovo,* et *Otečestvennye zapiski*. Le « poète-citoyen » Nekrasov publie ses vers dans *Sovremennik* et dans *Otečestvennye zapiski*, dont l'un des principaux rédacteurs, jusqu'à sa fermeture, en 1884, est M. E. Saltykov-Ščedrin, romancier satirique fortement marqué par le socialisme utopique de Fourier et Saint-Simon. L'école de peinture des ambulants (*Peredvižniki*, 1870-1893), qui a pour sujet de prédilection la réalité contemporaine, fait des portraits de l'intelligentsia et des gens du peuple, paysans, mais aussi ouvriers [1236]. V. Jakobi impressionne le salon de 1861 avec *La Halte des déportés* (*Prival arestantov* 1861) qui montre une troupe hagarde en route vers la Sibérie. N. Jarošenko peint successivement *Le Détenu* (1878), *La Terroriste* (1881) et *La vie est partout* (1888). I. Levitan représente la morne ligne droite de la *Vladimirka* (1892), la route de l'exil. I. Repin compose des toiles qui deviendront emblématiques : *L'Arrestation du propagandiste* (1880-1892), *Le Refus de la confession* (1879-1885) et *On ne l'attendait pas* (1884-1888) [1237].

Le premier groupe marxiste Émancipation du travail (*Osvobožđenie truda*) naît en 1883, en exil. Plexanov y est bientôt rejoint par V. Zasulič et P. B. Aksel'rod. Pour expliquer sa rupture avec le populisme, il rédige *Socialisme et lutte politique* (1883), ainsi que *Nos désaccords* (1885). Le capitalisme a pris pied en Russie et la commune paysanne est conservatrice : la mutation socialiste viendra donc du prolétariat. Il faut populariser la pensée marxiste : une collection de traductions, « Bibliothèque du socialisme contemporain », est lancée. On doit aussi approfondir l'étude de la classe ouvrière et de son potentiel révolutionnaire. Marx et Engels pensaient que la société russe pourrait suivre une

voie particulière, mais après 1891-1892, comme la famine et les épidémies ne provoquent pas le soulèvement paysan attendu, le schéma d'une révolution prolétarienne devient le plus convaincant. Plexanov affine ses théories en 1895, dans un ouvrage dirigé contre le populiste V. Voroncov : *À propos du développement des conceptions monistes en histoire.*

Ses idées trouvent leur premier écho dès 1883 : à Pétersbourg, l'étudiant bulgare D. Blagoev fonde un Parti social-démocrate russe et lance la revue *L'Ouvrier* (*Rabočij*). Il est expulsé dès 1885, mais trois milieux se montrent réceptifs aux idées marxistes : les étudiants, les juifs et les ouvriers. Les Polonais sont plus avancés encore dans la mobilisation (le parti Proletariat naît en 1882), mais ils conservent leur autonomie. P. B. Struve publie en 1894 des *Notes critiques sur le développement économique de la Russie* où il affirme que dans la société agraire russe, le développement capitaliste est un élément de progrès. Ju. O. Cederbaum, dit Martov, étudie deux ans à l'université de Pétersbourg, avant d'être expulsé à Vilna, pour avoir tenté de créer un groupe affilié à l'Émancipation du travail. Il rédige en 1894 *De l'agitation*, sur la corrélation entre liberté politique et émancipation économique, et soutient les luttes ouvrières. Revenu à Pétersbourg en 1895, il rencontre V. I. Ul'janov, qui a étudié le droit à Kazan où sa participation au mouvement étudiant lui a valu une première sentence d'exil. Il est arrivé à Pétersbourg en 1893 et a écrit l'année suivante une critique des populistes : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les sociaux-démocrates*. Il fait à l'été 1895 un bref voyage à Genève où il reçoit un accueil favorable de Plexanov et d'Aksel'rod. Forts de cette caution, Ul'janov et Martov fondent en novembre, à Pétersbourg, l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière (*Sojuz bor'by za osvobožděnie rabočego klassa*). L'exemple est suivi à Moscou, Ivanovo, Kiev, Kharkov, Ekaterinoslav, mais Ul'janov et Martov sont bientôt arrêtés, emprisonnés deux ans et condamnés à trois ans d'exil en Sibérie. Alors que le regroupement militant se poursuit, des tendances antagonistes sur la direction à donner à la lutte apparaissent. En 1897, à Vilna, naît le Bund, qui se propose de rassembler le prolétariat juif de Russie, Pologne et Lituanie. Le 1er mars 1898, à Minsk,

un congrès de neuf délégués décide de fédérer les organisations nées depuis 1895 dans un Parti ouvrier social-démocrate de Russie (RSDRP). Struve rédige le *Manifeste* : instauration des libertés publiques, renversement du tsarisme et avènement d'une société abolissant l'exploitation, grâce à l'action du prolétariat. Pourtant, il s'est déjà écarté de la ligne la plus dure pour devenir l'un des chefs de file du « marxisme légal », qui s'exprime dans *Parole nouvelle* (*Novoe slovo*) qu'il a fondée en 1896. Considérant que la phase capitaliste est à peine entamée en Russie, il estime qu'un minimum de droits sociaux et politiques, par des voies légales, doit être la priorité du moment. Il se forme aussi deux courants, dit des « économistes ». Celui de Pétersbourg édite *Pensée ouvrière* (*Rabočaja mysl'*, 1897-1902). À la suite du succès des grèves de 1895-1897, qui ont obtenu une première loi fixant la durée de la journée de travail, il privilégie les luttes de terrain. Cependant, l'Union des sociaux-démocrates russes à l'étranger (*Sojuz russkix social-demokratov za granicej*, fondée en 1898) et son organe, *Cause ouvrière* (*Rabočee delo*, avril 1899-février 1902) penchent pour un combat par étapes, mêlant revendications politiques et économiques : droit de grève, d'association, de vote…

Ul'janov et Martov n'attendent pas pour condamner cet « opportunisme ». Après un bref passage à Pskov, ils choisissent d'émigrer et fondent, avec certains anciens d'Émancipation du travail, la revue l'*Etincelle* (*Iskra*) dont le premier numéro paraît à Leipzig, le 11/24 décembre 1900. En 1901, Ul'janov commence à utiliser le pseudonyme de Lénine et en 1902 il publie son *Que faire ?* où il s'oppose à toute stratégie gradualiste qui subordonnerait le mouvement révolutionnaire au mouvement syndical. Il veut une lutte globale contre le régime tsariste et contre le capitalisme. Ces idées provoquent bientôt la scission historique du RSDRP. Le deuxième congrès du parti, à Londres et à Bruxelles (17/30 juillet-10/23 août 1903), adopte un programme minimal (journée de travail de huit heures, droits sociaux, libertés politiques) et un programme maximal : l'avènement du socialisme. En revanche, les cinquante-sept délégués se divisent sur la conception de l'organisation. Une majorité (les bolcheviks) adhère à la vision léniniste d'un parti restreint, de

révolutionnaires professionnels, qui se situe à l'avant-garde de la lutte et dirige l'action des masses. Une minorité (les mencheviks), où l'on retrouve Martov et Plexanov, prône un parti de masse, prêt à s'intégrer légalement dans la vie publique, à l'image du parti social-démocrate allemand. L'équilibre entre les deux factions est loin d'être définitif, mais le choix qui vient d'être fait engage la stratégie révolutionnaire et le futur mode de gouvernement au cas où ce parti prendrait le pouvoir.

Conclusion

Русские цари сделали одно хорошее дело : сколотили огромное государство до Камчатки. Мы получили в наследство это государство.

И. В. Сталин [1238]

En 1900, époque d'une première mondialisation facilitée par le téléphone, le chemin de fer, et la navigation à moteur, un seul modèle d'État et de société semble avoir le monopole du présent et de l'avenir. Le « modèle occidental » est fondé sur une économie de type capitaliste (plus ou moins protectionniste ou libre-échangiste) et sur une société de classes où les rapports de production prennent le pas sur les privilèges hérités de la naissance. Ce modèle connaît de nombreuses variations, selon que l'économie est essentiellement agraire ou industrielle, fait une part plus ou moins large aux échanges et aux valeurs spéculatives, selon le fonctionnement du système politique et le degré d'autonomie de la société civile par rapport aux élites gouvernantes. L'aire géographique couverte par ce modèle comprend l'Amérique du nord et une partie des anciennes colonies d'Amérique du sud, l'Europe, de l'Irlande au Niémen et de Stockholm à Brindisi. Les pays qui adhèrent à ce modèle ont développé une politique coloniale et se partagent, plus ou moins harmonieusement, des sphères d'influence en Afrique, en Asie et en Océanie. Trois anciens empires, ottoman, perse et chinois, fondés sur une riche tradition politique, économique, intellectuelle et spirituelle, sont considérés comme en décadence, tout ou partie de leur territoire est colonisé par les puissances occidentales, mais ils tentent aussi de réagir en se modernisant à l'occidentale. Enfin, deux anciens empires, porteurs eux aussi de traditions séculaires, ont adopté le modèle occidental et siègent à la table des grandes puissances : la Russie et le Japon.

L'histoire de l'Empire russe, de Pierre le Grand à Nicolas II, peut être définie comme celle d'une perpétuelle modernisation. Qu'elle soit subie autant que choisie n'a rien d'original : toutes les sociétés occidentales sont également bouleversées par les transformations qui se produisent au

XVIIIe et au XIXe siècle, partout on peut percevoir la nostalgie de l'ordre ancien parallèlement aux aspirations à un monde nouveau. L'originalité de la Russie est qu'elle se situe, comme ses penseurs le formulent précisément à cette époque, à cheval entre l'Occident et l'Orient. Colonisée culturellement, colonisatrice de son propre espace intérieur, encore largement vierge, et coloniale sur de vastes étendues du Caucase jusqu'à l'Extrême-Orient où elle répugne à se fixer des limites.

Des contradictions fragilisent ce grand corps. Sachant que la Russie impériale va devenir à partir d'octobre 1917 le premier État socialiste au monde, on a fait grand cas de l'antagonisme entre la tendance au développement de type capitaliste, au cœur duquel se situe l'idée de propriété privée, et les usages coutumiers de la paysannerie et de l'artisanat russe. Redistribution des terres, entraide, solidarité fiscale, responsabilité juridique collective sont profondément ancrées dans les mœurs. Qu'on les définisse comme « esprit de clocher » ou « conciliarité » (*sobornost'*), ils ont une réalité matérielle et, sans doute, spirituelle. Mais ils reposent avant tout sur la pauvreté collective. L'expérience de Stolypin montre qu'il n'est pas impossible d'accélérer un phénomène de différenciation au sein de la paysannerie, mais ce processus n'en est qu'à ses débuts dans la première décennie du XXe siècle. En réalité, la Russie est encore trop pauvre pour qu'une masse critique de la population soit intéressée à défendre la propriété privée et l'ordre existant.

Les désastres de Sébastopol et de Port-Arthur, particulièrement le second, mettent à nu une autre contradiction. La défaite de 1905 révèle aux élites de l'Empire qu'elles ne peuvent plus concilier l'autocratie, comme forme de gouvernement, avec l'ambition d'être une grande puissance mondiale. Accepter de se fixer des limites à soi-même est le nouveau défi de la monarchie russe. Elle ne doit pas se ressourcer au contact d'un peuple mythique, orant et adorant la figure du tsar-père, ni même en cultivant le patriotisme et le panslavisme de l'opinion, elle doit s'adresser au pays réel et lui permettre de participer à tous les niveaux à la gestion de ses intérêts. Cela confirme l'idée qu'il existe un lien intrinsèque entre politique étrangère et réforme du

gouvernement du pays. Pierre le Grand et Catherine II tentent de résoudre les difficultés en choisissant la voie de l'occidentalisation autoritaire. Alexandre Ier et Alexandre II échouent à ouvrir la voie du consensus. Nicolas Ier recherche l'équilibre en pratiquant une modernisation conservatrice, dans le cadre de l'Europe du congrès de Vienne. Alexandre III et Nicolas II se lancent dans une sorte de fuite en arrière, mais sans couper les fils de la modernisation. L'industrialisation s'accélère, les capitaux étrangers activent la circulation de l'économie. Et la tentation de l'Orient s'avère irrésistible. Alors qu'Alexandre III avait évité d'engager son pays dans un conflit majeur, Nicolas II doit affronter le Japon, puis les anciens complices de Catherine II dans le partage de la Pologne, l'Allemagne et l'Autriche.

Culturellement, la Russie de 1900 est parfaitement à l'heure de l'Europe et se situe parfois à l'avant-garde. De glorieuses institutions, comme l'Académie des sciences, l'Académie des beaux-arts, l'université de Moscou, le Musée russe, la galerie Trétiakov, des noms mondialement célèbres, comme ceux de Pouchkine, Tolstoï, Dostoïevski, Čajkovskij, Musorgskij, pour n'en citer que quelques-uns, suffisent à établir le crédit artistique de la Russie. Sa réputation scientifique est en train de se faire. Elle compte deux prix Nobel de médecine entre 1901 et 1917 : I. P. Pavlov (1904) est le plus connu, mais il ne faut pas oublier I. I. Mečnikov (1908), primé pour ses travaux sur l'immunité. On peut ajouter les noms de Mendeleev et de Kovalevskaja, une des premières femmes titulaires d'une chaire universitaire de mathématiques au monde. L'Empire et son destin sont perceptibles à travers trois autres lauréats du prix Nobel. M. Skłodowska, devenue M. Curie, obtient le prix de physique en 1903 (avec P. Curie et H. Becquerel), puis le prix de chimie en 1911. Née à Varsovie, en 1867, elle a commencé sa vie comme sujet russe. Mais elle quitte rapidement l'empire des tsars et fait l'essentiel de ses études à la Sorbonne, à partir de 1891. Française d'adoption, elle revendique avec fierté son identité polonaise et donne d'ailleurs le nom de polonium à l'un des éléments qu'elle découvre. Plus âgé, H. Sienkiewicz conserve son passeport russe tout en devenant un des représentants les plus célèbres de son temps de la culture polonaise. Lorsqu'on lui décerne le

Nobel de littérature, en 1905, il se présente comme un fils de cette Pologne qu'on avait déclarée morte et dont il donne des preuves de vie. Il faut ensuite attendre 1933, pour qu'un autre écrivain slave décroche le Nobel. Il s'agit d'I. Bunin, auteur russe né à Voronež, mais vivant en France depuis 1920.

Le régime tsariste a cessé d'exister dès l'abdication de Nicolas II. Les institutions qui l'ont remplacé ont proclamé hautement leur différence et tenté d'établir un nouvel ordre politique et social, sur les bases idéologiques du marxisme, idéologie importée de l'Occident. Pourtant, les éléments de continuité avec le passé ne doivent pas être sous-estimés.

« Les tsars russes ont accompli une bonne œuvre : ils ont assemblé un immense État qui va jusqu'au Kamtchatka. Nous avons reçu cet État en héritage. » Ces propos, rapportés par plusieurs auteurs à des dates diverses, auraient été tenus Staline en 1937, alors qu'il portait un toast pour le vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre. Le fait qu'ils soient souvent cités témoigne de leur réception : ils suscitent une certaine adhésion. L'internationalisme est sans doute l'un des dogmes de la doctrine marxiste qui a le moins été assimilé dans l'opinion russe. Le patriotisme y est profondément enraciné et la religion orthodoxe a plus de profondeur que ne l'imaginaient les intellectuels qui, de Bakunin et Herzen à Lénine, ont cru au matérialisme foncier du moujik. La lutte contre le « chauvinisme grand-russien » et la promotion des nationalités seront une arme importante dans l'arsenal de la propagande bolchévique, mais l'oubli du patriotisme n'aura qu'un temps. Dès le milieu des années 1930, l'expression « patrie soviétique » constituera un moyen terme, puis reviendra la « mère patrie ». Les livres glorifiant les héros de l'histoire nationale et les tableaux historiques de la galerie Trétiakov vont alors retrouver leur utilité. De nombreux nouveaux volumes, des toiles peintes ou cinématographiques vont venir s'ajouter au patrimoine, bien avant 1991. Les opéras patriotiques, et même *La Vie pour le tsar* (renommée *Ivan Susanin*) auront aussi droit de cité. Pour paraphraser Aragon, on pourrait dire « Mon Parti m'a rendu les couleurs de la Russie ». Au-delà du simple patriotisme, on peut dire que l'URSS a hérité de la Russie tsariste la conception d'un État-

continent, d'une puissance expansive, ou toute province nouvelle est un gain dans le grand jeu géostratégique global qui est forcément un jeu à somme nulle.

L'autre héritage du tsarisme est la conception centralisée et autoritaire du pouvoir, assise sur un appareil bureaucratique et policier pléthorique, administrant un vaste champ clos (le pays tout entier), dont l'entrée et la sortie sont rigoureusement contrôlées et à l'intérieur duquel il existe d'autres champs spécialement clos (prisons, bagnes), destinés aux criminels de droit commun et aux détenus politiques. La Russie n'a pas le monopole de ce système et l'URSS, qui le portera à une rigueur inédite, n'en aura pas l'exclusivité. Il existe des différences d'échelle et de style entre les deux époques, mais il y a d'incontestables éléments de continuité qui n'échapperont pas aux victimes de la répression, du moins les plus cultivées. « Dans vos mines sibériennes/Demeurez fiers et patients » : l'élégance de Pouchkine fera place à la prose amère de Soljenitsyne ou de Šalamov, qui explore la déchéance autant que la fierté, mais dans le même décor. Dans le monde occidental dont il faisait pourtant partie, « le régime tsariste qui ignorera pratiquement jusqu'au bout l'inviolabilité de la personne était bien jusqu'à un certain point un régime totalitaire avant la lettre, c'est-à-dire qui s'adressait à la totalité du citoyen et le mobilisait tout entier, sans lui laisser aucune sphère privée, aucun for intérieur, ni lui reconnaître aucune forme d'*habeas corpus*[1239] ».

TROISIÈME PARTIE

Sources et bibliographie

1. Atlas, bibliographies, dictionnaires et encyclopédies

CHANNON (J.), HUDSON (R.), *Atlas historique de la Russie : puissance et instabilité d'un empire européen, asiatique et arctique*, P., 1997.

DAL' (V. I.), *Tolkovyj slovar' živogo velikorusskogo jazyka*, 1863-1866, 4 vol.

Dictionnaire de la philosophie russe, dir. M. MASLINE, F. LESOURD, Lausanne, 2010.

Ènciklopedičeskij slovar', éd. I. E. ANDRIEVSKIJ, K. K. ARSEN'EV, F. F. PETRUšEVSKIJ, SPb. ; Leipzig, 1890-1907, 86 vol.

Encyclopedia of Ukraine, Toronto, 1984-1993, 5 vol.

FEDOSJUK (Ju. A.) *Čto neponjatno u klassikov : ili ènciklopedija russkogo byta XIX veka*, 5e éd. revue, M., 2002.

GILBERT (M.), *The Routledge Atlas of Russian History*, 3e éd., Londres, 2002.

Istočnikovedenie istorii SSSR : kurs istočnikovedenija istorii SSSR, M., 1940-1962, 3 vol. ; 2e éd., 1962-1976.

MAGOSCI (P. R.), *Ukraine : A Historical Atlas*, Toronto, 1985.

Modern Encyclopedia of Russian and Soviet History, Gulf Breeze (FL), 1976→.

PARKER (W. H.), *A Historical Geography of Russia*, Londres, 1968.

PATRYLO (I. I.), *Džerela i bibliografija istoriji ukrajinskoji Cerkvy*, Rome, 1975-1995, 3 vol.

Russkie pisateli 1800-1917 : biografičeskij slovar', M., 1989→ [5 vol. parus].

Slovar' Akademii rossijskoj, SPb., 1789-1794, 4 vol.

Slovar' russkix pisatelej XVIII veka, L. [puis] SPb., 1988→.

Slovar' russkogo jazyka XVIII veka, L. [puis] SPb., 1984→ [17 vol. parus A-O], abréviation : **S18**.

Sovetskaja istoričeskaja ènciklopedija, M., 1961-1976, 16 vol.

WYNAR (B. H.), *Ukraine : A Bibliographical Guide to English-Language Publications*, Englewood (CO), 1990.

2. Revues, séries et collections spécialisées

Ab imperio : teorija i istorija nacional'nostej i nacionalizma v postsovetskom prostranstve, Kazan', 2000→.

Arxeografičeskij ežegodnik za… god, M., 1957→ **AE**.

Arxiv russkoj istorii, M., 1992→.

Cahiers du monde russe et soviétique [puis] *Cahiers du monde russe*, P., 1959→ **CMRS** ; **CMR**.

California Slavic Studies, Berkeley (LA), 1960→ **CSS**.

Canadian American Slavic Studies (Revue canadienne-américaine d'études slaves, Pittsburgh, 1972→.

Canadian Slavonic Papers (Revue canadienne des slavistes), Ottawa, 1956→ **CSP**.

Čtenija v Obščestve istorii i drevnostej rossijskix, M., 1846-1918, 264 vol. **ČOIDR**.

Die Welt der Slaven, Munich, 1956→.

Forschungen zur osteuropäischen Geschichte, Wiesbaden, 1954→ **FOG**.

Harvard Ukrainian Studies, Cambridge (MA), 1977→ **HUS**.

Istoričeskie zapiski, M., 1937→ **IZ**.

Istorija SSSR [puis] *Otečestvennaja istorija* [puis] Rorsijskajaistrija, M., 1957→ **ISSSR**, OI.

Izvestija Otdelenija russkogo jazyka i slovesnosti Akademii nauk, SPb. [puis] Pg, [puis] L., 1896-1927, 32 t. = **IORJaS**.

Jahrbücher für Geschichte Osteuropas, Stuttgart, 1936→ **JGO**.

Kratkie soobščenija Instituta arxeologii, M., 1939→ **KSIA**.

Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History, Bloomington (IN), 1999→ **Kritika**.

Literaturnoe nasledstvo, M., 1931→.

Oxford Slavonic Papers, Oxford, 1950-2000 **OSP**.

Revue des études slaves, P., 1921→ **RES**.

Russian History (Histoire russe), Pittsburgh, 1974→ **RH**.

Russian Review, Stanford, 1941→ **RR**.

Russkaja istoričeskaja biblioteka, SPb. [puis] Pg. [puis] L., 1872-1927, 39 vol. **RIB**.

Sbornik Rossijskogo istoričeskogo obščestva, SPb., 1866-1916, 148 vol. **SRIO.**

Slavic and East-European Journal, Tucson (AZ), 1957→.

Slavic Review, Seattle, 1961→ **SR**.

Slavistic Printings and Reprintings, La Haye, 1968→ **SPR**.

Slavonic and East-European Review, Londres, 1922→ **SEER**.

Studien zur Geschichte Osteuropas, Leyde, 1954-1981.

UCLA Slavic Studies, Columbus (Ohio), 1980-1992, N. S., 1993→.

Ukraïns'kyj istoryčnyj žurnal, Kiev, 1957→.

Veröffentlischungen des Osteuropa-Instituts Munich, Munich, 1960→ [plusieurs sous-séries] **VOIM**.

Vestnik Leningradskogo Universiteta. Ser.2 Istorija, jazyk, literatura, Leningrad, 1956-1991, [devient] *Vestnik Sankt-*

Petersburgskogo Universiteta. Ser. 2 Istorija, jazykoznanie, literaturovedenie, Saint-Pétersbourg, 1992-2003, [puis] *Serija 2. Istorija*, 2004 **VLGU**, **VSPbGU.**

Vestnik Moskovskogo Universiteta. Serija istoriko-filologičeskaja, M., 1956-1960, [puis] *Serija 8. Istorija*, 1960→ **VMGU.**

Voprosy istorii, M., 1926→ **VopI.**

Vspomogatel'nye istoričeskie discipliny (Auxiliary Historical Disciplines), Leningrad [puis] Saint-Pétersbourg, 1968→ **VID.**

Zapiski otdela rukopisej gosudarstvennoj biblioteki imeni V. I. Lenina, M., 1938→ **ZOR**.

Zeitschrift für slavische Philologie, Heidelberg, 1924→.

Zeitschrift für Slawistik, Berlin, 1956→.

3. Sources imprimées

textes législatifs et affaires intérieures

BECKOJ (I. I.), *Ustav vospitanija dvux sot blagorodnyx devic, učreždennogo eja Veličestvom… Ekaterinoju Vtoroju*, SPb., 1764.

BOBROVSKIJ (P. O.), *Voennoe pravo v Rossii pri Petre Velikom*, č.2. *Artikul voinskij s ob'jasnenijami, zametkami i citatami po inostrannym istočnikam*, SPb., 1886.

BYČKOVA (M. E.), *Rodoslovnye knigi XVI-XVII vv. kak istoričeskij istočnik*, M., 1975.

Catherine II's Charters of 1785 to the Nobility and the Towns, trad. et éd. D. GRIFFITHS, G. E. MUNRO, Bakersfield, 1991.

DOLGORUKOV (P. V.), *Rossijskaja rodoslovnaja kniga*, SPb., 1855, 2 vol.

Donesenie sledstvennoj kommissi pečatano po Vysočajšemu poveleniju, SPb., 1826.

KAZAKEVIČ (A. N.), *Vosstanie moskovskix strel'cov 1698 god : materialy sledstvennogo dela : sbornik dokumentov*, M., 1980.

Konec krepostničestva v Rossii : dokumenty, pis'ma, memuary, stat'i, M., 1994.

Krest'janskoe dviženie v Rossii v XIX – načale XX veka : dokumenty, M., 1959-1965, 11 vol.

Krest'janskoe dviženie v 1861 godu posle otmeny krepostnogo prava. Časti I i II. Donesenija svitskix generalov i fligel'-ad'jutantov, gubernskix prokurorov i uezdnyx strjapčix, M. ; L., 1949.

LENTIN (A.), *Peter the Great : His Law on the Imperial Succession in Russia*, *1722. The Official Commentary. Pravda voli monarshei vo opredelenii naslednika derzhavy svœi*, Oxford, 1996.

Materialy po finljandskomu voprosu Vysočajšij Manifest ot 3/15 fevralja 1899, Berlin, 1901.

NOVIKOV (M. V.), PERFILOVA (T. B.), « Universitetskij ustav 1835 g. », *Jaroslavskij pedagogičeskij vestnik*, t. I (*Gumanitarnye nauki*), 2012.3, p. 11-20.

Pamjatniki russkogo prava, éd. S. F. Juškov, M., 1952-1961, 8 vol. **PRP.**

Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj imperii. Série I (1649-1825). Série II (1825-1881). Série III (1881-1913). SPb., 1830-1917 **PSZ**, **PSZ 2e série**, **PSZ 3e série.**

Sbornik postanovlenij i rasporjaženij po cenzure s 1720 po 1862, SPb., 1862

S″ezdy i konferencii konstitucionno-demokratičeskoj partii v 3 t., M., 1997-2000, 3 tomes en 4 vol.

Sobornoe Uloženie 1649 g. : tekst, kommentarii, éd. A. G. MAN'KOV, L., 1987.

Sobranie malorossijskich prav : 1807, éd. A. VISLOBOKOV, Kiev, 1993.

Stolypinskaja reforma i zemleustroitel' A. A. Kofod : dokumenty, perepiska, memuary, éd. A. V. GUTERC, M., 2003.

Voennye ustavy Petra Velikogo. Sbornik dokumentov, éd. P. P. EPIFANOV, M., 1946.

VOSKRESENSKIJ (N. A.), *Zakonodatel'nye akty Petra I. Akty o vysšix gosudarstvennyx ustanovlenijax*. T. 1. M. ; L., 1945.

Zakonodatel'stvo Ekateriny II v dvux tomax, M., 2000-2001, 2 vol.

papiers personnels, correspondances et mémoires de personnalités russes

ALEXANDRE Ier, *Correspondance de Frédéric-César de La Harpe et Alexandre Ier, suivie de la correspondance de F.-C. de La Harpe avec les membres de la famille impériale de Russie*, éd. J.-C. BIAUDET, F. NICOD, Neuchâtel ; P., 1978-1980, 3 vol.

BASSEWITZ (H. F.), « Éclaircissemens sur plusieurs faits relatifs au règne de Pierre le Grand, extraits en l'an 1761 à la requisition d'un savant des papiers du feu comte Henningue Frédéric de Bassewitz… », *Magazin fur die neue Historie und Geographic Angelegt von A.F. Büsching*, Bd. 9, Halle, 1775, p. 283-380.

BERGHOLTZ (F. V.), *Dnevnik kamer-junkera F. V. Berxgol'ca*, trad. I. F. AMMON, M., 1902-1903, 4 vol.

Biografija Radiščeva, napisannaja ego synov'jami, éd. D. S. BABKIN, M. ; L., 1959.

BOBROVA (E.), *Biblioteka Petra I : ukazatel'-spravočnik*, L., 1978.

BOLOTOV (A. T.), *Žizn' i priključenija Andreja Bolotova, opisannye samim im dlja svoix potomkov 1738-1795*, SPb., 1871-1875, 4 vol.

CATHERINE II (impératrice de Russie) :

– *Bumagi imperatricy Ekateriny II…*, SPb., 1871 (SRIO 7) ;

– *Mémoires de l'impératrice Catherine II écrits par elle-même*, éd. A. HERZEN, Londres, 1859 ;

– *Sočinenija*, éd. O. N. MIXAJLOV, puis V. K. BYLIBIN et M. P. ODESSKIJ, SPb., 1901-1907, 12 vol. ;

– *Voltaire, Catherine II : correspondance 1763-1778*, éd. A. STROEV, P., 2006 ;

– *Joseph II und Katharina von Russland. Ihr Briefwechsel*, éd. A. von ARNETH, Vienne, 1869.

[CATHERINE II], *Antidote ou réfutation du mauvais livre superbement imprimé intitulé : Voyage en Sibérie, etc., fait en 1761, par l'abbé Chappe*, Amsterdam, 1771, 2 vol.

DAŠKOVA (E.) :

– *Mémoires de la princesse Dashkoff*, vol. 1, P., 1859 ;

– *The Memoirs of Princess Dashkova*, tr. Kyrill Fitzlyon, intr. J. M. GHEITH, Durham (ND), 1995.

DAVYDOV (D.), *Dnevnik partizanskix dejstvij 1812 g.* DUROVA, Nadežda, *Zapiski kavalerist-devicy*, L., 1985.

Derevenskoe zerkalo, ili Obščenarodnaja kniga. Sočinena ne tol'ko čtob ee čitat', no čtob po nej ispolnjat', č.1-3, SPb., 1798-1799.

DIMITROV (G), *Dnevnik (9 mart 1933-6 fevruari 1949)*, Sofia, 1997.

ENGEL'GARDT (A. N.), *Iz derevni. 12 pisem 1872-1887*, M., 1987 ; nouvelle éd., SPb., 1999.

Franz Lefort. Sbornik materialov i dokumentov, éd. T. A. LAPTEV, T. B. SOLOV'EV, M., 2006.

GLINKA (F.), *Pis'ma russkogo oficera o Pol'še, Avstrijskix vladenijax, Prussii i Francii, s podrobnym opisaniem Otečestvennoj i zagraničnoj vojny s 1812 po 1814 god [1815-1816]*, M., 1870.

GORDON (P.), *Diary Dnevnik. 1635-1695*, éd. M. N. RYŽENKOV, M., 2000-2014, 5 vol.

GRUND (G.), *Doklad o Rossii v 1705-1710 godax*, SPb., 1992.

Istorija dorevoljucionnoj Rossii v dnevnikax i vospominanijax : annotirovannyj ukazatel' knig i publikacij v žurnalax, dir. P. A. ZAJONČKOVSKIJ, M., 1976-1989, 5 tomes.

JONES (W. G.), *Biography in the Eighteenth-Century Russia*, OSP 22, 1989, p. 58-81.

KOFOD [KOEFOED] (A.), *50 let v Rossii (1878-1920)*, M., 1997.

KURAKIN (B. I.), « Gistorija o care Petre Aleskeeviče », *Arxiv knjaza F. A. Kurakina*, kn.1, *Bumagi knjazja Borisa Ivanoviča Kurakina*, 1676-1727, SPb., 1890, p. 41-78.

LEPEXIN (I.), *Dnevnye zapiski putešestvija doktora i Akademii nauk ad"junkta Ivana Lepexina po raznym provincijam Rossijskago gosudarstva*, *1768 i 1769 godu*, t. 1, SPb., 1771.

NEPLJUEV (I. I.), *Žizn' Ivana Ivanoviča Nepljueva (im samim pisannaja)*, M., 1870.

NICOLAS II (empereur) :

– *Dnevniki imperatora Nikolaja II*, éd. K. F. ŠčACILLO, M., 1992 ;

– *Lettres de Nicolas II et de sa mère l'impératrice douairière de Russie*, éd. P. L. LÉON, 7e éd., P., 1928.

Nikolaj II v vospominanijax i svidetel'stvax, M., 2008.

NOMEN (Ja. K.), *Zapiski Ja. K. Nomena o prebyvanii Petra Velikogo v Niderlandax v 1697/98 i 1716/1717 gg.*, Kiev, 1904.

OSTERMAN (A. I.), « General'noe sostojanie del i interesov Vserossijskix so vsemi sosednimi i drugimi inostrannymi gosudarstvami », *Severnyj arxiv*, 1828, 1-2, p. 2-61.

Panegiričeskaja literatura petrovskogo vremeni, éd. O. A. DERŽAVINA, M., 1979.

PERRY (D.) *The State of Russia Under the Present Czar*, Londres, 1716 ; traduction française *État présent de la Grande Russie*, La Haye, 1717.

PIERRE I^er^LE GRAND (empereur de Russie), *Pis'ma i bumagi Petra Velikogo*, SPb. ; M. ; L., 1887-2003, 13 vol.

POBEDONOSCEV (K. P.) :

– *Pis'ma Pobedonosceva k Aleksandru III*, M., 1925-1926, 2 vol. ;

– *Konstantin Petrovič Pobedonoscev i ego korrespondenty v 2 tomax*, Minsk, 2003, 2 vol.

POROŠIN (S. A.), *Zapiski, služaščie k istorii E. I. V. blagovernogo Gosudarja Cesareviča i velikogo Knjazja Pavla Petroviča, naslednika prestolu rossijskogo*, SPb., 1844.

POSOŠKOV (I. T.), *Kniga o skudosti i bogatstve i drugie sočinenija*, éd. B. B. KAFENGAUZ, M., 1951.

Poxodnaja kancerjarija vice-kanclera Petra Pavloviča Šafirova, éd. T. A. BAZAROVA, Ju. B. FOMIN, SPb., 2011, 3 vol.

RASPUTIN (G. E.) :

– *Moi mysli i razmyšlenija*, Petrograd, 1915 ;

– *Žitie opytnogo strannika*, [s.l.], 1907.

ROSTOPČIN [ROSTOPCHINE] (V.), *La Vérité sur l'incendie de Moscou*, P., 1823.

ŠAVEL'SKIJ (G. I.), *Vospominanija poslednego protopresvitera Russkoj armii i flota*, t. 1, New York, 1954.

Sbornik, izdannyj v pamjat' dvacatipjatiletija upravlenija ministerstvom inostranny del gosudarstvennago kanclera svetl. knjazja Aleksandra Miailoviča Gorčakova 1856-1881, SPb., 1881.

ŠČERBATOV (M. M.) :

– *Neizdannye sočinenija*, M., 1935 ;

– *Sočinenija*, SPb., 1896-1898, 2 vol. ;

– *Perepiska knjazja M. M. Ščerbatova*, M., 2011.

STRAHLENBERG (Ph. J.), *Das Nord- und Östliche Teil von Europa und Asia*, Stockholm, 1730.

SUVOROV (A. V.) :

— *Pis'ma*, M., 1987 ;

— *Poxody i sraženija v pis'max i zapiska*, M., 1990.

TROTSKI (L.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913*, P., 2002.

Trudy i dni knjazja A. D. Menšikova, éd. S. R. DOLGOVA, T. A. LAPTEVA, M., 2004.

VIGÉE-LEBRUN (E.), *Souvenirs*, P., 1984, 2 vol.

VOCKERODT (J. G.), *Russland unter Peter dem Grossen*, Leipzig, 1872.

WEBER (F. C.), *Das veränderte Russland…*, Francfort, 1721-1738, 2 vol. ; traduction francaise : *Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Grande Russie ou Moscovie*, t. 1., P., 1725.

WHITWORTH (C.), *An Account of Russia as it Was in the Year 1710*, Strawberry Hill, 1758.

WITTE (S. Ju.) :

– « O položenii našej promyšlennosti (Dokladnaja zapiska Nikolaju II) », *Istorik marksist*, 1935, nº 2-3, p. 131-135 ;

– *Sobranie sočinenij i dokumental'nyx materialov v pjati tomax*, M., 2003 ;

– *Vospominanija. Carstvovanie Nikolaja II*, Berlin, 1922-1923, 3 tomes.

ŽELJABUŽSKIJ (I. A.), *Dnevnye zapiski I. A. Željabužskogo*, SPb., 1840.

relations internationales et sources étrangères

BAZAROVA (T. A.), *Russkie diplomaty pri Osmanskom dvore, Statejnye spiski P. P. Šafirova i M. B. Šeremeteva 1711 i 1712 gg. : issledovanie i teksty*, SPb., 2016.

BECCARIA (C.), *Des Délits et des peines*, P., 1971.

BESPJATYX (Ju. N.), *Inostrannye istočniki po istorii Rossii pervoj četverti XVIII v. (Č. Uitvort, G. Grund, L. Ju. Erenmal'm)*, SPb., 1998.

Bibliothèque universelle de Genève, « *La Russie en 1839* par le marquis de Custine, 4 vol., P., 1843 (extrait du *Quarterly Review* n° 146) », NS, t. 52, juillet-août 1844, p. 104-120 et p. 255-298 [recension-réfutation du livre de Custine].

BURKE (E.) :

– *The Correspondence of Edmund Burke*, Cambridge ; Chicago, 1958-1978, 10 vol. ;

– *Réflexions sur la révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés à Londres relatifs à cet événement, en forme d'une lettre qui avait dû être envoyée d'abord à un jeune homme à Paris…* Traduit de l'anglais à partir de la troisième édition, P., 1810.

CASTLEREAGH (Ch. S.), *Correspondence, Despatches and Other Papers of Viscount Castlereagh*, Londres, 1853, 4 tomes.

CEDERBERG (A. R.), *Heinrich Fick : ein Beitrag zu russischen Geschichte des 18. Jahrhunderts*, Tartu, 1930.

CHAPPE D'AUTEROCHE (J.), *Voyage en Sibérie*, éd. M. MERVAUD, Oxford, 2004, 2 vol.

CUSTINE (A. de), *Œuvres. La Russie en 1839*, éd. V. MILCHINA, A. OSPOVATE, P., 2015.

DORÉ (G.), *Histoire de la Sainte Russie*, P., 1991.

DUMAS (A.), *Voyage en Russie*, P., 2002 ; 2e éd., 2006.

FONTENELLE (B. de), *Éloges des académiciens avec l'histoire de l'Academie royale des sciences*, t. II, La Haye, 1740.

FRÉDÉRIC II (roi de Prusse), *Le Prince. Suivi de l'Anti-Machiavel de Frédéric II*, introduction et notes par R. NAVES, P., 1978.

Gistorija Svejskoj vojny [Podennaja zapiska Petra Velikogo], éd. T. S. MAJKOV, vyp. 1-2, M., 2004.

GRÈVE (Cl. de), *Le Voyage en Russie : anthologie des voyageurs français aux XVIIIe et XIXe s.*, P., 1990.

Imperija posle Petra 1725-1765, éd. A. LIBERMAN, M., 1997.

JUEL (J.), *Zapiski Justa Julja, datskogo poslannika pri Petre Velikom (1709-1711)*, M., 1899.

JUEL (J.), PLEIER (O.-A.), *Lavry Poltavy*, M., 2001.

Kolonial'naja politika russkogo carizma v Zakavkaz'e v 1820-1860-x gg., č.1, éd. I. P. PETRUšEVSKIJ, M. ; L., 1937.

KORB (J. G.), *Diarium itineris in Moscoviam…* [Vienne], 1700. Traduction russe : *Dnevnik putešestvija v Moskoviju (1698 i 1699 gg.)*, SPb., 1906.

KRÜDENER (B. J. von), *Neizdannye avtobiografičeskie teksty*, éd. E. P. GREčANAJA, M., 1998.

LAS CASES (E. de), *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, P., 1948, 2 vol.

MEZIN (S. A.), *Vzgljad iz Evropy : francuzkie avtory XVIII veka o Petre I*, Saratov, 2003.

MINZLOFF (R.), *Pierre le Grand dans la littérature étrangère*, SPb., 1872.

MOULLEC (G.-G.), ZAZERSKAIA (T.), *La Russie à l'Académie des sciences : 300e anniversaire de la visite en France de Pierre le Grand, membre de l'Académie royale des sciences*, P., 2017.

PALLAIN (G.), *Correspondance inédite du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne*, P., 1881.

PIERCE (R. A.), *The Russian-American Company : Correspondence of the Governors ; Communications Sent : 1818*, Kingston, Ontario, 1984.

ROUSSEAU (J.-J.), *Œuvres complètes*, t. III : *Du contrat social ; Écrits politiques*, P., 1964.

ŠAFIROV (P. P.), *Rassuždenie kakie zakonnye pričiny Petr I, car' i povelitel' vserossijskij, k načatiju vojny protiv Karla XII, korolja švedskogo v 1700 godu imel*, M., 2008.

SAINT-SIMON, *Mémoires*, P., 1982-1988, 8 vol.

ŠEREMETEV (B. P.), *Putešestvie po Evrope bojarina B. P. Šeremeteva*, éd. L. A. OL'šEVSKAJA, A. A. REšETOVA, S. N. TRAVNIKOV, M., 2013.

STAËL (G. de), *Dix Années d'exil*, P., 1909.

TOLSTOJ (P. A.), *Putešestvie stol'nika P. A. Tolstogo po Evrope : 1697-1699*, éd. L. A. OL'šEVSKAJA, S. N. TRAVNIKOV, M., 1992.

VOLTAIRE :

– *Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand*, éd. M. MERVAUD, U. KÖLVING, C. MERVAUD, A. BROWN, Oxford, 1999 ;

– *Œuvres historiques*, éd. R. POMEAU, P., 1957 ;

– *Mélanges*, P., 2002.

4. Architecture, beaux-arts, art populaire

architecture

BRUMFIELD (W. C.), *A History of Russian Architecture*, Cambridge, 1993 ; 2e éd., Seattle, 2004.

GORBATENKO (S. B.), *Novyj Amsterdam : Sankt-Peterburg i arxitekturnye obrazy Niderlandov (New Amsterdam : St-Petersburg and Architectural Images of the Netherlands*, SPb., 2003.

KIRIČENKO (E.) :

– *Russkaja arxitektura 1830-1910-x godov*, M., 1978 ;

– *Russkij stil' : poiski vyraženija nacional'noj samobytnosti : narodnost' i nacional'nost' : tradicii drevnerusskogo i narodnogo iskusstva v russkom iskusstve XVIII – načala*XX *veka*, M., 1997.

KIRIKOV (B. M.), *Arxitektura Peterburga konca XIX-načala XX veka : èklektika, modern, neoklassicizm*, SPb., 2006.

MEDVEDKOVA (O.), *Jean-Baptiste Alexandre Le Blond, architecte, 1679-1719, de Paris à Saint-Pétersbourg*, P., 2007.

OVSJANNIKOV (Ju.), *Velikie zodčie Sankt-Peterburga : Dominiko Trezini, Frančesko Rastrelli, Karl Rossi*, SPb., 1996.

Pamajtniki arxitektury Moskvy, M., 1982-1992, 9 vol.

Pamjatniki arxitektury i istorii Sankt-Peterburga, éd. B. M. KIRIKOV, SPb., 2004.

POGOSJAN (E.), *Petr I – arxitektor rossijskoj istorii*, SPb., 2001.

Russkoe gradostroitel'noe iskusstvo, éd. N. F. GULJANICKIJ, M., 1993-1995, 3 vol.

ŠUJSKIJ (V. K.), *Zolotoj vek barokko i klassicizma v Peterburge*, M., 2008.

beaux-arts

Les Ambulants. Société des expositions artistiques ambulantes, 1870-1923, réalisation et texte A. LEBEDEV, L., 1982.

BRUNSON (M.), « Wandering Greeks: How Repin discovered the People », *Ab imperio*, 2/2012, p. 83-111.

ELY (C.), *This Meager Nature : Landscape and National Identity in Imperial Russia*, DeKalb, 2002.

Gosudarstvennyj Russkij muzej : živopis' XVIII-načalo XX veka : katalog (The Russian Museum Leningrad: Painting 18th to Early 20th Century : Catalogue), éd. V. A. PUŠKAREV, L., 1980.

KISELEV (N. A.), *Sredi peredvižnikov : vospominanija syna xudožnika [Aleksandra Aleksandroviča Kiseleva]*, éd. A. G. VEREŠČAGINA, L., 1976.

NEVEROV (O. Ja.), *Great Private Collections of Imperial Russia*, Londres, 2004.

The Peredvizhniki : Pioneers of Russian Painting: Exhibition, Nationalmuseum, Stockholm, 29 September 2011-22 January 2012, éd. D. JACKSON, P. HEDSTRÖM, Stockholm, 2011.

PIGAREV (K.), *Očerki o russkom nacional'nom peizaže serediny XIX veka*, M., 1972.

RÉAU (L.), *L'Art russe*, t. 3 : *Le classicisme, le romantisme, le XXe siècle*, P., 1968.

REPIN (I. E.), *Dalekoe blizkoe, vospominanija*, M., 2002

ROGINSKAJA (F. S.), *Peredvižniki (Peredvizhniki)*, M., 1993

VALKENIER (E.) :

– « The Peredvizhniki and the Spirit of the 1860s », RR, 1975, vol. 34, n° 3, p. 247-265 ;

– *Russian Realist Art. The State and Society: The Peredvizhniki and their Tradition*, New York, 1977 ; réed., 1989.

VIŠLENKOVA (E. A.), *Vizual'noe narodovedenie imperii, ili «uvidet'» russkogo dano ne každomu*, M., 2011.

The Wanderers: Masters of 19th-Century Russian Painting : An Exhibition from the Soviet Union, éd. E. KRIDL VALKENIER, Dallas, 1990.

imagerie populaire (lubok)

BALDINA (O. D.), *Russkie narodnye kartinki*, M., 1972.

BAXTIN (V. S.), MOLDAVSKIJ (D. M.), *Russkij lubok XVII-XIX vv.*, M. ; L., 1962.

CLAUDON-ADHÉMAR (C.), *Image et société en Russie : 1668-1725*, Berne, Francfort, New York, 1985.

DUCHARTRE (P.-L.), *L'Imagerie populaire en Russie et les livrets gravés : 1629-1885*, P., 1961.

ITKINA (E. I.), *Russkij risovannyj lubok konca XVIII-načala XX veka : iz sobranija Gosudarstvennogo Istoričeskogo muzeja Moskvy (Lubok-Russian Popular Prints from the Late 18th-Early 20th Centuries : From the Collection of the State Historical Museum, Moscow)*, M., 1992.

IVANOV (E. P.), *Russkij narodnyj lubok*, s. l., 1937.

LEBEDEVA (I. V.), *Russkij voennyj lubok : iz kollekcii Otdela redkix knig*, M., 1994-1995, 3 vol.

Loubok (Le) : l'imagerie populaire russe, XVIIe-XIXe siècles, L., 1984.

Lubočnaja kartinka i plakat perioda Pervoj mirovoj vojny, 1914-1918 gg., éd. V. P. PANFILOVA, A. P. SLESAREV, M., 2004.

NORRIS (S.), *A War of Images : Russian Popular Prints, Wartime Culture and National Identity, 1812-1945*, DeKalb, 2006.

OVSJANNIKOV (Ju.), *Russkij lubok*, M., 1962.

PLETNEVA (A. A.), *Lubočnaja Biblija : jazyk i tekst*, M., 2013.

ROVINSKIJ (D. A.), *Russkie narodnye kartinki*, SPb., 1881-1893, 5 vol. 4 volumes de planches.

Russkaja lubočnaja kniga XVII-XIX vekov, éd. O. M. NAUMUK, O. R. XROMOV, M., 1994.

SYTOVA (A.), *Le Loubok : l'imagerie populaire russe, XVIIe-XIXe siècles*, P. ; L., 1984.

ZIEL (W.), *Der russische Volksbilderbogen in Bild und Text : ein kultur- und kunsthistorisches Intermedium*, Francfort, Berlin, Berne, 1999.

musique, opéra, cinéma

BORODIN (A. P.) :

– *Knjaz' Igor'*, M., 2012 ;

– *Le Prince Igor : opéra en un prologue et quatre actes*, P., 1995 ;

– *Pis'ma A. P. Borodina*, L., 1950.

ČAJKOVSKIJ (P. I.), *Eugène Onéguine : scènes lyriques en 3 actes et 7 tableaux*, P., 1982.

FROLOVA-WALKER (M.), *Russian Music and Nationalism, from Glinka to Stalin*, New Haven ; Londres, 2007.

GLINKA (M.I.) :

– *Polnoe sobranie sočinenij : literaturnye proizvedenija i perepiska*, M., 1973-1975, 2 vol. ;

– *Mikhaïl Glinka et la musique russe : Mémoires, lettres, souvenirs de contemporains*, M., 1986.

MÉLANI (P.) :

– *L'Opéra privé de Moscou et l'avènement du spectacle d'opéra moderne en Russie*, P., 2012 ;

– (dir.), *Musique et opéra en Russie et en Europe centrale*, P., 2013 (RES 84).

MUSORGSKIJ (M. P.), *La Khovantchina*, sous la direction de P. SCEMAMA, P., 2001.

ORLOVA (A. A.), *Glinka v Peterburge*, L., 1970.

PROTOPOPOV (V.), *Ivan Susanin Glinki*, M., 1961.

SADOUL (G.), *Vseobščaja istorija kino*, t. 2, M., 1958.

STASOV (V. V.), *Moussorgski et le drame musical russe*, M., 1987.

TOEPLITZ (J.), *Geschichte des Films*, t. 1 : *1895-1928*, Berlin, 1972.

5. Ouvrages généraux, synthèses

AVRICH (P.), *Russian Rebels, 1600-1800*, Londres, 1973.

BOGOSLOVSKIJ (M. M.), *Istorija Rossii XVIII-go veka. Kurs, čitannyj na Mosk. vysš. žensk. kursax po zapiskam slušatel'nic*, M., 1910.

CHERNIAVSKY (M.), *Tsar and People: Studies in Russian Myths*, New Haven, Londres, 1961.

DIXON (S.), *The Modernisation of Russia, 1676-1825*, Cambridge, 1999.

Écrire et réécrire l'histoire russe, d'Ivan le Terrible à Vasilij Ključevskij, éd. P. GONNEAU, E. RAI, P., 2013.

FAROQHI (S.), *Geschichte des Osmanischen Reiches*, Munich, 2002.

FERRO (M.), GIRAULT (R.) *De la Russie à l'URSS : histoire de la Russie de 1850 à nos jours*, P., 1989.

GONNEAU (P.), LAVROV (A.), *Des Rhôs à la Russie : histoire de l'Europe orientale, 7301689*, P., 2012.

GRÜNE (N.), TÖLLE (N.), « Corruption in the Ancien Régime: Systems-theoretical Considerations on Normative Plurality », *Journal of Modern European History*, 2013, vol. 11, nº 1, p. 31-51.

Handbüch der Geschichte Russlands, Band 2 : *Vom Randstaat zur Hegemonialmacht : 1613-1856* ; Band 3 : *Von den autokratischen Reformen zum Sowietstaat : 1856-1945*, éd. M. HELLMANN, K. ZERNACK, G. SCHRAMM, Stuttgart, 1981-2001, 2 tomes en 3 volumes.

HARTLEY (J.), *Social History of the Russian Empire, 1650-1825*, Londres, 1999.

Imperial Russia: New Histories for the Empire, éd. J. BURBANK, D. RANSEL, Bloomington (IN), 1998.

KAMENSKIJ (A. B.) :

– *Ot Petra do Pavla I. Reformy v Rossii XVIII veka, Opyt celostnogo analiza*, M., 1999 ;

– *Rossijskaja imperija v XVIII veke : tradicii i modernizacija*, M., 1999 (1999a).

KEEP (J.), *Soldiers of the Tsar: Army and Society in Russia, 1462-1874*, Oxford, 1985.

KERKHOFF (T.), KROEZE (R.), WAGENAAR (P.), « Corruption and the Rise of Modern Politics in Europe in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: A Comparison between France, the Netherlands, Germany and England. Introduction », *Journal of Modern European History* 2013, vol. 11, nº 1, p. 19-30.

KLJUČEVSKIJ (V. O.), *Sočinenija v pjati tomax*, M., 1989, 5 vol.

LATKIN (V. N.), *Zakonodatel'nye komissii v Rossii v XVIII stoletii*, t. 1. SPb., 1887.

MIRONOV (B. N.), *A Social History of Imperial Russia, 1700-1917*, Boulder (CO), 2000, 2 vol.

OESTREICH (G.), *Geist und Gestalt des frühmodernen Staates, Ausgewählte Aufsätze*, Berlin, 1969.

PARKER (G.), *La Révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident, 1500-1800*, P., 1993.

PIPES (R.), *Russia Under the Old Regime*, Londres, 1990.

POKROVSKIJ (M. N.), *Izbrannye proizvedenija v četyrex tomax*, M., 1965-1967, 4 vol.

PRESNJAKOV (A. E.), *Rossijskie samoderžcy*, M., 1990.

Reforming the Tsar's Army. Military Innovation in Imperial Russia from Peter the Great to the Revolution, éd. D. SHIMMELPENNIKNCK VAN DER OYE, B. W. MENNING, Cambridge, 2004.

ROBERTS (M.), *Essays in Swedish History*, Londres, 1967.

ROPERT (A.), *La Misère et la gloire : histoire culturelle du monde russe de l'an mil à nos jours*, P., 1992.

Russia Takes Shape: Patterns of Integration from the Middle Ages to the Present, éd. S. BOGATYREV, Helsinki, 2005.

SCHMIDT (C.), *Sozialkontrolle in Moskau : Justiz, Kriminalität und Leibeigenschaft, 16491785*, Stuttgart, 1996.

SEBAG MONTEFIORE (S.), *Les Romanov, 1613-1918*, P., 2016.

SMAGINA (G. I.), *Nemcy v Rossii : rossijsko-nemeckij dialog*, SPb, 2001.

ŠMURLO (E. F.), *Istorija Rossii*, Munich, 1922.

URLANIS (B. C.), *Vojny i narodonaselenie Evropy : ljudskie poteri vooružennyx sil evropejskix stran v vojnax XVII-XX vv. (istoriko-statističčeskoe issledovanie)*, M., 1960.

WORTMAN (R. S.), *Scenarios of Power: Myth and Ceremony in Russian Monarchy*, Princeton, 1995-2000, 2 vol.

ZENKOVSKY (B.) [ZEN'KOVSKIJ V. V.], *Histoire de la philosophie russe*, P., 1992, 2 vol.

6. Par chapitres

chapitre 1. – Les réformes de Pierre le Grand et la réaction conservatrice (1689-1730)

AKIŠIN (M. O.), *Policejskoe gosudarstvo i sibirskoe obščestvo. Èpoxa Petra Velikogo*, Novosibirsk, 1996.

ALEKSANDROV (G.), « Pečat' Antixrista », *Russkij arxiv*, 1873, N 11, p. 2068-2072.

AMBURGER (E.), *Geschichte der Behördenorganisation Russlands von Peter dem Großen bis 1917*, Leyde, 1956.

ANISIMOV (E. V.) :

– *Dyba i knut. Politiceskij sysk i russkoe obščestvo v XVIII veke*, M., 1999 ;

– *Gosudarstvennye preobrazovanija i samoderžavie Petra Velikogo v pervoj četverti XVIII veka*, SPb., 1997 ;

– *Podatnaja reforma Petra I. Vvedenie podušnoj podati v Rossii. 1719-1728.*, L., 1982 ;

– *The Reforms of Peter the Great: Progress through Coercion in Russia*, Armonk (NY), 1993 [traduction du suivant] ;

– *Vremja petrovskix reform*, L., 1989.

BABIČ (M. V.) :

– *Gosudarstvennye učrezdenija Rossii XVIII v. : spravočnoe posobie*, M., 1999 ;

– *Gosudarstvennye učrezdenija XVIII v. : komissii petrovskogo vremeni*, M., 2003.

BABIČ (M. V.), BABIč (I. V.), *Oblastnye praviteli Rossii, 1719-1739*, M., 2008.

BAGGER (H.) :

– *Peter den Stores reformer : en forskningsoversigt*, Aarhus, 1979 ;

– *Reformy Petra Velikogo : obzor issledovanij*, M., 1985 [traduction du précédent].

BAZAROVA (T. A.) *Sozdanie « paradiza ». Sankt-Peterburg i Ingermanlandija v èpoxu Petra Velikogo*, SPb., 2014.

BLANC (S.) :

– « À propos de la politique économique de Pierre le Grand », CMRS, 1962, vol. 3, nº 1, p. 122-139 ;

– « Histoire d'une phobie : le testament de Pierre le Grand », CMRS, 1968, vol. 9, p. 265-293 ;

– *Pierre le Grand*, P., 1974.

BLOME (A.), *Das deutsche Rußlandbild im frühen 18. Jahrhundert. Untersuchungen zur zeitgenössischen Presseberichterstattung über Rußland unter Peter I.*, Wiesbaden, 2000.

BOECK (B. J.), « When Peter I was forced to Settle for Less: Coerced Labor and Resistance in a Failed Russian Colony (1695-1711) », *The Journal of Modern History*, 2008, vol. 80, nº 3, p. 485-514.

BOGOSLOVSKIJ (M. M.) :

– *Istoriografija, memuaristika, èistolografija (Naučnoe nasledie)*, M., 1987 ;

– *Oblastnaja reforma Petra Velikog : Provincija, 1717-1727*, M., 1902 ;

– *Petr Velikij i ego reforma*, M., 1920 ;

– *Petr I : materialy dlja biografii*, M. ; L., 1940-1948, 5 vol. ; réimpr. La Haye, 1969.

BUSHKOVITCH (P.) *Peter the Great, the Struggle for Power, 1671-1725*, Cambridge, 2001.

CRACRAFT (J.) :

– *Peter the Great Transforms Russia*, Lexington, 1991 ;

– *The Petrine Revolution in Russian Architecture*, Chicago, 1995 ;

– *The Petrine Revolution in Russian Imagery*, Chicago, 1997 ;

– *The Revolution of Peter the Great*, Cambridge, 2003.

CROSS (A.), *Peter the Great through British Eyes*, Cambridge, 2000.

DUROV (I. G.), *Proviantskoe obespečeneie flota v èpoxu Petra Velikogo*, Nižnij Novgorod, 2002.

ERMASOV (E. V.), *Petr I i Rossija v nemeckoj publicistike pervoj četverti XVIII veka. Avtoreferat diss… kandidata istoričeskix nauk*, Saratov, 2000.

ERREN (L.) « "Tödlicher Jähzorn ?" Die Gewalttätigkeit Peters I. in der Wahrnehmung von Zeitgenossen und Historikern », *Zeitschrift für historische Forschung*, 2013, 40, p. 393-428.

FARROW (L.), « Peter the Great's Law of Single Inheritance: State Imperatives and Noble Resistance », RR, 1996, vol. 55, p. 430-447.

GOLIKOV (I. I.) :

– *Dejanija Petra Velikogo, mudrogo preobrazovatelja Rossii, sobrannye iz dostovernyx istočnikov i raspoložennye po godam*, M., 1788-1789, 12 fasc. ;

– *Dopolnenija k dejanijam Petra Velikogo*, M., 1790-1797, 18 fasc.

GOLIKOVA (N. B.), *Astraxanskoe vosstanie, 1705-1706 gg.*, M., 1976.

HUGHES (L.),

– « Nothing is too Small for a Great Man: Peter the Great's Little Houses and the Creation of Some Petrine Myths », SEER, 1993, vol. 81, n° 4, p. 634-658 ;

– *Playing Games : The Alternative History of Peter the Great*, Londres, 2000 ;

– *Russia in the Age of Peter the Great*, Londres, 1998.

JUXT (A. I.), compte-rendu d'E. V. ANISIMOV, *Podatnaja reforma Petra I*, VopI, 1984, 9, p. 127-130.

KAFENGAUZ (B. B.), « Reformy Petra I v ocenke M. N. Pokrovskogo », in *Protiv antimarksistskoj koncepcii M.N. Pokrovskogo. Sbornik statej*, č. 2, M. ; L., 1940, p. 140-176.

LIECHTENHAN (F.-D.), *Pierre le Grand, le premier empereur de toutes les Russies*, P., 2015.

LOMONOSOV [LOMONOSOW] (M. V.), *Panégyrique de Pierre le Grand, prononcé dans la séance publique de l'Académie impériale des sciences, le 26 avril 1755…*, traduit par M. le baron de Tschoudy, SPb., 1755.

MILJUKOV (P.), *Gosudarstvennoe xozjajstvo Rossii v pervoj četverti XVIII stoletija i reforma Petra Velikago*, 2e éd., SPb., 1905.

Modernizing Muscovy: Reform and Social Change in Seventeenth-Century Russia, éd. J. KOTILAINE, M. T. POE, Londres, 2004.

NOVICKIJ (G. A.), *Istorija SSSR (XVIII vek). Kurs lekckij, procitannyj v Vysšej partijnoj škole pri CK VKP(b)*, M., 1950.

PAVLENKO (N. I.), *Petr Velikij*, M., 1975.

PAVLOV-SIL'VANSKIJ (N. P.), *Proekty reform v zapiskax sovremennikov Petra Velikogo : opyt izučenija russkix proektov i neizdannye ix teksty*, M., GPIB, 2000 [1re éd. 1897].

PETERSON (C.), *Peter the Great's Administrative and Judicial Reforms: Swedish Antecedents and the Process of Reception*, Stockholm, 1979.

Petr I v Russkoj literature XVIII veka : teksty i kommentarii, éd. S. I. NIKOLAEV, SPb., 2006.

Petr Velikij : sbornik statej, éd. A. I. ANDREEV, M. ; L., 1947.

Petr Velikij. Pro i Contra, éd. D. K. BURLAKA, SPb., 2001.

PLATONOV (S. F.), *Petr Velikij : ličnost' i dejatel'nost'*, L., 1926.

PLATONOVA (N.), « Contrôle des finances, administration et genèse de l'État dans la Russie de Pierre le Grand », CMR, 2003, vol. 44, nº 4, p. 605-628.

PLATT (K. M. F.), *Terror and Greatness: Ivan and Peter as Russian Myths*, Ithaca ; Londres, 2011.

POD'JAPOL'SKAJA (E. P.), *Vosstanie Bulavina, 1707-1709*, M., 1962.

POGODIN (M. P.), *Istoriko-kritičeskie otryvki*, M., 1846.

POKROVSKIJ (N. N.), *Antifeodal'nyj protest uralo-sibirskix krest'jan-staroobrjadcev v XVIII v.*, Novosibirsk, 1974.

PORTAL (R.), *Pierre le Grand*, Bruxelles, 1990.

POSSELT (M. C.), *Der General und Admiral Franz Lefort, sein Leben und seine Zeit : ein Beitrag zur Geschichte Peters des Grossen.* Francfort, 1866, 2 vol.

PUŠKIN (A. S.), *Istorija Petra*, sost., éd. V. S. LISTOV, M., 2000.

RIAZANOVSKY (N.), *The Image of Peter the Great in Russian History and Thought*, Oxford, 1985.

Rossija v period reform Petra I, éd. N. I. PAVLENKO, D. A. NIKIFOROV, M., 1973.

Russia in the Reign of Peter the Great: Old and New Perspectives, éd. A. CROSS, Cambridge, 1998.

SCHIPPAN M., *Die Einrichtung der Kollegien in Russland zur Zeit Peters I*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1996 (FOG 51).

SEROV (D. O.) :

– *Administracija Petra I*, M., 2008 ;

– *Prokuratura Petra I (1722-1725 gg.) : istoriko-pravovoj očerk*, Novosibirsk, 2002 ;

– *Stroiteli imperii : rčerki gosudarstvennoj i kriminal'noj dejatel'nosti spodvižnikov Petra I*, Novosibirsk, 1996 ;

– *Sudebnaja reforma Petra I : istoriko-pravovoe issledovanie*, M., 2009.

ŠICGAL (A. G.), *Grafičeskaja osnova russkogo graždanskogo šrifta*, M. ; L., 1947.

SIMON (G.), « Der Prozeß gegen den Thronfolger in Rußland (1718) und in Preußen (1730) : Carevič Aleksej und Kronprinz Friedrich », JGO, 1988, vol. 36, p. 218-247.

ŠMURLO (E. F.) :

– *Petr Velikij v ocenkax sovremennikov i potomstva*, vyp. I (XVIII vek), SPb., 1912 ;

– *Petr Velikij v russkoj literature*, SPb., 1889.

SOFRONENKO (K. A.), STEŠENKO (L. A.), *Gosudarstvennyj stroj Rossii v pervoj četverti XVIII v.*, M., 1973.

SOLOV'EV (S. M.), *Sočinenija v vossemnadcati knigax*, M., 1988-1996, 20 vol.

SYROMJATNIKOV (B. I.), *« Reguljarnoe » gosudarstvo Petra I i ego ideologija*, M. ; L., 1943.

USTRJALOV (N. G.), *Istorija carstvovanija Petra Velikogo*, SPb., 1858-1863, 4 tomes en 6 volumes.

WITTRAM (R.), *Peter I. Czar und Kaiser*, Göttingen, 1964, 2 vol.

ZITSER (E.) :

– « Post-Soviet Peter. New Histories of the Late Muscovite and Early Imperial Russian Court », *Kritika*, 2005, vol. 6, n° 2, p. 375-392 ;

– *The Transfigured Kindgom. Sacred Parody and Charismatic Authority at the Court of Peter the Great*, Ithaca, 2004.

chapitre 2. – La société de cour (1730-1761)

L'Absolutisme éclairé, éd. B. KÖPECZI, A. SOBOUL, E. H. BALASZ, D. KOSARY, Budapest, 1985.

Der aufgeklärte Absolutismus, éd. K. O. VON ARETIN, Cologne, 1974.

Der aufgeklärte Absolutismus im europäischen Vergleich, éd. H. REINALTER, H. KLUETING, Cologne ; Vienne, Weimar, 2002.

BLUCHE (F.), *Le Despotisme éclairé*, P., 1985.

BRENNAN (J. F.), *Enlightened Despotism in Russia. The Reign of Elisabeth, 1741-1762*, New York, 1987.

GEYER (D.), « Der aufgeklärte Absolutismus in Russland. Bemerkungen zur Forschungslage », JGO, 1982, vol. 30, n° 2, p. 176-189.

LEY (F.), *Le Maréchal de Münnich (1683-1767) et la Russie au XVIIIe siècle*, P., 1959.

LIECHTENHAN (F.-D.), *Élisabeth Ire de Russie, l'autre impératrice*, P., 2007.

MYL'NIKOV (A. S.), *Iskušenie čudom : « Russkij princ » i samozvancy*, L., 1991.

OMEL'CENKO (O. A.), « *Zakonnaja monarxija » Ekateriny Vtoroj*, M., 1993.

PISARENKO (K.), *Iskusstvo intrigi : dvorcovye perevoroty v èpoxu Elizavety Petrovny*, M., 2005.

RUBINŠTEJN (N. L.), « Uložennaja komissija 1754-1766 gg. i ee proekt novogo uloženija O sostojanii poddannyx voobšče », IZ, 1951, 38, p. 208-251.

ŠMIDT [SCHMIDT] (S. O.), « La politique intérieure du tsarisme au milieu du XVIIIe siècle », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1966, 21e année, n° 1, p. 95-110.

VENTURI (F.), *Europe des Lumières. Recherches sur le XVIIIe siècle*, P. ; La Haye, 1971.

VOCELKA (K.), *Glanz und Untergang der höfischen Welt. Repräsentation, Reform und Reaktion im habsburgischen Vielvölkerstaat*, Vienne, 2001.

chapitre 3. – Le triomphe fragile de l'absolutisme éclairé (1761-1796)

ALEXANDER (J. T.) :

– *Autocratic Policies in a National Crisis: The Imperial Russian Government and Pugachev's Revolt 1773-1775*, Bloomington ; Londres, 1969 ;

– *Catherine the Great*, Oxford ; New York, 1988-1989, 2 vol.

ANISIMOV (E. V.) :

– « Ekaterina II i političeskij sysk », in *Ekaterina II i ee vremja*, SPb., 1999, p. 13-28 ;

– *Rossija posle Petra* ;

– *Rossija v seredine XVIII veka. Bor'ba za nasledie Petra*, M., 1986 ;

– *Empress Elizabeth : her Reign and her Russia, 1741-1761*, Gulf Breeze, 1995.

BELJAVSKIJ (M. T.), *Krest'janskij vopros v Rossii nakanune vosstanija E. I. Pugačeva (formirovanie antikrepostničeskoj mysli)*, M., 1965.

ELIAS (N.), *La Société de cour*, trad. P. KAMNITZER, P., 1974.

FURET (F.), *Penser la Révolution française*, P., 1978.

GRACIANSKIJ (P. S.), *Desnickij*, M., 1978.

GRIFFITHS (D. M.) :

– « Catherine II: The Republican Empress », JGO, 1973, vol. 21, nº 3, p. 323-344 ;

– *Ekaterina II i mir : stat'i raznyx let*, M., 2013.

GUKOVSKIJ (G. A.), *Očerki istorii russkoj literatury XVIII veka : dvorjanskaja fronda v literature 1750-1760-x godov*, M. ; L., 1936.

IGNATOVIč (I. I), *Krest'janskoe dviženie v Rossii v pervoj četverti XIX v.*, M., 1963.

JONES (R. E.) :

– *The Emancipation of the Russian Nobility, 1762-1785*, Princeton, 1973 ;

– *Provincial Development in Russia. Catherine II and Jakob Sievers*, New Brunswick, 1984.

KAMENSKIJ (A. B.), *Pod seniju Ekateriny : vtoraja polovina XVIII veka*, SPb., 1992.

Katharina II, Russland und Europa, éd. C. SCHARF, Mayence, 2001.

KISELEV (M.), « Manifest o vol'nosti dvorjanstva 1762 goda : rekonstrukcija istorii teksta », RI, 2014, 4, p. 37-52.

Krest'janskaja vojna v Rossii v 1773-1775 godax : Vosstanie Pugačeva, éd. V. V. MAVRODIN, L., 1961-1970, 3 vol.

LAPPO-DANILEVSKIJ (A. S.), *Očerki vnutrennej politiki imperatricy Ekateriny II*, SPb., 1898.

LAPPO-DANILEVSKIJ (K. Ju.), « K voprosu o recepcii sobytij Velikoj francuzskoj buržuaznoj revoljucii v Rossii 1790-x godov (V. V. Kapnist i ego bližajšee okruženie) », *Russkaja literatura*, 1989, 3, p. 49-56.

LEONARD (C. S.) :

– *Reform and Regicide : The Reign of Peter III of Russia*, Bloomington, 1993 ;

– « The Reputation of Peter III », RR, 1988, vol. 47, p. 263-292.

MADARIAGA (I. de) :

– *Politics and Culture in Eighteenth-Century Russia: Collected Essays*, Londres, 1998 ;

– *Russia in the Age of Catherine the Great*, New Haven, 1981 ;

– *La Russie au temps de la grande Catherine*, P., 1987 [traduction du précédent].

MÜLLER (G.-F.), « Zuverläßige Nachrichten von dem Aufrührer Jemelian Pugatchew und der von demselben angestifteten Empörung », *Magazin für die neue Historie und Geographie, angelegt von A. F. Büsching*, Halle, 1784, Th. 18, p. 5-70.

NATALIZI (M.), *La rivolta degli orfani : la vicenda del ribelle Pugačëv*, Rome, 2011.

OVČINNIKOV (R. V.) :

– *Manifesty i ukazy E. I. Pugačeva : istočnikovedčeskoe issledovanie*, M., 1980 ;

– *Sledstvie i sud nad E. I. Pugačevym i ego spodvižnikami, Istočnikovedčeskoe issledovanie*, M., 1995.

PASCAL (P.), *La Révolte de Pougatchev*, P., 1971.

PETERS (D.), *Politische und gesellschaftliche Vorstellungen in der Aufstandsbewegung unter Pugačev (1773-1775)*, Berlin, 1973.

PROSKURINA (V.), *Mify imperii : Literatura i vlast' v èpoxu Ekateriny II*, M., 2006.

RAEFF (M.), « The Domestic Policies of Peter III and his Overthrow », *American Historical Review*, 1970, vol. 75, nº 5, p. 1289-1310.

RANSEL (D.), *The Politics of Catherinian Russia: The Panin Party*, New Haven, 1975.

Russland zur Zeit Katharinas II. Absolutismus–Aufklärung–Pragmatismus, éd. E. HÜBNER, J. KUSBER, P. NITSCHE, Cologne, 1998.

chapitre 4. – Face au défi napoléonien. Réformes et réformateurs dans le premier quart du XIXe siècle (1796-1825)

14 (Le) décembre 1825 : origines et héritage du mouvement des décembristes, P., 1980.

14 dekabrja 1825 goda : istočniki, issledovanija, istoriografija, bibliografija, SPb. ; Kichinev, 1997-2010, 8 vol.

ARKHANGELSKI (A.), *Alexandre Ier*, P., 2000.

BARSKOV (Ja.), « Proekty voennyx reform Cesareviča Pavla », *Russkij istoričeskij žurnal*, 1917, kn.3-4, p. 282-350.

Careubijstvo 11 marta 1801 goda. Zapiski učastnikov i sovremennikov, SPb., 2007.

DESJATOVSKIJ (A. P.), *Graf P. D. Kiselev i ego vremja. Materialy dlja istorii Aleksandra I, Nikolaja I i Aleksandra II v 4 t.*, SPb., 1882.

ÈJDEL'MAN (N. Ja.), *Gran' vekov : Političeskaja bor'ba v Rossii : konec XVIII-načalo XIX stoletija*, SPb., 1992.

GRIMSTED (P. K.), *The Foreign Ministers of Alexander I: Political Attitudes and the Conduct of Russian Diplomacy*, Berkeley ; Los Angeles, 1969.

HARTLEY (J.), *Alexander I*, Londres ; New York, 1994.

Imperator i Generalissimus. Sbornik statej k 250-letiju so dnja roždenija imperatora Pavla I i 275-letiju s dnja roždenija A.V. Suvorova, SPb., 2004.

JENKINS (M.), *Arakcheev : Grand Vizier of the Russian Empire: A Biography*, Londres, 1969.

JURKEVIČ (E.), *Voennyj Peterburg èpoxi Pavla I*, M. ; SPb., 2007.

KLOČKOV (M. V.), *Očerki pravitel'stvennoj dejatel'nosti vremen Pavla I*, Pg., 1916.

KOBEKO (D. F.), *Cesarevič Pavel Petrovič, 1754-1796, Istoričeskoe issledovanie*, SPb., 2001.

KORNILOV (A. A.), *Kurs istorii Rossii XIX veka*, 2e éd., M., 2004.

MARTIN (A. M.) :

– *Defenders of the Old Regime: Russian Conservatives in the Age of Napoleon and the Holy Alliance*, Philadelphia, 1993 ;

– *Romantics, Reformers, Reactionaries: Russian Conservative Thought and Politics in the Reign of Alexander I*, DeKalb, 1997.

MCGREW (R. E.) :

– « A Political Portrait of Paul I from the Austrian and English Diplomatic Archives », JGO, 1970, vol. 18, n° 4, p. 503-529 ;

– *Paul I of Russia, 1754-1801*, Oxford, 1992.

MILJUTIN (D. A.), *Istorija vojny 1799 goda meždu Rossiej i Franciej v carstvovanie imperatora Pavla I*, SPb., 1857, 3 vol.

NIKOLAJ MIXAJLOVIč (grand-duc de Russie) :

– *Imperator Aleksandr I*, M., 1999 [1e édition 1912] ;

– *Le Tsar Alexandre Ier*, trad. par la baronne N. Wrangel, P., 1931.

PYPIN (A. N.), *Obščestvennoe dviženie v Rossii pri Aleksandre I*, 3e éd., SPb., 1900.

REY (M.-P.) :

– *Alexandre Ier*, P., 2009 ; réimpr. *Alexandre Ier : le tsar qui vainquit Napoléon*, P., 2013 ;

– *Un tsar à Paris : 1814, Alexandre Ier et la chute de Napoléon*, P., 2015.

ŠEBUNIN (A. N.) :

– *Evropejskaja kontrrevoljucija v pervoj polovine*XIX *v.*, L., 1925 ;

– *Nikolaj Ivanovič Turgenev*, M., 1925 ;

– (sous le nom de M. STEPANOV), « Žozef de Mestr v Rossii », *Literaturnoe nasledstvo*, 1937, t. 29-30 p. 577-726.

ŠIL'DER (N. K.), *Imperator Aleksandr I : ego žizn' i carstvovanie*, 2e éd., SPb., 1904-1905, 4 vol.

ŠIŠKOV (A. S.), *Zapiski, mnenija i perepiska admirala A. S. Šiškova, izd. N. Kiseleva i Ju. Samarina*, t. 1, Berlin, 1870.

SKOROBOGATOV (A. V.), *Cesarevič Pavel Petrovič. Političeskij diskurs i social'naja praktika*, M., 2005.

VERNADSKY (G.), *La Charte constitutionnelle de l'Empire russe de l'an 1820*, trad. S. OLDENBOURG, P., 1933.

ZAWADSKI (W. H.), *Adam Czartoryski as a Statesman of Russia and Poland*, Oxford, 1993.

ZORIN (A.), *Kormja dvuglavogo orla… Literatura i gosudarstvennaja ideologija v Rossii v poslednej treti XVIII-pervoj treti XIX v.*, M., 2001.

ŽUKOVSKAJA (T. N.), *Pravitel'stvo i obščestvo pri Aleksandre I*, Petrozavodsk, 2002.

chapitre 5. – Une modernisation conservatrice (1825-1855) ?

CIMBAEV (N. I.) :

– « Idei federalizma i federativnogo ustrojstva Rossii v obščestvennoj mysli », in *Očerki russkoj kul'tury XIX veka*, t. 4 : *Obščestvennaja mysl'*, M., 2003, p. 457-496 ;

– « Razdelenie vlastej : istoričeskij opyt Rossijskoj imperii », in *Razdelenie vlastej : istorija i sovremennost'*, M., 1996, p. 310-328.

KALJAGIN (V. A.), *Političeskie vzgljady M. M. Speranskogo*, Saratov, 1973.

MIRONENKO (S. V.), *Samoderžavie i reformy : političeskaja bor'ba v Rossii v načale XIX v.*, M., 1989.

OKUN' (S. B.), *Očerki istorii SSSR, konec XVIII-pervaja četvert' XIX veka*, L., 1956.

PREDTEČENSKIJ (A. V.), *Očerki obščestvenno-političeskoj istorii Rossii v pervoj četverti XIX veka*, M. ; L., 1957.

RIASANOVSKY (N.), *Nicholas I and Official Nationality in Russia, 1825-1855*, Berkeley, 1959.

SAFONOV (M. M.), *Problema reform v pravitel'stvennoj politike Rossii na rubeže XVIII-XIX vv.*, L., 1988.

SPERANSKIJ (M. M.), *Proekty i zapiski*, M. ; L., 1961.

WHITTAKER (C. H.) :

– *Count S. S. Uvarov : Conservatism and National Enlightenment in Pre-reform Russia*, 1971 ;

– *The Origins of Modern Russian Education: An Intellectual Biography of Count Sergei Uvarov, 1786-1855*, DeKalb, 1984.

chapitre 6. – Les grandes réformes et les contre-réformes (1855-1894)

DALY (J. W.), *Autocracy Under Siege : Security Police and Opposition in Russia 1866-1905*, De Kalb, 1998.

HEILBRONNER (H.), « Alexander III and the Reform Plan of Loris-Melikov », *Journal of Modern History*, 1961, vol. 33, p. 384-397.

LEROY-BEAULIEU (A.), *Un homme d'État russe (Nicolas Milutine), d'après sa correspondance inédite : étude sur la Russie et la Pologne pendant le règne d'Alexandre II (1855-1872)*, P., 1884.

LUKASHEVICH (S.), « The Holy Brotherhood : 1881-1883 », *American Slavic and East European Review*, 1959, vol. 18, p. 491-509.

O'ROURKE (S.), « The Mother Benefactress and the Sacred Battalion: Grand Duchess Elena Pavlovna, the Editing Commission, and the Emancipation of the Serfs », RR, 2011, vol. 70, nº 4, p. 584-607.

PIPES (R.), *L'Affaire Degaev*, P., 2011.

SENČAKOVA (L. T.), « Svjaščennaja družina i ee sostav », VMGU, ser. 9 : Istorija, 2, 1967, p. 62-83.

ZAJONČKOVSKIJ (P. A.), *Krizis samoderžavija na rubeže 1870-1880-x godov*, M., 1964.

chapitre 7. – Guerres et révolutions (1894-1917)

1905 : la première révolution russe, éd. F.-X. COQUIN, C. GERVAIS-FRANCELLE, P., 1986.

ASCHER (A.), *The Revolution of 1905*, Stanford, 1988-1992, 2 vol.

CARRÈRE D'ENCAUSSE (H.), *Nicolas II : la transition interrompue*, P., 2012.

FIGES (O.), *La Révolution russe*, P., 2009, 2 vol.

GEIFMAN (A.), *Russia Under the Last Czar : Opposition and Subversion, 1894-1917*, Oxford, 1999.

HARCAVE (S.), *Count Sergei Witte and the Twilight of Imperial Russia*, Armonk (NY), 2004

KOLONICKIJ (B. I.) :

– *Simvoly vlasti i bor'ba za vlast' : k izučeniju političeskoj kul'tury rossijskoj revoljucii 1917 goda*, SPb., 2012 ;

– *Tragičeskaja èrotika : obrazy imperatorskoj sem'i v gody Pervoj mirovoj vojny*, M., 2010.

LAUE (T. H. von), « Sergei Witte and the Industrialization of Russia », New York, 1969.

Liberal'noe dviženie v Rossii 1902-1905 gg., éd. V. V. ŠELOXAEV, 2001.

LIEVEN (D.), *La Fin de l'empire des tsars*, P., 2015.

LUKOJANOV (I. V.), *The State Duma in Russia 1906-2006*, SPb., 2006.

MCDONALD (D.), « The Durnovo Memorandum in Context », JGO, 1996, vol. 44, nº 4, p. 481-502.

MORSKOJ (A.) [pseud. de V. I. VON STEIN], *Isxod rossijskoj revoljucii 1905 goda i pravitel'stvo Nosarja*, M., 1911.

OL'DENBURG (S. S.), *Carstvovanie Imperarora Nikolaja II*, t. 1, Belgrade, 1939 ; t. 2, Munich, 1949.

P. A. Stolypin i istoričeskij opyt reform v Rossii. K 100-letiju so dnja gibeli P. A. Stolypina, M., 2012.

PIPES (R.), *Les Trois Pourquoi de la révolution russe*, Paris, 2013.

RAWSON (D. C.), *Russian Rightists and the Revolution of 1905*, Cambridge, 1995.

Russian Culture in War and Revolution 1914-1922, éd. B. I. KOLONICKIJ, S. G. MARKS, M. FRAME, M. K. STOCKDALE, Bloomington, 2014, 2 vol.

S. Ju. Vitte – èkonomist, politik, diplomat, éd. S. D. Bodrunov, M., 2015.

SCHNEIDERMAN (J.), *Sergei Zubatov and Revolutionary Marxism : The Struggle for the Working Class in Tsarist Russia*, Ithaca, 1976.

SUMPF (A.) :

– *La Grande Guerre oubliée : Russie, 1914-1918*, P., 2014 ;

– *Raspoutine*, P., 2016.

WALLACE (D. M.), *Russia on the Eve of War and Revolution*, Princeton, 1984.

WCISLO (F. W.), *Tales of Imperial Russia : The Life and Times of Sergei Witte, 1849-1915*, Oxford ; New York, 2011.

ZAŠIXIN (A. N.), « O čisle žertv Krovavogo voskresenja (po povodu cifry 4600) », *Vestnik Pomorskogo Universiteta. Serija Gumanitarnye i social'nye nauki*, 2008, 3, p. 5-9.

chapitre 8. – De Narva à Ismail. Un siècle d'expansion russe (1700-1796)

AKSAN (V. H.), « Locating the Ottomans among early modern empires », *Journal of Early Modern History*, 1999, vol. 3, p. 103-134.

ARTAMONOV (V. A.), *Rossija i Reč' Pospolitaja posle Poltavskoj pobedy (1709-1714)*, M., 1990.

ARTAMONOV (V. A.), KOčEGAROV (K. A.), KURUKIN (I. V.), *Vtorženie švedskoj armii na Getmanščinu v 1708 g.*, SPb., 2008.

ARTAMONOV (V. A.), PAVLENKO (N. I.), *27 ijunja 1709*, M., 1989.

BAGGER (H.), « Die Bedeutung des Ostseeraumes für die russische Aussenpolitik », in *Russland zur Zeit Katharinas II.*

Absolutismus–Aufklärung–Pragmatismus, éd. E. HÜBNER, J. KUSBER, P. NITSCHE, Cologne, 1998, p. 361-396.

BELKIN-STEVENS (C.), *Soldiers on the Steppe : Army Refom and Social Change in Early Modern Russia*, DeKalb, 1995.

BESKROVNYJ (L. G.), *Russkaja armija i flot v XVIII veke*, M., 1958.

BOLTUNOVA (E. M.), *Gvardija Petra Velikogo kak voennaja korporacija*, M., 2002.

BURKE (P.), *The Fabrication of Louis XIV*, New Haven ; Londres, 1992.

CORNETTE (J.), « La révolution militaire et l'État moderne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, vol. 41, n° 4, p. 696-709.

DRUZININA (E. I.), *Kjučuk-Kajnadržijskij mir 1774 goda (ego podgotovka i zaključenie)*, M., 1955.

DUFFY (C.), « Russia's Military Way to the West 1700-1800 », Londres, 1981.

ELISEEVA (O. I.) :

– *Geopolitičeskie proekty G. A. Potemkina*, M., 2000 ;

– *Perepiska Ekateriny II i G. A. Potemkina perioda vtoroj russko-tureckoj vojny (1787-1791), Istočnikovedčeskoe isledovanie*, M., 1997.

ENGLUND (P.), *Poltava : chronique d'un désastre*, P., 1999.

ERIKSSON (P.), « Švedskie istoriki o Karle XII i Velikoj Severnoj vojne », *Novaja i novešaja istorija*, 2009, 4, p. 8-27.

FEJGINA (S. A.), *Alandskij kongress : Vnešnjaja politika Rossii v konce Severnoj vojny*, M., 1959.

FINDEISEN (J.-P.), « Poltava – Mythos und Wirklichkeit. Einige kritische Anmerkungen zur bisherigen Darstellung dieser welthistorischen Schlacht durch die sowjetische Militärhistoriographie », *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 1992, vol. 51, p. 1-21.

FISHER (A.), *The Crimean Tatars*, Stanford, 1978.

FROST (R. I.), *The Northern Wars. War, State and Society in Notheastern Europe, 1558-1721*, Harlow, 2010.

FULLER (W. C. Jr.), Strategy and Power in Russia, 1600-1914, New York, 1992.

GIEROWSKI (J.), *The Polish-Lithuanian Commonwealth in the 18th Century. From Anarchy to Well-Organized State*, Cracovie, 1996.

GRIFFITHS (D. M.), *Russian Court Politics and the Question of an Expansionist Foreign Policy under Catherine II, 1762-1783*, Ithaca, 1967.

GUKOVSKIJ (G.), « Soldatskie pesni XVIII veka », *Literaturnoe nasledstvo*, t. 10, M., 1933, p. 112-152.

GUS'KOV (A. G.), *Velikoe Posol'stvo Petra : istočnikovedčeskoe issledovanie*, M., 2005.

GUZEVIČ (D. JU.), GUZEVIČ (I. D.) :

– *Pervoe evropejskoe putešestvie carja Petra : analitičeskaja bibliografija za tri stoletija : 1697-2006*, SPb., 2008 ;

– GUZEVIČ (D. JU.), GUZEVIČ (I. D.), *Velikoe posol'stvo : rubež èpox, ili načalo puti : 1697-1698*, SPb., 2008.

HELLIE (R.) :

– *Enserfment and Military Change in Muscovy*, Chicago ; Londres, 1971 ;

– « The Petrine Army », *Canadian-American Slavic Studies*, 1974, 8, p. 237-253.

HOFFMANN (P.), *Peter der Große als Militärreformer und Feldherr*, Francfort, 2010.

HÖSCH (E.), « Das sogenannte "griechische Projekt" Katharinas II », JGO, 1964, vol. 12, p. 168-206.

HUGHES (L.), *Peter the Great and the West. New Perspectives*, Basingstoke, 2001.

Istorija diplomatiki v 5 t., éd. A. A. GROMYKO, I. N. ZEMSKOV, V. A. ZORIN, M. : 1963.

Istorija Severnoj vojny, 1700-1721 gg., éd. I. I. ROSTUNOV, M., 1987.

JONES (R. E.), « The Nobility and Russian Foreign Policy, 1560-1811 », CMRS, 1993, vol. 34, p. 159-170.

KAMENSKII (A. B.), *The Russian Empire in the Eighteenth Century: Searching a Place in the World*, Londres, 1997.

KAPLAN (H. H.), *Russia and the Outbreak of the Seven Years' War*, Berkeley, 1968.

KLIEWER (R.), HAUSMANN (G.), *« Wie ein Schwede bei Poltawa… » Die Erinnerung an die Schlacht bei Poltawa 1709 und ihre Bedeutung für die Identitätssuche der Ukraine in Europa. Ein deutsch-ukrainisches Studienprojekt*, Felsberg, 2010.

Klio in Uniform ? Probleme und Perspektiven einer modernen Militärgeschichte der frühen Neuzeit, éd. R. PRÖVE, Cologne, 1997.

KOLEGAEVA (T. P.), ŠčERBAK (T. N.), BOJKOVA (L. V.), *« I bitvy pole rokovoe… » K 300-letiju Poltavskogo sraženija. Rekomendatel'nyj ukazatel' literatury*, Belgorod, 2009.

KOROBKOV (N.), *Semiletnjaja vojna (1756-1762 gg.)*, M., 1940.

KROKOSZ (P.), *Rosyjskie siły zbrojne za panowania Piotra I*, Cracovie, 2010.

KROTOV (P. A.), « Sozdanie linejnogo flota na Baltike pri Petre I », IZ, 1988, 116, p. 313-331.

KRYLOVA (T. K) :

– « Russko-tureckie otnošenija vo vremja Severnoj vojny », IZ, 1940, 10, p. 250-279 ;

– « Franko-russkie otnošenija v pervuju polovinu Severnoj vojny », IZ, 1940, 7, p. 115-148 ;

– « Rossija i "Velikij sojuz" », IZ, 1942, 13, p. 84-129 ;

– « Diplomatičeskaja podgotovka vstuplenija russkoj armii v Pomeraniju v 1711 godu », IZ, 1946, 19, p. 17-62 ;

– *Poltavskaja pobeda i russkaja diplomatija : Petr Velikij*, M. ; L., 1947.

KURAT (A. N.), « Der Prutfeldzug und der Prutfrieden von 1711 », JGO, 1962, vol. 10, nº 1, p. 13-66.

KURUKIN (I. V.), *Persidskij poxod Petra Velikogo. Nizovoj korpus na beregax Kaspija (1722-1735)*, M., 2010.

LAIDRE (M.), *Severnaja vojna i Estonija : Tartu v godinu ispytanij (1700-1708)*, Tallinn, 2010.

LAVROV (A. S.), « Velikoe posol'stvo v donesenijax francuzskix diplomatov », *Oranienbaumskie čtenija. Sbornik naučnyx statej i publikacij*, vyp.1. SPb., 2001, p. 113-141.

LEŠČILOVSKAJA (I. I.), « Balkanskaja politika Ekateriny II », VopI, 1999.2, p. 29-41.

LEVINSON-LESSING (V. F.), « Pervoe putešestvie Petra I za granicu », *Kul'tura i iskusstvo petrovskogo vremeni*, L., 1977, p. 5-36.

LIECHTENHAN (F.-D.), *La Russie entre en Europe : Élisabeth Ire et la succession d'Autriche, 1740-1750*, P., 1997.

LUKOWSKI (J.), *The Partitions of Poland, 1772, 1793, 1795*, Londres ; New York, 1999.

LYSCOV (V. P.), *Persidskij poxod Petra I : 1722-1723*, M., 1951.

MAKRIDES (V. N.), « Orthodoxie und Politik : die russisch-griechischen Beziehungen zur Zeit Katharinas II », in *Katharina II., Russland und Europa*, Mayence, 2001, p. 85-119.

MARASINOVA (E. N.), « Obraz imperatora v soznanii èlity rossijskogo dvorjanstva poslednej treti XVIII veka (po materialam èpistoljarnyx istočnikov) », in *Mirovosprijatie i samosoznanie russkogo obščestva*, Vyp. 2 : *Car' i carstvo v russkom obščestvennom soznanii*, M., 1999, p. 141-177.

MARKOVA (O. P.) :

– « Proisxoždenie tak nazyvaemogo Grečeskogo proekta », ISSSR, 1958, 4, p. 52-78 ;

– *Rossija, Zakavkaz'e i meždunarodnye otnošenija v XVIII veke*, M., 1966.

MEDIGER (W.) *Moskaus Weg nach Europa : der Aufstieg Russlands zum europäischen Machtstaat im Zeitalter Freidrichs des Grossen*, Braunschweig, 1952.

MEYER (M.), « The Price for Austria's Security. Part I. Joseph II, the Russian Alliance, and the Ottoman Wars, 1787-1789 », *The International History Review*, 2004, vol. 26, nº 2, p. 257-299.

MÜLLER (M. G.) :

– *Die Teilungen Polens 1772-1793-1795*, Munich, 1984 ;

– « Russland und der Siebenjährige Krieg. Beitrag zu einer Kontroverse », JGO, 1980, 28, p. 198-219.

NOSOV (B. V.), *Ustanovlenie rossijskogo gospodstva v Reči Pospolitoj, 1756-1768 gg.*, M., 2004.

OREŠKOVA (S. F.), *Russko-tureckie otnošenija v načale XVIII v.*, M., 1971.

PALLI (X.), *Meždu dvumja bojami za Narvu. Èstonija v pervye gody Severnoj vojny, 17011704*, Tallinn, 1966.

PEREGUDOV (A. V.), *Gosudarev razrjadnyj šater – organ upravlenija voronežskim korablestroeniem (1697-1700 gg.)*, Voronež, 2010.

PHILIPPS (E. J.), *The Founding of Russia's Navy: Peter the Great and the Azov Fleet, 16881714*, Westport (CT), 1995.

POE (M. T.), « The Consequences of the Military Revolution in Muscovy in Comparative Perspective », *Comparative Studies in Society and History*, 1996, vol. 38, nº 4, p. 603-618.

POLIEVKTOV (M. A.), *Baltijskij vopros v russkoj politike posle Ništadtskogo mira (1721-1725)*, SPb., 1907.

Poltava 1709 : The Battle and the Myth, éd. S. PLOKHY, Harvard, 2012.

RABINOVIČ (M. D.) :

– « Strel'cy v pervoj četverti XVIII v. », IZ, 1956, 58, p. 273-305 ;

– « Formirovanie reguljarnoj russkoj armii nakanune Severnoj vojny », in *Voprosy voennoj istorii Rossii. XVII i pervaja polovina XIX vekov*, éd. V. I. ŠUNKOV, M., 1969, p. 221-233.

RAGSDALE (H.) :

– « Evaluating the Tradition of Russian Aggression: Catherine II and the Greek project », SEER, 1988, vol. 66, n° 1, p. 91-117 ;

– « Prosveščennyj absoljutizm i vnešnjaja politika Rossii v 1762-1815 godax », OI, 2001, 3, p. 2-25.

Russia 1762-1825: Military Power, the State and People, Westport (UK), 2008.

ŠARYPKIN (D. M.), « Poltavskij pir Petra I po russkim i švedskim istočnikam », in *Sravnitel'noe izučenie literatur*, L., 1976, p. 82-87.

SCHULZE-WESSEL (M.), « A. I. Osterman i ego politika v otnošenii Pol'ši v istoričeskom osveščenii », in *Pol'ša i Evropa v XVIII veke. Meždunarodnye i vnutrennie factory razdelov Reči Pospolitoj*, M., 1999, p. 6-19.

STANISLAVSKAJA (A. M.), « Anglija i Rossija v gody Vtoroj tureckoj vojny (1787-1791) », Vop I, 1948, 11, p. 26-50.

STEGNIJ (P. V.) :

– « Ešče raz o grečeskom proekte Ekateriny II. Novye dokumenty iz AVPRI MID Rossii », *Novaja i novejšaja istoriija*, 2002, n° 4, p. 100-118.

– *Razdely Pol'ši i diplomatija Ekateriny II*, M., 2002.

TAIROVA-JAKOVLEVA (T. G.) :

– *Ivan Mazepa i rossijskaja imperija. Istorija « predatel'stva »*, M. ; SPb., 2011 ;

– *Ivan Mazepa*, M., 2007.

TARLE (E. V.), *Ekaterina II i ee diplomatija*, M., 1945, 2 vol.

TOŠTENDAL'-SALYčEVA (T.), JUNSON (L.), *Poltava, Sud'by plennyx i vzaimodejstvie kul'tur*, M., 2009.

VOZGRIN (V. E.), *Rossija i evropejskie strany v gody Severnoj vojny. Istorija diplomatičeskix otnošenij*, L., 1986.

YANY (C.), « Die Kantonverfassung des altpreußischen Heeres », in *Moderne Preußische Geschichte, 1648-1947, Eine Anthologie*, éd. O. BÜSCHE, W. NEUGEBAUER, Berlin, 1981, p. 767-809.

ZIELIŃSKA (Z.), « Katharina II. und Polen zu Beginn der Regierungszeit von Stanisław August : politische Ziele und mentale Archetypen », in *Katharina II. Russland und Europa. Beiträge zur internationalen Forschung*, Mayence, 2001, p. 75-84.

chapitre 9. – Coalitions et alliances. La Russie dans les systèmes européens (1796-1855)

1812 god i russkaja memuaristika, M., 1980.

1812, la campagne de Russie : histoire et représentations, dir. M.-P. REY, P., 2012 (RES 83.4).

BOGDANOVIČ (M. I.), *Vostočnaja vojna 1853-1856 gg.*, SPb., 1876, 4 vol.

BRADLEY (J.), *Guns for the Tsar: American Technology and the Small Arms Industry in Nineteenth-Century Russia*, DeKalb, 1990.

BREUILLARD (J.), « L'occupation russe en France, 1816-1818 », in *Le 14 décembre 1825 : origine et héritage du mouvement des décembristes*, P., 1980, p. 9-49.

Confrontations impériales (1812-1814), éd. I. SEMENOFF-TIAN-CHANSKY-BAÏDINE, Toulouse, 2014.

ČUDINOV [TCHOUDINOV] (A.) :

– « L'image de Napoléon dans la culture populaire de la Russie au XIXe siècle », in *1812, la campagne de Russie…*, dir. M.-P. REY, P., 2012, p. 1061-1069 ;

– « Les chevaux dans les églises : un topos du folklore russe sur la guerre de 1812 », in *Confrontations impériales (1812-1814)*, Toulouse, 2014, p. 237-247.

DZIVELEGOV (A. K.), MEL'GUNOV (S. P.), PICETA (P. I.), *Otečestvennaja vojna 1812 goda i russkoe obščestvo*, M., 1911, 7 vol.

ESDAILE (C.), *Napoleon's Wars: An International History 1803-1815*, Londres, 2007.

FADEEV (A. V.), *Rossija i vostočnyj krizis 20-x godov XIX veka*, M., 1958.

FEDOROV (V. A.), *Soldatskoe dviženie v gody dekabristov*, M., 1963.

FIGES (O.), *Crimea: The Last Crusade*, Londres ; New York, 2010.

GRINEV (A. V.), « A Failed Monopoly: Management of the Russian-American Company, 1799-1867 », *Alaska History*, 2012, vol. 27, p. 19-47.

HARTLEY (J.), *Russia 1762-1825 : Military Power, the State and People*, Westport (UK), 2008.

ISKYUL [ISKJUL'] (S.), « 1812 : Saint-Pétersbourg en danger« , in *1812, la campagne de Russie…*, dir. M.-P. REY, P., 2012, p. 961-980.

ISTOMIN (A. I.), GIBSON (J.), TIŠKOV (V. A.), *Russia in California*, M., 2005.

LENTZ (T.) :

– *Le Congrès de Vienne : une refondation de l'Europe, 1814-1815*, P., 2013 ;

– « La diplomatie napoléonienne et la Russie : du partage du monde aux barbares du Nord (1807-1812) », in *Confrontations impériales (1812-1814)*, Toulouse, 2014, p. 257-266.

LEY (F.) :

– *Alexandre Ier et sa Sainte-Alliance (1811-1825*), P., 1975 ;

– *Madame de Krüdener, 1764-1824 : romantisme et Sainte-Alliance*, P., 1994.

LIEVEN (D.), *La Russie contre Napoléon : la bataille pour l'Europe (1807-1814)*, P., 2012.

MAZAGALLI (S.), *Les Boulevards de la fraude : le négoce maritime et le blocus continental, 1806-1813*, Bordeaux, 1999.

Otečestvennaja vojna 1812 goda : ènciklopedija, M., 2004.

PETROV (A. Ju.), *Obrazovanie Rossijsko-Amerikanskoj Kompanii*, M., 2000.

PRESNJAKOV (A. E.), « Ideologija Svjaščennogo Sojuza », *Annaly*, 1923, 3, p. 72-81.

RATCHINSKI (A.), *Napoléon et Alexandre Ier : la guerre des idées*, P., 2002.

REY (M.-P.), *Une effroyable tragédie : une nouvelle histoire de la campagne de Russie*, P., 2012.

Russia and the Napoleonic Wars : War, Culture and Society, 1750-1850, éd. D. LIEVEN, J. HARTLEY, P. KEENAN, Basingstoke (UK), 2015.

La Sainte-Alliance, textes choisis et présentés par G. BERTIER DE SAUVIGNY, P., 1972.

SÉGUR (Ph.-P.) de, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année 1812*, 4e éd., Bruxelles, 1825, 2 vol.

STEIN (I. A.), *Vojna 1812 goda v otečestvennoj istoriografii*, M., 2002.

TARLE (E.), *La Campagne de Russie : 1812*, 4e éd., P., 1960.

TARTAKOVSKIJ (A. G.), *Nerazgadannyj Barklaj*, M., 1996.

ZAJONČKOVSKIJ (A. M.), *Vostočnaja vojna 1853-1856 gg. V 2 t.*, SPb., 2002.

ZEMTSVOV [ZEMCOV] (V.), « Krest Ivana Velikogo moskovskogo Kremlja : dekonstrukcija dvux nacional'nyx mifov », in *1812, la campagne de Russie…*, dir. M.-P. REY, P., 2012, p. 1071-1090.

chapitre 10. – De l'alliance des trois empereurs à l'alliance franco-russe (1856-1914)

ANDRIEN (V.), « La Russie vue par Bismarck : le séjour à Saint-Pétersbourg : 1859, 1862 », *Slavia Occitania*, 1997, 4, p. 111-136.

BEAUVOIS (D.) :

– *La Bataille de la terre en Ukraine : 1863-1914, les Polonais et les conflits socioethniques*, Villeneuve d'Ascq, 1993 ;

– *Le Noble, le Serf et le Revizor : la noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes, 1831-1863*, Paris, 1985.

BISMARCK (O. von), *The Reflections and Reminiscenes of Otto, Prince Von Bismarck, Written and Dictated by Himself After His Retirement from Office*, Londres, 1899.

CAMPBELL YATE (A.), *England and Russia Face to Face in Asia : Travels with the Afghan Boundary Commission*, Edinburgh, Londres, 1887.

ČIŽMÁŘ (J.), *V řadách české družiny a československé brigády*, Brno, 1925.

DAVIS (C. B.), WILBURN (K. E. JR.), ROBINSON (R. E.), *Russia, the Soviet Union, and the Chinese Eastern Railway*, Westport (CO), 1991.

FEUCHTWANGER (E.), *Bismarck*, Londres, 2002.

FISCHER (F.), *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale (1914-1918)*, Düsseldorf, 1961.

GATRELL (P.), *Government, Industry and Rearmament in Russia, 1900-1914: The Last Argument of Tsarism*, Cambridge, 1994.

GIRAULT (R.), « Sur quelques aspects financiers de l'alliance franco-russe », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1961, vol. 8, p. 67-76.

KLEIN (I.), « The Anglo-Russian Convention and the Problem of Central Asia, 1907-1914 », *Journal of British Studies*, 1971, vol. 11, nº 1, p. 126-147.

MILLMAN (R.), « The Bulgarian Massacres Reconsidered », SEER, 1980, vol. 58, nº 2, p. 218-228.

NACHTIGAL (R.), *Rußland und seine österreichisch-ungarischen Kriegsgefangenen 1914 bis 1918*, Remshalden, 2003.

NAMONT (J.-P.), « La colonie tchécoslovaque pendant la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004, nº 216, p. 41-57.

NOLDE (B.), *L'Alliance franco-russe : les origines du système diplomatique d'avant-guerre*, P., 1936.

PATRIKEEFF (F.), SHUKMAN (H.), *Railways and the Russo-Japanese War: Transporting War*, Londres, 2007.

RENOUVIN (P.), *La Crise européenne et la Première Guerre mondiale*, P., 1934.

ROZENTAL' (E. M.), *Diplomatičeskaja istorija russko-francuzskogo sojuza v načale XX veka*, M., 1960.

ŠACILLO (K. F.), *Gosudarstvo i monopolii v voennoj promyšlennosti Rossi : konec XIX v.-1914 g.*, M., 1992.

SETON-WATSON (R. W.), *Disraeli, Gladstone and the Eastern Question: A Study in Diplomacy and Party Politics*, New York, 1972.

SIEGEL (J.), *Endgame: Britain, Russia and the Final Struggle for Central Asia*, New York, 2002.

TOMASZEWSKI (F. K.), *A Great Russia: Russia and the Triple Entente*, Greenwood, 2002.

chapitre 11. – L'empire des tsars, des Russes et des non-Russes

AKIŠIN (M. O.), « Petr Velikij i pravoslavnaja missija sredi narodov Sibiri », *Menšikovskie čtenija*, 2015, vyp.6 (15), p. 10-31.

AKSAN (V. H.), « Locating the Ottomans among Early Modern Empires », *Journal of Early Modern History*, 1999, n° 3.

AUCH (E.-M.), *Muslim-Untertan-Bürger Identitätswandel in gesellschaftlichen Transformations prozessen der muslimischen Ostprovinzen Südkaukasiens (Ende 18Anfang 20 Jh). Ein Beitrag zur vergleichenden Nationalismusforschung*, Wiesbaden, 2004.

AUST (M.), « Novaja istorija Rossijskoj imperii v germanskoj rusistike », *Novaja imperskaja istorija postsovetskogo prostranstva*, Kazan', 2004, p. 599-608.

BAJBULATOV (N. K.), BLIEV (M. M.), BUZURTANOV (M. O.), VINOGRADOV (V. B.), GADžIEV (V. G.), « Vxoždenie Čeceno-Ingušetii v sostav Rossii », ISSSR, 1980, 5, p. 48-63.

BASSIN (M.), *Imperial Visions: Nationalist Imagination and Geographical Expansion in the Russian Far East, 1840-1866*, New York, 1999.

BAXTURINA (A. Ju.), *Politika Rossijskoj imperii v Vostočnoj Galicii v gody Pervoj mirovoj vojny*, M., 2000.

BLIEV (M. M.) :

– « K voprosu o vremeni prisoedinenija narodov severnogo Kavkaza k Rossii », VopI, 1970, 7, p. 40-56 ;

– « O nekotoryx problemax prisoedinenija narodov Kavkaza k Rossii », ISSSR, 1991, 6, p. 67-84.

BOBROVNIKOV (V. O.), *Musul'mane Severnogo Kavkaza : obyčaj, pravo, nasilie. Očerki po istorii i ètnografii prava Nagornogo Dagestana*, M., 2002.

BREYFOGLE (N. B.), *Heretics and Colonizers: Forging Russia's Empire in the South Caucasus*, Ithaca, 2005.

BROWER (D.), *Turkestan and the Fate of Russian Empire*, New York, 2003.

BROWER (D.), LAZZERINI (E. J.), *Russia's Orient: Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Bloomington, 1997.

BURBANK (J.), HAGEN (M.), REMNEV (A.), *Russian Empire: Space, People, Power, 1700-1930*, Bloomington, 2007.

CREWS (R.), *For Prophet and Tsar : Islam and Empire in Russia and Central Asia*, Cambridge, 2006.

DJAKIN (V. S.), *Nacional'nyj vopros vo vnutrennej politike carizma (XIX-načalo XX vv.)*, SPb., 1998.

DOLBILOV (M. V.), *Russkij kraj, čužaja vera : Ètnokonfessional'naja politika imperii v Litve i Belorussii pri Aleksandre II*, M., 2010.

ETKIND (A.), *Internal Colonization: Russia's Imperial Experience*, Cambridge, 2011.

GAMMER (M.) :

– « Comment se débarasser d'un échec : une lettre du prince Voroncov au maréchal Marmont (1845) », CMR, 2005, vol. 46, p. 633-647 ;

– *Muslim Resistance to the Tsar: Shamil and the Conquest of Chechnia and Daghestan*, Londres, 1994.

GENTES (A. A.) :

– *Exile, Murder and Madness in Siberia, 1823-1861*, New York, 2010 ;

– *Exile to Siberia, 1590-1822*, New York, 2008 ;

– « Katorga: Penal Labor and Tsarist Siberia », in *The Siberian Saga: History of Russia's Wild East*, éd. E. M. STOLBERG, Francfort, 2005, p. 73-85.

HOLQUIST (P.), « Dilemmas of a Progressive Administrator: Baron Boris Nolde », *Kritika*, 2006, vol. 7, n° 2.

Istorija russkoj Ameriki, *1732-1867*, t. 1 : *Osnovanie russkoj Ameriki, 1732-1799*, éd. N. N. BOLXOVITINOV, M., 1997.

JAKOVENKO (N.), *Narys istorii seredn'ovičnoi ta rann'omodernoï Ukraïni*, 4e éd., Kiev, 2009.

JERSILD (A.), *Orientalism an Empire: North Caucasus Mountain Peoples and the Georgian Frontier, 1845-1917*,

Kingston, 2002.

KAPPELER (A.) :

– « The Center and Peripheral Elites in the Habsburg, Russian, and Ottoman Empires, 1700-1918 », *Ab Imperio*, 2007, nº 2, p. 26-48 ;

– *Russland als Vielvölkerreich. Entstehung, Geschichte, Zerfall*, Munich, 1993 ; édition française : *La Russie, empire multiethnique*, Paris, 1995 ;

– *Russlands erste Nationalitäten. Das Zarenreich und die Völker der Mittleren Wolga vom 16. bis 19. Jahrhundert*, Cologne, 1982.

KHODARKOVSKY (M.) :

– *Russia's Steppe Frontier: The Making of a Colonial Empire, 1500-1800*, Bloomington, 2002 ;

– *Where Two Worlds Met: The Russian State and the Kalmyk Nomads, 16001771*, Ithaca, 1992.

LAVRINOVIČ (M.), « Sozdanie social'nyx osnov imperii v XVIII v. : zakonodatel'nye praktiki v otnošenii gorodskogo naselenija Rossii i ix zapadnoevropejskie istočniki », *Ab Imperio*, 2002, 3, p. 117-136.

LAZAREV (Ja. A.) :

– « Glaza i ruki li gosudarevy ? Rol' rezidentov pri getmanskom dvore v kontekste rossijsko-ukrainskix otnošenij v 10-e gody XVIII v. », *Istoričeskij vestnik*, 2013, t. 6 (153), p. 82-110 ;

– « "K vašej jasnevelmožnosti oxočij sluga" : k voprosu o funkcionirovanii neformal'nyx svjazej v rossijsko-ukrainskix otnošenijax v 20-e – pervoj polovine 30-x gg. XVIII v. », in *Pravjaščie èlity i dvorjanstvo Rossii vo vremja i posle petrovskix reform (1682-1750)*, M., 2013, p. 408-432 ;

– « Problema sootnošenija Kievskoj gubernii i getmanskoj Ukrainy v gody petrovskix reform v rossijskoj istoriografii », *Naučnye vedomosti Belgorodskogo gosudarstvennogo universiteta*, 2012, nº 13 (132), vyp. 23, p. 89-97.

LIEVEN (D.) :

– « Imperija na periferii Evropy : sravnenie Rossii i Zapada », in *Rossijsksja imperija v sravnitel'noj perspektive*, M., 2004, p. 71-93 ;

– *The Russian Empire and its Rivals*, New Haven, 2000.

MILLER (A. I.) :

– *Imperija Romanovyx i nacionalizm*, M., 2006 ;

– *Ukrainskij vopros v politike vlastej i russkom obščestvennom mnenii (vtoraja polovina 19 v.)*, SPb., 2000, version anglaise : *The Ukrainian Question. The Russian Empire and Nationalism in the Nineteenth Century*, New York ; Budapest, 2003.

MORRISON (A.) :

– *Russian Rule in Samarkand 1868-1910: A Comparison with British India*, New York, 2008 ;

– « Russian Rule in Turkestan and the Example of British India, c. 1860-1917 », SEER, 2006, vol. 84, n° 4, p. 666-707 ;

– « Sufism, Pan-Islamism and Information Panic: Nil Sergeevich Lykoshin and the Aftermath of the Andijan Uprising »,*Past & Present*, 2012, vol. 214, n° 1, p. 255-304.

NOL'DE (B. E.) :

– *La Formation de l'Empire russe : études, notes et documents*, Paris, 1954-1953, 2 vol. ;

– *Očerki russkogo gosudarstvennogo prava*, SPb., 1911 ;

– *Jurij Samarin i ego vremja*, Paris, 1926.

Of Religion and Empire: Missions, Conversion and Tolerance in Tsarist Russia, éd R. P. GERACI, M. KHODARKOVSKY, Ithaca, 2001.

PRAVILOVA (E.), *Finansy imperii : den'gi i vlast' v politike Rossii na nacional'nyx okrainax, 1801-1917*, M., 2006.

REMNEV (A. V.), *Rossija Dal'nego Vostoka : imperskaja geografija vlasti XIX-načala XX veka*, Omsk, 2004.

RIEBER (A.), « Sravnivaja kolonial'nye imperii », in *Rossijsksja imperija v sravnitel'noj perspective*, M., 2004, p. 33-70.

SAHADEO (J. F.) :

– « Epidemic and Empire: Ethnicity, Class and Civilisation in the 1892 Tashkent Cholera Riot », SR, 2005, vol. 64, nº 1, p. 117-139 ;

– *Russian Colonial Society in Tashkent, 1865-1923*, Bloomington, 2007.

Severnyj Kavkaz v sostave Rossijskoj imperii, éd. V. O. BOBROVNIKOV, I. L. BABIč, M., 2007.

SERGEEV (E. Ju.), *Bol'šaja igra, 1856-1907 : mify i realii rossijsko-britanskix otnošenij v Central'noj i Vostočnoj Azii*, M., 2012.

SIDORKO (C. P.), « Die Eroberung Tchetcheniens und Dagestans als Fallbeispiel kolonialer Expansion des Zarenreichs im 19. Jahrhundert », JGO, 1999, vol. 47, nº 4, p. 505-511.

SKINNER (B.), *The Western Front of the Eastern Church : Uniate and Orthodox Conflict in 18th-Century Poland, Ukraine, Belarus, and Russia*, DeKalb, 2009.

SLOCUM (J. W.), « Who, and When, Were the Inorodtsy? The Evolution of the Category of "Aliens" in Imperial Russia », RR, 1998, vol. 57, nº 2, p. 173-190.

SUBTELNY (O.) :

– « The Habsburg and Russian Empires: Some Comparisons and Contrasts », in *Empire and Society : New Approaches to Russian History*, éd. T. HARA, K. MATSUZATO, Sapporo, 1997, p. 73-92 ;

– « Russia and the Ukraine: The Difference that Peter I Made », RR, 1980, vol. 39, nº 1, p. 1-17.

SUNDERLAND (W.), *Taming the Wild Field, Colonization and Empire on the Russian Steppe*, New York, 2004.

SUNY (R. G.), *The Making of the Georgian Nation*, Londres, 1989.

TAIROVA-JAKOVLEVA (T. G.), *Ivan Mazepa i Rossijskaja imperija*, M. ; SPb., 2011.

USPENSKIJ (B. A.), « Nikolaj I i pol'skij jazyk (jazykovaja politika Rossijskoj imperii v otnošenii Carstva Pol'skogo : voprosy grafiki i orfografii) », *Die Welt der Slaven*, 2004, 49, p. 1-38.

VULPIUS (R.), *Nationalisierung der Religion. Russifizierungspolitik und ukrainische Nationalsbildung (1860-1920)*, Wiesbaden, 2005.

WERTH (P.) :

– *At the Margins of Orthodoxy: Mission, Governance and Confessional Politics in Russia's Volga-Kama Region, 1827-1905*, Ithaca, 2002 ;

– « From Resistance to Subversion: Imperial Power, Indigenous Opposition, and their Entanglement », *Kritika*, 2000, vol. 1, n° 1, p. 21-43.

Zapadnye okrainy Rossijskoj imperii, éd. M. D. DOLBILOV, A. I. MILLER, M., 2006.

ZUTIS (Ja.), *Ostzejskij vopros v XVIII veke*, Riga, 1946.

Chapitre 12. – Droit et justice face à la diversité

AKEL'EV (E. V.), « Sledstvie v Sysknom prikaze vo vtoroj treti XVIII v. », in *Istorija sledstvija v Rossii*, éd. A. K. AVERčENKO, E. V. AKEL'EV, B. JA. GAVRILOV, M., 2017, p. 49-67.

AKEL'EV (E. V.), BABKOVA (G. O.), « Daby pytki mogli činit'sja porjadočno, kak ukazy povelevajut », CMR, 2012, 53, p. 15-39.

ALEKSANDROV (V. A.), *Obyčnoe pravo krepostnoj derevni Rossii : XVIII-načalo XIX v.*, M., 1984.

AUST (M.), *Adlige Landstreitigkeiten in Russland : eine Studie zum Wandel der Nachbarschaftsverhältnisse 1676-1796*, Wiesbaden 2003.

BABEROWSKI (J.), *Autokratie und Justiz. Zum Verhältnis von Rechtsstaatlichkeit und Rückständigkeit im ausgehenden Zarenreich 1864-1914*, Francfort, 1996.

BARATZ (L.), *Sur les origines étrangères de la plupart des lois civiles russes*, Paris 1937.

BEER (D.), « Blueprints for Change: The Human Sciences and the Coercive Transformation of Deviants in Russia », 1890-1930, *Osiris*, 2007, vol. 22, nº 1, p. 26-47.

BOECK (B. J.), *Imperial Boundaries. Cossack Communities and Empire-Building in the Age of Peter the Great*, Cambridge, 2009.

BORISOVA (T.), « The Digest of Laws of the Russian Empire: The Phenomenon of Autocratic Legality », *Law and History Review*, 2012, vol. 30, nº 3, p. 902-925.

BURBANK (J.) :

– « Insult and Punishment in Rural Courts: The Elaboration of Civility in Late Imperial Russia », *Études rurales*, 1999, nº 149-150, p. 147-171 ;

– *Russian Peasants Go to Court: Legal Culture in the Countryside, 1905-1917*, Bloomington, 2004.

CREWS (R. D.), « Islamic law, Imperial Order: Muslims, Jews, and the Russian State », *Ab imperio*, 2004, 3, p. 467-490.

DAHLKE (S.), « La Russie ancienne sur le banc des accusés : le procès contre la mère supérieure Mitrofanija au tribunal de Moscou (1874) », CMR, 2012, 53, p. 95-120.

DALY (J. W.) :

– *The Watchful State: Security Police and Opposition in Russia, 1906-1917*, DeKalb, 2004 ;

– « Political Crime in Late Imperial Russia », *The Journal of Modern History*, 2002, vol. 74, nº 1, p. 62-100.

DANEVSKIJ (V. P.), « Nužno li soxranit' v Ustave ugolovnogo sudoproizvodstva glavu VIII – "O doznanii čerez okol'nych ljudej" ? », *Žurnal Ministerstva justicii*, 1896, 2, n° 4, p. 211-218.

EFIMOVA (V.), « Počemu general-gubernatory pervoj treti XIX veka utverždali prigovory po ugolovnym prestuplenijam », CMR, 2012, 53, p. 65-93.

ENGEL (B. A.), « In the Name of the Tsar: Competing Legalities and Marital Conflict in Late Imperial Russia », *The Journal of Modern History*, 2005, vol. 77, p. 70-96.

ENGELSTEIN (L.), *The Keys to Happiness. Sex and the Search for Modernity in Fin-de-siècle Russia*, Ithaca ; Londres, 1992.

FARNSWORTH (B.), « The Litigeous Daughter-in-Law: Family Relations in Rural Russia in the Second Half of the Nineteenth Century », SR, 1986, vol. 45, p. 49-64.

FEDOROV (M. M.), *Pravovoe položenie narodov vostočnoj Sibiri (XVII-načalo XIX veka)*, Jakutsk, 1978.

FRANK (S. P.), *Crime, Cultural Conflict, and Justice in Rural Russia, 1856-1914*, Berkeley, 1999.

FRIERSON (C.), « Crime and Punishment in the Russian village », SR, 1987, vol. 46, p. 55-69.

GERACI (R. P.), « Ethnic Minorities, Anthropology, and Russian National Identity on Trial: The Multan Case, 1892-1896 », RR, 2000, vol. 59, p. 530-554.

GOLIKOVA (N. B.), *Političeskie processy pri Petre I*, M., 1957.

GRABAR (V. E.), *The History of International Law in Russia, 1647-1917. A Bio-Bibliographical Study*, Oxford, 1990.

HÄRTER (K.), « Die Entwicklung des Strafrechts in Mitteleuropa 1770-1848 », *Verbrechen im Blick. Perspektiven der neuzeitlichen Kriminalitätsgeschichte*, éd. R. HABERMAS, G. SCHWERHOFF, Francfort, 2009, p. 71-107.

L'Histoire du droit en France : nouvelles tendances, nouveaux territoires, éd. J. KRYNEN, B. d'ALTEROCHE, Paris, 2014.

HUDSON (H.), « Even if you Cut off our Heads: Russian Peasants' Legal Consciousness in the First Half of the Nineteenth Century », *Canadian-American Slavic Studies*, 2001, 35, p. *117*.

HURŽIJ (O.), *Ukraïns'ka kazac'ka deržava v druhij polovyni XVII-XVIII st. : kordony, naselennja, pravo*, Kiev, 1996.

KESPER-BIERMANN (S.), « "Nothwendige Gleichheit der Strafen bey aller Verschiedenheit der Stände im Staat" ? (Un)gleichheit im Kriminalrecht der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts », *Geschichte und Gesellschaft*, 2009, 35, p. 603-628.

KIRMSE (S.), « Law and Empire in Late Tsarist Russia: Muslim Tatars go to Court », SR, 2013, vol. 72, p. 778-801.

KIVELSON (V. A.), « The Devil Stole his Mind. The Tsar and the 1648 Moscow Uprising », *The American Historical Review*, 1993, vol. 98, p. 733-756.

KOLLMANN (N. S.), *Crime and Punishment in Early Modern Russia*, 2e éd., Cambridge, 2012, 2015.

LOHR (E.), *Russian Citizenship*, Cambridge, 2012.

MARRESE (M.), *A Woman's Kingdom. Noblewomen and the Control of Property in Russia, 1700-1861*, Ithaca ; New York, 2002.

MARTIN (V.) :

– « Law and Custom in the Steppe: The Kazakhs of the Middle Horde and Russian colonialism in the Nineteenth Century », Richmond, 2001 ;

– « Kazakh Oath-taking in Colonial Courtrooms: Legal Culture and Russian Empire-Building », *Kritika*, 2004, vol. 5, p. 483-515.

MCREYNOLDS (L.) :

– *Murder Most Russian. True Crime and Punishment in Late Imperial Russia*, Ithaca ; New York, 2013 ;

– « Witnessing for the Defense. The Adversial Court and Narratives of Criminal Behavior in Nineteenth-Century

Russia », SR, 2010, 69, p. 620-644.

Materialy dlja istorii antievrejskix pogromov v Rossii, éd. S. N. DUBNOV, t. 1, Pg, 1919.

MEYER (J. H.), « Speaking Sharia to the State: Muslim Protesters, Tsarist Officials, and the Islamic Discourses of Late Imperial Russia », *Kritika*, 2013, vol. 14, p. 485-505.

PAŠUK (A. J.), « Sud i sudočinstvo na livoberežnij Ukraïni v XVII-XVIII st. (1648-1782) », L'viv, 1967.

PIIRIMÄE (P.), « Russia, the Turks and Europe: Legitimations of War and the Formation of European Identity in the Early Modern Period », *Journal of Early Modern History*, 2007, vol. 11, p. 63-86.

Prava, za jakymy sudyt'sja malorosijs'kyj narod, 1743, éd. Ju. S. ŠEMŠUČENKO, Kiev, 1997.

PRAVILOVA (E.), *A Public Empire. Property and the Quest for the Common Good in Imperial Russia*, Princeton, Oxford, 2014.

REENT (Ju. A.), *Obščaja i političeskaja policija Rossii (1900-1917 gg.)*, Rjazan', 2001.

ROZENGEJM (M. P.), Očerk istorii voenno-sudny učreždenij v Rossii do končiny Petra Velikogo », SPb., 1878.

RUSTEMEYER (A.) :

– « Blasphemy's Long Shadow: Confessional, Legal, and Institutional Conflict in the Tsarist Petition of Poland under Catherine II », in *Religion in the Mirror of Law. Eastern European Perspectives from the Early Modern Period to 1939*, éd. Y. KLEINMANN, S. STACH, T. WILSON, Francfort, 2016, p. 89-109 ;

– *Dissens und Ehre. Majestätsverbrechen in Russland 1600-1800*, Wiesbaden, 2006 (FOG 69).

SARTORI (P.), « Constructing Colonial Legality in Russian Central Asia: On Guardianship », *Comparative Studies in History and Society*, 2014,vol. 56, p. 419-447.

ŠATKOVSKAJA (T. V.), « Zakon i obyčaj v pravovom bytu krest'jan vtoroj poloviny XIX veka », VopI, 2000, 11, p. 96-105.

SCHRADER (A.), *Languages of the Lash. Corporal Punishment and Identity in Imperial Russia*, DeKalb 2002.

SEROV (D. O.), « Sudebnye sledovateli Rossijskoj imperii (1860-1917) », in *Istorija sledstvija v Rossii*, éd. A. K. AVERčENKO, E. V. AKEL'EV, B. JA. GAVRILOV, M., 2017, p. 68-109.

TAGANCEV (N. S.), *Ugolovnoe uloženie 22 marta 1903 g. : stat'i, vvedennyia v dejstvie*, SPb., 1911.

TIMOFEEV (N. L.), *Sud prisjažnyx v Rossii : sudebnye očerki*, M., 1881.

TISSIER (M.), « Local Laws and the Workings of Legal Knowledge in Late Imperial Russia », *Ab imperio*, 2012, 4, p. 211-244.

TKAČ (A. P.), *Istorija kodyfikacii dorevolucijnogo prava Ukraïny*, Kiev, 1988.

Ustav ugolovnogo sudoproizvodstva : sistematičeskij kommentarij, éd. M. M. ZIV, M., 1914.

VOROPANOV (V.), « Praktika mestnogo pravosudija : gosudarstvennye sudy dlja sel'skix obyvatelej orenburgskoj gubernii v poslednej četverti XVIII-načale XIX vv. », *Ab imperio* 2002, 3, p. 137-160.

WAGNER (W.), *Marriage, Property, and Law in Late Imperial Russia*, Oxford, 1994.

WERTH (P.), « Empire, Religious Freedom, and the Legal Regulation of "Mixed" Marriages in Russia », *Journal of Modern History*, 2008, vol. 80, p. 296-331.

WORTMAN (R.) :

– *The Development of a Russian Legal Consciousness*, Chicago, 1976 ;

– « The Representation of Dynasty and "Fundamental Laws" in the Evolution of Russian Monarchy », *Kritika*, 2012,

13, p. 265-300.

chapitre 13. – Les transformations du monde rural. Servage, commune paysanne, réformes agraires du XVIIIe siècle au début du XXe siècle

ALEKSANDROV (V. A.) :

– *Obyčnoe parvo krepostnoj derevni Rossii, XVIII-načalo XIX v*. M., 1984 ;

– *Sel'skaja obščina v Rossii (XVII-ačalo XIX v.)*, M., 1976 ;

– « Typology of the Russian Peasant Family in the Feudal Period », *Soviet Studies in History*, 1982, p. 26-62.

ANFIMOV (A. M.) :

– « Carstvovanie imperatora Nikolaja II v cifrax i faktax », OI, 1994, 3, p. 58-76 ;

– *Krest'janskoe xozjajstvo Evropejskoj Rossii, 1881-1904*, M., 1981.

ATKINSON (D.), *The End of the Russian Land Commune, 1905-1930*, Stanford, 1983.

BLUM (J.), *Lord and Peasant in Russia from the Ninth to the Nineteenth Century*, Princeton, 1961.

BLUM (A.), TROITSKAIA (I.), JUBY (H.), « Peasant Marriage in Nineteenth-Century Russia », *Population* (éd. anglaise), 2001, vol. 59, n° 6, p. 721-761.

BURDS (J.), « A Culture of Denunciations: Peasant Labor Migrations and Religious Anathematization in Rural Russia, 1860-1905 », *Journal of Modern History*, 1996, vol. 68, n° 4, p. 786-818.

ČAJANOV (A. V.) :

– *Krest'janskoe xozjajstvo : izbrannye trudy*, M., 1989 ;

– *L'Organisation de l'économie paysanne*, P., 1990.

CONFINO (M.) :

– *Domaines et seigneurs en Russie vers la fin du XVIIIe siècle : étude de structures agraires et de mentalités économiques*, P., 1963 ;

– *Systèmes agraires et progrès agricole : l'assolement triennal en Russie aux XVIIIe-XIXe siècles*, P. ; La Haye, 1969.

DAVYDOV (M. A.) :

– *Očerki agrarnoj istorii Rossii v konce XIX-načale XX vv.*, M., 2003 ;

– « 19 fevralja 1861 goda i sud'by rossijskoj derevni », in *Velikaja krest'janskaja reforma 1861 goda i ee vlijanie na razvitie Rossii*, M., 2011, p. 50-57.

DENNISON (T. K.) :

– *The Institutional Framework of Russian Serfdom*, Cambridge, 2011 ;

– « Serfdom and Household Culture in Central Russia : Voshchazhnikovo, 1816-1858 », *Continuity and Change*, 2003, vol. 18, nº 3, p. 395-429.

DENNISON (T. K.), CARUS (A. W.), « The Invention of the Russian Rural Commune : Haxthausen and the Evidence », *The Historical Journal*, 2003, vol. 46, nº 3, p. 561-582.

DJAKIN (V. S.), *Byl li šans u Stolypina ? Sbornik statej*, SPb., 2002.

DRUŽININ (N. M.), *Gosudarstvennye krest'jane i reforma P. D. Kiseleva*, M.-L., 1946-1958, 2 vol.

DUBROVSKIJ (S. M.) :

– *« Stolypinskaja reforma » : kapitalizacija sel'skogo xozjajstva v XX veke*, L., 1925 ;

– *Stolypinskaja zemel'naja reforma : iz istorii sel'skogo xozjajstva i krest'janstva Rossii v načale XX veka*, M., 1963.

EMMONS (T.) :

– *The Russian Landed Gentry and the Peasant Emancipation of 1861*, Stanford, 1968 ;

– *Emancipation of the Russian Serfs*, New York, 1970.

FIELDS (D.), *The End of Serfdom: Nobility and Bureaucracy in Russia, 1855-1861*, Cambridge, 1976.

FRANK (S.), *Crime, Cultural Conflict and Justice in Rural Russia, 1856-1914*, Berkeley ; Londres, 1999.

GOEHRKE (C.), *Russischer Alltag : eine Geschichte in neun Zeitbildern vom Frühmittelalter bis zur Gegenwart*, Zurich, 2003-2004, 3 vol.

HAXTHAUSEN (A. von) :

– *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, Hanovre, 1847-1853, 3 vol. ;

– *Studien über die innern Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands*, Hanovre, 1847-1852, 3 vol.

HOCH (S. L.), *Serfdom and Social Control in Russia: Petrovskoe, a Village in Tambov*, Londres ; Chicago, 1986.

Itogi èkonomičeskogo issledovanija Rossii po dannym zemskoj statistiki, M., 1892.

IVANOVA (E. Ju.), « Iz opyta zakonodatel'nogo oformlenija upravlenčeskoj reformy (na primere reformy gosudarstvennoj derevni P. D. Kiseleva 1837-1841 gg.) », *Vestnik Tambovskogo universiteta. Serija gumanitarnye nauki*, 2011, 104 (12.2), p. 792-804.

KERBLAY (B.), *Du mir aux agrovilles*, P., 1985.

KLOČKOV (M.), *Naselenie Rossii pri Petre Velikom. Po perepisjam togo vremeni*, t. 1 : *Perepisi dvorov i naselenija 1678-1721 gg.*, SPb., 1911.

KOLCHIN (P.), *Unfree Labor, American Slavery and Russian Serfdom*, Cambridge, 1987.

KOTSONIS (Y.), *Making Peasants Backward: Agricultural Cooperatives and the Agrarian Question in Russia, 1861-1914*, Londres ; New York, 1999.

KOVAL'ČENKO (I. D.), *Russkoe krepostnoe xozjajstvo v pervoj polovine XIX veka*, M., 1967.

KOVALEV (S. A.), *Sel'skoe rasselenie*, M., 1963.

KUSHNER (P. I.), *The Village of Viriatino*, New York, 1970.

Land Commune and Peasant Community in Russia: Communal Forms in Imperial and Early Soviet Society, éd. R. BARTLETT, New York, 1990.

LEONARD (C. S.), *Agrarian Reform in Russia: The Road from Serfdom*, Cambridge, 2011.

MACEY (D.), *Government and Peasant in Russia 1861-1906. The Prehistory of the Stolypin Reforms*, DeKalb, 1987.

MILOV (L. V.), *Velikorusskij paxar' i osobennosti rossijskogo istoričeskogo processa*, M., 1998 ; 2e éd., 2006.

MIRONENKO (S. V.), « Velikaja, no neudačnaja. K 150-letiju krest'janskoj reformy 1861 goda », in *Velikaja krest'janskaja reforma 1861 goda i ee vlijanie na razvitie Rossii*, M., 2011, p. 17-19.

MIRONOV (B. N.), « The Russian Peasant Commune after the Reforms of the 1860s », SR, 1985, vol. 44, no 3, p. 438-467.

MOON (D.), *The Russian Peasantry 1600-1930: The World the Peasants Made*, Londres ; New York, Longman, 1999.

PALLOT (J.), SHAW (D.), *Settlement and Change in Romanov Russia*, Oxford, 1990.

PASCAL (P.), *Civilisation paysanne en Russie*, Lausanne,1969-1973, 2 vol.

Peasant (The) in Nineteenth-Century Russia, éd. W. S. VUCINICH, Stanford, 1968.

PHILIPPOT (R.), *La Modernisation inachevée, 1855-1900*, P., 1974.

RUBINŠTEJN (I. Ja.), *Sel'skoe xozjajstvo v Rossii vo vtoroj polovine XVIII v.*, M., 1957.

SEMEVSKIJ (V. I.), *Krest'janskij vopros v Rossii v XVIII i pervoj polovine XIX veka*, SPb., 1888, 2 vol.

SHANIN (T.), *The Awkward Class, Political Sociology of Peasantry in a Developing Society: Russia 1910-1925*, Oxford, 1972.

SIDEL'NIKOV (S. M.), *Agrarnaja politika samoderžavija v period imperializma*, M., 1980.

SIVKOV (K. V)., *Očerki po istorii krepostnogo xozjajstva i krest'janskogo dviženija v Rossii v pervoj polovine XIX veka*, M., 1951.

STANZIANI (A.), *L'Économie en révolution : le cas russe, 1870-1930*, P., 1998.

Statut (Le) des paysans libérés du servage, 1861-1961, éd. R. PORTAL, P. ; La Haye, 1963.

STRUVE (P. B.), *Krepostnoe xozjajstvo. Izsledovanija po èkonomičeskoj istorii Rossii v XVIII i XIX v.*, M., 1913.

TĘGOBORSKI (L.), *Étude sur les forces productives de la Russie*, P., 1852-1853, 3 vol.

TRANSCHEL (K. S.), *Under the Influence: Working-Class Drinking, Temperance, and Cultural Revolution in Russia, 1895-1932*, Pittsburgh (PA), 2006.

USTJUGOV (N. V.), « K voprosu o zemel'nyx peredelax na Russkom Severe v seredine XVII v. », *Istoričeskij arxiv*, 1950, 5, p. 40-49.

VAN REGEMORTER (J.-L.), *Le Déclin du servage, 1796-1855*, P., 1971.

VDOVINA (L. N.), *Krest'janskaja obščina i monastyr' v Central'noj Rossii v pervoj polovine XVIII v.*, M., 1988.

VOLIN (L.), *A Century of Russian Agriculture : From Alexander II to Khrushchev*, Cambridge (MA), 1970.

VORONOV (I. I.), « Ministerstvo zemledelija v èpoxu Nikolaja I (1837-1856) », *Vestnik Orenburgskogo gosudarstvennogo universiteta*, 2013, 12 (161), p. 20-26.

WOROBEC (C.), *Peasant Russia: Family and Community in the Post-Emancipation Period*, Princeton, 1991.

XRISTOFOROV (I. A.), *Sud'ba reform : russkoe krest'janstvo v pravitel'stvennoj politike do i posle otmeny krepostnogo prava (1830-1890-e gg.)*, M., 2011.

YANEY (G.), *The Urge to Mobilize: Agrarian Reform in Russia, 1861-1930*, Urbana, 1982.

ZAJONČKOVSKIJ (P. A.), *Otmena krepostnogo prava v Rossii*, M., 1954 ; 2e éd., 1960 ; 3e éd., 1968.

ZAJONČKOVSKIJ (P. A.), *The Abolition of Serfdom in Russia*, Gulf Breeze, 1978.

ZAXAROVA (L. G.), *Samoderžavie i otmena krepostnogo prava v Rossii, 1856-1861*, M., 1984.

chapitre 14. – Les ordres anciens de la société. Noblesse, clergé, marchands

1. La noblesse

BIKTAŠEVA (A.), *Antropologija vlasti : Kazanskie gubernatory pervoj poloviny XIX veka*, M., 2012.

CONFINO (M.) *Société et mentalités collectives en Russie sous l'Ancien Régime*, P., 1991.

DUKES (P.), *Catherine the Great and the Russian Nobility: A Study Based on the Materials of the Legislative Commission of 1767*, Cambridge, 1967.

GRUNWALD (C. de), *Société et civilisation russes au XIXe siècle*, P., 1975.

KAPPELER (A.), *Die Kosaken*, Munich, 2013.

Kazaki-Nekrasovcy : jazyk, istorija, kul'tura : sbornik naučnyx statej, Rostov-na-Donu, 2012.

KIMERLING-WIRTSCHAFTER (E.) :

– *Social Identity in Imperial Russia*, DeKalb, 1997 ;

– *Structures of Society : Imperial Russia's « People of Various Ranks »*, DeKalb, 1994.

LATSIS (SUDRABS) (N. N.), *Dva goda bor'by na vnutrennem fronte*, M., 1920.

LEROY-BEAULIEU (A.), *L'Empire des tsars et les Russes*, Lausanne, 1988, 3 vol.

LOTMAN (Ju. M.), *Besedy o russkoj kul'ture : byt i tradicii russkogo dvorjanstva (XVIII-načalo XIX veka)*, SPb., 1994.

MANNING (R. T.), *The Crisis of the Old Order in Russia: Gentry and Government*, Princeton, 1982.

MARASINOVA (E.N.), *Psixologija èlity rossijskogo dvorjanstva poslednej treti XVIII veka*, M., 1999.

MINAKOV (A.), *Gubernatorskij korpus i central'naja vlast' : problema vzaimootnošenij*, Orel, 2011.

MIRONOV (B. N.), *Blagosostojanie naselenija i revoljucii v imperskoj Rossii*, M., 2010.

Noblesse, État et société en Russie XVIe-début du XIXe siècle, P., 1993 (CMR 34).

RAEFF (M.) :

– *Comprendre l'Ancien Régime russe : État et société en Russie impériale*, P., 1982 ;

– *Politique et culture en Russie XVIIIe-XXe s.*, P., 1996.

Reka vremen, Kn. 1 : *Gosudar'. Gosudarstvo. Gosudarstvennaja služba*, M., 1985.

ROBBINS (R. G.), *The Tsar's Viceroys : Russian Provincial Governors in the Last Years of the Empire*, Ithaca, 1987.

ROOSEVELT (P. R.), *Life on the Russian Country Estate: A Social and Cultural History*, New Haven, 1995.

ŠEPELEV (L. E.), *Činovnyj mir Rossii : XVIII-načalo XX v.*, SPb., 1999.

Social'nye dviženija v gorodax Nižnego Povolž'ja v načale XVIII veka : sbornik dokumentov, éd. N. B. GOLIKOVA, M., 2004.

STUMPP (K.), *Die Auswanderung aus Deutschland nach Russland in den Jahren 1763 bis 1812*, Tübingen, 1972.

TURGENEV [TOURGUENEFF] (N.), *La Russie et les Russes*, P., 1847, 2 vol.

TROICKIJ (S. M.), *Russkij absoljutizm i dvorjanstvo v XVIII v. Formirovanie bjurokratii*, M., 1974.

2. Le clergé et la vie religieuse

AKIŠIN (M. O.), « Petr Velikij i pravoslavnaja missija sredi narodov Sibiri », *Menšikovskie čtenija 2015*, 2015, vyp.6 (15), p. 10-31.

Autour d'Optino, dir. M. SÉMON, P., 1993.

BISSONNETTE (G.), *Pufendorf and the Church Reforms of Peter the Great*, PhD diss., Columbia University, 1962.

BOBRIK (M.), « Zwischen Ostrog und Petersburg : Die kirchenslavische Bibel im 16. – 18. Jh. », *Ostkirchliche Studien*, 2011, 60.1, p. 48-68.

BROWER (D.), « Russian Roads to Mecca: Religious Tolerance and Muslim Pilgrimage in the Russian Empire », SR, 1996, vol. 55, nº 3, p. 567-584.

BRYNER (E.), *Der geistliche Stand in Russland : Sozialgeschichte Untersuchungen zu Episkopat und Gemeindegeislichkeit der russischen orthodoxen Kirche im 18. Jahrhundert*, Göttingen, 1982.

BULYGIN (I. A.), *Monastyrskie krest'jane Rossii v pervoj četverti XVIII veka*, M., 1977.

BUXARKIN (P. E.), *Pravoslavnaja cerkov' i russkaja literatura v XVIII-XIX vekax : problemy kul'turnogo dialoga*, SPb., 1996.

COLLIS (R.), *The Petrine Instauration: Religion, Esoterism and Science at the Court of Peter the Great, 1689-1725*, Leyde, 2012.

CRACRAFT (J.), *The Church Reform of Peter the Great*, Londres, 1971.

CRUMMEY (R. O.), « Old Belief as Popular Religion: New Approaches », SR, 1993, vol. 52, p. 700-712.

DESTIVELLE (H.), *Le Concile de Moscou (1917-1918) : la création des institutions conciliaires de l'Église orthodoxe russe*, Paris, 2006.

EFIMOV (V.), « Dramatičeskaja istorija kirillicy. Velikij Petrovskij perelom », *Da !* nº 0, M., 1994.

ENGELSTEIN (L.), *Castration and the Heavenly Kingdom: A Russian Folktale*, Ithaca, 1999.

ESIPOV (G.), *Raskol'nič'i dela XVIII stoletija*, SPb., 1861-1863, 2 vol.

ETKIND (A.) :

– « Whirling with the Other: Russian Populism and Religious Sects », RR, 2003, vol. 62, nº 1, p. 565-588 ;

– *Xlysty : sekty, literature i revoljucija*, M., 1998.

FAGGIONATO (R.), « From a Society of the Enlightened to the Enlightenment of Society: The Russian Bible Society and Rosicrucianism in the Age of Alexander I », SEER, 2001, vol. 79, nº 3, p. 459-487.

FIRSOV (S. L.), *Pravoslavnaja cerkov' i gosudarstvo v poslednee desjatiletie suščestvovanija samoderžavija v Rossii*, SPb., 1996.

FLOROVSKIJ (G.), *Les Voies de la théologie russe*, trad. J.-L. PALIERNE, Lausanne, 2001.

FREEZE (G.) :

– « Handmaiden of the State ? The Church in Imperial Russia Reconsidered », *Journal of Ecclesiastical History*, 1985, vol. 36, p. 82-102 ;

– *The Parish Clergy in Nineteenth-Century Russia: Crisis, Reform, Counter-Reform*, Princeton, 1983 ;

– « A pious folk? Religious Observance in Vladimir Diocese, 1900-1911 », JGO N.F., 2001, 52.3, p. 323-340 ;

– « The Rechristianization or Russia: The Church and Popular Religion 1750-1850 », *Studia slavica finlandensia*, 1990, 7, p. 101-136 ;

– *The Russian Levites: Parish Clergy in the Eighteenth Century*, Cambridge (MA) ; Londres, 1977.

GOLUBINSKIJ (E. E.), *Istorija russkoj cerkvi*, M., 1997, 3 vol.

GRASS (K. C.), *Die russischen Sekten*, Dorpat, Leipzig, 1907-1914, 3 vol.

HÄRTEL (H.-J.), *Byzantinishes Erbe und Orthodoxie bei Feofan Prokopovič*, Würzburg, 1970.

HIMKA (J.-P.), *Religion and Nationality in Western Ukraine: The Greek Catholic Church and the Ruthenian National Movement in Galicia, 1867-1900*, Montréal, 1999.

JUXIMENKO (E. M.), *Vygovskaja staroobrjadčeskaja pustyn' : duxovnaja žizn' i literatura*, M., 2002.

KENWORTHY (S. M.), *The Heart of Russia: Trinity-Sergius, Monasticism and Society after 1825*, Washington ; New York, 2010.

Kiev (The) Mohyla Academy, Cambridge (MA), 1984 (HUS 8).

KONDAKOV (Ju. E.) :

– *Duxovno-religioznaja politika Aleksandra I i russkaja pravoslavnaja oppozicija (1801-1825)*, SPb., 1998 ;

– *Gosudarstvo i pravoslavnaja cerkov' v Rossii : èvoljucija otnošenij v pervoj polovine XIX veka*, SPb., 2003.

LAVROV (A. S.), *Koldovstvo i religija v Rossii, 1700-1740 gg.*, M., 2000.

LOSSKY (V.), ARSENIEV (N.), *La Paternité spirituelle en Russie aux XVIIIe et XIXe siècles*, Bégrolles-en-Mauges, 1977.

MAKARIJ [BULGAKOV], *Istorija russkoj Cerkvi*, M., 1994-1997, 9 tomes en 11 volumes.

MAL'CEV (A. I.), *Starovery-stranniki v XVIII-pervoj polovine XIX v.*, Novosibirsk, 1996.

MELNIKOVA (L.), « L'Église orthodoxe russe durant la guerre de 1812 », in *Confrontations impériales (1812-1814)*, Toulouse, 2014, p. 187-194.

MORRIS (M.), *Saints and Revolutionaries: The Ascetic Hero in Russian Literature*, Albany, 1993.

Movimenti religiosi in Russia prima della rivoluzione : 1900-1917, éd. P. C. BORI, Brescia, 1978.

OLEKSA (M. J.), *Orthodox Alaska: A Theology of Mission*, Crestwood (NY), 1992.

Optina pustyn' : russkaja pravoslavnaja duxovnost', M., 1997.

PANČENKO (A. M.), *Jurodivye na Rusi. Petr I i veroterpimost'*, *Glavy iz rukopisi « Obrazy i podobija »*, L., 1990 (Priloženie k gazete "Literator").

Pravoslavnaja cerkov' i evrei XIX-XX vv. : sbornik materialov k teologii mežkonfessional'nogo dialoga, M., 1994.

PROKOPOVYč (F.) :

– *Filosofs'ki tvory v tr'ox tomax*, Kiev, 1979-1980, 3 vol. ;

– *Sočinenija*, éd. I. P. EREMIN, M. ; L., 1961.

PYPIN (A. N.), *Religioznoe dviženie v Rossii pri Aleksandre I*, préf. A. N. CAUMALI, SPb., 2000.

RLMSKIJ (S. V.), *Rossijskaja cerkov' v èpoxu velikix reform : cerkovnye reformy v Rossii 1860-1870-x godov*, M., 1999.

ROSENTHAL (A.-M.), *L'Antisémitisme en Russie des origines à nos jours*, P., 1982.

Russkie starožily Zakavkaz'ja : molokane i duxoborcy, éd. V. I. KOZLOV, M., 1995.

SEDOV (P. V.), *Zakat Moskovskogo carstva, Carskij dvor konca XVII veka*, SPb., 2006.

SCHILLING (H.), « Die Konfessionalisierung im Reich. Religiöser und gesellschaftlicher Wandel in Deutschland zwischen 1555 und 1620 », *Historische Zeitschrift*, 1988, 246, p. 1-45.

SHEVZOV (V.) :

– « Chapels and the Ecclesial World of Prerevolutionary Russian Peasants », SR, 1996, vol. 55, n° 3, p. 585-613 ;

– « Icons, Miracles and the Ecclesial Identity of Laity in Late Imperial Russian Orthodoxy », *Church History*, 2000, vol. 69, n° 3, p. 610-631.

SMOLITSCH (I.) :

– *Geschichte der russischen Kirche, 1700-1917*, Leyde ; Berlin, 1964-1991, 2 vol. ;

– « Russisches Mönchtum : Entstehung, Entwicklung und Wesen, 988-1917 », in *Das ostliche Christentum*, Neue Folge, t. 10-11, Wurzburg, 1953.

SOLOVIEV (A.), *Holy Russia : The History of a Religious-Social Idea*, La Haye, 1959.

STANTON (L. J.), *The Optina Pustyn Monastery in the Russian Literary Imagination: Iconic Vision in Works by Dostoevsky, Gogol, Tolstoy and others*, New York, 1995.

STAVROU (T. G.), WEISENSEL (P. R.), *Russian Travelers to the Christian East from the 12th to the 20th Century*, Columbus (Ohio), 1986.

STRAKHOV (O. B.), *The Byzantine Culture in Muscovite Rus' : The Case of Evfimii Chudovskii (1620-1705)*, Cologne, 1998.

STROEV (P.), *Spiski ierarxov i nastojatelej monastyrej rossijskoj cerkvi*, SPb., 1877 ; nouv. éd. F. P. POLJAKOV, Cologne, 1990.

Vieux-croyants et sectes russes : du XVIIe siècle à nos jours, P., 1997 (RES 69, 1-2).

VIŠLENKOVA (E. A.), *Zabotjas' o dušax poddannyx : religioznaja politika v Rossii v pervoj četvertiXIX veka*, Saratov, 2002.

VOLKOV (N.), *La Secte russe des castrats*, précédé de INGERFLOM (C.-S.), *Communistes contre castrats (1929-1930)*, P., 1995.

WALDRON (P.), « Religious Reform after 1905: Old-Believers and the Orthodox Church », *Oxford Slavonic papers*, 1987, 20, p. 110-139.

WALKER (F. A.), « Enlightenment and Religion in Russian Education in the Reign of Tsar Alexander I », *History of Education Quarterly*, 1992, vol. 32, nº 2, p. 343-360.

ZELINSKIJ (A. N.), « Konstruktivnye principy drevnerusskogo kalendarja », *Kontekst, Literaturovedceskie*

issledovanija, M., 1978, p. 62-135.

ŽIVOV (V. M.) :

– *Iz cerkovnoj istorii vremen Petra Velikogo : issledovanija i materialy*, M., 2004 ;

– *Razyskanija v oblasti istorii i predystorii russkoj kul'tury*, M., 2002.

ZNAMENSKIJ (A. A.), *Shamanism and Christianity: Native Encounters with Russian Orthodox Missions in Siberia and Alaska, 1820-1917*, Westport (CT), 1999.

ZVERINSKIJ (V. V.), *Material dlja istoriko-topografičeskogo issledovanija o pravoslavnyx monastyrjax v Rossijskoj imperii s bibliografičeskim ukazatelem*, SPb., 1890-1897, 3 vol.

3. Citadins et marchands

ALEKSEEV (V. V.), ALEKSEEVA (E. S.), *L'Oural métallurgique : histoire et patrimoine*, Chambéry, 2011.

ALEKSEEV (V. V.), GAVRILOV (D. V.), *Metallurgija Urala s drevnejšix vremen do našix dnej*, M., 2008.

BLACKWELL (W. L.) :

– « The Old Believers and the Rise of Private Industrial Enterprise in Early Nineteenth-Century Russia », SR, 1965, vol. 24, p. 407-424 ;

– *The Beginnings of Russian Industrialization, 1800-1860*, Princeton, 1968.

GESTWA (K.), *Proto-Industrialisierung in Russland: Wirtschaft, Herrschaft und Kultur in Ivanovo und Pavlovo, 1741-193*2, Göttingen, 1999.

GOLIKOVA (S. V.), MINENKO (N. A.), POBEREžNIKOV (I. V.), *Gornozavodskie centry i agrarnaja sreda v Rossii : vzaimodejstvija i protivorečija : XVIII-pervaja polovina XIX veka*, M., 2000.

ISAEV (G. S.), *Rol' tekstil'noj promyšlennosti v genezise i razvitii kapitalizma v Rossii 1760-1860*, L., 1970.

Istoričeskij očerk Ural'skix gornyx zavodov, éd. V. BELOV, SPb., 1896.

Istorija predprinimatel'stva v Rossii, éd. A. V. SEMENOVA, M., 2000, 2 vol.

Istorija Urala v period kapitalizma, éd. D. V. GAVRILOV, M., 1990.

KULIŠER (I. M.), *Istorija russkoj torgovli i promyšennosti*, Čeljabinsk, 2003.

MARTYNOV (M. N.), *Gornozavodskaja promyšlennost' na Urale pri Petre I*, Sverdlovsk, 1948.

Materialy po istorii krest'janskoj promyšlennosti XVIII i pervoj poloviny XIX v., éd. I. V. MEŠALIN, M. ; L., 1935-1950, 2 vol.

MEŠALIN (I. V.), *Tekstil'naja promyšlennost' krest'jan Moskovskoj gubernii v XVIII i pervoj polovine*XIX *veka*, M. ; L., 1950.

MIRONOV (B. N.) :

– *Russkij gorod v 1740-1860-e gody*, L., 1990 ;

– *Vnutrennij rynok Rossii vo vtoroj polovine XVIII-pervoj polovine XIX vv.*, L., 1971.

PORTAL (R.) :

– *L'Oural au XVIIIe siècle : étude d'histoire économique et sociale*, P., 1950 ;

– « Aux origines d'une bourgeoisie industrielle en Russie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1961, t. 8, p. 35-60 ;

– « Du servage à la bourgeoisie : la famille Konovalov », RES, 1961, t. 38, p. 143-150.

PUTILOVA (M. V.), *Kazennye gornye zavody Urala v period perexoda ot krepostničestva k kapitalizmu : k probleme promyšlennogo perevorota*, Krasnojarsk, 1986.

RUBINŠTEJN (E. I.), *Polotnjanaja i bumažnaja manufaktura Gončarovyx vo vtoroj polovine XVIII veka*, M., 1975.

Russian Economic Development, from Peter the Great to Stalin, éd. W. L. BLACKWELL, New York, 1974.

RYNDZJUNSKIJ (P. G.), « Staroobrjadčeskaja organizacija v uslovijax razvitija promyšlennogo kapitalizma (na primere istorii Moskovskoj obščiny Fedoseevcev v 40-x godax XIX v. », *Voprosy religii i ateizma*, 1950, 1, p. 188-248.

SEMENOVA (L. N.) :

– *Byt i naselenie Sankt-Peterburga (XVIII vek)*, M. ; SPb., 1998 ;

– *Rabočie Peterburga v pervoj polovine XVIII v.*, L., 1974.

chapitre 15. – Les nouvelles identités sociales. Les ouvriers, les sans-classe et la naissance de la question féminine

1. Le développement urbain, industriel et financier

ANAN'IČ (B. V.), *Bankirskie doma v Rossii : 1860-1914 gg. : očerki istorii častnogo predprinimatel'stva*, L., 1991.

ANDREEVA (E. A.), *Načalo stroitel'stva Peterburga : obespečenie rabotnymi i masterovymi ljud'mi v 1703-1712 gg.*, Avtoreferat… dissertacii kandidata istoriceskix nauk, SPb., 2006.

Arxitekturnoe putešestvie po železnoj doroge : al'bom proektov, èskizov i fotografij, éd. E. B. BORISOVA, M., 2010.

BERELOWITCH (W.), MEDVEDKOVA (O.), *Histoire de Saint-Pétersbourg.*, P., 2002.

BOČANOVA (G. A.), *Obrabatyvajuščaja promyšlennost' Zapadnoj Sibiri konec XIX-načalo XX v.*, Novosibirsk, 1978.

Commerce in Russian Urban Culture, 1861-1914, éd. W. C. BRUMFIELD, B. V. ANAN'Ič, J. A. PETROV, Washington (DC) ; Baltimore, 2001.

COOPERSMITH (J.), *The Electrification of Russia : 1880-1926*, Ithaca ; Londres, 1992.

GATRELL (P.), *The Tsarist Economy, 1850-1917*, Londres, 1986.

GERSCHENKRON (A.), *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays*, Cambridge, 1962.

GINDIN (I. F.), *Banki i èkonomičeskaja politika v Rossii : XIX-načalo XX v. : očerki istorii i tipologii russki bankov : izbrannoe*, M., 1997.

GIRAULT (R.), *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, Paris, 1999.

GRANT (J. A.), *Big Business in Russia: The Putilov Company in Late Imperial Russia, 1868-1917*, Pittsburgh (PA), 1999 (Pitt Series in Russian and East European Studies).

Istorija rabočix Leningrada v dvux tomax, éd. V. S. DJAKIN, L., 1972, 2 vol. [vol. 1 : *1703-fevral' 1917* ; vol. 2 : *1917-1965*].

Istorija železnodorožnogo transporta Rossii, éd. E. Ja. KRAKOVSKIJ, M. M. UZDIN, t. 1, 1836-1917 gg., SPb., 1994.

IVANOVA (N. A.), *Promyšlennyj centr Rossii 1907-1914 gg. : konec XIX-načalo XX v.*, M., 1995.

JONES (R. E.), *Bread Upon the Waters: The St. Petersburg Grain Trade and the Russian Economy, 1703-1811*, Pittsburgh (PA), 2013.

KOŠELEVA (O. E.), *Ljudi Sankt-Petersburgskogo ostrova Petrovskogo vremeni*, M., 2004.

LUPPOV (S. P.), *Istorija stroitel'stva Peterburga v pervoj četverti XVIII v.* M. ; L., 1957.

MCCAFFRAY (S. P.), *The Politics of Industrialization in Tsarist Russia the Association of Southern Coal and Steel Producers, 1874-1914*, DeKalb, 1996.

NICOLOSI (R.), *Die Petersburg-Panegirik : russische Stadtliteratur im 18. Jahrhundert*, Francfort ; Berlin ; Berne, 2002.

Opyt rossijskix modernizacij XVIII-XX veka, rééd. V. V. ALEKSEEV, M., 2000.

OVSJANNIKOV (Ju.), *Tri veka Saint-Pétersbourga : istorija, kul'tura, byt*, M., 1997.

PAŽITNOV (K. A.), « K voprosu o promyšlennom perevorote v Rossii », VopI, 1952, 5, p. 68-76.

Peterburg : istorija bankov, éd. B. V. ANAN'IČ, SPb., 2001.

PORTAL (R.) :

– *La Russie industrielle : 1880-1914*, P., 1960 ;

– *La Russie industrielle : 1881-1927*, P., 1966.

POTKINA (I. V.) :

– *Industrial'noe razvitie dorevoljucionnoj Rossii : koncepcii, problemy, diskussii v amerikanskoj i anglijskoj istoriografii*, M., 1994 ;

– *Na Olimpe delovogo uspexa : Nikol'skaja manufaktura Morozovyx, 1797-1917*, M., 2004.

*Promyšlennost' Urala v*XIX –XX *vekax : sbornik naučnyx trudov*, éd. V. P. ČERNOBROVIN, M., 2002.

ROOSA (R. A.), *Russia Industrialists in an Era of Revolution : The Association of Industry and Trade, 1906-1917*, Armonk (NY), 1997.

RYBAKOV (Ju. Ja.), *Promyšlennaja statistika Rossii XIX v. : istočnikovedčeskoe issledovanie*, M., 1976.

SAPOGOVSKAJA (L. V.), *Nacional'naja zolotopromyšlennaja politika XVIII-XX vv. : ili nužno li Rossii zoloto ?*, Ekaterinburg, 2008.

SERGEEV (A. F.), RJABOJ (V. I.), *Nobeli dlja Rossii, Rossija dlja Nobelej*, Jaroslavl', 2003.

SOLOV'EVA (E. I.), *Krest'janskaja promyšlennost' Sibiri vo vtoroj polovine XIX v. : posobie k speckursu po istorii SSSR*, Novosibirsk, 1975.

ŠTIGLIC (M. S.) :

– *Promyšlennaja arxitektura Peterburga v sfere « industrial'noj arxeologii »*, SPb., 2003 ;

– *Promyšlennaja arxitektura Peterburga*, SPb., 1995.

ŠTIGLIC (M. S.), KIRIKOV (B. M.), *L'Archéologie industrielle à Pétersbourg*, SPb., 1999.

SZYMANOWSKI (M.), « Krivoï Rog et l'état actuel de l'industrie métallurgique dans le midi de la Russie », *Bulletin de la société de l'industrie minière*, 1900, 3e série, t. 14, p. 1-77.

TARNOVSKIJ (K. N.) :

– *Melkaja promyšlennost' dorevoljucionnoj Rossii : istoriko-geografičeskie očerki*, M., 1995 ;

– *Melkaja promyšlennost' Rossii v konce XIX-načale XX v.*, M., 1995.

TOLF (R. W.), *The Russian Rockefellers: The Saga of the Nobel Family and the Russian Oil Industry*, Stanford, 1976.

VERLEY (P.), *La Révolution industrielle*, P., 1997.

VOLODIN (A. Ju.), *Istorija fabričnoj inspekcii v Rossii 1882-1914 gg.*, M., 2009.

XALIN (A. A.), *Sistema putej soobščenija Nižegorodskogo Povolž'ja i ee rol' v social'noèkonomičeskom razvitii regiona (30-90-e gg. XIX v.)*, Nižnij Novgorod, 2011.

2. Les femmes et la question féminine

BROIDOT (V.), *Apostles into Terrorists: Women and the Revolutionary Movement in the Russia of Alexander II*, New York, 1977.

BURNET-VIGNIEL (M.-C.), *Femmes russes dans le combat révolutionnaire : l'image et son modèle à la fin du XIXe siècle*, P., 1990.

EDMONDSON (L. H.), *Feminism in Russia, 1900-1917*, Stanford, 1984.

ENGEL (B. A.) :

– *Mothers and Daughters: Women of the Intelligentsia in Nineteenth-Century Russia*, Evanston (IL), 1983 ;

– *Between the Fields and the City: Women, Work, and Family in Russia, 1861-1914*, Cambridge, 1994 ;

– *Women in Russia, 1700-2000*, Cambridge, 2004.

LEVIN (E.), « Infanticide in Pre-Petrine Russia », JGO, 1986, vol. 34, p. 215-224.

STITES (R.), *The Women's Liberation Movement in Russia: Feminism, Nihilism and Bolshevism, 1860-1930*, Princeton, 1978 ; 2e ed. 1991.

TARNOWSKY (P.), *Les Femmes homicides*, P., 1908.

chapitre 16. – La naissance de l'opinion publique au XVIIIe siècle. La franc-maçonnerie et les premières oppositions

ARTEM'EVA (T. V.), *Mixail Ščerbatov*, SPb., 1994.

BAKOUNINE-OSSORGUINE (T.), *Répertoire biographique des francs-maçons russes (XVIIIe et XIXe siècles)*, Bruxelles, 1940.

BARRAN (T.), *Russia Reads Rousseau, 1762-1825*, Evanston (IL), 2002.

BARSKOV (Ja. L.), *Perepiska moskovskix masonov XVIII-g veka, 1780-1792 gg.*, Petrograd, 1915.

BAUDIN (R.) :

– « Semiotika skandala v žizni i tvorčestve Radiščeva », in *Semiotika skandala*, éd. N. BUHKS, M., 2008, p. 156-178 ;

– *Alexandre Radichtchev*, *Le voyage de Pétersbourg à Moscou (1790)*, Strasbourg, 2012.

BELISSA (M.), *La Russie mise en Lumières : représentations et débats autour de la Russie dans la France du XVIIIe siècle*, P., 2010.

BERELOWITCH (W.), « Le "Discours sur les lois" de Fonvizin : une éthique subversive », CMRS, 1989, vol. 30, nº 3-4, p. 193-205.

BOURYCHKINE (P.), BAKOUNINE-OSSORGUINE (T.), *Bibliographie sur la franc-maçonnerie en Russie*, P., 1967.

BROWN (W. E.), *A History of 18th Century Russian Literature*, Ann Arbor, 1980.

BUGROV (K. D.), « "Diskurs Montesk'e" : rol' intellektual'nyx zaimstvovanij v političeskix proektax N. I. Panina », *Izvestija Ural'skogo gosudarstvennogo universiteta*, 2009.4 (66), serija 2, *gumanitarnye nauki*, p. 32-43.

BUGROV (K. D.), KISELEV (M. A.), « "Zakon" i "Sovet" : konceptual'noe pole proektov političeskix reform rossijskoj bjurokraticeskoj èlity (rubež 50-60-x gg. XVIII v.) », *Dialog so vremenem. Al'manax intellektual'noj istorii*, 2010, nº 33, p. 110-139.

CHABIN (M.-A.), « La curiosité des savants français pour la Russie dans la première moitié du XVIIIe siècle », RES, 1985, t. 57, fasc. 4, p. 565-576.

CROSS (A. G.) :

– *By the Banks of the Thames: Russians in Eighteenth-Century Britain*, Newtonville (MA), 1980 ;

– *Anglo-Russica: Aspects of Cultural Relations Between Great-Britain and Russia in the Eighteenth and Early Nineteenth Centuries*, t. 2, Oxford, 1993 ;

– *By the Banks of the Neva: Chapters from the Lives and Careers of the British in Eighteenth-Century Russia*, Cambridge, 1997 ;

– *Catherine the Great and the British: A Pot-Pourri of Essays*, Nottingham, 2001.

Deutsch-Russische Beziehungen im 18. Jahrhundert : Kultur, Wissenschaft und Diplomatie (Germano-Russkie otnošenija 18 veka : kul'tura, nauka, diplomatija), éd. C. GRAU, S. KARP, J. VOSS, Wiesbaden, 1997.

ÈJDEL'MAN (N. Ja.), « O tom čeloveke, kotoryj izobražen na portrete », *Panorama iskusstv*, 1982, 5, p. 296-325.

Ekaterina Romanovna Daškova : issledovanija i materialy, SPb., 1996.

FAGGIONATO (R.), *A Rosicrucian Utopia in Eighteenth-Century Russia: The Masonic Circle of N. I. Novikov*, Dodrecht, 2005.

FEDOSOV (I. A.), *Iz istorii russkoj obščestvennoj mysli XVIII stoletija. M. M. Ščerbatov*, M., 1967.

Francuzy v naučnoj i intellektual'noj žizni Rossii XVIII-XX vv., dir. A. O. ČUBAR'JAN, F.-D. LIECHTENHAN, O. V. OKUNEVA, P., 2010.

GAVRJUŠKIN (A. V.), *Graf Nikita Panin*, M., 1989.

HABERMAS (J.) *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Darmstadt, 1984.

Histoire de l'utopie en Russie, éd. par L. HELLER, M. NIQUEUX, P., 1995.

HOFFMANN (P.), « Voraussetzungen und Anfänge einer revolutionären Ideologie in Rußland », in *Klassenkampf und revolutionäre Bewegung in der Geschichte Rußlands von den Anfängen bis zur Oktoberrevolution*, Berlin, 1977, p. 71-94.

Istorija russkoj perevodnoj xudožestvennoj literatury : drevnjaja Rus', XVIII vek (Schöne Literatur in russischer übersetzung : von den Anfängen vis zum 18 Jahrhundert), éd. Ju. D. LEVIN, Cologne ; Weimar ; Vienne ; SPb., 1995-1996, 2 vol.

JAMMES (A.), *La Réforme de la typographie royale sous Louis XIV : le grandjean, étude accompagnée de 110 cuivres originaux conservés à l'Imprimerie nationale*, P., 1961.

KLEIN (J.), *Russische Literatur im 18. Jahrhundert*, Cologne, 2008.

KOČETKOVA (N. D.), « Radiščev i masony », *Russkaja literatura*, 2000, n° 1, p. 103-106.

KOSTIN (A.), « Religioznye vzgljady Radiščeva », *XVIII vek*, 2004, 24, p. 255-280.

LAUDIN (G.), « Pierre le Grand, les *strel'cy* et les faux Dimitri dans le théâtre allemand de la fin des Lumières : les réformes ou la barbarie », in *Écrire et réécrire l'histoire russe*, P., 2013, p. 223-232.

LENTIN (A.), « Shcherbatov's "Dread Vision". A Poetic Diatribe on Catherine's Second Turkish War », *Scottish Slavonic Review*, 1992, vol. 18, p. 55-60.

LESSING BAEHR (S.), *The Paradise Myth in 18th-Century Russian: Utopian Patterns in Secular Russian Literature and Culture*, Stanford, University Press, 1991.

Littérature (La) russe d'expression française : textes français d'écrivains russes XVIIIe-XIXe siècle (Russkaja literature na francuzskom jazyke), éd. Ju. M. LOTMAN, V. Ju. ROZENZVEJG, Vienne, 1994.

LO GATTO (E.) :

– *Histoire de la littérature russe : des origines à nos jours*, P., 1965 ;

– *Le Mythe de Saint-Pétersbourg : histoire, légende, poésie*, P., 2003.

LUBENOW (M.), *Französische Kultur in Russland : Entwicklungslinien in Geschichte und Literatur*, Cologne ; Weimar ; Vienne, 2002.

MARKER (G.), *Publishing, Printing and the Origins of Intellectual Life in Russia, 17001800*, Princeton, 1985.

MARTYNOV (I. F.), *Knigoizdatel' Nikolaj Novikov*, M., 1981.

MCCONNELL (A.), *A Russian Philosophe. Alexander Radishchev 1749-1802*, La Haye, 1964.

MEZIN (A. A.), « Stereotipy Rossii v evropejskoj obščestvennoj mysli XVIII veka », VopI, 2002, 10, p. 148-157.

MINAEVA (N. V.), « Nikita Ivanovič Panin », VopI, 2001, 7, p. 71-91.

MONNIER (A.), *Un publiciste frondeur sous Catherine II : Nicolas Novikov*, P., 1981.

NEWLIN (T.), « Rural Ruses: Illusion and Anxiety on the Russian Estate, 1775-1815 », SR, 1998, vol. 57, p. 295-319.

NOVIKOV (N. I.), *Izbrannye sočinenija*, M.-L., 1951.

PAPMEHL (K. A.), « The Empress and "Un Fanatique": A Review of the Circumstances Leading to the Government Action Against Novikov in 1792 », SEER, 1990, vol. 68, nº 4, p. 665-691.

PLOTNIKOV (A. B.), *Političeskie proekty N. I. Panina*, Avtoreferat dissertacii… kandidata istoričeskix nauk, M., 1997.

Politische Theorien des 17. Und 18. Jahrhunderts. Staat und Politik in Deutschland, éd. B. HEIDENREICH, G. GÖHLER, Darmstadt, 2011.

POL'SKOJ (S.V.) :

– « "Potaennye" sočinenija knjazja M. M. Ščerbatova i ego zapiska "Mnenie o zakonax osnovatel'nyx gosudarstva" », *Izvestija Samarskogo naučnogo centra Rossijskoj akademii nauk*, 2010, 12.2, p. 217-222 ;

– « Xarakteristika političeskix proektov N. I. Panina v otečestvennoj i zarubežnoj istoriografii », *Vestnik Samarskogo gosudarstvennogo universiteta*, 2012, nº 8/2 (99), p. 80-86.

POPOV (N.), *V. N. Tatiščev i ego vremja*, M., 1861.

PYPIN (A. N.), *Russkoe masonstvo. XVIII i pervaja četvert' XIX v.*, éd. G. V. VERNADSKIJ, Pg., 1916.

RAEFF (M.) :

– « State and Nobility in the Ideology of M. M. Shcherbatov », *American Slavic and East European Review*, 1960, vol. 19, nº 3, p. 363-379 ;

– « Les Slaves, les Allemands et les Lumières », *Revue canadienne d'études slaves*, 1967, 1 (4), p. 521-551 ;

– *The Well-Ordered Police State: Social and Institutional Change through Law in the Germanies and Russia, 1600-1800*, New Haven, 1983.

Russian Society and Culture and the Long Eighteenth Century, Essays in Honour of Anthony G. Cross, éd. R. BARTLETT, L. HUGHES, Münster, 2004.

SAFONOV (M. M.), « Konstitucionnyj proekt N. I. Panina – D. I. Fonvizina », VID, 1974, 6, p. 261-280.

SAMARIN (A. Ju.), *Čitatel' v Rossii vo vtoroj polovine XVIII v. : po spiskam podpisčikov*, M., 2000.

SAXAROV (V.), *Ieroglify vol'nyx kamenščikov. Masonstvo v russkoj literature XVIII-načala XIX veka*, M., 2000.

SCHARF (C.), *Katharina II. Deutschland und die Deutschen*, Mayence, 1995.

SEMENNIKOV (V. P.), *Radiščev*, M., 1923.

SEMENOVA (L. N.), *Očerki istorii byta i kul'turnoj žizni Rossii : pervaja polovina XVIII v.*, 2e éd., L., 1982.

SERKOV (A. I.) :

– « Rossijskoe masonstvo. Č.1. Vosemnadcatyj vek », *Zvezda*, 2000, no 8 ;

– *Russkoe masonstvo. 1731-2000. Ènciklopedičeskij slovar'*, M., 2001.

SERMAN (I.), « Catherine II et "Le Peintre" de Novikov », in *Catherine II et l'Europe*, P., 1997, p. 61-69.

SMITH (D.), *Working the Rough Stone: Fremasonry in Eighteenth-Century Russia*, De Kalb, 1999.

VERNADSKIJ (G. V.), *Russkoe masonstvo v carstvovanie Ekateriny II*, SPb., 1999 [1re publication, 1917].

WIGZELL (F.), *Reading Russian Fortunes: Print Culture, Gender and Divination in Russia from 1765*, Cambridge, 1998.

ŽUKOVA (E. P.), *Gerder i filosofsko-kul'turologičeskaja mysl' v Rossii*, M., 2000.

chapitre 17. – Au nom du peuple. Nihilistes et constitutionnalistes, slavophiles et

socialistes (1801-1917)

1. Grandes éditions d'œuvres complètes et choisies, anthologies

AKSAKOV (I. S.), *Ivan Sergeevič Aksakov v ego pis'max. Èpistoljarnyj dnevnik 1838-1886 gg., s predisloviem, kommentarijami i vospominanijami A. F. Aksakovoj.*, M., 2003-2004, 2 vol.

AKSAKOV (K. S.) :

– *Èstetika i literaturnaja kritika*, M., 1995 ;

– *Gosudarstvo i narod*, éd. A. V. BELOVA, M., 2009.

BAKUNIN (M. A.), *Archives Bakounine (Bakunin-Archiv)*, éd. A. LEHNING, A. J. C. RÜTER, P. SCHEIBERT, Leyde, 1961-1981, 7 vol.

BAKUNIN (M.), « La *Confession* de Bakounine », éd. B. SOUVARINE, *Bulletin communiste*, 22 décembre 1921, n° 56, p. 941-943.

BELINKSIJ (V. G.) :

– *Izbrannye filosofskie proizvedenija*, M., 1948, 2 vol. ;

– *Textes philosophiques choisis*, M., 1951.

BERDJAEV (N.), *Russkaja ideja. Osnovnye problemy russkoj mysli XIX veka i načala XX veka*, P., 1971.

ČAADAEV [TCHAADAEV] (P.), *Lettres philosophiques*, présentées par F. ROULEAU, P., 1970.

ČERNYŠEVSKIJ (N. G.), *Que faire ? Les hommes nouveaux*, P., 2000.

CZARTORYSKI (A. J.), *Letters to Vilna (Listy do Wilna – 1805)*, éd. R. SOKOLOSKI, Ottawa ; SPb., 1999.

DOBROLJUBOV (N. A.), *Sobranie sočinenij v 9-ti tomax*, M., 1962-1964, 9 vol.

DOSTOEVSKIJ (F. M.) :

– *Crime et châtiment. Journal de Raskolnikov. Les carnets de « Crime et châtiment ». Souvenirs de la maison des morts*,

Paris, Gallimard, 1950 ;

– *Polnoe sobranie sočinenij v 30 tomax*, L., 1972-1990, 33 vol.

FONVIZIN (D.), *Lettres de France (1777-1778)*, trad. H. GROSSE, P., 1995.

HERZEN (A.) [GERCEN] :

– *Le Peuple russe et le Socialisme : lettre à M. J. Michelet, professeur au Collège de France*, Paris, 1852 ; 2e éd., Londres, 1855 ;

– *Sobranie sočinenij v tridcati tomax*, M., 1954-1966, 31 vol. ;

– *Herzen, Ogarev, Bakounine : lettres inédites*, éd. M. MERVAUD, P., 1975 ;

– *Passé et méditations*, éd. et trad. D. OLIVIER, Lausanne, 1974-1981, 4 vol.

KARAMZIN (N. M.) :

– *Karamzin's Memoir on Ancient and Modern Russia: A Translation and Analysis*, éd. R. PIPES, Cambridge (Mass.), 1959 ;

– *Pis'ma russkogo putešestvennika*, éd. Ju. M. LOTMAN, N. A. MARčENKO, B. A. USPENSKIJ, L., 1984 ;

– *Istorija gosudarstva Rossijskogo*, M., 1988, 4 vol. ;

– *Zapiska o drevnej i novoj Rossii*, M., 1991.

KIREEVSKIJ (I.), *Essais philosophiques*, trad. F. ROULEAU, P. ; Namur, 1988.

Kolokol, gazeta A. I. Gercena i N. P. Ogareva : vol'naja russkaja tipografija 1857-1867, Londres-Ženeva : faksimil'noe izdanie, M., 1962-1964, 12 vol.

KUZ'MINA (V. D.), *Russkij demokratičeskij teatr XVIII veka*, M., 1958.

LENIN (V. I.), *Polnoe sobranie sočinenij*, 5e éd., M., 1958-1965, 55 vol.

Literaturnoe nasledstvo dekabristov, éd. V. G. BAZANOV, V. E. VACURO, M., 1975.

LOMONOSOV (M. V.), *Polnoe sobranie sočinenij*, M. ; L., 1950-1959, 10 vol.

MAKARIJ (Ivanov, starets), *Russian Letters of Direction, 1834-1860*, éd. J. DE BEAUSORBE, Westminster, 1947 ; réimpr. Tuckade (NY), 1975.

NIQUEUX (M.), *L'Occident vu de Russie : anthologie de la pensée russe, de Karamzine à Poutine*, P., 2016.

Otkrovennye rasskazy strannika duxovnomu svoemu otcu, Kazan', 1870 ; nouvelle éd., 1881 [traduction partielle : *Récits d'un pèlerin russe*, P., 1978].

PESTEL' (P. I.), *Russkaja Pravda : nakaz Vremennomu Verxovnomu Pravleniju*, SPb., 1906.

PUFENDORF (S.) :

– *Vvedenie v istoriju evropeiskuju*, SPb., 1718 ;

– *O dolžnosti celoveka i graždanina po zakonu estestvennomu knigi dve*, SPb., 1726.

PUŠKIN (A. S.) :

– *La Fille du capitaine (Kapitanskaja dočka)*, éd. R. LABRY, Paris, 1947-1948, 2 vol. ;

– *Sobranie sočinenij v X tomax*, éd. A. D. BLAGOJ, M., 1959-1962, 10 vol. ; 4e éd., 1977-1979, 10 vol. ;

– *Œuvres poétiques*, dir. E. ETKIND, Lausanne, 1981, 2 vol.

RADIŠČEV (A. N.) :

– *Voyage de Pétersbourg à Moscou*, trad. M. et W. BERELOWITCH, P., 1988 ;

– *Putešestvie iz Peterburga v Moskvu. Vol'nost'*, éd. V. A. ZAPADOV, SPb., 1992.

RAI-GONNEAU (E.), *Vie de Kain, bandit russe et mouchard de la tsarine*, P., 2008.

Revoljucionnoe narodničestvo 70-x godov XIX veka : sbornik dokumentov i materialov v dvux tomax, M., 1964-1965, 2 vol.

Rossija i Evropa : opyt sobornogo analiza, M., 1992.

TJUTČEV (F. I.), *Fedor Ivanovič Tjutčev*, M., 1988 (Literaturnoe nasledstvo 97.1).

TOLSTOJ (L. N.) :

– *Polnoe sobranie sočinenij v 90 tomax*, M., 1928-1958, 91 vol. ;

– *La Guerre et la Paix*, éd. H. MONGAULT, P., 1947.

VIGEL' (F. F.), *Zapiski*, M., 2003, 2 vol.

2. Histoire et critique littéraire

BANNOUR (W.), *Les Nihilistes russes*, P., 1978.

BARRUÉ (J.), *Bakounine et Netchaiev. Trois études sur Bakounine. Le catéchisme révolutionnaire de Netchaiev*, P., 1971.

BESANÇON (A.), *Éducation et société en Russie dans le second tiers du XIXe siècle*, Paris, La Haye, 1974.

BONAMOUR (J.), *A. S. Griboedov et la vie littéraire de son temps*, P., 1965.

BOURMEYSTER (A.), *L'Idée russe entre Lumières et spiritualité sous le règne de Nicolas Ier*, Grenoble, 2001.

BROOKS (J.), *When Russia Learned to Read: Literacy and Popular Literature, 1861-1917*, Princeton, 1985.

CADOT (M.), *L'Image de la Russie dans la vie intellectuelle française, 1839-1856*, Paris, 1967.

CANNAC (P.), *Netchaiev, du nihilisme au terrorisme*, P., 1961.

ČERKASOV (P.), *Russkij agent vo Francii : Jakov Nikolaevič Tolstoj (1791-1867)*, M., 2008.

CONFINO (M.), *Violence dans la violence : le débat Bakounine-Netchaiev*, P., 1973.

Constructing Russian Culture in the Age of Revolution: 1881-1940, éd. C. KELLY, D. SHEPHERD, Oxford, 1998.

Continuity and Change in Russian and Soviet Thought, Cambridge (MA), 1955.

COOPER (D. L.), *Creating the Nation: Identity and Aesthetics in Early Nineteenth-century Russia and Bohemia*, DeKalb, 2010.

COQUART (A.), *Dimitri Pisarev (1840-1868) et l'idéologie du nihilisme russe*, P., 1946.

Dekabristy : biografičeskij spravočnik, M., 1988.

FOOTE (I. P.), *The St-Petersburg Censorsphip Committee, 1828-1905*, Oxford, 1992.

GAFFIOT (J.-M.), *Netchaieff*, Lausanne, 1989.

GONNEAU (P.), « En réponse à Karamzin… La première *Lettre philosophique* de Čaadaev comme réplique à la préface de *L'Histoire de l'État russe* », RES, 2012, vol. 83, nº 2-3, p.783-792.

GRAFSKIJ (V.), *Političeskie i pravovye vzgljady russkix narodnikov : istoki i èvoljucija*, M., 1993.

GRANDHAYE (J.), *Russie : la république interdite. Le moment décembriste et ses enjeux (XVIIIe-XXIe siècles)*, P., 2012.

GRANDJARD (H.), *Ivan Tourgueniev et les Courants politiques et sociaux de son temps*, P., 1954.

Histoire de la littérature russe, t. 1 : *Des origines aux Lumières*, P., 1992 ; t. 2 : *Le XIXe siècle*, P., 1996-2005, 2 vol.

Intellectuels et intelligentsia, éd. D. A. SDIZKOV, M. HILDERMEIER, B. I. KOLONICKIJ, P., 2003 (CMR 43/4).

KAFANOVA (O. B.), SOKOLOVA (M. V.), *Žorž Sand v Rossii : bibliografija russkix perevodov i kritičeskoj literatury na russkom jazyke (1832-1900)*, M., 2005.

KOYRÉ (A.), *La Philosophie et le problème national en Russie au début du XIXe siècle*, P., 1929 ; réimpr. P., 1971.

LABRY (R.), *Alexandre Ivanovič Herzen. Essai sur la formation et le développement de ses idées*, P., 1928.

LAMPERT (E.), *Sons Against Fathers: Studies in Russian Radicalism and Revolution*, Londres, 1965.

LEIGHTON (L. G.), *Russian Romanticism. Two Essays*, P., 1975.

LEMKE (M.), *Nikolaevskie žandarmy i literatura : 1826-1855*, SPb., 1908.

LUCIANI (G.), *La Société des Slaves unis*, *1823-1825*, P., 1963.

MALIA (M.), *Alexander Herzen and the Birth of Russian Socialism*, Harvard, 1961.

MAZON (A.), *Deux Russes, écrivains français*, P., 1964.

MERVAUD (M.) :

– *Socialisme et liberté : la pensée et l'action de Nicolas Ogarev (1813-1877)*, P. ; Rouen, 1984 ;

– *Alexandre Herzen sur l'autre rive, ou le Socialisme russe à l'épreuve de l'émigration*, P., 2012.

MOSER (C.), *Antinihilism in the Russian Novel of the 1860s*, La Haye, 1964.

Moskovskij universitet v vospominanijax sovremennikov, éd. Ju. N. EMEL'JANOV, M., 1989.

Naissance de l'historiographie russe, dir. M. MERVAUD et S. VIELLARD, Toulouse, 2009.

PESSIN (A.), *Le Populisme. Le populisme russe, 1821-1881, ou la rencontre avec un peuple imaginaire. Populisme, mythe et anarchie*, Lyon, 1997.

PETROV (F. A.), *Rossijskie universitety v pervoj polovine XIX v. Formirovanie sistemy universitetskogo obrazovanija*, kn. 2 : *Stanovlenie sistemy universitetskogo obrazovanija v Rossii v pervye desjatiletija XIX v*. č. 3., M., 1999.

ROULEAU (F.), *Ivan Kireevski et la naissance du slavophilisme*, P. ; Namur, 1990.

Russian Modernity: Politics, Knowledge, Practices, éd. D. GOFFMANN, Y. KOTSONIS, New York, 2000.

STRUVE (P. B.), « Intelligencija i revoljucija », *Vexi*, 1909, p. 131-149.

VENTURI (F.), *Les Intellectuels, le Peuple et la Révolution*, P., 1972, 2 vol.

Vilenskij učebnyj okrug : politika russkogo pravitel'stva v oblasti obrazovanija (vtoraja polovina XIX-načalo XX v.), in *Rossijskie i slavjanskie issledovanija : naučnyj sbornik*, Minsk, 2008, vyp.3, p. 57-75.

WALICKI (A.), *The Slavophile Controversy: History of a Conservative Utopia in Nineteenth-Century Russian Thought*, Oxford, 1975.

3. Recherches sur la culture populaire, ethnologie, folklore

AFANAS'EV (A. N.), *Narodnye russkie legendy*, SPb., 1859.

AKEL'EV (E.), « Iz istorii vvedenija bradobritija i "nemeckogo" kostjuma v petrovskoj Rossii », *Quaestio Rossica*, 2013, n° 1, p. 90-100.

AZADOVSKIJ (M. K.), *Istorija russkoj fol'kloristiki*, M., 1958-1960, 2 vol.

BERG (L. S.), *Vsesojuznoe geografičeskoe obščestvo za sto let*, M. ; L., 1946.

BILLINGTON (J. H.), *The Icon and the Axe: An Interpretative History of Russian Culture*, New York, 1966.

BRODSKIJ (N. L.), *K vole : krepostnoe parvo v narodnoj poèzii : pamflety, pesni, skazki, anekdoty, zagovory, poslovicy, pogovorki, dramy-komedii, velikorusskie, malorusskie i belorusskie*, M., 1911.

ČIČEROV (V. I.), *Zimnij period russkogo zemledel'českogo kalendarja XVI-XIX vekov : očerki po istorii narodnyx verovanij*, M., 1957.

ČISTOV (K. V.), *Russkie narodnye social'no-utopičeskie legendy XVII-XVIII vv.*, M., 1967.

DAL' (V.), *Poslovicy russkogo naroda*, M., 1862 ; 2e éd., 1879, 2 vol.

FIELD (D.) :

– « Peasants and Propagandists in the Russian Movement to the People of 1874 », *The Journal of Modern History*, 1987, vol. 59, n° 3, p. 415-438 ;

– *Rebels in the Name of the Tsar*, Boston, 1989.

FRIERSON (C. A.) :

– *Peasant Icons: Representations of Rural People in Late Nineteenth-Century Russia*, New York, 1993 ;

– *All Russia Is Burning! A Cultural History of Fire and Arson in Late Imperial Russia*, Seattle, 2002.

HUBBS (J.), *Mother Russia: The Feminine Myth in Russian Culture*, Bloomington (IN), 1988.

KIREEVSKIJ (P. V.), *Pesni sobrannye Kireevskim*, 1860-1874, 10 vol. 2 vol., 1911-1929.

KRINIČNAJA (N.), *Russkaja narodnaja mifologičeskaja proza : istoki i polisemantizm obrazov*, t. 1, SPb., 2001.

MOGIL'NEV (M.), *Homo imperii : istorija fizičeskoj antropologii v Rossii (konec XIX-načalo XX v.)*, M., 2008.

NEKRYLOVA (A. F.), *Russkie narodnye gorodskie prazdniki, zrelišča, uveselenija : konec XVIII-načalo XX veka*, L., 1984 ; 2e éd., 1988.

TOKAREV (Ju. S.), *Istorija russkoj ètnografii (Dooktjabr'skij period)*, M., 1966.

WADA (H.), « The Inner World of Russian Peasants », *Annals of the Institute of Social Science*, 1979, vol. 20, p. 61-94.

Quatrième partie

Chronologie

1. Les réformes de Pierre le Grand et la réaction conservatrice (1689-1730)

Affaires intérieures		*Affaires étrangères*	
1689, déb.	Pierre Ier épouse Evdokija Fedorovna Lopuxina		
1689, août	Sof'ja est renversée	**1689**, 28 août	Traité de Nerčinsk entre la Russie et la Chine
1690, 18/28 févr.	Naissance du tsarévitch Alexis		
1690, 24 août/3 sept.	Adrien patriarche de l'Église russe		
1692	Ambassade russe infructueuse en Chine		
1692	Premières réunions du Très Soûl Concile		
1694, 25 janv.	Mort de Natal'ja Naryškina, mère de Pierre Ier		
		1695	Première campagne d'Azov ; Lefort est promu amiral
		1696, 17 juin	Mort de Jean Sobieski
		1696, 19 juil.	Prise d'Azov par Pierre Ier
		1697, 9 mars-1698, été	« Grande ambassade » de Pierre Ier à l'étranger
		1697, 5 avril	Charles XII

			devient roi de Suède
		1697-1733	Auguste II (Frédéric-Auguste Ier) devient roi de Pologne
1698, 4 avril	Escarmouches à Moscou entre *streltsy* révoltés et troupes loyales		
1698, 6-18 juin	Écrasement de la révolte des *streltsy* à Moscou, exécutions et sentences d'exil (22-28 juin, 2 juil.)		
1698, 25 août	Retour de Pierre le Grand à Moscou ; Sof'ja est contrainte à se faire nonne		
1698, 23 sept.	Pierre relègue son épouse Eudoxie dans un couvent		
1698, 10 oct.	Exécution publique d'environ 2 000 *streltsy*		
1699, 2 mars	Mort de François Lefort	**1699**, 26 janv.	Paix de Karlovtsy entre l'Autriche et l'Empire ottoman
1699, 29 nov.	Mort de Patrick Gordon		
1699	Développement de la Chancellerie privée du tsar		
1699	Recrutement massif de troupes en vue de la guerre contre la Suède		
1700, 1er janv.	Réforme du calendrier ; adoption du style de l'Incarnation		
1700, 16/27 oct.	Mort du patriarche Adrien, Étienne Javorskij *locum tenens* du trône patriarcal	**1700**, août-sept. 1721,	Guerre du Nord, opposant la Russie à la Suède

		1700, 19/30 nov.	Bataille de Narva, victoire de Charles XII
1701, janv.	Rétablissement du Bureau des monastères	**1701**-1714	Petr Tolstoj ambassadeur de Russie à Constantinople
1702	Édit sur la tolérance des cultes chrétiens étrangers en Russie		
		1702, été-1703, déb.	Pierre le Grand conquiert l'Ingrie suédoise
1703, 16 mai	Fondation de la forteresse Pierre-et-Paul à l'embouchure de la Neva	**1703**, 1er mai	Prise par les Russes de Nyenskans, au confluent de la Neva et de l'Oxta
1704	Construction des fortifications de Cronstadt	**1704**-1709	Stanislas Leszczyński roi de Pologne protégé de Charles XII
1704	Réforme monétaire : le kopeck devient l'unité de base	1704	Prise de Dorpat (13 juillet) et Narva (9 août) par les Russes
1704, 3 juil.	Mort de l'ex-régente Sof'ja		
1705, 16 janv.	Ukase taxant le port de la barbe		
1705, 30 juil.	Rébellion d'Astrakhan	**1705**, 26 juil.	Défaite russe à Gemauerthof, devant Riga
1705-1711	Révolte des Bachkirs		
1706, 13 mars	Astrakhan est reprise aux rebelles	**1706**	Rencontre officielle entre Pierre et l'hetman Mazepa à Kiev

1707 aut.-1708, été	Révolte du cosaque du Don Kondratij Bulavin	**1707**, mars	Refroidissement entre Pierre le Grand et Mazepa qui négocie en secret avec Charles XII
1707-1711	Révolte des populations du Kamtchatka		
1708, 27 janv.	Naissance d'Anna, fille de Pierre le Grand		
1708, 18 déc.	La Russie est divisée en huit gouvernorats	**1708**, nov	Mazepa passe ouvertement du côté de Charles XII
1709	Introduction de l'écriture civile (*graždanskij šrift*)	**1709**, 8 avril	Accord entre Charles XII et Mazepa, « prince légitime de l'Ukraine »
		1709, 27 juin/8 juil.	Bataille de Poltava, victoire de Pierre Ier sur Charles XII
		1709, été	Auguste II remonte sur le trône de Pologne avec le soutien russe
		1709, 22 sept.	Mort de Mazepa
1709, 18 déc.	Naissance d'Élisabeth, fille de Pierre le Grand		
1710, 18 janv.	L'écriture civile devient obligatoire pour les ouvrages non religieux	**1710**, 12/23 juin	Prise de Vyborg par les Russes
1710	Fondation du monastère Saint-Alexandre-Nevski à Saint-Pétersbourg	1710, 31 oct.	Anna Ioannovna épouse le duc de Courlande, Frédéric-Guillaume
		1710, 20 nov.	Le sultan Ahmet III entre en

			guerre contre la Russie
1711, 19 fév./2 mars	Création du Sénat et du procureur fiscal	**1711**, 10 janv.	Mort subite de Frédéric-Guillaume de Courlande
1711, 6 mars	Catherine est déclarée épouse de Pierre le Grand	1711, print.	Pierre Ier est encerclé par les Turcs sur le Prut
1711-1765	Vie de Mixail Vasil'evič Lomonosov	1711, 18 juil.	Bataille de Stăşnilesti, défaite de Pierre le Grand face aux Turcs
		1711, 12/23 juil.	Traité du Prut entre la Russie et l'Empire ottoman
		1711, 14/25 oct.	Mariage du tsarévitch Alexis avec Charlotte Christine de Brunswick-Wolfenbüttel
1712, 19 fév.	Célébration du mariage entre Pierre le Grand et Catherine		
1712, 8/19 mai	Saint-Pétersbourg déclarée capitale de l'Empire		
1712-1732	Construction de la cathédrale Saints-Pierre-et-Paul à Pétersbourg		
1713, 17 déc.	Ukase interdisant la barbe	**1713**, 13/24 juin	Traité d'Andrinople entre la Russie et l'Empire ottoman
1714, 18/29 mars	Édit sur le majorat	**1714**, 2 mars	Victoire russe de Napo en Finlande
		1714, 26 juil.	Victoire navale russe d'Hangö

			Oud contre la Suède
1714, 20 déc.	Les porteurs de barbe s'exposent au knout et au bagne		
1715	Création de l'Académie de marine		
1715, 12 oct.	Naissance du tsarévitch Petr Alekseevič (futur Pierre II)		
1715, 29 oct.	Naissance du tsarévitch Petr Petrovič		
1715, 1er nov.	Mort de l'épouse du tsarévitch Alexis		
1716	Ultimatums de Pierre à son fils Alexis (19 janvier et 26 août)	**1716**, 27 janv./7 fév.-1718, 18/29 mars	Séjour à l'étranger de Pierre le Grand
1716, 8 fév.	Édit autorisant les vieux-croyants à pratiquer leur foi à condition de se déclarer	1716, 8 avril	Ekaterina Ioannovna épouse Charles-Léopold de Mecklembourg-Schwerin
1716, 30 mars	Publication du règlement militaire	1716, sept.	Fuite du tsarévitch Alexis à l'étranger
1716	Fondation d'Omsk		
1717-1721	Pierre Ier crée les premiers collèges		
1718, 31 janv.	Retour du tsarévitch Alexis à Moscou		
1718, fév.	Création de la Chancellerie secrète, dirigée par Petr Tolstoj		
1718, 13 fév.	Décret sur la collecte des curiosités et des monstres		
1718, 12 mai	La compagne du tsarévitch Alexis dépose		

	contre lui, il est condamné à mort le 24 juin		
1718, 26 juin	Mort du tsarévitch Alexis, avant l'exécution prévue		
1718, juin	Théophane Prokopovič est fait évêque de Pskov et Narva		
1718, 7 déc.	Naissance d'Élisabeth Catherine Christine, fille d'Ekaterina Ioannovna	**1718**, 30 nov.	Mort de Charles XII devant Fredriksten en Norvège
1719, 25 avril	Mort du tsarévitch Pierre Petrovič	**1719**	Ambassade russe infructueuse en Chine
		1719, 13 août	Bataille de Stäket, les Russes sont chassés des côtes suédoises
1720, 28 fév.	Publication du Règlement général		
1720	Les huit gouvernorats sont fractionnés en cinquante provinces		
1721	Création du Grand Magistrat à Saint-Pétersbourg		
1721, 13 janv.	Publication du règlement de la marine		
1721, 25 janv.	Adoption du règlement ecclésiastique et inauguration du Saint-Synode		
		1721, 30 août/10 16 sept.	Traité de Nystad entre la Suède et la Russie
		1721, 22 oct./2 nov.	Proclamation de l'empire russe
1722,	Publication de la *Table*		

13/24 janv.	*des rangs*		
1722, 5/16 fév.	Loi de succession au trône		
1722, 6 avril	Les vieux-croyants doivent se déclarer et porter un habit distinctif	**1722**, 3/14 juil.	Mort de l'hetman Skoropadskyj, son successeur est désigné par ukase et non élu
1722	Création du procureur général du Sénat et du procureur général du Saint-Synode	1722	Guerre russo-perse, la Russie occupe l'actuel Azerbaïdjan
		1722	Ekaterina Ioannovna rentre avec sa fille en Russie
1724, 28 janv.	Décret fondant l'Académie des sciences de Russie		
1724, 7/18 mai	Couronnement de Catherine, épouse de Pierre le Grand		
1724, 30 août	Transfert des restes d'Alexandre Nevski au monastère de Saint-Pétersbourg		
1724, 16 nov.	Exécution de Willem Mons, amant de Catherine	**1724**, 24 nov.	Anna Petrovna est fiancée à Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp
1724	Instauration de la capitation		
1724	Publication du tarif douanier, très protectionniste		
1725, 28 janv./8 fév.	Mort de Pierre le Grand ; peu après Bartolomeo Carlo Rastrelli confectionne un mannequin de cire, la *persona*	**1725**-1728	Expédition de Vitus Bering au Kamtchatka

1725, janv.	Aleksandr Menšikov est promu gouverneur général de Pétersbourg		
1725, 10/21 mars	Obsèques de Pierre le Grand		
1725, 25 juin	Théophane Prokopovič est promu archevêque de Novgorod		
1726, 8/19 fév.	Création du Conseil privé suprême		
1726, 15 juil.	Théophane Prokopovič devient membre principal du Saint-Synode	**1726**, 26 juil./6 août	Alliance austro-russe
1726	Début de la faveur d'Ernst Bühren (Biron) auprès d'Anna Ioannovna en Courlande		
1727, 6/17 mai	Mort de Catherine Ire		
1727, 6-12 mai	Menšikov est fait amiral, puis généralissime		
1727, 22 mai	Exil de Petr Tolstoj à Solovki		
1727, 25 mai	Fiançailles de Pierre II avec Marija Menšikova	**1727**, 25 juil.	Anna Petrovna et son époux sont renvoyés au Holstein
1727, 8 sept.	Arrestation et exil de Menšikov	1727, 20 août	Traité sino-russe de Kiakhta
1728, 4 fév.	Entrée de Pierre II à Moscou	**1728**, 10/21 fév.	Naissance à Kiel de Charles Pierre Ulrich, fils d'Anna Petrovna (futur Pierre III)
1728, 25 fév.	Couronnement de Pierre II	1728, 4/15 mars	Mort d'Anna Petrovna
1729, 17 fév.	Mort de Petr Tolstoj en exil		

1729, 4 avril	Abolition du bureau de Preobraženskoe	
1729, 12/23 nov.	Mort en exil d'Aleksandr Menšikov	
1729, 30 nov.	Fiançailles entre Pierre II et Ekaterina Dolgorukova	
1730, 19/30 janv.	Mort de Pierre II	

2. La crise politique et la société de cour (1730-1741)

	Affaires intérieures	*Affaires étrangères*
1730, 28 janv./8 fév.	Anna Ioannovna signe les *Conditions* mises à son accession au trône	
1730, 11 fév.	Anna se proclame colonel du régiment de Preobraženskoe	
1730, 15/26 fév.	Anna entre dans Moscou	
1730, 25 fév./7 mars	Anna déchire les *Conditions* devant une assemblée de la noblesse	
1730, 1er/12 mars	Nouveau serment de fidélité prêté à Anna en tant que monarque absolu	
1730, 4/15 mars	Dissolution du Conseil privé suprême, restauration du Sénat et de la Chancellerie des investigations secrètes	
1730, 24 oct.	Création du Cabinet des ministres	
1730, 10/21 déc.	Mort de Mixail Golicyn	
1732	Création du corps des Cadets	
1732, 15 janv.	Entrée d'Anna à Saint-Pétersbourg qui redevient	

	capitale		
1733, 12 mai	La fille d'Ekaterina Ioannovna se convertit et devient Anna Leopoldovna	**1733**, 1er fév.	Mort d'Auguste II, roi de Pologne
		1733, 12 sept.-16 sept.	Stanislas Leszczyński se fait reconnaître roi de Pologne par la Diète
		1733, 5 oct.	Frédéric-Auguste III occupe Varsovie avec le soutien des Russes
		1733-1741	Seconde expédition de Bering, découverte du détroit
1734, 25 juil.	Mort de Gavriil Golovkin	**1734**, 2 déc.	Traité de commerce anglo-russe
1735	Fondation d'Orenburg	**1735**	La Russie rend l'actuel Azerbaïdjan à la Perse
1736, 8/19 sept.	Mort de Théophane Prokopovič	**1736**, mai	Stanislas Leszczyński s'exile en France
		1736, mai-juin	Incursion russe en Crimée
		1736, 19 juin	Prise d'Azov par les Russes
		1736, 30 sept.	Stanislas Leszczyński renonce au trône de Pologne
1737	L'impératrice crée une commission de la	**1737**, juil.	Prise d'Očakov, sur la mer Noire, par les Russes

	construction de Pétersbourg		
1738	Révolte des Bachkirs		
		1739, 3 juil.	Anna Leopoldovna épouse Antoine-Ulrich de Brünswick-Wolfenbüttel
		1739, 1er sept.	Prise de Jassy, en Moldavie, par les Russes
		1739, 18 sept.	Traité de Belgrade, paix séparée entre l'Autriche et l'Empire ottoman
		1739, 3 oct.	Convention de Nysse entre la Russie et l'Empire ottoman
1740, 12/23 août	Naissance d'Ivan (Ivan VI), fils d'Anna Leopoldovna, reconnu héritier du trône		
1740, 17/28 oct.	Mort d'Anna Ioannovna ; elle a désigné Biron régent pour Ivan VI	**1740**, 20 oct.	Mort de l'empereur Charles VI, début de la guerre de la Succession d'Autriche
1740, 9 nov.	Anna Leopoldovna renverse Biron et devient régente		
1740, 11 nov.	Anton-Ulrich est nommé généralissime		
1741, 24-25 nov.	Prise du pouvoir par Élisabeth Petrovna, soutenue entre autres par La Chétardie	**1741**, juil.	Guerre russo-suédoise

3. L'absolutisme éclairé (1741-1796)

Affaires intérieures		*Affaires étrangères*	
1741, 28 nov.	Manifeste désignant Charles-Pierre de Holstein comme héritier du trône, s'il se convertit		
1741, 19 déc.	Mort de Bering	**1741**, 30 déc.	Paix russo-suédoise
1742, 18 janv.	Plusieurs sentences de mort commuées par Élisabeth		
1742, 25 avril	Couronnement d'Élisabeth		
1742, 23 août	Ukase abolissant ou soumettant à la grâce impériale toute sentence capitale	**1742**, sept.	Rappel en France de La Chétardie
1743, août	Arrestations suite à un complot en faveur d'Ivan VI	**1743**, 15 nov.	Marie-Thérèse d'Autriche reconnaît le titre impérial russe
		1743, déc.	Retour non accrédité de La Chétardie
1744, fév.	Arrivée à Pétersbourg de Sophie Frédérique Augusta d'Anhalt-Zerbst, qui devient Ekaterina Alekseevna	**1744**, juin	Expulsion de La Chétardie
1744	Création du gouvernement d'Orenburg	1744, 27 août	Auguste III de Saxe reconnaît le titre impérial russe
1744	Aleksej Bestužev-Rjumin est promu chancelier	1744, 6 déc.	Frédéric II de Prusse sollicite la médiation d'Élisabeth
1745, 30 juil.	Abrogation des actes passés au nom d'Ivan VI	**1745**, 16 fév.	Louis XV reconnaît le titre

			impérial russe
1745, 21 août	Mariage de Catherine et de Pierre, héritier du trône	1745, août	Louis XV sollicite la médiation d'Élisabeth
		1745, 7 oct.	La Diète de Pologne reconnaît le titre impérial russe
1746, 8 mars	Mort d'Anna Leopoldovna		
		1747, juin	La Russie s'allie avec l'Autriche, contre la Prusse
1748, 13 nov.	Arrestation de Lestocq, peine de mort commuée en exil	**1748**, 18 oct.	Traité d'Aix-la-Chapelle, mettant fin à la guerre de Succession d'Autriche
1750	Kirill Razumovskij est fait hetman des cosaques zaporogues		
1753, 16 mars	Édit créant des banques du commerce et de la noblesse		
1753, 20 déc.	Suppression des douanes intérieures		
1754, avril	Ouverture des travaux de la commission pour la Codification des lois		
1754, 20 sept.	Naissance du tsarévitch Paul		
1755, 25 avril	Inauguration de l'Université de Moscou		
1756, 29 oct.	Élisabeth subit une attaque cérébrale	**1756**-1763	Guerre de Sept Ans
1756	Ivan VI est transféré à Schlüsselburg		

1757	Décret de création de l'Académie des Beaux-arts	**1757**, 19/30 août	Victoire russe sur les Prussiens à Gross-Jägersdorff
1758, 27 fév.	Arrestation de Bestužev-Rjumin et du feld-maréchal Apraksin	**1758**, janv.	Prise de Königsberg par les Russes
1758, 8 sept.	Deuxième attaque cérébrale d'Élisabeth		
		1759	Voltaire publie le tome 1 de l'*Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand*
1761, 25 déc. /5 janv. 1762	Mort d'Élisabeth		
1762, 1er, 29 janv., 7 fév.	Édits sur la tolérance religieuse		
1762, 16 fév.	Pierre III abolit la police secrète		
1762, 18 fév.	Manifeste accordant sa liberté à la noblesse		
1762, 28 mars	Manifeste sur la liberté du commerce		
1762, 9 avril	Manifeste sur la paix en Europe		
1762, 28 juin/9 juil.	Pierre III est renversé par son épouse		
1762, 17 juil.	Mort de Pierre III		
1762, 22 sept.	Couronnement de Catherine II		
1763, mars	Déposition du métropolite de Rostov, Arsène	**1763**	Voltaire publie le tome 2 de son *Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand*. Il entame une corres-pondance

			avec Catherine II
1763, 5 oct.	Mort d'Auguste III de Pologne		
1763 15 déc.	Décret réaffirmant les prérogatives du Sénat		
1764, 26 fév.	Sécularisation des biens du clergé en Grande Russie et en Sibérie	**1764**, mars	Alliance russo-prussienne
1764, 5/16 juil.	Ivan VI est tué par ses geôliers		
1764, 10 nov.	Abolition de l'hetmanat zaporogue, remplacé par un collège de Petite-Russie	1764, sept.	Stanislas Poniatowski est élu roi de Pologne
1765, 17 janv.	Les maîtres obtiennent le droit d'envoyer en Sibérie leurs serfs rebelles	**1765**	Catherine II achète la bibliothèque de Diderot, lui en laissant la jouissance
1766, 14 déc.	Convocation de la Commission législative		
1767, 30 juil.	Ouverture de la Commission législative ; publication de l'Instruction de Catherine II		
1767, 22 août	Interdiction aux paysans de déposer des suppliques		
1768, aut.	Suspension des travaux de la Commission législative	**1768**, fév.	La Russie place la Constitution polonaise sous sa « protection éternelle »
1768	Création du Conseil de la cour		
		1768-1770	Guerre russo-turque
		1770, fév.-juil.	Soulèvement de

			la Morée contre les Turcs, à l'appel des Russes
		1770, 5-7 juil.	Aleksej Orlov bat les Turcs à Cesme au large de Chios
1771, 21 fév.	Interdiction de vendre des serfs sans terre.		
1771, sept.	Peste et révolte à Moscou ; ouverture des cimetières tenus par les vieux-croyants à Rogožskoe et à Preobraženskoe		
1771	Dissolution du khanat des Kalmouks de la Volga, suite à leur migration en Asie centrale		
1772, 13 janv.	Manifestation des cosaques du Jaik à Jaick, répression et assassinat du général Mixail Traubenberg		
1772, 28 fév.	Mort en prison du métropolite de Rostov, Arsène		
1772, juin	Rétablissement de l'ordre sur le Jaik		
1772, août	Le cosaque Emel'jan Pugačev affirme être Pierre III	**1772**, 5 août-30 sept.	Premier partage de la Pologne
1773, 17 sept.	Édit du faux Pierre III adressé aux Cosaques, Kalmouks et Tatars		
1773, 27 sept.	Pugačev prend Fort-Tatiščev		
1773, oct.	Pugačev assiège Orenburg		
1773, oct.-1774, fév.	Séjour de Denis Diderot à Saint-Pétersbourg		

1773, nov.	Pugačev assiège Ufa		
1774, 6 fév.	Pugačev prend Čeljabinsk		
1774, 22 mars	Pugačev est battu à Fort-Tatiščev		
1774, 1er avril	Pugačev est battu à Sakmarsk		
1774, été	Pugačev occupe Kazan, puis en est chassé		
1774, 31 juil.	Édit de Pugačev appelant les serfs à la révolte	**1774**, 21 juil.	Traité de Koutchouk Kainardji entre la Russie et l'Empire ottoman
1774, août	Le général Suvorov est envoyé contre Pugačev		
1774, 25 août	Pugačev, battu à Solenikova Vataga, est livré aux autorités		
1775, 10 janv.	Exécution de Pugačev à Moscou		
1775, 17 mars	Les serfs affranchis peuvent se déclarer citadins ou marchands		
1775, juin	La Sič des Zaporogues est rasée		
1775, 7 nov.	Réforme de l'administration provinciale		
1777, 12 déc.	Naissance d'Aleksandr Pavlovič (le futur Alexandre Ier)		
1777	Renouvellement de l'alliance avec la Prusse		
1779, 27 avril	Naissance de Konstantin Pavlovič	**1779**	Catherine II rachète la bibliothèque de Voltaire

		1781	Accord secret russo-autrichien
1782, 7 août	Dédicace du monument à Pierre le Grand sculpté par Falconet		
1782	Abolition de la double imposition pesant sur les vieux-croyants		
1783	Introduction du servage en Petite-Russie	**1783**, avril	Annexion de la Crimée ; fondation de Sébastopol
1783	Fondation de Vladikavkaz		
1785, 21 avril	Promulgation des chartes de la noblesse et des villes		
1786	Sécularisation dans le district de Kursk et en Petite-Russie (1786-1790)		
1786	Abolition du Collège de Petite-Russie, remplacé par un gouverneur général		
1787, 2 janv.-11 juil.	Voyage de Catherine II en Crimée	**1787**	Guerre russo-turque
1788	Sécularisation dans le district de Voronež	**1788**-1792	Diète de quatre ans en Pologne
1790	Aleksandr Radiščev publie *Le Voyage de Pétersbourg à Moscou* ; le livre est censuré, l'auteur exilé en Sibérie	**1790**, 20 fév.	Mort de Joseph II
		1791, 3 mai	Nouvelle Constitution polonaise
1792	Arrestation de Nikolaj Novikov	**1792**, 9 janv.	Paix de Jassy entre la Russie et l'Empire ottoman
1793	Fondation d'Odessa	**1793**, 23 janv.	Deuxième partage de la Pologne

		1793-1794	Révolte de Tadeusz Kościuszko
		1794, 10 oct.	Kosciuszko est fait prisonnier par Suvorov
		1794, 4 nov.	Bataille de Praga, ultime défaite de l'insurrection polonaise
		1795, 24 oct.	Troisième partage de la Pologne
1796	Introduction du servage en Nouvelle-Russie		
1796, 6/17 nov.	Mort de Catherine II		

4. Face au défi napoléonien : réformes et réformateurs du premier quart du XIXe siecle (1796-1825)

Affaires intérieures		*Affaires étrangères*	
1796, 25 nov.	Couronnement posthume de Pierre III		
1796, nov.	Nouveau règlement militaire, début de la réforme de l'armée		
1797, janv.	Manifeste prescrivant aux paysans de s'acquitter docilement de leurs obligations	**1797**, janv.	Paul Ier prend à sa charge les dettes du prieuré polonais de l'ordre de Malte et le transfère à Saint-Pétersbourg
1797, fév.	Édit interdisant de vendre à l'encan les serfs domestiques et les paysans sans terre		
1797, fév.	Interdiction des presses		

	privées		
1797, 5/17 avril	Couronnement de Paul Ier, loi sur la primogéniture mâle ; interdiction du travail dominical, limitation de la corvée	1797, 18 oct.	Traité de Campo Formio entre la France et l'Autriche
1797, déc.	Fondation d'une banque de la noblesse	1797, 29 nov./10 déc.	Paul est fait protecteur de l'ordre de Malte
1798, oct.	Édit interdisant la vente sans terre des paysans ukrainiens	**1798**, 12 juin	Occupation de Malte par les Français
		1798, sept.	L'amiral Ušakov prend Corfou et déloge les Français des îles Ioniennes
		1799, 3 janv.	Traité d'alliance entre la Russie et l'Empire ottoman
		1799, 8/19 juil.	Création de la Compagnie russo-américaine
		1799, 15 août	Suvorov bat les Français à Novi Sad
1799, oct.	Liquidation des assemblées nobles au niveau du gouvernement	1799, mi-sept.	Franchissement du Saint-Gothard par Suvorov
1800, sept.	Réorganisation du collège du Commerce, prévoyant la participation des représentants des marchands	**1800**, sept.	Débarquement anglais à Malte
1800	Interdiction de l'importation des livres étrangers	1800, nov.	Embargo russe sur les navires et les créances anglaises en Russie
1800	Création du titre de		

	conseiller de commerce		
1801, 11/23 mars	Assassinat de Paul Ier, avènement d'Alexandre Ier	**1801**, janv.	Intervention russe en Kakhétie à l'appel du roi Georges XII
1801, 15 mars	Amnistie générale ; restauration des élections nobles aux gouvernements		
1801, 30 mars	Le Conseil impérial est remplacé par un Conseil permanent		
1801, 2 avril	Confirmation de la Charte de la noblesse et liquidation de l'Expédition secrète		
1801, 13 avril	Interdiction d'annoncer dans les journaux des ventes de serfs sans terre		
1801, 21 avril	Réouverture de l'université de Dorpat		
1801, juin	Disgrâce du comte P. Pahlen, artisan du complot du 11 mars ; fondation du Comité intime	1801, 5 juin	Pacte d'amitié entre la Russie et l'Angleterre
1801, 5 juin	Alexandre Ier propose au Sénat de préciser ses compétences		
1801, 27 sept.	Interdiction de la torture dans les affaires pénales		
1801, 12 déc.	Édit autorisant les non-nobles à acheter des terres		
1802, 8 sept.	Abolition des collèges, remplacés par huit ministères	**1802**, 25 mars	Paix d'Amiens entre la France et l'Angleterre
1803, 24 janv.	Réforme de l'enseignement		
1803, 20 fév.	Création du statut des laboureurs libres		

1804, 9 juin	Règlement sur la censure	**1804**, fév.	Soulèvement serbe contre les Ottomans
1804, 9 déc.	Règlement sur les juifs	1804, 15-21 mars	Enlèvement et exécution du duc d'Enghien
1804, 5/17 nov.	Publication du statut de l'Université de Moscou, qui sert de modèle aux autres	1804, 18 mai	Proclamation de l'Empire français
		1804, août	Rupture des relations entre la Russie et la France
		1805, avril-août	Formation de la troisième coalition contre la France
		1805, 2 déc.	Bataille d'Austerlitz
		1806, aut.	L'Empire ottoman ferme les Détroits à la marine russe
		1806, aut.	Formation de la quatrième coalition
		1806, 14 oct.	Batailles d'Iéna et d'Auerstedt
		1806, 27 nov.	Entrée triomphale de Napoléon à Varsovie
		1806, 27 déc.	Georges le Noir prend Belgrade
		1807, 9 fév.	Bataille d'Eylau
		1807, 14 juin	Bataille de Friedland
		1807, 25-26 juin	Entrevue du

			Niémen
		1807, 25 juin/7 juil.	Traité de Tilsit
		1808, fév.	Guerre russo-suédoise
		1808	Georges le Noir se proclame prince de Serbie
1808, aut.	Mixail Speranskij est chargé de préparer un projet global de réforme	1808, 12 oct.	Entrevue d'Erfurt
		1809	Formation de la cinquième coalition contre la France
		1809	Le premier Parlement finlandais se réunit à Borgå
1809, 3 avril	Loi sur les titres auliques	1809, mars	Guerre russo-turque
1809, 6 août	Loi exigeant des fonctionnaires occupant le 8e rang de la *Table* un diplôme universitaire	1809, 5/17 sept.	Traité de Frederikshamm : la Suède cède la Finlande à la Russie
		1809, 14 oct.	Paix de Schönbrunn
1810, 1er/13 janv.	Création du Conseil d'État	**1810**, fév.	Alexandre refuse la main de sa sœur à Napoléon
1810-1812	Premières expériences de colonies militaires en Russie		
1811, mars	Remise à Alexandre Ier du *Mémoire sur l'ancienne et la nouvelle Russie* de Nikolaj Karamzin	**1811**, avril	La France annexe le duché d'Oldenbourg
1811, 25 juin	Organisation générale des ministères		

1811	Ouverture du Lycée impérial de Carskoe Selo		
1812, 17 mars	Speranskij est congédié et exilé	**1812**, avril	Alexandre somme les Français d'évacuer la Prusse et la Poméranie
1812	Alexandre Ier réorganise la Chancellerie impériale	1812, 16/28 mai	Traité de Bucarest entre la Russie et l'Empire ottoman
		1812, 12/24 juin	La Grande Armée franchit le Niémen
		1812, 22 juil./3 août	Jonction des deux corps d'armée russes qui font retraite
1812, 8/20 août	Kutuzov est fait généralissime de l'armée russe	1812, 4-6/16-18 août	Prise de Smolensk par la Grande Armée
1812, 26 août/7 sept.	Bataille de la Moskowa (Borodino)		
1812, 2/14 sept.	La Grande Armée entre dans Moscou		
1812, nuit du 3/15 au 4/16 sept.	Début de l'incendie de Moscou		
1812, 6/18 oct.	La Grande Armée quitte Moscou		
1812, 12/24 oct.	Bataille de Malo-Yaroslavets		
1812, 28 oct./9 nov.	La Grande Armée repasse par Smolensk		
1812, 15/27 et 16/28 nov.	Passage de la Berezina		
1812, 5 déc.	Napoléon laisse l'armée à Murat		

1812, 13 déc.	L'armée repasse le Niémen	1812, 18/30 déc.	Convention de Tauroggen, Neutralisation de la Prusse
		1813, 16/28 févr.	Convention russo-prussienne de Kalisz, début de la sixième coalition
		1813, 16/28 avril	Mort de Kutuzov à Bunztlau
		1813, 20 avril/2 mai	Victoire de Napoléon à Lützen
		1813, 8-9/20-21 mai	Victoire de Napoléon à Bautzen
		1813, 15/27 juin	Convention austro-russo-prussienne de Reichenbach
		1813, 5 nov.	Traité de Gulistan entre la Russie et la Perse
		1813, 2 juin	Armistice entre Napoléon et les coalisés
		1813, 4-7/16-19 oct.	Bataille de Leipzig
		1814, 1er mars	Pacte de Chaumont entre les puissances coalisées contre Napoléon
		1814, 19/31 mars	Capitulation de Paris
		1814, 18/30 mai	Abdication de Napoléon à Fontainebleau

		1814, 4 juin	Louis XVIII octroie une charte au peuple français
		1814, 18 sept.	Ouverture du Congrès de Vienne
		1815, 1er mars-7 juil.	Les Cent-Jours. Septième coalition
		1815, 6-8/18-20 juin	Bataille de Waterloo
		1815, 8/20 juin	Proclamation du royaume de Pologne à Varsovie
		1815, 14/26 sept.	Alexandre Ier propose la Sainte-Alliance aux souverains européens
		1815, 15/27 nov.	Alexandre Ier signe à Varsovie la Constitution polonaise
		1815, 20 nov.	L'Angleterre propose une quadruple alliance anglo-austro-prusso-russe
		1815, 9 juin	Fin des travaux du congrès de Vienne
		1815, 27 nov.	Alexandre Ier accorde une Constitution au royaume de Pologne
1816, 23 mai	Loi sur les paysans d'Estonie		

1816-1817	Généralisation des colonies militaires en Russie		
1816-1822	Jean Capodistria ministre des Affaires étrangères d'Alexandre Ier		
1816-1856	Nesselrode ministre adjoint, puis ministre des Affaires étrangères		
1817, 8 janv.	Abolition du servage en Estonie		
1817, 25 août	Abolition du servage en Courlande		
1817, 24 oct.	Fondation du ministère des Affaires spirituelles		
1818, 20 fév./4 mars	Dédicace du monument à Minin et Požarskij à Moscou	**1818**, mars	Alexandre Ier assiste à l'ouverture de la Diète de Pologne
1818, 29 avril	Naissance du grand-duc Alexandre (futur Alexandre II)	1818, 9 sept.-21 nov.	Congrès d'Aix-la-Chapelle
1818	Nikolaj Novosi'lcev est chargé de rédiger un projet de charte constitutionnelle russe		
1819-1821	Réforme de l'administration sibérienne par M. Speranskij		
1819	Purge de l'Université de Kazan par M. Magnickij		
1819, 8 fév.	Ouverture de l'Université de Saint-Pétersbourg		
1819, 26 mars	Abolition du servage en Livonie		
1820, 8/20 mars	Le grand-duc Constantin divorce de son épouse		

1820, juin	Constitution du Comité spécial de censure		
1820, 16 oct.	Mutinerie du régiment de Semenovskoe à Saint-Pétersbourg	**1820**, oct.-déc.	Congrès de la Sainte-Alliance à Troppau (Opava)
		1821, janv.-mai	Congrès de la Sainte-Alliance à Laibach (Ljubljana)
1821, mars	Retour d'exil (mais non en grâce) de Speranskij	1821, mars	Insurrection des Grecs contre les Ottomans
1821	Formation de la Société du Sud, en Ukraine	1821, mai	Mort de Napoléon à Sainte-Hélène
1822	Formation de la Société du Nord à Pétersbourg	**1822**	Congrès de la Sainte-Alliance à Vérone
1822, 1er août	Interdiction des sociétés secrètes et des loges maçonniques		
1823	Purge à l'Université de Vilna		
1823, 14 janv.	Mariage morganatique entre Constantin et la comtesse Grudzińska		
1823 16/28 août	Manifeste prenant acte de la renonciation au trône de Constantin, non publié		
1824, 14/26 oct.	Inauguration du théâtre Malyj à Moscou		
1825, 6/18 janv.	Inauguration du théâtre Bol'šoj à Moscou		
1825, 19 nov./1er déc.	Alexandre Ier meurt à Taganrog		

5. Une modernisation conservatrice (1825-1855) ?

Affaires intérieures		*Affaires étrangères*	
Avènement de Nicolas Ier			
1825, 14/26 déc.	Insurrection des décembristes à Pétersbourg		
1826-1844	A. X. Benckendorf chef de la gendarmerie	**1826**, juil.	Offensive perse en Transcaucasie russe
		1827, 20 oct.	À Navarin, les Alliés détruisent la flotte turque
		1828, 10/22 fév.	Paix de Turkmančaj entre la Russie et la Perse
1829	À Optino, le starets Leonid commence son ministère	**1829**, 2/14 sept.	Traité d'Andrinople entre la Russie et les Ottomans
		1830, 22 janv./3 fév.	Indépendance de la Grèce
1830, nov.-1831	Épidémie de choléra et révoltes	1830, 17/29 nov.	Insurrection à Varsovie contre les Russes
1831-1836	Revue *Teleskop* (interdite en 1836)	**1831**, 1er mars	Création de *La Varsovienne* à Paris
		1831, 27 août/8 sept.	Prise de Varsovie par le général russe Paskevič
		1831, 9 oct.	Assassinat du ministre grec prorusse Capodistria
		1832	Statut organique du royaume de Pologne (restrictif)

1833	Premier Code des lois de l'Empire russe (Speranskij)	**1833**, 20 fév.	Une escadre russe défend Constantinople
1833-1849	S. S. Uvarov ministre de l'Instruction publique	1833, 26 juin/8 juil.	Traité russo-turc d'Unkiar-Skelessi
1833, 8 nov.	Fondation de l'Université de Kiev (russophone)		
1834	Révolte de l'imam Chamil au Daghestan et en Tchétchénie	**1834**	Création de l'évêché orthodoxe de Varsovie
1834-1917	*Žurnal narodnogo prosveščenija*		
1835, 26 juil.	Statut des universités (réactionnaire)		
1836, 19 avril/1er mai	Première du *Revizor* de N. V. Gogol'	**1836**	Le katholikos arménien est placé sous contrôle russe
1836, 22 oct.	Publication de la première *Lettre philosophique* de P. Ja Čaadaev dans la revue *Teleskop*, immédiatement interdite		
1837	Création du ministère des Domaines impériaux		
1838-1839	*O starom i novom* de A. S. Xomjakov		
1839	*V otvet Xomjakovu* de I. V. Kireevskij	**1839**	Expédition russe annulée contre Khiva
1839-1884	Revue *Otečestvennye zapiski* (censurée en 1884)		
1839, fév.	Réunion à l'Église orthodoxe des gréco-catholiques		
		1841, 14 juil.	Convention des Détroits

1842, mai	Publication des *Âmes mortes* de Gogol' (1re partie)		
		1844, mai	Visite officielle de Nicolas Ier à Londres
1845	Fondation de la Société russe de géographie (SPb.)		
1846	Fondation de la Société Cyrille et Méthode (Kiev)		
1847	A. I. Herzen (1812-1870) quitte définitivement la Russie	**1847**	Publication à Paris de *La Russie et les Russes* de N. I. Turgenev
1847-1866	Revue *Sovremennik* (interdite en 1866)		
1847-1852	Publication des *Carnets d'un chasseur* de I. S. Turgenev		
1849	Règlement universitaire	**1849**, 19 avr./1er mai	Traité russo-turc de Balta-Liman
1849, avr.-1850, janv.	Arrestation et condamnation des Petraševcy	1849, 13 août	Les Russes écrasent les insurgés hongrois à Vilagos
1849	Ouverture de la Mission orthodoxe russe à Jérusalem		
		1850	Reculade d'Olmütz
		1853, 21 mai	Rupture des relations russo-turques
		1853, 18/30 nov.	Victoire navale russe à Sinope contre les Ottomans
		1853-1865	Activité de la

			Vol'naja russkaja pečat' à Londres
		1854, 15-16/27-28 mars	La France et l'Angleterre entrent en guerre
		1854, 8/20 sept.	Bataille de l'Alma
		1854	Les Russes s'établissent à Vernyj (Alma-Ata)
		1855, 18 fév./ 2 mars	Mort de Nicolas Ier Avènement d'Alexandre II

6. Les grandes réformes et les contre-réformes (1855-1894)

	Affaires intérieures	*Affaires étrangères*	
		1855, 27 août/8 sept.	Sébastopol tombe après 349 jours de siège
		1855-1862	Revue *Poljarnaja Zvezda* (Herzen et Ogarev)
		1856, 30 mars	Traité de Paris, fin de la guerre de Crimée
1857	Dixième et dernière révision des listes de paysans taillables	**1857**-1871	Revue *Kolokol* (Herzen et Ogarev)
		1858, 28 mai	Traité d'Aïgoun entre la Russie et la Chine
1859	Pièce *L'Orage* de A. N. Ostrovskij	**1859**	La Moldavie et la Valachie élisent le même hospodar

		1859	Reddition de l'imam Chamil au Caucase
		1860, 2/14 nov.	Traité de Pékin. Fondation de Vladivostok
1861, 19 fév./3 mars	Abolition du servage (manifeste du 17 mars)	**1861**-1863	Troubles dans la Pologne sous contrôle russe
1861	*Pères et fils* de I. S. Turgenev. *La Scolastique du XXe siècle* de D. I. Pisarev		
1862	Règlement provisoire sur la presse	**1862**	Les Ottomans bombardent Belgrade
1862	Première publication de la *Vie de l'archiprêtre Avvakum*		
1862	*Sovremennik* suspendu. *Que faire ?* de N. G. Černyševskij		
1862-1864	Groupe *Zemlja i Volja* (I) des frères Serno-Solov'evič		
1863, 18 juin	Statut universitaire	**1863**	Révolte générale en Pologne sous contrôle russe
1863-1866	*Dictionnaire de la langue russe* de V. I. Dal'		
1864, 1er janv	Création du *zemstvo*		
1864, 14 juin et 19 nov.	Lois sur l'enseignement primaire et secondaire	**1864**, 28 sept.	Fondation de la Ire Internationale ouvrière
1864, 20 nov.	Réforme judiciaire		
1865, 6 avril	Statut de la censure		
1865	Fondation de l'Université	**1865**, juin	Conquête de

	d'Odessa		Tachkent par les Russes
1865	Fondation de la Société des missions	1865, 27 déc.-1894	Rupture des relations avec la papauté
1866, 4 avril	Attentat de D. I. Karakozov contre Alexandre II	**1866**, 3 juil.	La Prusse bat l'Autriche à Sadowa
1866-1880	D. A. Tolstoj ministre de l'Instruction publique		
1867	Congrès panslave de Moscou	**1867**, mars	Vente de l'Alaska et des îles Aléoutiennes aux USA
1867, 11 juil.	Création du gouvernement général du Turkestan	1867	Les Ottomans évacuent la Serbie sous la pression de Napoléon III
1867	Création de deux régions russes au Kazakhstan		
1868	*Lettres historiques* de P. L. Lavrov	**1868**, 23 juin	Protectorat russe sur le khanat de Boukhara
1869	Création des inspecteurs de l'enseignement primaire	**1869**	Russification de l'enseignement à l'Université de Varsovie
1869	*La Russie et l'Europe* de N. Ja. Danilevskij		
1869	Émancipation des enfants de clercs		
1869	Fondation de *Narodnaja rasprava* par S. G. Nečaev		
1869-1874	Activité du cercle des Čajkovskij		
1870, 16 juin	Statut municipal		
1870	Création de la section		

	russe de l'Internationale ouvrière		
1870-1881	*Récits du pèlerin russe*, publiés à Kazan, traduits		
1870-1893	Mouvement artistique des Ambulants		
		1871, 1er janv.	Proclamation de l'Empire allemand à Versailles
		1871, mars	Conférence de Londres sur la mer Noire et les Détroits
1871-1872	*Les Possédés* de F. M. Dostoevskij	1871, 18 mars-27 mai	Commune de Paris
1872	Le ministre de l'Intérieur peut interdire une publication « nuisible »	**1872**	Marx exclut les anarchistes de la Ire Internationale
1872	Fondation du Musée historique de Moscou		
1872	*Les Gens d'Église* de N. S. Leskov		
		1873, 31 juil.	Protectorat russe sur le khanat de Khiva
		1873	*L'État et l'Anarchie* de M. A. Bakunin
		1873-1877	Revue *Vpered* de P. L. Lavrov (Zurich, Londres)
1874, 1er janv.	Loi sur le service militaire		
1874, été	Marche au peuple des populistes		
1874	Création du corps des directeurs des écoles primaires		

		1875, 12/25 janv.	Réunion à l'Église orthodoxe des gréco-catholiques de Chełm
		1875, 7 mars	Cession des îles Kouriles, contre le sud de Sakhaline
		1875, août-1876, avril	Soulèvements serbe, bosniaque, bulgare
		1875-1881	Revue *Nabat* de P. Tkačev
1876, aut.-1879	Groupe *Zemlja i volja* (II)	**1876**, 20 fév.	Annexion du khanat de Kokand par les Russes
1876, 6 déc.	Manifestation devant N.-D.-de-Kazan à SPb.	1876	Revue *Le Révolté* de P. A. Kropotkin
1876	Interdiction de l'usage de l'ukrainien dans nombre de publications	1876	Exil à l'étranger de M. P. Dragomanov
1876	Première édition de la Bible en russe moderne	1876	Dissolution de la Ire Internationale
1877, fév.-mars	Procès des 50, ou des Moscovites	**1877**, 24 avril	La Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman
1877, oct.-1878, janv.	Procès des 193 à SPb.	1877, 20 juil.-10 déc.	Siège de Plevna par les Russes
1878, 24 janv.	Attentat de Vera Zasulič contre F. F. Trepov	**1878**, 3 mars	Traité russo-turc de San Stefano
		1878, 13 juin-13 juil.	Congrès de Berlin
1879-1880	*Les Frères Karamazov* de F. M. Dostoevskij	**1879**, oct.	Les Anglais entrent à Kaboul

1879, 17-21 juin	Scission de *Zemlja i volja* en *Narodnaja volja* (terroriste) et *Černyj peredel* (populiste)		
1879-1882	*La Confession* de L. N. Tolstoï		
1880	Création de l'Okhrana		
1880	Fondation de l'Université de Tomsk		
1880, fév.-1881, 1er mars	Commission exécutive suprême		
1880-1905	K. P. Pobedonoscev procureur général du Saint-Synode		
1881, 1er mars	Assassinat d'Alexandre II, avènement d'Alexandre III		
1881, 14 août	Instauration de l'« état de protection renforcée »	**1881**, 10 juin	Renouvellement de l'alliance des trois empereurs
1881, 28 déc.	Le rachat des terres est rendu obligatoire		
1881	Les Russes fondent Ashqabad		
1882, 27 août	Règlement sur la presse	**1882**, 20 mai	Triple-Alliance (Allemagne, Autriche, Italie)
1882	G. V. Plexanov émigre	1882	Fondation de la Société orthodoxe de Palestine
1882-1889	D. A. Tolstoj ministre de l'Intérieur		
1882-1897	I. D. Deljanov ministre de l'Instruction publique		
1883, 20 sept.	Groupe *Osvoboždenie truda*	**1883**	Russification de l'Université des

			Provinces de la Vistule
1884, 23 août	Statut universitaire	**1884**	Les Russes occupent l'oasis de Merv
1885, 7-17 janv.	Grève aux usines Morozov à Nikol'skoe	**1885**	Russification de l'enseignement primaire en Pologne
1885, 28 mai	Loi supprimant la capitation (en 1887)	1885	Accord anglo-russe sur l'Afghanistan à Londres
1885	Revue *Rabočij* fondée par D. Blagoev	1885	Union personnelle entre la Bulgarie et la Roumélie
1886, 2 juin,	Loi-cadre sur le travail ouvrier		
1886	Création de la région du Turkestan		
1886, 12 juin	Obligation de rachat des terres de l'État		
1887, 1er mars	Attentat manqué d'A. Ul'janov contre Alexandre III	**1887**, avril	Affaire Schnaebelé, la Russie soutient la France
1887	*Numerus clausus* limitant l'accès des juifs à l'enseignement	1887, 18 juin	Traité de réassurance germano-russe
1887-1889	*La Sonate à Kreutzer* de L. N. Tolstoï (censuré)	1887	Renouvellement de la Triple-Alliance
		1888, 12 nov.	Premier emprunt russe sur la place de Paris
1889	Création du chef rural	**1889**	Fondation de la IIe Internationale à Paris
1889, 13 juil.	Loi sur les migrations		

	paysannes		
1890, 12 juin	Loi limitant les prérogatives du *zemstvo*	**1890**, 18 mars	Bismarck quitte la Chancellerie allemande
1891	Statut de la steppe	**1891**, août	Engagement de collaboration politique franco-russe
1891-1892	Sécheresse, suivie de famine en Russie centrale	1891	Guillaume II renouvelle par anticipation la Triple-Alliance
1891-1901	Construction du Transsibérien		
1892, 11 juin	Loi restreignant le corps électoral municipal	**1892**, 18 août	Convention militaire franco-russe
1892	Fondation de la galerie Trétiakov à Moscou		
1892, 30 août-1903	S. Ju. Witte ministre des Finances		
1893, 8 juin	Loi restreignant la fréquence du partage communal		
1893, 14 déc.	Loi interdisant la vente du terroir aux non-paysans		
1893	L'Université de Dorpat devient l'Université de Jur'ev		
		1894, janv.	Ratification de l'alliance franco-russe
1894, 6 juin	Monopole d'État sur la vente de la vodka		
1894, 25 juil.	Guerre sino-japonaise, occupation de Port-Arthur par les Japonais		
1894, 20 oct. / 1er nov.	Mort d'Alexandre III, avènement de Nicolas II		

7. Guerres et révolutions (1894-1917)

Affaires intérieures		*Affaires étrangères*	
1894	*Qui sont les amis du peuple ?* de V. I. Ul'janov	**1894**-1896	Massacres des Arméniens par les Turcs
1895	Fondation du Musée russe (SPb.)	**1895**, avril	Le Japon renonce à ses conquêtes en Chine
1895, déc.	Arrestation et déportation de V. I. Ul'janov		
1895, déc.	Création de la Banque russo-chinoise		
1896	Création d'un Bureau des migrations (vers la Sibérie)	**1896**, 22 mai	Alliance défensive russo-chinoise
1896	Ier congrès panrusse des *zemstva* à Nižnij-Novgorod	1896, oct.	Visite de Nicolas II à Paris
1897, 2 juin	Loi sur la journée de travail	**1897**, déc.	Les Russes occupent Port-Arthur
1897	Conférence sur les besoins de la noblesse	1897	La Grèce annexe la Thessalie
1897	Premier recensement complet de l'Empire russe		
1897	Fondation des premières cellules SR et du Bund		
1897	*Qu'est-ce que l'art ?* de L. N. Tolstoï		
1898, 1er mars	Ier congrès du Parti social-démocrate russe (RSDRP) (Minsk)	**1898**, 27 mars	La Chine cède le Liao Toung aux Russes pour 25 ans
1898	Émigration des *Duxoborcy*. *Résurrection*		

	de L. N. Tolstoï		
1898	Manifeste du RSDRP par V. I. Ul'janov et P. B. Struve		
1898-1901	N. P. Bogolepov ministre de l'Instruction publique		
1899, janv.	Manifestations étudiantes à SPb.		
1900-1902	D. S. Sipjagin ministre de l'Intérieur	**1900**, juin-août	Révolte des Boxeurs en Chine
		1900, 11/24 déc.-1903, 19 oct./1er nov.	Revue *Iskra*
1901, 24 fév.	Le Saint-Synode excommunie L. N. Tolstoï		
1902, mars	*Que faire ?* de V. I. Ul'janov	**1902**, 30 janv.	Traité d'alliance anglo-japonais
1902-1904	V. K. Plehve ministre de l'Intérieur		
1902-1905	Revue *Osvoboždenie* (constitutionnelle)		
		1903	Pierre Ier (Karageorgević) roi de Serbie
		1903, juil.-août	IIe congrès du RSDRP (Bruxelles, Londres) ; scission bolcheviks-mencheviks
		1904, 8-9 fév.	Attaque surprise des Japonais sur Port-Arthur
1905, 9/22 janv.	Dimanche sanglant à SPb.	**1905**, 2 janv.	Les Japonais prennent Port-Arthur
1905, 18 fév.	Manifeste impérial, rescrit		

	promettant des réformes, la convocation d'élus de la nation		
1905, fév.	Soulèvements dans les campagnes	1905, 10 mars	Défaite russe à Moukden
1905, 4/17 avril	Édit de tolérance religieuse	1905, 12-27 avril	IIIe congrès du RSDRP (Londres), sans les mencheviks
1905, 26 mai	Les *zemstvos* en congrès réclament la convocation de représentants de la nation pour fixer avec le tsar l'organisation de l'État rénové.	1905, 27-28 mai	Défaite navale russe de Tsushima
1905, mai	Constitution des premiers soviets à Ivanovo et Kostroma		
1905, 14-25 juin	Mutinerie du cuirassé *Potemkine*		
1905, 6 août	Manifeste annonçant la convocation d'une Douma et interdisant de discuter publiquement de politique		
1905, 13 oct.	Première réunion du soviet des députés ouvriers de SPb., organisation de bataillons armés, publication des *Izvestija*.	1905, 5 sept.	Traité de Portsmouth (USA) entre la Russie et le Japon
1905, 15 oct.	Grève générale, à la suite des cheminots		
1905, 17 oct.	Manifeste des libertés de Witte, promet la Douma		
1905, 17-24 oct.	Une centaine de pogroms en Russie		
1905, 5 déc.	Arrestation des membres du soviet de SPb.		
1905, 11 déc.	Loi électorale		
1906, 20 fév.	Le Conseil d'Empire		

	devient chambre haute		
1906, mars	Législation sur les syndicats		
1906, 16 avril	Démission du gouvernement Witte, P. Stolypin ministre de l'Intérieur		
1906, 27 avril	Séance inaugurale de la Ire Douma « de l'indignation populaire » et publication des Lois fondamentales qui limitent ses pouvoirs		
1906, 9 juil.	P. Stolypin, devenu président du Conseil, dissout la Ire Douma		
1906, 12 août	Attentat contre Stolypin qui légifère par ordonnances		
1906, 9 nov.	Loi encourageant la propriété individuelle de la terre		
1907, 20 fév.-2 juin	IIe Douma		
1907, 1er nov.-1912, 6 juin	IIIe Douma, « des seigneurs »	**1907**, 31 août	Accord russo-anglais sur les zones d'influence en Asie
1908, juil.	*Matières inflammables dans la politique mondiale* de V. I. Ul'janov, évoque les « peuples opprimés »	**1908**, juin	Triple-Entente (Russie, France, Royaume-Uni)
		1908, août	Révolution des Jeunes-Turcs, fin de l'Empire ottoman
		1908, 5 oct.	Annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche ; la Bulgarie se déclare

			indépendante et unie à la Roumélie
		1910	Nicolas Ier du Montenegro se proclame roi
1911, 5 sept.	Assassinat de Stolypin à Kiev par M. Bagrov	**1911**, 19 août	Accord germano-russe sur la Perse
		1911, 29 déc.	Révolution en Chine, proclamation de la république
1912, 16 fév.	Grève aux mines d'or de la Lena, 270 morts	**1912**, 5 janv.	VIe congrès du RSDRP à Prague, exclusion des mencheviks
1912, 23 avril	Premier numéro de la *Pravda* à SPb.	1912, 13 mars	Alliance Serbie-Bulgarie, suscitée par la Russie
		1912, 29 mai	L'alliance Grèce-Bulgarie complète la Ligue balkanique
		1912, 17 oct.	Début de la première guerre balkanique
1912, 15 nov.	IVe Douma	1912, nov.	Début du protectorat russe sur la Mongolie
		1912, 24 nov.	À Bâle, la Ire Internationale déclare la guerre à la guerre
		1913, 30 mai	Conférence de Londres sur les Balkans
		1913, 29 juin	Début de la deuxième guerre

			balkanique
		1913, 10 août	Traité de Bucarest sur les Balkans
		1913, 15 nov.	Réorganisation de l'armée turque par les Allemands
		1914, 28 juin	Attentat de Sarajevo
1914, 26 juil.	Séance extraordinaire de la Douma, vote de solidarité, votes identiques dans les Parlements européens, y compris de la part des « social-traîtres ». Lénine les dénonce et revendique désormais l'étiquette de « communiste »	1914, 23 juil.	Ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, rejeté
		1914, 28 juil.	Déclaration de guerre autrichienne, mobilisation partielle en Russie, sommation allemande à la Russie (29 juil.)
		1914, 31 juil.	Mobilisation générale en Russie et en Allemagne
1914, août	Saint-Pétersbourg est rebaptisée Petrograd	1914, 1er août	Déclaration de guerre allemande à la Russie
		1914, 2 août	Le Royaume-Uni déclare la guerre aux empires centraux
		1914, 3 août	L'Allemagne déclare la guerre à la France

		1914, 29 août	Victoire allemande sur les Russes, dite « de Tannenberg »
		1914, 5-12 sept.	Victoire française sur la Marne
		1914, 12 sept.	Offensive russe en Galicie
1914, nov.	Arrestation et déportation en Sibérie des députés bolcheviks	1914, 19 oct.	La Turquie entre en guerre avec les empires centraux
		1915	Création d'une Légion tchécoslovaque en Russie
		1915, 7 fév.	Contre-offensive allemande en Galicie
		1915, 25 fév.	Échec franco-anglais dans les Dardanelles
		1915, 4 mars	Mémoire de S. Sazonov à la France et à l'Angleterre. La Russie revendique Constantinople, les Détroits et leurs abords. Le Royaume-Uni et la France acceptent dans les mois qui suivent
		1915, 26 avril	L'Italie rejoint les Alliés
		1915, 1er mai	Offensive austro-allemande, la

			Russie perd la Galicie
1915, 19 juil.	Nouvelle session de la Douma	1915, 5 août	Les Russes évacuent Varsovie, puis la Pologne, la Lituanie
1915, 7 août	La Douma vote la création de conférences, pour approvisionner l'armée, réorganiser l'économie, aider les réfugiés et la Courlande (vingt gouvernements)		
1915, 24 août	Nicolas II se désigne commandant en chef et va s'installer à Mogilev		
1915, 26 août	Publication du programme du Bloc progressiste		
1915, 3 sept.	Le gouvernement suspend *sine die* la Douma	1915, 5 sept.	Congrès socialiste de Zimmerwald (Suisse), appelle à une paix sans annexions. Lénine fait sécession
		1915, 12 sept.	Prise de Vilna par les Allemands
		1915, 14 oct.	La Bulgarie rallie les empires centraux, la Grèce refuse d'intervenir dans le conflit. La Serbie est envahie
1916	*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine	**1916**, 9 fév.	Deuxième appel socialiste à la paix, plus influencé par Lénine, rédigé à Kienthal (Suisse)

1916, 21 fév.-12 juil.	Offensives allemandes à Verdun
1916, 18 mars	Coûteuse offensive russe pour soulager les Français
1916, 19 avril	Les Russes occupent l'Arménie turque
1916, 4 juin	Offensive Brusilov en Volynie
1916, 19 nov.	Le gouvernement russe publie la convention sur les Détroits
1916, 22 nov.	Mort de François-Joseph à Vienne
1916, 17 déc.	Assassinat de Rasputin
1917, 14 fév.	Nouvelle session de la Douma
1917, 18 fév.	Grève des usines Putilov (Pg.), fermées le 22 fév.
1917, 25-26 fév.	Émeutes contre la disette, la Garde fraternise
1917, 26 fév.	La Douma élit un comité provisoire pour rétablir l'ordre
1917, 27 fév.	Prise du palais d'Hiver, installation d'un soviet des députés ouvriers au palais de Tauride, publication des *Izvestija*
1917, 1er mars	Le comité de la Douma forme un gouvernement provisoire

1917, 2 mars	À la demande de la Douma, Nicolas II abdique, une Constituante doit être convoquée. Les *Izvestija* publient l'ordre nº 1, selon lequel les soldats ne doivent obéir qu'au soviet de Petrograd

Annexes

1. Principaux ministres de l'Empire russe et du gouvernement provisoire

Affaires étrangères

Règnes d'Alexandre Ier et Nicolas Ier

Voroncov, Aleksandr Romanović, 8 sept. 1802-16 janvier 1804

Czartoryski, Adam, 16 janv. 1804-17 juin 1806

Budberg, Andrej Jakovlović, 17 juin 1806-30 août 1807

Rumjancev, Nikolaj Petrović, 18 fév. 1808-1er août 1814

Capodistria, Jean, 21 août 1816-8 août 1822

Nesselrode, Karl Vasilević, 1822-15 avril 1856

Règne d'Alexandre II

Gorčakov, Aleksandr Mixajlovič, 27 avril 1856-9 avril 1882

Règne d'Alexandre III

Girs, Nikolaj Karlovič, 9 avril 1882-14/26 janvier 1895

Règne de Nicolas II

Lobanov-Rostovskij, Aleksej Borisović, 18 mars 1895-30 août 1896

Šiškin, Nikolaj Pavlovič, 1er sept. 1896-13 janvier 1897

Murav'ëv, Mixail Nikolaević, 13 janvier 1897-8 juin 1900

Lamsdorf, Vladimir Nikolaević, 6 janvier 1901-11 mai 1906

Izvol'skij Aleksandr Petrović, 11 mai 1906-27 septembre 1910

Sazonov, Sergej Dmitrievič, 8 nov. 1910-7 juillet 1916

Štjurmer, Boris Vladimirović, 7 juillet 1916-10 novembre 1916

Pokrovskij, Nikolaj Nikolaević, 30 novembre 1916-4 mars 1917

Gouvernement provisoire

Miljukov, Pavel Nikolaević, 2 mars-1er mai 1917

Tereščenko, Mixail Ivanovič, 5 mai-29 oct. 1917

Finances

Règne d'Alexandre Ier

Vasil'ev, Aleksej Ivanovič, 8 sept. 1802-15 août 1807

Golubcov, Fedor Aleksandrovič, 26 août 1807-1er janvier 1810

Gur'ev, Dmitrij Aleksandrovič, 1er janvier 1810-22 avril 1823

Kankrin, Egor Francevič, 22 avril 1823-1er mai 1844

Règne de Nicolas Ier

Vrončenko, Fedor Pavlovič, 1er mai 1844-6 avril 1852

Brok, Petr Fedorovič, 9 avril 1852-23 mars 1858

Règne d'Alexandre II

Knjaževič, Aleksandr Maksimovič, 23 mars 1858-23 janvier 1862

Rejtern, Mixail Xristoforovič, 23 janv. 1862-7 juillet 1878

Grejg, Samuil Alekseevič, 7 juillet 1878-27 oct. 1880

Abaza, Aleksandr Aggeevič, 27 oct. 1880-6 mai 1881

Règne d'Alexandre III

Bunge, Nikolaj Xristianovič, 6 mai 1881-31 déc. 1886

Vyšnegradskij, Ivan Alekseevič, 1er janv. 1887-30 août 1892

Witte, Sergej Jul'evič, 30 août 1892-16 août 1903

Règne de Nicolas II

Pleske, Eduard Dmitrievič, 16 août 1903-4 fév. 1904

Kokovcov, Vladimir Nikolaevič, 5 fév. 1904-24 oct. 1905

Šipov, Ivan Pavlovič, 28 oct. 1905-24 avril 1906

Kokovcov, Vladimir Nikolaevič, 26 avril 1906-30 janvier 1914

Bark, Petr L'vovič, 30 janv. 1914-28 fév. 1917

Gouvernement provisoire

Tereščenko, Mixail Ivanovič, 2 mars-5 mai 1917

Šingarev, Andrej Ivanovič, 5 mai-2 juillet 1917

Xruščov, Aleksandr Grigor'evič, 11-24 juillet 1917 (fondé de pouvoir)

Nekrasov, Nikolaj Vissarionovič, 25 juillet-31 août 1917

Bernackij, Mixail Vladimirovič, 2 sept.-25 oct. 1917

Guerre

Règne d'Alexandre Ier

Vjazmitinov, Sergej Kuz'mič, 1802-1808

Arakčeev, Aleksej Andreevič, 1808-1810

Barclay de Tolly, Mixail Bogdanovič, 1810-1812

Gorčakov, Aleksej Ivanovič, 1812-1815

Konovnicyn, Petr Petrovič, 1815-1819

Meller-Zakomel'skij, Petr Ivanovič, 1819-1823

Tatiščev, Aleksandr Ivanovič, 1823-1827

Règne de Nicolas Ier

Černyšev, Aleksandr Ivanovič, 1828-1852

Dolgorukov, Vasilij Andreevič, 1852-1856

Règne d'Alexandre II

Suxozanet, Nikolaj Onufrievič, 1856-1861

Miljutin, Dmitrij Alekseevič, 1861-1881

Règne d'Alexandre III

Vannovskij, Petr Semenovič, 1881-1898

Règne de Nicolas II

Kuropatkin, Aleksej Nikolaevič, 1898-1904

Saxarov, Viktor Viktorovič, 1904-1905

Rediger, Aleksandr Fedrorovič, 15 juillet 1905-11 mars 1909

Suxomlinov, Vladimir Aleksandrovič, 11 mars 1909-13 juin 1915

Polivanov, Aleksej Andreevič, 13 juin 1915-15 mars 1916

Šuvaev, Dmitrij Savel'evič, 15 mars 1916-3 janv. 1917

Beljaev, Mixail Alekseevič, 3 janvier-mars 1917

Gouvernement provisoire

Gučkov, Aleksandr Ivanovič, 2 mars-5 mai 1917 (cumule avec la Marine)

Kerenskij, Aleksandr Fedorovič, 5 mai-1er sept. 1917 (cumule avec la Marine)

Verxovskij, Aleksandr Ivanovič, 30 août/12 sept.-25 oct. 1917

Instruction publique

Règne d'Alexandre Ier

Zavadovskij, Petr Vasil'evič, 2/14 sept. 1802-11/23 avril 1810

Razumovskij, Aleksej Kirillovič, 11/23 avril 1810-10/22 août 1816

Golicyn, Aleksandr Nikolaevič, 10/22 août 1816-15/27 mai 1824

Šiškov, Aleksandr Semenovič, 15/27 mai 1824-25 avril/7 mai 1828

Règne de Nicolas Ier

Lieven, Karl Andreevič, 25 avril/7 mai 1828-18/30 mars 1833

Uvarov, Sergej Semenovič, 21 mars/3 avril 1833-20 oct./2 nov. 1849

Širinskij-Šixmatov, Platon Aleksandrovič, 20 oct./2 nov. 1849-7/19 avril 1853

Norov, Avraam Sergeevič, 7/19 avril 1853-23 mars/4 avril 1858

Règne d'Alexandre II

Kovalevskij, Evgraf Petrovič, 23 mars/4 avril 1858-28 juin/10 juillet 1861

Putjatin, Evfimij Vasil'evič, 28 juin/10 juillet 1861-25 déc. 1861/6 janv. 1862

Golovnin, Aleksandr Vasil'evič, 25 déc. 1861/6 janv. 1862-14/26 avril 1866

Tolstoj, Dmitrij Andreevič, 14/26 avril 1866-24 avril/6 mai 1880

Saburov, Andrej Aleksandrovič, 24 avril/6 mai 1880-24 mars/5 avril 1881

Règne d'Alexandre III

Nikolai, Aleksandr Pavlovič, 24 mars/5 avril 1881-16/28 mars 1882

Deljanov, Ivan Davydovič, 16/28 mars 1882-29 déc. 1897/10 janv. 1898

Règne de Nicolas II

Bogolepov, Nikolaj Pavlovič, 12/24 fév. 1898-2/15 mars 1901 (assassiné)

Vannovskij, Petr Semenovič, 24 mars/6 avril 1901-11/24 avril 1902

Zenger, Grigorij Eduardovič, 11/24 avril 1902-23 janv./5 fév. 1904

Glazov, Vladimir Gavrilovič, 10/23 avril 1904-18/31 oct. 1905

Tolstoj, Ivan Ivanovič, 18/31 oct. 1905-24 avril/7 mai 1906

Kaufman, Petr Mixajlovič, 24 avril/7 mai 1906-1/14 janvier 1908

Švarc, Aleksandr Nikolaevič, 1/14 janvier 1908-25 sept./8 oct. 1910

Kasso, Lev Aristidovič, fondé de pouvoir dès le 15 sept., ministre 2/15 fév. 1911-26 nov./9 déc. 1914

Ignat'ev, Pavel Nikolaevič, 9/22 janv. 1915-27 déc. 1916/9 janv. 1917

Kul'čickij, Nikolaj Konstantinovič, 27 déc. 1916/9 janv. 1917-28 fév./13 mars 1917

Gouvernement provisoire

Manujlov, Aleksandr Apollonovič, 2/15 mars-4/17 juin 1917

Ol'denburg, Sergej Fedorovič, 25 juillet/7 août-31 août/13 sept. 1917

Salazkin, Sergej Sergeevič, 8/21 sept.-25 oct./7 nov. 1917

Intérieur

Règne d'Alexandre Ier

Kočubej, Viktor Pavlovič, 8 sept. 1802-24 nov. 1807

Kurakin, Aleksej Borisovič, 24 nov. 1807-31 mars 1810

Kozodavlev, Osip Petrovič, 31 mars 1810-24 juillet 1819

Golicyn, Aleksandr Nikolaevič, 3 août-4 sept. 1819 (dirige le ministère)

Kočubej, Viktor Pavlovič, 4 sept. 1819-28 juin 1823

Kampengauzen, Baltazar Baltazarovič, 28 juin-29 août 1823 (dirige le ministère)

Lanskoj, Vasilij Sergeevič, 29 août 1823-19 avril 1828 (dirige le ministère)

Règne de Nicolas Ier

Zakrevskij, Arsenij Andreevič, 19 avril 1828-19 nov. 1831

Bludov, Dmitrij Nikolaevič, 12 fév. 1832-15 fév. 1839

Stroganov, Aleksandr Grigor'evič, 10 mars 1839-23 sept. 1841 (dirige le ministère)

Perovskij, Lev Alekseevič, 23 sept. 1841-30 août 1852

Bibikov, Dmitrij Gavrilovič, 30 août 1852-20 août 1855

Règne d'Alexandre II

Lanskoj, Sergej Stepanovič, 20 août 1855-23 avril 1861

Valuev, Petr Aleksandrovič, 23 avril 1861-9 mars 1868

Timašev, Aleksandr Egorovič, 9 mars 1868-27 nov. 1878

Makov, Lev Savvič, 27 nov. 1878-6 août 1880

Loris-Melikov, Mixail Tarielovič, 6 août 1880-4 mai 1881

Règne d'Alexandre III

Ignat'ev, Nikolaj Pavlovič, 4 mai 1881-30 mai 1882

Tolstoj, Dmitrij Andreevič, 30 mai 1882-25 avril 1889

Durnovo, Ivan Nikolaevič, 28 avril 1889-15 oct. 1895

Règne de Nicolas II

Goremykin, Ivan Logginovič, 1895-1899

Sipjagin, Dmitrij Sergeevič, 10 mars 1900-15 avril 1902 (assassiné)

Plehve, Vjačeslav Konstantinovič, 4 avril 1902-15 juillet 1904 (assassiné)

Svjatopolk-Mirskij, Petr Dmitrievič, 26 août 1904-18 janvier 1905

Bulygin, Aleksandr Grigor'evič, 20 janvier-22 oct. 1905

Durnovo, Petr Nikolaevič, 22 oct. 1905-16 avril 1906

Stolypin, Petr Arkad'evič, 26 avril 1906-5 septembre 1911

Makarov, Aleksandr Aleksandrovič, 20 sept. 1911-16 déc. 1912

Maklakov, Nikolaj Alekseevič, 16 déc. 1912-5 juin 1915

Ščerbatov, Nikolaj Borisovič, 5 juin-26 sept. 1915

Xvostov, Aleksej Nikolaevič, 26 sept. 1915-3 mars 1916

Štjurmer, Boris Vladimirovič, 3 mars-7 juillet 1916

Xvostov, Aleksandr Alekseevič, 7 juillet-16 sept. 1916

Protopopov, Aleksandr Dmitrievič, 20 déc. 1916-28 fév. 1917 (fusillé le 27 oct. 1918)

Gouvernement provisoire

L'vov, Georgij Evgen'evič, 15 mars-20 juillet 1917

Cereteli, Iraklij Georgievič, 23 juillet-6 août 1917

Avksent'ev, Nikolaj Dmitrievič, 7 août-15 septembre 1917

Nikitin, Aleksej Maksimovič, 15 septembre-7 novembre 1917

Justice

Règne d'Alexandre Ier

Deržavin, Gavriil Romanovič, 8 sept. 1802-7 oct. 1803

Lopuxin, Petr Vasil'evič, 8 oct. 1803-1er janv. 1810

Dmitriev, Ivan Ivanovič, 1er janv. 1810-30 août 1814

Troščinskij, Dmitrij Prokof'evič, 30 août 1814-25 août 1817

Lobanov-Rostovskij, Dmitrij Ivanovič, 25 août 1817-18 oct. 1827

Règne de Nicolas Ier

Dolgorukov, Aleksej Alekseevič, 18 oct. 1827-20 sept. 1829

Daškov, Dmitrij Vasil'evič, 20 sept. 1829-14 fév. 1839

Bludov, Dmitrij Nikolaevič, 15 fév. 1839-31 déc. 1839

Panin, Viktor Nikitič, 31 déc. 1839-21 oct. 1862

Règne d'Alexandre II

Zamjatnin, Dmitrij Nikolaevič, 21 oct. 1862-18 avril 1867

Urusov, Sergej Nikolaevič, 18 avril 1867-15 oct. 1867

Pahlen, Konstantin Ivanovič, 15 oct. 1867-30 mai 1878

Nabokov, Dmitrij Nikolaevič, 30 mai 1878-6 nov. 1885

Règne d'Alexandre III

Manasein, Nikolaj Avksent'evič, 6 nov. 1885-1er janv. 1894

Murav'ev, Nikolaj Valerianovič, 1er janv. 1894-14 janvier 1905

Règne de Nicolas II

Manuxin, Sergej Sergeevič, 21 janv. 1905-16 déc. 1905

Akimov, Mixail Grigor'evič, 16 déc. 1905-24 avril 1906

Ščeglovitov, Ivan Grigor'evič, 24 avril 1906-6 juillet 1915

Xvostov, Aleksandr Alekseevič, 6 juillet 1915-7 juillet 1916

Makarov, Aleksandr Aleksandrovič, 7 juillet 1916-20 déc. 1916

Dobrovol'skij, Nikolaj Aleksandrovič, 20 déc. 1916-28 fév. 1917

Gouvernement provisoire

Kerenskij, Aleksandr Fedorovič, 15 mars-18 mai 1917

Pereverzev, Pavel Nikolaevič, 18 mai-19 juillet 1917

Efremov, Ivan Nikolaevič, 23 juillet-6 août 1917

Zarudnyj, Aleksandr Sergeevič, 7 août-15 sept. 1917

Dem'janov, Aleksandr Alekseevič, 16 sept.-8 oct. 1917

Maljantovič, Pavel Nikolaevič, 8-25 oct. 1917

Président du Conseil des ministres

Witte, Sergej Julievič, 19 octobre 1905-22 avril 1906

Goremykin, Ivan Logginovič, 22 avril-8 juillet 1906

Stolypin, Petr Arkadievič, 8 juillet 1906-5 septembre 1911

Kokovcov, Vladimir Nikolaevič, 9 sept. 1911-30 janvier 1914

Goremykin, Ivan Logginovič, 31 janvier 1914-20 janvier 1916

Štjurmer, Boris Vladimirovič, 20 janvier-10 novembre 1916

Trepov, Aleksandr Fedorovič, 10 novembre-27 décembre 1916

Golicyn, Nikolaj Dmitrievič, 27 décembre 1916-27 février 1917

Fonction abolie, remplacée par celle de ministre-président du gouvernement provisoire.

L'vov, Georgij Evgen'evič, 2/15 mars-7/20 juillet 1917

Kerenskij, Aleksandr Fedorovič, 7/20 juillet-26 octobre/8 novembre 1917

Saint-Synode (haut procureur)

Règne d'Alexandre Ier

Xvostov, Dimitrij Ivanovič, 1799-1802

Jakolev, Aleksandr Alekseevič, 31 déc. 1802-7 oct. 1803

Golicyn, Aleksandre Nikolaevič, 21 oct. 1803-24 oct. 1817

Meščerskij, Petr Sergeevič, 24 nov. 1817-2 avril 1833

*Règne de Nicolas Ier*

Nečaev, Stephan Dmitrievič, avril 1833-fév.1836

Protasov, Nikolaj Aleksandrovič, 24 fév. 1836-16 janvier 1855

Règne d'Alexandre II et d'Alexandre III

Karasevskij, Aleksandr Ivanovič, 25 déc. 1855-20 sept. 1856

Tolstoj, Aleksandr Petrovič, 20 sept. 1856-28 fév. 1862

Axmatov, Aleksej Petrovič, mars 1862-juin 1865

Toltoj, Dmitrij Andreevič, 23 juin 1865-23 avril 1880

Pobedonoscev, Konstantin, 1880-19 oct. 1905

Règne de Nicolas II

Obolenskij, Aleksej Dmitrievič, 21 oct 1905-4 avril 1906

Širinskij-Šixmatov, Aleksej Aleksandrovič, 26 avril 1906-9 juillet 1906

Izvol'skij, Petr Petrovič, 27 juillet 1906-5 février 1909

Luk'janov, Sergej Mixajlovič, 5 février 1909-2 mai 1911

Sabler, Vladimir Karlovič, 2 mai 1911-5 juillet 1915

Samarin, Aleksandr Dmitrievič, 5/18 juillet 1915-26 sept./9 oct. 1915

Volžin, Aleksandr Nikolaevič, 30 sept. 1915-7 août 1916

Raev, Nikolaj Pavlovič, 30 août/12 sept. 1916-3/16 mars 1917

Gouvernement provisoire

L'vov, Vladimir Nikolaevič, 3 mars 1917-24 juillet 1917

Kartašev, Anton Vladimirovič, 25 juillet 1917-5 août 1917

Fonction abolie, rétablissement du patriarcat.

Pologne

Gouverneur général du grand-duché de Varsovie

Lanskoj, Vasilij Sergeevič, 1813-1815

Lieutenant du royaume de Pologne

Zajączek, Józef, 27 novembre 1815-28 juin 1826

Vacance. Konstantin Pavlovič, grand-duc, commandant en chef de l'armée polonaise, 1826-1830

Paskevič, Ivan Fedorovič, 22 mars 1832-20 janvier 1856

Gorčakov, Mixail Dmitrievič, 8/20 janvier 1856-18 mai 1861

Suxozanet, Nikolaj Onufrievič, 18 mai-1er août 1861

Lambert, Kal Karlovič, 6 août-9 octobre 1861

Liders (von Lüders), Aleksandr Nikolaevič, 9 octobre 1861-26 mai/8 juin 1862

Konstantin Nikolaevič, grand-duc, 27 mai 1862-juin 1863

Berg, Fedor Fedorovič, 4 juillet 1863-6 janvier 1874

2. Les quatre Doumas de l'Empire russe

Première Douma : 27 avril/10 mai-8 juillet 1906 (448 députés)

153 constitutionnels démocrates (KD) ; 63 députés « autonomistes », représentant les aspirations des minorités de l'Empire (principalement des provinces occidentales) ; 13 octobristes ; 97 travaillistes (*Trudoviki*) ; 104 sans parti et 7 divers.

Président : S. A. Muromcev (KD) ; adjoints : princes P. D. Dolgorukov et N. A. Gredeskul (KD) ; secrétaire : prince D. I. Šaxovskoj (KD).

Deuxième Douma : 20 février/5 mars-3/16 juin 1907 (518 députés)

65 SD ; 37 SR ; 16 socialistes populaires ; 104 travaillistes ; 98 KD ; 54 octobristes et membres de la droite ; 76 autonomistes ; 50 sans parti ; 17 membres du « groupe cosaque » ; 1 député du parti des réformes démocratiques.

Président : F. A. Golovin (KD) ; adjoints : N. N. Poznanskij (sans parti de gauche), M. E. Berezin (travailliste) ; secrétaire : M. V. Čelnokov (KD).

Troisième Douma : 1er novembre 1907-9 juin 1912 (en cinq sessions) (441 députés)

50 députés d'extrême droite ; 97 nationalistes et députés de la droite modérée ; 154 octobristes et assimilés ; 28 progressistes ; 54 KD ; 13 travaillistes ; 19 SD ; 8 membres du groupe musulman ; 7 membres du groupe lituanien-biélorusse ; 11 membres du Cercle polonais (*Pol'skoe kolo*).

Présidents : N. A. Xomjakov (octobriste, 1er nov. 1907-4 mars 1910), A. I. Gučkov (octobriste, 29 oct. 1910-14 mars 1911), M. V. Rodzjanko (octobriste, 22 mars 1911-9 juin 1912).

Quatrième Douma : 15 novembre 1912-25 février 1917 (en cinq sessions, avec des interruptions dues à la Première Guerre mondiale) (442 députés)

Première session : 15 novembre 1912-25 juin 1913 ; deuxième session : 15 octobre 1913-14 juin 1914 ; session extraordinaire : 26 juillet 1914 ; troisième session : 27-29 janvier 1915 ; quatrième session : 19 juillet 1915-20 juin 1916 ; cinquième session : 1er novembre 1916-25 février 1917.

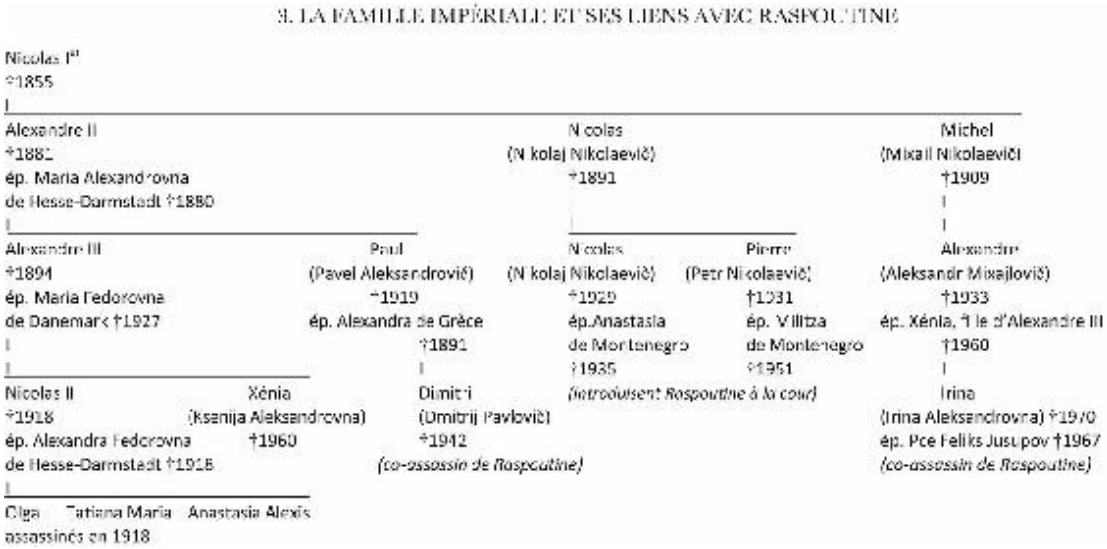
120 nationalistes et députés de droite modérée ; 98 octobristes ; 65 députés de droite ; 59 KD ; 48 progressistes ; 21 députés de minorités nationales (musulmans, lituano-biélorusses, polonais) ; 14 SD (dont 6 bolcheviks et 7 mencheviks) ; 10 travaillistes ; 7 sans parti.

Président : M. V. Rodzjanko ; adjoints : D. D. Urusov (progressiste, 20 nov. 1912-31 mai 1913), prince V. M. Volkonskij (droite modérée, 1er déc. 1912-15 nov. 1913), N. N. L'vov (progressiste, 1er juin-15 nov. 1913), A. I. Konovalov (progressiste, 15 nov. 1913-13 mai 1914), S. G. Varun-Sekret (octobriste, 26 nov. 1913-3 nov. 1916), A. D. Protopopov (octobriste de gauche, 20 mai 1914-16 sept. 1916), N. V. Nekrasov (KD, 5 nov. 1916-2 mars 1917) ; prince V. A. Bobrinskij (nationaliste, 5 nov. 1916-25 fév. 1917), secrétaire : I. I. Dmitrjukov (octobriste).

Les partis des députés des quatre Doumas

Parti	**Ire Douma**	**IIe Douma**	**IIIe Douma**	**IVe Douma**
Sociaux-démocrates (RSDRP, ou SD)	(10)	65	19	14
Socialistes révolutionnaires (SR)	—	37	—	—
Socialistes populaires (*Narodnye socialisty*)	—	16	—	—
Travaillistes (*Trudoviki*)	107 (97)	104	13	10
Parti progressiste (*Progressivnaja partija*)	60	—	28	48
Constitionnnels démocrates (KD, cadets)	161	98	54	59
Autonomistes	70	76	26	21
Octobristes	13	54	154	98
Nationalistes	—	—	97	120
Droite (*Pravye*)	—	—	50	65
Sans parti	100	50	—	7
Total	511	500	441	442
Nombre de groupes au sein de la Douma	6	10	11-12	11-16

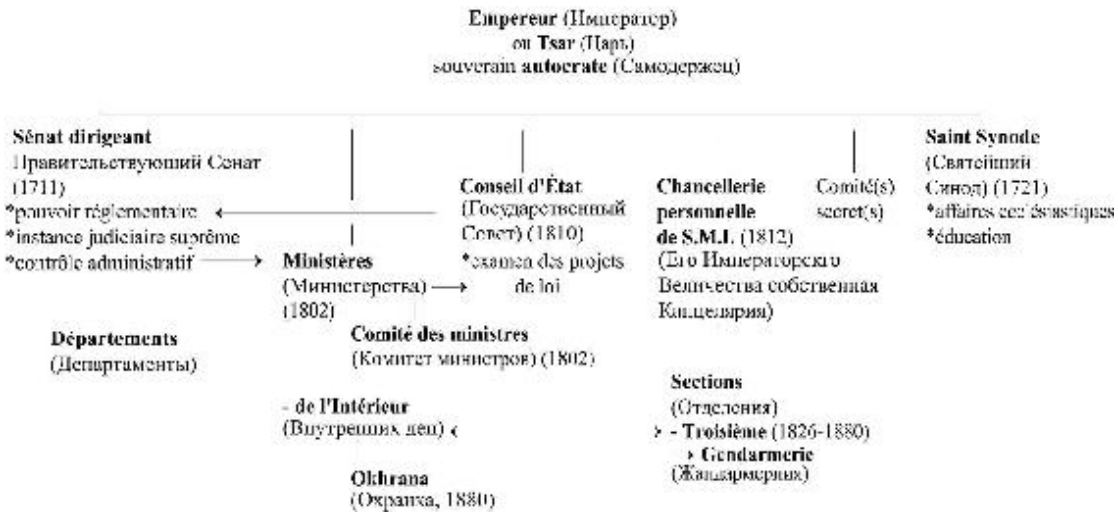
3. La famille impériale et ses liens avec Raspoutine



4. Une famille de l'élite russe : généalogie simplifiée des Gorčakov (Gortchakoff)-Stolypin

Tableaux

1. L'administration centrale russe au XIXe siècle



2. *Table des rangs* au XIXe siècle

Classe (Классы)	Hiérarchie civile (Статские)	Armée de terre (Военные сухопутные)
1	Chancelier (Государственный Канцлер) Conseiller privé actuel de 1re classe (Действительный тайный советник первого класса) (déc. 1856)	Feld-maréchal (Генерал-фельдмаршал)
2	Conseiller privé actuel (Действительный тайный советник)	Général (Генерал)
3	Conseiller privé (Тайный советник) Procureur général (Генерал-прокурор)	Lieutenant-général (Генерал-лейтенант)
4	Conseiller d'état actuel (Действительный статский советник) Procureur général (Обер-прокурор)*	Major-général (Генерал-майор) Colonel de la Garde (Гвардии полковник)
5	Conseiller d'État (Статский советник)	[supprimé au XIXe s.]
6	Conseiller de collège (Коллежский советник)	Colonel (Полковник) Lieutenant-colonel de la garde (Гвардии подполковник)
7	Conseiller aulique (Надворный советник)	Lieutenant-colonel (Подполковник) Capitaine de la Garde (Гвардии капитан) Capitaine de cavalerie de la Garde (Гвардии ротмистр)
8	Assesseur de collège (Коллежский асессор)	Capitaine (Капитан/Ротмистр) Lieutenant de la Garde (Гвардии поручик) Centenier de la Garde (Гвардии сотник)
9	Conseiller honoraire (Титулярный советник)	Capitaine en second (Штабс-капитан/Ротмистр)
10	Secrétaire de collège (Коллежский секретарь)	Lieutenant (Поручик) Centenier (Сотник)
11	Secrétaire de vaisseau (Корабельный секретарь)	-
12 13	Secrétaire de gouvernement (Губернский секретарь) Secrétaire du Sénat/Synode (Сенатский/синодский секретарь) Greffier du Cabinet (Кабинетский регистратор)	Sous-lieutenant (Подпрапорщик) Cornette (Корнет) [12e classe en 1884]
14	Greffier de collège (Коллежский регистратор)	Enseigne (Прапорщик) [13e classe en 1884]

*président du Saint-Synode ou d'un département du Sénat

NB : Dans l'une et l'autre hiérarchie, les classes au-dessus du trait gras confèrent la noblesse personnelle et les classes au-dessus du trait double confèrent la noblesse héréditaire.

3. Les idéologies en Russie au XIXe siècle

OCCIDENTALISTES
(conscience du retard russe)
(croyance au Progrès)

Orthodoxes
Libéraux
(évangélisation des peuples de l'Empire dans leur langue, catéchisme et Bible en russe)

École
de l'État
(la Russie est le rempart de l'Europe face à l'Asie)
(l'État est le seul européen de la Russie)
(crainte de la révolte paysanne)

Libéraux constitutionnels ⟶ KD
(action dans les *zemstva*)
(revendication des droits civiques)

Socialistes
(lutte contre l'autocratie et le capitalisme)

Marxistes ⟶ RSDRP b/ m
(la communauté paysanne est conservatrice)
(le prolétariat sera la force motrice de la Révolution)

DÉFENSE DES VALEURS TRADITIONNELLES — VOLONTÉ D'ÉMANCIPATION

ORTHODOXIE

Église officielle
(religion du rite)
(splendeur et humilité)

AUTOCRATIE

Idéologie officielle
(tsar-père)
(auto-administration)

CARACTÈRE NATIONAL

Anarchistes ⟶ Anarchistes
(spontanéisme révolutionnaire)

Populistes ⟶ SR
(le peuple russe est socialiste par instinct)
(les intellectuels ont le devoir de l'éduquer)

Vieux-Croyants
Sectaires
(L'Évangile à la lettre)
(résistance à l'Antéchrist)

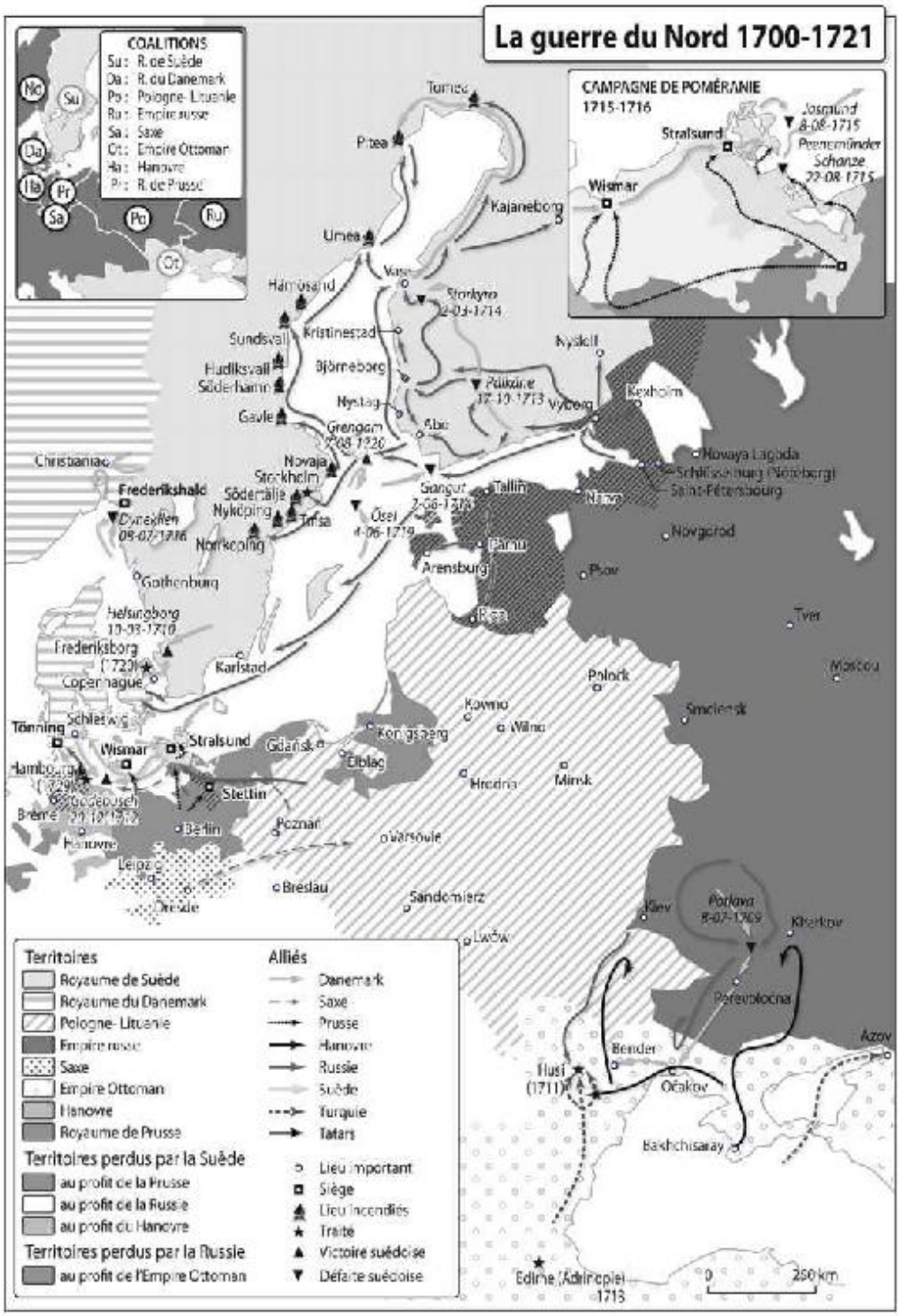
« Sainte Russie »
(religion charismatique)
(starc.1/, palomnib)

Panslavistes
(Empire slave)

(*sobornost'*, développement naturel)
SLAVOPHILES

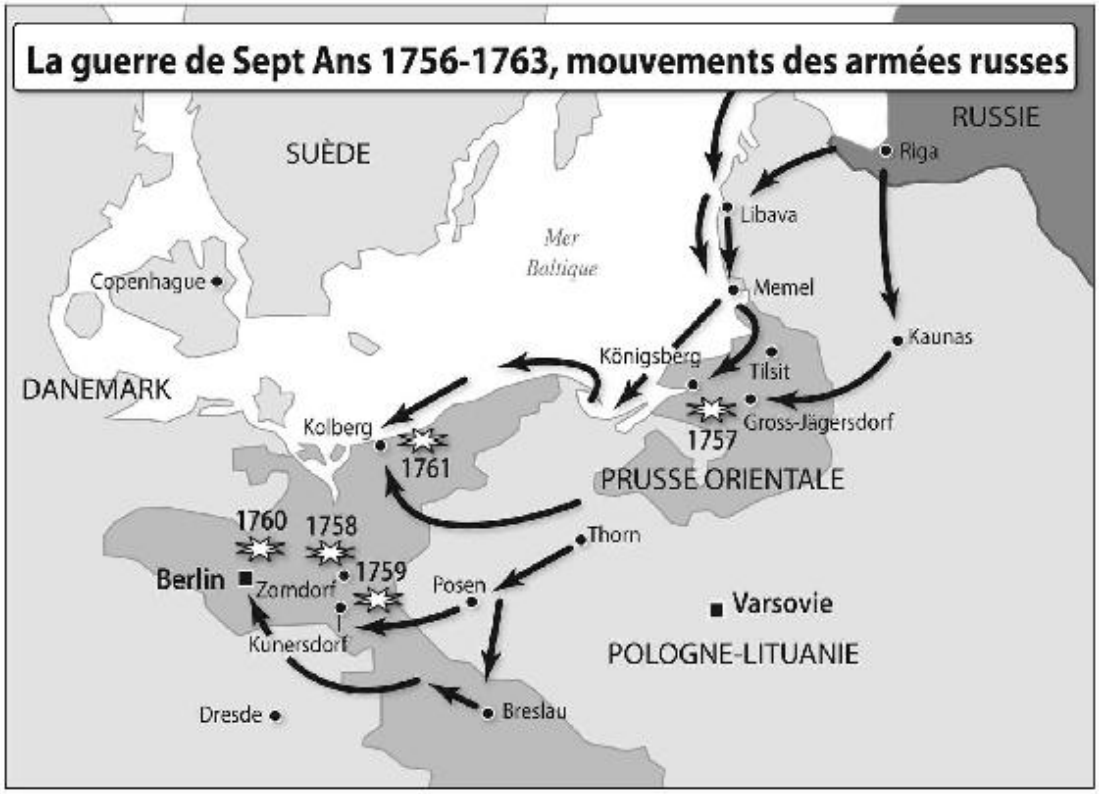
La guerre du Nord (1700-1721)

La guerre du Nord (1700-1721)



La guerre de Sept Ans (1756-1763)

La guerre de Sept Ans (1756-1763)

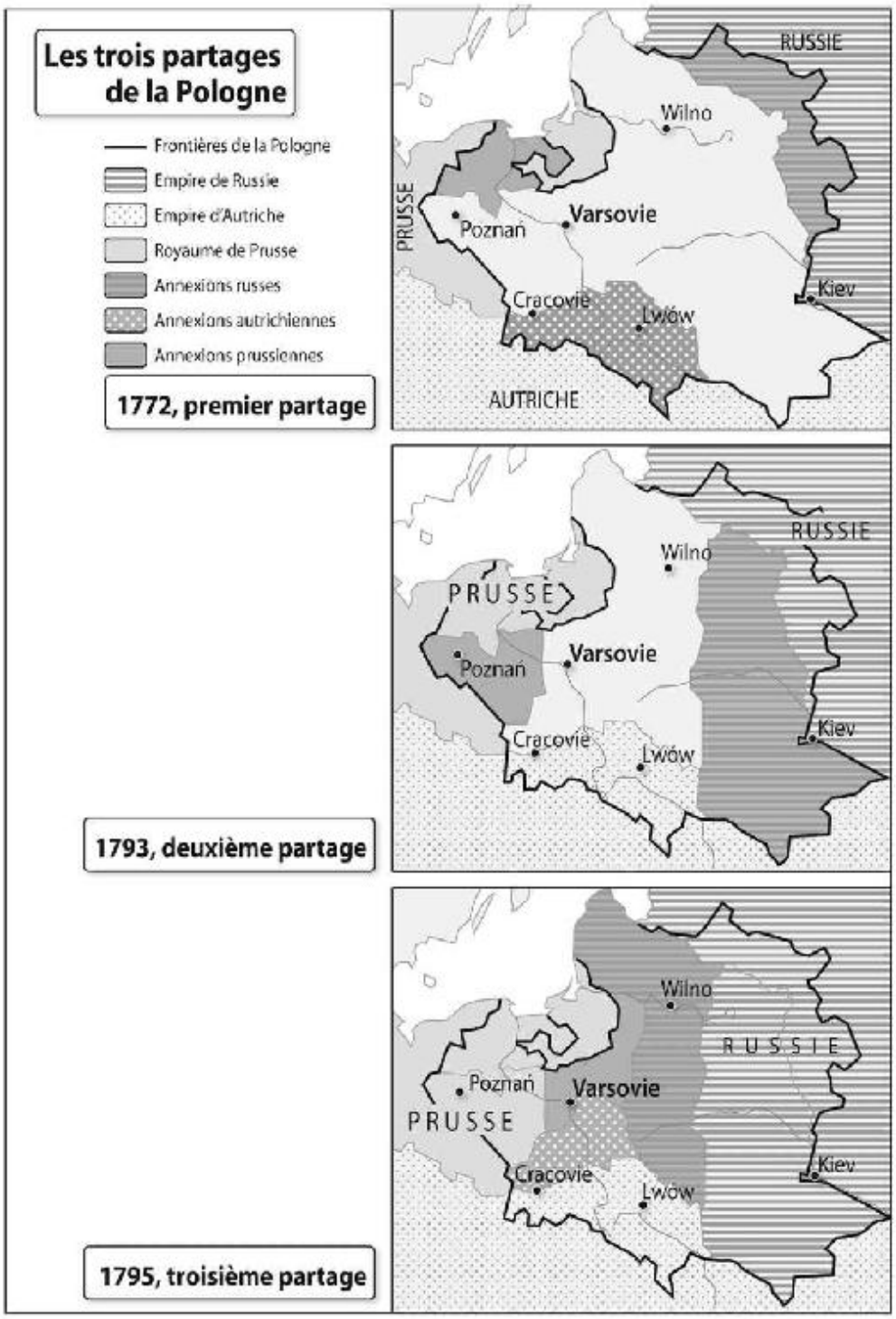


L'État polono-lituanien au milieu du XVIIe siècle

L'État polono-lituanien au milieu du XVIIe siècle

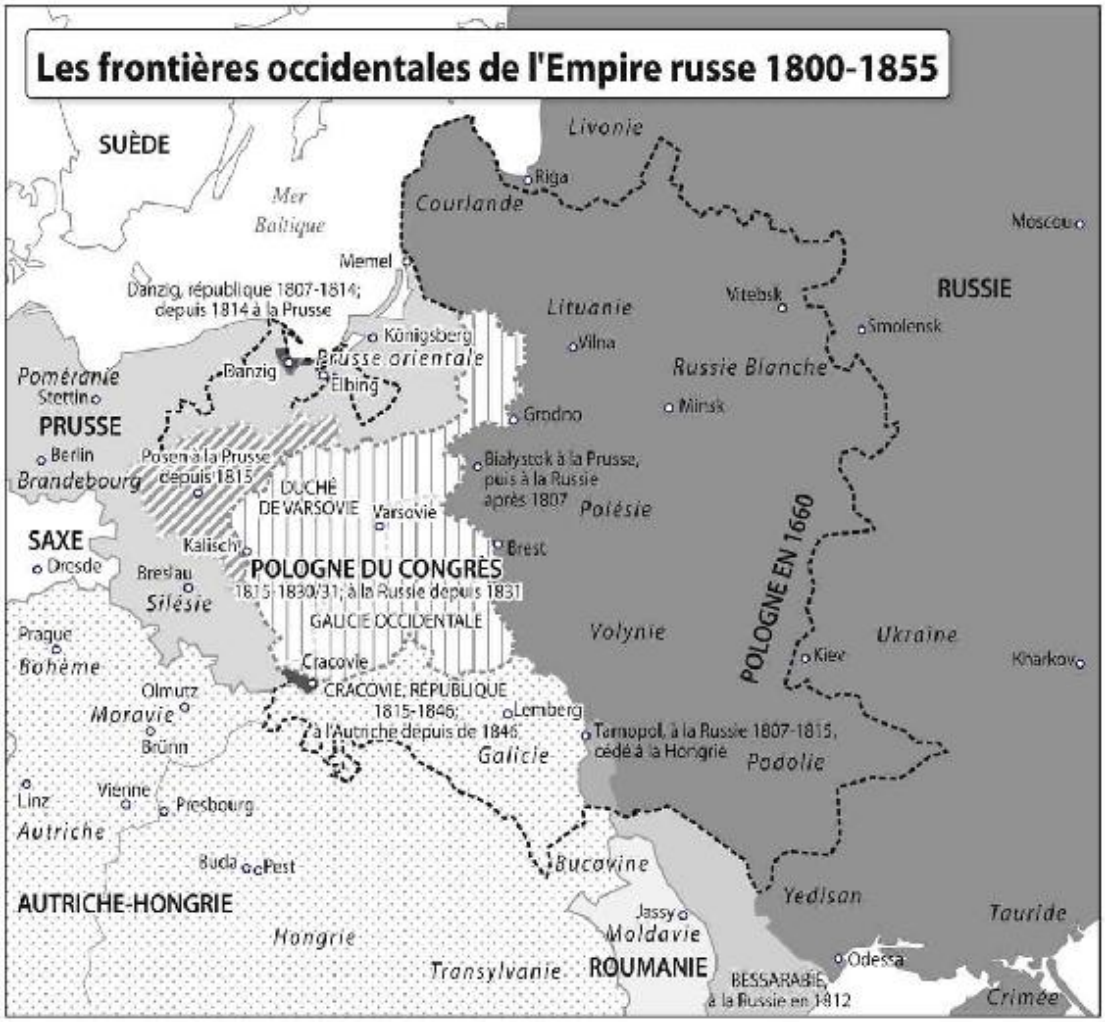
Les trois partages de la Pologne (1772, 1793, 1795)

Les trois partages de la Pologne (1772, 1793, 1795)



Les frontières occidentales de l'Empire russe (1800-1855)

Les frontières occidentales de l'Empire russe (1800-1855)



Les Balkans en 1830 (traité d'Andrinople)

Les Balkans en 1830 (traité d'Andrinople)

Les Balkans en 1878 (traité de San Stefano)

Les Balkans en 1878 (traité de San Stefano)

Les Balkans en 1878 (congrès de Berlin)

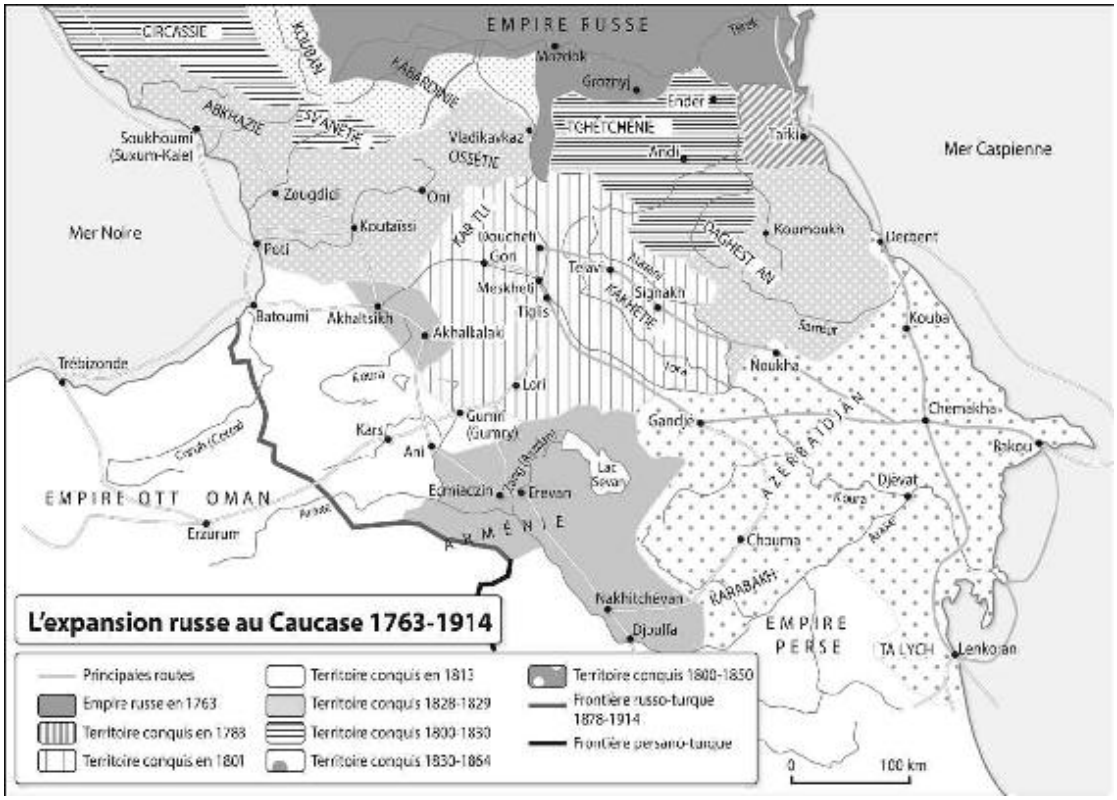
Les Balkans en 1878 (congrès de Berlin)

Les Balkans en 1913

Les Balkans en 1913

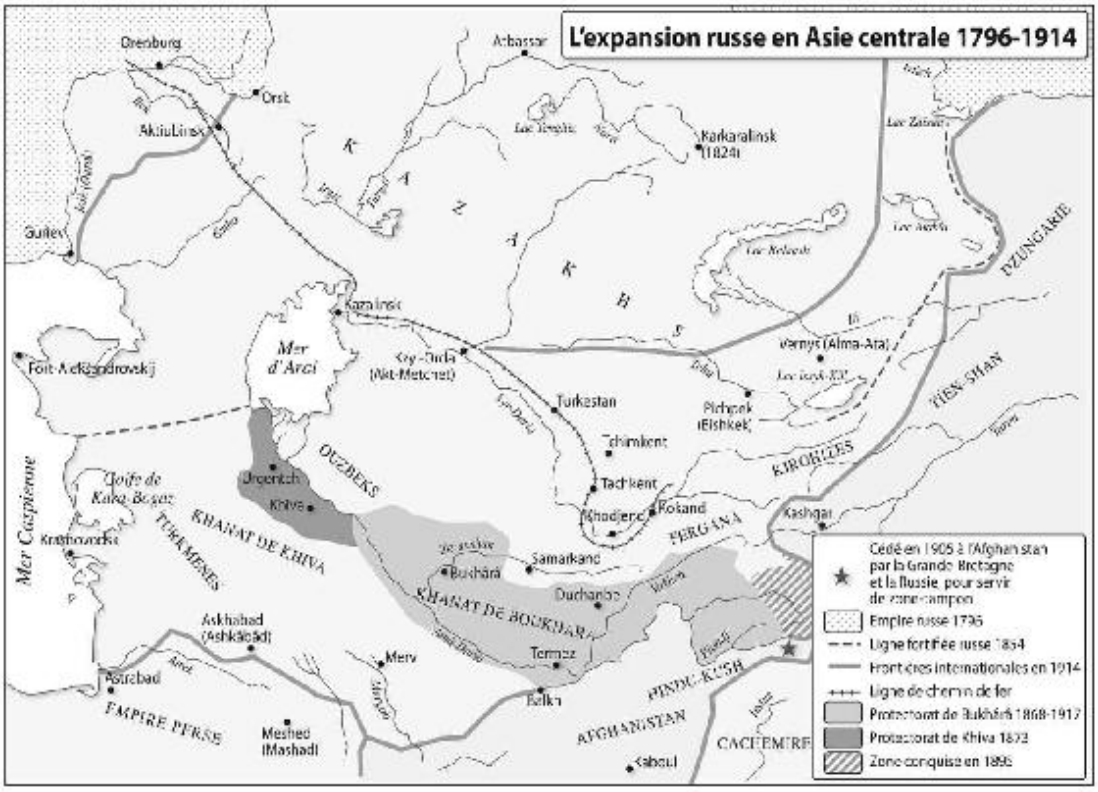
L'expansion russe au Caucase, 1763-1914

L'expansion russe au Caucase, 1763-1914



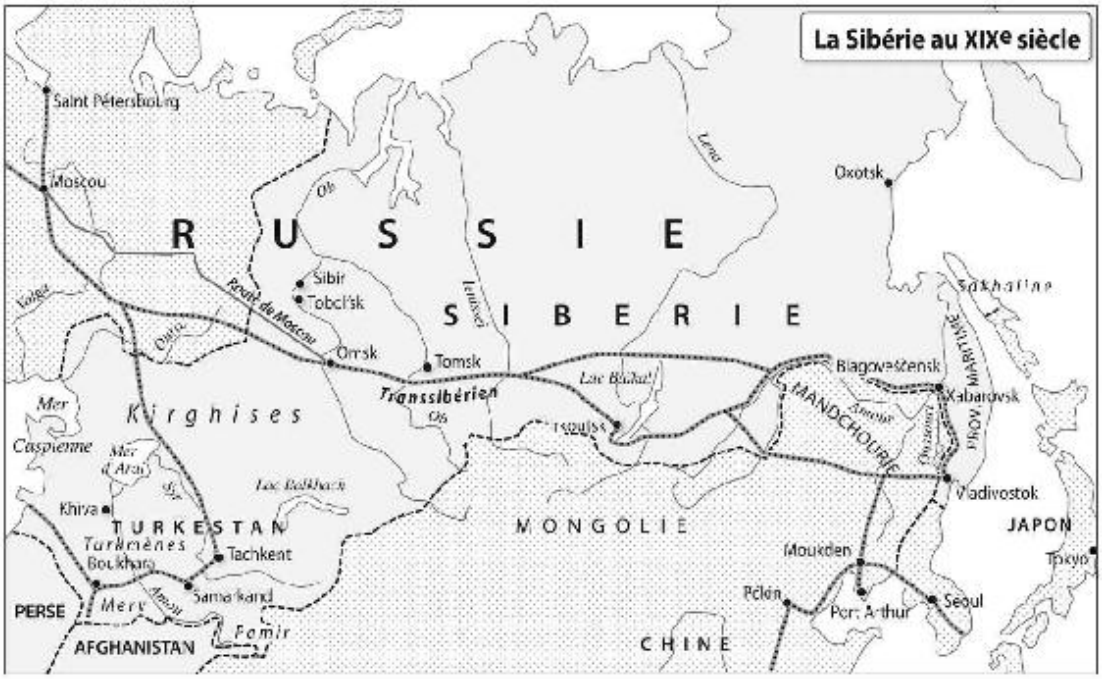
L'expansion russe en Asie centrale, 1796-1914

L'expansion russe en Asie centrale, 1796-1914



La Sibérie au XIXe siècle

La Sibérie au XIXe siècle



Notes

Introduction

1. « Non, l'on n'oubliera pas ton passage, siècle fol, siècle sage/Maudit à jamais tu seras, objet de surprise et d'effroi/Siècle inoubliable, aux heureux mortels tu dispenses/Vérité, liberté, lumière, constellation par excellence ! » (A. N. Radiščev, *Le Dix-Huitième Siècle*).

2. « Dix-neuvième, ô siècle de fer/En vérité, temps sans pitié/C'est dans une nuit sans lumière/Que tu envoies l'humanité » (A. Blok, *Châtiment*).

3. Ja. K. Nomen, 1904, p. 21-23 ; L. Hughes, 2003, p. 636-638.

Première partie. Les faits

Chapitre 1. Les réformes de Pierre le Grand et la réaction conservatrice (1689-1730)

4. P. Burke, 1992 ; K. M. F. Platt, 2011.

5. J. Klein, 2008, p. 5.

6. N. Riazanovsky, 1985 ; E. F. Šmurlo, 1912 ; H. Bagger, 1979 et 1985. En français : S. Blanc, 1974 ; R. Portal, 1990 ; F.-D. Liechtenhan, 2015.

7. Pierre a fait d'un pays « aux faibles forces » une Russie « en pierre, à l'instar de son nom », comme Auguste a trouvé une Rome de briques et l'a laissée en marbre (Suétone, *Vie d'Auguste*, chap. 28). Fontenelle, 1740, p. 230, reprend cette image.

8. F. Prokopovyč, 1961, p. 126-129.

9. I. I. Golikov, 1788.

10. M. V. Lomonosov, 1959, p. 109.

11. Lomonosov, 1959, p. 592, p. 594, p. 603, p. 608, p. 610 ; Lomonosow, 1755.

12. P. J. von Strahlenberg, 1730.

13. Période comprise entre Noël et l'Épiphanie, dévolue aux mascarades et divinations, proscrites par les zélateurs de la piété. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 502.

14. Strahlenberg n'est pas traduit en russe à l'époque, mais ses thèses sont connues grâce à la réfutation de Golikov. I. I. Golikov, 1788-1, p. 14-15.

15. Fontenelle, 1740, p. 197, p. 206, p. 217.

16. J.-J. Rousseau, 1964, p. 1466-1469.

17. N. M. Karamzin, 1984, p. 254.

18. N. M. Karamzin, 1991, p. 31-33.

19. V. G. Belinskij, 1951, p. 177, p. 181.

20. M. P. Pogodin, 1846, p. 341-342.

21. S. M. Solov'ev, 1988-1996, t. 18, p. 5-152.

22. P. N. Miljukov, 1905, p. 576. L'ouvrage a paru en 1892.

23. N. P. Pavlov-Sil'vanskij, 2000 (1re édition en 1897). Voir aussi : « Pamjati [N. P.] Pavlova-Sil'vanskogo », *in* M. M. Bogoslovskij, 1987, p. 94-98.

24. L'émergence de la « perestroïka » est donc bien antérieure au temps de M. Gorbatchev.

25. M. M. Bogoslovskij, 1902.

26. M. N. Pokrovskij, 1966-1, p. 605-606. Certaines de ses idées, comme l'affirmation de l'individualisme, ont été reprises par des chercheurs occidentaux. M. Raeff, 1993.

27. M. N. Pokrovskij, 1967-3, p. 112-113. Dans les années 1920, tant que la censure le permet, les historiens de « l'ancienne école » publient encore de la vulgarisation donnant une vision plus équilibrée de Pierre le Grand.

28. Peu importe, en l'occurrence, que la capitale revienne à Moscou.

29. Ces rapprochements ont conforté la tendance à considérer les réformes de Pierre le Grand comme une « révolution par le haut ».

30. Pour Marx, Pierre n'est qu'un impérialiste russe (*Secret Diplomacy of the Eighteenth Century*). Engels voit en lui un « véritable grand homme », par opposition à Frédéric II de Prusse. Lénine parle de « moyens barbares pour lutter contre la barbarie ». Staline estime que ce sont des tentatives pour sortir « de l'arriération » : l'horizon des recherches s'élargit (vol. 11, p. 248-249). Il lui attribue aussi la formation d'une nation des marchands et des nobles, mais cela n'a pas suscité d'émules.

31. Le titre fait allusion au recueil « Jalons » (*Vexi*), publié en 1909, qui a marqué les débats intellectuels de l'époque.

32. À ne pas confondre avec son homonyme, N. G. Ustrjalov (1805-1870), cité plus haut.

33. G. A. Novickij, 1950.

34. S. V. Golikova, 1975 ; E. P. Pod''japol'skaja, 1962 ; N. N. Pokrovskij, 1974.

35. S. P. Luppov, 1957, p. 77-85.

36. N. I. Pavlenko, 1975. Rééditée en 1990, c'est la seule biographie soviétique de Pierre le Grand.

37. Rapporté par N. Ryazanovsky à A. Lavrov.

38. E. V. Anisimov, 1999.

39. M. O. Akišin, 1996. Même les réformes promouvant le *self-government*, étrangères aux traditions locales, sont mal reçues.

40. E. Zitser, 2005, p. 378.

41. M. O. Akišin, 1996, p. 206.

42. M. Roberts, 1967.

43. *Ibid.*, p. 213.

44. G. Parker, 1993 (éd. anglaise en 1988).

45. J. Cornette, 1994.

46. M. Roberts, 1967, p. 207-213, aborde brièvement, mais avec justesse, le cas russe.

47. M. T. Poe, 1996.

48. G. Oestreich, 1969.

49. H. Schilling, 1988.

50. G. Florovskij, 1983 (1re éd. 1937), p. 82-97.

51. R. Wittram, 1964 ; J. Cracraft, 1971.

52. L. Hughes, 1998, p. 256-257 ; 2000, p. 17-18.

53. P. Bushkovitch, 2001.

54. Comme le *Règlement militaire* et le *Règlement de la marine* n'ont été publiés qu'en 1716 et 1720, on inscrit parfois la réforme militaire dans la seconde phase (E. F. Šmurlo, 1922, p. 278), alors qu'elle constitue le centre même du premier volet.

55. T. N. Žukovskaja, 2009.

56. M. Roberts, 1967, p. 207.

57. T. N. Žukovskaja, 2009.

58. L'étude comparative de la corruption commence à peine. Le cas russe n'est peut-être pas si exceptionnel. T. Kerkhoff, R. Kroeze, P. Wagenaar, 2013 ; N. Grüne, N. Tölle, 2013.

59. E. Juximenko, 2002, p. 41-42.

60. A. M. Pančenko, 1990, p. 24-26.

61. E. A. Andreeva, 2006.

62. C. Yany, 1981, p. 767-768.

63. M. Roberts, 1967, p. 200.

64. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 245.

65. *Ibid.*, p. 243.

66. G. Aleksandrov, 1873, p. 2068-2072 ; E. V. Anisimov, A. B. Kamenskij, 1994, p. 218.

67. B. C. Urlanis, 1960, p. 54-55. B. N. Mironov donne 97 000 morts russes pour toute la guerre du Nord d'après Urlanis. Mais ce dernier n'en compte que 70 000, tous camps confondus. En incluant les blessés, il fait grimper son estimation à 150 000. B. C. Urlanis, 1960, p. 261-270, p. 340.

68. M. G. Rabinovič, 1973, p. 137-139, p. 144-145, p. 147-148, p. 152-154. Un seul officier déclare être issu des mousquetaires, mais ce chiffre dérisoire peut s'expliquer par le fait que ces régiments ont mauvaise réputation. Les serfs militaires tendent à dissimuler leur origine s'ils ont appartenu à une famille ennemie des Naryškin.

69. P. N. Miljukov, 1905, p. 530.

70. P.-J. Strahlenberg et V. N. Tatišcev accusent Gagarin d'avoir constitué une armée privée de prisonniers suédois en préparation d'une sécession de la Sibérie. Mais rien ne l'indique dans les actes du procès de Gagarin. M. O. Akišin, 1996, p. 202-203.

71. Sur Poltava et ses conséquences, voir chap. 8.

72. Samuel von Pufendorf, 1718 et 1716. L'influence de Pufendorf sur Pierre le Grand n'a été étudiée que pour la réforme ecclésiastique. G. Bissonnette, 1964.

73. D. Döring, 2011, p. 104.

74. *Ibid.*, p. 106-107 (*De Statu imperii Germanici*, chap. 8-9).

75. Rejetant la prétention du droit romain à l'universalité, Pufendorf fonde les normes du droit naturel sur l'étude de l'histoire et du fonctionnement de chaque société, ce qui convient très bien à l'esprit de Pierre, pragmatique et féru d'histoire.

76. C. Peterson, 1979, p. 9.

77. En 1722, le collège des Mines et des Manufactures est séparé en deux collèges distincts. La même année sont créés les collèges des Patrimoines (*Votčinnaja kollegija*) et de Petite-Russie (*Malorosssijskaja*), héritiers d'ancien *prikazy* (E. V. Anisimov, 1997, p. 139-140). Instituer un collège de Petite-Russie bat en brèche le principe de compétence des autres sur tout l'Empire.

78. Sur la collégialité dans les anciens secrétariats, voir : E. V. Anisimov, 1997, p. 70-72.

79. N. Platonova, 2003.

80. Dans la Moscovie du xviie siècle, chaque jeune noble entrant au service du tsar était soumis à une évaluation (*verstanie*) par une commission de pairs chargés des dotations (*okladčiki*) (P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 454).

81. PSZ, t. 5, n° 2789.

82. PSZ, t. 6, n° 3890 (daté du 24 janvier).

83. *Zakonodatel'stvo Petra I*, 1997, p. 85.

84. P. N. Miljukov, 1905, p. 472.

85. E. V. Anisimov, 1982, p. 78, p. 101, p. 112. Les citadins, les résidents des provinces baltes, les Non-Russes de Sibérie ne sont pas concernés (p. 63).

86. *Ibid.*, p. 233. Ce calcul donne un indice sur le poids (estimé) des redevances seigneuriales.

87. P. N. Miljukov commence en 1680, quand la réforme fiscale de Fedor Alekseevič est abandonnée. La pression fiscale est donc à son minimum ; elle ne peut qu'augmenter par la suite.

88. Un foyer de quatre personnes doit 3,86 roubles entre 1701 et 1723, puis 2,80 roubles à partir de 1724. I. A. Bulygin, 1977, p. 155-159.

89. A. I. Juxt, 1985, p. 127-130, adopte une analyse traditionnelle. B. N. Mironov estime que la capitation fait doubler l'impôt, de 37 à 82 kopecks, pour toutes les catégories de paysans. Il ignore Anisimov et semble oublier que les paysans d'État sont redevables de 114 kopecks. B. N. Mironov, 2010, p. 192.

90. En principe, gentilshommes sans paysans à leur service. On les rapproche parfois des alleutiers de certaines provinces françaises.

91. M. M. Bogoslovskij, 1910, p. 134.

92. E. V. Anisimov, 1982, p. 222-225. Les fils de prêtres et de diacres sont dispensés du service militaire à partir de 1730.

93. *Slovar' 18 veka* ; t. 11, 2000, p. 72. Le mot *kul'tura* entre dans la langue en 1747, avec le sens d'agriculture.

94. Pour certains, la cour s'est contentée d'un rhabillage (*pereodevanie*). V. Efimov, 1994.

95. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 555.

96. V. Efimov, 1994. Sur la réforme voir : A. Jammes, 1961.

97. P. V. Sedov, 2006, p. 502-515.

98. Les portraits des membres de la Grande Ambassade, peints par des peintres occidentaux qui ignorent les usages moscovites, révèlent sur le vif les abandons progressifs du costume, du port de la barbe, etc.

99. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 363-365.

100. Connu aussi comme Varenius (1622-1650). Sa *Geographia generalis* paraît en 1650 à Amsterdam.

101. O. B. Strakhova, 1998, p. 325.

102. P. Bushkovitch, 2001, p. 181 ; L. Hughes, 2008, p. 53. V. Živov semble hésiter entre 1697 et 1699 pour l'abolition de cette cérémonie (V. Živov, 2002, p. 368, p. 378, p. 388).

103. R. Wortman, 1995, t. 1, p. 42.

104. PSZ, t. 3, n° 1735, 680-681 (19 décembre 1699).

105. A. N. Zelinskij, 1978, p. 99.

106. Les diplomates russes travaillent avec des actes ottomans, tatars et persans datés selon l'hégire. Sans doute, Pierre souhaite-t-il se rapprocher de l'Europe moderne et s'éloigner de systèmes qu'il juge archaïques.

107. Le journal de J. Korb fait état d'un édit du 5 septembre 1698, ordonnant de raser les barbes. Il s'agit sans doute d'une consigne orale plutôt que d'un texte de loi. Certains croient, malgré tout, à l'existence d'un édit perdu. E. Akel'ev, 2013, p. 94.

108. PSZ, t. 4, n° 2015.

109. J. Tessing et I. Kopievskij redessinent leurs caractères parce que le bruit court que les Suédois ont subtilisé le premier jeu et s'en servent pour la propagande antirusse.

110. A. G. Šicgal, 1947, p. 57-58.

111. Selon V. Efimov, Pierre le Grand a vu le « romain du roi » à Paris. Or, il n'est pas passé par la France en 1698.

112. L'histoire de l'alphabet cyrillique ne s'arrête pas là. En 1738, le *i* latin perd son tréma. En 1758, on rétablit l'*ižica*. Enfin, en 1918, on supprime définitivement le *i* latin, le *fita*, l'*ižica* et le *jat'*.

113. Fondée comme collège en 1632, afin de faire pièce aux institutions jésuites, elle est élevée au rang d'académie en 1701. *The Kiev Mohyla Academy*, 1984.

114. Elle aurait été plus ambitieuse, mais n'aurait été réalisée qu'en partie. Le texte néerlandais d'une édition bilingue (slavon-néerlandais) de la Bible est envoyé à Pétersbourg entre 1717 et 1721. Destinée à la flotte, elle aurait permis de célébrer dans les deux langues et d'en faciliter l'apprentissage croisé, mais seuls quelques exemplaires ont été assemblés. M. Bobrik, 2011, p. 62-68.

115. PSZ, t. 6, n° 4022 (31 mai 1722).

116. A. Lavrov, 2000, p. 410-416.

117. PSZ, t. 6, n° 4012.

118. Les cantons pétroviens (*distrikt*) disparurent, ils furent remplacés par les districts (*uezdy*) traditionnels. Ensemble, avec les provinces (*provincii*) et les gouvernements (*gubernii*), ils forment désormais le système de l'administration locale de trois niveaux.

119. Voir : Got'e, 1913.

120. E. V. Anisimov, 2003, p. 281.

Chapitre 2. La société de cour (1730-1761)

121. V. O. Ključevskij, 1989, t. 4, p. 237-238.

122. S. F. Platonov, 1993, p. 561-564.

123. Catherine II, 1859, VIII ; V. I. Lenin, 1958-1965, t. 37, p. 443-444.

124. S. M. Troickij, 1966.

125. N. Elias, 1974, p. 19, p. 35. Aucun des palais impériaux et des hôtels nobles de Pétersbourg ne s'est conservé dans son état initial.

126. N. Elias, 1974, p. 43-44.

127. Ja. K. Nomen, 1904, p. 76.

128. Voltaire, 1916, p. 29.

129. I. Kurukin, 2003, p. 228-229.

130. N. N. Petruxincev, 2001, p. 87.

131. N. Elias, 1974, p. 51.

132. Le feld-maréchal et prince M. M. Golicyn l'Aîné ainsi que le feld-maréchal prince V. V. Dolgorukov sont cooptés au Conseil le même jour. A. G. Dolgorukov, père de la fiancée de Pierre II, tente seul et en vain de falsifier le testament de Pierre II pour présenter sa fille comme héritière.

133. D. A. Korsakov, 1880, t. 1, p. 9.

134. *Ibid.*, t. 1, p. 8-9 (la numérotation des articles est celle la première version).

135. L. G. Protasov, 1957, p. 220. Anna avait déjà été empêchée de se remarier en tant que duchesse de Courlande. Les Russes avaient peur de perdre le contrôle du duché.

136. L'interdiction de nommer des étrangers ne vise pas nommément Biron, contrairement à une légende tenace. C'est une adaptation de l'article 14 du *Serment royal* suédois.

137. P. N. Miljukov, 1902, p. 8-11. Autre emprunt au *Serment royal*, qui menace de détrôner le monarque en cas de manquement. On ne peut donc nier l'influence suédoise, comme le fait L. G. Protasov, 1957, p. 216.

138. L'un est membre du Conseil, l'autre du Sénat et le troisième est un haut gradé de l'armée (B. Meehan-Waters, 1983, p. 136).

139. I. Kurukin, 2003, p. 176.

140. Deux des trois feld-maréchaux de l'armée, M. M. Golicyn l'Aîné et V. V. Dolgorukov, ayant été nommé

au Conseil privé suprême, le troisième, I. Ju. Trubeckoj, se sent écarté.

141. Ces idées seront précisées dans les versions ultérieures. Apparaît ici l'idée que l'aristocratie (*famil'nye*) et la noblesse (*šljaxetstvo*) doivent être mieux représentées au sein du futur Conseil et du Sénat. La nouvelle assemblée est baptisée « Assemblée suprême » (*Verxovnoe sobranie*) et ne doit pas être confondue avec les réunions occasionnelles du Conseil ou du Sénat des fonctionnaires prévues pour les élections.

142. A. B. Plotnikov, 2002, p. 42-46 (*Forma prisjagi imperatrice Anne Ioannovne*). Aux ecclésiastiques, on promet qu'on supprimera le collège de l'Économie, que les membres du Synode et les prélats ne seront jugés par une cour civile que s'ils sont accusés d'un crime d'État ou d'adhérer à une « doctrine non orthodoxe ». On veut éviter de nouveaux procès tels que ceux de Dosithée de Rostov (exécuté en place publique le 17/28 mars 1718 pour complot contre Pierre le Grand) et de Théodose de Novgorod (déposé le 11 mai 1725 pour propos injurieux envers Catherine Ire).

143. Même le titre *Forme du gouvernement* est emprunté à la Suède.

144. A. B. Plotnikov, 2004, p. 227-228.

145. Feofan Prokopovyč, 1845, p. 204.

146. On en possède plusieurs copies, avec un nombre de signataires variable. C'est L. G. Protasov qui a établi qu'il n'y a que sept projets (L. G. Protasov, 1971).

147. D'après un autre décompte, elle aurait recueilli 364 signatures.

148. E. V. Anisimov affirme que ce texte a pour auteur V. N. Tatiščev (E. V. Anisimov, 1994, p. 190). Tatiščev aurait réécrit par la suite son texte pour le rendre moins constitutionnel et plus monarchiste.

149. I. Kurukin, 2001, p. 16.

150. I. Kurukin, 2003, p. 203.

151. W. Recke, 1912, p. 41. I. Kurukin pense que Prokopovyč aurait pu être gagné à la cause de la réforme politique (I. Kurukin, 2003, p. 203). Mais le prélat semble réfractaire à tout système « oligarchique », car il craint de se retrouver le principal accusé d'un procès politique.

152. N. N. Petruxincev, 2001, p. 38. Cette haute cour, comme le tribunal extraordinaire institué par Pierre pour le tsarévitch (1718), et ceux que créera Anna pour les princes Dolgorukov ou Volynskij (1731), vise à faire partager aux élites la responsabilité des condamnations.

153. N. N. Petruxincev, 2001, p. 39.

154. N. N. Petruxincev, 2001, p. 99.

155. A. N. Radiščev, M. M. Ščerbatov, 1985, p. 9, p. 91 ; Ekaterina II, 1875, p. 388.

156. I. V. Kurukin, 2001.

157. D. A. Korsakov, 1880.

158. V. O. Ključevskij, 1989, t. 4, p. 263, p. 271.

159. P. N. Miljukov, 1902, p. 13-14 (1re parution, 1894) ; I. V. Kurukin, 2003, p. 180.

160. M. M. Bogoslovskij, 1905.

161. Contrairement à ce que pense S. M. Troickij (1982, p. 58), l'influence suédoise sur Golicyn est encore plus importante que ne le dit Miljukov.

162. L. G. Protasov, 1973.

163. L. G. Protasov, 1963.

164. A. B. Plotnikov, 2002, p. 38-39.

165. I. V. Kurukin, 2003, p. 170.

166. Ja. Gordin, 1994.

167. I. V. Kurukin, 2003, p. 186.

168. *Ibid.*, p. 187. Eudoxie meurt le 27 août/7 septembre 1731.

169. I. V. Kurukin, 2003, p. 190.

170. R. Pipes, 2013 (l'édition américaine date de 1974) ; D. L. Ransel, 1972.

171. B. Meehan-Waters, 1982, p. 133.

172. *Ibid.*, p. 136.

173. Matjuškin connaissait bien les deux familles et a pu servir d'intermédiaire. B. Meehan-Waters a peut-être trouvé l'élément qui permet de comprendre la filiation des idées pendant la crise.

174. B. Meehan-Waters, 1982, p. 140, p. 145. L'analyse, qui suit L. G. Protasov, s'appuie sur le projet de Tatiščev, souvent présenté comme la quintessence de la vision des partisans de l'autocratie en 1730, mais en réalité composé après les événements.

175. V. Kivelson, 1998, p. 7, p. 11.

176. *Ibid.*, p. 15, p. 17.

177. *Ibid.*, p. 21, p. 22.

178. I. V. Kurukin, 2003, p. 191.

179. V. Kivelson, 1998, p. 20.

180. A. S. Lappo-Danilevskij, 1913, p. 371-378 (article en français pour le congrès international des historiens).

181. Les princes électeurs du Saint-Empire qui se réunissent pour élire l'empereur.

182. A. S. Lappo-Danilevskij, 1913, p. 381-282.

183. N. Petruxincev, 2001.

184. *Ibid.*, p. 81, p. 85. L'arpentage général et un nouveau Code seront aussi prévus sous Élisabeth et Catherine II, ce qui permet de comparer.

185. M. Ju. Malyšev, 1996, p. 50.

186. N. Petruxincev, 2001, p. 119. Ce projet s'inspire du corps des cadets, créé à Berlin en 1720.

187. *Ibid.*, p. 117.

188. *Ibid.*, p. 114.

189. M. Ju. Malyšev, 1996, p. 79-80.

190. N. Petruxincev, 2001, p. 89.

191. La capitation est collectée par l'armée jusqu'en 1727, puis par la nouvelle administration civile locale, et de nouveau par les militaires entre 1730 et 1736 (N. Petruxincev, 2001, p. 85, p. 109).

192. M. Ju. Malyšev, 1996, p. 93.

193. B. Kafengauz, 1962, p. 158-159. I. Kurukin s'en démarque sur deux points : la centralisation des institutions militaires par le collège de la Guerre et le rétablissement de l'élection des officiers supérieurs et d'état-major, établi par Pierre le Grand en 1721 et aboli par Catherine Ire en 1727 (I. V. Kurukin, 2003, p. 244, p. 260 ; M. Ju. Malyšev, 1996, p. 75).

194. S. Nelipovič, 2010, p. 80.

195. N. Petruxincev, 2001, p. 120-122. Les historiens soviétiques négligent cette institution importante : elle sera le berceau de l'armée ukrainienne.

196. *Ibid.*, p. 128-129.

197. *Ibid.*, p. 155.

198. *Ibid.*, p. 164.

199. *Ibid.*, p. 107.

200. *Ibid.*, p. 184.

201. D. Geyer, 1982, p. 176.

202. P. Hoffmann, 2002. Dans deux ouvrages collectifs germanophones consacrés au despotisme éclairé, le volet russe est confié à E. Donnert et P. Hoffmann, héritiers de cette tradition de la rda (H. von Aretin, 1974 ; H. Reinhalter, 2002).

203. N. M. Družinin, 1974, p. 316.

204. P. Hoffmann, 1974.

205. H. Reinhalter, 2002, p. 13-18.

206. La monographie collective la plus récente sur le despotisme éclairé omet la Prusse (H. Reinhalter, 2002).

207. H. von Aretin, 2002, p. 31.

208. D. Beales, 2002, p. 42.

209. A. B. Kamenskij, 1999a, p. 222.

210. La première édition critique des projets des frères Šuvalov date de 2010. Il faut les prendre en compte globalement, y compris ce qui a été rejeté et que l'on retrouve souvent dans les lois de Pierre III et de Catherine II.

211. N. L. Rubinštejn, 1951, p. 215-219.

212. N. V. Kozlova, 1999, p. 20, p. 288.

213. P. Dukes, 1967, p. 39.

214. M. A. Kiselev, 2014 ; N. L. Rubinštejn, 1951, p. 217.

215. S. O. Schmidt, 1966.

216. E. V. Anisimov, 1987, p. 226.

217. À ce stade, E. Anisimov suit encore la ligne « slavophile-soviétique » qui présente la *bironovščina* comme le triomphe du « parti allemand ».

218. E. V. Anisimov, 1987, p. 71.

219. E. V. Anisimov, 1987, p. 53.

220. J. F. Brennan, 1987, p. 155.

221. *Ibid.*, p. 150.

222. *Ibid.*, p. 149.

223. *Ibid.*, p. 158. E. V. Anisimov (1987, p. 55) considère aussi que les réformes de Šuvalov sont progressistes.

224. J. F. Brennan 1987, p. 155.

225. B. N. Mironov, 1981.

226. E. V. Anisimov, 1987, p. 56.

227. A. B. Kamenskij, 1999, p. 298.

228. J. F. Brennan, 1987, p. 161.

229. E. V. Anisimov, 1987, p. 49-50.

230. V. N. Latkin, 1887, p. 93, p. 98 ; E. V. Anisimov, 1986, p. 64-65.

231. A. B. Kamenskij, 1999, p. 302.

232. J. F. Brennan, 1987, p. 47.

233. C. Beccaria, 1971, § XVI, p. 154.

234. M. M. Ščerbatov, 1896, t. 1, p. 426-456. Ščerbatov accuse Catherine II d'hypocrisie : la bastonnade (*batogi*) aboutit souvent à une mort très douloureuse : elle est pire que la peine capitale.

235. PSZ, t. 15, nº 11166.

Chapitre 3. Le triomphe fragile de l'absolutisme éclairé (1762-1796)

236. Voltaire, 2002, p. 1125.

237. E. Daškova (1859), p. 95-96. L'original est en français.

238. A. S. Myl'nikov, 1991, reprenant K. V. Čistov (1967).

239. O. A. Omel'cenko, 1993, p. 61.

240. *Ibid.*, p. 54-63, p. 67.

241. C. Leonard, 1988 et 1993.

242. PSZ, t. 15, nº 11444.

243. PSZ, t. 15, nº 11489.

244. A. B. Kamenskij, 1999, p. 305-306.

245. G. Simon, 1988.

246. F. Bluche, 1969, p. 73.

247. *Ibid.*, p. 76.

248. Frédéric II, 1978, p. 231.

249. *Ibid.*, p. 117, p. 201.

250. *Ibid.*, p. 199.

251. *Ibid.*, p. 145.

252. *Ibid.*, p. 117, p. 134.

253. PSZ, t. 15, n° 11445. L'abolition de la Chancellerie se justifie par l'amélioration des mœurs, argumentation typique des Lumières.

254. A. B. Kamenskij, 1999, p. 313. Il est tout aussi difficile de suivre C. Leonard, qui relègue la suppression de la procédure d'exception et la tolérance religieuse au second plan, sous prétexte qu'elles n'ont pas de lien direct avec la pensée physiocrate (C. Leonard, 1993).

255. E. V. Anisimov, 1999, p. 20.

256. PSZ, t. 15, n° 11420 (1er janvier 1762) ; n° 11434 (29 janvier 1762) ; n° 11435 (7 février 1762). M. Raeff pense à tort qu'il s'agit de ne plus enquêter sur les suicides collectifs. Peut-être n'a-t-il pas vu que le titre de l'édit dans le PSZ n'est pas celui d'origine (Raeff, 1970, p. 1295) ?

257. Les derniers suicides collectifs ont eu lieu en 1765, 1771, 1783 et 1784, avec, à chaque fois, quinze à vingt victimes (D. Sapožnikov, 1891, p. 136, p. 142-143). D. Sapožnikov, entraîné par la mauvaise réputation de Pierre III, attribue l'édit n° 11434 à Élisabeth !

258. PSZ, t. 15, n° 11481 (21 mars 1762).

259. En russe *revizionnaja duša*, autrement dit, personne physique telle que définie par les règles de révision (*revizija*) ou recensement de la population taillable.

260. PSZ, t. 15, n° 11444. Les courtisans russes sont encore peu capables de s'expatrier, contrairement aux étrangers qui servent la Russie. L'édit rassure ces derniers en leur montrant qu'ils sont libres de repartir. Pierre III peut d'ailleurs les reverser dans la cour du Holstein.

261. M. Raeff, 1970, p. 1293.

262. C. Leonard, 1993, p. 59.

263. H. von Aretin, 1974, p. 27.

264. I. V. Faizova, 1999, p. 126. Toutes les statistiques se réfèrent aux années 1762-1771.

265. PSZ, t. 15, nº 11489 (28 mars 1762).

266. C. Léonard, 1994, p. 128.

267. M. Raeff voit dans les projets de réforme de la police de Pétersbourg et de Moscou de la fin du règne d'Élisabeth les signes annonciateurs de l'abolition de la Chancellerie secrète (M. Raeff, 1970, p. 1306). Toutefois, les compétences de la police et celles de la Chancellerie n'ont rien de commun.

268. E. V. Anisimov, 1999. On peut se demander si la reprise des poursuites est la conséquence d'une révision de l'édit de Pierre III, ou si dénonciateurs et fonctionnaires ne continuent pas leur besogne par simple atavisme.

269. À la différence de la Serbie ou de la Hongrie, terres chrétiennes cédées aux Habsbourg, la Crimée est le premier territoire musulman perdu par l'Empire ottoman (S. Faroqhi, 2002, p. 69).

270. G. Jones pense que c'est Catherine II qui met fin aux « monopoles privés » et apporte un « ferme soutien à la propriété privée et à la liberté de commerce » (G. Jones, 1998, p. 107).

271. G. Vernadskij, 1915.

272. N. L. Rubinštejn, 1951 ; C. Leonard, 1993, p. 49.

273. M. A. Kiselev, 2014, p. 43-46.

274. O. A. Omel'čenko, 1993, p. 67.

275. Dans ses Mémoires, elle raconte avoir écrit un petit essai autobiographique intitulé *Portrait du philosophe de quinze ans*, qu'elle brûle en 1758, de peur qu'il ne soit utilisé contre elle (Catherine II, 1859, p. 29-30).

276. Voir chapitre 14.

277. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 274-278, p. 475-479.

278. V. O. Ključevskij, 1989-5, p. 35.

279. Catherine II, 1901-1907.

280. A. S. Lappo-Danilevskij, 1898.

281. G. A. Gukovskij, 1936.

282. R. E. Jones, 1984.

283. D. Griffiths, 2013.

284. A. B. Kamenskij compare la grande commission au Congrès des députés du peuple créé par M. Gorbatchev le 26 mars 1989 (A. B. Kamenskij, 1992, p. 185).

285. O. A. Omel'čenko, 1998.

286. Les instructions des électeurs portent le même nom, *nakaz*, que l'on traduit par « cahier de doléances ».

287. D. Geyer, 1982, p. 178.

288. P. Dukes suppose que l'impératrice a voulu couper court aux protestations sur la sécularisation des biens d'Église. D. Griffiths pense qu'elle voulait laisser la carrière ecclésiastique ouverte, plutôt que de constituer le clergé en un état (*soslovie*) (P. Dukes, 1967, p. 60 ; D. Griffiths, 2013, p. 201). Il est possible aussi qu'elle se soit contentée de suivre l'exemple donné par Élisabeth.

289. D. Griffiths, 2013, p. 201.

290. I. A. Fedosov, 1985, p. 243.

291. O. A. Omel'čenko, 1998, p. 172-173, p. 176-177.

292. A. B. Kamenskij, 1999, p. 423.

293. O. A. Omel'čenko, 1998, p. 176.

294. P. S. Gracianskij, 1978.

295. Les traductions sont celles de la version française de l'ouvrage d'I. de Madariaga. Toutefois, le *nižnij zemskij sud* n'est qu'une institution administrative. Il n'a donc rien à voir avec le *verxnij zemskij sud* qui lui est une instance judiciaire (I. de Madariaga, 1987, p. 311-312). Voir aussi : G. A. Kut'ina, 2000a, p. 328.

296. Les élections suivent les règles du décret de la convocation de la Commission législative, autre élément de continuité.

297. J. Hartley, 2001, p. 458-459.

298. A. B. Kamenskij, 1999, p. 428.

299. J. Hartley, 1998, p. 463-464.

300. I. I. Beckoj, 1764. Sourde aux conseils de Diderot, Catherine II n'a pas fondé d'université, même s'il a été prévu de le faire à Penza, Pskov et Černigov (G. I. Smagina, 2001, p. 501).

301. G. I. Smagina, 2001, p. 489. E. Donnert avance que Catherine II et Beckoj auraient cherché à briser le monopole de la noblesse et du clergé sur l'éducation, sans succès (E. Donnert, 1998, p. 219). Cette hypothèse n'est pas étayée par des sources.

302. La discipline est maintenue par l'architecture : G. Quarenghi dessine un carré, formé par quatre grands couloirs, au croisement desquels se trouvent les postes des surveillantes. Cette configuration se révélera fatale à S. Kirov, qui, poursuivi par son assassin, ne trouve aucun refuge dans ce couloir (1er décembre 1934).

303. G. I. Smagina, 2001, p. 497-499.

304. A. B. Kamenskij, 1999, p. 399-400.

305. D. Griffiths, 1973, p. 230.

306. I. de Madariaga, 1998, p. 126 (première publication en 1974). Les paysans distribués par l'impératrice ne peuvent avoir été confisqués à des seigneurs polonais lors des partages de la Pologne (thèse de Griffiths), car ils n'auraient pas changé de statut, or il s'agit bien de paysans d'État devenant serfs (D. Griffiths, 1973, p. 329).

307. D. Griffiths, 1973, p. 331. I. de Madariaga omet ce chiffre, qui pourtant équilibre ses propres comptes : 800 000 libres devenus serfs contre 900 000 serfs d'Église devenus paysans d'État.

308. On les appelle ainsi parce qu'ils sont administrés par le collège de l'Économie, ancêtre du ministère des Finances.

309. Pour M. T. Beljavskij, la sécularisation améliore la situation des paysans, en les libérant de la corvée, mais ne leur accorde pas une véritable émancipation (M. T. Beljavskij, 1965, p. 44-45).

310. I de Madariaga, 1998, p. 126-127 (tous les calculs se réfèrent à la population mâle).

311. Voir chapitre 13.

312. M. T. Beljavskij, 1965, p. 269, résolution de 1773.

313. I. de Madariaga, 1998, p. 133.

314. A. B. Kamenskij, 1999, p. 301 ; 1992, p. 407.

315. C'est ainsi qu'elle interprète les événements révolutionnaires de 1789-1793.

316. G. Laudin, 2013.

317. Bien entendu, il y a des nuances en fonction de l'interlocuteur. On peut recouper ces propos avec ceux de l'impératrice dans l'intimité, notés par son secrétaire A. V. Xrapovickij.

318. Dans une lettre à son frère A. R. Voroncov (nov. 1793), la princesse Daškova affirme que Catherine est persuadée que les publications de Radiščev et de Knjažnin sont, tout comme les activités des maçons moscovites, l'œuvre d'une seule organisation révolutionnaire secrète, établie en Russie (K. Ju. Lappo-Danilevskij, 1989, p. 50). Cette thèse s'inspire clairement des émigrés français.

319. E. Burke, 1967, p. 442.

320. E. Burke, 1810, p. 83.

321. *Ibid.*, p. 80.

322. *Ibid.*, p. 177. L'insularité est réelle : F. Furet ignore Burke dans son *Penser la révolution française*, 1978.

323. *Ibid.*, p. 237.

324. *Ibid.*, p. 233.

325. K. Vocelka, 2001, p. 367.

326. Il est donc difficile de faire des réformes de Joseph II un « échec monumental » (D. Griffiths, 1973, p. 329).

Chapitre 4. Face au défi napoléonien

327. R. Wortman, 2000, t. 2, p. 8.

328. D. A. Miljutin, 1957 ; M. V. Kločkov, 1916.

329. S. B. Okun’, 1956, p. 53.

330. A. V. Predtečenskij, 1957, p. 52.

331. N. Ja. Èjdel’man, 1992 (première édition, 1982).

332. R. E. McGrew, 1992, p. 3. Kotzebue a composé plusieurs « pièces russes », à l’instar d’autres auteurs allemands de la fin de l’époque des Lumières (G. Laudin, 2013).

333. E. Jurkevič, 2007.

334. PSZ, t. 24, nº 17910.

335. Ce « château Michel » (*Mixajlovskij zamok*), ou « château des ingénieurs » (*Inženernyj zamok*) existe encore. En 1819 s’y installe la Grande École d’ingénieurs de Pétersbourg (*Glavnoe inženernoe učilišče*), où Dostoïevski a étudié, puis une école de génie militaire et diverses administrations soviétiques. Restauré entre 1991 et 2003, il est en partie ouvert au public.

336. R. McGrew, 1970, p. 227.

337. M. V. Kločkov, 1916, p. 217-222 ; R. McGrew, 1970, p. 218-221.

338. PSZ, nº 17733 (14 janv. 1797). On y entre à 12 ans pour quatre ans d’études. Les classes passent de 27 à 50 élèves, qui seront affectés en fonction de leur classement de sortie.

339. Sur ces édits, voir chapitre 13.

340. A. N. Pypin, 1900 ; A. A. Kornilov, 2004.

341. G. Vernadsky, 1933.

342. A. N. Šebunin, 1925 ; 1925a. Sa remarquable étude du séjour de Maistre en Russie paraît à titre posthume et sous un nom d’emprunt (M. Stepanov) (A. N. Šebunin, 1937).

343. S. B. Okun’, 1956, p. 134.

344. S. V. Mironenko, 1989.

345. N. I. Cimbaev, 1996 et 2003.

346. J. Hartley, 1994 et 2008 ; *Russia and the Napoleonic Wars*, 2015.

347. M.-P. Rey, 2013 et 2015.

348. D. Lieven, 2012.

349. On cite toujours deux lettres de 1796. Le 21 février, il exprime à La Harpe son désir de « se défaire de sa charge » dès que possible (Alexandre Ier, 1978-1980, t. 1, p. 157). Le 10 mai, il écrit à V. Kočubej qu'il veut se retirer au bord du Rhin et vivre en simple particulier (N. K. Šil'der, 1904, t. 1, p. 276-278).

350. Ju. Lotman, 1994, p. 195-198, p. 351-352.

351. À Paris, Stroganov a été secrétaire de la Société des amis de la loi, fondée par son précepteur G. Romme, qui s'illustrera ensuite à la Convention et deviendra l'un des « martyrs de Prairial », en se donnant la mort le 29 prairial an III (17 juin 1795).

352. Paul a passé de longues années sur le domaine de Gatčina offert par sa mère. Il a tenté d'en faire un microcosme exemplaire, avec sa propre armée, où la discipline la plus stricte était appliquée.

353. Les titres sont évocateurs : *Des lois fondamentales de l'État ; De la progressivité de l'amélioration de la société ; De la force de l'opinion publique ; Encore quelque chose sur la liberté et l'esclavage ; Note sur l'organisation des instances judiciaires et gouvernementales en Russie.*

354. R. E. McGrew, p. 154.

355. Catherine II avait créé en 1782 une commission pour la fondation d'écoles publiques (*Komissija ob učreždenii narodnyx učilišč*).

356. F. A. Walker, 1992.

357. PSZ, t. 27, n° 20598.

358. L'Institut pédagogique fondé en 1805 devient université en 1819. Novosil'cev est curateur de la circonscription de Pétersbourg de 1804 à 1810.

359. Bibliothèque Saltykov-Ščedrin sous le régime soviétique, actuellement Bibliothèque nationale de Russie à Pétersbourg (RNB).

360. J. Hartley, 1994, p. 53-54. Le taux de scolarisation est donc de 5 % en 1801 et de 13 % en 1825. D'après une estimation de 1804, l'enseignement public russe représente au total 494 établissements et 33 484 élèves.

361. *Sbornik postanovlenij*, 1862, p. 85.

362. D'après d'autres sources, il aurait été réprimandé par le comte P. V. Zavadovskij.

363. Voir chapitre 16.

364. Voir chapitre 13.

365. J. Hartley, 1994, p. 33 ; G. de Staël, 1909 [rédigé en 1818], p. 150.

366. En russe : *Volostnaja, Okružnaja* et *Gubernskaja Duma*.

367. Voir chapitre 13.

368. Ce n'est pas l'idée originale de Speranskij, mais déjà une concession à l'autocratie.

369. Il n'en édite pas moins une revue intitulée *Le Messager de l'Europe* (1802-1830).

370. Ses idées sont partagées par Rostopčin, futur gouverneur de Moscou, par le poète Deržavin, et ressemblent fort à ce que la princesse Daškova répondait aux objections morales au servage de Diderot.

371. R. Pipes, 1959, p. 63-75.

372. D'abord assigné à résidence à Perm', dans l'Oural (1812-1814), puis dans son domaine de Velikopol'e, province de Novgorod (1814-1816), il continue de toucher son traitement. Grâce à Arakčeev, qui possède des terres dans la région de Novgorod, il devient gouverneur de Penza (1816-1819), puis gouverneur général de Sibérie (1819-1821). Il tente de réformer l'administration locale, avec un certain succès.

373. R. Pipes, 1959, p. 84.

374. Le PSZ ne donne pas de décret constitutif de cet organisme.

375. N. M. Karamzin, 1819, p. xx-xxi, li.

376. On peut trouver en ligne le document original, en français, parmi plusieurs autres textes-clés de l'histoire russe : http://unikdoc.rusarchives.ru/GRSearch/Search/Details/74833797-e050-4df9-9476-747d0a16ᵉb79.

377. Voir chapitre 13.

378. En français : *Le 14 décembre 1825*, 1980 ; J. Grandhaye, 2012. En russe, dans une bibliographie très touffue, on peut citer *Dekabristy : biografičeskij spravočnik*, 1988 ; *14 dekabrja 1825 goda*, 1997-2010, 8 vol. ; *Literaturnoe nasledstvo dekabristov*, 1975.

379. G. Luciani, 1963.

380. P. I. Pestel', 1906.

381. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 137 ; P. I. Pestel',1906, p. 10 ; J. Grandhaye, 2012.

382. P. I. Pestel', 1906, p. 6.

383. M.-P. Rey, 2009, p. 489-495.

384. Elle meurt le 4/16 mai 1826.

385. Alexandre ne peut pas désigner son successeur, puisque la loi de succession de Pierre le Grand a été abolie. Le Pacte de famille de Paul Ier prévoit que les enfants d'un mariage inégal (et non orthodoxe) seront écartés de la succession, mais cela ne disqualifie pas Constantin lui-même, dont la renonciation n'est encore ni publique, ni officielle.

386. Célèbres vers de Pouchkine, datant de 1827 : « Dans vos mines sibériennes/Demeurez fiers et patients/Vous n'avez point perdu vos peines/Vains n'étaient pas vos fiers élans » (A. S. Puškin, 1981, t. 1, p. 97).

387. A. Herzen, 1974, t. 1, p. 87.

388. P. Čaadaev, 1970, p. 56.

Chapitre 5. Une modernisation conservatrice (1825-1855) ?

389. Pour l'ère Brejnev, on traduit ce mot par « stagnation ».

390. Avec sa désinvolture habituelle, A. Dumas modifie deux bas-reliefs : « L'un représente la révolte du 14 décembre, l'autre la révolte de la Pologne, l'autre la révolte du choléra, l'autre la révolte de la Hongrie. Quatre révoltes […], c'est tout le règne de l'empereur Nicolas » (A. Dumas, 2006, p. 263).

391. D. N. Bludov est ministre de l'Intérieur (1832-1838), puis succède à Speranskij à la deuxième section de la Chancellerie impériale (1839-1861). Il édite le dernier tome, posthume, de l'*Histoire de l'État russe* de Karamzin.

392. *Donesenie sledstvennoj kommissi*, 1826, p. 79 (le texte est aussi imprimé en version française).

393. PSZ, 2e série, no 464. Le rapport de la commission d'enquête figure en annexe.

394. A. Herzen, 1974-1981, t. 1, p. 88. Il fait allusion au Code compilé sous la direction de Speranskij en 1833.

395. Depuis 1815, des escadrons de gendarmerie de l'armée, sont chargés, comme en France, de surveiller la tenue des troupes, d'éviter maraudages et désertions. Le corps de gendarmerie dépend pour partie du ministère de la Guerre et pour partie de la troisième section de la Chancellerie.

396. M. Lemke, 1908 ; I. P. Foote, 1992.

397. En France, les agents les plus connus sont le prince E. Meščerskij et Ja. Tolstoj (A. Mazon, 1964 ; M. Cadot, 1967 ; P. Čerkasov, 2008).

398. [Catherine II], *Antidote*.

399. « La Russie en 1839 par le marquis de Custine, 4 vol., Paris, 1843 (extrait du *Quarterly Review* no 146) », *Bibliothèque universelle de Genève*, NS, juillet-août 1844, t. 52, p. 104-120 et p. 255-298. La citation est aux pages 105-106.

400. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 286.

401. A. P. Desjatovskij, 1882 ; E. Ju. Ivanova, 2011 ; I. I. Voronov, 2013.

402. Voir chapitre 9.

403. L'orthographe d'origine de son nom serait Bethencourt (*La Russie à l'Académie des Sciences*, 43). L'institut s'appelle de nos jours « Université d'État Alexandre Ier des voies de communication de Pétersbourg ».

404. L'écartement standard est de 4,8 pieds (1,435 m).

405. *Krasnoe kryl'co*, que l'on traduit encore par « Perron rouge », ou « Beau Perron ».

406. Lettre au comte P. A. Tolstoj, du 28 juillet 1831, *in* N. K. Šil'der, 1905, t. 2, *priloženie* xxiv, p. 614-615.

407. R. Wortman, 1995, t. 1, p. 301.

408. Les deux premières strophes ont paru en 1815 dans la revue *Le Fils de la patrie* (*Syn otečestva*) sous le titre *Molitva russkogo naroda*. Fin 1816, Alexandre Ier prescrit de faire du poème complet, appelé alors *La Prière des Russes* (*Molitva russkix*), l'hymne national, que l'on joue déjà sur l'air du *God Save the King*.

409. V. Protopopov, 1961, p. 163-241 ; A. A. Orlova, 1970, p. 101-103 ; R. Wortman, 1995, t. 1, p. 391-395.

410. Le document le plus ancien attestant la véracité de l'épisode est une charte du 30 novembre 1619 par laquelle le tsar Mixail octroie au beau-frère de Susanin, Bogdan Sabinin, un demi-hameau en toute franchise.

411. Vénitien d'origine, il fait carrière à Pétersbourg où son nom est russisé en Katerino Al'bertovič Kavos.

412. À l'époque soviétique, l'opéra sera représenté sous le titre *Ivan Susanin*. Le premier monument sera abattu, puis remplacé en 1967 par une statue monumentale de Susanin seul.

413. *Žurnal Ministerstva Narodnago Prosveščenija*, 1833, vol. I, part. II, p. 6 *sq*.

414. A. Koyré, 1929, p. 198.

415. *Idem*.

416. PSZ, nº 25.296 (25 décembre 1812) ; R. Wortman, 1995, t. 1, p. 221.

417. La basilique est inaugurée en 1883. Dynamitée le 5 décembre 1931, elle est reconstruite entre 1994 et 2000.

418. F. Glinka édite le récit de ses campagnes dès 1815-1816. Compromis avec les décembristes, il subit la disgrâce et l'exil. En 1839, il publie *Očerk Borodinskogo sraženija*. La deuxième édition de ses *Pis'ma russkogo oficera*, souvent réimprimée, paraît en 1870. D. Davydov travaille au *Dnevnik partizanskix dejstvij 1812 goda* de 1814 à 1838 ; les premiers extraits sortent en 1820-1822, puis en 1825. Les carnets de Durova sont publiés par Pouchkine dans *Sovremennik*, 1836, nº 2. Custine éreinte la reconstitution de la bataille de Borodino dans sa lettre 35 (A. de Custine, 2005, p. 735-739).

419. « Ce qu'il y a d'allemand dans l'esprit du gouvernement russe est antipathique au caractère des Slaves […]. La famille impériale a beau faire, elle sera toujours trop tudesque pour conduire tranquillement les Russes et pour se sentir d'aplomb chez eux […] » (A de Custine, 2005, lettre 29, p. 584).

420. Iscander [A. Herzen], 1852, p. 7.

421. M. P. Pogodin, « Za russkuju starinu », *Moskvitjanin*, 1845, č. II, nº 3, otd. vii.

422. PSZ, nº 22087.

423. P. Gonneau, 2014, p. 360-365 ; A. Soloviev, 1959 ; M. Cherniavsky, 1961, p. 101-127.

424. S. M. Solov'ev, 1988-1996, p. 571-572, t. 18.

425. Ou encore, la « révolte russe, insensée, sans merci » (A. S. Puškin, 1947-1948, t. 1, p. 304-305).

426. A. S. Puškin, 1981, t. 1, p. 201. Deux vers du même poème anticipent le discours soviétique d'après 1945 : « Parce que notre sang, Europe, a racheté/Ta paix et ton honneur avec ta liberté ».

427. M. V. Novikov, T. B. Perfilova, 2012, p. 11-20.

428. *Moskovskij universitet v vospominanijax sovremennikov*, 1989, p. 91-94.

429. Jugé plus dévastateur que ses ancêtres de la Horde d'Or par S. M. Solov'ev (S. M. Solov'ev, 1988-1996, t. 18, p. 625).

430. L. S. Berg, 1946.

431. C. De Grève, 1990, p. 1223.

432. J. Michelet. 1968, p. 29-30.

433. H. de Balzac, « Lettre de Kiew », *in* C. De Grève, 1990, p. 883.

Chapitre 6. Les grandes réformes et les contre-réformes (1855-1894)

434. A. Leroy-Beaulieu, 1988, t. 1, p. x.

435. J. L. H. Keep, 1985, p. 353.

436. *Ibid.*, p. 352.

437. *Obščee položenie o kret'janax, vysedšix iz krepostnoj zavisimosti* ; *Mestnye položenija* ; *Dopolnitel'nye pravila*.

438. *Kolokol*, n° 95, 1er avril 1861.

439. Statut général, art. 17, in *Le Statut des paysans*, 1963, p. 195.

440. Voir chapitre 13.

441. *Krest'janskoe dviženie v 1861 godu*, 1949, p. 67-68.

442. J. L. H. Keep, 1985, p. 354-356, p. 365.

443. PSZ, 2e série, t. 49, n° 52983 ; J. L. H. Keep, 1985, p. 357, p. 376-380.

444. La décision du Conseil d'État, datée du 16/28 mai 1878, prévoit d'ouvrir quatre facultés et soulève l'enthousiasme des marchands sibériens, qui offrent des sommes substantielles. Pourtant, la première pierre est posée seulement le 26 août 1880 et l'université n'ouvre qu'en 1888, avec une seule faculté de médecine.

445. I. P. Foote, 1992.

446. *Vilenskij učebnyj okrug*, 2008.

447. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 507.

448. Devenu « le Kirov » sous le régime soviétique.

449. J. W. Daly, 1998, p. 26.

450. H. Heilbronner, 1961, p. 384-397. Le rapport de Loris-Melikov à Alexandre II est publié à Berlin sous le titre *Konstitucija grafa Loris-Melikova i ego častnye pis'ma* en 1904, au moment où les exigences de Constitution se font pressantes.

451. Kletočnikov est recruté comme informateur par la 3e section en janvier 1879, puis transféré dans un bureau où il a accès à des documents confidentiels. Apprécié, et même décoré, il est versé dans la police en décembre 1880. Sa condamnation à mort en février 1882 est commuée en bagne grâce à une campagne internationale à laquelle Hugo participe. Il meurt en prison, après une grève de la faim, le 13 juillet 1883.

452. J. W. Daly, 1998, p. 30-31.

453. K. P. Pobedonoscev, 1925-1926, t. 1, p. 315-317.

454. V. Figner dirige les derniers éléments en liberté. Elle est capturée au printemps 1883.

455. L. T. Senčakova, 1967 ; S. Lukashevich, 1959.

456. *Konstantin Pobedonoscev i ego korrespondenty*, 2003, p. 40.

457. Sur la réalité de cette institution, dont les slavophiles ont exagéré l'importance, voir P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 318-322.

458. D. Lieven, 1990, p. 207-230.

459. R. Wortman, t. 2, 2000, p. 235-236 ; p. 332-333.

460. PSZ, 3e série, t. 1, no 350.

461. P. A. Zajončkovskij, 1964, p. 305-313 ; I. M. Aronson, 1990, p. 50-54, p. 164-173 ; J. W. Daly, 1998, p. 36-38.

462. J. W. Daly, 1998, p. 33-34 ; D. Lieven, 1990, p. 214-215.

463. J. W. Daly, 1998, p. 35-36.

464. E. Kimerling-Wirtschafter, 2015, p. 42.

465. PSZ, 3e série, t. 5, nº 2882.

466. Voir chapitre 14.

467. La circulaire recommande de ne pas inscrire les « enfants de cochers, de blanchisseuses et de petits boutiquiers ».

468. D. Geyer, 1987, p. 130-133, p. 153-157. Voir aussi chapitre 10.

469. K. S. Transchel, 2006.

470. T. H. von Laue, 1969, p. 121-122 ; S. G. Marks, 1994, p. 125, p. 136-138 ; Wortman, 2000, t. 2, p. 269-270.

Chapitre 7. Guerres et révolutions (1894-1917)

471. En russe : *bessmyslennye mečtanija*. Le bruit court peu après la publication de l'allocution que la formule originale était « des rêves infondés » (*bespočvennye mečtanija*) (S. S. Ol'denburg, t. 1, 1939, p. 49). La nuance ne change pas fondamentalement le contenu du message.

472. Déclaration publiée le lendemain dans *Pravitel'stvennyj vestnik*, 1895, 18/30 avril, nº 14, p. 1.

473. R. S. Wortmann, 1995-2000, t. 2, p. 9-13, 314-316, 341-343.

474. Élisabeth Alexandra Louise de Hesse-Darmstadt s'est mariée au grand-duc Serge en juin 1884, devenant Elizaveta Fedorovna. Dans une lettre au grand-duc, Pobedonoscev se félicite de la déclaration très conservatrice de Nicolas II le 2/14 février 1895 (K. P. Pobedonoscev, 1925-1926, t. 1, p. 335-336).

475. Les parents de Nicolas et une partie de l'entourage impérial auraient préféré que l'héritier épouse Hélène, fille de Philippe d'Orléans, comte de Paris. Alix et Nicolas peuvent compter sur le soutien du grand-duc Serge et de son épouse

(sœur d'Alix), mais aussi du kaiser Guillaume II, qui est leur cousin.

476. Olga naît le 3/15 novembre 1895, Tatiana, le 29 mai/10 juin 1897, Maria, le 14/26 juin 1899 et Anastasia le 5/18 juin 1901.

477. Également auteur des célèbres galeries en verrière du magasin *Gum* de Moscou.

478. Les quatorze questions sont : 1) Nom ; 2) Situation familiale ; 3) Situation par rapport au chef de famille ; 4) Sexe ; 5) Âge ; 6) État ou condition ; 7) Confession ; 8) Lieu de naissance ; 9) Lieu de recensement ; 10) Lieu de résidence ; 11) Langue natale ; 12) Alphabétisation ; 13) Occupation ; 14) Déficiences physiques. Les résultats sont publiés, de 1899 à 1905, en volumes séparés par grandes unités administratives (89 tomes, 119 volumes).

479. B. N. Mironov, 2015, t. 3, p. 491-496.

480. A. Geifman, 1999, p. 118-119.

481. S. S. Ol'denburg, 1939, t. 1, p. 84-85.

482. A. Anfimov, 1994, p. 58-76.

483. Voir chapitre 15.

484. J. Schneiderman, 1976.

485. Il s'agit du fils du gouverneur général de Pétersbourg sur lequel V. Zasulič avait tiré en janvier 1878.

486. Voir chapitre 17.

487. Publié dans *Materialy po finljandskomu voprosu*, 1901, p. 5-7. Sur la réception du texte : S. S. Ol'denburg, 1939, p. 140-142.

488. S. M. Dubnow, 1920, t. 3, p. 479 ; H. Rogger, 1986 ; I. M. Aronson, 1990.

489. Cette phrase circule en 1905, est reproduite dans une brochure anonyme (A. Morskoj, 1911, t. 3, 19), rendue publique par les mémoires de Witte qui ne portait pas Plehve dans son cœur (S. Ju. Witte, 1922-1923, t. 1, p. 423).

490. Voir chapitre 17.

491. *Liberal'noe dviženie*, 2001, p. 137-141.

492. Witte est alors président du Comité des ministres, poste purement protocolaire. Au téléphone, le ministre de l'Intérieur, Svjatopolk-Mirskij, l'assure être au courant des risques, mais avoir la situation en main. Witte a été accusé de se « laver les mains » de l'affaire.

493. « Pravitel'stvennoe soobščenie o sobytijax 9 janvarja 1905 goda », *Vedomosti Sankt-Peterburgskogo gradonačal'stva*, 10 janv. 1905 (supplément), n° 7, p. 1 ; « Spisok lic, ubityx i umeršix ot ran v raznyx bol'nicax g. S.-Peterburga, polučennyx 9 janvarja 1905 goda », *Ibid.*, 22 janv. 1905, n° 18.

494. A. Ascher, 1988, p. 96.

495. V. I. Lenin, « Revoljucionnye dni », *Vpered*, 31/18 janv. 1905, n° 4 ; A. N. Zašixin, 2008, p. 5-9.

496. Article signé Max Volochine, paru dans *L'Européen : courrier international hebdomadaire*, 11 fév. 1905, n° 167, p. 14-16.

497. Parfois présenté comme le premier soviet en Russie, mais le titre revient au soviet d'Alapaevsk (gouvernorat d'Ekaterinburg), nœud ferroviaire dans la région de l'Oural, apparu le 8 mars.

498. *Gosudarstvennaja Duma*. Le terme « douma » est entré dans le lexique français. Sa traduction courante serait « conseil », mais elle entraîne une confusion avec soviet. En outre, il existe déjà en Russie un Conseil d'État (*Gosudarstvennyj sovet*).

499. *S"ezdy i konferencii konstitucionno-demokratičeskoj partii*, 1997, t. 1, p. 28.

500. Nicolas II, 1928, p. 84-85 (lettre du 27 octobre 1905 à sa mère).

501. D. Lieven, 1990, p. 215-216. « Dournowo – aux affaires intérieures – agit admirablement ; j'en suis très content aussi.

Le reste des ministres se compose de gens sans importance […] » [Nicolas II, 1928, p. 140 (12 janvier 1906)].

502. Les généraux blancs ne pourront consentir à l'indépendance de la Finlande, ou de toute autre région, alors qu'une alliance tactique avec les nationalistes finlandais, baltes, biélorusses ou ukrainiens, aurait pu les aider à vaincre les bolcheviks.

503. Voir annexe 2 sur la composition des quatre Doumas.

504. *Xutor* est traduit par « ferme » ou « métairie », qui sont des équivalents approximatifs.

505. Cette idée déplaît fort à l'impératrice douairière. Nicolas II, 1928, p. 142-143 (lettre du 16 janvier 1906).

506. Il y a désormais deux curies urbaines, celle qui paie un cens élevé (*pervaja gorodskaja kurija*) et celle qui paie un cens plus modeste (*vtoraja gorodskaja kurija*).

507. Surnom ironique renvoyant à l'assemblée élue à l'époque des premiers Romanov où siégeaient au conseil du tsar uniquement des boyards (P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 317-318).

508. Une desiatine (*desjatina*) vaut 1,09 hectare (2 400 sagènes carrées). *Le Statut*, 1963, p. 32.

509. Son titre exact est surintendant de l'aménagement foncier et de l'agriculture (*Glavupravljauščij zemleustrojstvom i zemledeliem*), fonction qu'il exerce de 1908 à 1915.

510. Soljenitsyne raconte que les wagons seront récupérés par le pouvoir soviétique et pourvus de verrous pour déporter des koulaks (A. Soljenitsyne, *L'Archipel du goulag*, t. 1, 2e partie, p. 347).

511. Les peintres I. Repin et A. Benois s'en moquent. V. Brjusov écrit un poème ironique, « Les trois idoles », et V. Xlebnikov parodie le *Cavalier de bronze* de Pouchkine avec « Le monument » (R. Wortman, 2000, t. 2, p. 426-428).

512. J. Toeplitz, 1972, t. 1, p. 96 ; G. Sadoul, 1958.

513. A. Sumpf, 2016.

514. Voir tableau 5.

515. G. E. Rasputin, 1907. Le terme *Žitie* est employé pour les Vies de saints.

516. R. Wortman, 2000, t. 2, p. 429.

517. *Ibid.*, p. 430.

518. Seuls les présidents des deux chambres sont conviés à Borodino pour le *Te Deum* du 30 août.

519. R. Wortman, 2000, t. 2, p. 434-435.

520. La reine Victoria, parente du tsar et du kaiser, avait ouvert la voie avec ses *jubilees* de 1887 et 1897.

521. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 316-318.

522. Parmi les textes qui ont aidé à former cette interprétation figurent le *Cours d'histoire russe* de V. O. Ključevskij et l'article de P. B Struve, « Intelligencija i revoljucija », *Vexi*, 1909, p. 156-157.

523. R. Wortman, t. 2, 2000, p. 439-444.

524. A. Tager, 1996, p. 17, p. 46-47, p. 88, p. 144, p. 155-162 ; H. Rogger, 1996, p. 615-629 ; H.-D. Löwe, 1978, p. 137-139.

525. C'est ce que raconte le *Récit des temps passés* (P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 86).

526. Il est publié en URSS dans *Krasnaja Nov'*, 1922, nº 6.

527. G. E. Rasputin, 1915 ; B. I. Kolonickij, 2010.

528. Irina est la fille de la sœur cadette du tsar, Xénia, et de son cousin, le grand-duc Aleksandr Mixajlovič. Voir tableau 5. Le mariage date de février 1914.

529. Voir chapitre 15.

Chapitre 8. De Narva à Ismail

530. N. G. Ustrjalov, 1863, p. 25-26.

531. M. Polievktov, 1907.

532. *Ibid.*, p. 8, p. 39-40. Marx soupçonne que Pierre veut, plus prosaïquement, se mêler des affaires des Habsbourg.

533. *Ibid.* 1907, p. 27, p. 44.

534. Cela cadre parfaitement avec le discours géopolitique soviétique du début de la guerre froide, d'après lequel le statut de superpuissance repose sur la marine.

535. E. V. Tarle, 1994, p. 107 (1re édition en 1949).

536. Pour une synthèse sur les forces armées de Pierre le Grand, voir P. Krokosz, 2010.

537. S. A. Fejgina, 1959 ; T. K. Krylova, 1940, 1941, 1942, 1946 et 1947.

538. V. E. Vozgrin, 1986, p. 279.

539. P. Eriksson, 2009, p. 10-12.

540. P. Englund, 1999 (en suédois : 1988).

541. M. Laidre, 2010 ; S. Plokhy, 2012 ; X. Palli, 1966.

542. P. Krokosz, 2010, p. 34, p. 42.

543. R. I. Frost, 2010, p. 231-242.

544. Aujourd'hui Traventhal, dans le Schleswig-Holstein (Allemagne).

545. R. I. Frost, 2010, p. 230.

546. Narva donne à Charles XII « une aura de grand chef de guerre » (C. Gantet, 2003, p. 194).

547. R. I. Frost, 2010, p. 281.

548. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 340 *sq*.

549. T. G. Jakovleva, 2007, p. 153 et *passim.*

550. R. I. Frost, 2010, p. 287.

551. T. G. Jakovleva, 2011.

552. R. I. Frost, 2010, p. 289.

553. V. E. Vozgrin. 1986, p. 225-226.

554. P. Englund, 1999 ; V. A. Artamonov, N. I. Pavlenko, 1989. Pour une perspective croisée sur la bataille, voir : T. Toštendal'-Salyčeva, L. Junson, 2009. Voir aussi : T. P. Kolegaeva, T. N. Ščerbak, L. V. Bojkova, 2009.

555. Saint-Simon, 1915, p. 219.

556. M. G. Rabinovič, 1956.

557. D. M. Šarypkin, 1976, p. 82-87.

558. V. E. Vozgrin, 1986, p. 248-256.

559. R. Kliewer, G. Hausmann, 2010, p. 96.

560. R. I Frost, 2010.

561. S. Oreškova, 1971 ; A. N. Kurat, 1962.

562. Ja. Vodarskij, 2004.

563. S. Oreškova, 1971, p. 75-78.

564. V. Aksan, 2007, p. 90-91.

565. Kantemir est nommé en novembre 1710, quand la guerre est déclarée (S. Oreškova, 1971, p. 106).

566. J. LeDonne, 2004, p. 40.

567. *Ibid.*, p. 31.

568. V. Aksan, 2007, p. 96-97.

569. D. O. Serov, 2008, p. 94-97.

570. V. Aksan, 2007, p. 95.

571. S. Oreškova, 1971, p. 163-164.

572. Gangut est l'« équivalent naval de Poltava » (J. LeDonne, 2004, p. 39).

573. *Istorija*, 1998, p. 41.

574. S. Nelipovič, 2010, p. 9.

575. La position russe n'est pas désespérée, car l'Autriche et la France recherchent son alliance. En 1762, Pierre III se retrouvera plus isolé (H. Bagger, 1998, p. 373).

576. V. P. Lyscov, 1951.

577. I. V. Kurukin, 2010, p. 40.

578. Pierre visite l'académie le 19 juin 1717. Il est élu membre le 21 décembre. Sa lettre d'acceptation et l'envoi de la carte

datent du 11 février 1721 (G.-G. Moullec, T. Zazerskaia, 2017, p. 12-15).

579. I. V. Kurukin, 2010, p. 99 ; O. P. Markova, 1966, p. 30-32.

580. I. V. Kurukin, 2010, p. 69, p. 129.

581. I. V. Kurukin, 2010, p. 58. Au contraire, sous Catherine II, des efforts seront entrepris pour convertir les musulmans (C. Lemercier-Quelquejay, 1967).

582. I. V. Kurukin, 2010, p. 63.

583. A. I. Ostermann, 1828 ; M. Schulze-Wessel, 1999, p. 15-16.

584. S. Nelipovič, 2010, p. 79.

585. S. Nelipovič, 2010, p. 90.

586. Z. Zelińska, 2001, p. 75.

587. A. Baïov, 1906, p. 108-136.

588. A. Baïov, 1906, p. 227, p. 254.

589. I. Aščerić-Todd, 2007, p. 520-521 ; V. Aksan, 2004, p. 107. Les pertes russes avoisinent les 4 000 morts.

590. B. B. Kafengauz, 1962, p. 164.

591. J. LeDonne, 2004, p. 7.

592. R. Mixneva, 1985, p. 45.

593. V. O. Ključevskij, 1989-4, p. 277. V. Aksan, sous-estimant un peu les succès russes, estime que le traité de Belgrade est la suite logique des victoires ottomanes (V. Aksan, 2007, p. 116-117).

594. R. Mixneva, 1985, p. 36-38.

595. C. Duffy, 1981, p. 168.

596. A. V. Suvorov, 1990, p. 35-39 (autobiographie datant de 1790).

597. V. Aksan, 2007, p. 34.

598. E. V. Tarle, 1945.

599. E. I. Družinina, 1955.

600. Le favori incarne la nécessaire figure masculine au sommet du pouvoir. La politique est un compromis entre les Lumières de Catherine et le pragmatisme de Potemkin. Après son mariage secret avec l'impératrice, qui semble attesté dans les sources, Potemkin souffre de rester au second plan (O. Eliseeva, 2000, p. 6-8).

601. R. E. Jones, 1993, p. 162-164.

602. M. I. Voroncov, « O Maloj Tatarii » (6 juillet 1762), cité dans E. I. Družinina, 1955, p. 65-66.

603. E. I. Družinina, 1955, p. 65-66.

604. H. Ragsdale, 2001, p. 5-8. M. M. Ščerbatov y est très opposé, mais n'est pas écouté, tandis que pleuvent odes et éloges, glorifiant la politique de l'impératrice.

605. V. Aksan, 2007.

606. C. Duffy, 1981, p. 168.

607. C. Duffy, 1981, p. 170-172.

608. V. Makrides, 2001, p. 86-87.

609. E. I. Družinina, 1955, p. 118.

610. V. Aksan, 1993, p. 236.

611. O. P. Markova, 1958. Pendant la guerre froide, l'urss n'a pas de relations avec le gouvernement grec. L'article de Markova est réédité en 1986 dans un recueil dénonçant les falsifications (comme le *Testament de Pierre le Grand*) et affirmant que la Russie d'Ancien Régime n'avait pas de visées impérialistes.

612. O. P. Markova, 1986, p. 13.

613. O. P. Markova, 1986, p. 35-38. Contrairement à ce qu'elle affirme, le projet grec date de 1779. À la naissance du grand-duc Constantin, on grave une médaille sur laquelle Sainte-Sophie (alors une mosquée) est représentée surmontée de croix chrétiennes.

614. E. Hösch, 1964.

615. I. de Madariaga, 1987, p. 416.

616. H. Ragsdale, 1988.

617. O. Eliseeva, 1997 ; P. V. Stegnij, 2002.

618. A. Zorin, 2001, p. 33-34.

619. *Ibid.*, p. 35-39. Il affirme que le projet grec et le projet criméen n'en font qu'un et qu'ils sont portés par Potemkin et Bezborodko (p. 112).

620. V. Makrides, 2001.

621. *Joseph II und Katharina*, 1869, nº lxv, p. 143-157 (10 sept. 1782).

622. *Ibid*, nº lxxiv, p. 169-175 (13 nov. 1782).

623. A. Fisher, 1978, p. 78.

624. I. V. Kurukin, 2010, p. 362.

625. O. Eliseeva, 1997, p. 65.

626. M. Meyer, 2004-1, p. 265.

627. G. A. Gukovskij, 1933, p. 113-114.

628. V. Aksan, 1993, p. 237.

629. A. V. Suvorov, 1987, p. 174 (lettre à Potemkin).

630. V. Aksan, 1999, p. 127.

631. O. Eliseeva, 1997, p. 47.

632. La correspondance entre Catherine II et Potemkin (1787 à 1791) est le meilleur éclairage du bilan de cette guerre (O. Eliseeva, 1997).

633. A. M. Stanislavskaja, 1948. Écrit pendant la guerre froide, l'article rapproche la Russie de Catherine II, confrontée à une coalition hostile au cœur de laquelle se trouve la Grande-Bretagne, de l'urss face à l'otan.

634. J.-J. Rousseau, « État de la question », *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (1771-1772).

635. B. V. Nosov, 2004 ; P. V. Stegnij, 2002a.

636. Z. Zelińska, 2001, p. 75.

637. O. Eliseeva, 1997, p. 54.

638. Z. Zielińska, 1999.

639. M. Müller, 1984, p. 39.

640. L. Kądziela, 1999, p. 162.

641. M. Müller, 1984, p. 42.

642. La Constitution n'est qu'un prétexte : Catherine songe à une confédération prorusse dès 1790. Les rescrits de 1791 montrent qu'elle est prête soit à rendre ses libertés à la noblesse polonaise, soit à un deuxième partage (L. Kądziela, 1999, p. 63-164).

643. L. Bély, 1992, p. 663. La convention russo-prussienne est publiée dans P. V. Stegnij, 2002, p. 429-439.

644. Certains font de Kościuszko un révolutionnaire à la française, d'autres n'y croient pas. Pour M. Müller, la France encourage la révolte à distance, poursuivant une stratégie antérieure à 1789 (M. Müller, 1999, p. 195).

645. P. V. Stegnij, 2002, p. 20.

Chapitre 9. Coalitions et alliances

646. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 240, p. 261-263.

647. Il se situe à 80 kilomètres au nord de San Francisco.

648. Voir chapitre 3.

649. R. E. McGrew, p. 130.

650. V. I. Surikov peint *Le Passage des Alpes par Suvorov* en 1899, pour le centenaire de l'événement.

651. R. A. Pierce, 1984 ; A. V. Grinev, 2012 ; A. I. Istomin, J. Gibson, V. A. Tiškov, 2005.

652. Traité séparé de Bâle, entre la France et la Prusse, le 5 avril 1795.

653. D. Lieven, 2009, p. 83-90.

654. A. Ratchinski, 2002 ; T. Lentz, 2014, p. 257-266.

655. Il s'agit essentiellement de la Poznanie et de la Mazovie, Dantzig (Gdańsk) devenant ville libre.

656. E. de Las Cases, 1948, t. 1, p. 797, p. 490, p. 415.

657. D'après les divisions de l'époque : les possessions géorgiennes de la Perse, le Daghestan, l'Abkhazie, la Mingrélie, la Gourie, Derbent, les khanats de Bakou, de

Chirvan, du Karabagh, de Ganja, de Chaki, le khanat de Talych et la plaine du Mughan.

658. S. Mazagalli, 1999, p. 169.

659. Napoléon, à Sainte-Hélène, attribue ce refus à l'impératrice mère qui « était des plus passionnées » contre lui (E. de Las Cases, 1948, t. 1, p. 798).

660. Le couple, marié en 1809, vivait en Russie. Georges d'Oldenbourg était le fils cadet du duc.

661. E. de Las Cases, 1948, t. 1, p. 510, p. 902.

662. T. Lentz, 2014, p. 259.

663. S. Iskyul, 2012, p. 961-980.

664. Les miliciens sont des serfs que leur propriétaire envoie combattre avec l'assurance, plusieurs fois réitérée par Alexandre Ier, qu'ils lui reviendront à la fin de la guerre. Les pertes sont fort élevées : environ les deux tiers de la milice du gouvernement de Tver périssent (D. Lieven, 2012, p. 217-128).

665. A. Čudinov, 2014, p. 237-247 ; 2012, p. 1061-1069.

666. Anathème du 13/25 déc. 1806. PSZ, t. 29, n° 22394 ; L. Melnikova, 2014, p. 187-194.

667. Napoléon affirme que seulement 50 000 hommes « de la France actuelle » (après le traité de Vienne) ont péri en Russie. Selon lui, les pertes russes sont six fois supérieures (E. de Las Cases, 1948, t. 2, p. 399-401).

668. *Vingtième Bulletin de la Grande Armée*, Moscou, 17 sept. 1812, p. 233-237 ; A. Herzen, 1974, t. 1, p. 39-46.

669. V. Rostopchine, 1823.

670. « Moscou ne voulut pas se rendre/Et loin de se laisser toucher/Elle prépara son bûcher ». A. S. Puškin, 1981, t. 2, 239 (*Eugène Onéguine*, chap. 7, 37) ; L. Tolstoï, 1947, p. 1172-1173 (*Guerre et paix*, livre III, 3e partie, chap. 26).

671. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 551.

672. V. Zemtsvov, 2012, p. 1071-1090. La croix a été retrouvée au Kremlin même en mars 1813. Mais Ségur lance une véritable course au trésor en racontant qu'elle a été jetée dans un lac lors de la retraite (Ph.-P. de Ségur, 1825, p. 131).

673. N. K. Šil'der, 1905, t. 3, p. 509-510. L. Tolstoï, 1947, p. 1227.

674. D. Lieven, 2012, p. 231.

675. E. de Las Cases, 1948, t. 1, p. 902 ; t. 2, p. 400.

676. D. Lieven, 2012, p. 316-339.

677. *Ibid.*, p. 323.

678. *Correspondence of Viscount Castlereagh*, 1853, vol. 9, p. 212-214 (lettre à Lord Liverpool du 30 janvier 1814).

679. D. Lieven, 2012, p. 438.

680. M.-P. Rey, 2015.

681. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 86.

682. P. Ja. Čaadaev, 1970, p. 56.

683. Alexandre Ier fait son entrée à Vienne en compagnie de Frédéric-Guillaume, le 25 septembre 1814 ; ils en repartent ensemble, le 25 mai 1815. Frédéric-Guillaume est alors surnommé « le valet de chambre du tsar ».

684. G. Pallain, 1881, p. 76.

685. J. Breuillard, 1980.

686. François de Habsbourg prend en 1804 le titre d'empereur d'Autriche et renonce à celui d'empereur romain germanique le 6 août 1806.

687. T. Lentz, 2013.

688. Barbara Julianne von Krüdener (1764-1824), connue depuis 1804 pour ses écrits, conquiert d'abord la reine Louise de Prusse. Alexandre Ier la rencontre à Heilbronn en juin 1815 ; elle le persuade d'assumer le rôle d'« élu de Dieu » et d'instaurer une ère de paix et de fraternité chrétienne en Europe.

689. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 73.

690. A. Dumas, 2006, p. 264.

691. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 194.

692. I. F. Paskevič (1782-1856) a participé à la prise de Paris, du 17 au 27 mars 1814.

693. Soupçonné de complicité avec les décembristes, il est convoqué et interrogé à Pétersbourg en 1826.

694. Nom que porte de 1804 à 1918 la cité historique de Ganja. Rebaptisée Kirovabad à l'époque soviétique (1935-1990), elle redevient Ganja à l'indépendance de l'Azerbaïdjan, en 1991.

695. Connue aussi sous son nom turc d'Akkerman, italien de Montecastro, la ville s'appelle aujourd'hui Bilhorod Dnistrovs'kyj (Ukraine).

696. Forme russifiée de H. K. von Diebitsch.

697. Aujourd'hui Edirne (Turquie).

698. En 1846-1847, on passe à quatre gouvernements : Tiflis, Erevan, Derbent et Šemaxa (transféré à Bakou en 1859).

699. Sur le site de l'ancienne forteresse turque de Sujuk-Qale ou Soğucak.

700. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 198.

701. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 299-300.

702. A. S. Puškin, 1981, t. 1, p. 203.

703. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 507. L'unionisme tsariste, rattachant les gréco-catholiques à l'Église orthodoxe russe, sera poursuivi par Staline en 1946, avec l'Union de L'vov.

704. A. de Custine, 2005, p. 793.

705. D. Beauvois, 1985.

706. Actuelle Olomuc, République tchèque.

707. B. Souvarine, 1921, p. 941-943.

708. Les érudits de l'époque comparent volontiers les manœuvres russes à celles que le *Récit des temps passés*

rapporte à propos des princes de la Rus'. Ainsi, l'offensive de Dibič, en 1829, est-elle vue comme un écho du raid de Svjatoslav sur Constantinople (en 971), et le secours apporté contre Mehmet Ali, comme une répétition de l'aide envoyée par Vladimir aux empereurs Basile II et Constantin VIII (en 987) (P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 119, p. 129).

709. Aujourd'hui Mnichovo Hradiště, République tchèque.

710. M. I. Bogdanovič, 1876 ; A. M. Zajončkovskij, 2002.

711. O. Figes, 2010.

712. I. Aksakov, 2004, p. 357-359.

713. S. M. Solov´ev, 1988-1996, t. 18, p. 642.

Chapitre 10. De l'alliance des trois empereurs à l'alliance franco-russe (1856-1914)

714. A. M. Gorčakov sera aussi le dernier chancelier de l'Empire, la plus haute dignité civile de la *Table des rangs*. Sur sa famille, voir annexes, tableau 6.

715. *Sbornik izdannyj v pamjat' dvacatipjatiletija upravlenija ministerstvom inostrannykh del gosudarstvennago kanclera svetl. knjazja Aleksandra Mihailoviča Gorčakova 1856-1881.*

716. Voir chapitre 6.

717. À l'allemande, Friedrich Wilhelm Rembert von Berg.

718. *Pałac Zamoyskich*, appelé aussi *Nowy Świat*, construit en 1744-1745. Le poète C. Norwid compose à cette occasion le poème « Fortepian Szopena » qui stigmatise la barbarie russe.

719. D. Beauvois, 1993.

720. J. P. Himka, 1999, p. 32-35, p. 58-60.

721. *Rossija i Evropa*, 1992, p. 86-88. Voir chapitre 17.

722. R. Millman, 1980, p. 218-228, réduit le total à environ trois cents, estimation largement inférieure à celle de la commission Schuyler.

723. R. W. Seton-Watson, 1972, p. 108.

724. VIIIe partie, chap. 2 à 5.

725. B. Akunin (B. Akounine) est le pseudonyme de G. Š. Čxartišvili, né en 1956.

726. Appelée aussi en français Dobrogée, région du delta du Danube majoritairement bulgarophone.

727. La Russie doit toutefois restituer Bayazet (actuelle Doğubeyazıt, Turquie), ville à majorité kurde, proche de la frontière iranienne.

728. La Roumélie est la « terre des Romains » (c'est-à-dire des Byzantins), territoires de l'Europe incorporés dans l'Empire ottoman, à l'exception de la Bosnie, de l'Herzégovine, de l'Albanie, de la Hongrie, de la Morée et des îles grecques.

729. L'impératrice Maria Aleksandrovna, épouse d'Alexandre II, est la tante d'Alexandre de Battenberg. La même famille aura des représentants illustres en Grande-Bretagne, sous le nom anglicisé de Mountbatten.

730. W. C. Fuller Jr., 1992, p. 336-338 ; D. Geyer, 1987, p. 117.

731. PSZ, n° 46380 (21 oct. 1868).

732. Sous sa forme allemande, Constantin von Kaufmann. Il a servi au Caucase de 1844 à 1855, participant à la prise de Kars, puis a été gouverneur général à Vilna (1865).

733. C'est en 1876 que J. Verne publie *Michel Strogoff* où il imagine le scénario-catastrophe d'une révolte généralisée des peuples d'Asie centrale contre les Russes.

734. A. Campbell Yate, 1887 ; J. Siegel, 2002.

735. Clemenceau dit alors que la guerre est une chose trop grave pour la confier à des militaires.

736. R. Girault, 1999.

737. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1re série, t. 10 : *21 août 1892-31 décembre 1893*, Paris, 1945, p. 10-17 ; t. 11 : *1er janvier 1894-7 mai 1895*, Paris, 1947, p. 9.

738. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1re série, t. 11, nº 267 (3 nov.), nº 275 (9 nov.), nº 277 (11 nov.), nº 384 (17 nov.), nº 287 (20 nov.), nº 89 (22 nov.), nº 296 (28 nov.), nº 297 (29 nov.), nº 311 (11 déc.).

739. A. Lobanov-Rostovskij (18 mars 1895-30 août 1896), N. Šiškin (1er sept. 1896-13 janvier 1897), M. Murav'ev (13 janvier 1897-8 juin 1900).

740. *Istorija železnodorožnogo transporta*, 1994, p. 145-180.

741. *C. B. Davis, K. E. Jr. Wilburn, R. E. Robinson*, 1991, p. 140.

742. Le siège, qui dure du 20 juin au 14 août 1900, est qualifié par le *New York Sun* de « *most exciting episode ever known to civilization* ». Le film *Les Cinquante-Cinq Jours de Pékin* (*55 Days at Peking*), réalisé par N. Ray en 1963, illustre l'histoire en Technicolor, d'après un livre de N. Gerson.

743. Il est le neveu d'A. A. Abaza, ministre des Finances à la fin du règne d'Alexandre II.

744. P. Renouvin, 1934, p. 152-157 ; E. M. Rozental', 1960, p. 162.

745. Toutefois, jusqu'en 1908, le chef de l'état-major (*načal'nik General'nogo štaba*) est sous la tutelle directe du souverain et non du ministre, ce qui provoque parfois des problèmes de coordination.

746. I. Klein, 1971, p. 126-147.

747. Dans la revue *Russkoe slovo*, 18/31 mars 1909.

748. Archipel des « douze îles » de la mer Égée (en réalité 160 îles et îlots), centré sur Rhodes.

749. Combattu par Stolypin, Izvol'skij a perdu son ministère, mais il se console en tant qu'ambassadeur à Paris.

750. N. G. Hartwig, émissaire russe en Serbie, est l'un des artisans de la création de cette ligue.

751. L. Trotski, 2002, p. 112.

752. F. Fischer,1961.

753. A. Sumpf, 2014, p. 21-24 ; D. Lieven, 1983, p. 18.

754. D. McDonald, 1996, p. 481-502.

755. F. K. Tomaszewski, 2002.

756. J. Čižmář, 1925, p. 7-14.

757. J.-P. Namont, 2004, p. 41-57.

758. A. Sumpf, 2014, p. 28.

759. R. Nachtigal, 2003, p. 153 *sq*.

760. A. Sumpf, 2014, p. 30-31.

761. Voir chapitre 7.

762. C'est pendant sa captivité que Tuxačevskij rencontre De Gaulle, à Ingolstadt. Après plusieurs tentatives infructueuses, il s'évade en septembre 1917 et rejoint la Russie.

Deuxième partie. Les problèmes

Chapitre 11. L'Empire des tsars, des Russes et des non-Russes

763. W. Sunderland consacre un article au « ministère de la Russie asiatique », institution qui n'a jamais existé. Selon lui, la direction de la Migration (*Pereselenčeskoe upravlenie*), fondée en 1896, qui gère la migration des Russes et des Ukrainiens en Sibérie et en Asie centrale, peut être regardée comme une sorte de ministère russe des Colonies (W. Sunderland, 2010).

764. B. Nol'de, 1911.

765. Tolz, 2011. A. Etkind affirme que « l'Autre » dans la culture russe n'est pas l'« Oriental », mais le « moujik ». En développant cette thèse, il donne un nouveau contenu à la notion de « colonisation interne », qui constitue, pour lui, une des plus grandes spécificités du développement russe (A. Etkind, 2011).

766. M. M. Bliev, 1991, p. 68-69.

767. N. K. Bajbulatov, M. M. Bliev, M. O. Buzurtanov, V. B. Vinogradov, V. G. Gadžiev, 1980.

768. M. M. Bliev, 1970, p. 40-56.

769. B. Nol'de, 1954-1953. Nolde n'utilise pas la recherche soviétique des années 1920 et s'appuie surtout sur les travaux des historiens de l'Ancien Régime.

770. B. Nol'de, 1953, p. 167.

771. D. Lieven, 2000.

772. W. Sunderland, 2004. W. Sunderland critique de manière convaincante la tentative de B. N. Mironov de décrire l'histoire sociale russe du XIXe siècle « sans empire », comme celle d'une nation politique en formation.

773. V. S. Djakin, 1998.

774. A. I. Miller, 2000 ; M. V. Dolbilov, 2010.

775. F.-D. Liechtenhan, 2015, p. 244.

776. Ja. A. Lazarev, 2013 ; 2013a.

777. N. Jakovenko, 2006, p. 505.

778. N. A. Voskresenskij, 1945, p. 33-34.

779. M. O. Akišin, 2015.

780. Ja. Zutis, 1946.

781. N. Jakovenko, 2006, p. 509.

782. N. Jakovenko, 2006, p. 511.

783. B. Nol'de, 1953, p. 117-119.

784. B. Nol'de, 1953, p. 140-150.

785. PSZ, t. 26, nº 19721 (18 janv. 1801)

786. B. Nol'de, 1953, p. 383. En effet, Alexandre Ier finit par signer le 12 septembre 1801 un manifeste proche de celui de son père (PSZ, t. 26, nº 20007).

787. SRIO, t. 7, p. 348.

788. Pour une étude générale récente : B. Skinner, 2009.

789. La première Constitution, octroyée dès 1812, était provisoire. Elle est remplacée par le règlement organique de 1813 et par la Constitution de 1818. Il est symptomatique que

tout ce développement soit coupé sous le règne suivant, par un seul édit, abolissant la Constitution (1828). Voir : B. Nol'de, 1953, p. 284-289.

790. B. Nolde montre que la formation de la Bessarabie est inséparable de l'annexion russe : la nouvelle province intègre aussi le Budžak avec son accès à la mer Noire.

791. Voir aussi chapitre 4.

792. La stabilité des frontières, établies vers 1828-1829, peut étonner. Les résultats de la guerre de 1877-1878 y apportent quelques nouvelles annexions. Mais, en général, la frontière sur le fleuve Araxe, entre l'Empire russe et l'Iran, reste en vigueur pendant l'ère soviétique. Elle sépare actuellement l'Azerbaïdjan et la république islamique d'Iran. On peut dire que les frontières reconnues des trois républiques soviétiques et des trois États du Caucase du Nord qui leur ont succédé (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) sont issues des guerres du temps de Nicolas Ier.

793. A. Kappeler, 2008, p. 205.

794. L'édit est publié le 27 décembre 1844 selon l'ancien calendrier, c'est pourquoi certains, mélangeant ancien et nouveau calendrier, le datent de 1845.

795. Il est légitime d'y voir une option stratégique, reprise par les autorités soviétiques et abandonnée en 1936.

796. B. Nol'de, 1926, p. 48.

797. Voir, par exemple, la conversion d'environ 100 000 Estoniens et Lettons pendant les années 1840, ainsi que le projet de passage du polonais de l'alphabet latin au cyrillique (M. V. Dolbilov, 2010, p. 367 ; B. A. Uspenskij, 2004).

798. A. Kappeler, 2008, p. 208.

799. Gouvernorats de Varsovie, Radom, Augustow, Plock et Lublin (pour 1863). Plus tard, dans le cadre de la russification, on introduit un nouveau nom : « pays de la Vistule » (*Privislinskij kraj*).

800. A. I. Miller, 2000, p. 240-241.

801. A. I. Miller, 2000, p. 242-244. L'appellation « édit d'Ems » est impropre : ce n'est pas un ukase, mais un journal du comité spécial, signé par l'empereur, qui n'était pas destiné à la publication.

802. A. I. Miller considère que la circulaire Valuev et « l'édit d'Ems » ont pour but de promouvoir la formation d'une nation moderne, formée par les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses. L'opération de conversion des gréco-catholiques, qu'il n'intègre pas dans son étude, est traitée par M. V. Dolbilov. Voir : A. I. Miller, 2000, p. 187, p. 189 ; A. I. Miller, 2000, p. 187, p. 189 ; M. V. Dolbilov, 2010.

803. Les gréco-catholiques sur le territoire impérial sont réunis à l'orthodoxie sous le règne de Nicolas Ier (1839). Il ne reste qu'une enclave dans le royaume de Pologne, le diocèse de Chełm, « réuni » en 1875.

804. M. V. Dolbilov, 2010, p. 367 et *passim*.

805. A. Kappeler, 2008, p. 212-214.

806. *Ibid.*, p. 226-227.

807. Jusqu'en 1861, les Arméniens occupaient une place de choix dans les projets géopolitiques de l'Empire. Encore en 1878, dans un rapport secret sur la possibilité d'une attaque russe contre les Indes britanniques, le ministre de la Guerre D. A. Miljutin cite la possibilité de s'appuyer sur les prêtres arméniens dans le pays (E. Ju. Sergeev, 2012, p. 160).

808. La campagne de russification des Géorgiens est simplifiée par le fait qu'ils n'ont pas d'Église autocéphale. Les autorités nomment un évêque russe comme exarque et russifient le séminaire de Tiflis (1872). L'établissement, qui compte parmi ses élèves I. V. Džugašvili (Staline), se trouve au centre d'un des conflits les plus aigus et les plus typiques pour cette période de la politique impériale.

809. A. Kappeler, 2008, p. 218-219.

810. R. G. Suny, 1989, p. 140.

811. A. Ju. Baxturina distingue entre le traitement de la Galicie en 1914-1915 (intégration à la Russie) et en 1939-1941 (intégration à l'Ukraine). Voir : A. Ju. Baxturina, 2000, p. 11.

812. A. Ju. Baxturina, 2000.

813. A. I. Miller, 2006, p. 183.

814. M. Gammer, 2005, p. 633-647.

815. Le reste du khanat de Kokand est intégré après une révolte avortée en 1875-1876.

816. J. F. Sahadeo, 2005 ; A. Morrison, 2012.

817. Anna Leopol'dovna meurt en couches en 1746 ; son mari lui survit jusqu'en 1775.

818. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 502.

819. Dix mois de travaux forcés valent une année complète et un an à la mine vaut un an et demi.

820. A. Leroy-Beaulieu, 1988, t. 2, p. 444-447.

821. Le voyage dure de soixante-cinq à soixante-quinze jours.

822. Tchekhov visite l'île à l'été-automne 1890.

823. A. Leroy-Beaulieu, 1988, t. 2, p. 450-452.

824. A. Gentes, 2005, p. 85.

825. A. Leroy-Beaulieu, 1988, t. 2, p. 447, 449.

Chapitre 12. Droit et justice face à la diversité

826. *L'Histoire du droit en France*, 2014, p. 197.

827. V. Aleksandrov, 1984, p. 3-30.

828. R. Wortman, 1976, p. 17, à propos du xviiie siècle ; *ibid.*, p. 16.

829. *L'Histoire du droit en France*, 2014, p. 228-229.

830. V. E. Grabar 1990, p. 40 ; P. Piirimäe, 2007.

831. Traités avec l'Autriche et l'Espagne en 1726 (PSZ, t. 7, n° 4946) et 1746 (t. 12, n° 9288), avec l'Empire ottoman en 1739 (t. 10, n° 7900).

832. R. Wortman, 2012, p. 272, p. 280, p. 281, p. 286.

833. V. Aleksandrov, 1984, p. 4.

834. P. Werth, 2008, p. 301, p. 325.

835. E. Levin, 1986.

836. *Sobornoe uloženie*, chap. 22, art. 24 ; 19, chap. 1.

837. P. Werth, 2008, p. 324.

838. N. Kollmann, 2015, 230.

839. *Ibid.*, p. 224.

840. R. Wortman, 1976, p. 14 ; N. Kollmann, 2015, p. 178.

841. M. Rozengeim, 1878, p. 72.

842. Par exemple, *Sobornoe uloženie*, chap. 2, art. 13.

843. D. Serov, 2009, p. 136.

844. *Sobornoe uloženie*, chap. 22, art. 26 ; PRP, 8, p. 359 (Code militaire, chap. 19, art. 163).

845. C. Schmidt, 1996, p. 215.

846. E. Pravilova, 2014, voir note 26.

847. Essais de codification : C. Schmidt, 1976, p. 213-221.

848. PSZ, t. 14, n° 10733.

849. O. Omel´čenko, 1993, p. 308.

850. E. Pravilova, 2014, p. 10, p. 16, p. 34, p. 43-46.

851. R. Wortman, 1976, p. 35.

852. T. Borisova, 2012, p. 907.

853. L. Baratz, 1937.

854. N. Tagancev, 1911, p. 389, p. 448-449, p. 960.

855. *Ibid.*, p. 448-449.

856. L. Engelstein, 1992, p. 56, p. 95.

857. T. Borisova, 2012, p. 920.

858. W. Wagner, 1994, p. 44-46.

859. Ces droits sont désignés ici sous le terme de « droits particuliers », M. Tissier ayant montré que la notion

contemporaine de « droits locaux » était assez vague ‘M. Tissier, 2012, p. 219).

860. B. Boeck, 2009, p. 167.

861. T. Šatkovskaja, 2000, p. 103.

862. V. Martin, 2001, p. 36.

863. Comp. T. K. Dennison, 2011.

864. J. Burbank, 1999, p. 152 ; 2004.

865. H. Hudson, 2001, p. 5, p. 13.

866. T. Šatkovskaja, 2000, p. 102, p. 97.

867. Citation : M. Lavrinovič, 2002, p. 204.

868. O. Huržij, 1996, p. 147-148.

869. Ju. Šemšučenko (éd.), 1997.

870. A. Vislobokov (éd.), 1993, p. 7.

871. M. Fedorov, 1978, p. 146-147.

872. V. Martin, 2001, p. 58.

873. P. Sartori, 2014, p. 435. V. Martin souligne aussi que les nomades doivent suivre le droit coutumier (V. Martin, 2001, p. 37).

874. V. Martin, 2001, p. 44-46.

875. J. Meyer, 2013, p. 490, p. 505.

876. R. Crews, p. 476-477.

877. S. Kirmse, 2013, p. 791, 797. Voir aussi P. Sartori, 2014 (veuves de Taškent qui s’adressent aux autorités coloniales).

878. M. Tissier, 2012, p. 229.

879. J. Baberowski, 1996.

880. V. Kivelson, 1993.

881. N. Kollmann, 2015, p. 415.

882. D. Serov, 2009, p. 216.

883. N. Kollmann, 2015 ; D. Serov, 2009 ; C. Schmidt, 1996, p. 133.

884. D. Serov, 2009, p. 317-327.

885. A. Rustemeyer, 2006, p. 261-296.

886. N. Kollmann 2015, p. 197.

887. O. Omel'čenko, 1993, 294, p. 308.

888. C. Schmidt, 1996, p. 208.

889. V. Efimova, 2012, p. 73.

890. R. Wortman, 1976, p. 45.

891. L. McReynolds, 2013, p. 21 ; D. Serov, 2017, p. 72.

892. J. Baberowski, 1996, p. 108.

893. L. McReynolds. 2013, p. 8, 86, 94-95, 100-106.

894. J. Baberowski, 1996, p. 172.

895. *Ibid.*, p. 306-338.

896. S. Dahlke, 2012.

897. Comp. K. Härter, 2009, p. 71-107.

898. J. W. Daly, 1998, p. 164.

899. E. V. Anisimov, 1999, p. 398 ; N. B. Golikova, 1957, p. 183.

900. G. Babkova, E. Akel'ev, 2012, p. 21-28, p. 31-36.

901. E. Akel'ev, 2017, p. 59-60, p. 66-67 ; A. B. Kamenskij, 1999, p. 403-404.

902. A. Levenstim, 1901, p. 28.

903. L. McReynolds, 2013, p. 53-55. Sur les experts médicaux, voir aussi L. McReynolds, 2010.

904. R. Geraci, 2000 ; *Materialy dlja istorii antievrejskix pogromov*, 1919, t. 1, p. 40, p. 57, p. 10, p. 11.

905. C. Schmidt, 1996, p. 369.

906. M. Ziv (éd.), *Ustav*, 1914, p. 838-841.

907. V. Danevskij, 1896, p. 211-218.

908. M. Ziv (éd.), *Ustav*, 1914, p. 841.

909. N. Timofeev, 1881, p. 431.

910. J. W. Daly, 1998, p. 45.

911. N. Kollmann, 2015, p. 38.

912. PSZ, t. 21, n° 15153 ; A. Rustemeyer, 2016, p. 103.

913. B. Engel, 2005.

914. J. Burbank, 1999, p. 163.

915. B. Farnsworth, 1992.

916. V. Martin, 2001, p. 54.

917. M. Fedorov, 1978, p. 45, p. 152, p. 98, p. 149.

918. A. Pašuk, 1967, p. 28.

919. A. Tkač, 1988, p. 114 sur l'œuvre de F. Čujkevyč.

920. V. Voropanov, 2002, p. 141.

921. J. Baberowski, 1996, p. 368 ; V. Martin, 2001, p. 52.

922. V. Martin, 2001, p. 512.

923. P. Sartori, 2014, p. 436, p. 447.

924. V. Martin, 2004.

925. J. W. Daly, 2004, p. 4.

926. J. W. Daly, 2002,. 76.

927. A. Rustemeyer, 2013.

928. V. Efimova, 2012, p. 65.

929. L. McReynolds, 2013, p. 7, citant E. Pravilova.

930. J. W. Daly, 2004, p. 42.

931. A. Gentes, 2008, p. 134 ; cité aussi par E. Wirtschafter, 2009, p. 862.

932. J. W. Daly, 2004, p. 30, p. 208.

933. Voir, par exemple, A. Schrader, 2002, p. 57-59 sur les provinces baltes.

934. N. Kollmann, 2015, p. 224, p. 424.

935. A. Gentes, 2008, résumé par E. Wirtschafter, 2009, p. 862.

936. O. Huržij, 1996, p. 162.

937. N. Kollmann, 2015, p. 183.

938. C. Schmidt, 1996, p. 217.

939. A. Schrader, 2002, p. 23, p. 191, note 3.

940. S. Kesper-Biermann, 2009.

941. N. B. Golikova, 1957, p. 51, p. 162, p. 291.

942. A. Schrader, 2002, p. 16, p. 19, p. 23, p. 49, p. 64.

943. A. Schrader, 2002, p. 157 ; L. Engelstein, 1992, p. 73-74.

944. A. Rustemeyer, 2006, p. 409-412.

945. E. V. Anisimov, 1999, p. 669-678.

946. PSZ, t. 15, nº 11122.

947. J. W. Daly, 2004, p. 139, p. 211.

948. K. Sofronenko (éd.), 1961, PRP 8, p. 135-136, *Règlement*, chap. 10.

949. C. Schmidt, 1996, p. 403.

950. M. Aust, 2003.

951. M. Marrese, 2002.

952. S. Frank, 1996, p. 541-566.

953. D. Beer, 2007, p. 30-34.

954. S. Frank, 1999, p. 174-175, p. 19-24, p. 311-12.

955. Comp. J. Burbank, 2008, p. 91-116 et S. Frank, 1999, p. 276-306.

956. Ju. Reent, 2001, p. 110, p. 101.

957. J. W. Daly, 2004, p. 21.

958. E. Lohr, 2012, p. 55.

959. J. W. Daly, 2004, p. 36-37.

Chapitre 13. Les transformations du monde rural

960. Édité simultanément en allemand et en français (A. Haxthausen, 1847-1853).

961. Voir M. Confino sur l'importance des idées de R. Mousnier pour l'analyse de l'Ancien Régime russe (M. Confino, 2008, p. 683).

962. G. Freeze, 1986, p. 21.

963. E. Wirtschafter, 1997, p. 29.

964. E. Wirtschafter, 1994, p. 5.

965. E. Wirtschafter, 1994, 148, p. 150. Selon E. Wirtschafter, la société russe se caractérise « par des frontières sociales indéterminées et poreuses », aussi que par les « disparités socio-économiques » à l'intérieur de chaque groupe.

966. En 1924 est créée pour eux une république autonome. Ils sont 605 000 en 1939. La république est liquidée le 28 août 1941 et la majorité des habitants est déportée au Kazakhstan. Leurs descendants ont bénéficié, après 1991, du droit au retour en Allemagne.

967. A. Haxthausen, 1847-1853, p. 135.

968. T. K. Dennison, 2011, p. 11-12

969. A. Herzen, « La Russie » (1849), *in* A. Herzen, 1954-1966, t. 5, p. 165. L'article original est en français.

970. *Le Statut*, 1963, p. 173-177 ; T. K. Dennison, 2011, p. 7.

971. T. K. Dennison, 2011, p. 8, p. 15.

972. A.V. Čajanov, 1989, p. 199-221. La première publication date de 1924 et a été critiquée pour sa non-orthodoxie marxiste (B. Kerblay, 1985, p. 103-152).

973. T. K. Dennison, 2011, p. 12-13.

974. V. A. Aleksandrov, 1976 ; 1982 ; 1983.

975. L. V. Milov, 1998.

976. C. Goehrke, 2003-2004, t. 2, p. 59.

977. B. N. Mironov, 2000, t. 1, p. 229.

978. *Ibid.*, p. 433.

979. *Ibid.*, p. 370.

980. *Ibid.*, p. 367.

981. A. V. Čajanov, 1989, p. 215 ; B. N. Mironov, 2000, t. 1, p. 219.

982. *Derevenskoe zerkalo*, 1798-1799.

983. A. T. Bolotov, 1873, t. 4, p. 963-964.

984. A. N. Èngel'gardt, 1987, p. 354-357.

985. S. L. Hoch, 1986, p. 92.

986. V. I. Dal', 1863-1866, t. 1, p. 101.

987. S. L. Hoch, 1986, p. 93.

988. La dot accuse les contrastes sociaux : la fille bien dotée doit faire un bon mariage. La compensation nivelle les différences, tout comme la redistribution des lots de terre par la commune (S. L. Hoch, 1986, p. 97, p. 104).

989. Certains seigneurs imposent les mêmes redevances à tous, nivelant « la masse paysanne », tandis que d'autres tiennent compte du potentiel de chaque exploitation(V. A. Aleksandrov, 1976, p. 218-219).

990. *Le Statut*, 1963, p. 38-39. La racine du mot renvoie à l'idée de charge (au sens propre et figuré) et de dépendance.

991. S. L. Hoch, 1986, p. 47. Dans son ouvrage rédigé en français, N. Turgenev traduit *tjaglo* par « ménage » (N. Turgenev, 1847, t. 2, p. 121).

992. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 206.

993. N. Turgenev, 1847, t. 2, p. 120.

994. *Revizija* et *revizor* (fonctionnaire chargé de l'opération et d'aller redresser les torts) viennent du français « révision ». La première partie des *Âmes mortes* paraît en 1842. Gogol brûlera la suite.

995. Voir chapitre 15.

996. P. Béseau traduit, à tort, ce passage par : « Pour passer le temps, il songea à faire des réformes : il diminua la redevance de ses paysans » (Pouchkine, *Eugène Onéguine*, Paris, 1868, p. 53).

997. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 132.

998. À Petrovskoe (gouvernorat de Tambov), un paysan subit un châtiment corporel tous les quatre ans. Entre 1826 et 1828, 79 % des hommes adultes sont flagellés une fois, 24 % deux fois (S. L. Hoch, 1986, p. 162).

999. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 143, p. 176.

1000. I. I. Lepexin, voyageur et savant, décrit l'assemblée (*son'mišče, sovet*) de Savaslejki (près de Murom), le 30 juin 1768, sans préciser si ce sont des paysans d'État ou des serfs (I. I. Lepexin, 1771, p. 56-57).

1001. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 123-124.

1002. T. K. Dennison, 2003, p. 5.

1003. S. L. Hoch, 1986, p. 16.

1004. N. V. Ustjugov, 1950, p. 40-49. N'en déplaise à V. Aleksandrov, les procès fonciers montrent que la terre devient rare, mais non qu'une communauté paysanne se charge de la redistribuer (V. A. Aleksandrov, 1976, p. 182).

1005. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 159.

1006. *Ibid.*, p. 160.

1007. C. Goehrke, 2003, t. 2, p. 31 ; V. A. Aleksandrov, 1976, p. 245-246.

1008. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 165.

1009. N. Turgenev, 1847, t. 2, p. 137-139.

1010. « Ainsi l'on voit quelque fois en Russie, comme dans les colonies, des propriétaires vivre en concubinage avec leurs femmes esclaves et les enfants nés de ce commerce suivent le sort de leur mère » (*ibid.*, t. 2, p. 145).

1011. PSZ, t. 6, n° 3770.

1012. A. B. Kamenskij, 1999, p. 287.

1013. PSZ, t. 15, nº 11.166.

1014. PSZ, t. 15, nº 11.204.

1015. A. B. Kamenskij, p. 306-307.

1016. PSZ, t. 17, nº 12.311 (17 janv. 1765) ; t. 18, nº 12.966 (22 août 1767).

1017. M. T. Beljavskij, 1965, p. 40.

1018. I. de Madariaga, 1998, p. 131-132. Reste le port d'Oxotsk, en Sibérie.

1019. M. T. Beljavskij, 1965, p. 270.

1020. I. de Madariaga, 1998, p. 138-139. Les nobles ne peuvent pas non plus pétitionner directement à l'impératrice (D. Griffiths, 1973, p. 230).

1021. I. de Madariaga, 1998, p. 125 ; PSZ, t. 20, nº 14275 (17 mars 1775).

1022. M. T. Beljavskij, 1965, p. 268.

1023. PSZ, t. 19, nº 13634 (5 août 1771) ; I. de Madariaga, 1998, p. 128 ; M. T. Beljavskij, 1965, p. 270 (qui confond l'édit du 5 août avec celui du 21 février 1773).

1024. M. T. Beljavskij, 1965, p. 270. Le *Dictionnaire de l'Académie russe* ignore le mot *aukcion* ; il définit vendre aux enchères comme vente en place publique de bien saisis, attribués à qui en offre le meilleur prix au coup de marteau du commissaire-priseur. *Slovar'*, t. 4, 1793, p. 169.

1025. B. N. Mironov affirme que le servage volontaire est aboli en 1783 à « l'initiative de l'impératrice, et non à la demande des serfs » (*zakrepoščennye*). Mais comment auraient-ils pu prendre une initiative législative ?

1026. T. K. Dennison, 2003.

1027. V. A. Aleksandrov, 1976, p. 138.

1028. PSZ, t. 24, nº 17809.

1029. PSZ, t. 24, nº 17909. L'acte suit l'édit qui classe les ordres et distinctions et précède celui qui instaure le nouveau

régime de succession.

1030. A.V. Predtečenskij, 1957, p. 50.

1031. S. B. Okun', 1956, p. 55.

1032. A.V. Predtečenskij, 1957, p. 50.

1033. S. B. Okun', 1956, p. 54.

1034. PSZ, t. 24, n° 17769. Deux autres édits du même mois appellent à l'obéissance et démentent des rumeurs d'après lesquelles Paul Ier se prépare à faire de tous les serfs des paysans d'État [PSZ, t. 24, n° 17730 (14 janv.) et n° 17776 (31 janv.)].

1035. S. B. Okun', 1956, p. 53. Il donne 600 000, mais comptabilise peut-être aussi les épouses.

1036. N. M. Družinin, 1946-1958.

1037. H. Grandjard, 1954.

1038. T. K. Dennison, 2003 ; 2011, p. 43-45.

1039. S. L. Hoch, 1986, p. 83.

1040. *Ibid.*, p. 61.

1041. T. K. Dennison, 2011, p. 66.

1042. *Ibid.*, p. 65, p. 68.

1043. S. L. Hoch, 1986, p. 112.

1044. Dans la première moitié du XIXe siècle, 17 % à 26 % des feux de Voščažnikovo sont gérés par des femmes seules (T. K. Dennison, 2011, p. 78).

1045. S. L. Hoch, 1986, p. 50.

1046. T. K. Dennison, 2011, p. 39, p. 44.

1047. *Ibid.*, p. 223.

1048. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 26.

1049. J.-L. Van Regemorter, 1971 ; R. Philippot, 1974.

1050. P. A. Zajončkovskij, 1954 ; 2e éd., 1960 ; 3e éd., 1968.

1051. D. Fields, 1976, p. 3, p. 100.

1052. *Idem.*

1053. T. Emmons, 1968, p. 309.

1054. M. A. Davydov, 2011

1055. S. V. Mironenko, 2011.

1056. La responsabilité collective est limitée par une loi de 1899 dans certaines provinces, puis abrogée en 1903. R. Portal date son abolition de 1906 seulement (*Le Statut*, 1963, p. 33).

1057. *Ibid.*, p. 40.

1058. Pour la valeur de la *desjatina*, ou desiatine, voir note 508.

1059. *Ibid.*, p. 33.

1060. P. Gatrell, 1986, p. 50.

1061. *Ibid.*, p. 100-101.

1062. R. Philippot, 1974, p. 121.

1063. *Ibid.*, p. 66.

1064. A. Kofod, 1997 (éd. danoise en 1945) ; *Stolypinskaja reforma*, 2003.

1065. S. M. Dubrovskij, 1925 ; 1963.

1066. D. Macey, 1987.

1067. G. Yaney, 1982.

1068. T. Shanin, 1972.

1069. A. Soljenitsyne, 1983. Cette nouvelle édition d'*Août quatorz*e compte quatorze chapitres supplémentaires, dits du cycle de Stolypine.

1070. V. S. Djakin, 2002, p. 276.

1071. *Ibid.*, p. 288-290.

1072. M. A. Davydov, 2003.

1073. V. S. Djakin, 2002, p. 280.

1074. M. A. Davydov, 2003 ; S. M. Dubrovskij, 1963, p. 311.

1075. En tout 6,2 millions de foyers, soit plus de la moitié des exploitations paysannes, ont demandé à en bénéficier. Les demandes augmentent vers 1912 (M. A. Davydov, 2003). S. Dubrovskij en compte 5 793 000, dont seulement un tiers est satisfait (S. M. Dubrovskij, 1963, p. 241).

1076. M. A. Davydov, 2003.

Chapitre 14. Les ordres anciens de la société

1077. P. V. Dolgorukov, 1855 ; M. E. Byčkova, 1975 ; R. O. Crummey, 1983.

1078. D. Lieven, 1990, p. 1, p. 12.

1079. *Ibid.*, p. 17, p. 27, p. 44-47.

1080. *Ibid.*, p. 7, p. 38-40. D. Lieven estime la valeur moyenne de la *desjatina* à 81,73 roubles. N. A. Proskurjakova calcule un prix moyen de 80,97 roubles (N. A. Proskurjakova, 1973).

1081. D. Lieven, 1990, p. 22-26 ; H.-J. Torke, 1969 ; G. L. Yaney, 1973.

1082. D. Lieven, 1990, p. 279-280.

1083. *Idem.*

1084. *Ibid.*, p. 30-31.

1085. PSZ, t. 8, n° 5811 édit de création (29 juil. 1731) ; n° 5881 Règlement (18 nov.) ; n°s 5886 (20 nov.) et 5894 (4 déc.) conditions d'inscription ; n° 5915 budget de fonctionnement (20 déc.).

1086. J.-L. Van Regemorter, 1971, p. 131.

1087. A. S. Puškin, 1947-1948, t. 1, p. 57.

1088. Ju. M. Lotman, 1994, p. 90-180.

1089. P. R. Roosevelt, 1995.

1090. N. Turgenev, 1847, t. 2, p. 151.

1091. H. Grandjard, 1954.

1092. PSZ (3e série) t. 5 n° 2882 (21 avril 1885).

1093. Ces « schismatiques » sont les vieux-croyants, voir *infra*, p. 388-390, 439. Sur le schisme, voir P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 502-503, 573-574.

1094. I. A. Bulygin, 1977, p. 308.

1095. S. M. Kenworthy, 2010.

1096. *The Kiev Mohyla Academy*, 1984.

1097. G. L. Freeze, 1977 ; 1983 ; 1985.

1098. S. L. Firsov, 1996.

1099. H. Destivelle, 2006.

1100. En 1923, elles prennent le nom de leur principale enseigne, le Magasin universel d'État (*Gosudarstvennyj universal'nyj magazin* ou Goum).

1101. R. Portal, 1961.

1102. P. G. Ryndzjunskij, 1950 ; W. L. Blackwell, 1965.

1103. Localité où Pierre le Grand a installé sa chancellerie. Le régiment de Preobraženskoe conserve ce nom au sein de la Garde impériale, même après son transfert à Pétersbourg.

1104. R. Portal, 1961.

1105. Publiée dans la revue *Moskvitjanin*, mars 1850, n° 6, fasc. 2.

1106. E. Lo Gatto, 1965, p. 433.

1107. P. Melani, 2012.

Chapitre 15. Les nouvelles identités sociales

1108. R. Portal, 1950 ; V. V. Alekseev, D. V. Gavrilov, 2008 ; V. V. Alekseev, E. S. Alekseeva, 2011.

1109. Elle continue d'exister après 1917 sous le nom de *Jaroslavskij kombinat Krasnyj Perekop.*

1110. R.W. Tolf, 1976.

1111. M. S. Štiglic, 1995 ; 2003.

1112. S. Ju. Witte, 1935.

1113. A. Gerschenkron, 1962 ; P. Verley, 1997.

1114. P. Gatrell, 1986.

1115. C'est ce que fait remarquer A. Tchekhov dans sa lettre du 7 janvier 1889 à A. S. Suvorin.

1116. *Intellectuels et intelligentsia*, 2003.

1117. B. A. Engel, 1983 ; 1994 ; 2004.

1118. O. B. Kafanova, M. V. Sokolova, 2005.

1119. « Bernard Moprat, ili Perevospitannyj dikar' », recension du roman *Mauprat* (1837), parue dans *Otečestvennye zapiski*, 1841.

1120. Elle soutient aussi la création de la Croix-Rouge russe (1867). Voir : S. O'Rourke, 2011.

1121. R. Stites, 1978 ; 2e éd. 1991.

1122. A. Korvin-Krukovskaja est fille d'un général, sœur de la mathématicienne S. Kovalevskaja ; elle épouse le Français V. Jaclard. E. Kuševeva se fait connaître sous le nom de Dmitrieva.

1123. D. Field, 1987.

1124. M. Morris, 1993.

1125. L. H. Edmondson, 1984.

1126. R. Pipes, 2013, p. 11-47.

Chapitre 16. La naissance de l'opinion publique au XVIIIe siècle

1127. En français dans le texte.

1128. K. Aksakov, « Opyt sinonimov : publika – narod », *Molva*, 14 déc. 1857, no 36 ; réimpr. K. Aksakov, 1995, p. 402-403.

1129. PSZ, t. 5, no 3241.

1130. Après la mort de Pierre le Grand, la sélection sociale sera plus exigeante.

1131. L. N. Semenova, 1982, p. 199-211 ; D. Smith, 1999, p. 64-65.

1132. J. Habermas, 1984.

1133. G. Marker, 1985, p. 10.

1134. D. Smith, 1999, p. 58-59.

1135. J. Habermas, 1984, p. 46.

1136. M. M. Ščerbatov, 1896-1898, t. 2, p. 54-63.

1137. J. Habermas, 1984, p. 48.

1138. P. Gonneau, A. Lavrov, 2012, p. 554-555. Quelques imprimeries fonctionnent dans les pays ruthènes, notamment à Kiev, mais elles étaient nées avant la réunion de ces régions à la Russie.

1139. G. Marker, 1985, p. 20-24.

1140. *Commentarii Academiae scientiarum imperialis Petropolitanae*, t. 1 à 14, années 1726-1728 à 1744-1746.

1141. En 1754, l'Académie des sciences lance les *Œuvres mensuelles profitables et divertissantes* (*Ežemesjačnye sočinenija k pol'ze i uveseleniju služaščie*), au contenu encyclopédique (*Histoire de la littérature russe*, t. 1, p. 343, p. 364).

1142. Les statuts, adoptés le 15 juin 1765, sont malgré tout approuvés par Catherine II.

1143. G. Marker, 1985, p. 111.

1144. D. Smith, 1999, p. 73.

1145. E. Vigée-Lebrun, 1984, t. 1, p. 343-344.

1146. N. Berdjaev, 1971, p. 20.

1147. T. Bakounine-Ossorguine, 1940, p. 371-372, p. 432, p. 540-541.

1148. A. N. Pypin, 1916 (recueil d'articles publiés avant 1904) ; G. V. Vernadskij, 1999.

1149. A. I. Serkov, 2000 ; 2001.

1150. D. Smith, 1999, p. 177.

1151. *Katharina II, Russland und Europa*, 2001, p. 839.

1152. A. I. Serkov, 2000.

1153. N. Ja. Èjdel'man, 1992.

1154. T. V. Artem'eva, 1994 ; A. Lentin, 1992.

1155. Catherine lui a donné raison : elle a finalement cautionné une restauration sélective de la peine de mort.

1156. M. Raeff, 1960 et 1983 ; T. V. Artem'eva, 1994.

1157. S. V. Pol'skoj, 2010, p. 219-221. Ščerbatov compose un *Dialogue sur l'immortalité de l'âme* (*Razgovor o bessmertii duši*) entre A. F. Xruščev, condamné à mort en 1740, et un clerc de la Chancellerie secrète.

1158. M. Raeff, 1960, p. 363. Voir aussi chapitre 4.

1159. S. A. Porošin, 1844.

1160. K. D. Bugrov, 2009.

1161. S. V. Pol'skoj, 2012, p. 80-84.

1162. K. D. Bugrov, M. A. Kiselev, 2010, p. 127-132.

1163. W. Berelowitch, 1989.

1164. M. M. Safonov, 1974, p. 265-270.

1165. G. Marker, 1985, p. 122-134.

1166. A. Monnier, 1981.

1167. *Ibid.*, p. 88-92.

1168. N. Berdjaev. 1971, p. 21.

1169. I. de Madariaga, 1987, p. 559 ; A. I. Serkov, 2000.

1170. K. A. Papmehl, 1990.

1171. N. I. Novikov, 1951, p. 591 (Catherine II au prince A. A. Prozorovskij, 13 avril 1792).

1172. *Ibid.*, 577 (Catherine II à N. P. Arxarov, le 23 sept. 1784).

1173. K. A. Papmehl, 1990, p. 673-675.

1174. On doit rejeter la thèse de Smith selon laquelle la répression de Novikov aurait été une affaire personnelle entre Prozorovskij et lui ; elle néglige des pièces du dossier, notamment celles qu'apporte Papmehl (D. Smith, 1999, p. 53-54).

1175. N. I. Novikov, 1951, p. 579-580.

1176. I. de Madariaga, 1987, p. 567.

1177. *Biografija Radiščeva*, 1959, p. 70.

1178. Ju. M. Lotman, 1994, p. 268.

1179. A. N. Radiščev, 1988, p. 90-95, p. 294-301, p. 217-218, p. 158-178.

1180. *Ibid*, 1988, p. 243-244.

1181. *Ibid.*, 1988, p. 229-248, p. 255-261 ; P. Hoffmann, 1977, p. 91.

1182. A. N. Radiščev, 1988, p. 246-247.

1183. V. P. Semennikov, 1923, p. 83-111.

1184. A. N. Radiščev, 1988, p. 125-126.

1185. A. N. Radiščev, 1988, p. 292. Il fait sans doute allusion à l'arrestation de Marat, en décembre 1789. Le chapitre fait une large place à une *Brève relation des origines de la censure* qui reprend les deux premiers tomes des *Beiträge zur Geschichte des Erfindungen* de J. Beckmann, Leipzig, 1786-1788.

1186. *Biografija Radiščeva*, 1959, p. 70.

1187. La première femme de Radiščev, A. V. Rubanovskaja, lui donne quatre enfants et meurt en 1783. Sa sœur, Elizaveta, suit Radiščev en Sibérie, l'épouse et lui en donne trois.

1188. *Biografija Radiščeva*, 1959, p. 69.

1189. Ju. M. Lotman, 1994, p. 259.

1190. Ju. M. Lotman, 1994, p. 259.

Chapitre 17. Au nom du peuple

1191. Voir tableau 7.

1192. P. Gonneau, 2012.

1193. P. Ja. Čaadaev, 1970, p. 48-50.

1194. Le critique N. I. Nadeždin décerne l'épithète à Pouchkine, sans le nommer. Celui-ci reprend le mot, ironiquement, dans son poème *Le Comte Nouline* (*Graf Nulin*),

1195. *Polnyj slovar' inostrannyx slov, vošedšix v sostav russkogo jazyka*, SPb., 1861, « Nigilizm ».

1196. A. Coquart, 1946 ; E. Lampert, 1965.

1197. P. Cannac, 1961 ; J. Barrué, 1971 ; M. Confino, 1973 ; W. Bannour, 1978 ; J.-M. Gaffiot, 1989.

1198. A. Bourmeyster, 2000.

1199. M. A. Bakunin, 1961-1981, t. 3.

1200. A. Bourmeyster, 2001, p. 10, p. 78, p. 127, p. 159, p. 206, p. 226-233.

1201. *Moskovskij universitet v vospominanijax sovremennikov*, 1989 ; F. A. Petrov, 1999.

1202. La première époque est celle de Karamzin, 1802-1830.

1203. I. Kireevskij, 1988 ; A. Walicki, 1975 ; F. Rouleau, 1990.

1204. *Umom Rossiju ne ponjat'/Aršinom obščim ne izmerit'/U nej osobennaja stat'/V Rossiju možno tol'ko verit'*.

1205. M. Niqueux, 2016, p. 362-363. Le texte est publié dans *Rus'*, 1881, n° 26 à 28.

1206. G. Luciani, 1963.

1207. Mais qui prend son inspiration dans la République polono-lituanienne, qui n'est plus stigmatisée comme un système incapable de fonctionner.

1208. F. I. Tjutčev, 1988, p. 213-217.

1209. P. V. Kireevskij, 1860-1874, 10 volumes. Deux volumes supplémentaires sont publiés en 1911-1929.

1210. V. I. Dal', 1861-1862 et 1863-1866.

1211. Le catalogue de référence est D. A. Rovinskij, 1881-1893. L'intérêt pour le *lubok* se développe encore au xxe siècle.

1212. J. Brooks, 1985 ; E. Rai-Gonneau, 2008.

1213. J. Bonamour, 1965.

1214. R. Faggionato, 2001.

1215. M. J. Oleksa, 1992 ; A. A. Znamenskij, 1999 ; *Of Religion and Empire*, 2001.

1216. A. I. Mal'cev, 1996.

1217. T. G. Stavrou, P. R. Weisensel, 1986.

1218. *Otkrovennye rasskazy…*, 1870 ; *Récits d'un pèlerin russe*, 1978.

1219. V. Lossky, N. Arseniev, 1977.

1220. *Autour d'Optino*, 1993 ; L. J. Stanton, 1995 ; *Optina pustyn'*, 1997.

1221. Makarij, 1947.

1222. Kavelin devient le moine Léonid en 1857. Il dirige la mission russe de Jérusalem (1863), est aumônier de l'ambassade de Constantinople (1865), vicaire de l'archimandrite de la Trinité-Saint-Serge (1877).

1223. B. Zenkovsky, 1992, t. 1, p. 487.

1224. A. Leroy-Beaulieu, 1988, t. 3 ; K. C. Grass, 1907-1914.

1225. *Vieux-croyants et sectes russes*, 1997 ; P. Waldron, 1987.

1226. M. P. Musorgskij, 2001.

1227. *Russkie starožily Zakavkaz'ja*, 1995.

1228. A. Etkind, 1998 ; 2003.

1229. N. Volkov, C. Ingerflom, 1995 ; L. Engelstein, 1999.

1230. F. Venturi, 1972 ; *Revoljucionnoe narodničestvo*, 1964-1965 ; V. Grafskij, 1993 ; A. Pessin, 1997.

1231. Engels publie les tomes 2 (1885) et 3 (1894). K. Kautsky achève la quatrième partie (1904-1910).

1232. R. Labry, 1928 ; M. Malia, 1961 ; M. Mervaud, 1984 et 2012.

1233. A. Herzen, 1852, p. 25, p. 31.

1234. *Kolokol*, 1962-1964.

1235. N. G. Černyševskij, 2000.

1236. N. A. Kiselev, 1976 ; *Les Ambulants*, 1982 ; E. Valkenier, 1975, 1989 ; *The Wanderers*, 1990 ; F. S. Roginskaja, 1993 ; *The Peredvizhniki*, 2011.

1237. I. Repin, 2002 ; M. Brunson, 2012.

Conclusion

1238. G. Dimitrov, 1997, p. 128-129.

1239. F.-X. Coquin, 1991, p. 17.

Index des noms de lieux

Aaland : îles 1, 2.

Abkhazie 1, 2.

Abşeron 1.

Achgabat 1.

Afghanistan 1, 2, 3, 4.

Afrique 1, 2.

Aïgoun 1.

Aix-la-Chapelle 1.

Akkerman 1, 2, 3.

Akmolinsk 1, 2.

Alapaevsk 1.

Alaska 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Albanie 1, 2.

Aleksandrija 1.

Aléoutiennes : îles 1.

Algérie 1, 2, 3.

Allemagne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.

Alma : riv. 1, 2.

Alma-Ata 1.

Alma-Ata Voir Vernyj 1.

Alpes 1, 2.

Alsace 1, 2.

Altranstadt 1.

Amérique 1, 2, 3, 4, 5.

Amiens 1.

Amou-Daria : riv. 1, 2.

Amour : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Amsterdam 1, 2, 3.

Anapa 1.

Andijan 1.

Andrinople 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Angleterre Voir Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande 1.

Arabie 1.

Aral : mer 1.

Ararat : mont 1.

Araxe : riv. 1, 2, 3.

Araz Voir Araxe 1.

Ardahan 1.

Arménie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Arxangel'sk 1, 2, 3.

Asie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Asie centrale 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33.

Astarābād 1, 2.

Astrakhan 1, 2, 3, 4, 5.

Athènes 1, 2.

Athos : mont 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Atlantique : océan 1, 2.

Auerstaedt 1.

Augsbourg 1.

Augustow 1.

Austerlitz 1.

Australie 1.

Autriche 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91.

Autriche-Hongrie 1.

Autriche-Hongrie Voir Autriche 1.

Avignon 1.

Azerbaïdjan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Azov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Azov : mer 1, 2, 3, 4, 5.

Badakhchan 1.

Bade 1.

Bagdad 1.

Baïkal : lac 1.

Bakou 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Balaklava 1.

Balkach : lac 1.

Balkans 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.

Balkh 1.

Balta 1.

Balta-Liman 1.

Baltique : mer 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Bar 1.

Batoum 1, 2.

Baturyn 1, 2, 3.

Bautzen 1.

Bavière 1, 2.

Baxčisaraj 1.

Bayazet 1, 2.

Belgique 1.

Belgorod 1.

Belgrade 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Belhorod Voir Akkerman 1.

Bendery 1, 2.

Berezina : riv. 1.

Berëzov 1, 2.

Berëzovo Voir Berëzov 1.

Berlin 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Besançon 1.

Bessarabie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Bezdna 1, 2.

Białystok 1.

Biélorussie 1, 2, 3, 4, 5.

Bilhorod Dnistrovs'kyj Voir Akkerman 1.

Birmanie 1.

Bitlis 1.

Björkö 1.

Blagoveščensk 1.

Bohême 1, 2.

Bordeaux 1.

Borodino 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Borovsk 1.

Bosnie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Bosphore : détroit 1.

Boug : riv. 1, 2, 3, 4.

Boukhara 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Boulogne 1.

Bourgogne 1.

Braila 1.

Breslau 1.

Bressanone 1.

Brest-Litovsk 1, 2, 3.

Brindisi 1.

Bruxelles 1, 2.

Bucarest 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Buchlov 1.

Budžak 1, 2, 3, 4.

Bulgarie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Cadix 1.

Caffa 1.

Cahul 1, 2, 3.

Caire (le) 1.

Campo Formio 1, 2.

Canada 1, 2, 3, 4, 5.

Candie Voir Crète 1.

Cannes 1.

Cap (le) 1.

Carlsbad 1.

Carpates : monts 1, 2.

Carskoe Selo 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Caspienne : mer 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Caucase : monts 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55.

Černigov 1, 2, 3, 4.

Černivci Voir Czernowitz 1.

Çeşme 1.

Cetatea Albă 1, 2.

Chaki 1.

Chaumont 1.

Chełm 1, 2, 3, 4.

Chicago 1.

Chine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.

Chios : île 1.

Chirvan 1.

Chypre 1, 2.

Čita 1.

Constantinople 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Constantinople, Basilique Sainte-Sophie 1, 2.

Copenhague 1, 2.

Corée 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Corfou 1.

Courlande 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Cracovie 1, 2.

Crète 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Crimée 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84.

Cronstadt 1.

Čudovo 1.

Čuguev 1.

Czernowitz 1.

Dacie 1, 2, 3.

Daghestan 1, 2, 3, 4.

Dalmatie 1, 2, 3.

Danemark 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Dantzig Voir Gdańsk 1.

Danube : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Dardanelles : détroit 1.

Delmenhorst 1.

Derbent 1, 2, 3, 4, 5.

Détroits (du Bosphore et des Dardanelles) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Deux-Siciles 1.

Dnepropetrovsk Voir Ekaterinoslav 1.

Dniepr : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Dniestr : riv. 1, 2, 3, 4.

Dobrogée Voir Dobrudža 1.

Dobrudža 1, 2, 3.

Dodécanèse 1.

Doğubeyazıt Voir Bayazet 1.

Domnino 1.

Don : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Donec : riv. 1.

Dorpat 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Dresde 1, 2, 3, 4.

Drissa 1.

Dubossary 1.

Écosse 1.

Edirne Voir Andrinople 1.

Edrovo 1.

Égée : mer 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Égypte 1, 2, 3, 4, 5.

Ekaterinburg 1, 2, 3.

Ekaterinoslav 1, 2, 3, 4.

Elbing 1.

Elgava Voir Mitau 1.

Elizavetgrad 1.

Elizavetpol 1.

Empire du Milieu Voir Chine 1.

Empire du Soleil-Levant Voir Japon 1.

Empire ottoman 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79.

Ems 1, 2.

Enikale 1.

Enos 1.

Épinal 1.

Épire 1, 2.

Erevan 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Erfurt 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Erzeroum 1, 2.

Espagne 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Estonie 1, 2, 3, 4.

États-Unis d'Amérique 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Europe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106.

Extrême-Orient 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Eylau 1.

Ferghana Voir Kokand 1.

Finlande 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29.

Flandres 1.

Focşani 1.

Formose : île 1.

Fort Aleksandrovskij 1.

Fort Ross 1.

France 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130.

Frederikshamm 1, 2.

Friedland 1.

Galicie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

Gandamak 1, 2.

Gangut 1, 2.

Ganja 1, 2, 3, 4, 5.

Gatčina 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Gdańsk 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Geok Tepe : oasis 1.

Géorgie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.

Georgievsk 1.

Ghulja 1.

Gilān 1.

Giurgiu 1.

Gjulistan Voir Golestan 1.

Glasgow 1.

Gökdepe Voir Geok Tepe 1.

Golestan 1, 2.

Göttingen 1.

Gourie 1.

Grande-Bretagne Voir Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande 1.

Grèce 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Grodno 1.

Groß-Jägersdorf 1, 2.

Guendeman 1, 2.

Halle 1.

Hanovre 1, 2, 3.

Harbin 1, 2, 3, 4.

Hari Rûd 1.

Heilbronn 1.

Herzégovine 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Hlukhiv 1, 2.

Hollande 1, 2, 3, 4.

Holstein 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Hongrie 1, 2, 3, 4, 5.

Iéna 1.

Ilimsk 1, 2.

Inde 1, 2, 3.

Indes britanniques 1, 2, 3, 4, 5.

Ingolstadt 1.

Ingrie 1, 2, 3.

Ioniennes : îles 1, 2.

Iran 1, 2, 3.

Irbit 1.

Irkutsk 1, 2, 3, 4.

Irlande 1, 2.

Irtyš 1.

Išim : riv. 1.

Ismail 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Istanbul 1, 2, 3, 4.

Istrie 1, 2, 3.

Italie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

Ivanovo-Voznesensk 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Japon 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.

Jaroslavl' 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Jasnaja Poljana 1, 2.
Jassy 1, 2, 3, 4, 5.
Jérusalem 1, 2, 3, 4, 5.
Jur'ev Voir Dorpat 1.
Jutland 1.
Kabardie 1, 2, 3.
Kaboul 1, 2.
Kakhétie 1, 2.
Kalisz 1, 2, 3.
Kaluga 1, 2, 3, 4, 5.
Kamtchatka 1, 2, 3, 4, 5.
Kandeevka 1.
Karabagh 1, 2, 3.
Karlovy Vary Voir Carlsbad 1.
Kars 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Kazakhstan 1.
Kazan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Kerč' 1.
Kharkov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Khartli 1, 2, 3, 4.
Kherson 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Khiva 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Khorezm Voir Khiva 1.
Khyber : col 1.
Kiao-Tcheou 1.
Kichinev 1, 2.
Kiel 1, 2.

Kiev 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Kiev, laure des Grottes 1, 2.

Kili 1.

Kilija Voir Kili 1.

Kinburn 1, 2, 3, 4, 5.

Kinešma 1, 2.

Kirovabad Voir Ganja 1.

Klin 1.

Kokand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Kolberg 1.

Kolomna 1, 2.

Kolyma : riv. 1.

Königsberg 1, 2, 3.

Korram : vallée 1.

Kossovo 1.

Kostroma 1, 2, 3, 4, 5.

Kostroma, monastère Saint-Hypace 1.

Kouban 1.

Kouriles : îles 1.

Kovno 1.

Kovrov 1.

Krasnoe 1.

Krivoj-Rog 1.

Küčük-Qaynardjĩ 1, 2, 3.

Kul'dža Voir Ghulja 1.

Kunersdorf 1, 2, 3, 4.

Kura : riv. 1.

Kursk 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Kuška 1.

Kutaisi 1.

L'viv Voir Lemberg 1.

L'vov Voir Lemberg 1.

Laibach 1, 2, 3.

Laponie 1.

Large 1, 2.

Lefortovo 1.

Leipzig 1, 2, 3.

Lemberg 1, 2, 3.

Lena : riv. 1.

Lesnaja 1.

Lettonie 1.

Liao Toung : riv. 1, 2, 3, 4.

Lieux Saints Voir Terre Sainte 1.

Lipeck 1.

Lisbonne 1.

Lituanie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Livonie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Ljuban' 1.

Ljubljana Voir Laibach 1.

Lodomérie 1.

Łódź 1.

Londres 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Lorraine 1, 2.

Lublin 1.

Luck 1, 2.
Lunéville 1.
Lüshun Voir Port-Arthur 1.
Lutzen 1.
Lyon 1.
Macédoine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Maciejowice 1.
Maghreb 1, 2.
Malakoff 1, 2.
Malo-Jaroslavec 1, 2.
Malte 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Manchester 1.
Mandchourie 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Marmara : mer 1.

Marne : riv. 1.

Maroc 1.

Martineşti-Rimnicu Săra Voir Rymnik 1.

Maxačkala 1.

Māzandarān 1.

Mazovie 1.

Mazurie 1.

Mecklembourg 1, 2, 3, 4.

Mecque (la) 1.

Méditerranée : mer 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Mednoe 1.

Memel 1, 2.

Merv : oasis 1.

Midia 1.

Mingrélie 1.

Minsk 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Mississipi : riv. 1.

Mitau 1, 2, 3.

Mnichovo Hradiště Voir Münchengratz 1.

Mogilev 1, 2, 3, 4.

Moldavie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.

Mongolie 1.

Montbéliard 1.

Montecastro Voir Akkerman 1.

Monténégro 1, 2, 3, 4, 5.

Morava : riv. 1.

Moravie 1.

Morée 1.

Moscou 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153.

Moscou, basilique du Christ-Sauveur 1, 2.

Moscou, cathédrale de la Dormition 1.

Moscou, Kremlin 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Moscou, Kremlin, cathédrale de la Dormition 1.

Moscou, Kremlin, clocher d'Ivan le Grand 1.

Moscou, place Rouge 1.

Moukden 1, 2, 3.

Mughan 1.

Münchengrätz 1.

Murom 1.

Nakhitchevan 1.

Naples 1.

Narva 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Nassau 1.

Navarin 1.

Nemcovo 1.

Nerčinsk 1, 2, 3.

Neuschlot 1.

Neva : riv. 1, 2, 3, 4.

New York 1.

Nice 1.

Niémen : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Nikol'skoe 1.

Nikolaevsk 1, 2, 3, 4.

Nižnij Novgorod 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Noire : mer 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Norvège 1.

Nöteborg Voir Schlüsselburg 1.

Nouvelle Serbie 1.

Nouvelle-Orléans 1.

Novgorod 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Novgorod-Seversk 1.

Novi 1.

Novi-Pazar 1, 2.

Novopetrovskoe Voir Fort Aleksandrovskij 1.

Novorossijsk 1.

Nyenskans 1.

Nysse 1.

Nystad 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Ob : riv. 1, 2.

Očakov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Océanie 1.

Oder : riv. 1.

Odessa 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Oldenbourg 1, 2, 3, 4.

Olmutz 1, 2, 3, 4, 5.

Olomuc Voir Olmutz 1.

Olonec 1, 2.

Omsk 1.

Opava Voir Troppau 1.

Optino : ermitage 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Oranienbaum 1.

Orenburg 1, 2, 3, 4.

Orexovo-Zuevo 1.

Orsk 1.

Ossétie 1.

Ostapovo 1.

Ōtsu 1.

Oural : monts 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Oussouri : riv. 1, 2, 3.

Oxotsk 1, 2.

Oxotsk : mer 1.

Oxus : riv. Voir Amou-Daria 1.

Pacifique : océan 1, 2, 3, 4, 5.

Pamir 1.

Panjdeh 1.

Paris 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

Pärnu Voir Pernau 1.

Pavlovo 1.

Pavlovsk 1.

Pays-Bas 1, 2.

Pékin 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Pelym 1.

Pelym : riv. 1.
Penza 1, 2, 3.
Pera 1.
Perejaslavl'-Zalesskij 1.
Perekop 1, 2.
Perevoločna 1.
Perm' 1, 2.
Pernau 1, 2.
Perse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Pescadores : îles 1.
Petite-Russie Voir Ukraine 1.
Petrograd 1, 2, 3, 4, 5.
Petropavlovsk-Kamčatskij 1.
Petrovskoe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Petrozavodsk 1.
Philadelphie 1.
Philippines 1.
Philippopoli 1.
Piémont 1, 2, 3.
Piémont-Sardaigne 1.
Pishin : vallée 1.
Plevna 1.
Plock 1.
Plovdiv Voir Philippoli 1.
Počaev, laure de la Dormition 1.
Podolie 1, 2.
Poitiers 1.
Pokrovskoe 1.

Polock 1, 2.

Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124.

Pologne-Lituanie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

Poltava 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

Poméranie 1, 2, 3.

Port-Arthur 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Porte Voir Empire ottoman 1.

Portsmouth (États-Unis) 1, 2.

Posen Voir Poznań 1.

Poti 1.

Potsdam 1.

Poznań 1.

Poznanie 1, 2.

Praga 1.

Prague 1, 2, 3.

Preobraženskoe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Présentation au Temple : ermitage Voir Optino 1.

Proche-Orient 1.

Province Maritime (Primorskij kraj) 1.

Provinces-Unies 1, 2, 3, 4, 5.

Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69,

70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88.

Prusse orientale 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Prut : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Przemyśl 1.

Pskov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Raclawice 1.

Radom 1.

Rakvere : Vesenberg 1.

Rastatt 1.

Recht 1.

Reichenbach 1.

République batave 1.

République cisalpine 1, 2.

République des Sept-Îles 1.

République helvétique 1.

République ligurienne 1, 2.

République polono-lituanienne Voir Pologne-Lituanie 1.

République tchèque 1, 2.

Reval 1, 2.

Rhin 1.

Rhin : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Rhodes 1.

Riga 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Rjabaja Mogila 1, 2.

Rjabušinskaja sloboda 1.

Rjazan’ 1, 2.

Rogožskoe 1, 2, 3.

Rome 1, 2, 3, 4, 5.

Rostock 1.

Rostov 1, 2, 3.

Roumanie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Roumélie 1, 2, 3.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64.

Rybinsk 1.

Rymnik 1.

Rzecz Pospolita Voir République polono-lituanienne 1.

Sadowa 1.

Sainte-Hélène : île 1, 2, 3.

Saint-Empire romain germanique 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Saint-Gothard : col 1.

Saint-Nicolas de la Haute-Tura : monastère 1.

Saint-Pétersbourg 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183.

Saint-Pétersbourg, Académie des Beaux-Arts 1, 2, 3.

Saint-Pétersbourg, Académie des Sciences 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Saint-Pétersbourg, cathédrale Saints-Pierre-et-Paul 1.

Saint-Pétersbourg, château Michel 1.

Saint-Pétersbourg, église Notre-Dame-de-Kazan 1.

Saint-Pétersbourg, église Saint-Isaac 1.

Saint-Pétersbourg, forteresse Saints-Pierre-et-Paul 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Saint-Pétersbourg, Institut Smol'nyj 1.

Saint-Pétersbourg, laure Saint-Alexandre Nevskij 1, 2.

Saint-Pétersbourg, palais d'Été 1.

Saint-Pétersbourg, palais d'Hiver 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Sakhaline : île 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Salonique 1, 2, 3, 4.

Samara 1, 2, 3.

Samarkand 1, 2.

San Francisco 1.

San Stefano 1, 2, 3.

Sandjak 1.

Sarajevo 1, 2.

Saratov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Sardaigne 1.

Sarov 1, 2.

Savaslejki 1.

Saxe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Scanie 1.

Schleswig 1, 2.

Schleswig-Holstein 1, 2, 3.

Schlüsselburg 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Schönbrunn 1.

Sébastopol 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

Šemaxa 1.

Semipalatinsk 1, 2.

Semireč'e 1, 2.

Serbie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26.

Sergiev-Posad 1.

Severnaja Sos'va : riv. 1.

Shimoda 1.

Shimonoseki 1.

Sibérie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85.

Sibi 1.

Silésie 1, 2, 3, 4.

Silistra 1, 2.

Silistrie 1.

Šilka : riv. 1.

Simbirsk 1, 2.

Singapour 1.

Sinope 1.

Skopje 1.

Slovaquie 1.

Smolensk 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Sofia 1, 2, 3, 4, 5.

Soğucak Voir Sujuk-Qale 1.

Solovki : îles 1, 2.

Somme : riv. 1.

Soungari : riv. 1.

Spasskaja Polest 1.

Starodub 1.

Staryj-Oskol 1.

Stavučany 1.

Stockholm 1, 2, 3, 4.

Stralsund 1, 2.

Suède 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.

Suisse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Sujuk-Qale 1.

Šumen 1, 2.

Syr-Daria : riv. 1.

Tabriz 1, 2.

Taganrog 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Taïwan : île Voir Formose 1.

Talych 1, 2.

Tambov 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Tannenberg 1, 2.

Tara 1.

Targowica 1.

Tarnopol 1.

Tărnovo 1.

Tarnów-Gorlice 1.

Tartu Voir Dorpat 1.

Tarutino 1.

Taškent 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Tauroggen 1, 2.
Tavda : riv. 1.
Tbilissi Voir Tiflis 1.
Tcherkessie 1, 2.
Tchétchénie 1, 2, 3.
Téhéran 1, 2, 3.
Terek : riv. 1.
Terre Sainte 1, 2, 3, 4, 5.
Thessalie 1.
Thrace 1, 2, 3.
Tian : monts 1.
Tianjin 1.
Tibet 1, 2.
Tiflis 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Tilsit 1, 2, 3.
Tjumen' 1, 2.
Tobol'sk 1, 2, 3, 4.
Tokyo 1, 2.
Tomsk 1, 2.
Toruń 1, 2, 3.
Toržok 1.
Transcaucasie 1, 2, 3, 4.
Transylvanie 1, 2, 3.
Travendal 1.
Traventhal Voir Travendal 1.
Trébizonde 1.
Trente 1.

Trieste 1.

Trinité Saint-Serge : laure 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Trinité Saint-Serge : monastère Voir Trinité Saint-Serge, laure 1.

Tripolitaine 1.

Troppau 1.

Tsargrad Voir Constantinople 1.

Tsing Tao 1.

Tsushima 1, 2, 3.

Tul'čin 1.

Tula 1, 2, 3, 4.

Tunisie 1, 2, 3.

Turgaj 1, 2.

Turkestan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Turkmančaj 1.

Turkménistan 1.

Turquie 1, 2.

Tver 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Uglič 1.

Ukraine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39.

Unkiar Skelessi 1.

Urga 1.

Urup : île 1.

Utrecht 1.

Valachie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Valmy 1.

Van 1.

Vanves 1.

Värälä 1.

Varna 1.

Varsovie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.

Varsovie, duché de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Vatican 1, 2.

Velikopol'e 1.

Vénétie 1.

Venise 1, 2, 3, 4.

Verdun 1.

Vereb'ja : riv. 1.

Vernyj 1, 2, 3.

Vérone 1.

Versailles 1.

Vesenberg 1.

Vičuga 1.

Vienne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29.

Vilna 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Vilnius Voir Vilna 1.

Vistule : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Vitebsk 1, 2.

Vladikavkaz 1, 2, 3.

Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Vladivostok 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Volga : riv. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Volhynie 1, 2, 3, 4.

Voronež 1, 2, 3, 4.
Voščažnikovo 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Voznesensk 1.
Vyborg 1, 2.
Vydropusk 1.
Vyg : riv. 1.
Waterloo 1.
Westphalie 1.
Windsor 1.
Wurtemberg 1.
Xinjiang 1.
Xodynka 1.
Xolmogory 1, 2.
Xotilov 1.
Xotin 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Yangtsé : riv. 1.
Yining Voir Ghulja 1.
Zaandam 1, 2.
Zajcovo 1.
Zurich 1, 2, 3.

Index de personnes

Abaza, Aleksandr Ageevič 1, 2, 3, 4, 5.

Abaza, Aleksej Mixaijlovič 1, 2.

Abbas Mirza 1, 2.

Abdelkader ibn Muhieddin 1.

Ablesimov, Aleksandr Onisimovič 1.

Abraham : bibl. 1.

Adrien : patriarche 1, 2, 3.

Akel'ev, E. : hist. 1.

Akišin, M. O. : hist. 1.

Aksakov, Ivan Sergeevič 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Aksakov, Konstantin Sergeevič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Aksan, V. : hist. 1, 2, 3, 4.

Aksel'rod, Pavel Borisovič 1, 2.

Akunin, Boris 1.

Aleksandr Mixajlovič : grand-duc 1.

Aleksandr Pavlovič Voir Alexandre Ier 1.

Aleksandrov, V. A. : hist. 1, 2.

Alekseev, A. I. : hist. 1.

Alekseev, Evgenij Ivanovič 1.

Aleksej Mixailovič : tsar de Russie 1, 2.

Aleksej Petrovič : tsarévitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Alexandra Fedorovna : impératrice de Russie, épouse de Nicolas Ier 1.

Alexandra Fedorovna : impératrice de Russie, épouse de Nicolas II 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Alexandre Ier : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27,

28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140.

Alexandre Ier : prince de Bulgarie 1, 2, 3.

Alexandre II : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65.

Alexandre III : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44.

Alexandre Mixajlovič : grand-duc 1.

Alexandre Pavlovič : grand-duc Voir Alexandre Ier 1.

Alexis Nikolaevič : tsarévitch 1, 2, 3.

Alix de Hesse-Darmstadt Voir Alexandra Fedorovna 1.

Ambroise (Grenkov) : starets 1, 2.

Anastasia Nikolaevna : grande-duchesse 1.

Anastasia Petrović-Njegoć : grande-duchesse 1.

Anisimov, E. V. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Anna Ioannovna : impératrice de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

Anna Leopol'dovna : régente 1, 2, 3, 4, 5.

Anna Pavlovna : grande-duchesse 1.

Anna Petrovna : tsarevna 1.

Annenkov, Ivan Aleksandrovič 1.

Annenkov, Pavel Vasil'evič 1.

Antoine-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel : généralissime de Russie 1, 2.

Apostol, Daniil Pavlovič : hetman des cosaques Zaporogues 1, 2, 3.

Apraksin, Anton Stepanovič : comte 1.

Apraksin, Stepan Fedorovič 1, 2.

Apuxtin : famille 1.

Aragon, Louis 1.

Arakčeev, Aleksej Andreevič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Armand, Élisabeth Pécheux d'Herbenville dite Inès 1.

Armfelt, Gustaf Mauritz : comte 1.

Aronson, I. M. : hist. 1.

Arsène (Maceevič) : métropolite de Rostov 1, 2.

Artem'eva, T. V. : hist. 1.

Arxarov, Nikolaj Petrovič 1.

Auber, Daniel François 1.

Aucouturier, M. 1.

Auguste II : roi de Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Auguste III : roi de Pologne 1, 2.

Auguste : empereur romain 1, 2, 3.

Avksent'ev, Nikolaj Dmitrievič 1, 2.

Avvakum Petrov 1, 2.

Babkova, G. : hist. 1.

Babo, Joseph Marius von 1.

Bagration : famille 1.

Bagration, Petr Ivanovič : prince 1.
Bakounine Voir Bakunin, Mixail Aleksandrovič 1.
Bakunin, Mixail Aleksandrovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Balašov, Aleksandr Dmitievič 1, 2, 3.
Balzac, Honoré de 1, 2.
Barclay de Tolly : famille 1.
Barclay de Tolly, Mixail Bogdanovič : prince 1.
Basile II : empereur byzantin 1.
Bašilov, Boris Platonovič Jurkevič dit Boris 1.
Battenberg : famille 1, 2.
Baxtin, M. : hist. 1, 2.
Baxturina, A. Ju. : hist. 1.
Baženov, Vasilij Ivanovič 1.
Beales, D. : hist. 1.
Beauharnais, Joséphine de : impératrice des Français 1, 2.
Beauretour, Alexandre Michaud de 1.
Bebel, Auguste 1, 2.
Beccaria, Cesare 1, 2, 3, 4, 5.
Beckoj, Ivan Ivanovič 1, 2.
Becquerel, Henri 1.
Beecher-Stowe, Harriet 1.
Beer, D. : hist. 1.
Beethoven, Ludwig van 1.
Beilis, Menahem Mendel 1, 2.
Bekovič-Čerkasskij, Aleksandr prince 1.
Belinskij, Vissarion Grigor'evič 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Beljavskij, M. T. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.
Benckendorf, Aleksandr Xristoforovič : comte 1, 2, 3.

Bennigsen, Levin Auguste von : comte 1, 2.

Benois, Alexandre 1.

Berdjaev, Nikolaj Aleksandrovič 1, 2, 3.

Berg, Fedor Fedorovič von : comte 1, 2, 3, 4.

Berg, Friedrich Wilhelm Rembert von Voir Berg, Fedor Fedorovič 1.

Bergeret, Pierre-Nolasque 1.

Berija, Lavrentij Pavlovič 1.

Bering, Vitus 1.

Bernadotte, Jean-Baptiste : roi de Suède 1, 2.

Bers, Sof'ja Andreevna 1.

Bervi-Flerovskij, Vasilij Vasil'evič 1.

Bestužev-Rjumin, Aleksej Petrovič : comte 1, 2.

Bestužev-Rjumin, Mixail Pavlovič 1, 2.

Betancourt y Molina, Augustin 1, 2, 3.

Bezborodko, Aleksandr Andreevič prince 1, 2, 3, 4.

Bezobrazov, Aleksandr Mixajlovič 1.

Biron, Ernst Johann : régent 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Bismarck, Otto prince de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Blackstone, William 1.

Blagoev, Dmitr 1.

Blanc, Louis 1.

Bliev, M. M. : hist. 1.

Bludov, Dmitrij Nikolaevič : comte 1, 2.

Bobrikov, Nikolaj Ivanovič 1, 2.

Bogdan Sabinin 1.

Bogolepov, Nikolaj Pavlovič 1, 2, 3.

Bogoslovskij, M. M. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Bolotov, Andrej Timofeevič 1, 2, 3, 4.
Boltin, Ivan Nikitič 1.
Bonaparte, Jérôme : roi de Westphalie 1.
Bonaparte, Louis Napoléon Voir Napoléon III 1.
Bonaparte, Napoléon Voir Napoléon Ier 1.
Boris Fedorovič Godunov : tsar de Russie 1, 2.
Borisova, T. : hist. 1.
Botkin, Vasilij Petrovič 1, 2, 3.
Boulanger, Georges 1.
Bourbon : dyn. 1.
Bračev, Viktor Stepanovič 1.
Brantôme, Bourdeille, Pierre de, abbé de 1.
Braudel, F. : hist. 1.
Brejnev, Leonid Il'ič : 1er secrétaire du PCUS 1, 2.
Brennan, J. F. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Breško-Breškovskaja, Ekaterina Konstantinovna 1, 2.
Brjusov, Valerij Jakovlevič 1.
Brummell, Georges dit Beau 1.
Brunswick, Charles Guillaume de 1.
Brusilov, Aleksej Alekseevič 1, 2.
Büchner, Georg 1.
Bugrov : famille 1.
Bugrov, K. D. : hist. 1.
Bühren, Ernst Johann Voir Biron 1.
Bulavin, Kondratij 1, 2.
Bulygin, Aleksandr Grigor'evič 1.
Bulygin, I. A. : hist. 1.
Bunge, Nikolaj Xristoforovič 1, 2, 3.

Bunin, Ivan Alekseevič 1.

Burbank, J. : hist. 1, 2, 3.

Burke, Edmund 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Bushkovitch, P. : hist. 1, 2.

Čaadaev, Petr Jakovlevič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Cagliostro, Joseph Balsamo comte de 1.

Čajanov, A. V. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Čajkovskij, Nikolaj Vasil'evič 1, 2, 3, 4, 5.

Čajkovskij, Petr Il'ič 1.

Capodistria, Ioannis Kapodistrias dit Jean 1.

Čardynin, Petr Ivanovič 1.

Carol de Hohenzollern-Sigmaringen Voir Carol Ier roi de Roumanie 1.

Carol Ier : roi de Roumanie 1.

Carrière, Eugène 1.

Čarykov, Nikolaj Valer'evič 1.

Castlereagh, Robert Stewart vicomte 1, 2.

Catherine II : impératrice de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78,

79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239.

Catherine Ire : impératrice de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Catherine Pavlovna : grande-duchesse 1, 2, 3, 4, 5.

Cavos, Caterino 1.

Cederbaum, Julij Osipovič Voir Martov 1.

Čerevin, Petr Aleksandrovič 1.

Čerkasskij, Aleksej Mixajlovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Čerkasskij, Vladimir Andreevič prince 1, 2.

Černjaev, Mixail Grigor'evič 1, 2, 3, 4.

Černov, Viktor Mixajlovič 1, 2, 3, 4.

Černyšev : famille 1.

Černyšev, Aleksandr Ivanovič prince 1, 2.

Černyševskij, Nikolaj Gavrilovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Čertkov, Vladimir Grigor'evič 1, 2.

Chamil : imam 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Chappe d'Auteroche, Jean 1.

Charles VI : empereur du Saint-Empire 1, 2, 3.

Charles XI : roi de Suède 1.

Charles XII : roi de Suède 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25.

Charles-Léopold : duc de Mecklembourg-Schwerin 1, 2.

Charles-Pierre duc de Holstein Voir Pierre III 1.

Charlotte de Brunswick-Wolfenbüttel 1, 2.

Charlotte Wilhelmine de Hohenzollern. Voir Alexandra Fedorovna impératrice de Russie épouse de Nicolas Ier 1.

Chopin, Frédéric 1.

Čičagov, Pavel Vasil'evič 1.

Čičerin, B. N. : hist. 1.

Cicéron 1.

Cimbaev, N. I. : hist. 1.

Citovič, Petr Pavlovič 1.

Clemenceau, Georges 1, 2.

Clément XIV : pape 1.

Colbert, Jean-Baptiste 1.

Colomb, Christophe 1.

Condorcet, Jean Antoine Nicolas de Caritat marquis de 1.

Confino, M. : hist. 1.

Constantin Ier le Grand : empereur byzantin 1, 2.

Constantin Nikolaevič : grand-duc 1, 2.

Constantin Pavlovič : grand-duc 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Constantin VIII : empereur byzantin 1.

Cornette, J. : hist. 1.

Cracraft, J. : hist. 1.

Čulkov, Mixail Dmitrievič 1.

Curie, Marie 1.

Curie, Pierre 1.

Custine, Astolphe marquis de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Cuza, Alexandre Jean : souverain de Moldavie et de Valachie 1.

Čxartišvili, G. Š. Voir Akunin, Boris 1.

Czartoryski : famille 1, 2, 3.

Czartoryski, Adam Jerzy prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Dąbrowski, Jarosław 1.

Dal', Vladimir Ivanovič 1.

Daly, J. W. : hist. 1, 2, 3.

Daniel'son, Nikolaj Francevič 1, 2.

Danilevskij, Nikolaj Jakovlevič 1, 2, 3.

Darwin, Charles 1.

Daškova, Ekaterina Romanovna princesse 1, 2, 3, 4, 5, 6.

David : bibl. 1.

Davydov, Denis Vasil'evič 1, 2, 3.

Davydov, M. A. : hist. 1.

De Gaulle, Charles 1.

Delavigne, Casimir 1.

Delcassé, Théophile 1.

Deljanov, Ivan Daydovič : comte 1, 2, 3, 4.

Denikin, Anton Ivanovič 1, 2, 3, 4.

Dennison, T. K. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Deržavin, Gavriil Romanovič 1, 2, 3.
Desnickij, Semen Efimovič 1, 2.
Dibič, Ivan Ivanovič : comte 1, 2, 3.
Diderot, Denis 1, 2, 3.
Diebitsch, Hans Karl von Voir Dibič, Ivan Ivanovič 1.
Dimitri Pavlovič : grand-duc 1, 2.
Disraeli, Benjamin 1.
Djagil'ev : famille 1.
Djakin, V. S. : hist. 1, 2.
Dmitriev-Mamonov, Ivan Il'ič 1.
Dmitrij Ivanovič : tsarévitch, saint 1.
Dmowski, Roman 1.
Dobroljubov, Nikolaj Aleksandrovič 1, 2.
Dolbilov, M. V. : hist. 1, 2.
Dolgorukov : famille 1, 2, 3, 4, 5.
Dolgorukov, Aleksandr Sergeevič prince 1.
Dolgorukov, Aleksej Grigor'evič prince 1, 2, 3.
Dolgorukov, Ivan Alekseevič prince 1.
Dolgorukov, Pavel Dmitrievič prince 1.
Dolgorukov, Petr Dmitrievič prince 1.
Dolgorukov, Vasilij Andreevič prince 1.
Dolgorukov, Vasilij Lukič prince 1, 2, 3.
Dolgorukov, Vasilij Mixajlovič prince 1.
Dolgorukov, Vasilij Vladimirovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Dolgorukova, Ekaterina Fedorovna princesse 1.
Donnert, E. : hist. 1, 2.
Doré, Gustave 1.
Dosithée (Glebov) : évêque de Rostov 1.

Dostoïevski, Fedor 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Dragomanov, Mixail Petrovič 1.

Družinin, Aleksandr Vasil'evič 1.

Družinin, N. M. : hist. 1.

Družinina, E. I. : hist. 1.

Dubrovin, Aleksandr Ivanovič 1.

Dubrovskij, S. M. : hist. 1, 2.

Dukes, P. : hist. 1, 2.

Dumas, Alexandre (père) 1, 2, 3, 4.

Durnovo, Ivan Nikolaevič 1, 2, 3.

Durnovo, Petr Nikolaevič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Durova, Nadežda Andreevna 1, 2.

Dzeržinskij, Feliks Èdmundovič 1.

Efimov, V. : hist. 1, 2.

Eisenstein, Sergej Mixailovič 1, 2.

Èjdel'man, N. Ja. : hist. 1, 2.

Ekaterina Alekseevna Voir Catherine II 1.

Ekaterina Ioannovna : tsarevna, duchesse de Mecklembourg 1.

Elagin, Ivan Perfil'evič 1.

Elena Pavlovna : grande-duchesse 1.

Elias, N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Élisabeth Alexandra Louise de Hesse-Darmstadt Voir Elizaveta Fedorovna 1.

Élisabeth Ire : impératrice de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89.

Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbüttel : impératrice du Saint-Empire 1.

Eliseeva, O : hist. 1, 2, 3, 4.

Elizaveta Fedorovna : grande-duchesse 1.

Èmin, Fedor Aleksandrovič 1.

Emmons, T. : hist. 1, 2.

Engel, B. : hist. 1.

Èngel'gardt, A. N. : hist. 1, 2.

Engels, Friedrich 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Engelstein, L. : hist. 1.

Enghien, Louis Antoine Henri de Bourbon-Condé duc 1.

Englund, P. : hist. 1.

Eristov, Georgij Evseevič prince 1.

Ermak Timofeevič 1.

Ermolov, Aleksej Petrovič 1.

Étienne Javors'kyj : vicaire du Patriarche 1, 2.

Etkind, A. : hist. 1.

Faizova, I. V. : hist. 1.

Falkenstein : comte Voir Joseph II 1.

Fath'ali : shah de Perse 1.

Fedor Alekseevič : tsar de Russie 1, 2, 3, 4.

Fedor Kuzmič, starets 1.

Fedosov, I. A. : hist. 1, 2.

Fejgina, S. A. : hist. 1.

Fenwick Williams, sir William 1.

Ferdinand Ier : prince puis tsar de Bulgarie 1, 2.

Ferdinand VII : roi d'Espagne 1.

Feuerbach, Ludwig 1.

Fields, D. : hist. 1, 2.

Figes, O : hist. 1.

Figner, Lidija Nikolaevna 1.

Figner, Vera Nikolaevna 1, 2, 3.

Filosofov, Vladimir Dmitrievič 1.

Filosofova, Anna Pavlovna 1, 2, 3, 4.

Flaubert, Gustave 1.

Florenskij, Pavel Aleksandrovič 1.

Florovskij, G. : hist. 1.

Fontenelle, Bernard Le Bouyer de 1, 2.

Fonvizin, Denis Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Fonvizin, Mixail Aleksandrovič 1.

Fonvizina, Natal'ja Dmitrievna née Apuxtina 1.

Fourier, Charles 1.

France, Anatole Thibault dit Anatole 1.

François Ier : empereur d'Autriche 1, 2.

François-Ferdinand : archiduc d'Autriche 1.

François-Joseph II : empereur d'Autriche 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Frédéric Ier de Suède 1.

Frédéric II : roi de Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.

Frédéric-Auguste Ier : prince-électeur de Saxe Voir Auguste II roi de Pologne 1.

Frédéric-Auguste Ier : roi de Saxe 1.

Frédéric-Auguste II : prince-élécteur de Saxe Voir Auguste III roi de Pologne 1.

Frédéric-Guillaume Ier : roi de Prusse 1.

Frédéric-Guillaume III : roi de Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Frédéric-Guillaume IV : roi de Prusse 1.
Freeze, G. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.
Friedrich-Josias : prince de Saxe-Cobourg-Saalfeld 1.
Frost, R. I. : hist. 1.
Furet, F. : hist. 1.

Gagarin, Matvej Petrovic prince 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Gagarin, Pavel Pavlovič prince 1.
Galatée : myth. 1.
Gammer, M : hist. 1, 2.
Gan, Elena Andreevna 1.
Gandhi, Mohandas Karamchand 1.
Gapon, Georgij Apollonovič 1.
Gatrell, P. : hist. 1.
Gautier, Théophile 1.
Gediminides : dyn. 1.
Gentes, A. : hist. 1, 2, 3.
Georges Ier : roi de Grèce 1.
Georges III : roi d'Angleterre 1.
Georges V : roi d'Angleterre 1, 2.
Georges XII : roi de Kakhétie 1.
Georges : duc d'Oldenbourg 1.
Georges : prince de Grèce 1.
Gerschenkron, A. : hist. 1.
Gerštencvejg, Aleksandr Danilovič 1.
Gerstenzweig Voir Gerštencvejg 1.
Gerstner, Franz Anton Ritter von 1.
Geršuni, Grigorij Andreevič 1.

Gestwa, K. : hist. 1.

Giers, Nikolaj Karlovič de 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Gladstone, William 1.

Glebov, Aleksandr Ivanovič 1, 2, 3.

Glinka, Fedor Nikolaevič 1, 2.

Glinka, Mixail Ivanovič 1, 2.

Goc, Abram Rafailovič 1, 2.

Goehrke, C : hist. 1.

Goethe, Johann Wolfgang von 1, 2.

Gogol, Nicolas 1, 2, 3, 4, 5.

Goleniščev-Kutuzov, Mixail Illarionovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.

Golicyn : famille 1, 2, 3.

Golicyn, Aleksandr Mixajlovič prince 1, 2.

Golicyn, Aleksandr Nikolaevič prince 1.

Golicyn, Dmitrij Mixajlovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Golicyn, Mixail Mixajlovič l'Aîné prince 1, 2, 3.

Golicyn, Mixail Mixajlovič le Jeune prince 1.

Golicyn, Vasilij Vasil'evič prince 1, 2, 3.

Golicyna, Anna Aleksandrovna princesse 1.

Golikov, Ivan Ivanovič 1, 2.

Golikova, N. B. : hist. 1, 2.

Golovkin, Gavril Ivanovič : comte 1.

Golovnin, Aleksandr Vasil'evič 1, 2.

Gončarova, Natal'ja Nikolaevna 1.

Gorbatchev, Mixail Sergeevič : 1er secrétaire du PCUS 1, 2, 3.

Gorčakov, Aleksandr Mixajlovič : prince 1, 2, 3.

Gorčakov, Mixail Dmitrievič prince 1, 2, 3.

Goremykin, Ivan Logginovič 1, 2.

Gorki, Aleksej Maksimovič Peškov dit Maxime 1, 2, 3, 4.

Gournay, Vincent marquis de 1.

Gračev, Efim Ivanovič 1, 2.

Grandjean de Fouchy, Philippe 1.

Granovskij, T. N. : hist. 1, 2, 3.

Grégoire XVI : pape 1, 2.

Greig, Samuil Alekseevič 1.

Grévy, Jules : Président de la République française 1.

Griboedov, Aleksandr Sergeevič 1, 2, 3, 4.

Griffiths, D. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Grotius, Hugo de Groot dit 1, 2, 3.

Gučkov : famille 1.

Gučkov, Aleksandr Ivanovič 1.

Gučkov, Fedor Alekseevic 1.

Gueble, Pauline 1.

Guillaume de Danemark Voir Georges Ier roi de Grèce 1.

Guillaume Ier : empereur allemand 1.

Guillaume Ier : roi de Wurtemberg 1.

Guillaume II : empereur allemand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Guillaume II : roi des Pays-Bas 1.

Guillaume III d'Orange-Nassau : stathouder des Provinces-Unies Voir Guillaume II, roi d'Angleterre 1.

Gukovskij, G. A. : hist. 1.

Gur'ev, Dmitrij Aleksandrovič : comte 1, 2.

Gustave III : roi de Suède 1.

Habermas, J. : hist. 1.

Habsbourg : dyn. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.

Hartley, J. : hist. 1, 2.

Hartwig, Nikolaj Genrixovič : baron 1.

Haxthausen, August baron de 1, 2, 3, 4.

Hélène d'Orléans 1.

Helvétius, Claude-Hadrien Schweitzer dit 1.

Hercule : myth. 1.

Herzen, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28.

Hindenburg, Paul von 1.

Hjärne, H. : hist. 1, 2, 3.

Hobbes, Thomas 1.

Hoch, S. : hist. 1, 2, 3.

Hoffmann, P. : hist. 1, 2.

Hohenzollern : dyn. 1.

Homère 1.

Hösch, E. : hist 1.

Hroch, M. : hist. 1, 2.

Hudson, H : hist. 1.

Hugo, Victor 1.

Hugues, L. : hist. 1, 2.

Huizinga, J. : hist. 1.

Ignat'ev, Nikolaj Pavlovič : comte 1.

Imanov, Amangel'dy 1.

Irina Aleksandrovna : princesse impériale 1, 2.

Iskander Voir Herzen, Alexandre 1.

Išutin, Nikolaj Andreevič 1.

Ivan III : grand-prince de Moscou 1.

Ivan IV le Terrible : tsar de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Ivan Susanin 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Ivan V : tsar de Russie 1, 2, 3.

Ivan VI : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Ivanov, Vsevolod Nikanorovič 1.

Ivašev, Vasilij Petrovič 1, 2.

Izvol'skij, Aleksandr Petrovič 1, 2, 3.

Jaclard, Victor 1.

Jakobi, Valerij Ivanovič 1.

Jakovlev, Ivan Aleksandrovič 1.

Jakovleva, T. G. : hist. 1.

James, Henry 1.

Jankovič de Mirijevo, Teodor 1, 2.

Japhet : bibl. 1.

Jarošenko, Nikolaj Aleksandrovič 1, 2.

Jaroslav Vladimirovič dit le Sage : prince de Kiev 1.

Jdanov, Andrej Aleksandrovič 1.

Jefferson, Thomas : président des États-Unis 1, 2.

Jones, Paul 1.

Jones, R. E. : hist. 1, 2, 3.

Joseph (Litovkin) : starets 1.

Joseph II : empereur du Saint-Empire 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

Judenič, Nikolaj Nikolaevič 1, 2.

Julien l'Apostat : empereur romain 1.

Jurkevič, E. : hist. 1.

Jusuf-Pacha 1.

Jusupov : famille 1.

Jusupov, Feliks Feliksovič prince 1, 2.

Juxt, A. I. : hist. 1.

Kabuzan, V. : hist. 1.

Kafengauz, B. B. : hist. 1.

Kahan, A : hist. 1.

Kain, Ivan Osipov dit Van'ka 1.

Kamenskij, A. B. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Kant, Emmanuel 1.

Kantemir, Dmitrie : hospodar de Moldavie 1, 2, 3.

Kaplan, Fejta Fajvelovna dite Fanja Efimovna 1.

Kappeler, A. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Karakozov, Dmitrij Vladimirovič 1, 2, 3.

Karamzin, N. M. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Karazin, Vasilij Nazarovič 1.

Karin-Jakubovskij, Vladimir Nikolaevič 1.

Kasso, Lev Aristidovič 1.

Katkov, Mixail Nikiforovič 1, 2, 3, 4.

Kaufman, Konstantin Petrovič 1, 2, 3.

Kaufman, Petr Mixailovič 1.

Kaufmann, Constantin von Voir Kaufman ; Konstantin Petrovič 1.

Kautsky, Karl 1.

Kavelin, K. D. : hist. 1, 2.

Kavelin, Lev Aleksandrovič 1, 2.

Kavos, Katerino Al'bertovič Voir Cavos, Caterino 1.

Kaxovskij, Petr Grigor'evič 1, 2.

Keith, James Francis Edward 1, 2.

Kerenskij : Aleksandr Fedorovič 1.

Khrouchtchev, Nikita Sergeevič : 1er secrétaire du PCUS 1.

Khudayar : khan de Kokand 1, 2.

Kireevskij, Ivan Vasil'evič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Kireevskij, Petr Vasil'evič 1, 2.

Kirmse, S. : hist. 1.

Kirov, Sergej Mironovič Kostrikov dit 1, 2.

Kiselev, M. A. : hist. 1, 2, 3.

Kiselev, Pavel Dmitrievič : comte 1, 2, 3, 4.

Kist, Gerrits 1.

Kivelson, V. A. : hist. 1, 2, 3.

Kjui, Cezar' Antonovič 1.

Kletočnikov, Nikolaj Vasil'evič 1, 2.

Ključevskij, V. O. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Kločkov, M. V. : hist. 1.

Kneller, Godfrey 1.

Knjažnin, Jakov Borisovič 1.

Kočubej, Viktor Pavlovič prince 1, 2, 3, 4.

Koefoed, Carl Andreas Voir Kofod, Andrej Andreevič 1.

Kofod, Andrej Andreevič 1, 2, 3.

Kokovcov, Vladimir Nikolaevič : comte 1, 2, 3.

Kolčak, Aleksandr Vasil'evič 1, 2.

Kollmann, N : hist. 1, 2.

Kollontaj, Alexandra Mixajlovna 1.

Komissarenko, A. : hist. 1.

Konovalov : famille 1.
Kopievskij, Il'ja Fedorovič 1, 2.
Korb, Johann Georg 1.
Korjakina, E. P. : hist. 1.
Kornilov, A. A. : hist. 1.
Kornilov, Lavr Georgievič 1, 2, 3.
Korsakov, D. A. : hist. 1.
Korvin-Krukovskaja, Anna Vasil'evna 1.
Kościuszko, Tadeusz 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Košelev, Aleksandr Ivanovič 1, 2.
Kotzebue, August von 1, 2, 3.
Kovalevskaja, Sof'ja Vasil'evna 1, 2, 3.
Kovylin, Il'ja Alekseevič 1.
Kozlov, Sergej Vladimirovič 1.
Kozlova, N. V. : hist. 1.
Krivošein, Aleksandr Vasil'evič 1, 2, 3.
Kropotkin, Petr Alekseevič prince 1, 2.
Krüdener, Barbara Julianne von 1, 2.
Krupskaja, Nadežda Konstantinovna 1, 2.
Krylova, T. K. : hist. 1.
Kühlmann, Quirinus 1.
Kurakin : famille 1, 2.
Kurakin, Aleksandr Borisovič prince 1.
Kurat, A. N. : hist. 1, 2.
Kurbskij, Andrej Mixajlovič prince 1, 2.
Kuropatkin, Aleksej Nikolaevič 1, 2, 3, 4.
Kurukin, I. V. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Kušeleva, Elizaveta Lukinična dite Dmitrieva 1.

Kuševa, E. V. : hist. 1.

Kustodiev, Boris Mixajlovič 1.

Kutajsov : famille 1.

Kutajsov, Ivan Pavlovič 1.

Kvašnin : famille 1.

L'vov, Aleksej Fedorovič prince 1.

L'vov, Georgij Evgen'evič prince 1, 2, 3, 4, 5.

La Fayette, Gilbert du Motier marquis de 1.

La Harpe, Frédéric-César de 1, 2, 3.

Lambsdorff, Vladimir Nikolaevič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Lannes, Napoléon : duc de Montebello 1.

Lansdowne, Henry Petty-FitzMaurice marquis de 1.

Lanskoj, Sergej Stepanovič : comte 1, 2, 3.

Lappo-Danilevskij, A. S. : hist. 1, 2, 3.

Laslett, P. : hist. 1.

Lassalle, Ferdinand 1.

Lavrov, A. : hist. 1.

Lavrov, Petr Lavrovič 1, 2, 3, 4, 5.

Law, James 1.

Le Dentu, Camille 1, 2.

Le Peletier de Morfontaine, Claude de 1.

LeDonne, J. : hist. 1, 2.

Lefort, François 1.

Leichoudes, Sofronios 1.

Lénine (Vladimir Il'ič Ul'janov) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31.

Lentin, A. : hist. 1.

Leonard, C. S. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.
Leonid (Nagolkin) : starets 1.
Leont'ev, Konstantin Nikolaevič 1.
Leont'ev, Mixail Ivanovič 1.
Léopold II : empereur du Saint-Empire 1, 2.
Lepexin, Ivan Ivanovic 1.
Lermontov, Mixail Jur'evič 1, 2, 3.
Leroy-Beaulieu, Anatole 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Leskov, Nikolaj Semenovič 1, 2, 3, 4.
Leszczyński, Stanisław Voir Stanislas Ier roi de Pologne 1.
Levenstim, A. : hist. 1.
Levitan, Isaak Il'ič 1, 2.
Levšin, Aleksandr Iraklievič 1, 2.
Liechtenhan, F.-D. : hist. 1.
Lieven : famille 1.
Lieven, D. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.
Liria, James Fitz-James Stuart duc de Berwick et de 1.

Litta, Giulio 1.

Litta, Lorenzo 1.

Lobanov-Rostovskij : famille 1.

Locke, John 1.

Lohr, E. : hist. 1.

Lomonosov, Mixail Vasil'evič : hist. 1, 2, 3.

Longinov, M. N. : hist. 1.

Lopuxina, Evdokija Fedorovna : tsarine de Russie 1, 2.

Loris-Melikov, Mixail Tarielovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Lotman, Ju. M. : hist. 1, 2.

Louis XIV : roi de France 1, 2, 3, 4.

Louis XV : roi de France 1, 2, 3.

Louis XVI : roi de France 1, 2, 3, 4.

Louise de Mecklembourg-Strelitz : reine de Prusse 1, 2, 3, 4.

Ludendorff, Erich 1.

Luppov, S. P. : hist. 1.

Lyscov, V. P. : hist. 1.

Macaire (Ivanov) : starets 1, 2.

Macey, D. : hist. 1.

Mac-Mahon, Patrice de 1.

Madariaga, I. de : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Madatov, Valerian Grigor'evič prince 1, 2, 3.

Magnickij, Leontij Filippovič 1.

Magnickij, Mixail Leont'evič 1.

Maistre, Joseph comte de 1, 2.

Majkov, Vasilij Ivanovič 1.

Makov, Lev Savvič 1.

Makrides, V. : hist. 1.

Malyšev, M. Ju : hist. 1, 2.

Mamontov, Savva Ivanovič 1.

Marat, Jean-Paul 1.

Maria Aleksandrovna : impératrice de Russie, épouse d'Alexandre II 1.

Maria Fedorovna : impératrice de Russie, épouse de Paul Ier 1, 2.

Maria Nikolaevna : grande-duchesse 1.

Marie Leczinska : reine de France 1.

Marie-Antoinette : reine de France 1.

Marie-Thérèse : impératrice du Saint-Empire 1, 2.

Marker, G. : hist. 1.

Markova, O. P. : hist. 1, 2.

Marmier, Xavier 1.

Marrese, M. : hist. 1.

Martov, Julij Osipovič Cederbaum dit 1, 2, 3, 4, 5.

Martynov, I. : hist. 1.

Marx, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Maslov, Anisim Aleksandrovič 1.

Matjuškin, Mixail Afanas'evič 1, 2, 3.

Maupeou, René-Nicolas de 1.

Mazepa, Ivan Stepanovič : hetman des cosaques d'Ukraine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

McGrew, R. E. : hist. 1.

McReynolds, L. : hist. 1.

Mečnikov, Il'ja Il'ič 1.

Meehan-Waters, B. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Mehmet Ali : pacha d'Égypte 1, 2.

Meiji : empereur du Japon 1.

Mel'nikov-Pečerskij, Pavel Ivanovič Mel'nikov dit Andrej Pečerskij 1.

Mendeleev, Dmitrij Ivanovič 1, 2.

Menšikov, Aleksandr Danilovič : prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Menšikov, Aleksandr Sergeevič prince 1.

Meščerskij, Efim Petrovič prince 1.

Meščerskij, Vladimir Petrovič prince 1, 2, 3, 4.

Méthode de Patare 1.

Metternich, Klemenz Wenzel prince de 1.

Meyer, J. : hist. 1.

Michel Aleksandrovič : grand-duc 1.

Michel Pavlovič : grand-duc 1.

Michelet, Jules 1, 2, 3, 4.

Mickiewicz, Adam 1, 2, 3.

Militza Petrović-Njegoć : grande-duchesse 1.

Miljukov, P. N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22.

Miljutin, Dmitrij Alekseevič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Miljutin, Nikolaj Alekseevič 1, 2, 3, 4, 5.

Miller, A. I. : hist. 1, 2, 3.

Millman, R. : hist. 1.

Miloradović, Mixail Andreevič : comte 1.

Milov, L. V. : hist. 1, 2.

Minerve : myth. 1, 2.

Mirbeau, Octave 1.

Mironenko, S. V. : hist. 1, 2.

Mironov, B. N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Mixail Fedorovič : tsar de Russie 1, 2, 3, 4, 5.

Mixajlov, Aleksandr Dmitrievič 1, 2.

Mixajlovskij, Nikolaj Konstantinovič 1, 2, 3.

Mjasoedov, Grigorij Grigor'evič 1.

Mohyla, Pierre : métropolite de Kiev 1.

Moïse : bibl. 1.

Montesquieu, Charles Louis de Secondat baron de la Brède et de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Mordvinov, Nikolaj Semenovič : comte 1.

Morny, Charles duc de 1.

Morozov : famille 1, 2, 3, 4.

Morozov, Savva Timofeevič 1.

Morozov, Savva Vasilievič 1.

Morozov, Timofej Savvič 1.

Morozova, Marija Fedorovna 1.

Mošnin, Proxor Izidorovič Voir Séraphin de Sarov 1.

Mountbatten : famille Voir Battenberg 1.

Mousnier, R. : hist. 1, 2.

Müller, Gerhard Friedrich 1.

Müller, M. : hist. 1, 2, 3.

Münnich, Burchard Christoph von : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Murat, Joachim : roi de Naples 1.

Murav'ev, Mixail Nikitič 1, 2.

Murav'ev, Nikita Mixajlovič 1, 2.

Murav'eva, Aleksandra Grigor'evna née Černyševa 1.

Murav'ev-Amurskij, Nikolaj Nikolaevič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Murav'ev-Apostol, Sergej Ivanovič 1, 2.

Murav'ev-Karskij, Nikolaj Nikolaevič 1.

Murav'ev-Vilenskij dit le Pendeur, Mixail Nikolaevič : comte 1.

Musorgskij, Modest Petrovič 1, 2.

Muzaffar al-Din : émir de Boukhara 1.

Myl'nikov, A. S. : hist. 1, 2, 3, 4.

Nabokov, Vladimir Dmitrievič 1, 2.

Nadeždin, Nikolaj Ivanovič 1.

Napoléon Ier : empereur des Français 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69.

Napoléon III : empereur des Français 1, 2, 3, 4, 5.

Naryškin : famille 1, 2.

Naryškina, Natal'ja Kirillovna : tsarine de Russie 1, 2.

Natal'ja Alekseevna Voir Wihelmine de Hesse-Darmastadt 1.

Natal'ja Alekseevna : tsarevna 1.

Natanson, Mark Andreevič 1, 2, 3.

Nečaev, Sergej Gennad'evič 1, 2, 3.

Necker, Jacques 1.

Nekrasov, Nikolaj Alekseevič 1, 2.

Nelipovič, S. : hist. 1, 2.

Nesselrode, Karl Vasil'evič von : comte 1, 2, 3, 4.

Nevel'skoj, Gennadij Ivanovič 1, 2, 3.

Nicolas Ier : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45,

46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114.

Nicolas Ier : roi de Monténégro 1.

Nicolas II : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79.

Nicolas Nikolaevič : grand-duc 1, 2, 3.

Nikolai, Aleksandr Pavlovič : baron 1.

Nikolaj Aleksandrovič : grand-duc Voir Nicolas II 1.

Nobel : famille 1.

Nolde, B. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Norwid, Cyprian 1, 2.

Novickij, G. A. : hist. 1.

Novikov, Nikolaj Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.

Novoselov, Mixail Aleksandrovič 1.

Novosil'cev, Nikolaj Nikolaevič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Obolenskij : famille 1.

Obreskov, Aleksej Mixaijlovič 1.

Oestreich, G. : hist. 1.

Ogarev, Nikolaj Platonovič 1, 2, 3, 4, 5.

Okladskij, Ivan Fedorovič 1.

Okun', S. B. : hist. 1, 2.

Oleg : prince de Kiev 1.

Olga Nikolaevna : grande-duchesse 1.

Omel'čenko, O. A. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Oreškova, S. : hist. 1, 2.

Orlov : famille 1.

Orlov, Aleksandr Fedorovič : comte 1.

Orlov, Aleksej Fedorovič prince 1.

Orlov, Aleksej Grigor'evič : comte 1, 2, 3, 4, 5.

Orlov, Fedor Grigor'evič : comte 1, 2, 3, 4, 5.

Orlov, Grigorij Grigor'evič prince 1.

Orlov, Ivan Grigor'evič : comte 1.

Osterhammel, J. : hist. 1.

Ostermann, Heinrich Johann Friedrich dit Andrej Ivanovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Ostrovskij, Aleksandr Nikolaevič 1, 2, 3.

Othon Ier : roi de Grèce 1, 2.

Paču, Lazar 1.

Pahlen, Petr Petrovič von : comte 1.

Paléologue, Maurice 1.

Pančenko, A. M. : hist. 1.

Panin, Nikita Ivanovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Panin, Petr Ivanovič : comte 1.

Panin, Viktor Nikitič : comte 1.

Papmehl, K. A. : hist. 1, 2.

Parker, G. : hist. 1.

Paskevič, Ivan Fedorovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Paul Ier : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63.

Pavel Petrovič : grand-duc 1.

Pavlenko, N. I. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Pavlov, Ivan Petrovič 1.

Pavlova, Karolina Pavlovna 1.

Pavlov-Sil'vanskij ; N. P. : hist. 1.

Pazuxin, Aleksandr Dmitrievič 1.

Péréfixe, Paul Philippe Hardouin de Beaumont de 1.

Perovskaja, Sof'ja L'vovna 1, 2, 3, 4, 5.

Perovskij, Vasilij Alekseevič : comte 1.

Pestel', Pavel Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Petr Alekseevič : tsarévitch Voir Pierre II 1, 2.

Petr Fedorovič : tsarévitch Voir Pierre III 1.

Petraševskij, Mixail Vasil'evič 1, 2.

Petrov, Anton 1.

Petruxincev, N. N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Philarète (Drozdov) : métropolite de Moscou 1, 2.

Philippe d'Orléans : comte de Paris 1.

Philippe d'Orléans : régent de France 1.

Philippot, R. : hist. 1.

Pie IX : pape 1.

Pierre Ier : roi de Serbie 1.

Pierre II : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Pierre III : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28,

29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60.

Pierre Nikolaevič : grand-duc 1.

Pierre Ier le Grand : empereur de Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306.

Piłsudski, Jósef 1.

Pipes, R. : hist. 1, 2.

Pirogov, Nikolaj Ivanovič 1.

Pisarev, Dmitrij Ivanovič 1, 2, 3.

Platon (Levšin) : métropolite de Moscou 1, 2, 3, 4.

Platonov, Oleg Anatol'evič 1.

Platonov, S. F. : hist. 1.

Plehve, Vjačestlav Konstantinovič von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Plexanov, Georgij Valentinovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Plotnikov, A. B. : hist. 1, 2.

Plutarque 1.

Pobedonoscev, Konstantin Petrovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Pod'japol'skaja, E. : hist. 1.

Poe, M. T. : hist. 1.

Pogodin, M. P. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Poincaré, Raymond : Président de la République française 1.

Pokrovskaja, Marija Ivanovna 1.

Pokrovskij, M. N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Pokrovskij, N. N. : hist. 1, 2.

Pol'skoj, S. V. : hist. 1.

Polievktov, M. A : hist. 1, 2, 3.

Polikarpov-Orlov, Fedor Polikarpovič 1.

Poniatowski, Joseph prince 1.

Poniatowski, Stanisław Voir Stanislas II Auguste 1.

Popiel, Markiel : évêque de Chełm 1, 2, 3, 4.

Popov, Aleksandr Stepanovič 1.

Popov, Mixail Ivanovič 1.

Porošin, Semen Andreevič 1.

Portal, R. : hist. 1.

Posilović, Pavao 1.

Potemkin, Grigorij Aleksandrovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26.

Potemkin, Jakov Alekseevič 1.

Pouchkine, Alexandre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31.

Pratt, Hugo 1.

Pravilova, E. : hist. 1, 2.

Predtečenskij, A. V. : hist. 1, 2.

Proskurjakova, N. A. : hist. 1.

Protasov, L. G. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Proudhon, Pierre Joseph 1, 2, 3.

Prozorovskij, Aleksandr Aleksandrovič prince 1, 2, 3, 4.

Pufendorf, Samuel von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Pugačev, Emel'jan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.

Puriškevič, Vladimir Mitrofanovič 1, 2, 3, 4, 5.

Putilov : famille 1, 2.

Putjatin, Efimij Vasil'evič : comte 1.

Pygmalion : myth. 1, 2.

Pypin, A. N. : hist. 1, 2.

Quarenghi, Giacomo 1.

Rabinovič, M. G. : hist. 1.

Radiščev, Aleksandr Nikolaevič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44.

Raeff, M. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Raev, Nikolaj Pavlovič 1.

Ragsdale, H. : hist. 1, 2.

Ransel, D. L. : hist. 1, 2.

Raspoutine (Grigorij Efimovič Rasputin) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Rastrelli, Bartolomeo Francesco 1.

Ray, Nicholas 1.

Rayneval, Alphonse comte de 1.

Razin, Stepan dit Sten'ka 1, 2.

Razumovskij, Aleksej Grigor'evič 1.

Razumovskij, Kirill Grigor'evič Rozum dit : hetman des cosaques Zaporogues 1, 2, 3, 4.

Reclus, Élisée 1.

Rediger, Aleksandr Fedorovič 1.

Repin, Il'ja Efimovič 1, 2, 3, 4.

Rey, M.-P. : hist. 1.

Reynal, Guillaume-Thomas : abbé 1.

Rezanov, Nikolaj Petrovič 1.

Rimskij-Korsakov, Aleksandr Mixajlovič 1.

Rimskij-Korsakov, Nikolaj Aleksandrovič 1.

Rjabušinskij : famille 1, 2, 3.

Rjabušinskij, Mixail Jakovlevič 1.

Rjabušinskij, Nikolaj Pavlovič 1.

Rjabušinskij, Pavel Mixajlovič 1.

Rjabušinskij, Pavel Pavlovič 1.

Robert, Cyprien 1.

Rodzjanko, Mixail Vladimirovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Romanov : dyn. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Romme, Charles-Gilbert dit Gilbert 1.

Rostopčin, Fedor Vasil'evič : comte 1, 2, 3, 4, 5.

Rostovcev, Jakov Ivanovič 1, 2, 3, 4.

Roubaud, Franz 1.

Rousseau, Jean-Jacques 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Rovinskij, D. A. : hist. 1.

Rozen, Anna Vasil'evna née Malinovskaja 1.

Rubanovskaja, Anna Vasil'evna 1.
Rubanovskaja, Elizaveta Vasil'evna 1.
Rubinštejn, N. L. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Rüdiger Voir Rediger, Aleksandr Fedorovič 1.
Rumjancev, Nikolaj Petrovič : comte 1, 2, 3, 4.
Rumjancev, Petr Aleksandrovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Rurikides : dyn. 1.
Ryazanovsky, N. : hist. 1, 2.
Ryleev, Kondratij Fedorovič 1, 2.

Šabanova, Anna Nikolaevna 1.

Sabler, Vladimir Karlovič 1.

Šafirov, Petr Pavlovič : baron 1.

Said, E. : hist. 1.
Saint-Simon, Claude-Henri de Rouvroy comte de 1, 2.
Saint-Simon, Louis de Rouvroy duc de 1.

Šalamov, Varlam Tixonovič 1.
Šaljapin, Fedor Ivanovič 1.

Salomon : bibl. 1.
Saltykov : famille 1.
Saltykov, Nikolaj Ivanovič : comte 1.
Saltykov-Ščedrin, Mixail Evgrafovič 1, 2, 3.

Samarin : famille 1.

Samarin, Aleksandr Dmitrievič 1.

Samarin, Jurij Fedorovič 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Samson : bibl. 1.

Sand, George, Dupin, Aurore baronne Dudevant dite 1, 2, 3, 4, 5.

Sapožnikov, D. : hist. 1.

Sartori, P. 1.

Šatkovskaja, T. : hist. 1.

Savickij, Konstantin Apollonovič 1.

Saxarov, Viktor Viktorovič 1.

Šaxovskoj, Aleksandr Aleksandrovič prince 1.

Šaxovskoj, Dmitrij Ivanovič prince 1.

Šaxovskoj, Jakov Petrovič prince 1, 2, 3.

Sazonov, Sergej Dmitrievič 1, 2, 3, 4, 5.

Ščeglovitov, Ivan Grigor'evič 1.

Ščerbatov, Mixail Mixajlovič prince : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24.

Scharf, C. : hist. 1.

Schiller, Johann Christoph Friedrich von 1.

Schilling, H. : hist. 1.

Schnaebelé, Guillaume 1, 2, 3.

Schrader, A. : hist. 1, 2.

Schuyler, Eugene 1, 2.
Schwartz, Fedor Efimovič 1.
Schwarz, Johann Georg 1, 2.
Schwarzenberg, Charles Philppe de 1.
Sebastiani, Bastien 1.

Šebunin, A. N. : hist. 1.

Ségur, Philippe-Paul comte de 1.
Seignobos, Charles 1.

Šelixov, Grigorj Ivanovič 1.

Semevskij, V. I. : hist. 1.
Séraphin de Sarov : saint 1, 2, 3.

Šeremetev : famille 1, 2, 3.
Šeremetev, Boris Petrovič : comte 1, 2.
Šeremetev, Nikolaj Petrovič prince 1.
Šeremeteva, Natal'ja Borisovna princesse 1.

Serge Aleksandrovič : grand-duc 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Sergeevič, V. I. : hist. 1.
Serkov, A. I. : hist. 1.
Serno-Solov'evič, Aleksandr Aleksandrovič 1, 2.
Serno-Solov'evič, Nikolaj Aleksandrovič 1, 2.
Serov, D. O. : hist. 1, 2.
Serov, Valentin Aleksandrovič 1.

Šeškovskij, Stepan Ivanovič 1.
Ševčenko, Taras Grigor'evič 1, 2.

Sévigné, Marie de Rabutin-Chantla marquise de 1.
Shakespeare, William 1, 2.
Shanin, Th : hist. 1.
Sholeim Aleichem, Rabinovič Šolem Naumovič dit 1.

Šicgal, A. G. : hist. 1.

Sienkiewicz, Henryk de Oszyk-Sienkiewicz dit Henryk 1.
Sievers, Jakov Efimovič : comte 1, 2.
Simon, G : hist. 1.

Šingarev, Andrej Ivanovič 1, 2, 3.

Sipjagin, Dmitrij Sergeevič 1, 2.

Šipov, Dmitrij Nikolaevič 1, 2, 3.
Šipov, Ivan Pavlovič 1.
Širinskij-Šixmatov, Platon Aleksandrovič prince 1.
Šiškov, Aleksandr Semenovič 1.

Skavronskaja, Marta. Voir Catherine Ire 1.
Skłodowska, Maria Voir Curie, Marie 1.
Skobelev, Mixail Dmitrievič 1, 2, 3, 4.

Skoropads'kyj, Ivan Il'ič : hetman des cosaques Zaporogues 1, 2, 3, 4.

Šmidt, S. O. : hist. 1, 2, 3, 4, 5.

Smith, Adam 1, 2.

Smith, D. : hist. 1, 2, 3.

Sof'ja Alekseevna : régente 1, 2, 3, 4, 5.

Sojmonov, Fedor Ivanovič 1.

Soldatenkov : famille 1.

Soldatenkov, Egor Vasil'evič 1.

Soldatenkov, Kuz'ma Terent'evič 1.

Soldatenkov, Terentij Egorovič 1.

Soljenitsyne, Alexandre 1, 2, 3, 4.

Solov'ev, Aleksandr Konstantinovič 1.

Solov'ev, S. M. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Solov'ev, Vladimir Sergeevič 1.

Sophie Paléologue : grande-princesse de Moscou 1.

Sophie-Dorothée de Wurtemberg 1.

Sophie-Frédérique d'Anhalt-Zerbst Voir Catherine II 1.

Speranskij, Mixail Mixajlovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39.

Staehlin, Jacob von 1.

Staël, Germaine baronne de Staël-Holstein dite Madame de 1.

Staline, Iosif Vissarionovič Džugašvili dit 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Stanislas Ier : roi de Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Stanislas II Auguste : roi de Pologne 1, 2, 3, 4.

Stanislavskij, Konstantin Sergeevič Alekseev dit 1.

Stankevič, Nikolaj Vladimirovič 1, 2.

Stasov, Vasilij Petrovič 1.

Stasova, Nadežda Vasil'evna 1, 2, 3, 4.

Stefan Malyj 1.

Stegnij, P. V. : hist. 1, 2.

Sterne, Laurence 1.

Stille, A : hist. 1.

Štjurmer, Boris Vladimirovič 1.

Stolypin, Petr Arkad'evič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

Strahlenberg, Ph. J. von : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Strakhova, O. B. : hist. 1.

Stroganov : famille 1.

Stroganov, Pavel Aleksendrovič : comte 1, 2, 3.

Strumilin, S. G. : hist. 1.

Struve, Petr Berngardovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Sumarokov, Aleksandr Petrovič 1, 2.

Sumpf, A. : hist. 1.

Sunderland, W. : hist. 1, 2, 3.

Suny, R. G. : hist. 1.

Surikov, Vasilij Ivanovič 1, 2.

Suslov, Mixail Andreevič 1.

Suslova, Nadežda Prokof'evna 1.

Šuvalov : famille 1.

Šuvalov, Ivan Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Šuvalov, Petr Andreevič : comte 1.

Šuvalov, Petr Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.

Suvorin, Aleksej Sergeevič 1.

Suvorov, Aleksandr Vasil'evič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Suxomlinov, Vladimir Aleksandrovič 1.

Šuxov, Vladimir Grigor'evič 1.

Suxozanet, Nikolaj Onufrievič 1.

Svjatopolk-Mirskij, Petr Dmitrievič prince 1.

Svjatoslav Igor'evič : prince de Kiev 1.

Tagancev, N. : hist. 1.

Talleyrand-Périgord, Charles-Maurice de 1, 2.

Tamerlan 1, 2.

Tarle, E. V. : hist. 1, 2, 3, 4.

Tatiana Nikolaevna : grande-duchesse 1.

Tatiščev, Aleksandr Ivanovič : comte 1.

Tatiščev, V. N. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Tchekhov, Anton 1, 2, 3, 4.

Teplov, Grigorij Nikolaevič 1.

Tessing, Jan 1, 2.

Théodose (Janovs'kyj) : archevêque de Novgorod 1, 2.

Théophane Prokopovyč : archevêque de Novgorod 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Thomasius, Christian 1.
Tikhon (Bellavin) : patriarche 1.
Timašev, Aleksandr Egorovič 1.
Tissier, M. : hist. 1, 2.
Tjutčev, Fedor Ivanovič 1, 2, 3.
Tkačev, Petr Nikitič 1.
Tocqueville, Alexis de 1.
Tolstoï, Léon 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.
Tolstoj, Aleksej Nikolaevič 1.
Tolstoj, Dmitrij Andreevič : comte 1, 2, 3, 4, 5.
Tolstoj, Ivan Ivanovič : comte 1.
Tolstoj, Jakov Nikolaevič 1.
Tolstoj, Petr Aleksandrovič : comte 1.
Tolstoj, Petr Andreevič : comte 1, 2, 3, 4.
Trepov, Aleksandr Fedorovič 1.
Trepov, Dmitrij Fedorovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Trepov, Fedor Fedorovič junior 1.
Trepov, Fedor Fedorovič senior 1, 2, 3.
Tret'jakov : famille 1.
Tret'jakov, Pavel Mixajlovič 1.
Tret'jakov, Sergej Mixajlovič 1.
Tristan, Flora 1.
Trnka, Andreas 1, 2.
Troickij, S. M. : hist. 1, 2, 3.
Troščinskij, Dmitrij Prokof'evič 1.
Trotski, Lev Davidovič Bronstein dit 1, 2, 3, 4, 5.
Troubetzkoy (Trubeckaja), Sophie 1.
Trubeckaja, Ekaterina née Catherine Loubrevie de Laval 1.

Trubeckoj : famille 1.
Trubeckoj, Ivan Jur'evič prince 1.
Trubeckoj, Ivan Juri'evič prince 1.
Trubeckoj, Sergej Petrovič prince 1, 2.
Trubnikov, Konstantin Vasil'evič 1.
Trubnikova, Marija Vasil'evna 1, 2.
Tugan-Baranovskij, M. I. : hist. 1, 2, 3.
Turgenev, Ivan Sergeevič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Turgenev, Nikolaj Ivanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Tuxačevskij, Mixail Nikolaevič 1, 2.
Typhée : myth. 1.

Ul'janov, Vladimir Il'ič Voir Lénine 1.
Ulj'anov, Aleksandr Il'ič 1.
Ulrique-Éléonore : reine de Suède 1.
Urlanis, B. C. : hist. 1.
Ušakov, Fedor Fedorovič 1.
Ustrjalov, N.G. : hist. 1, 2.
Ustrjalov, N.V. : hist. 1, 2, 3.
Utin, Nikolaj Isaakovič 1.
Uvarov, Sergej Semenovič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Vakhtang VI : roi du Khartli 1, 2.
Valuev, Petr Aleksandrovič : comte 1, 2, 3, 4.
Van Regemorter, J.-L. : hist. 1, 2.
Vannovskij, Petr Semenovič 1, 2, 3.
Varen, Bernhard 1.
Varenius Voir Varen, Bernhard 1.

Vasil'čikov, Illarion Vasil'evič prince 1.

Vauban, Sébastien Le Prestre marquis de 1, 2.

Vénus : myth. 1, 2.

Vereščagin, Vasilij Vasil'evič 1.

Vernadskij, G. V. Voir Vernadsky, G. 1.

Vernadsky, G. : hist. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Verne, Jules 1.

Victoria Ire : reine d'Angleterre 1, 2, 3.

Vigée-Lebrun, Élisabeth 1.

Vinogradov, V. B. : hist. 1.

Vjazemskij : famille 1.

Vjazemskij, Aleksandr Alekseevič prince 1, 2.

Vladimir Aleksandrovič : grand-duc 1.

Vladimir Svjatoslavič : prince de Kiev, saint 1, 2.

Vodoff, V. : hist. 1.

Volkonskaja, Marija Nikolaevna née Raevskaja 1.

Volkonskij : famille 1.

Volkonskij, Mixail Sergeevič prince 1.

Volkonskij, Sergej Grigor'evič prince 1.

Volkov, Dmitrij Vasil'evič 1, 2, 3.

Volodimerov, Filipp 1, 2.

Vološin, Kirienko-Vološin Maksimilian Aleksandrovič dit Maksimilian 1, 2.

Voltaire, François-Marie Arouet dit 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Volynskij, Artemij Petrovič prince 1, 2.

Voroncov : famille 1, 2.

Voroncov, Aleksandr Romanovič : comte 1, 2, 3, 4.

Voroncov, Mixail Illarionovič prince 1, 2, 3, 4, 5.

Voroncov, Mixail Semenovič : prince 1, 2.

Voroncov, Roman Illarionovič prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Voroncov, Vasilij Pavlovič 1, 2.

Voroncova, Elizaveta Romanovna princesse 1, 2.

Vozgrin, V. E. : hist. 1.

Vrangel' (Wrangel), Petr Nikoalevič : baron 1.

Vyšnegradskij, Ivan Alekseevič 1, 2.

Vyšnegradskij, Nikolaj Alekseevič 1, 2, 3.

Wagner, W. : hist. 1.

Walch, Johann Georg 1.

Wallerstein, I. : hist. 1.

Washington, George : président des États-Unis 1.

Wehler, H.-U. : hist. 1.

Werth, P. : hist. 1.

Wielopolski, Aleksander Ignacy marquis 1.

Wilhelmine-Louise de Hesse-Darmstadt 1.

Wirtschafter, E. K. : hist. 1, 2, 3.

Witte, Sergej Julievič : comte 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29.

Wittram, R. : hist. 1.

Wolff, Christian (von) 1.

Wöllner, Johann Christoph baron von 1, 2.

Wortman, R. : hist. 1.

Xénia Aleksandrovna : grande-duchesse 1.

Xeraskov, Mixail Matveevič 1, 2.

Xilkov : famille 1.

Xilkov, Mixail Ivanovič prince 1.

Xlebnikov, Viktor Vladimirovič dit Velimir 1.

Xmel'nic'kyj, Bogdan Mixajlovič : hetman des cosaques Zaporogues 1.

Xomjakov, Aleksej Stepanovič 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Xovanskaja, Ekaterina Petrovna princesse 1.

Xovanskij : famille 1.

Xrapovickij, Aleksandr Vasil'evič 1.

Xruščev, Andrej Fedorovič 1.

Yaney, G. : hist. 1.

Yanov, A. : hist. 1.

Yorck, Ludwig Yorck von Wartenburg dit Ludwig 1.

Zajončkovskij, P. A. : hist. 1, 2, 3, 4.

Zasulič, Vera Ivanovna 1, 2, 3, 4, 5.

Zavadovskij, Petr Vasili'evič : comte 1, 2, 3.

Zelińska, Z. : hist. 1.

Željabov, Andrej Ivanovič 1, 2, 3.

Zetkin, Clara 1.

Živov, V. M. : hist. 1, 2.

Zola, Émile 1.

Zorin, A. : hist. 1.

Zotov, Nikita Moiseevič comte 1.

Zubatov, Sergej Vasil'evič 1, 2, 3.
Zubov, Platon Aleksandrovič prince 1.
Zubov, Valerian Aleksandrovič : comte 1.

Žukovskij, Vasilij Andreevič 1, 2, 3.

TABLE

Introduction

première partie
les faits

Chapitre 1 - Les réformes de Pierre le Grand et la réaction conservatrice (1689-1730)

1. Une nouvelle ère

2. Gloire et légende noire de Pierre Ier : historiographie du règne

Un monarque « populaire » ou « national » ?

Les libéraux et les marxistes

Le cavalier de bronze brandit le drapeau rouge

Entre Staline et Foucault

Pierre Ier vu d'Occident : révolution militaire et confessionnalisation à la russe ?

3. Des réformes conditionnées par la guerre

4. La seconde vague de réformes et la transformation de la société

La réforme de l'administration centrale

Les réformes de l'administration locale

La transformation de la société

5. Les réformes culturelles et ecclésiastiques

L'avènement du « civil » : calendrier, costume et typographie

La réforme de l'Église

Réformes et contre-réformes ?

Chapitre 2 - La société de cour (1730-1761)

1. « Révolutions de palais » ou « société de cour » ?

2. Les enjeux de la crise politique de 1730

3. Les conséquences de la crise politique

4. La politique intérieure du Cabinet (1730-1741)

5. Le règne d'Élisabeth : despotisme éclairé ou compromis politique (1741-1761) ?

6. Le réformisme élisabéthain : les projets de Šuvalov

Chapitre 3 - Le triomphe fragile de l'absolutisme éclairé (1762-1796)

1. Pierre III : un despotisme éclairé à la prussienne (1761-1762) ?

Historiographie d'un règne court

Le modèle prussien

L'œuvre législative de Pierre III

2. Catherine II : la philosophie à l'épreuve du pouvoir (1762-1796)

3. La Grande Instruction et la Commission législative (1767-1768)

4. La réforme de l'administration locale (1775)

5. Les chartes de la noblesse et des villes (1785) : la politique sociale

6. L'éducation et la formation de l'homme nouveau

7. La pierre d'achoppement : le servage

8. Le règne a-t-il connu un tournant réactionnaire ?

9. Bilan

Chapitre 4 - Face au défi napoléonien

1. Paul Ier et la loi des mâles (1796-1801)

2. Les énigmes d'Alexandre Ier (1801-1812)

3. Le gouvernement en temps de guerre et les contradictions de l'après-guerre (1812-1825)

4. Des réformateurs contre la monarchie : les décembristes (1821-1825)

Chapitre 5 - Une modernisation conservatrice (1825-1855) ?

1. L'État, garant de la stabilité et d'un progrès contrôlé

2. Orthodoxie, opéra et hymne national

3. Instruction et culture sous surveillance

Chapitre 6 - Les grandes réformes et les contre-réformes (1855-1894)

1. L'empire libéral d'Alexandre II (1855-1866)

2. L'empire autoritaire d'Alexandre II (1866-1881)

3. L'empire réactionnaire d'Alexandre III (1881-1894)

Chapitre 7 - Guerres et révolutions (1894-1917)

1. Dix années conservatrices (1894-1903)

2. La croisée des chemins (1904-1906)

3. Les expériences contrariées (1906-1914)

4. La Grande Guerre, tombeau des empires (1914-1918)

Chapitre 8 - De Narva à Ismail

1. Vertige du succès : guerres et diplomatie de Pierre le Grand (1696-1725)

Comprendre la guerre du Nord

Poltava

La campagne du Prut

Vertige du succès

Le rêve colonial

2. L'alliance autrichienne (1726-1761)

La succession de Pologne

La guerre contre la Porte

La guerre de Sept Ans

3. Le système de Catherine II (1762-1796)

Le système du Nord

La première guerre contre les Ottomans (1768-1774)

Le projet grec et l'annexion de la Crimée

La seconde guerre contre la Porte (1787-1792)

Les partages de la Pologne

Chapitre 9 - Coalitions et alliances

1. La Russie face à la Révolution et à Napoléon (1796-1815)

L'héritage de Catherine II

Paul Ier à la recherche des intérêts russes (1796-1801)

La Russie coalisée (1801-1807)

La première alliance franco-russe (1807-1812)

La guerre patriotique et ses suites (1812-1814)

2. Les limites de la Sainte-Alliance (1815-1825)

3. De Varsovie à Nikolaevsk, du Caucase à la Crimée, un empire continental (1825-1855)

Russie de la mer Noire, de la Caspienne et du Pacifique

L'ordre russe à Varsovie, Buda, Olmutz

Nouvelles ambitions sur les Balkans et l'Orient, et coup de tonnerre de Crimée

Chapitre 10 - De l'alliance des trois empereurs à l'alliance franco-russe (1856-1914)

1. Prudence continentale et ambitions orientales (1856-1886)

Russifier la Pologne, ignorer le Saint-Siège, punir la France ?

Enthousiasme et désillusions dans les Balkans

Le grand jeu en Asie centrale et le gâteau des rois en Extrême-Orient

2. L'alliance française et la question chinoise (1887-1905)

L'alliance française

La curée en Orient

3. La somme de tous les conflits : la Première Guerre mondiale

La polarisation des alliances et la poudrière des Balkans

Les promesses et les buts de guerre

deuxième partie - les problèmes

Chapitre 11 - L'Empire des tsars, des Russes et des non-Russes

1. Historiographie

2. L'empire de Pierre le Grand et de ses héritiers : expansion territoriale, gouvernance, conversion (1696-1761)

3. L'empire des Lumières (1762-1801)

4. L'Empire en marche (1801-1855)

5. L'Empire et la nation (1855-1917)

6. L'empire colonial (1856-1917)

7. La « plus grande prison du monde » ou une colonie ?

Chapitre 12 - Droit et justice face à la diversité

1. Historiographie

2. Sources et structure du droit

Le droit naturel

Réceptions, transfert, codification : le droit de l'État

Droits particuliers

Droit coutumier des paysans russes

Droits des non-Russes

3. Formation et usage de la justice

Institutions appliquant le droit de l'État

Les instances judiciaires

La procédure

Institutions appliquant les droits particuliers

Les juridictions de l'Église orthodoxe

Les juridictions des paysans russes

Les juridictions traditionnelles des non-Russes de l'Empire

La justice administrative

Les châtiments

4. Les promesses risquées de la loi

Chapitre 13 - Les transformations du monde rural

1. La communauté rurale et le servage dans l'historiographie

2. Abécédaire de la vie rurale

3. L'histoire juridique du servage au XVIIIe et au XIXe siècle

4. Les mondes agraires au XIXe siècle : Petrovskoe et Voščažnikovo

5. La réforme de 1861

6. La condition des paysans, de l'émancipation à 1905

7. Réforme de Stolypin (1906-1911)

Chapitre 14 - Les ordres anciens de la société

1. La noblesse, pilier de la monarchie

2. Le clergé, dernier ordre émancipé

3. Citadins et marchands

Chapitre 15 - Les nouvelles identités sociales

1. L'industrialisation et la naissance du prolétariat

2. Les *raznočincy*

3. La question féminine

Chapitre 16 - La naissance de l'opinion publique au XVIIIe siècle

1. Le public, une naissance par décret ?

2. Les francs-maçons

3. Les oppositions aristocratiques

4. L'œuvre et les prisons de Nikolaj Novikov

5. Aleksandr Radiščev et le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*

Chapitre 17 - Au nom du peuple

1. Pessimistes, nihilistes, anarchistes

Nihilisme et terrorisme

Anarchisme russe ou international ?

2. Libéraux, occidentalistes et constitutionnalistes

3. Slavophiles, orthodoxes et populistes

Slavophiles et panslaves

Le renouveau orthodoxe

Le populisme

4. Socialistes et marxistes

Conclusion

troisième partie - sources et bibliographie

quatrième partie - chronologie

Annexes

1. Principaux ministres de l'Empire russe et du gouvernement provisoire

2. Les quatre Doumas de l'Empire russe

3. La famille impériale et ses liens avec Raspoutine

4. Une famille de l'élite russe : généalogie simplifiée des Gorčakov (Gortchakoff)-Stolypin

Tableaux

1. L'administration centrale russe au XIXe siècle

2. *Table des rangs* au XIXe siècle

3. Les idéologies en Russie au XIXe siècle

Cartes

La guerre du Nord (1700-1721)

La guerre de Sept Ans (1756-1763)

L'État polono-lituanien au milieu du XVIIe siècle

Les trois partages de la Pologne (1772, 1793, 1795)

Les frontières occidentales de l'Empire russe (1800-1855)

Les Balkans en 1830 (traité d'Andrinople)

Les Balkans en 1878 (traité de San Stefano)

Les Balkans en 1878 (congrès de Berlin)
Les Balkans en 1913
L'expansion russe au Caucase, 1763-1914
L'expansion russe en Asie centrale, 1796-1914
La Sibérie au XIXe siècle
Notes

puf

www.puf.com